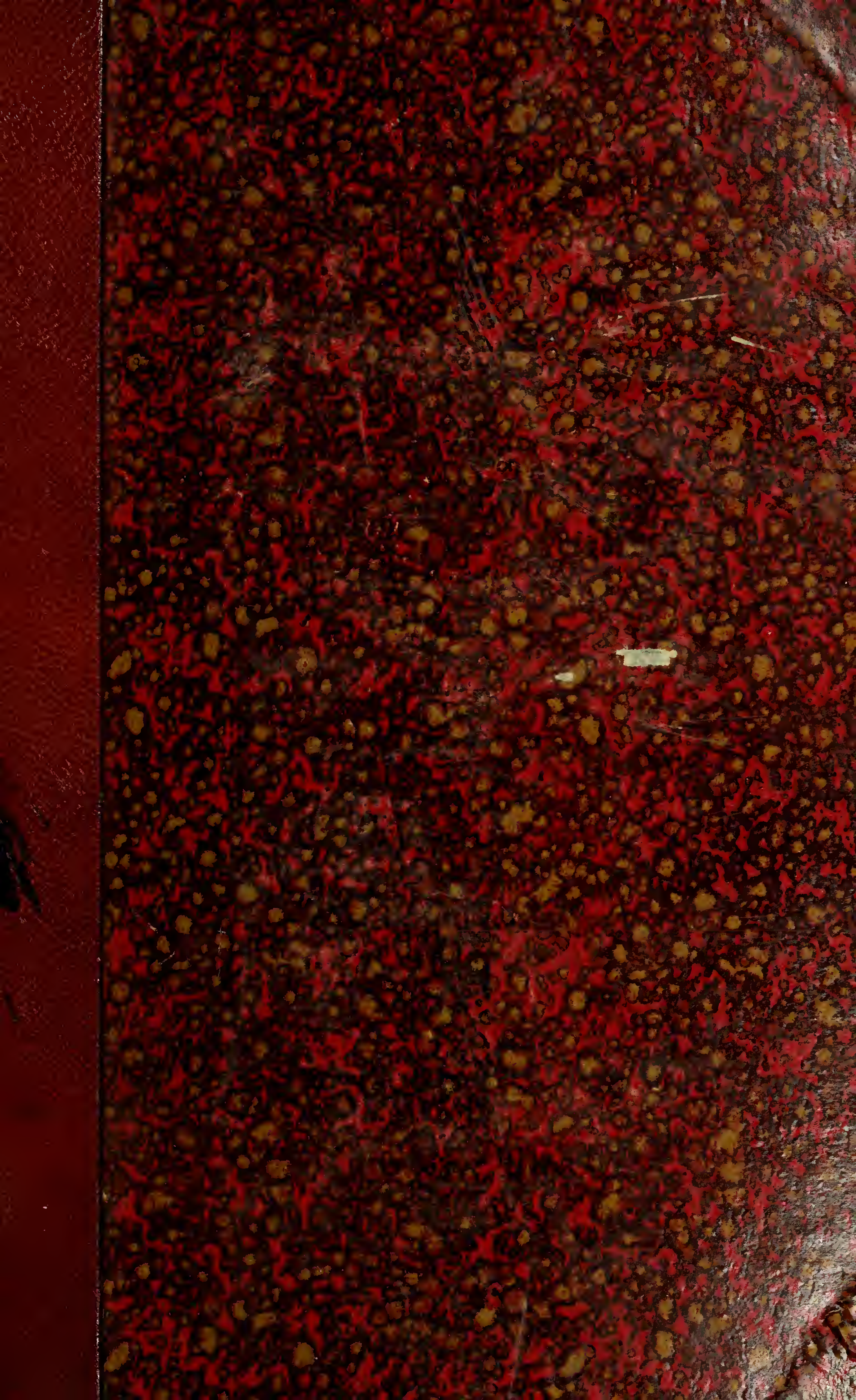
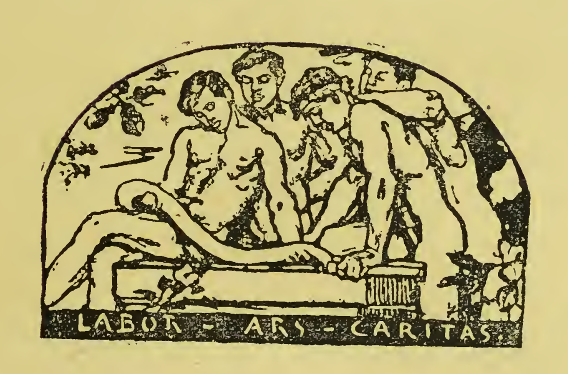


1918

La Grande Revue

98e Volume



37, Rue de Constantinople,
Paris

Programme d'entre Guerre et Paix

Il est impossible, depuis le jour de l'armistice, de rien écrire ni publier sans commencer par envoyer du plus profond de son âme un salut à la Victoire et un merci à tous ses Ouvriers.

C'est sans aucune exagération que le 11 novembre a été appelé le plus grand jour de l'histoire de France, et même de l'histoire du monde.

Mais il ne suffit pas de le saluer et de se féliciter de la fin de la destruction; il faut se mettre immédiatement, et par tous les moyens, par l'action comme par la pensée, à la tâche de reconstruction universelle.

Il le faut d'autant plus, lorsque les principes pour lesquels on a toujours combattu sont précisément ceux que la Victoire fait présider à l'élaboration de demain.

***

Après avoir été suspendue pendant les cinq premiers mois de la mobilisation, la Grande Revue *reprenait sa publication au mois de janvier 1915 et écrivait alors :*

« Elle reparaît avec toutes ses idées, et avec une confiance plus grande que jamais en leur avenir. Tous nos lecteurs, en effet, escomptent avec nous la défaite de l'impérialisme et du militarisme austro-prussien, comme la disparition d'un des principaux obstacles aux réalisations de liberté, de justice, de beauté, de paix. »

C'est fait. L'obstacle a disparu par la vaillance de nos soldats. Les réalisations nouvelles doivent suivre, par l'action de tous les bénéficiaires de la Victoire.

La Grande Revue *ajoutait :*

« Mais, en attendant, elle se restreint et se concentre à étudier les diverses faces de la tragique actualité. Etre la revue documentaire de la vie d'aujourd'hui et la revue d'avant-garde de la vie de demain, ce programme, qui était déjà son programme de paix, doit encore plus rester son programme de guerre. »

***

Pendant quatre ans, ce programme de guerre a été obstinément suivi.

Pendant quatre ans, la Grande Revue *n'a pas publié un seul article qui ne se rapportât à la guerre ou à l'actualité immédiate. Tandis que les fils de France étaient engagés dans la lutte pour la défense de la Patrie et de la République, il ne lui a pas paru possible d'imprimer un seul mot qui pût faire oublier la tragique réalité.*

C'était dur pour une revue pacifique, mais c'était un devoir encore plus sacré. Plus nous avions, jadis, voulu et espéré la paix, plus nous devions être dévoués, par nos moyens, à la guerre de défense nationale. Et peut-être notre fidélité à la pensée de la guerre n'a été si tenace que parce que notre horreur de la guerre en elle-même était plus profonde.

C'était dur pour une revue variée et vivante, traditionnellement ouverte à toutes les nouveautés et à toutes les audaces, mais à qui le grand drame ne laissait pas la liberté de la fantaisie.

C'était dur aussi pour une direction et une rédaction qui auraient mieux aimé faciliter leur tâche en utilisant les manuscrits d'avant-guerre, mais qui devaient pourtant s'imposer la préoccupation constante de la guerre.

C'était dur surtout pour le public de nos lecteurs. Or, aucun d'entre eux, en ces quatre ans, n'a élevé la moindre protestation contre cette ligne de conduite. Ils ont voulu, comme nous-mêmes, cette concentration de la pensée sur la vie tragique du pays. L'heure est enfin venue de les remercier de leur fidélité.

***

Nous voudrions espérer que leur fidélité est due aussi un peu à ce que la Grande Revue, *tout en restreignant son domaine, conservait ses idées et ses méthodes.*

Même dans le champ étroit des choses de guerre, elle ne renonçait pas à la recherche de la variété et des audaces, ni surtout, comme elle le répétait en janvier 1915, *à « sa traditionnelle méthode d'exactitude et d'impartialité ».*

En ces heures de passion, légitime certes, mais si souvent « maîtresse d'erreur et de fausseté », elle voudrait avoir imprimé le moins possible de ces erreurs et de ces faussetés mêmes. Elle pourrait passer en revue ses articles, rappeler que, dès février 1915, *elle s'efforçait de dissiper les illusions hâtives que faisait naître le blocus économique de l'Allemagne, ou que, dès juin* 1917, *elle entretenait les espérances que décevait la renonciation à la guerre de mouvement en montrant que les principes de la guerre n'avaient pas changé... mais il ne lui appartient pas de se juger. Sa seule ambition serait qu'un de ceux qui ont vu et senti, qu'un combattant, revenu du front, par exemple, pût lire les quatre années de sa collection de guerre avec le moins possible de protestation et d'impatience.*

***

Mais si l'on nous permet de reprendre le titre du roman de Leonid Andréief publié ici même, nous n'avons porté pendant quatre ans « le Joug de la Guerre » *que pour avoir plus de joie à le secouer.*

La Grande Revue *va donc reprendre, dès à présent, toute sa liberté et toute sa variété d'avant-guerre; mais à l'heure actuelle, un effort de guerre est encore à faire : c'est l'effort pour diriger la paix prochaine vers la mort définitive de toutes les guerres.*

Tel sera notre programme particulier d'entre guerre et paix.

Il ne sera pas notre programme unique et n'empêchera pas le retour à toutes nos traditions, mais il sera notre programme immédiat le plus cher. Nous croyons être ainsi d'accord avec tous ceux, combattants ou civils, qui n'ont conquis les gloires ou supporté les peines de cette guerre que soutenus par l'espoir de subir la dernière.

Sans doute, les droits acquis à la France par la Victoire sont plus étendus; et tout ce qui est contenu dans la formule « Restitutions, Réparations, Garanties » sera en même temps l'objet de nos préoccupations; mais comment ne pas mettre au premier plan l'exclusion de tous ferments d'hostilités nouvelles et les mesures de guerre à toutes les possibilités d'une guerre future?

L'espoir de tuer la guerre est l'espoir qui soutenait de nombreux soldats; c'est lui qui soutenait aussi le labeur, plus modeste et moins dangereux, de nombreuses gens de l'arrière, auteurs ou lecteurs, obstinés pendant ces quatre ans à ne pas oublier la guerre elle-même. C'est de tous ceux-là que nous voudrions être les interprètes.

*
* *

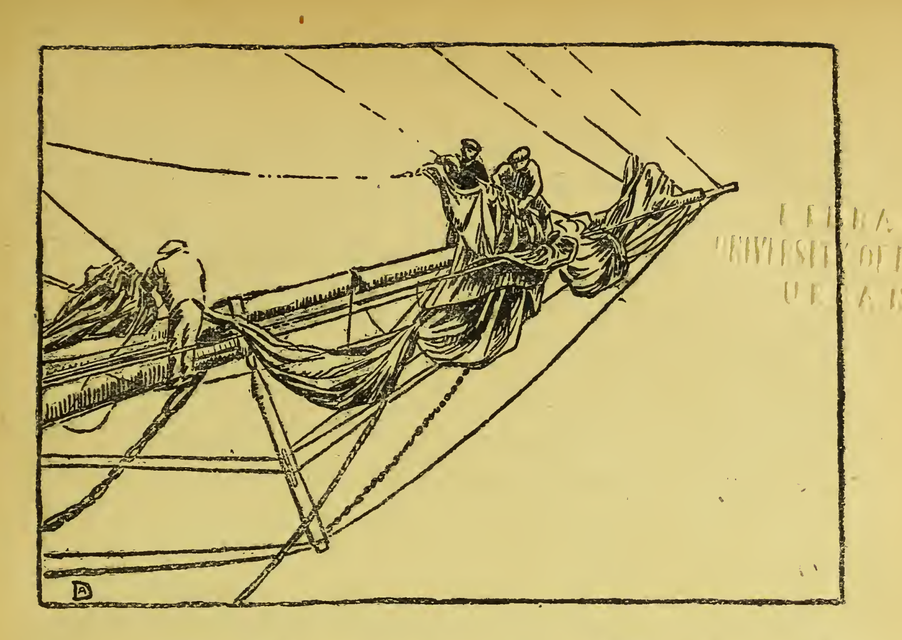
Après un programme d'entre guerre et paix, la Grande Revue *établira ensuite prochainement son programme de paix, avec l'espoir de retrouver la périodicité bi-mensuelle et toutes les facilités matérielles et morales qui lui permettront de donner l'ampleur nécessaire à sa collaboration à l'œuvre de reconstruction.*

En attendant, il suffit de répéter et confirmer les dernières lignes du programme de janvier 1915 *:*

« Plus tard, quand l'ère de la violence sera close, quand sera terminé ce conflit que le célèbre écrivain anglais John Galsworthy appelait fort justement ces jours-ci « le premier grand conflit mondial entre l'idéal démocratique et celui de l'autocratie », ce n'est pas d'un zèle tardif que notre revue entreprendra de grouper et d'organiser librement les forces, qui sont déjà réunies autour d'elle, pour toutes les œuvres de rénovation politique, artistique et sociale, auxquelles elle travaillera après comme avant. »

Mais avec quelle ardeur aujourd'hui grandie par la Victoire!

La Grande Revue.



Pour la Société des Nations[1]

Nous sommes réunis aujourd'hui pour faire connaître à tous la constitution d'une Association française pour la Société des Nations.

Un Comité d'initiative s'est formé depuis plusieurs mois pour la création de cette Association. Vous avez lu les noms des membres de ce Comité et vous y avez vu mêlés sans aucune distinction d'opinion, de croyance ou de parti, les représentants les plus éminents des élites intellectuelles et les délégués les plus autorisés du monde du travail.

Vous avez également lu l'appel que ce Comité d'initiative adresse à l'opinion publique française, et nous vous sommes profondément reconnaissants d'être venus manifester votre adhésion à nos principes et à notre programme.

Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, il y a longtemps déjà que des Associations semblables ont été fondées. Il est nécessaire que la France, qui a eu l'initiative de la grande idée de justice et d'humanité qui nous appelle ici, ne tarde pas plus longtemps à constituer, elle aussi, une organisation puissante qui prenne en mains, avec toute l'autorité nécessaire, la défense

(1) Allocution prononcée le 10 novembre, au Musée social, à l'assemblée constitue de l'*Association Française pour la Société des Nations*, 24, rue Pierre-Curie, Paris

de la grande cause pour laquelle combattent tous les peuples libres.

I

Il était plus que temps d'agir. Il ne faut pas que les peuples libres soient surpris par la paix comme ils ont été surpris par la guerre. L'organisation de la paix veut, elle aussi, une longue et méthodique préparation.

Grâce à la haute valeur de leurs chefs, grâce à l'incomparable vaillance de leurs soldats, les Armées alliées ont depuis trois mois accompli de véritables miracles.

Devant leur marche foudroyante, de la mer du Nord aux terres d'Orient, sur tous les fronts d'Europe et d'Asie, les résistances ont été brisées.

Après la capitulation de la Bulgarie, de la Turquie, de l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne succombe à son tour ; ses troupes se sont vainement accrochées au sol qui fuyait sous leurs pas. La réponse faite à la demande d'armistice par le grand chef militaire vers qui va l'admiration de la France et du monde, ne laisse aucun doute sur le dénouement. Déjà le Kaiser est chassé de son trône par la malédiction de son peuple et sur les ruines de l'empire qui s'écroule nul ne peut prévoir ce que sera l'Allemagne de demain.

La terre entière va saluer la victoire définitive, et la grande image dressée aux rivages de New-York par un sculpteur français ne sera plus le symbole d'une espérance lointaine, mais une immédiate réalité : la Liberté, demain, éclairera le monde !

Voici que l'heure des libérations, des réparations, des restitutions a sonné. Et voici également que vient l'heure des châtiments. Voici que, pour ces soldats de la Liberté, qui, depuis plus de quatre années, ont offert leur sang et leur vie sans un instant de défaillance, a sonné l'heure de la suprême et définitive récompense. Et pour ceux qui sont morts, innombrables, et qui n'auront pas connu cette victoire faite de leur sacrifice, voici du moins qu'arrive l'heure où ceux qui les ont aimés, qui les pleurent, peuvent dire qu'ils ne sont pas morts en vain et que le noble rêve qui illuminait leurs yeux lorsqu'ils tombaient face à l'ennemi s'est enfin réalisé !

J'ai dit que cette victoire était définitive. Il faut qu'elle le soit

pour que le rêve soit vraiment devenu une réalité. Et pour qu'elle soit définitive, il faut que le monde entier s'organise pour qu'aucune force de violence, qu'aucun retour de barbarie ne puisse détruire le trésor pour la conquête duquel, suivant le mot célèbre, l'humanité a perdu son printemps.

Si la voix de ceux qui sont morts là-bas pouvait parvenir jusqu'à vous, vous entendriez cette suprême parole : « Nous avons combattu, nous avons supporté mille souffrances, aujourd'hui nous donnons notre vie, et nous la donnons sans regret, pour que nos enfants et ceux qui naîtront d'eux ne connaissent pas les mêmes souffrances et n'aient pas à s'offrir au même sacrifice. »

* * *

Depuis des siècles le Monde cherche la paix. Depuis des siècles, le Monde a toujours trouvé la guerre.

Pourquoi ?

C'est que malgré les tentatives de quelques penseurs pour montrer dans le droit le fondement de la paix, les chefs d'Etats, pendant des siècles, n'ont imaginé cette paix que sous la forme d'une domination universelle fondée sur la seule force ou d'un équilibre entre les différentes forces qui se partageaient le monde.

Dans l'antiquité, de grands empires se fondent qui tendent à soumettre à leur domination l'ensemble des pays connus et chacun n'aboutit qu'à la ruine.

Rome soutient trois cents ans de lutte pour l'empire du monde, et Auguste proclame la paix romaine et ferme le temple de Janus, mais le temps n'est pas loin où l'invasion des Barbares va plonger à nouveau le monde dans le sang.

Au moyen âge, l'Eglise vient proclamer la Trêve de Dieu. Elle espère fonder l'unité humaine sur l'unité de croyance. Mais, bientôt se brise le lien qui donnait à la chrétienté les premiers éléments d'une vie commune, et l'Europe, livrée à de perpétuelles angoisses, déchirée par les guerres religieuses et les guerres politiques, cherche par des alliances, des coalitions, à réaliser, pour un temps, cet équilibre des forces qui doit donner aux Etats l'illusion de la sécurité.

C'est l'histoire des traités de Westphalie, d'Utrecht, du Congrès de Vienne, qui n'aboutissent qu'à de nouvelles guerres et à de nouveaux rêves d'hégémonie que le génie même de Napoléon ne réussit pas à réaliser.

Au XIXe siècle, aux rivalités politiques viennent se mêler les rivalités économiques qui rendent plus terrible, plus dure encore la concurrence et plus tragiques les conséquences de chaque conflit.

Enfin, depuis 1870, l'Allemagne formule d'une façon cynique cette philosophie de la force primant le droit, ou prétendant fonder le droit, qui s'écroule à l'heure présente sous les coups glorieux de nos soldats.

Le Monde va-t-il donc toujours passer par les mêmes épreuves et chercher dans les méthodes du passé cette sécurité, ce repos qu'elles ne lui ont jamais pu donner ?

Aujourd'hui encore, certains croient prouver leur patriotisme en cherchant uniquement dans l'écrasement de l'ennemi les conditions d'une paix durable : pour eux, il suffirait de stipuler des garanties territoriales rigoureuses, d'organiser puissamment de nouvelle frontières militaires.

Nous ne nions pas que ces garanties ne soient nécessaires. La justice elle-même veut que le coupable soit châtié et mis dans l'impossibilité de nuire.

Mais cela fait, tout est-il fait ? et le lendemain de la paix est-il assuré ?

Tandis que ceux-là rêvent, en somme, de donner pour fondement à la paix cette supériorité de la force qui a déçu tant de fois les peuples, nous cherchons à l'établir sur la seule base commune que tous puissent, sans inquiétude, accepter : le droit.

La force ne peut être le fondement du droit ; l'équilibre des forces ne peut davantage être le fondement de la paix. La paix véritable, la paix définitive, est celle qui naît et se développe dans l'ordre, et l'ordre, s'il est autre chose qu'une tyrannie, est l'expression vivante de la justice elle-même.

Il n'y a d'ordre et de paix entre les hommes que si leurs consciences à tous se sentent, se savent soumises également, uniquement au règne du droit.

Comment établir le droit entre les Nations ?

Faut-il, avec les esprits légers ou sceptiques, croire que la tâche est impossible à l'homme, que les passions et les intérêts seront toujours plus forts que les sentiments d'équité et de respect mutuel et que rien ne vaut mieux, pour défendre son bien, qu'une poudre toujours sèche et une arme toujours aiguisée?

Nous ne sommes pas des rêveurs de la paix. Nous voulons être des réalisateurs de la paix. Nous n'ignorons rien des dangers que l'égoïsme, l'intérêt, le désir du bien d'autrui, toutes les mauvaises passions, en un mot, font sans cesse courir à l'humanité. Nous ne croyons pas à la perfection de l'homme et nous ne croyons pas davantage à la perfection des groupes d'hommes et des nations. Mais nous savons qu'entre l'idée et la force se livre, depuis le commencement des âges, un duel dans lequel, à chaque étape, c'est l'idée qui a gagné la victoire. Les forces de la matière n'ont point cessé, depuis le commencement des choses et ne cesseront point de menacer la vie des hommes, comme les passions la menacent dans le monde moral. Mais la pensée et la science humaine ont regardé en face ces forces matérielles, en ont calculé la puissance et les ont progressivement asservies.

De même à l'intérieur des Etats, l'organisation du droit a contenu, réprimé et discipliné, dans la plus large mesure, les puissances du mal.

Les forces des nations peuvent, elles aussi, être disciplinées et, au lieu d'être, au hasard des conflits, lancées les unes contre les autres pour la destruction commune, être associées en vue du bien commun sous la règle supériure de la solidarité des devoirs et des droits.

Il ne s'agit pas de nier la force. Il s'agit d'en faire la servante et la gardienne de la justice.

II

Je ne crois pas nécessaire de nous défendre contre l'accusation de pacifisme. Ceux qui confondent les soldats du droit et les partisans de la paix à tout prix, ne savent ni ce que c'est que le droit, ni ce que sont ceux qui luttent pour le droit.

En août dernier, dans un ordre du jour célèbre, un grand soldat américain disait à ses armées : « Vous avez prouvé que

« notre altruisme, notre esprit pacifique, notre sens de la « justice n'ont émoussé ni notre volonté, ni notre courage. Vous « avez démontré que l'initiative et l'énergie américaines sont « aussi aptes aux épreuves de la guerre qu'aux fins pacifiques. »

En tout cas, ce ne sont pas des Français qui pourraient, après 1870, parler de paix avant que le droit n'ait été restauré, avant que ces autres Français qui ont été violemment arrachés à la Patrie, il y a un demi-siècle, dont les corps ont été réduits en servitude, mais dont les âmes indomptables sont restées libres, aient recouvré l'héritage de tous leurs biens et de tous leurs droits.

La question d'Alsace-Lorraine était niée par les Allemands jusqu'à ces derniers jours ; aujourd'hui, pour tous les peuples, elle est un symbole, elle est le signe visible par toute la Terre.

Ce n'est pas seulement à nous qu'elle paraît la question suprême, celle qui, suivant qu'elle sera ou non résolue sans conditions dans le sens de la justice immanente, donnera à l'ensemble des clauses de la paix leur sens vrai et leur signification pour tout l'avenir.

*
* *

Nous ne voulons pas aller vers une paix qui n'assurerait pas le triomphe intégral du droit ; nous ne voulons pas davantage créer au-dessus des nations une sorte de sur-Etat qui porte atteinte à leur souveraineté et pèse sur la liberté de chacune d'elles.

La Société des Nations ne constituera pas une souveraineté politique. Elle n'a qu'un objet : le maintien de la paix par la substitution du droit à la force dans le règlement des conflits. Elle ne revendique aucun pouvoir en dehors de cet objet.

En concédant à cet organisme international les pouvoirs nécessaires pour le maintien de la paix, les nations n'abdiquent rien de leur souveraineté véritable. Lorsqu'un citoyen use de sa liberté en prenant un engagement qu'il estime conforme à ses intérêts et à ses droits, dit-on qu'il aliène sa liberté ? Il l'exerce, au contraire, en déterminant lui-même la mesure de l'engagement qu'il prend, comme l'exerce de son côté, et dans la même mesure, celui avec lequel il a contracté.

La souveraineté n'est, pas plus que la liberté, quelque chose

d'absolu. La liberté de chacun des hommes est limitée par la liberté d'autrui ; la souveraineté d'un Etat est limitée par l'égale souveraineté des autres Etats, petits ou grands et le contrat qu'ils ont formé, s'ils ont été également libres de le faire, n'aliène rien que ce qu'ils ont mutuellement consenti à échanger.

III

Sur quels principes repose l'organisation de la Société des Nations ?

L'article 16 de la Déclaration des Droits de l'homme est ainsi conçu : « Toute société dans laquelle la garantie des droits de l'homme n'est pas assurée *n'a pas de constitution.* »

Tout l'effort des Etats modernes, depuis le XVIIIe siècle, tend à assurer dans leur sein cette garantie des Droits du citoyen sans laquelle il n'y a pas de constitution.

La guerre universelle a montré à toutes les Nations la nécessité d'avoir, elles aussi, une *constitution* qui assure à chacune d'entre elles la garantie de ses droits.

Pour que cette garantie soit assurée, il faut qu'une règle commune de justice soit proclamée et acceptée par toutes les Nations. Il n'y a pas, avons-nous dit, de paix véritable sans l'ordre, il n'y a pas d'ordre sans la justice. La création d'une institution internationale destinée à dire le droit et à appliquer la règle de justice est donc le seul fondement de toute constitution des Etats. Créer un Tribunal international, ou mieux, développer et armer de pouvoirs suffisants le Tribunal international qu'ont déjà institué les conférences de La Haye, est le premier acte nécessaire.

Pour qu'un Tribunal fonctionne, aussi bien vis-à-vis des particuliers que vis-à-vis des Etats, il faut que les règles du droit que ce Tribunal devra appliquer soient connues et acceptées des justiciables. C'est dans un Code de justice internationale que le Tribunal trouvera les motifs et les dispositifs de ses arrêts.

Ce Code de justice internationale existe déjà. Il y a un droit des gens. C'est, à vrai dire, à l'origine, un droit coutumier. Dès le XVIIe siècle, de grands jurisconsultes en ont fixé les principes et, au cours du XIXe et du XXe siècle, de nombreux arbitrages

acceptés, de nombreuses sentences prononcées en ont étendu les applications.

Des conventions internationales ont d'ailleurs établi, entre la plupart des Etats, des obligations mutuelles, dont les conditions d'application et les sanctions ont été précisées sur un grand nombre d'affaires d'intérêt universel.

Tout un corps de doctrine et de jurisprudence existe donc, que reconnaissent tous les Etats civilisés. Ceux qui ont violé outrageusement les règles de ce droit au cours de la guerre n'ont jamais osé affirmer qu'ils les ignoraient, mais ils ont proclamé cyniquement que nécessité n'a pas de loi.

Il y a donc déjà un droit international rigoureusement défini. Il y a déjà une juridiction internationale, qui a évité au monde, à plusieurs reprises, la rupture de la paix.

Il suffit de rappeler les trois grands arbitrages récents sur l'affaire du Dogger-Bank — entre la Russie et l'Angleterre —, sur celle des déserteurs de Casablanca — entre la France et l'Allemagne, et sur la saisie du *Carthage* et du *Manouba* — entre l'Italie et la France —, pour montrer que, dans les conflits les plus graves et qui mettaient en cause les plus grands Etats, la paix du monde a pu être sauvegardée.



Qu'a-t-il donc manqué à cette organisation préétablie pour fonder réellement ce que la Déclaration des Droits de l'Homme appelle une Constitution? Que lui a-t-il manqué pour épargner au monde les horreurs de la guerre universelle?

Deux choses lui ont manqué pour qu'elle devînt véritablement un organisme doué de la vie et trouvant en lui-même les conditions de la puissance et de la durée.

Tout d'abord, le caractère obligatoire du recours à l'arbitrage n'a pas obtenu l'adhésion de l'unanimité des puissances. C'est une histoire pleine d'enseignements et qui vaudrait d'être exposée, preuves en mains, à tous les peuples, que celle de la résistance acharnée qu'à La Haye nous opposa l'Allemagne, entraînant déjà les mêmes Etats qui, plus tard, devaient la suivre dans la guerre. Mais dès 1907, l'immense majorité des peuples représentés à la Conférence de La Haye avait souscrit le

pacte d'obligation. Et c'est un souvenir glorieux pour les représentants de la France que celui des noms des trente-deux nations qui ont tenu à s'inscrire avec elle sur ces tables de la loi universelle.

Aujourd'hui, la question est tranchée, et l'Allemagne elle-même, par son adhésion aux quatorze propositions du président Wilson, offre d'apporter le vote que, tant qu'elle s'est crue la plus forte, elle avait brutalement refusé.

Une seconde condition a manqué pour établir le règne de la loi internationale. Aucune sanction n'intervenait en cas de désobéissance. Il faut que ces sanctions soient définies et que leur application soit rigoureusement assurée.

Les maîtres du droit des gens ont étudié, depuis longtemps, les sanctions de caractère pacifique qui pourront être mises à la disposition des nations associées pour imposer le respect des décisions prises à l'Etat qui violerait le pacte international.

Par des mesures d'ordre diplomatique et juridique, il sera possible, sans tirer l'épée, d'enfermer l'Etat dissident dans une solitude intolérable.

Ces mesures peuvent aller jusqu'à mettre en interdit aussi bien cet Etat lui-même que les ressortissants de cet Etat.

Quant aux sanctions économiques dont le Président Wilson a admis la légitimité et préconisé l'usage éventuel à l'encontre de nos ennemis actuels, elles peuvent être des moyens d'action irrésistibles : privation de matières premières, suspension des échanges, interruption des transports par terre et par mer, embargo sur les navires de commerce, blocus pacifique, etc.

La Société des Nations n'usera de ces mesures, ainsi que l'a dit lord Grey, que comme d'un moyen de défense internationale contre un Etat révolté ; ce sera entre ses mains une arme si redoutable qu'elle suffira presque toujours à briser toute résistance.

S'il en était autrement, elle disposerait de la sanction suprême : l'intervention de la force militaire internationale serait ordonnée.

L'heure n'est pas venue d'examiner en détail le statut de cette force internationale. Comment seront fixés les contingents des divers Etats ? Comment sera assuré le commandement ? Com-

ment, pendant le temps de paix, sera préparée l'action éventuelle ?

Il y a là une série de problèmes techniques dont les solutions doivent être préparées dès maintenant par des conversations entre les Alliés. Ceux-ci n'ont-ils pas, dans l'admirable élan commun qui leur permet de tenir enfin la victoire, pris l'heureuse habitude de ces ententes mutuelles inspirées d'un sentiment si élevé et suivies de si fécondes conséquences ?

Qu'il nous suffise d'indiquer ici les données essentielles du problème. Il faut que cette force internationale soit capable de triompher des résistances injustifiées et désormais criminelles de l'Etat violateur du pacte. Et, pour assurer la supériorité de cette force internationale, il faut que chacun des Etats associés consente à la limitation de ses armements, réduits à la mesure que nécessite leur sécurité intérieure.

Pour que cette limitation des armements soit permanente, pour qu'on ne puisse pas revoir l'exemple donné par la Prusse en 1807, il faut aussi que le contrôle des effectifs et des armements, et, plus généralement, des budgets militaires de chacun des Etats soit accepté par tous et rigoureusement exercé.

Enfin, tant que certains grands Etats seront restés en dehors de la Société des Nations, il faut, bien entendu, que la force internationale soit maintenue à un degré de puissance qui lui permette de triompher sûrement et de maintenir absolument intact le patrimoine commun que la victoire du droit assure aux peuples librement associés.

*
* *

Ainsi les justes volontés de la Société des Nations seront obéies ; ainsi la paix, dont le maintien est son objet propre, sera garantie.

Elle devra, pour accomplir sa tâche, être représentée au milieu du monde par un organisme permanent ayant reçu de chacun des Etats associés les pouvoirs nécessaires et suffisants.

Cet organisme, constitué sous la forme d'un Conseil international, puisera son autorité dans l'engagement réciproque, pris par chacune des Nations associées, d'user avec les autres de sa puissance économique, militaire et maritime, contre toute Nation

violant le pacte social. Il n'y aura rien d'arbitraire dans la définition des pouvoirs du Conseil international. Né d'un contrat volontaire souscrit par les Etats associés, il aura pour unique mandat d'assurer l'exécution de ce contrat.

Son but étant le maintien de la paix entre les Nations associées, il devra rechercher et employer tous les moyens propres à prévenir les conflits.

Il devra d'abord utiliser et développer les institutions créées à La Haye et provoquer au besoin l'établissement de juridictions complémentaires.

Pour assurer le règlement amiable des différends il pourra intervenir soit sur la demande des parties soit même sur l'initiative d'un quelconque des autres Etats associés.

Il pourra procéder à cet effet par la voie des bons offices ou de la médiation et rappeler aux Etats en litige que le Tribunal International leur est ouvert.

Il pourra également ouvrir les enquêtes préalables destinées à établir les faits qui auront fait naître les différends. L'utilité de ces enquêtes internationales établies par la Convention I de La Haye a été pleinement démontrée en 1905, lors de l'incident du Dogger Bank, qui avait failli mettre aux prises l'Angleterre et la Russie.

Lorsqu'une sentence aura été rendue par la juridiction internationale, le Conseil en assurera l'exécution.

Il se peut que certaines difficultés, n'étant pas d'ordre juridique, ne se prêtent pas à l'examen du Tribunal international. Il ne faut pas que le Conseil international soit, en ce cas, désarmé. Les Etats associés devront donc, lors de la fondation de la Société des Nations, déterminer dans quelle mesure un pouvoir de décision, d'ordre véritablement politique, pourra être attribué au Conseil international, afin de lui permettre, au cas où un Etat en cause refuserait d'accepter la décision prononcée par lui, d'ordonner les mesures coercitives qui pourront être nécessaires pour réduire l'Etat rebelle à l'exécution de ses engagements.

IV

Nous ne pouvons entrer ici dans les détails de l'organisation

de la paix : ce sera aux Gouvernements alliés à s'accorder entre eux sur toutes les dispositions qui permettront d'en assurer le bon fonctionnement ; mais quelques conditions essentielles doivent, d'ores et déjà, être clairement indiquées. Le Président Wilson a affirmé avec une grande force qu'une véritable Société des Nations ne peut exister qu'entre nations de caractère démocratique.

Il faut, en d'autres termes, que les nations associées soient pourvues d'institutions représentatives qui permettent de les considérer comme responsables elles-mêmes des actes de leurs gouvernements.

Pour que l'indépendance et la sûreté de toutes les nations, petites ou grandes, mais égales en face du droit, soient garanties contre toute violence, il faut que chez chacune d'elles la même règle de liberté et d'égalité sous le droit soit déjà reconnue et pratiquée.

Si, dans un pays quelconque, un gouvernement uniquement appuyé sur la force peut imposer sa volonté dans l'Etat, il ne manquera pas, pour assurer son pouvoir, d'aller chercher au dehors le prestige que donnent les succès militaires.

N'est-ce pas, en deux mots, toute l'histoire de la Prusse des Hohenzollern ?

Un même principe doit régler, à l'intérieur de chaque Etat, entre les individus, comme à l'intérieur de la Société des Nations entre les Etats, les conditions de tout libre contrat.

La liberté et la paix au dedans sont les conditions de la paix et de la liberté au dehors. Il ne faut pas que les changements apparents apportés à la Constitution d'un Etat, comme ceux que le prince Max de Bade a promis au Président des Etats-Unis, nous fassent illusion.

Les suprêmes et vitales décisions doivent dépendre dans chaque pays de la représentation souveraine de la nation.

Lorsqu'un Etat déclare sa volonté de paix, cette déclaration n'a de valeur que si elle est l'expression de la volonté du peuple entier.

A quels signes reconnaîtra-t-on d'ailleurs le caractère démocratique de la Constitution d'un Etat ? Lord Grey rappelait récemment, avec raison, que l'Angleterre était tout aussi démo-

cratique que n'importe quelle république du monde, et il citait le mot saisissant de lord Morley, disant une fois, à propos du Jingoïsme : « Je ne peux pas définir un jingo, mais je le reconnais dès que je le vois ». Il faudra peut-être un temps assez long avant que nous puissions reconnaître dans l'Allemagne nouvelle la figure d'une véritable démocratie.

Je touche sans hésiter ici à la question de savoir si et quand l'Allemagne pourra faire partie de la Société des Nations. Il n'est pas de problème plus grave. J'en poserai nettement les termes. On nous dit : Si l'Allemagne n'entre pas dans la Société des Nations, c'est la guerre prochaine entre elle et les nations associées ; si elle y entre, c'est le germe de la discorde et le risque de la guerre dans le sein même de la Société des Nations.

A la question ainsi posée, nous répondons : La Société des Nations est de tendance universelle, mais par son objet même, elle ne peut s'établir qu'entre des nations libres, fidèles à la parole donnée, s'étant acquittées de toutes les obligations qui peuvent résulter de leurs fautes passées et se donnant enfin les unes aux autres toutes les garanties nécessaires de fait et de droit.

Quand l'Allemagne réunira-t-elle ces conditions ?

C'est à cette heure-là même qu'elle pourra revendiquer le droit de faire partie de la Société universelle.

Suffira-t-il qu'elle ait renversé son gouvernement militaire pour être considérée comme ayant renié son passé ? Ce qui crée le danger, ce n'est pas seulement le gouvernement militaire de l'Allemagne, c'est son âme même, telle qu'elle a été forgée depuis Frédéric. C'est l'Allemagne tout entière qui a proposé au monde la formule tristement célèbre : La force prime le droit. Ce sont ses écrivains qui ont défini et développé cette doctrine. Qui donc pourrait oublier ce manifeste dit « des 93 intellectuels » approuvant hautement, en 1914, le déchaînement de la barbarie savante sur le monde ?

La destruction du militarisme qui gouverne l'Allemagne est nécessaire, mais il faudra qu'il s'accomplisse en elle non seulement une révolution politique, mais une révolution morale. Sans doute, l'éclatante victoire des Alliés, amenant sa capitulation, hâtera cette transformation. Ce peuple comprendra-t-il

enfin qu'il y a désormais, dans l'humanité, une force supérieure à la force matérielle, et que le règne de la justice souveraine est arrivé ?

En tout cas, outre les garanties de fait, d'ordre militaire, qu'aura prescrites le traité de paix, outre la réalisation de toutes les réparations justement imposées, outre le châtiment de tous ceux qui se sont rendus coupables de crimes contre toutes les lois humaines, il faudra que l'Allemagne accepte et subisse toutes les règles du contrôle international auxquelles auront volontairement consenti les autres nations.

En somme, et pour l'heure présente, c'est entre les nations alliées qu'il s'agit de constituer la Société des Nations ; elle s'ouvrira d'elle-même aux Etats neutres qui ont dès 1907 adhéré au vote des nations libres et pacifiques à la Conférence de La Haye, et qui, pendant ces quatre années de guerre, auront scrupuleusement observé les obligations de droit international. Plus tard, le jour viendra, et nous le souhaitons sincèrement, où tous les peuples du monde viendront s'asseoir au même foyer.

Mais, suivant les termes de notre appel, ce sont les peuples libres qui doivent fixer les bases inébranlables de l'édifice, ce sont ceux qui ont combattu pour le droit qui doivent d'abord, dans un esprit d'entière confiance mutuelle, en promulguer les règles, en déterminer les garanties et s'en imposer à eux-mêmes les obligations.

*
* *

Je voudrais encore répondre à une préoccupation dont j'ai trouvé la trace dans quelques polémiques récentes. La condition fondamentale du pacte international nouveau, c'est l'acceptation absolue de la justice internationale, sans réserve des objets touchant l'honneur et les intérêts vitaux de chaque Etat. Jusqu'à présent, dans les conventions d'arbitrage signées entre un grand nombre d'Etats, ces réserves ont été trop souvent maintenues. Il ne faut pas qu'elles subsistent entre les membres de la Société internationale ; elles rendent illusoire l'obligation de l'arbitrage dans les conflits les plus graves, c'est-à-dire dans ceux-là mêmes qui peuvent entraîner le risque de la guerre.

Elles ont pu paraître nécessaires jusqu'à la veille de la grande guerre, mais la terrible leçon a porté ses fruits.

Est-ce que les intérêts vitaux dont chacun prétendait se réserver le jugement et la défense n'auraient pas été mieux sauvegardés par un arbitrage équitable que par les effroyables destructions de la guerre ?

Et les Etats alliés ne donnent-ils pas, en ce moment, eux-mêmes, la preuve du nouvel état d'esprit qui s'impose d'une extrémité de la terre à l'autre à toutes les consciences droites, à tous les cœurs généreux ?

Qui donc eût pu penser que de grands Etats ne se borneraient pas à combiner leurs opérations militaires, mais consentiraient à confondre toutes leurs ressources économiques, financières, militaires, navales ?

Quand ils se sont soumis au commandement militaire d'un seul, ont-ils maintenu des réserves, au nom de leurs intérêts vitaux, au nom de l'honneur ou de l'orgueil national ?

Et l'abnégation dont chacun de ces grands peuples a donné l'exemple pour parer au péril commun, n'a-t-il pas trouvé son incomparable récompense dans la victoire sans égale qui vient d'en être le prix ?

Du sang des héros tombés côte à côte, pour la même cause, sur tant de champs de bataille, une âme nouvelle est née, âme de foi et de sacrifice, qui désormais ne périra pas.

V

Il faut que la Société des Nations soit, et pour qu'elle soit, il faut dès aujourd'hui en jeter les fondements. Il faut que les plans en soient arrêtés dès maintenant entre les Alliés ; ainsi que l'a dit le Président Wilson, il faut que la création en soit ordonnée par une clause formelle du traité de paix.

Le péril commun, disons-nous, a créé l'âme commune. A cette âme, il faut donner un corps. C'est dans la Société des Nations que le verbe de Justice et de Paix doit s'incarner.

On a dit que les fondements de la politique de la paix se réduisent à ces deux termes : unir les bons et diviser les méchants. La Société des Nations fait plus que de diviser les méchants, elle les isole et les met au ban de la civilisation.

Si l'esprit de l'Allemagne s'est révélé dans cette guerre comme l'esprit du mal absolu, nul ne peut songer à classer pour toujours, en deux camps, les Etats du monde. Partout où vivront des hommes, il y aura de bonnes et de mauvaises passions. Il faut que les passions bonnes l'emportent sur les mauvaises. La plus noble des passions, celle de la Justice, s'est, devant l'horreur de la barbarie, emparée de vingt peuples parmi lesquels plusieurs des plus grands.

Il faut que cette passion de Justice devienne la maîtresse de nos destinées.

Le danger passé, même chez les meilleurs, des intérêts divergents peuvent éveiller d'autres désirs et rendre leur ardeur aux passions égoïstes du passé.

Croyez bien que c'est là-dessus que comptent les Allemands et qu'ils chercheront toute occasion, même au cours des négociations de paix qui seront longues, à diviser pour régner à nouveau.

Que, par des engagements solennels, les combattants du Droit s'obligent à rester les combattants du Droit, à ne pas permettre qu'entre eux un conflit puisse surgir sans que la solution pacifique de ce conflit soit rigoureusement assurée.

Nous les adjurons, puisque la sagesse est en eux, de faire, sans tarder, l'acte de prévoyance et de raison que leur dicte cette sagesse, de signer entre eux le contrat *d'assurance mutuelle contre les risques de guerre*, qui n'est pas autre chose que l'acte de Société mutuelle des Nations.

*
* *

Un an après la prise de la Bastille, la fête de la Fédération du 14 juillet 1790 a scellé l'unité morale de la France. Elle domine l'histoire de la Révolution, et si des déchirements l'ont suivie, c'est qu'elle n'a été qu'une manifestation d'une heure.

La Bastille de la tyrannie des peuples est prise. Nous allons célébrer dans la victoire la fête de la Fédération des peuples libres. Il faut que ce ne soit pas seulement un élan magnifique, un mouvement d'enthousiasme et de fierté qui passent en un jour, il faut que cet élan soit durable, que ce mouvement se

propage et se perpétue. Un acte concret est nécessaire, un traité solennel qui, pour l'avenir, fonde enfin l'empire de cette justice et de ce droit pour lesquels des millions d'hommes ont donné leur vie.

Notre Association appelle tous les Français au renouvellement de l'Union sacrée pour cet acte décisif de sagesse et de foi. Les associations semblables à la nôtre adresseront demain le même appel aux citoyens de tous les peuples libres.

Le chef de notre gouvernement, auquel les deux Chambres viennent d'adresser l'hommage éclatant de la reconnaissance nationale, faisait, il y a quelques jours, un vibrant appel à la solidarité française et à la solidarité des Alliés. Nous nous joignons du plus profond du cœur à cet appel. Puissent les gouvernements alliés, qui ont assuré l'unité dans l'action militaire et réalisé ainsi les conditions essentielles de la victoire, achever leur œuvre, en fondant la paix perpétuelle dans la Société des Nations.

A vous, soldats héroïques, qui, après quatre années effroyables de souffrances, trouvez encore en vous des forces surhumaines et renouvelez chaque jour le serment du sacrifice, vous, qui réunissez, par un miracle sans égal, l'enthousiasme des volontaires de l'an II à la puissante ténacité des vieilles légions de la campagne de France ; à vous, chefs illustres qui les avez conduits dans ces combats démesurés, vous dont les noms rayonneront dans l'histoire des siècles comme ceux des vainqueurs de la bataille de l'humanité ; à vous aussi et surtout, morts vénérés, dont les tombes innombrables jonchent les routes de la liberté, vous dont le sang est le ciment du monument de gloire immortelle, nous voulons élever non seulement l'arc triomphal sous la voûte duquel passent, aux acclamations des peuples, les étendards victorieux, mais le temple où viendront se déposer vos drapeaux, autour de l'autel, sacré pour tous, où se célébrera à jamais le culte de la Justice et du travail pacifié.

Léon Bourgeois,
Ancien Président du Conseil.



Le Mystère des vivants et des morts

A M. F. DE MAX.

Une caverne dans les rochers. A l'entrée, dans ses vêtements noirs couché, l'air morne et hostile, l'ange de l'Oubli, casqué et armé. C'est le geôlier des morts.

Conduit par un ange vêtu d'or et monté sur un cheval blanc, un convoi de pélerins se presse devant la caverne des morts. Ce sont les vivants que mène l'Espérance.

L'obscurité est profonde sur la scène.

PREMIER TABLEAU

SCENE I

UNE FEMME PAUVRE

Pitié pour nous qu'endolorit,
Depuis des temps, la dure peine !

UN VIEILLARD

Où sommes-nous ? Je vais, meurtri,
N'y voyant guère, et je me traîne
Comme perclus et à grand'peine.

L'ANGE

Ici, sont les morts ! — Ou plutôt
Ceux qu'on croit tels !

UN ENFANT

En ce château ?

L'ANGE

En ce château, comme en des chaînes.
Ils sont ici, les détenus
De la Camarde.

L'ENFANT

Séraphin, vous êtes ma garde :
Où est mon père ?

L'ANGE

Ici tenu.

L'ENFANT

Mon petit père cher et tendre,
Est-ce qu'il va dedans ses bras
Encor me prendre ?

L'ANGE

Je te le dis, tu le verras
Vers toi les tendre.

LE VIEILLARD

Où est le fils que j'ai perdu,
Qui était l'âme de sa ville,
Et qu'a pris cette bande vile
De soldats tout de gris vêtus,
Et qu'ils ont, en grand sacrifice,
Comme otage, en le bois pendu
Et qui est mort, dans quel supplice,
Cavalier, me le diras-tu ?

L'ANGE

Minuit vient ! Que tout s'accomplisse !

UNE MÈRE

Mes sept fils, vais-je les revoir ?

L'ANGE, *à l'Oubli.*

Réponds-lui, Prince au casque noir !

LA MÈRE

Eux qui, tombés dans les Ardennes
Et dans les champs de la Lorraine,
Sous mon toit ne sont plus rentrés !
Qu'en a fait la guerre inhumaine

Par qui j'ai vu mes yeux pleurer,
De longs jours, comme des fontaines,
Et ma vie humble se navrer,
Et s'assombrir de tant de peines !
Où sont-ils, mes sept fils vaillants ?
Qu'en a fait la Mort bestiaire,
Qui s'en va chacun dépouillant,
Et ne semant que mal sur terre ?

UN POILU

Où est mon copain de là-bas,
Mon camarade de combat
Et mon compagnon de tranchée ?
Où est mon frère de corvée
Qui m'était un tel réconfort
Et que j'ai vu, la chair tranchée
D'une grenade et arrachée,
Tomber, un soir, de malemort ?
L'ont-ils chargé dans leurs civières ?
En quel endroit ? Sous quelle croix
Gît-il ? Est-ce dans ces bruyères ?
Et sous la terre, vert et froid,
Sait-il quel est mon désarroi
Et quelle tenace blessure,
Depuis ce temps, toujours, me point
Et met en moi sa meurtrissure ?

L'ANGE

Les morts qu'on aime, je t'assure,
Des vivants ne sont jamais loin.

LE VIEILLARD

Séraphin, si la chose est sûre,
Ouvre la porte du château
Où sont nos morts et qu'aussitôt
Chacun les voie !

L'OUBLI, *se dressant à moitié.*

Allons, arrière !

LE VIEILLARD

Qui a parlé ? Parmi ces pierres,
Quel est celui qui là se tient ?

L'ANGE

C'est l'Oubli, le rude gardien

Des pauvres morts, qui les escorte
En leurs caveaux et les y tient
Loin du soleil, de dure sorte.

LE VIEILLARD

Ne vas-tu pas lui demander
Enfin d'ouvrir ?

L'ANGE

Sans plus tarder.

LA FEMME PAUVRE

Où est mon fils ? Qu'on me le rende !

LA FEMME RICHE

Où, mon époux, — mon meilleur bien ?

LA FEMME PAUVRE

Pauvre femme qui pour tout bien
N'avais, dans ma misère grande,
Que mon fils, j'en ai fait l'offrande
A cette guerre et n'ai plus rien !
N'est-il pas temps qu'on me le rende ?
Fût-ce un instant, ce serait bien.

LA FEMME RICHE

Bourgeoise, que dix chambrières
S'employaient à sans fin parer,
J'ai quitté mes habits dorés
Et, humble comme une ouvrière,
Je m'en vais, courant les forêts
Et les landes et moi, si fière,
Je ne sais plus rien qu'implorer !
Mon mari, — il vous faut m'entendre ! —
Faites-le moi apercevoir,
Bon chevalier ?

L'ANGE, *à l'Oubli.*

Sans plus attendre,
Veuille donc ouvrir, Ange noir !

L'OUBLI, *se levant lentement.*

Cavalier, c'est par trop prétendre
Que de vouloir ici passer.

L'ANGE

Quitte-moi ce ton d'assurance,
Dur geôlier des trépassés.

Tu as devant toi l'Espérance,
L'ignores-tu ?

L'OUBLI

Eh ! que non pas !
Et tu viens me livrer combat
Et je connais ton endurance
Dans la misère et la souffrance.
Mais crois-tu donc avoir raison
Toujours de moi ?

L'ANGE

Comme naguère !
Et tes cris sont hors de saison.

L'OUBLI

Sur la terre, ils ont fait la guerre
Et tant de morts comptent sur moi
Pour qu'on les laisse, cette fois,
Dormir loin des regrets vulgaires,
Paisiblement !

L'ANGE

Ceux que tu vois,
Je te le dis, qu'on les recense
Et les sonde cent et cent fois :
Ils ont un cœur tout innocence
Et toute foi !

L'OUBLI

Eh bien, qu'ils partent ! C'est mal faire
Que de les convoyer ici
Où ta malice les transfère
Et les enferre sans souci !
Retournez-vous-en, pauvres hères,
Chacun chez vous, sans l'écouter
Ce qu'il dit n'est que hâbleries...

LES VIVANTS

En vérité ?

L'ANGE

La vérité
C'est qu'ici dort la confrérie
Des morts — de ceux qu'on nomme encor
Chez vous des morts !

L'OUBLI, *avec force.*

Ici, sont les morts que la pluie
A nettoyés et dévidés
Et qui, de terre tout bondés
Et le visage défardé,
Leur sang coulant couleur de suie,
N'ont plus que des masques cendreux.
Les voir tels, c'est leur faire injure,
Car ils se sentent miséreux,
Et c'est pourquoi je vous adjure,
Vous qui êtes venus vers eux,
Les pauvres morts gris et terreux
Et tout salis de pourriture,
De repartir !

LES VIVANTS

Quoi ! Ce qu'il dit,
Est-ce donc vrai ?

L'ANGE

Prenez-y garde :
Il ment ! Il ment !

L'OUBLI

Qui se hasarde
Ainsi que vous chez la Camarde,
Pourrait subir quelque nasarde !

L'ANGE

Ceux que tu vois sont sous ma garde !
Arrière, geôlier maudit !

L'OUBLI

Aux vivants il est interdit
De passer outre la barrière !

L'ANGE

Dur geôlier, allons, arrière,
Livre la place !

L'OUBLI

Ici, la nuit
Règne sans fin !

L'ANGE, *il le frappe de sa lance d'or.*

Ouvre-nous l'huis.

L'OUBLI

Pas avant l'heure de minuit.

L'ANGE

Bientôt alors : entends le bruit
De la prière avant-courrière !

L'OUBLI

Eh bien, c'est dit : entre qui veut !
Voulez-vous voir comme en peinture
Ce que, dans votre sépulture,
Vous serez, vivants vaniteux !
Ici sont les morts. Ceux qui furent
Des riches tout autant que ceux
Qui ont besogné sans mesure
Et pâti sur la terre dure,
Et sont restés des malchanceux.
Rois, voici vos portraits piteux,
Tels que les fait dame Nature,
Quand, vos oripeaux arrachés,
La Mort ici vous vient coucher.
Hélas ! qu'est-ce que vous cherchez,
Braves gens, faibles créatures,
Que je vois là, dans ces rochers ?
Belles filles, enfants qui jouent,
Porteurs de sceptre et ouvriers,
Vieillards et princes printaniers,
Voulez-vous voir de quelle boue
Vous êtes faits ? Là, sont les morts...

L'ANGE

Ou plutôt ceux qu'on nomme encor
Du nom de morts ! — Allons, arrière !
Voici minuit qui a sonné,
Le jour est né. Le jour est né.

LES VIVANTS

En vérité ?

L'ANGE

Tout est lumière,
Voyez ! Voyez !

(L'Oubli a disparu. On voit s'éclairer la caverne qui devient peu à peu transparente. On aperçoit les morts. Ils habitent le jardin enchanté des légendes. Ils ont l'air, tout d'abord, de dormir. Un à un, ils vont s'éveiller. On dirait qu'ils pressentent

quelque chose. Ils s'inquiètent, lèvent la tête, se redressent comme s'ils savaient que de l'autre côté de l'enceinte il y a les vivants qui attendent.)

DEUXIEME TABLEAU

UN SOLDAT, *s'éveillant de la tombe.*

Là, qui donc vient ?

L'ANGE, *immobile de l'autre côté.*

Des pèlerins dont le soutien
Est l'Espérance aventurière
Et des courages trésorière.

LE SOLDAT

C'est toi qui les as fait venir ?

L'ANGE

Avec l'Esprit du souvenir.

LE SOLDAT

Mais l'Oubli, sourd à vos prières,
Notre bon gardien, jamais las,
N'a-t-il pas défendu l'entrée
De ce pays ?

L'ANGE

Il n'est plus là.

LE SOLDAT

Et que font donc ceux que voilà
Avec leurs mines éplorées ?
Emmenez-les !

L'ANGE, *aux vivants.*

Demeurez-là !

LE SOLDAT, *assez rudement.*

Qu'ils retournent dans leur patrie,
Je te le dis. C'est diablerie
Que de nous montrer leur chagrin,
Nous en avons le cœur étreint
Sans y rien pouvoir.

L'ANGE, *aux vivants.*

Je vous prie
De demeurer, bons pèlerins.

LE SOLDAT, *aux vivants.*

Qui êtes-vous ? Qui vous amène ?

LE POILU, *de l'autre côté de l'enceinte.*

Oh ! frère, nous étions amis,
Rappelle-toi, dans la géhenne,
Où la guerre nous avait mis !

LE SOLDAT

Il faut que seul tu t'en souviennes !
Car la Mort ici m'a commis
A des tâches autres qu'humaines
Et, transportés dans ce domaine,
Ici, les morts n'ont pas d'amis !

LE POILU

Sur la terre, dans la tranchée,
Frère, j'ai été ton ami,
Et l'âme à présent non touchée
Par ma peine, comme ennemi,
Tu me dis : Je n'ai plus d'amis...

LE SOLDAT

Ce que la Mort de nous décide,
Il faut le faire — c'est promis !
Et quand vient son ordre lucide,
Qui s'y soustrait, même à demi ?

LE POILU

N'as-tu plus ton cœur de naguère,
Tu ne m'aimes plus à présent ?
Nous avons mêlé notre sang,
Mon frère, et avons fait la guerre
Ensemble et que de fois, gisant
Par terre, ceux qui nous traquèrent
T'ont-ils blessé en me blessant,
Et fait saigner, — tant l'un et l'autre,
Unis comme deux francs apôtres,
Et ne formant qu'un même corps,
Nous nous protégions l'un par l'autre ?
Oh ! frère, je les sens encor,
Ces coups qui t'ont ôté la vie !
Frère, je t'ai dû le salut
Combien de fois, dans cette vie,
Oh ! frère, je t'avais élu

Parmi tant d'autres et la Terre
Comme toi n'en produira plus !

LE SOLDAT

La Mort m'a pris. Plus rien à faire !
Et les vieux temps sont révolus
Où je pouvais avoir pour frère
Un homme comme celui-ci.
Chez les morts enfin me voici
Et désormais, il te faut taire,
Comprends-tu, frère, ton souci.
Car nous n'avons plus rien à faire
Ensemble, toi et moi, ici.

(*Ici la Mort se lève du milieu des morts. Elle a la visière de son casque baissée et on ne la reconnaît pas.*)

LA MORT

Pauvre homme que je vois transi
Et qui, tremblant, te désespères,
Qu'as-tu ?

LE POILU

J'ai que c'est grand'pitié
Que de le voir d'âme si dure !
N'avons-nous pas été liés
Comme deux braves écuyers ?
Et c'est presque une forfaiture,
De sa part, que de m'évincer !
Quoi, lorsque, faible créature,
En ce péril je m'aventure,
Il me répond : rien ne perdure
De ce qui fut notre passé !
Et il me laisse, tout glacé
Avec dans le cœur la blessure
Dont il m'a lui-même percé !

LA MORT

Pauvre homme, qui geins sans mesure,
Ne sens-tu pas que c'est assez !
A quoi donc pouvais-tu t'attendre
En venant ? N'est-il pas honteux
A toi de gémir devant eux ?
Qu'il vous plaise donc de comprendre,
Vivants d'hier et d'aujourd'hui :
Où va la mort, il faut se rendre,
Et chez elle, s'éteint tout bruit

Du vif qu'elle prend, que veut-elle ?
Qu'il cesse de penser à lui
Et pense à la vie immortelle !....
A quoi, ensuite, elle l'induit ?...
A la bonté. Et qu'en fait-elle ?
Pour tous les autres, un appui
Un conseiller et un modèle.
Et dès lors, il faut être fou
Pour prétendre trouver chez nous
Les souvenirs d'heures passées,
Je vous le dis !

LE POILU

Toi, qui es-tu ?

LA MORT

Celle qui, sur son front têtu,
Gardant sa visière baissée,
Est toujours prête à batailler.

LE POILU

Es-tu la Mort ?

LA MORT

Non, la Pitié !

LA FEMME PAUVRE

Que nous soit donc faite l'aumône
Du bonheur que nous demandons !

LA MORT

Mais de quoi vous ferai-je don ?
Les renverrai-je en votre zone
Où le Mal sévit sans pardon,
Ceux qu'ici je recueille et garde ?
Est-ce pour leur voir partager
Vos misères, — prenez-y garde ! —
Que vous les voulez déloger
De ces lieux ? Est-ce votre envie
Qu'ils retournent en votre vie
De douleur et d'hébétement ?
Faut-il que leur ligne dévie
Et qu'à tort, mon commandement
Les rende aux tristesses passées ?
Osez-vous encor m'en prier ?
Hélas, dites votre pensée...

LA FEMME RICHE

Toi, qui es-tu ?

LE VIEILLARD

La Mort glacée,
A coup sûr, le peux-tu donc nier ?

LA MÈRE, *suppliante.*

Es-tu la Mort ?

LA MORT

Non, la Pitié.

LE VIEILLARD

Rends-les nous donc, quoique tu penses,
Nos chers morts ?

LA MORT

Hélas ! dépouillés
Comme ils sont, de concupiscence
Malsaine et de souffrance exempts,
Ils sont comme des innocents
Que de toute tâche dispense
L'ange des tombes, à présent !
Laissez-les ! Que chacun se taise
Et s'en aille ! — Vivants d'hier
Et morts de demain, qu'il vous plaise
D'écouter ce que je requiers :
Désunis, — pour une heure à peine ! —
Assez tôt vous vous rejoindrez,
Et c'est trop montrer de la peine
Pour être un moment séparés !

LA JEUNE FILLE

Hélas ! Que je vais donc pleurer !

LE VIEILLARD, *s'adressant à la Mort.*

Toi, dont le grand bras se décharne
Et dont la voix nous vient broyer
Le cœur, et dont, tels des lucarnes,
Les yeux sont d'ombres tout noyés,
Qui es-tu ?

LA MORT, *très lentement.*

Je suis la Pitié...

(*Les ténèbres se répandent sur la terre et tout disparaît mystérieurement, — c'est comme l'évaporation d'un rêve.*)

SAINT-GEORGES DE BOUHÉLIER.



La Diplomatie et les Inventions modernes

Si la diplomatie n'est pas très adaptée à nos institutions modernes, elle ne l'est surtout pas aux moyens modernes. Les chemins de fer et la télégraphie en ont plus altéré le caractère, et desservi le fonctionnement, qu'ils ne les ont améliorés (1).

Jadis la diplomatie était en effet bien plus extériorisée que maintenant. La difficulté et la lenteur des communications astreignaient l'agent diplomatique à une initiative constante, et lui imposaient une responsabilité, dont on l'a depuis trop largement soulagé. Il fallait six mois pour envoyer quelque message de Versailles en Suède, et en recevoir la réponse. Et ce qui fit de l'ancienne Moscovie un pays hors l'Europe, c'est bien moins la prétendue barbarie de sa Cour que la difficulté des voyages. Moscou était si loin qu'on n'y allait point et qu'on n'en venait pas. Dans ces capitales éloignées, il fallait donc que l'ambassadeur décidât et agît par lui-même. Il partait pour son poste, muni d'une Instruction générale, abondante en ses renseignements, mais large en ses prescriptions. Après quoi, pendant bien des années, l'ambassadeur restait loin de sa cour et de son

(1) J'ai déjà esquissé quelques-unes des idées ici exprimées dans la *Dépêche de Toulouse*. Mais il me paraît utile aujourd'hui de leur donner un développement nouveau et plus complet.

gouvernement, livré à sa seule initiative. C'est du milieu où il vit, qu'il reçoit, des choses et des hommes, les directions profitables. Il vit ainsi dans la Cour étrangère, au contact intime des faits et des sentiments. Il est ainsi bien mieux renseigné du milieu où il lui faut agir, que du lointain gouvernement dont il dépend. Et il en arrive à donner à son ministre bien plus de renseignements, de conseils et de directions qu'il n'en reçoit. C'est presque lui qui crée la politique. Il la crée sur place, en parfaite connaissance du milieu étranger, au lieu de la recevoir toute élaborée dans le cabinet d'un ministre... d'un ministre plus préoccupé de son entourage immédiat, que des réalités de l'étranger. Cette politique fut extérieure, en ce sens qu'elle s'inspira plus des choses possibles à l'extérieur que des théoriciens du Conseil. Telle fut notre diplomatie, en son âge d'or, lorsque s'en créèrent les grandes traditions, de Hugues de Lionne à Torcy. Cette diplomatie-là ne prenait pas ses désirs pour des forces. Mais elle avait la parfaite connaissance de ses moyens d'agir ; et elle y adaptait docilement ses intentions et ses projets. Elle ne fit point d'erreurs, peut-on dire, en ce sens que nulle décision de nos ennemis ou de nos alliés ne la prit au dépourvu.

Au XVIII[e] siècle, les communications deviennent déjà plus rapides et plus faciles. Il y eut, certes, de grands ministres, dont le type fut Vergennes. Mais voyez alors ! déjà notre diplomatie à l'étranger commence à s'inspirer plus de Versailles que de l'étranger. Déjà la diplomatie cesse d'être objective et commence à devenir subjective. Elle acquiert une imagination constructive ; et se prend fréquemment à estimer que certaines intentions valent des réalités. Quand se constitue le Secret du Roi, les Affaires Etrangères deviennent les affaires intimes. Et notre diplomatie, au lieu de rayonner sur l'Europe, vit comme repliée sous les directions royales, et à la merci d'une volonté souvent faillible, et parfois coupable.

Le XIX[e] siècle exagéra cette centralisation et ce repliement. Avec les chemins de fer et le télégraphe, le ministre, qui est immédiatement informé, se croit suffisamment informé. Il retire à ses agents toute l'initiative que le télégraphe lui permet. L'activité diplomatique se concentre alors entre ses mains ; et

le ministre devient le centre de toutes les directions, l'origine de toutes les décisions. L'ambassadeur en est réduit au rôle de commissionnaire, de porte-lettres. C'est loin de lui, et malgré lui parfois, à l'insu de ses conseils, à l'encontre de ses engagements, que se prend la décision suprême. Comme M. de Schœn, le 3 août 1914, il lui reste la ressource d'expliquer qu'il est une marionnette suspendue aux fils du télégraphe, et de témoigner, par sa courtoise émotion, la gêne qu'il a d'apporter dans sa poche la belliqueuse dépêche, qui outrage sa confiance et désavoue ses espérances.

Et ainsi la diplomatie, repliée sur le pays, s'y alimente rien qu'aux sentiments et aux doctrines intérieures. Elle se fait sous la suggestion de l'opinion. Elle est une forme de l'activité interne, de la fièvre ou de la convoitise nationale. Elle perd les regards sagaces qu'elle ouvrait sur le monde ; elle abandonne les enseignements, les conseils, et les modérations qu'elle y trouvait. Elle devient la fidèle expression des passions ou des illusions nationales.

Certes, il y a des pays dont elle peut être, sans danger pour les autres, la douce et attentive expression. Mais il n'en est pas de même, quand c'est la Prusse qui révèle ses violences et ses volontés. Voyez ce que peut être une diplomatie, qui est l'expression d'un pangermanisme agressif et véhément, l'expression des convoitises mercantiles et de l'orgueil militaire ! Alors elle devient cassante et ombrageuse. Elle est M. de Jagow. Elle est M. de Pourtalès. Elle tape les portes. Elle dicte les ultimatums. Elle est l'Etat-Major botté, casqué. Elle est *l'ultima ratio*. Elle est la violence. Elle est le sabre. Elle est l'impulsif empereur qui s'irrite d'être craint, et qui sort la guerre de sa poche.

Mais qui sait si les autres diplomaties n'ont pas, elles aussi, leur responsabilité ? Non plus certes la responsabilité de leurs violences... mais la responsabilité de leurs faiblesses.

Il est coupable de laisser aux violents l'illusion qu'ils sont les seuls à être résolus. Et la diplomatie anglaise, habituée au particularisme anglo-saxon, ne trompa pas plus les diplomates allemands, que ne les trompa la mélancolique persévérance, avec laquelle nous savions associer ensemble la résignation aux faits et la fidélité aux souvenirs.

Et c'est ainsi que les peuples se sont de plus en plus séparés, rien qu'en rentrant leur diplomatie chez eux.

Singulier paradoxe ! Les chemins de fer et le télégraphe ont eu pour résultat de séparer les gouvernements les uns des autres, en supprimant la pénétration réciproque qu'ils avaient les uns chez les autres. Jadis l'ambassade était la vraie délégation d'une nation chez une autre, et l'organe par lequel la politique étrangère prenait ses suggestions chez l'étranger. De nos jours au contraire, et pour nous, Paris est le principal poste de la Carrière ; et, à notre image, chaque peuple fait chez les autres une politique qui les ignore... la politique de ses ambitions ou de ses illusions.

Ah ! qui oserait expliquer la redoutable ignorance que les peuples ont témoignée les uns des autres depuis cinq à six ans ? L'Allemagne nous surveillait avec une aveugle violence ; et nous, nous la contemplions de toute notre généreuse inclairvoyance. Et il en est ainsi de tous. Les peuples se découvrent les uns aux autres des visages inconnus. Pas un qui ait justifié l'opinion qu'on en avait... qui ne l'ait surpassée ou déçue !

Le remède !... Ce serait d'extérioriser de nouveau la diplomatie. Ce serait de trouver l'ingénieux procédé, qui mettrait la politique étrangère de chaque nation en contact grave et courtois, mais intime, avec l'étranger ; et qui par le même heureux effet, la préserverait des préventions, des passions et des illusions de l'opinion.

Il y a dans l'histoire un étrange précédent. L'Allemagne des XVII[e] et XVIII[e] siècles est une juxtaposition de petits Etats avides et rivaux. Mais ils avaient entre eux la communauté d'un Congrès perpétuel de diplomates : la Diète. Cette délégation de diplomates oisifs et besogneux fut l'amusette de l'Europe. Sa risible activité s'alimentait surtout de querelles de préséance, et de questions d'étiquette. Mais on avait bien tort d'en rire ! Ce Congrès diplomatique permanent força les Etats allemands à se connaître, à se surveiller. Cela leur imposa la mutuelle méfiance et la prudence réciproque. Mais être impuissants les uns envers les autres,... c'est une manière comme une autre de s'accommoder les uns des autres. La Diète n'apprit pas aux Allemands à s'aider et à s'aimer. Mais elle les accoutuma à

vivre en des rapports qui en préparèrent d'autres... en des rapports dont l'avenir devait plus tard nous aggraver l'intimité.

Le premier pas dans l'organisation de la Société des Nations sera-t-il de créer, sur l'exemple de l'ancienne Diète, un Congrès perpétuel de diplomates ? La conception en pourrait être plus généreuse, semble-t-il. Mais certaines nécessités techniques y trouveraient leur compte.

*
* *

Car voici un autre aspect encore plus paradoxal de la question ! Les moyens modernes (chemins de fer et télégraphe) n'ont pas seulement perverti l'esprit de la diplomatie en la rendant plus subjective qu'objective. Ils en ont encore altéré le fonctionnement pratique.

Comment ! dira-t-on... Ces merveilleux agents de communication qui suppriment le temps dans les relations humaines, peuvent-ils faire dommage à celles-ci ?... Mais précisément, c'est le Temps — qu'on supprime si volontiers — qui était jadis le meilleur auxiliaire de la diplomatie.

Le Temps n'est-il pas le plus grand des pacificateurs ? Sur le champ des débats humains, le temps verse son grave apaisement, l'apaisement qui vient des jours qui tombent et des êtres qui passent. Nulle discorde qui résiste à la paisible rigueur de l'oubli. Avec le temps, les violences se lassent et les passions s'assagissent. Et pour tout dire, les crises s'apaisent à la mesure de ce qu'elles durent. Or jadis, en effet, le temps, l'auxiliaire nécessaire, était l'auxiliaire inévitable. Il fallait souvent des mois pour correspondre d'une chancellerie à l'autre. Les crises se prolongeaient ainsi indéfiniment. Les diplomates vieillissaient et mouraient avant de terminer un échange de points de vues. Que d'impatiences se sont calmées !... que d'ambitions se sont assagies dans l'inaction de l'attente ! Et comment aurait-on pu parler d'impatience diplomatique, de nervosité de l'opinion, au temps heureux et sage, où il fallait le retour de l'année pour attendre le retour du courrier ! Que de fois aussi en ces longs délais, le Destin propice a eu tout le loisir de laisser survenir l'heureuse péripétie qui est une solution ! Que de fois la mort

a eu le temps d'apporter un jugement sans appel, dans un débat qui semblait sans issue, et d'imposer le repos définitif à des ambitions que ne tempéraient ni la crainte, ni l'équité ! Les brusques morts de Charles X et de Charles XII arrangèrent mieux les affaires de la Suède que leurs multiples victoires. Sous Louis XVI, la crise turque dura plusieurs années, pendant lesquelles Gustave III eut le temps de mourir, et la Révolution Française de naître. La Pologne a eu le répit nécessaire pour se sauver, si les discordes intérieures ne l'en avaient empêchée. Le XVII[e] et le XVIII[e] siècle ont été ainsi des temps de diplomatie lente. Et la Question d'Orient y eut des crises si sourdes, que la politique put s'en faire presque une paisible accoutumance.

Mais déjà, dans la première moitié du XIX[e] siècle, les communications deviennent plus rapides. Et déjà alors, sous Louis-Philippe, en 1839, la question d'Orient devient d'une crise plus aiguë et plus brève. Elle rassemble, en quelques semaines, des péripéties, qui, au siècle précédent, se seraient déroulées en plusieurs mois, sinon en plusieurs années. Aussi des phénomènes qui nous sont trop connus, y apparaissent déjà. Les passions y sont vives, l'opinion publique y prend la fièvre ; et, au lieu d'y marcher du pas qui n'arrive pas, la guerre y voyage en diligence accélérée. Mais du moins, c'était encore le trot des chevaux. Et les quelques semaines que la crise dura, furent un délai assez profitable pour apporter le calme nécessaire. « Et Louis-Philippe, ai-je déjà dit, eut le temps d'y renvoyer le petit grenadier Thiers écrire Bonaparte au lieu de le recommencer. »

Mais après les diligences, le chemin de fer brûle de salutaires étapes ; et le télégraphe détruit complètement le bienfaisant obstacle des distances et des délais.

Alors, il ne s'agit plus d'années, de mois, de semaines. C'est en quelques jours fiévreux, c'est en quelques heures brûlantes, que se déroulent les péripéties les plus graves, et que les décisions définitives précipitent les hommes dans les épreuves suprêmes. A peine une heure ou deux séparent maintenant le départ d'un télégramme d'une chancellerie, et sa remise à l'autre chancellerie. La diplomatie devient urgente, fragile, cassante. Le télégraphe, qui détruit l'espace et le temps, met en contact direct, immédiat, brutal, les diplomates et les gou-

vernements. En cinq minutes, la colère d'un souverain, le dépit d'un ministre, la surexcitation d'un nerveux, trouvent, au bout d'un fil, l'oreille qui écoute, la susceptibilité qui s'irrite, l'orgueil qui s'indigne. La presse exaspère encore cette tension aiguë. La foule s'arrache les éditions successives des journaux. Elle dévore les dépêches. Elle s'énerve. Les Parlements s'impatientent. Sous la pression de politiques surexcités et de foules irréfléchies, les passions s'imposent, les résolutions s'improvisent, les risques s'accumulent, et l'événement décisif emporte les volontés.

Mais comme c'est plus rapide et plus simple encore, quand une chancellerie a le coupable désir des violences, et que la guerre est préméditée ! Alors elle prend toutes les autres diplomaties au dépourvu; et les entraîne, de surprises en surprises, jusqu'à la solution qu'elle veut et qu'elle brusque. Alors c'est tout le grand jeu risible et décevant. Alors on voit l'effarement dans les gouvernements. La prudence y hésite; l'équité y raisonne; la loyauté s'y indigne ; la crédulité y espère. Et pendant tout ce temps, le petit tapotement du télégraphe accumule ses dépêches opiniâtres, qui partent sans attendre de réponses, discutent sans savoir apprécier, et décident sans vouloir écouter. Les faibles, menacés, n'ont plus le temps d'appeler. Les neutres n'ont plus le temps d'intervenir. Et avant que l'encre des dépêches perfides soit sèche, le uhlan a fini de boucler son sac.

Car ce fut Bismarck, qui, le premier, sut faire du télégraphe un ingénieux agent de malfaisance politique. Ce que nous venons de raconter, c'est en effet le type de la crise bismarckienne. Et à l'origine des trois guerres bismarckiennes, il y a ce petit tapotement têtu et méchant du télégraphe. La crise la plus complète, et de type le mieux développé, est celle qui précéda la guerre de 1866. En juillet 1870, Bismarck se simplifie tragiquement. Tout le monde sait comment, en fin de festin, entre la poire et le fromage, il sut, en un communiqué raccourci et corsé, faire rendre la guerre, à une dépêche que celle-ci n'avait point la volonté spontanée d'apporter.

Dans la crise de juillet 1914, toutes les malfaisances du télégraphe se trouvent rassemblées, et apparaissent avec une évidence aveuglante. Il y a là de quoi illustrer notre thèse.

Il y a d'abord tous les méfaits qui tiennent du télégraphe lui-même, de son fonctionnement, de sa nature... tous les méfaits qui sont la fatalité des choses.

Voyez par exemple le mal que peut faire le simple croisement des dépêches ! Dans les trois derniers jours de juillet 1914, on voit sans cesse une dépêche en croiser une autre, qui la rend souvent inutile, parfois dangereuse. Le 31 juillet, à deux heures de l'après-midi, l'empereur allemand et le tzar s'envoient des dépêches qui se croisent en chemin. Le tzar dit qu'il fera tout, sauf la démobilisation : « Techniquement, il est impossible de suspendre nos préparatifs militaires... » L'empereur Guillaume dit que c'est la seule chose à faire : « ... Maintenant encore la paix peut-être maintenue si la Russie se décide à suspendre ses mesures militaires... » (1) Chacun des deux interlocuteurs prêtait peut-être à son affirmation une valeur relative. Mais le hasard — en faisant ces deux télégrammes réponses l'un de l'autre — conféra à leur opposition une valeur absolue, et hélas !... décisive.

Le croisement des dépêches fut la conséquence de la suractivité diplomatique. Car pendant les quelques jours que la crise dura, le surmenage diplomatique fut intense. Qu'on me permette de me citer moi-même : « Le 31 juillet, sir Grey expédie cinq longs télégrammes et en reçoit sept. Sur ces douze télégrammes, un annonce la reprise des pourparlers entre Vienne et Pétersbourg, pendant que trois autres font prévoir qu'ils sont impossibles ; deux autres posent la question de la mobilisation russe ; deux posent la question de la neutralité anglaise, et quatre la question de la neutralité belge. Il y a donc, en même temps et le même jour, une désharmonie, où se joue toute la gamme des difficultés, allant de la procédure préalable (la conversation directe) à la suprême prévision (l'invasion de la Belgique). Du 21 au 27 juillet, sir Grey tient en activité, au bout de son fil, quatre actions diplomatiques, qui se chevauchent l'une l'autre, et se neutralisent par leur action discordante. Il n'y a pas de sa faute. Le 29 juillet, le ministre français des Affaires Etrangères a envoyé ou reçu dix-sept télégrammes. Mais ce

(1) *Livre blanc*, I, Pièces Annexes, p. 188 et 189 et Rapport officiel : « Ce télégramme du Tzar se croisa avec le télégramme de sa Majesté l'Empereur, adressé également le 31 juillet, à 2 heures après-midi. »

même jour, M. de Jagow n'en a expédié qu'un, long de six lignes (1), et n'en a point reçu. Et c'est lui qui est fatigué ? Le même soir, on vient lui demander une réponse; et il répond « qu'il n'a pas eu le temps » (2). Le 27 juillet déjà il n'a « pas eu le temps » de lire la réponse serbe à la note autrichienne (3). Cependant cette réponse avait été remise à l'Autriche deux jours avant, le 25, à 5 h. 58 du soir. Sir Grey en avait eu le résumé le soir même. C'est ce retard si laborieux qui permet à l'Excellence allemande de répondre, après encore deux jours de réflexion, qu'il est « trop tard » pour que « la note serbe puisse former une base de discussion » (4). Et le lendemain, 30, il est encore bien plus « trop tard » pour M. de Jagow, « ses efforts (étant) sérieusement embarrassés par la mobilisation russe » (5).

Avec la rapidité des communications télégraphiques, on voit comme il est facile d'arriver ou « trop tôt » ou « trop tard ». Lors de la première proposition anglaise, il en fut déjà ainsi. Le 27 juillet, M. de Jagow, à qui l'Angleterre soumet sa proposition de conférence, répond « ... que le mieux serait d'attendre... » (6). Et le lendemain, 28 juillet, M. Berchtold déclare que la proposition anglaise est « trop tardive » (7). Pour ces deux associés, quel était donc le moment propice ? à quel instant des heures nocturnes qui séparent le 27 juillet — jour prématuré — du 28 juillet — jour tardif — eût-il fallu les saisir ? Voilà à quelle diplomatie à la minute on en arrive. La guerre ne court plus la poste... mais le télégraphe.

Il n'est d'ailleurs pas moins dangereux de suspendre les dépêches que de les multiplier. C'est à la suite d'une équivoque de ce genre, que la conversation directe entre Vienne et Pétersbourg s'arrête brusquement, le 28 juillet, au matin. M. Berchtold, sur le coup de sa déclaration de guerre à la Serbie, marque un point d'arrêt ; et M. Sazonoff enregistre *un point c'est tout*. « Décidément, dit-il, l'Autriche ne veut pas causer. » (8)

(1) Dépêche du 13 janvier 1917.
(2) *Livre bleu*, n° 41.
(3) *Livre jaune*, n° 74, p. 76.
(4) *Livre bleu*, n° 30.
(5) *Livre bleu*, n° 44.
(6) V. *Livre bleu*, I, n° 18.
(7) V. *Libre blanc*, annexe 16.
(8) V. *Livre blanc*, I, n° 82.

Non seulement le télégraphe altère la diplomatie en en multipliant et en précipitant les communications ; mais encore il altère, en chacune de celles-ci, la sûreté même de la diplomatie.

Avec le style télégraphique, disparaît en effet la valeur, la probité, et ce que j'appellerai volontiers la responsabilité des mots. L'usage et la nécessité autorisent l'emploi, dans ces échanges rapides et coûteux, d'un vocabulaire plus capable d'informer que d'exprimer. La dépêche diplomatique conserve bien, il est vrai, la courtoise et correcte apparence de la phrase complète. Mais faute de pouvoir y mettre tous les mots nécessaires, on préfère ceux qui ont plus d'extension que de précision. On en arrive à une expression vague, incertaine, équivoque. Il en fut fréquemment ainsi dans la crise de juillet 1914. L'incertitude y était d'ailleurs dans les résolutions ; et elle n'en passa que plus volontiers dans les expressions. Quand l'ambassadeur allemand demande le 1er août à sir Grey quelle sera la politique de l'Angleterre en cas de violation de la neutralité belge, le ministre anglais répond que la politique anglaise a « les mains libres ». C'était d'une imprécision, dont la France s'accommoda avec sagesse, et l'Allemagne avec imprudence.

Imprécision volontaire et légitime !... dira-t-on. Mais les dépêches sont souvent rédigées avec une hâte qui laisse y entrer... ou y trouver... toutes les équivoques. C'est ainsi que le gouvernement allemand feint de croire que l'Angleterre et la France partagent son opinion, et qu'elles veulent, elles aussi, localiser le conflit entre l'Autriche et la Serbie. De telle sorte que la France et l'Angleterre condamneraient ainsi à l'avance l'intervention russe. « La distinction faite par sir Edward Grey entre les conflits austro-serbe et austro-russe est parfaitement juste. Nous voulons tout aussi peu que l'Angleterre nous immiscer dans le premier » (1). Or, ce que sir Grey a dit est fort différent : « J'ai dit que, si l'ultimatum autrichien à la Serbie n'amenait pas de difficultés entre l'Autriche et la Russie, je n'avais pas à m'en occuper... » C'était parler selon la logique et l'évidence. Mais en supprimant le « si » de cette déclaration, l'Angleterre semblait souhaiter l'indifférence russe, au lieu de

(1) *Livre blanc*, annexe 13.

la constater. C'était fort différent. Sous quelle forme, suffisamment équivoque, l'ambassadeur allemand à Londres a-t-il transmis à son gouvernement cette banale déclaration ? Nous l'ignorons. Le gouvernement allemand a eu la prudence de ne publier aucune des communications de son ambassadeur à Londres... vous entendez bien : à Londres... siège et centre des négociations ! (1)

S'il y a l'équivoque par altération du texte, il y a aussi l'équivoque par omission. Du 24 au 31 juillet, les télégrammes autrichiens et allemands parlent abondamment de respecter la Serbie. Mais dans certains télégrammes, c'est le territoire qu'il s'agit de respecter ; dans les autres, c'est la souveraineté. Aucune dépêche n'a su réunir les deux vocables. Dans la pensée de l'Autriche, paraît-il (2), il y avait bien les deux engagements. Mais dans ses dépêches, il n'y en eut jamais qu'un. Cette omission alternée est significative, pensez-vous. Mais non ! C'est du style télégraphique !...

Il y a bien, il est vrai, une communication du comte Mensdorff à sir Grey, le 27 juillet, où il est dit que l'Autriche ne se propose pas « l'écrasement de l'indépendance serbe ». On comprend que l'imprécision de cette réserve n'ait rassuré, ni les Serbes, ni les Russes. Il y a de moindres disgrâces que « l'indépendance écrasée », et fort graves encore néanmoins.

Et il en est de tout ainsi. C'est en expressions approchées, insuffisantes ou excessives, que se rédigèrent les sept ou huit cents télégrammes — certains fort longs — échangés du 24 juillet au 2 août. Quel est l'audacieux professeur d'histoire moderne, qui osera jamais astreindre ses étudiants à une explication de texte, sur un de ces hâtifs et périlleux documents? Impressionnant exercice néanmoins que de commenter, par

(1) Des révélations récentes ont montré jusqu'à quel point M. de Lichnowsky, ambassadeur allemand à Londres, désapprouvait les directions allemandes.

(2) *Livre orange,* n° 75.

D'après ce télégramme, l'ambassadeur d'Autriche a donc, à plusieurs reprises, déclaré au Président de la République que l'Autriche avait offert la double garantie. Il est étrange que M. Iswolsky transmette seulement le 1er août cette révélation !...

D'autre part, la responsabilité de nos ennemis est si incontestable, que nous pouvons nous offrir un impartial étonnement, en constatant que la nouvelle de la mobilisation autrichienne est annoncée, de Vienne, à trois dates différentes. L'ambassadeur russe l'annonce le 28 juillet (*Livre orange,* n° 47) ; tandis que l'ambassadeur français en annonce seulement la nouvelle le 31 juillet (*Livre jaune,* p. 114), et l'ambassadeur anglais, le 1er août (*Livre bleu,* n° 57).

exemple, le rapport officiel allemand, et d'y vérifier, par les références qu'il donne, la valeur de ses engagements, et même simplement de ses expressions !... Plus impressionnant encore si cet exercice en complète un autre... l'explication d'un de ces textes, où des diplomates français ont fait strictement donner à chaque mot sa puissance et son droit !... Par exemple les articles 76 et 89 du traité de Münster. On y peina des semaines. Mais aussi chaque expression y a un quelque chose qui est comme une existence historique. Il y a un certain *ita ut*, qui joua son rôle dans l'histoire. Excessif, tout cela ! dira-t-on. Oh ! il vaut encore mieux, pour les mots, avoir trop de sens que pas assez, et être d'une puissance méditée, plutôt que d'une insuffisance préméditée.

Hélas ! avec le télégraphe, la préméditation trouve d'autres occasions aussi ingénieuses, mais beaucoup plus faciles, de satisfaire ses intentions coupables.

D'abord, avec le télégraphe et le téléphone, voyez combien il est facile de se soustraire à une conversation embarrassante ! Quand on ne veut plus causer, on n'a qu'à s'en aller... ou plus simplement encore, à faire dire qu'on est sorti. Vienne a toujours eu l'habileté de ne pas recevoir les télégrammes importuns ou gêneurs. M. de Berchtold part pour Ischl, le 25 juillet, suffisamment à temps pour ne pas recevoir la dépêche de M. de Jagow, qui lui demande de prolonger le délai fixé à la Serbie par l'ultimatum. Et, cela dispensa M. Berchtold d'accorder ou de refuser ce délai. D'ailleurs, M. de Jagow, informé du départ de M. Berchtold (Livre Bleu n° 7), avait fait de son mieux pour que son télégramme arrivât trop tard. Ce retard était si naturel, que M. Jules Cambon l'avait prévu à l'avance. (Livre Jaune, n° 42). Le 30 juillet, c'est l'empereur qui est absent de Vienne. Et cela le dispense d'entendre la dernière voix qui implore la paix, de recevoir la suprême proposition de sir Grey... et surtout d'y répondre. Et le lendemain c'est trop tard.

On voit combien c'est aisé ! Pour ne pas entendre les voix qui troublent les desseins coupables, on n'a qu'à raccrocher un récepteur ; et du coup on rétablit autour de soi l'ancienne puissance de l'espace infranchissable.

Voilà pour les dépêches qu'on reçoit ! Quant à celles desti-

nées aux autres, c'est l'enfance de l'art télégraphique, que de les retarder, de les arrêter, ou de les falsifier. Les dépêches étrangères d'importance essentielle, qui ont eu à fréquenter le territoire autrichien pendant les cinq derniers jours de juillet, ne l'ont pas fait sans dommage. La Russie reçoit le texte de la note autrichienne à la Serbie dix-sept heures après la remise de cette note à Belgrade ; c'est-à-dire trente et une heures seulement avant l'expiration du délai. La réponse serbe parvient à Paris avec vingt heures de retard. (Livre Jaune, n° 56, et Livre Orange, n° 36). Et c'est avec un retard analogue qu'elle parvient en Russie. (Livre Orange, n° 36). Le télégramme du chargé d'affaires à Belgrade mit deux jours pour parvenir à Saint-Pétersbourg. (Livre Orange, n° 13). Et voyez le sort commun de tous les télégrammes qui sont venus solliciter M. Berchtold de prolonger le délai imparti à la Serbie ! Nous avons vu déjà que le télégramme de M. de Jagow était arrivé après le départ de M. Berchtold pour Ischl. Jusqu'à ce que ce départ ait lieu, on retarde la remise au chargé d'affaires russe de la dépêche de son gouvernement. (Livre Jaune, n° 45). Quant à la dépêche française, elle est remise après l'expiration du délai : « On me remet votre télégramme — répond M. Dumaine au gouvernement français — précisément à l'heure où expire le délai imparti à la Serbie. D'autre part, je viens de vous faire savoir dans quelles conditions le chargé d'affaires de Russie a dû exécuter sa démarche. Il semble inutile de l'appuyer quand il n'en est plus temps » (1). Le télégramme français — le télégramme de paix — avait mis sept heures pour atteindre la capitale de la belliqueuse Autriche (2). Chez celle-ci les fils télégraphiques sont décidément mauvais conducteurs.

Mais pour rendre inutilisables les dépêches qui passent, il y a enfin cette ressource si simple d'en brouiller le chiffre. Et cette autre ressource — plus simple encore — de prétendre que cela a été fait. C'est en usant de ce procédé usagé, que M. de

(1) *Livre jaune*, n° 48.

(2) Parlant de cette dépêche, M. Iswolsky dit : « Le télégramme du ministre des Affaires étrangères français, expédié avant-hier au triple tarif, à onze heures du matin, et contenant l'ordre d'appuyer notre demande, n'est parvenu à sa destination qu'à six heures. Il n'y a aucun doute que ce télégramme n'ait été retenu intentionnellement par le télégraphe autrichien. » (*Livre Orange*, n° 36.)

Schœn se dispense, le 1er août, de faire au gouvernement français la réponse qu'il lui eût été si difficile de faire (1).

Restons-en là dans cette analyse de la malfaisance ! Le télégraphe, le merveilleux moyen qui rapproche les hommes, a bien servi, comme on le voit, la cause de la discorde. Et ce sera pire encore si le téléphone, perfectionné et généralisé, se met au service officiel de la diplomatie. Car le petit appareil est l'imprudence et l'insolence mêmes. Et il a à son actif la plus coupable équivoque de la crise de juillet 1914.

Il y eut, le 31 juillet, un coup de téléphone de sir Grey à l'ambassadeur allemand. Sous forme de renseignement, sir Grey demandait si l'Allemagne attaquerait la France, au cas où celle-ci resterait neutre. Le prince Lichnowsky, par un télégramme de quatre lignes banales, informa son gouvernement de cet incident. Il n'en fallut pas davantage pour déterminer une immédiate et solennelle intervention de l'empereur et du chancelier. En un télégramme contraint, où perce la véhémence d'impudents espoirs, l'empereur Guillaume s'adresse au roi d'Angleterre. La banale question de la veille devient « la communication du gouvernement anglais offrant la neutralité de la France avec la garantie de la Grande Bretagne ». Et l'empereur continue de bâtir sur ce grand style : « A cette offre était liée la question de savoir si à cette condition, l'Allemagne n'attaquerait pas la France. » Il s'ensuivit encore d'autres dépêches, une démarche du chancelier, des communications à la presse, l'émoi en France et en Europe !... Tout cela pour deux ou trois de ces mots insignifiants comme on en risque au téléphone !... Le prince Lichnowsky coupa court à tout cela ; et non sans sagesse, il qualifia lui-même de « futiles » les suggestions dont il avait parlé. On voit ainsi, pris sur le vif, le danger de ces communications téléphoniques, qui ne laissent même pas la trace d'un télégramme, et qui sont à la merci de l'impudence qui les dément ou les altère, les détruit ou les grandit !

En voyant combien la diplomatie est conservatrice de ses abus et n'adapte que sa malfaisance, comme on se prend à regretter le temps des courriers brodés et des postillons bottés.

(1) *Livre orange*, n° 74.

La diplomatie allait alors son petit train familier et méditatif. Elle prenait son temps, et en laissait aux autres. La diplomatie actuelle, au contraire, a pris les habitudes de ses trajets électriques. Elle est devenue urgente et immédiate ; tout s'y fait en raccourcis brusques et cassants. Ce sont toutes les opérations diplomatiques qui s'écourtent. Tout s'y fait et s'y improvise avec la hâte de l'heure. La soumission aux forts, l'obéissance aux violents, s'exigent à la minute. L'Autriche donne quarante-huit heures de délai à la Serbie. Quarante-huit heures pour apprendre, méditer et accepter son destin ! Deux jours pour se résigner, et faire l'abandon d'une indépendance, que deux siècles de luttes ont arrachée ! Et la rapidité du procès se complète de la rapidité de l'exécution. « Le jour même où les dépêches allemandes, russes et françaises mettaient si longtemps pour atteindre Vienne, le 25 juillet, le baron Giesl quittait Belgrade, après y avoir rompu les relations diplomatiques, et avoir battu le record de la vitesse diplomatique. La réponse serbe lui fut remise ce jour-là — dit-il — à cinq heures cinquante-huit du soir. Elle comprend plus de deux cents lignes et dix paragraphes. Or, le diplomate Giesl a eu le temps de la recevoir, d'en donner réception, de la lire, de l'apprécier, de dénoncer la rupture des relations diplomatiques, et de prendre le train de six heures trente. (Livre Rouge, n°s 22 et 24). Tout cela en trente-deux minutes ! Quelle agilité ! Ce n'est plus de la course... C'est de la voltige ! N'en riez pas : c'est sous de telles pirouettes que les foules sur terre écoulent actuellement leurs destins » (1).



La politique n'a pris, dans les forces nouvelles de l'humanité, que de quoi alimenter ses impuissances et ses malfaisances. Alors, dira l'ironiste, puisque le télégraphe est un danger, supprimons-le des usages de chancelleries ! Rétablissons à l'usage du diplomate la berline et les postillons ! Et que la clameur des grelots remplace le tic-tac du Morse ou du Baudot !

Mais, si vous le voulez bien, aux routines actuelles, cherchons

(1) Nous nous citons ici encore nous-même.
Voir l'article dans la *Dépêche de Toulouse,* 13 janvier 1917.

un remède dans les progrès de l'avenir plutôt que dans les impuissances du passé. Le télégraphe a été, pour les relations d'ordre diplomatique, un moyen plus nuisible qu'utile ! Cherchons, dans son utilisation plus complète et plus hardie, le moyen d'éviter ses méfaits ! Et au lieu de l'usage plus discret, préconisons l'usage plus intensif !

C'est avec réserve que la politique se sert des moyens miraculeux donnés à l'homme par la science. Hé bien ! Demandons à ceux-ci de nous donner toute leur vertu ; et ayons la légitime hardiesse d'en tout espérer, plutôt que la craintive imprudence d'en tout redouter. En utilisant la prodigieuse ingéniosité de la télégraphie, on accroît ses bienfaits, et on supprime ses méfaits

En temps de crise, le mal essentiel, semble-t-il, est dans la multiplicité fatale, et dans la confusion inévitable des communications télégraphiques. Il en résulte l'entrecroisement, le chevauchement des dépêches, et tout le désordre des démarches contradictoires. Mais ce désordre, il existerait, bien plus intense encore, dans les communications privées, s'il n'y avait un Central qui introduit l'ordre dans l'échange et le débit des dépêches.

Un Central télégraphique diplomatique !... Pourquoi pas ?... Le réseau télégraphique sera bientôt assez complet, pour qu'aucune capitale ne puisse être librement desservie. Il sera étrange, pense-t-on, d'aller passer par Rome pour communiquer de Copenhague à Christiana, ou que Valparaiso demandât à Bruxelles la communication avec Buenos-Ayres. Evidemment les voyageurs des diligences trouveraient ces itinéraires un peu imprévus. Mais l'électricité ne compte pas ses kilomètres. Il lui est aussi aisé de faire le tour de la terre que le tour de la ville. Et du bureau de la Bourse, pour peu que les lignes de banlieue soient chargées, il est parfois moins long de câbler avec l'Indo-Chine que de téléphoner avec Vaugirard. Et diplomatiquement, il serait souvent plus facile et plus prudent d'aller passer par le bout du monde que chez le voisin.

Ce serait une réforme d'apparence bien modeste que la création de cet organisme technique... mais plus utile peut-être que la sagacité du plus perspicace des Talleyrand. Ce serait là une

sorte de Bureau Central chargé de recevoir les télégrammes diplomatiques, de les centraliser, et de les réexpédier à leur destination, après en avoir assuré le classement, en avoir peut-être vérifié et garanti le texte. Sorte de *Clearing house* à usage de chancellerie, ce bureau, serait, en un mot, chargé de régulariser le débit des échanges diplomatiques. Il introduirait l'ordre, éviterait le croisement des dépêches, assurerait l'alternance des propositions et des réponses.

Mais le simple secours de ce régulateur-enregistreur mettrait fin aussi au jeu des petits délits et des grands crimes. Impossible désormais d'arrêter les dépêches, de les retarder, de les oublier, de les altérer. Et il serait aussi difficile de se soustraire aux pourparlers que de les précipiter.

Que de temps perdu ! dira-t-on. Mais cette objection est une justification. Car précisément ce qu'il importe de réintroduire dans les rapports diplomatiques, ce sont les bienfaits du délai et de la temporisation.

Modeste réforme en somme ! Mais les réformes d'organisation technique sont les meilleures. Elles sont du moins les plus certaines et les plus durables. Elles ne suscitent pas les appréhensions ; et elles se discutent peu. Elles proviennent de la nécessité et des faits. Nulle théorie ne les altère. Elles s'imposent ; et surtout elles se continuent.

Car par la force des choses, le Bureau International des Echanges diplomatiques deviendrait autre chose qu'un groupe d'appareils et de télégraphistes. Il ne serait pas d'un modeste crédit, le technicien avisé à qui son gouvernement aurait confié la tâche de surveiller et la mission de préserver ses conversations diplomatiques. Placé au centre des échanges diplomatiques, il serait, — privilégié responsable — l'agent immédiatement, incessamment et universellement informé. Sans doute, il lui appartiendrait d'apprécier les communications qui passeraient sous ses yeux... d'avertir, de modifier, d'aviser. Il serait certes plus un agent de la politique que du télégraphe. Et par le simple et inévitable développement de ses attributions nécessaires, ce Bureau International rassemblerait plus de diplomates que de postiers. Cette assemblée... ce Congrès permanent... quel nom lui donner ? N'est-il donc pas cette Diète Uni-

verselle dont nous parlions plus haut? Et n'avons-nous pas rejoint ainsi — par la voie des réalisations pratiques — le même but, où nous avait conduits notre recherche spéculative? Le voici retrouvé, réalisé, imposé par la force et l'évidence des réalisations, cet organisme central où s'établirait le contact constant des diplomaties... ce centre de direction, non plus seulement technique, mais politique! Et ainsi, par la seule vertu d'une organisation rationnelle, la Diplomatie atteindrait et fixerait le rêve, qui semblait, au lointain, défier la volonté et la puissance des hommes!

Est-ce un rêve — ou un projet — que de vouloir extérioriser la Diplomatie des peuples en une assemblée commune, en un Congrès constant? Du moins, sachons reconnaître les nécessités d'une organisation technique internationale; et qu'il y a, de toute façon, une centralisation qui s'impose. Et à notre avis, organiser la diplomatie dans ses moyens matériels, c'est malgré tout, rejoindre et aider le projet de ceux qui voudraient en organiser l'esprit. Donner à la diplomatie un centre de fonctionnement matériel, c'est lui préparer un centre de direction politique. L'œuvre technique prépare l'autre... Elle y conduit.

Elle y conduit!... Et si certains en doutaient, je leur dirais que nous sommes, là, sur les routes familières, dans lesquelles l'histoire aime à passer.

Qu'attendre de ce groupement de télégraphistes? — demandiez-vous. Mais voyez : c'est un groupe de commis aux dépêches qui a imposé à la France non ordonnée du XVI[e] siècle, le régime d'une unité administrative.

Jadis en effet, le Conseil Royal était un centre de confusion plus que de gouvernement : les pouvoirs n'y arrivaient pas à se classer, ni l'activité à s'ordonner. Mais au milieu de cette foule inexperte et pompeuse, travaillait au banc des humbles le petit groupe des clercs-secrétaires. C'étaient les scribes et les silencieux. Ils faisaient le labeur humble et utile, les tâches préparatoires. Ils recevaient et classaient les dépêches; proposaient les réponses; préparaient les décisions. Mais à force de préparer les affaires, ils se sont habitués à les diriger. C'est peu à peu, par la nécessité et la valeur de leur labeur, qu'ils en sont venus de la tâche subalterne à la tâche essentielle.

Henri IV leur donnait encore les mêmes étrennes qu'à ses premiers valets de chambre. Richelieu en fit déjà les chefs de la politique. Ces chevaliers de l'encrier, ces classeurs de dépêches, ont créé l'unité administrative du royaume, en y faisant prévaloir la communauté de leur labeur. Nos ministres, qui sont les successeurs directs de ces Secrétaires d'Etat, en portent encore le nom et en continuent les tâches.

L'histoire nous enseigne ainsi à ne pas dédaigner les formes élémentaires des premières centralisations. Elle nous apprend à savoir estimer et provoquer l'œuvre préparatoire.

Ne dédaignons pas qu'il se constitue — à défaut d'autres créations plus généreuses — un Bureau des Echanges Diplomatiques, une modeste assemblée de télégraphistes, agents des chancelleries et classeurs des dépêches ! Et ne désespérons pas que par eux il se prépare une harmonie internationale ! Il suffirait pour cela que leur compétence grandisse par l'exercice même de leur tâche, et le développement naturel du labeur. Et par eux on en arriverait à cette diplomatie dirigée dans son esprit, non moins que centralisée dans sa fonction et dans ses appareils. L'ordre et l'unité ont triomphé déjà par de semblables procédés, et toujours par d'humbles moyens.

A moins que cette diplomatie centrée et régie ne se réalise *de plano* et ne se délivre des violences ou des inquiétudes de l'opinion, par l'effort volontaire des peuples, que tant de souvenirs avertissent, et que tant d'épreuves enseignent.

Gaston Roupnel.



La Roue (1)

(Suite)

IV

Pierre Lethievent parcourait la libre Helvétie. Depuis dix mois qu'il s'y trouvait, il en connaissait toutes les gares, toutes les montagnes, tous les hôtels. Il avait revu plusieurs fois les mêmes endroits, atteint d'une fièvre ascensionnelle et déambulatoire qui s'alimentait d'elle-même et qu'aucun site, aussi célèbre qu'il fût, aussi cher qu'on payât pour le contempler, n'apaisait. Il avait vu sept fois le soleil se lever sur le Righi, il avait fait trois fois l'ascension de la Dent-Blanche, deux fois celle de la Jungfrau. Il avait parcouru quatre fois six lacs, exploré neuf glaciers, visité une grotte de glace dont un tourniquet défendait l'entrée et où un virtuose incomparable jouait de l'accordéon. Il avait bu le café au lait une fois à quatre mille cent vingt-trois mètres de hauteur. Il avait cotoyé en funiculaire des gouffres impressionnants. Il était monté sans secousses pour trois francs trente centimes à dix mille six cent onze pieds et trois lignes au-dessus du niveau de la mer. Maintes fois, il s'était livré à la

(1) Voir la *Grande Revue* d'octobre.

méditation solitaire dans cinq forêts de sapins. Maintes fois, il avait loué une nacelle pour glisser sur l'eau calme de quelque lac du milieu duquel on entendait tinter les clochettes des troupeaux, et lâché les rames afin de rêver. Il avait skié en hiver. Il avait skatingué en été. Qu'il logeât à l'hôtel de Winkelried, au châlet de l'Oberland, à l'auberge de l'Edelweiss, au palace de Guillaume Tell ou à la pension du Ranz des Vaches, du fond des vallées brumeuses, du bord des eaux tranquilles, du sommet des monts sourcilleux, quatre fois par jour à la même seconde, il avait entendu le tumulte strident des gongs marquer l'heure des repas ; huit fois par jour, quatre fois par nuit à la même heure, un roulement lointain et d'impérieux sifflets annoncer le passage des trains ; quarante-deux fois à la même minute, une trompe signaler l'arrêt des tramways, et chaque soir, avec les deux minutes et trois à cinquante-cinq secondes prévues par le calendrier d'avance ou de retard, toutes les fenêtres fleuries de tous les sanatorias s'ouvrir au moment précis où le soleil couchant inondait de teintes roses la neige sur les hauteurs.

Il avait voulu étouffer sous la multiplicité et l'amas des sensations esthétiques la plaie qui cuisait et lançait au centre vivant de son être. Cette plaie, au contraire, s'était élargie jusqu'à envahir tout à fait le formidable ennui qui lui venait de tous ces plaisirs tarifés, de toutes ces sublimités honnêtes, de toute cette beauté indiscutable, de tout cet impitoyable bonheur. L'image d'une jeune fille ne quittait pas cette étendue déserte et monotone qu'il voyait se dérouler en lui quand il y tournait ses regards. Elle était de jour en jour plus floue, cette image, mais plus hallucinante ainsi. Après la douleur crue des premières semaines, l'angoisse insistante, entêtée, s'était installée à demeure. Il voyageait en forcené, elle l'accompagnait paisible. Elle assistait aux réunions pacifistes où il parlait, discutait, s'indignait, votait. Quand il écrivait à ceux de ses amis qui étaient dans la bataille les lettres les plus passionnées pour les détourner du sacrifice consenti, de l'esclavage subi ou du jeu librement cherché, il la voyait courant dans l'ombre de sa plume. Son intelligence était libre. Il raisonnait de tout, sur tout, avec la subtilité et la rigueur d'autrefois. Mais l'image restait en marge. Jamais il ne la réunissait à la sensation

vivante par les mille secrets passages qui font d'un esprit supérieur le fleurissement continu, toujours frais et frémissant, de tous les sens en émoi. Il n'avait plus que deux ressources pour retrouver l'unité de son être : chasser l'image de sa mémoire ou l'incorporer à sa chair... L'amour lui interdisait la première, l'orgueil la seconde. Il errait...

Pour la troisième fois, il débarquait à Lucerne, hésitant à descendre en Italie — où l'appelait la propagande — par le Saint-Gothard. Il s'était assis au bord du lac, sur la terrasse d'un hôtel. Le temps était admirable, doux, plein de fraîcheur et de calme. Une chute d'après-midi vermeille donnait à l'air et aux formes du monde l'occasion la plus favorable pour apparaître dans leur gloire à qui sait les regarder. Il se sentait un besoin d'admirer presque douloureux. Cependant, ici comme ailleurs, pour la centième fois, il trouvait à l'eau paisible des tons savonneux, aux neiges ensoleillées des violets et des mauves froids, interchangeables de montagne à montagne et de saison à saison, aux forêts de sapins des bleus ardoisés, neutres, sans reflets, sans transparence, aux formes colossales entourant le lac de partout une monotonie immobile et bouchée. Pas un plan vigoureux et net révélant à l'intelligence l'architecture de la terre, pas une ligne assez ferme et soutenue pour imposer à son éternel besoin d'ordre quelque direction évidente qui devînt à la fois une certitude pour les sens et une inquiétude pour le cœur. Il ferma les yeux, afin de voir plus nettement l'image qui insistait sur le fond terne de sa méditation désenchantée. Et comme elle était là, toujours présente, comme elle lui tendait les bras, la tête en arrière, avec un rire enivré, ainsi qu'il se souvenait de l'avoir vue la veille de la rupture et qu'il la voyait toujours, il comprit soudain. Il comprit et pour la première fois réunit à une idée vivante son chagrin. Il comprit la vision poétique et banale que certains peuples ont de la terre qui les nourrit. Il comprit pourquoi ils cherchaient en eux et reportaient candidement dans leurs paysages d'où la vie aérienne des lumières et l'hamonie formelle sont proscrites avec le feuillage bruissant, nuancé, éclairé en-dessous par les feux mouvants du soleil, avec la poussière colorée où jouent les fantômes, avec la gloire illuminante des mille reflets dansant dans

la vapeur d'opale au bord des mers, un refuge sentimental contre la vulgarité de ces paysages et l'ennui qui s'en dégage. Il saisit dans un éclair le sens profond de la musique, protestation des âmes élevées contre la platitude ou la grossièreté de la nature et des mœurs, monument intérieur dressé par le héros sur le chaos environnant des sentiments et de l'espace. Et comme il rouvrait les yeux, comme son regard embrassait les montagnes, il vit que les mille chalets dispersés sur leurs pentes avaient l'air très sûrs d'être honnêtes, d'abriter partout la vertu, mais qu'aucun d'eux ne lui montrait un profil fier, une arête grave et nue, la moindre humble façade exprimant dans sa coloration, ses proportions et son dessin, une idée commune à tous, claire, tranchante et poursuivie obstinément dix siècles à travers le feu et le fer.

Une servante rose, avec la nuque blonde, les bras nus, des bas blancs bien tirés sur des chevilles un peu lourdes, le servait. Flanqué de pain grillé, de miel, de beurre, le café au lait, qui était exquis, l'écœura. Il se leva, gagna sa chambre, contempla avec irritation la propreté presque incroyable de la pièce, ses meubles frais, les lavabos fixés au mur, leurs robinets d'eau chaude, d'eau froide, d'eau tiède, tous ces indices d'une civilisation que son manque d'imagination prophétique l'obligeait de trouver parfaite. Il ouvrit sa fenêtre, regarda les bois presque noirs, les glaciers hautains, les eaux mornes. Quelque chose d'inexpliqué étouffait son cœur. « Je ne comprends rien à tout ça ? C'est honnête, oui. Mais c'est informe. Quelle est la forme de tout ça, dans notre commun souvenir ? C'est heureux, oui. Et après ? Si c'était trop heureux ? Ou trop paisible ? » Une douleur aiguë le traversa : « Zut ! » Il sortit en tirant violemment la porte. Comme il mettait le pied sur le palier, une femme, la tête baissée, montait la dernière marche. Elle leva la tête, l'aperçut, fit un cri léger, s'arrêta. C'était Elisabeth Chambrun.

Ils étaient face à face. Ils auraient pu s'étreindre s'ils s'étaient tendu les bras. Elle s'appuya du dos à la rampe où se crispèrent ses deux mains. Il recula jusqu'au mur. Ils se croisaient sur la piste de guerre et s'observaient avec une attention aiguë, comme pour guetter les frémissements et les tassements muscu-

laires qui précèdent le bond. Aucun élan l'un vers l'autre. Il la trouvait maigre, vieillie, laide, avec un visage osseux, la peau tirée et desséchée, les épaules rentrantes et, dans la mise, mille imperceptibles négligences dont l'ensemble l'outrageait. Il vit qu'elle avait souffert, qu'elle souffrait, qu'il en était cause. Il essaya d'avoir pitié. Il ne put pas. Il n'aimait plus. La réalité le délivrait de l'image. Il respira. Il se sentit impitoyable et fort.

Elle, au contraire, le trouvait beau, plus qu'autrefois. Sa peau s'était hâlée, elle était d'or et de feu sombre. Sa poitrine était plus large. Le masque avait une fierté meurtrie, qu'accentuait la courbe de la bouche, ferme et descendante aux coins, la profondeur des orbites où la flamme de l'œil jouait dans les ombres bleuâtres, le modelé violent du front vertical, bossué au-dessus des sourcils, creux aux tempes. Elle lui en voulut d'être ainsi, alors qu'elle enlaidissait. Elle se souvint. Il était parti. Il avait fui. Il ne lui avait pas écrit une lettre. Il était bien mis, bien portant. Elle pensa à Georges, hâve, malpropre, enlisé dans la boue rouge de sa tranchée. Et, comme elle rencontrait son regard presque hostile, il lut du mépris dans le sien.

Cela dura dix secondes. D'autres personnes montaient. D'abord Clotilde Esperandieu, toujours splendide, qui s'arrêta interdite, puis M. Chambrun, les bras au ciel :

— Comment, c'est vous, Lethievent ! En voilà une rencontre ! Je ne suis pas fâché de vous voir.... »

Il s'interrompit. Il avait surpris l'attitude de Pierre et d'Elisabeth, leur silence, la gêne de Clotilde qui avait baissé la tête, et, du bout de l'ombrelle, traçait des hiéroglyphes sur le tapis du palier.

— Comment ! vous boudez encore ? Il y a beau temps que je ne pense plus à ces histoires, moi ! Embrassez-vous donc, sapristi !

Et il poussa Pierre vers Elisabeth.

Elle ne voulut pas qu'il comprît sa haine. C'est pour cela qu'elle tendit sa main. Une main molle, qu'il serra vite, en s'inclinant un peu. M. Chambrun était radieux.

— Je vous savais bien en Suisse, Georges me l'avait écrit, mais je ne m'attendais pas à vous voir presque le jour de notre

arrivée. Le monde est petit. » Il sentit qu'il fallait parler de la patrie : « Sans doute, je n'approuve pas votre conduite. Mais après tout, vous êtes réformé... Allons ! vous dînez avec nous. C'est étonnant ce que cet air de la montagne ouvre l'appétit. »

Pierre, devant la main large tendue, hésita une seconde à y poser la sienne. Mais sa haine pour le père était partie avec son amour pour l'enfant. Vis-à-vis d'eux, l'indifférence. Vis-à-vis de tout, une lassitude infinie. Il vit dans cette soirée une diversion à l'ennui. Il répondit à l'étreinte, baisa le bout des doigts de Clotilde dont il avait toujours aimé l'animalité généreuse, accepta d'un signe de tête et descendit sur la terrasse de l'hôtel.

Le dîner fut assez morose. Tous s'observaient. Seul, M. Chambrun gardait sa verve. Il était venu pour ses affaires et avait décidé ses filles, dont la santé était médiocre, à l'accompagner. Pierre, en effet, en regardant avec plus d'attention Clotilde, surprit des mouvements fébriles, un tremblement léger des lèvres, quelques signes de nervosité, d'inquiétude, presque de souffrance, d'autant plus visibles qu'il se la rappelait plus puissante, plus calme, plus triomphalement assise dans la paix conquérante des sens toujours énivrés. Il s'informa. Son mari, depuis deux mois, était en « mission spéciale ». Elle le savait vivant, il lui donnait de ses nouvelles par la Suisse précisément. Mais auparavant presque une semaine sur deux, elle quittait Paris pour passer quelques jours avec lui dans un de ces villages de l'arrière-front, à proximité des parcs d'aéroplanes, où le fruit défendu prenait une incomparable saveur. Elle conta leurs ruses pour se voir. Elle parla du bruit du canon, des convois sur les routes, du passage des armées. Ils en vinrent à la guerre. M. Chambrun semblait gêné. Pierre disait la paix prochaine, la rupture du front étant de part et d'autre impossible, les soldats s'affirmant partout résolus à ne pas passer un second hiver. M. Chambrun hochait la tête, jugeait la paix encore lointaine, ne paraissait pas y tenir. « Il faut aller jusqu'au bout. Les Anglais s'organisent. Les affaires reprennent. On les aura ! » Pierre pensait à Georges, dont une lettre huit jours avant, lui avait avoué la détresse. Mais il était assis à la table de Chambrun. Il serra les poings, il serra les dents. Chambrun, d'ailleurs, réussissait à parler d'autre chose :

— Au diable la guerre, mes enfants ! Quelle paix ici ! Et quel pays !

En effet, le soleil étant caché par les montagnes, mais encore présent sur l'horizon, un jour égal et blanc éclairait la table, ses cristaux, ses métaux, ses verres, les fruits nouveaux qu'on apportait. Partout la paix et le confort. Le public des dîneurs, sans doute, était mêlé. Peu de Français, — eux seuls peut-être, — mais pas mal de gentlemen courtois et corrects, en smoking, avec de jolies femmes blondes en costumes de soirée, qui jasaient comme des oiseaux. Quelques profils aigus, bruns et durs, de péninsulaires de race. Surtout des messieurs entre deux âges au crâne rasé, au cou gras, au visage rose avec des balafres violacées, qui dans l'indifférence générale, échangeaient à voix presque haute des propos coupés de gros rires et mangeaient beaucoup. Une neutralité tacite régnait. Les deux baies étaient grandes ouvertes. La nature aussi restait neutre. Dans le calme infini, on entendait des bruits de rame, des meuglements éloignés, des tintements argentins, la sirène d'un bateau. Les eaux du lac, de plus en plus ardoisées, avec de grandes plaques livides par endroits, s'assombrissaient peu à peu. La couronne noire des pins, fleuronnée de chalets pittoresques, les entourait de partout. Tout en haut, sur le ciel vert pâle, un glacier rouge, sans nuances, s'éteignait.

— Est-ce beau ! Est-ce beau ! » L'enthousiasme de Chambrun délivrait la fureur de Pierre.

— J'admire qu'un paysage aussi accidenté puisse être aussi plat, dit-il.

Elisabeth, le nez dans son assiette, n'avait pas dit un mot depuis le début du repas. Pourtant, à cette phrase qu'il lança brusquement, sur le ton passionné d'autrefois, elle leva les yeux sur lui. Clotilde, surprise, le regardait aussi. Il était nerveux. Il passait une main rapide sur ses cheveux désordonnés. Il déplaçait son couteau, ses verres, avec ces mouvements saccadés qu'elles connaissaient l'une et l'autre et qui annonçaient l'orage. Chambrun protestait :

— Comment ? Mais c'est superbe ! Ce paysage est d'une sérénité qui attendrirait un Turc !

— Justement, il est trop serein. Il manque d'accent. Je l'ai

trop vu, depuis dix mois, toujours pareil, même quand il neige. C'est une affiche de gare. Il m'assomme.

Clotilde l'interrogeait :

— Tiens ! vous n'aimez pas ça ? Moi non plus d'ailleurs. Ça me glace... Mais pourquoi y êtes-vous ?

— D'abord, j'ai tenté de l'admirer, puis, comme j'avais à y faire, j'y suis resté. Mais j'en ai assez. Je ne suis pas né exclusivement pour boire le meilleur lait du monde, dormir dans les meilleurs hôtels, gravir les meilleures montagnes. Je veux vivre.

— Pourtant ce pays est hors de la guerre. Il veut rester hors de la guerre. Il jouit de tous les bienfaits de la paix. Vous devriez l'aimer pour cela.

Ce coup droit toucha Pierre au cœur. Il éprouvait la souffrance que la même idée lui avait donnée, un peu avant sa rencontre avec Elisabeth...

— C'est vrai, mais je ne puis. Je veux un milieu passionné, et non raisonnable, curieux, et non instruit, une nature ardente, et non pittoresque, une civilisation enthousiaste, et non confortable...

Elisabeth levait décidément les yeux, oubliait les fruits sur son assiette, appuyait ses coudes sur la nappe, son menton sur le dos de ses mains croisées, le regardait sans le savoir. Elle parla :

— Il y a pourtant de belles choses, ici. Nous venons de Bâle. Nous y avons vu le Musée. Vous aimiez bien ces maîtres-là, autrefois, Holbein, Boecklin...

Sa voix que, depuis dix mois, il n'avait plus entendue, se brisait en notes si pures, comme si d'anciens sanglots maîtrisés y avaient mis leur houle pour toujours, qu'il fut violemment remué. Il parla sans la regarder, comme s'il s'adressait à un absent :

— Précisément, j'en arrive aussi. C'est là que j'ai compris. J'admire Holbein, toujours. C'est la seule œuvre définie, volontairement abrégée, qu'il y ait dans la peinture allemande. C'est sa seule protestation visible contre le sentimentalisme, le pittoresque attendri, le lyrisme diffus et flou. Elle choisit. Elle élimine. Et comme elle est seule, par ici, à éliminer et à choisir,

elle souligne le manque de cohésion spirituelle de cette civilisation. C'est un refuge de la sensibilité conquérante, comme la musique en est un du sentiment outragé... Holbein, c'est un cri viril dans le silence unanime... Les musiciens viendront bientôt, beaucoup plus haut, loin des glaciers, là où la plaine est sombre, vers le versant des mers polaires... Et vers le versant du soleil, un peu plus bas, là où les vallées sont blondes, Rousseau, ce musicien de la pensée modulée par les chocs du cœur... Quant à l'autre...

Au vol, il surprit une Elisabeth passionnée, vivante, reprise, que ses paroles soulevaient...

— Quant à l'autre... J'avais vu des photos, autrefois. Et surtout j'avais lu des livres. Ah ! celui-là est bien au plan de son milieu, qui n'en a pas. Ah ! il ne proteste pas, lui ! Pauvre diable, qui se croit seul dans les foudres du Sinaï ! C'est un lac sans reflets, mais plaqué de noir et de rouge, où des touristes se mirent, un Baedeker sous le bras. Il s'exténue à exprimer par la peinture un tas d'idées pâteuses qui ne sont pas de son ressort. Il patauge dans ses mythes puérils pour en tirer quelque symbole étique trempé de café au lait et barbouillé de confitures où la groseille prend une intention dionysiaque, le melon un sens moral, la reine-claude une vertu idéaliste... O Renoir !

Soulagé, il sourit en regardant Elisabeth. Et il reconnut l'image. Elle n'était plus maigre. Ses épaules s'ouvraient, se déployaient avec orgueil, sa poitrine battait, se gonflait sous le corsage. Elle n'était plus laide. Fixés sur lui, ses yeux foisonnaient de lueurs qui enveloppaient de longues caresses sa propre imagination délivrée et pour la première fois depuis dix mois planant à sa hauteur nécessaire. Le sang, monté aux joues, au front, aux tempes, noyait les creux, comblait les rides, dorait le cerne des paupières. La mise n'était plus négligée. Trois tapes machinales avaient remis en place la masse fauve des cheveux où ses mains serraient un ruban, tordaient, lustraient une mèche tombante. Sans s'en apercevoir, elle avait pris à un bouquet, sur la table, une anémone qu'elle piquait à l'échancrure du corsage ; la pénétration de l'esprit avait remué ses entrailles, réveillé le besoin obscur d'une communion plus

intime, comme l'odeur d'un fruit ouvre la faim. La profonde unité de la vie amoureuse les environnait tous deux. Son cou se gonfla, elle laissa monter les larmes. Clotilde, jalouse, labourée, conquise, regarda Pierre avec une moue affectueuse et souffrante en baisant la main de sa sœur. Chambrun déclarait qu'il ne comprenait pas ces théories, qu'il ne voyait pas ce qu'il pouvait y avoir de commun entre un lac et un peintre, à moins qu'il ne fût paysagiste...

— Ta-ta-ta ! La nature reste, vous avez beau dire, mon garçon. Et vous ne me prouverez pas que celle-ci n'est pas grandiose... Grandiose... Je le maintiens. Et puis, elle porte à la rêverie. Elle est tellement au-dessus de nos moyens artistiques !

Et son geste embrassait le cercle des montagnes mornes, de l'eau morose, y rassemblant la foule des mangeurs dont les faces commençaient à luire et les conversations à couvrir le bruit des mâchoires. Le contentement de la nourriture amorçait la communion.

Pierre s'assombrit. Il était jeune. Tout ce qui n'était pas sa propre passion l'irritait. Il n'avait pas encore assez la connaissance de lui-même pour se respecter dans les autres, même quand ils n'étaient pas respectables. Il perdait son temps à vouloir réformer les autres, plutôt que de s'approfondir. Il se contint. Mais il se tut. Et comme Elisabeth le fixait, suppliante, sentant qu'il regagnait son aire, seul, il lui jeta un regard dur.

Le lendemain matin, à l'heure du petit déjeuner, — la vie sentimentale se rythme ici sur les repas, — Pierre descendit sur la terrasse. Elisabeth, qu'il comptait y trouver, n'y était pas. Il avait mal dormi. Elle aussi. Mais lui de regrets, de remords. Elle de révolte. Il ne l'aimait donc plus qu'un mot de son père ait suffi à l'écarter d'elle, après cette minute immortelle où il s'étaient ensemble, et si facilement, reconquis sur leur orgueil ? De nouveau, elle le haït, retrouvant ses mauvais mots de la soirée, sa fureur contre la guerre, ses ironies sur la patrie, ses silences vindicatifs. Et lui, de nouveau, l'adora. Pourquoi n'avait-il pas retenu ce bonheur immense, de la voir redevenir belle parce qu'il redevenait vivant, de l'emporter dans son vol, vaincue, ravie, où il voulait ?

— Que m'importe cet imbécile! Je l'aime. Elle m'aime. Pourquoi ne vient-elle pas ?

Elle ne vint pas. Il passa la matinée à monter dans sa chambre, espérant la rencontrer dans l'escalier, dans les couloirs, à en descendre en quelques bonds, certain de la trouver sur la terrasse. Elle ne vint pas. M. Chambrun non plus. Ni Clotilde. Le coup de gong du déjeuner de midi était donné depuis longtemps. Il s'informa. Ils avaient prévenu qu'ils ne déjeuneraient pas. Un tumulte douloureux emplit sa poitrine. Il ne prit rien, sortit, erra au hasard, déterminé à la trouver, à s'humilier. Et il parcourait, à grands pas, les rues, les quais, les promenades, courant après deux jupes qui tournaient à un coin, sautant dans un tramway où il venait d'entrevoir un chignon, un chapeau à travers la vitre. Une fois, comme le funiculaire le déposait au *Gütsch*, il reconnut de loin, à une table de café, la silhouette de Chambrun. Il courut, s'arrêta à vingt mètres. Chambrun causait avec deux messieurs corpulents, qui montraient leur nuque rose et rase entre le col d'un pardessus mastic et un chapeau de feutre vert. Ni Elisabeth, ni Clotilde n'étaient là. Il redescendit, gagna l'hôtel, où on lui apprit qu'elles étaient rentrées, puis ressorties. Rentrées, ressorties ? C'était pour lui. Il eut un espoir fou, reprit sa course errante... Comme il traversait pour la dixième fois la Reuss sur un de ses ponts de bois décorés de vieilles peintures, il aperçut les deux femmes qui venaient au-devant de lui.

Il s'élança, les mains tendues. Elisabeth ne les prit pas. De nouveau, il la vit hostile, sans beauté, près de sa sœur qui secouait la tête tristement en le regardant. Cette fois, il ne lui en voulut pas d'être laide. C'est à lui qu'il en voulut. Maintenant, il savait que sa laideur n'était pas définitive. Elle serait belle tout de suite si elle voulait le regarder.

— Elisabeth, écoutez-moi.

— Pourquoi faire ?

— Vous ne pouvez pas refuser de m'entendre. Vous n'en avez pas le droit.

— Pas le droit ? Comme si vous ne me l'aviez pas donné depuis dix mois !

— Ecoutez-moi, écoutez-moi.

Clotilde avait disparu. Le temps était bas et triste. Le courant chantait sur les pilotis, faisant frémir les planches. Les squelettes de la Danse Macabre semblaient entrechoquer leurs os.

— Ecoutez-moi. Je vous aime. Souvenez-vous. J'ai eu tort de vous quitter ainsi. J'étais fou... L'assassinat, la guerre, j'étais fou... Pardonnez-moi. J'ai trop souffert... Si vous saviez !

— Et moi, croyez-vous que je n'ai pas souffert ? » Elle parlait durement, avec un accent découpé. « Ah ! vous souffriez ? Et moi, et moi... Vous êtes parti sans un mot, sans un regard, lâchant votre fiancée comme une gueuse... Vous ne m'avez pas même écrit. Vous m'avez préféré je ne sais quelles idées, je ne sais quel orgueil. Quand ma chair était happée par la guerre, vous vous êtes écarté de l'engrenage. Vous avez préféré la paix à mon amour ! » Cette fois, elle avait les yeux dans ses yeux. Au bout des mains serrées, ses doigts s'étaient joints. Du talon, elle martelait les planches : « Que faites-vous ici, quand ceux de votre âge meurent, quand Georges, en ce moment, peut-être, tombe dans sa tranchée, quand on fusille Richard ou qu'il s'écrase sur le sol, quand vos amis sont entre la tempête et vous ? Cela pour vous protéger. Cela pour vous, qui êtes ici. Cela pour vos semblables, les neutres, qui se voilent les yeux d'une main et détroussent les cadavres de l'autre. Vous, vous ! »

Elle tremblait de colère. De nouveau, elle fut très belle. Mais comme il se sentait aimé, comme il la tenait sous sa griffe, comme ce n'était plus ce silence épouvantable du matin, l'incertitude, l'absence, la perspective encore de longs mois, d'années sans la voir, sans entendre parler d'elle, il se tassa dans sa demi-victoire, il fit front. Il ne voulut pas qu'elle pensât hors de lui-même. Il songea au miracle de la veille, quand elle roulait dans son sillage, éperdue de reconnaissance à ne dépendre que de lui.

— Je fais ce que je peux pour arracher mes amis au massacre, pour arrêter le massacre. Georges vient de m'écrire. Il désespère. Il est écœuré. Et tous ainsi, partout. Vous n'êtes donc pas encore saoulée de sang ?

Elle blémit, mais sentit la houle guerrière monter de ses entrailles et soulever son cœur.

— Vous savez que s'il faut le mien pour que le massacre cesse, il cessera à l'instant. Mais à condition que le bourreau, après, jette sa hache, rentre dans sa patrie, cultive son jardin. Je lui pardonne par amour pour ceux de la Marne, qui lui ont cassé les genoux.

— Le bourreau, mais c'est l'internationale toute entière du capital !

— Si nous ne tuons pas la guerre, vous savez bien que ce sera le triomphe de la patrie qui croit le plus à la patrie et aura déchaîné la guerre. Par haine du chauvin d'ici, vous en êtes un de là-bas.

— Mais eux vivent, du moins. C'est le peuple le plus vivant. Il est organisé. Il est cohérent. Il va d'un bloc, et nous ne sommes que poussière.

Elle eut un rire ardent.

— La poussière a brisé le bloc. Et pour vous le bloc est force et la poussière lâcheté. Riez donc avec moi, Monsieur le logicien. C'est vous qui profitez du sacrifice, visitez les musées, ascensionnez, philosophez, palabrez, c'est vous le lâche !

— Hélas ! vous savez bien que je ne profiterai pas de ce que vous appelez le sacrifice. Vous savez bien que ma vie est perdue. Vous savez bien que la France m'est interdite. Je suis un réprouvé.

— Alors, pourquoi as-tu fait ça ?

Il chancela.

— Ma conscience me défend de tuer.

— Niaiserie. A la guerre, on ne tue pas. On délivre. Ah ! vous êtes un réprouvé ! Auriez-vous donc une patrie, comme les autres ? Votre conscience est bonne fille. Elle laisse mourir les autres pour défendre le sol, les eaux, les mots, les images qui l'ont faite. Et vous le savez bien, et vous le savez bien ! Vous profitiez plus qu'eux de la patrie. Ils en bêchaient la terre, vous en mangiez le pain. Vous en respiriez les fleurs, l'âme.

— C'est cette âme qui m'a appris l'amour de l'âme universelle qu'expriment toutes les patries dans un langage différent.

— Soit. Mais si l'une de ces patries veut broyer l'âme de la vôtre ?

Il ne répondit pas. Ils avaient quitté le petit pont. D'instinct,

à travers les rues de la ville, ils se dirigeaient vers l'hôtel. Pierre regardait distraitement les devantures cossues, hymnes plastiques au tourisme et à la santé, où les vingt ours taillés dans le mélèze pour orner les encriers, les parapluies, les couteaux, le étagères, les pendules, exprimaient des besoins esthétiques à coup sûr beaucoup plus honnêtes que ceux dont la carte postale obscène témoigne aux louches étalages des métropoles enragées de la luxure et du combat. Une détresse immense environnait son amour. Toujours hostile, mais inquiète de son silence, celle qui marchait près de lui attendait. Il allait dire : « Je vous aime » quand, au tournant de la dernière rue avant d'arriver à l'hôtel, ils se heurtèrent à Clotilde qui venait au-devant d'eux, un télégramme à la main :

— Où est papa ? Georges...

— Georges, mon Georges !

Elisabeth avait saisi le papier : *Georges blessé grièvement. Venez.*

Pierre serra les poings : « Hélas ! vous voyez bien.

— Quoi ?

— Lui aussi, lui aussi ! Pauvre petit ! Et vous ne voulez pas que ça finisse ?

— Je vois qu'il paie vingt siècles d'une grandeur à qui il doit toute la sienne, et que vous avez fait faillite, vous.

— Mais vous savez bien qu'il trouve le prix excessif !

— Il est jeune. Il souffre. Il le dit. Je lui pardonne et je l'adore. Vous, je vous hais.

Il lui saisit le poing :

— Pourquoi m'avez-vous dit *tu* tout à l'heure ?

— Parce que je vous aime.

Il eut un élan victorieux, la tira à lui violemment.

— Alors ?

Elle se dégageait, folle de rage et d'amour.

— Alors, rentrez en France, battez-vous.

— Non.

— Vous êtes une femme. Non, une fille. Adieu !

V

La plaine artésienne, ondulant à l'infini, semée de villages sordides qu'entourent de petits bois, jaune et verte, colzas,

avoines, blés lointains frissonnant comme une peau. Un immense ciel circulaire où les nuages effleurés d'argent, d'azur, de nacre, de rose, entassent des architectures qui moutonnent et s'étagent en tours, en cirques, en dômes amoncelés. Au sortir de la route boueuse et rase où circulent de maigres convois militaires, quelques groupes de soldats, des autos, des cavaliers, la carriole de paysan qui transporte les deux femmes tourne à l'angle d'une allée d'ormes conduisant au vieux château. Vautrés sur les talus, des deux côtés, des infirmiers fument leur pipe. Très haut, à droite, un aéroplane tourne, encadré de flocons blancs. Un grondement continu vient des profondeurs de l'espace, serré, cohérent, roulant dans ses propres limites, comme visible, ne couvrant ni le bruit des feuilles, ni les ramages et les sifflements des oiseaux, ni les aboiements des chiens, ni les nasillements des hôtes de la basse-cour, masse sonore, accompagnant de ses rondeurs, de ses passages, de ses vives reprises, de ses silences solennels, les mille murmures du monde qui dénoncent le drame éternel sous les herbes, dans l'air, dans les branches, dans l'eau croupie des étangs, dans les glycines suspendues.

Une cour. Des bâtiments bas, une façade nue, de pierre et de brique alternées, un toit d'ardoises. Du vieux pavillon de chasse, on a fait une ambulance. Des poules, un coq, quelques oies échappés de la ferme proche picorent devant la porte, clabaudent, grattent le sol, se dispersent, quand la carriole arrive, avec des battements d'ailes et des piaillements effarés. Les deux femmes sont descendues. Elisabeth, crispée d'angoisse, n'ose parler à sa mère qui garde, depuis le début du voyage, un silence obstiné. Trois jours pèsent sur elles, trois jours, trois nuits. Est-il vivant ? Elles ont traversé, tout le matin, la gloire du prochain été, les moissons gonflées et fleuries de points bleus et rouges, la joie de l'air, la joie des eaux, la divine lumière éparse. Un enfant pourrait-il mourir ce jour-là ? Pourrait-il être cloué dans un cercueil, enfoui sous la sombre terre, dans l'indifférence de tous ? Que va-t-on leur dire à leur arrivée ? Parlera-t-on avant elles ? Que liront-elles sur le premier visage qui se tournera vers le leur, dès qu'on saura qui elles sont ?

Ce visage est celui d'un officier gestionnaire. Il est rouge, avec une barbiche jaune, qui veut l'allonger. L'homme, très court, est martial, fier d'accueillir des affligées de marque, de jouer un rôle de médecin, de donner des détails techniques, de montrer deux galons en or et d'entendre le canon. Il fait de son mieux pour paraître sévère, quoique bon. Il est bon d'ailleurs. Il faut que les bons s'amusent, comme tous. Il est très ridicule, donc, en ce moment-là, très redoutable... « Georges »... Elisabeth, les yeux fermés, attend.

— Du courage, Mesdames... les mains, un bras, les yeux... la poitrine... nous n'osons, ces messieurs n'osent... nous n'osons répondre de lui... Moi-même... une grande bataille... nos vitres tremblaient, un obus est tombé à moins de trois cents mètres d'ici... moins de trois cents mètres... J'étais là, à cette place même. Il parle difficilement. J'ai à vous demander des renseignements indispensables... mon dossier.

— Il vit, il vit ! Où est-il ?

Elisabeth a saisi l'homme par la manche, le pousse devant elle, vers la porte d'entrée.

— Montrez-nous-le.

— Madame, l'émotion... des ménagements... ces messieurs... les papiers qu'il me faut... et la visite du...

— Montrez-nous-le !

Aux gestes qui protestaient elle avait deviné qu'il était dans la salle à droite du vestibule carrelé. La porte en était ouverte, elle entrait vivement, suivie de Mme Chambrun et du petit homme éperdu.

D'abord, elle ne le vit pas. Elle ne vit que du blanc avec des taches de soleil. Dix lits à peu près, de part et d'autre, entre de larges fenêtres ouvrant d'un côté sur la cour, de l'autre sur un parc que prolongent des champs en pente. Vingt couches basses, cadres de bois, paillasses, draps grossiers, celui-ci sanglant. Ils étaient couchés là, ou assis, ou soutenus par des polochons sous les aisselles ou les épaules, pour mieux tolérer la fracture ou le ventre ouvert. Il y avait une odeur fade, avec d'âcres élans. Un infirmier de garde fumait, crachait par terre. Un enfant, les yeux creux, les pommettes rouges, un grand bandage autour de la poitrine, toussait. Un homme âgé, la

barbe grise, la face fendillée de rides, un pansement triangulaire lui tenant l'épaule et le bras, jouissait du soleil, du repos, de la digestion commençante, en vieil animal. Elisabeth comprit que son frère occupait l'avant-dernier lit à droite, parce que, malgré quelques têtes bandées, quelques mâchoires étayées, pas un seul de ces visages n'était le sien, et que celui qui était couché là avait la face entièrement couverte de bandages, sauf la bouche et une narine que chaque souffle tirait.

Elle s'arrêta. Elle hésita, approcha sans bruit, les mains jointes. Elle entendait, derrière elle, le petit homme bourdonner...

— Georges, Georges, qu'as-tu ?

Elle avait parlé à voix basse.

— Georges, c'est moi, Elisabeth.

Les blessés regardaient, penchés, soulevés sur leurs coudes, ou le cou tendu, avec des visages curieux. Mme Chambrun, au pied du lit, la face en pierre, ne bougeait pas, ne parlait pas :

— Qu'as-tu ?

Les lèvres tremblèrent, mais il ne dit pas un mot. Elisabeth se pencha, baisa ces lèvres, chercha sur la couverture la main. Il n'y avait pas de main sur la couverture. Doucement, elle soulevait le drap... Le corps entier était emmailloté de bandes où, par places, une tache rose, auréolée de jaune, perçait. Une jambe était nue, pauvre chose amaigrie, blafarde, malpropre. L'autre était dans une gouttière toute entourée d'ouate et de bandes, grosse masse cylindrique d'où une odeur de pourriture venait.

— Qu'as-tu, mon chéri, souffres-tu ?

Un souffle chaud sortait des lèvres, avec quelques mots très bas, où elle crut reconnaître son nom. Elle penchait vers lui son oreille. Elle ne comprenait pas :

— Maman est là, Georges.

La bouche remua encore, Mme Chambrun s'approcha, mit sa joue sur elle... Un silence affreux commença.

Des pas rapides approchaient. Le médecin de garde. Il parla à voix étouffée, avec des gestes évasifs. Il paraissait gêné. Les bras... les yeux... Une amputation ? On n'était pas encore fixé,

ni sur l'intervention à faire, ni sur l'avenir du blessé. Une jambe..? Sur cette chose inerte qui avait été un jeune homme, l'horreur planait. Elles n'osaient pas questionner. La chose ne bougeait guère. De petits mouvements de tout le corps ensemble, comme rampant, et chaque fois un soupir tremblotant, dans la contracture des lèvres. Le silence reprit. Elles ne savaient pas ce qu'il fallait lui dire. Elles ne sauraient jamais. Elisabeth, de temps à autre murmurait : « Georges, mon petit Georges... » à voix très douce, et se penchait sur les lèvres brûlées. Le médecin s'était éloigné, après leur avoir recommandé de ne pas rester longtemps. Que lui dire, d'ici-là ? Elisabeth cherchait, se désespérait de ne pas trouver, de lui sembler froide en ne disant rien, de ne pouvoir montrer sa peine pour ne pas lui faire peur. L'image de Pierre surgit :

— S'il était là, se dit-elle, je souffrirais moins que mon frère fût mourant.

Elle eut l'horreur violente d'elle-même. Mme Chambrun parlait, ce lui fut un soulagement.

— Georges, as-tu vu un prêtre ?

Les lèvres remuaient.

— Que dit-il ?

L'infirmier s'approchait, un gros homme rouge, avec des pattes d'amphibie. Georges voyait l'aumônier souvent. Il s'offrait à l'aller chercher. Mme Chambrun acquiesça, soudain délivrée, avec un redressement du buste et une large inspiration. Elles attendirent. Elisabeth avait posé sa main sur le front entouré de bandes. L'horrible odeur venait par bouffées chaudes, elle portait son mouchoir à ses narines puis l'écartait, avec remords.

Il y eut du bruit devant la porte, des voix, des pas. Par la fenêtre qui était près d'elle, Elisabeth vit des autos entrer dans l'allée, tourner dans la cour, des personnages en descendre, civils, officiers, des présentations, des inclinaisons de têtes et de bustes, des serrements de mains. Congestionné, le petit homme ouvrait la porte :

— Je l'avais bien dit, le voilà !

Il gesticulait, il redressait son képi qu'il portait d'habitude en arrière, il grattait de l'ongle une tache qu'il avait sur le genou,

il faisait le tour de la salle, revenait sur ses pas, piétinait sur place, se désespérait de trouver des crachats par terre, objurguait l'infirmier de disparaître après les avoir essuyés. On entendait, du vestibule, venir des phrases confuses, avec de petits silences, des reprises, un haut murmure rythmé :

— Les brutes, ils me font manquer les discours !

Elisabeth remarqua que le parquet était ciré de fraîche date, les draps très blancs, les vitres très propres, que des bouquets de boutons d'or, de bluets, de coquelicots décoraient quelques embrasures de fenêtres, la vieille cheminée, la table où s'entassaient, en ordre, des objets de pansement... La porte s'ouvrait, solennelle. Le gestionnaire, raidi, après un très long salut, restait au garde-à-vous. Un haut personnage, suivi de généraux, d'officiers, de médecins, entrait.

Il fit le tour des lits, interrogeant les médecins, félicitant les blessés, serrant les mains disponibles. Il ne cherchait pas ses phrases, il avait trop l'habitude, et elles ne changeaient pas. Rien ne change, que les costumes. Il n'avait pas même l'air distrait. Cela aussi, c'est l'habitude. Devant le lit de Georges, il s'arrêta plus longuement, et comme un médecin expliquait le cas qu'il semblait écouter avec attention, hochant la tête, approuvant, s'apitoyant, il consulta du regard un petit papier qu'il tenait au creux de son gant, épingla une médaille neuve au pansement de la poitrine :

— Vous vous êtes conduit en héros ! Votre mère peut être fière.

Il s'inclinait devant les femmes...

— Soyez tranquille, mon ami, vous guérirez vite. Vous retournerez bientôt dans nos tranchées !

Elisabeth blémit. Georges eut un mouvement des lèvres, qui rougirent, tenta de se soulever, retomba, et comme le groupe passait dans la pièce voisine, sa sœur, qui s'était penchée, entendit :

— Merci... je suis content... la médaille...

Détaché du groupe, l'aumônier restait près du lit.

C'était un homme du monde, mince, élégant, avec une barbe d'or fauve, l'œil myope et attentif. Il y eut un dialogue à voix basse. Mme Chambrun accueillait avec ferveur les paroles

moites. L'aumônier lui disait la résignation de l'enfant. Il avait pu saisir quelques réponses, interpréter les mouvements des lèvres. Dieu l'habitait. Le chrétien se montrait à la hauteur de l'épreuve infligée. Il avait communié trois fois. Il avait reçu les sacrements avec une piété et une douceur exemplaires. La vie rentrait dans la mère à mesure. L'invisible présence la soulevait visiblement. Les larmes délivrées coulaient sur le visage détendu. Elisabeth, qui n'entendait presque rien du dialogue, s'attendrit. Jamais elle n'avait vu pleurer sa mère. Elle pleura aussi. L'usure des traditions, le chancellement des croyances, la banalité des mots, tout est emporté par l'amour. Quand cette force passe, Dieu existe réellement. Elles se retiraient, avec le prêtre, après avoir embrassé Georges, lui avoir dit qu'elles ne s'éloignaient pas. Elles n'entendirent pas son murmure quand l'aumônier avait cessé de parler :

— Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai...

Rien n'était vrai. Rien n'est vrai. Rien des mots. Rien des phrases. Rien de ce qu'on ne croit pas. Rien que le mirage des symboles. Rien qu'une seconde de foi. Un ruban pour le fils. Une idole pour la mère. Tout cela précédé, suivi, environné d'un appareil formidable de niaiseries ou de mensonges... Ce qu'une parole étrangère avait créé d'illusion dans un être et fait passer d'illusion dans un autre, une parole du même être, dite au même autre, le détruisit. En sortant de la salle, Mme Chambrun rayonnait :

— Je suis heureuse ! Dieu est en lui !

« Maman !... » Elles descendaient dans le parc, où des bestiaux broutaient l'herbe, à l'opposé de la cour. « Maman !... mais c'est horrible. Un bras de moins, l'autre broyé, une jambe menacée, les yeux perdus peut-être... C'est ton fils... J'ai mal dans ma chair, moi... Tu ne sens pas ? C'est ton fils, c'est ton fils... »

— Je suis récompensée par lui des souffrances de ma vie. Il supporte en saint le martyre. Il nous sauve tous...

— Maman ! Il est infirme pour toujours. Tu ne te souviens pas. Tu l'as nourri. C'est toi qui l'as nourri. Tu l'as fait marcher sur ces jambes qui pourrissent. Tu lui as appris à parler. Tu l'as fait lire, avec ces yeux qui ne voient plus. Tu l'as fait

écrire avec cette main qu'on lui a coupée. Tu l'as bercé dans tes bras. On vient l'y prendre, on le jette au feu, devant toi. Et tu dis merci !

Elisabeth, d'un pas fiévreux, arpentait l'allée magnifique, bordée d'arbres géants où bourdonnaient les oiseaux, où le frémissement des feuilles versait, dans la brise d'été, une chaude odeur de vie. La voix roulante du canon arrivait par rafales, avec quelques trous de silence où s'entendaient, dans le bâtiment proche, dont les fenêtres étaient ouvertes au soleil, le piétinement officiel et les propos ennuyés des visiteurs. Un matelas plein de sang séchait au bord du sentier.

— Oh ! maman ! maman ! C'est son sang qui est là, peut-être ? Pauvre petit ?... Et tout cela dans cette paix, cette lumière.

Elle parlait violemment, elle dit cela comme une insulte :

— Elisabeth ! Ces expressions... Je le tiens de Dieu. Il est à lui. Je ne puis que préférer qu'il le sente comme moi à le voir sans foi comme toi. Moi aussi, je souffre dans ma chair, ce sont des souffrances viles. La béatitude de son âme l'empêchera de sentir ses infirmités. Vis-à-vis de Dieu, de son pays, des siens, il a fait son devoir...

Son devoir... L'image de Pierre accourut. Il se promenait quelque part au bord des lacs italiens ou suisses, loin de l'horreur, loin du danger. Et son frère était couché là, mutilé, peut-être aveugle. Elisabeth s'assit lourdement sur un vieux tronc d'arbre abattu qui barrait presque le sentier. Elle avait envie d'aller s'étendre à côté du blessé, de le prendre entre ses bras, de le bercer en disant des mots à voix basse, de tant l'aimer qu'il oubliât dans sa tiédeur la brusque déchéance, l'effroi de vivre hors des vivants. L'autre voyageait... Elle ne le prendrait jamais entre ses bras, l'autre. Il se portait trop bien, il était beaucoup trop beau, il n'avait pas besoin d'elle... S'il avait été là et si elle avait eu une arme, elle aurait coupé sa main, cassé son pied, crevé ses yeux... Elle offrit en secret toute sa chair vierge à son frère, on prendrait son sang pour le lui donner, elle serait la mère de ses os broyés, de ses muscles déchirés, elle le guiderait par la main dans la rue... Elle voulut cela d'un cœur ardent. Elle fut certaine qu'elle voulait cela, qu'elle ferait cela. Elle ne fut pas soulagée...

VI

Deux jours après avoir quitté Lucerne, Pierre Lethievent, la nuit tombée, sortait de la gare de Bologne. Il laissait à la consigne ses quelques paquets. Quand il arrivait dans une ville inconnue, il faisait un tour d'exploration avant de choisir son hôtel. Dans la cour de la gare, des tramways électriques, toutes lampes allumées, l'attendaient. Il monta, parcourut de longues rues étroites que de sombres arcades bordaient de chaque côté. Il n'avait encore à peu près rien vu de l'Italie, où il venait pour la première fois. Il avait voyagé de nuit jusqu'à Milan dont la station misérable, qu'il compara aux gares suisses, le froissa. Il n'avait fait qu'un tour en ville. Le bruit lui fit mal. Rien qu'un regard hâtif au Dôme, horrible pâtisserie blanche, rien qu'une audition forcée des cris nasillards des vendeurs de journaux qui lui semblaient parler patois : « C'est ça l'Italie ? J'aime mieux la Suisse. » L'après-midi avait été torride, dans les plaines lombardes et émiliennes monotones où les moissons, à perte de vue, s'étendaient sous l'air vibrant. Il avait somnolé dans son coin, après sa nuit blanche. Bologne lui sembla morose. Il ne quitta le tram qu'au bout de son trajet, au seuil d'une place illuminée. Et soudain, il fut ébloui.

Par toutes les rues qui menaient à la place, une foule fluait, refluait, ardente et presque silencieuse, sans qu'il y eût aucun événement. Les promeneurs français flânent et baguenaudent, en quête de quelque anecdote, stupides de l'ennui qu'ils éprouvent de ne pas être à leur bureau. Dans les villes du Nord, ils vont d'un pas militaire, là où leur fonction les attend, même quand elle est le plaisir. Ici, ils sortent pour sortir. Ils vont par flots sous les arcades. La place, jusqu'en son milieu, est encombrée de chaises et de tables de café. Les arcs voltaïques y versent une flamme dure, des groupes de chanteurs circulent, s'arrêtent, se groupent, préludent après quelques accords, roulant l'or des voyelles entre les consonnes d'acier. Tout autour, des palais farouches, noirs et droits, qui montent dans la nuit comme une menace de tous les côtés suspendue. Une sombre lueur, au-dessus des créneaux du plus haut d'entre eux, à soixante pieds du sol dallé de la place, lisse et sonnant

comme du bronze, éclairait faiblement, avec l'arête rectiligne de son faîte, une grande horloge de fer.

Il fut ébloui. « O fades voyageurs, écœurants d'odeurs frelatées, d'accordéons et de romances, bardés de flots d'azur et de fleurs d'orangers, qu'avez-vous fait de ce pays dans nos imaginations ? » Il s'assit sur de hautes marches, au pied d'une grande statue dont l'airain presque noir luisait. Tout suait la passion, l'idée nue allant droit au but, ou pour frapper ou pour étreindre. Il songea aux peintures de Bœcklin, s'en excusa en silence, quand son regard, de nouveau, eût fait le tour des quatre forteresses. Un éclair dur montait de son cœur à sa tête. Il vit l'esprit comme un rayon, sortant du noir soleil des appétits de chair et de puissance pour sculpter, au front des artistes, les idées simples, les plans purs, les symboles essentiels. Un vent violent soulevait ses sources lyriques que la douleur, l'ennui, les discussions doctrinaires envasaient depuis dix mois : « Voici le royaume du feu. Ici je comprendrai, ou je brûlerai mes ailes. » D'un pas précipité, il marcha jusqu'au seuil de la cathédrale sinistre, dont les lumières de la place éclairaient, des deux côtés du porche, les bas-reliefs discrets de Jacopo della Quercia. L'Eden, le Péché, l'Homme et la Femme chassés du paradis par l'ange, le Travail, l'Enfantement. Les images de pierre rayonnaient d'une sombre force, dans leur modelé sommaire, leurs rudes gestes, l'innocence formidable de leur nudité. Ève filait, ses seins puissants étalés au vent du désert. Adam bêchait la terre dure. « La guerre m'a chassé du paradis. Elle nous en a tous chassés. Est-ce pour bêcher des pays arides, pour gonfler de pain frais les mamelles des femmes... ? »

Il ne put dormir de la nuit. Il lui semblait avoir la fièvre. Il se retournait dans son lit, se levait, gagnait la fenêtre donnant sur une rue étroite, triste et nue, avec un mur noir vis-à-vis. Il but une carafe d'eau. L'ardent pays, l'ardente nuit le dévoraient. Quelques moustiques, vibrant et se posant dès qu'il s'assoupissait dans un cauchemar entrecoupé, promenaient sur sa peau des brûlures irritantes. Une chaîne de fer liait sa vision de la veille au souvenir d'Elisabeth. Au bord du lac paisible, ils s'étaient battus avec rage. Dans cette ville encore en paix, il

avait vu la guerre inscrite dans le tranchant des murs, le pal des fenêtres accouplées, les poings qui sortent des murailles, les bosses et les creux faits dans la pierre par le ciseau d'un sculpteur. Les trains de l'autre nuit roulaient dans sa tête, le va-et-vient des promeneurs tournait, les chants d'amour, les chants de meurtre montaient, baissaient en lui. Au petit jour il se leva, s'arrosa d'eau froide, descendit sur la grande place, vide à cette heure, dure et nue comme un théorème, écrivant d'un bloc, et pour jamais, la plus catégorique des histoires. Un ciel pur, des façades nettes, dix avenues claires et droites s'ouvraient à la fois dans son esprit.

Il erra tout le jour. Il gravit l'Asinelli, plantée de travers dans le granit de la rue même, comme l'épieu de fer de quelque géant irrité. Partout des tours carrées, des lignes sobres, autour une campagne nue, au delà la vague de pierre de l'Apennin déferlant. Le Musée l'écœura. Il y lut une âme asservie. La place était le siècle fort, le combat des cœurs et des rues, la résistance, l'attaque, l'huile ardente sur le rempart. Ici le siècle serf, la France, l'Espagne, l'Empire rançonnant les Républiques aveulies qui les imploraient ou les subissaient tour à tour, mendiant, l'échine courbe, le sourire et l'aumône du premier soudard qui passait. Il fit la connaissance des Carraches, de Guido Reni, du Guerchin. Partout l'emphase. Partout la grimace oratoire. Partout la larme niaise. Partout le geste aimable qui dissimule la peur. La peinture avait pâli avec le sang des hommes, et quand les profils fiers s'étaient effacés, quand les pas violents sur les dalles avaient cessé de sonner, voici qu'étaient venues les révérences, les attitudes arrondies, les formes pleines de vent.

Il s'enfuit. Il prit un train dans l'après-midi même, traversa les rudes montagnes, découvrit d'en haut les lignes ardentes des campagnes florentines, les cyprès et les ifs montant comme des fers de lance, l'Arno bleu froid comme un poignard, le ciel vert pâle étendu comme un fond de fresque devant les jardins noirs, les tours, les dômes, les farouches villas dispersées sur les hauteurs.

Désormais, l'histoire ancienne, l'histoire présente des hommes, sa propre histoire, ses sensations, ses idées, ses sen-

timents, tout se mettait à son plan sans effort. La force éducative de l'Italie le pénétrait par tous les sens. A Florence, à Arezzo, à Pise, à Sienne, partout où des façades crénelées prolongent la dalle des rues, partout où d'obscures chapelles portent la trace des âmes dramatiques en éclaboussures de feu, il sut que là où avait été la passion intransigeante, là où, pour affirmer un droit ou combler un désir, l'homme avait répandu le sang de l'homme au risque de voir le sien même rougir le pavé, là où le besoin de la vie avait vaincu la crainte de la mort, des statues étaient sorties du sol, avaient peuplé les niches des églises ; des peintures rutilantes, sobres, inscrites aussi nettement dans l'espace que l'esprit aux pages des livres, avaient envahi les murs. A Sienne, un jour qu'il parcourait la place de la Seigneurie, la place creuse en éventail qui coule comme une eau en pente, et qu'il suivait de l'œil l'ascension violente des tours tout autour d'elle, les tours orgueilleuses qui se menacent, se surveillent, font un effort terrible pour se dépasser, il trouva la réponse à la question qu'il se posait depuis cette fin de jour où il avait fait, à Lucerne, la rencontre d'Elisabeth.

Il sortait du palais, enivré des grandes fresques, rouges et noires, d'Ambrogio Lorenzetti, qui font vibrer le mur comme une harpe de fer. Il marchait à grands pas, il parlait haut, tout seul, mais cela est normal en Italie, comme le silence sinistre, le rire ou la danse en plein air : « Pas d'art où il n'y a point la volonté toujours tendue, par toutes les armes à portée de la main de l'homme, d'affirmer sa nature propre et de conquérir ses besoins. Pas de style si cette volonté de chacun ne rencontre chez tous les autres des résistances acharnées et l'unanime approbation d'un milieu naturel qui puisse imposer par son caractère une harmonie formelle au langage de tous. Pas de civilisation là où il n'y a pas de style. La guerre ? La paix ? Des moyens. La civilisation sort une des passions en lutte de la foule, comme des passions en lutte de l'artiste, le poème ou le tableau ». Il fut délivré d'un brouillard sur l'intelligence, ce brouillard tomba sur son cœur. La guerre ? Elisabeth, comme toujours, était présente. Il se souvint de leur dernière lutte, des derniers mots, de l'adieu brutal. Il avait

maudit la guerre, pour cela elle l'avait chassé. Et maintenant, la sombre place lui semblait inondée de sang. Le soleil qui tombait teignait de pourpre les palais, les tours, les dalles, toutes les pierres de la ville, nues et raclées comme des os. La puissante harmonie de la cité guerrière l'emplissait d'une ivresse forte qu'il se reprochait, car il ne pouvait s'empêcher de réunir à sa splendeur présente son histoire et sa dureté. Après tout, le monde actuel n'était-il pas fonction de l'ancien monde? Les formes si solidaires dans l'espace, ne le seraient-elles pas dans la durée? Il songea aux derniers mots qu'ils s'étaient jetés là-bas comme des pierres, sa fiancée perdue et lui : « Il paie vingt siècles de grandeur ! » — « Vous l'immolez à une idole ! » Le passé, une idole ! Oui. Mais l'avenir? N'est-il pas aussi une idole? Il savait que si demain éclatait la révolte, il serait sur la barricade à côté des révoltés. Pourquoi? Pour assurer la vie à une idole. Hier la Patrie, avant-hier la Cité, Dieu, l'Autocrate, demain la Révolution. Toujours l'amour, toujours la guerre. Georges n'avait-il pas donné son sang pour protéger non vingt siècles passés, mais vingt siècles futurs? Toute idole nouvelle n'était-elle pas contenue dans l'idole abandonnée, comme un noyau compact qui sort d'un fruit pourri? La Cité, la Patrie, Dieu, la Révolution, l'Autocrate, n'étaient-ce donc que des prétextes propres à maintenir en nous l'énergie de la liberté, de l'affirmation, du choix? Défendre le sol, la culture, l'idéal, des mots, d'horribles mots. Tout est esprit. On ne se bat pas bien quand on défend de la matière inerte, de la mort. On ne se bat bien, jamais, que pour imposer de la vie. La France? Ses vieux trésors n'étaient pas vulnérables, ils vivraient en ceux qui seraient, le dernier Français fût-il mort... Il sentait si bien, dans son être, comme des organes vivants, solidaires les uns des autres, salant les os, roulant dans le sang, vibrant dans les nerfs, Rabelais, Montaigne, Descartes, Racine, Pascal, Molière, Watteau, Voltaire, Hugo, Michelet... Ce n'était pas pour protéger son patrimoine que la France livrait au Minotaure les plus fermes entre les fibres de ses muscles, les plus riches en fer entre les globules de ses veines. C'était pour rester digne de conquérir son esprit sur la mort.

Il eut un spasme au cœur, un poinçon froid, sentit une sueur

brusque. Il s'assit près d'une fontaine où une figure de femme, de ce même sculpteur qu'il avait découvert si mâle sur un vieux mur de Bologne lui apparut, par son agitation profonde sous le calme et l'énergie de l'attitude, comme l'image de la puissance à contempler en face et à forcer le destin. « Les jeunes gens qui meurent sont ceux qui font l'avenir. Les vieux, les infirmes doutent, ils ont peur, se cachent, invoquent toujours le passé. Georges est-il donc tombé pour assurer notre avenir, mon avenir ? » Une souffrance insupportable le poignarda. « Il est mort, peut-être, et pour moi. Et si ça n'est pas la vérité qu'il défendait, mort, et plus de cent mille autres avec lui, dans l'illusion que c'était elle... Qu'est-ce qui n'est pas illusion ? Qu'est-ce qui compte, hors l'illusion ? Ses lettres ? Misère... C'est la longueur de la souffrance qui lui arrache des cris. Quand on souffre de l'estomac, on maudit son estomac... Mais il est enfoui sous terre, ou couché dans ses os broyés, ou aveugle, et je suis ici, dans le soleil, j'apprends, je vibre, je m'augmente, à l'abri de son corps, à l'abri du corps de tous les paysans de ma race qui n'ont jamais joui des trésors amassés pour moi et pour ma race. » Il revenait, sans s'en rendre compte, aux arguments d'Elisabeth... « Je veux leur bien, pourtant. Mais leur bien, est-ce l'esclavage ? Ne sommes-nous pas tous liés par des fibres vivantes, eux les racines, moi le fruit ? Ceux qui voient le soleil, ceux qui ne le voient pas ? Et quand on coupe les racines, le fruit vit-il ?... Si on leur passe sur le ventre, que je sois ou non avec eux, on marchera dans ma cervelle... » Il s'était pris le front dans les deux mains, il regardait, entre ses pieds, la pierre qui descendait d'un flot jusqu'au seuil du vieux municipe. Que cela était donc simple ! Ses idées tourbillonnaient pourtant. Il ne voyait plus clair. Il avait quitté la région des abstractions intransigeantes et des sentiments ingénus pour pénétrer dans l'empire des faits et leur complexité tragique. « Où suis-je ? Où en suis-je ? Je dois comprendre. Je suis venu ici pour comprendre. Je ne quitterai pas ce pays avant d'avoir compris. Je tiens le bout du fil. S'il casse, je suis perdu, je n'aurai plus l'ancienne foi, la nouvelle sera mort-née. Allons ! »

Il se leva, rentra chez lui, au travers des rues étroites qui coulent du plateau de pierre comme des torrents étranglés par

des falaises de granit. Il se coucha dès que ce fut la nuit. Il avait acheté le jour même un des cent livres qui racontent la vie de Saint-François. Il le lut dans son lit, d'un bout à l'autre. Le poème de sa douceur le transporta. Il eut le cœur gonflé. « Voici la vie ! Elisabeth ! ma chérie, mon amour, tu feras comme moi, avec moi, par moi, la conquête de la bonté. L'esprit monte vers la justice, à travers la force et le carnage. Il vaincra, je le sais bien. Sans cela ce livre banal ne serait pas si beau... » A l'aube, il traversait les campagnes toscanes, suivait au bord du Trasimène la route d'Annibal, entrait en Ombrie dans la puissance et la chaleur du grand jour. Ici, partout la paix, des ondulations molles, des labours profonds et bruns sur les tertres mamelonnés, de grands bœufs gris aux longues cornes dans les champs, des mûriers, des blés, des vignes, et au fond de lui-même, un singulier apaisement. Ses yeux étaient fixés sur une étoile dans la traversée du désert. Un homme qui apportait l'amour au monde était si fort que six ou dix-neuf siècles après sa mort, les hommes redevenaient purs dès qu'ils retrouvaient sa trace.

Dès son arrivée à Assise, il courut à l'église basse. Il était venu de la station à pied, par la route poussiéreuse et sans ombre qu'écrasait un soleil brûlant. La crypte était obscure et fraîche. D'abord il ne vit rien, s'assit, pénétré d'un profond bien-être. Bientôt, de vagues formes apparurent sur les murailles, demi mangées par le salpêtre qui mettait sur elles une atmosphère d'or verdâtre où le mystère s'accroissait. Sur ces fonds d'azur noir, il lui sembla qu'il découvrait soudain, après la fuite d'un nuage, la marée de perles ardentes qui ruisselle autour de la terre, d'un bout à l'autre du ciel. De grands visages ingénus, avec leurs yeux immenses, des gestes purs comme l'esprit, un ordre divin et rythmé comme une musique lointaine venaient à lui du fond des temps. Son cœur déborda. Il versa des larmes. Le génie de Giotto faisait couler dans ses artères mêmes la tendresse de Saint-François. Le monde entier, ses cieux, ses eaux, ses arbres, ses oiseaux, ses pierres mêmes, tout chantait, berçait un espoir, montait vers la paix et l'amour dans le balancement des palmes. Il fit le tour des ténèbres illuminées. Il s'arrêta, après une longue adoration muette du groupe du vieux Cimabué, qui prie

et pleure et soupire et gémit comme un chœur de violoncelles, devant une fresque ardente et funèbre, noire de nuit, rouge de sang. Des soldats sanglants, bras nus, des couteaux entre les dents, des tabliers de bouchers aux reins, égorgeaient, mutilaient, décapitaient des enfants. Des femmes tentaient de les leur arracher, suppliaient, s'agenouillaient, ouvraient leurs bras, tombaient mourantes devant les petits morts en tas... Un étau de glace serra ses boyaux. L'image de Georges surgit. Il en voulut au vieux peintre, mais la puissance harmonieuse de la peinture l'enchaînait. Vaincu, il assista, dans les profondeurs de lui-même, au naturel accord dans le lyrisme de ce qui est horrible et de ce qui est beau.

— Je suis là. Et on l'a mutilé, tué peut-être. Et je ne serais pas là, et je n'admirerais pas s'il n'y avait consenti. Si j'avais vu cette chose avant sa blessure, avant la guerre, j'aurais admiré, sans doute, mais sans saisir en profondeur le sens de cette harmonie invincible jaillissant d'un charnier. Le peintre qui a fait cela avait vu des choses semblables, ou aurait pu en voir. Il vivait dans la tragédie. François d'Assise eût-il été si doux, s'il n'avait vécu dans la tragédie ? Le monde est combat. C'est l'horreur, c'est la menace qui créent la sensibilité. C'est la bêtise et l'incompréhension qui fabriquent l'intelligence. L'amour, l'esprit sont une réaction contre le meurtre et l'habitude. L'humanité n'aurait pas dépassé la tourbe si elle n'avait pas saigné. Elle redeviendrait tourbe si elle ne saignait plus. Si je m'accrois en ce moment, c'est parce que Georges tombe. Ma passion s'exaspère, et mon besoin de la comprendre, et ma soif de l'utiliser... » Il se souvint du dernier chapitre de l'histoire de Saint-François. Des hommes, après sa mort, s'étaient battus sur son cercueil pour s'emparer du cadavre. Et, dans les siècles qui suivirent, le génie italien avait éclaté avec d'autant plus de puissance, que l'orgie meurtrière avait plus déchiré les mœurs. L'épouvante et l'orgueil s'étaient élancés côte à côte, comme pour conquérir à l'homme quelque équilibre perdu. Il y a bien celui du canard. Celui de l'aigle, volant du côté de la foudre, est un peu plus près du soleil.

Il sortit. Le jour était de braise ardente. Derrière la ville, un pic de pierre gravissait l'azur dans le feu. Tant de douceur, dans ce lieu terrible... Le contraste le poursuivait. Pas d'eau,

pas de feuilles, pas un oiseau, là où le tendre anachorète avait pris pour confidentes l'eau, les feuilles, sifflé pour charmer les oiseaux. Il faillit écraser du pied une vipère qui dormait sur une roche. Quand François l'appelait, la vipère venait aussi. Dante, rouge d'enfer, était l'ami de Giotto, tout nimbé des ailes des anges. Angelico, Masaccio, l'âme ouvrant à la forme, sans en dévoiler le mystère, l'accès du ciel, l'énergie virile tendue à arracher à la forme son plus redoutable secret, venaient ensemble dans l'église et se heurtaient au parvis. Sforza, Vinci, le plus sauvage instinct, la plus divine intelligence, collaboraient. Raphaël et Buonarotti se rencontraient sur une cime après avoir traversé, pour l'atteindre, l'un des prairies pleines de fleurs, l'autre un formidable désert... Sur le petit ermitage de terre, une énorme église de marbre écrasait l'espoir.

Il resta là huit jours, cherchant le sommeil, la paix du cœur, en proie à un délire d'intelligence qui le précipitait sans merci, sans arrêt, des certitudes les plus consolantes aux doutes les plus cruels. Il allait seul par la campagne, sombre de flamme fixe à pic. Quand il trouvait quelque fontaine, il y regardait son visage, dont l'expression violente et volontaire l'exaltait. Il enfonçait son front dans l'eau froide, et, quand il l'en sortait, il s'en allait plein d'une angoisse étrange parce que l'eau froide, agitée, ne lui renvoyait plus de lui qu'une image confuse. Nu-tête alors, il laissait le soleil sécher sa face, et la poussière, de nouveau, poisser ses cheveux mouillés. Ailleurs, on l'eût pris pour un fou. Ici, on le laissait errer à l'aise. Il allait à la Portioncule demander à un Franciscain, tout riant et gazouillant, de lui parler de saint François. L'autre ne se lassait jamais de lui conter la charmante aventure, les dialogues avec les oiseaux, de lui montrer les roses sans épines, de le conduire à un figuier où crissait une cigale, la même qui donnait au saint des conseils. Il vit, dans un tombeau étrusque, des figures grimaçantes, l'innombrable aspect de la mort. Il fut témoin d'une idylle adorable entre un couple de scorpions. Il vit les approches troublantes, les grâces, l'émoi, l'aveu. Quand le mâle eût conquis la joie, la femelle perça son cœur.

VII

Il parcourut Rome à pied, en tous sens. La ville formidable lui apparut comme un sépulcre ancien, partout fissuré par la

poussée des plantes. Sous ce couvercle de granit posé sur un désert, la passion, depuis vingt siècles, avait germé trois fois, brisant les arcs cintrés, les pierres cimentées, les voûtes, dans un titanique effort. Les aqueducs qui portaient, à travers la campagne morte, l'eau vivante des sources à la république de fer, l'œuvre de Michel-Ange après, lui semblèrent les symboles mêmes de l'esprit toujours victorieux de l'inertie matérielle. Le combat contre la fatalité et la nature était lisible partout, dans le geste démesuré des colosses de la Sixtine, la dictature de Moïse, les arches gigantesques qui enjambaient les champs de cailloux et les marécages comme les pas irrésistibles de quelque monstre primitif. Encore la guerre. Pourquoi, ayant à vaincre l'immobilité du monde et de la loi, l'homme, entre temps, égorgeait-il celui qui marchait près de lui sur la route, vers le même horizon ? Il ne comprenait pas... Mais un jour qu'il visitait les chambres de Raphaël, il sut pourquoi ce style social reposant sur tant de cadavres, avait creusé dans l'imagination des hommes de si profonds sillons, qu'ils lui obéissaient encore, après deux mille ans. Il vit la fresque d'*Héliodore*, *la Messe de Bolséna*, l'arabesque qui lie les gestes, entraîne dans sa courbe sinueuse les bras qui supplient ou menacent, les fronts qui dominent et les visages prosternés, et fait entrer d'un bloc la grâce et la terreur dans l'harmonie vivante d'un esprit. L'homme résiste à l'homme sur la route même qu'ils suivent, parce qu'ils ne vont pas du même pas. L'un fixe la poussière et l'autre la colline ardue, un autre un astre dans le ciel. Que de morts ! Que de ruines ! Des milliers d'assassinés. Rien n'est intact. Les fresques s'écaillent. Les cirques sont éventrés. L'Italie, deux fois, trébuche au moment de toucher le faîte. Qu'importe ? Rien n'aboutit, qui vise à arrêter la loi dans la formule pour toujours. Ce qui est grand, ce n'est pas de fixer la vie, c'est de déployer l'énergie et l'amour qu'il faut pour l'ordonner une minute. Le style est la seule conquête, il brode sur le néant. La vie s'étale, envahit, se nourrit de son propre sang, s'y noie, sans monter ni se définir. Le style l'endigue et la sculpte, haussant chaque fois son niveau. Hors l'Histoire, hors le Poème, tout est fumée, ouate et cendre. Quelque nom qu'on donne à Dieu, fût-ce négation ou doute, il est cruel, s'il est vivant.

Il sortit du palais, poursuivant par les rues et les places le fantôme de son esprit. Comme il advient toutes les fois qu'un renouvellement s'effectue dans l'intelligence, sa pensée redevenait obscure. Tout organisme embryonnaire hésite à s'affirmer. Ce soir de juin, l'ombre même était étouffante. La lourde poussière de Rome, soulevée par le vent du sud, tournoyait. Il alla s'asseoir sur la margelle de marbre de la fontaine de Trèves. Des gamins, pieds nus, y couraient. Quelque fraîcheur venait de ces eaux abondantes, qui faisaient un tumulte clair. L'ombre des palais d'alentour, brassée par les masses liquides que versent sans arrêt les vasques et les conques de bronze, y roulait en volumes pourpres. Les yeux de Pierre erraient, sans voir. Cependant, comme ils s'étaient fixés sur une écorce d'orange qui flottait, tantôt noyée dans les remous, tantôt poussée par un courant et voguant droit comme une barque, ils la suivirent jusqu'à l'autre bord, en face de lui. Une ombrelle blanche essayait de l'attirer contre la berge. Il remonta jusqu'à la main, jusqu'au bras nu. Une femme en toilette claire était penchée sur l'eau rouge. Sa grande silhouette y dansait. Il eut, il ne sut pas pourquoi, une étreinte légère au cœur. Il fit le tour de la fontaine. Près d'elle, toujours penchée, un grand chapeau de feutre clair lui dissimulant le visage, il se courba en deux sur la margelle, saisit l'écorce au vol, la lui tendit, pendant qu'elle se dressait en riant. Clotilde Esperandieu, plus belle qu'il ne l'avait jamais vue, était devant lui.

Elle ne sembla pas surprise qu'il fût là. Elle lui expliqua qu'elle était arrivée à Rome depuis quelques jours et qu'elle l'y cherchait un peu. Elle n'était pas retournée en France avec son père et sa sœur. Elle avait eu du chagrin de céder à leurs instances, se rendant compte pourtant que deux femmes suffisaient autour d'un blessé, ayant d'ailleurs besoin de bouger, de changer, de voir, d'échapper à elle-même. Elle avait suivi, depuis Lucerne, à peu près le même chemin que lui. Elle était restée quinze jours à Milan et à Florence. Une semaine plus tôt, à Assise, elle avait lu le nom de Pierre sur le registre d'un hôtel. On lui avait appris qu'il était parti pour Rome. Elle s'attendait à l'y voir.

Georges ? Il avait un bras de moins. On essayait de sauver l'autre. Pour ses yeux, on ne savait pas encore. On avait été

obligé de lui couper la jambe droite, que la gangrène prenait. Sa vie n'était plus en danger. Mme Chambrun, Elisabeth, étaient encore près de lui. Elles habitaient chez un paysan, dans le village voisin... Richard ? Il était toujours en mission, ses nouvelles se faisaient plus rares. Quand elle dit son nom, sa voix s'étrangla, elle eut une contraction des artères, elle pâlit.

Pierre la regardait, tandis qu'elle expliquait ces choses. Le souci, l'insomnie, l'énervement de l'attente embellissaient encore la merveilleuse créature. Ses paupières étaient meurtries. Le ton d'or de la peau devenait plus égal, mat et mâché, comme une pêche mûre. L'œil gris, sous la pénombre du chapeau, s'allumait de flammes sombres que voilaient d'ombres transparentes les lueurs des cheveux cuivrés. Une robe de tussor la sculptait comme une draperie, portant, sur la ceinture haute, les seins libres de tout corset. L'échancrure du corsage découvrait leur globe naissant, chaque spasme du cœur en accusait la courbe, gonflait d'ondes musculaires le cou. Sous la nuque, qu'elle inclinait, des frisures puissantes se tordaient, emperlées à la base de gouttelettes de sueur. Pas de gants, pas de bagues. L'alliance seule, chaude sur la grande main pâle. Les bras lourds étaient nus jusqu'au-dessus du coude. Une odeur profonde montait d'elle, une odeur de fruit et de pain.

Ils marchaient côte à côte. La liberté de la rue italienne les mettait en amitié. Elle attendait visiblement qu'il lui parlât d'Elisabeth. A deux ou trois reprises, elle avait prononcé son nom, glissant chaque fois un regard vers le jeune homme qui, chaque fois, avait eu une contraction de la bouche, un froncement du sourcil. Il vit qu'il pouvait tout lui dire. Et il se décida, vida son cœur. Elle écoutait avec une sorte d'ivresse. Une souffrance analogue à la nôtre n'est pas un soulagement, c'est une volupté pour nous. Tout ce qui met en communion délivre. Deux êtres se mêlent. L'espérance et la force les soulèvent en même temps.

— Pierre, il faut vous réconcilier. Il faut qu'Elisabeth soit votre femme.

— Je le veux, Clotilde. Elle m'aime, et je l'adore.

— Alors ?

— J'ai vaincu mon orgueil. Je le lui ai dit à Lucerne. Je le

lui ai écrit depuis cinq ou six fois. Elle ne répond pas. C'est son orgueil qu'il faut vaincre, et vous m'aiderez.

— Je vous aiderai. Il faut qu'elle soit votre femme. Je ne veux pas qu'elle reste fille. Et c'est vous qu'elle aime. Elle n'épousera que vous. Si vous la quittez, elle meurt à la vie. Elle ne sait pas ce qu'est l'amour. Elle souffre, parce qu'elle vous aime. Mais aimer, ce n'est pas savoir ce qu'est l'amour. Elle ignore l'amour. Si elle savait ce qu'est l'amour ! » Elle avançait comme un navire, déployant les épaules, balançant le buste, avec une démarche ondoyante d'une telle noblesse que Pierre s'effaçait à tout instant pour la laisser passer devant lui dans la cohue et admirer ses mouvements.

— Pierre, songez à la vie d'une femme qui n'a jamais connu l'amour. La vie n'a pas d'autre but que l'amour. On vit une seule fois, une seule ! Et il y a des êtres qui traversent cette unique aventure sans pénétrer son unique mystère ! C'est horrible. Avez-vous jamais songé à quel point c'est horrible ? Une plante sur un caillou, quand autour c'est l'eau, c'est la terre ! Une cloche de verre au-dessus, quand au delà c'est la lumière et l'air ! Se déssécher, brûler ses cendres même... Et on a divinisé la vierge !... » On eût dit une déesse irritée. Elle marchait à grands pas. Sa face s'empourprait de sang, elle secouait ses épaules, sa poitrine dure tremblait.

Pierre n'avait jamais vu si loin. Il n'avait jamais essayé de voir si loin. Il trouvait que la femme vierge représentait une valeur sociale médiocre, et peut-être là seulement se trompait-il. Le charme des vieilles légendes et l'égoïsme masculin lui avaient toujours masqué la monstruosité du phénomène. Il vit passer dans sa mémoire des êtres racornis, d'aigres silhouettes, entendit des propos de vinaigre et de fiel. Ce seul corps étranger dans l'universel échange ! Cette aride solitude au centre du monde vivant ! Il gémit. Elisabeth lui était apparue, à Lucerne, déjà flétrie, faute de l'espoir confus de subir son embrassement. L'attente de l'amour suffisait à charger les femmes de lumière, à les emplir de sucs et de chaleur. Il vit cette descente épouvantable dans la nuit, d'un être sorti de la nuit et traversant le jour unique, aveugle de tous ses sens. Il se sentit prêt aux plus pénibles sacrifices, même celui de ses idées, pour tenter d'empêcher cela. Et comme il aimait, ce lui fut très facile. Un atten-

drissement puissant lui fit saisir la belle main qui, près de lui, avec des gestes admirables, objurguait, maudissait, caressait l'espace. Il la baisa longuement, dans la rue, devant les passants jaloux et charmés. Clotilde lui sourit, les lèvres encore tremblantes. Le pacte était conclu.

Ils se virent tous les jours. A chaque fois, ils s'attendaient avec une fièvre croissante. Ils étaient atteints tous deux du vertige des confidences qui jette au-devant l'un de l'autre l'homme et la femme inassouvis. Chacun d'eux recherchait la volupté poignante de découvrir dans l'autre le drame et les circonstances du drame qui étaient en lui. Ils se faisaient de ces aveux qu'on ose à peine dans l'alcôve. Leurs deux ardeurs, depuis tant de mois refoulées, jaillissaient d'eux comme des flammes, qui léchaient l'autre et le laissaient haletant. Une tierce présence, quelle qu'elle fût, les gênait. Dans un lieu public, ils se parlaient à voix basse, sans cesser de se regarder. Ils promenaient leur innocence dans les ruines, dans les musées, dans les églises, dans les sombres jardins de lauriers et de buis qui ceignent la ville funèbre d'une couronne de deuil. Des cygnes blancs y glissent sur l'eau morte à l'ombre des pins parasols. Des cyprès s'élancent, noirs et purs. Il y a des bancs de marbre blond sous l'ombre des roses, dont l'odeur est mortelle, les jours d'été.

Un jour — ils s'étaient rencontrés deux semaines auparavant — ils allèrent voir Michel-Ange. Clotilde ne le connaissait pas. Pierre n'avait pas mis les pieds à la Sixtine depuis l'heure même qui suivit son arrivée dans la ville. La formidable symphonie les transporta. Deux heures durant, ils circulèrent sous la foudre. Ils étaient presque seuls, seuls à certains moments. Il lui prenait la main, le bras, il la saisissait aux épaules pour l'entraîner dans son admiration. Le tonnerre roulait sans cesse. Le drame de la création ouvrait, fermait, obscurcissait, illuminait les cieux. La couleur unanime, rousse et argentée de la composition géante, faisait ruisseler sur la voûte comme une poussière d'étoiles. Ils assistaient aux premiers jours. Dieu volait au milieu des astres. La voix des prophètes tonnait. Toute nue, l'humanité désespérée avait beau travailler le sol, tendre aux petits ses mamelles gonflées, le déluge déferlait sur elle. La rame de Caron frappait, Abraham levait le couteau sur

son fils, et les femmes sciaient la tête des héros. « Voyez Clotilde ! Dieu rôde dans la création, cherchant un mauvais coup à faire. » Il s'étaient arrêtés au-dessous du drame central, quand le talon de Dieu broie l'innocence de l'homme. « Voyez, voyez, Clotilde ! Voyez l'ange, celui qui chasse Adam et Eve du jardin. Michel-Ange a refait la Genèse. L'ange sort de l'arbre même, il est l'une des têtes du serpent. La tragédie est dans l'innocence elle-même, la connaissance peut refaire l'ingénuité. L'homme souffre dès qu'il apprend, dès qu'il apprend il crée, dès qu'il crée il jette dans le monde un mode nouveau de sentir, un mode nouveau de souffrir, un mode nouveau de créer. Il saigne, et le germe futur naît dans la blessure même. L'homme est un monstre sublime qui marche, son sang jusqu'aux genoux, vers une destinée qu'il ignore, et qui fuit toujours... »

Clotilde était pâle. Elle serrait avec violence la main qui serrait sa main.

— Toujours, toujours l'amour, dit-elle. Pourquoi est-il la tragédie centrale, pourquoi la Bible et Michel-Ange l'ont-ils choisi pour incarner le symbole de la vie même ? Tout tourne autour de lui dans cette voûte. Il est partout.

— Lui et la guerre. Voyez, de la Création au Jugement, le carnage règne ! Le Christianisme, lancé contre l'amour et la violence, a redoublé la violence et l'amour. L'amour, la guerre. Supprimez l'un. L'autre s'éteint. Et la mort règne. Clotilde, dites-moi pourquoi la guerre étant la fille de l'amour, c'est-à-dire de la femme, la femme est presque toujours, dans le monde, la plus acharnée contre la guerre. Tout n'est que contradiction.

Ils se turent. Ils se tenaient toujours la main, allant de long en large et levant parfois la tête en silence vers le plus haut poème humain... Pierre, le premier, s'arrêta. Et il parla à voix presque basse, avec l'innocence terrible de l'homme revenu aux portes de l'Eden :

— Clotilde, il n'y a que l'amour. Le drame guerrier n'est rien à côté du drame de l'amour. L'action, la pensée, la guerre elle-même, tout n'est que procédé imaginé par l'homme errant dans sa propre solitude pour donner le change à l'amour. L'amour, c'est l'art. L'art complet. Il est musique, par la voix, par les inflexions et les timbres de la voix, par les murmures, les cris,

les chants, par les sanglots, par les pas qui approchent, par les gémissements et les rires de la possession. Il est poésie par le souvenir et l'attente, et l'enthousiasme et la fièvre, et la souffrance, les regards intérieurs qu'il ouvre, les paysages qu'il évoque, les paysages profonds du monde imaginaire et la germination des fleurs et des ronces dès qu'il apparaît. Il est architecture par la majesté et la logique de sa taille et de sa structure, le monument dont il emplit un horizon qui s'absorbe en lui tout entier, accourt de toutes parts pour définir ses relations avec les maisons, les routes, les arbres, la mer, le ciel. Il est sculpture par les profils essentiels qu'il dessine dans l'espace, le torse, le cou, les bras, les jambes, le crâne; les plans qui arrêtent, modèlent, modulent, subtilisent le désir. Il est peinture par la lumière qui l'épouse; les passages secrets qui la distribuent et la nuancent, les reflets et les ombres que le jour et le soir combinent avec les forces intérieures et les mouvements, le sang qui flue ou se retire, le mystère, dans la pénombre, d'un œil qui luit, des cheveux qui tordent leurs lueurs où saigne une fleur écarlate, les tons fauves ou pâles de la chair dont la demi-clarté ondule, les ombres chaudes qui s'amassent aux centres de la volupté. Il est danse. Il n'avance jamais qu'en secouant dans ses deux poings des myrtes ensanglantés. Il est danse. Voyez sa démarche, voyez la poitrine dressée, le balancement des reins, l'émoi, l'orgueil, l'enivrement du geste, la gorge qui se gonfle, la chevelure secouée, la bouche tremblante, la lente ondulation du ventre aux moments les plus sacrés... Pardon, je bafouille... Tout cela ne s'exprime pas. Cela se vit. Rien de cela n'est séparé. Danse, architecture, peinture, poésie, sculpture, musique se pénètrent dans l'amour même par des lignes, des passages, des mouvements qu'on ne voit pas. L'amour est tout cela ensemble chaque fois que nous le rencontrons. Le son de la voix et du pas dansent, même quand on n'entend ni la voix, ni le pas. L'amour danse, même immobile. Il chante et pleure, même muet. Même dans la nuit absolue, il se colore et se construit. Il élève le plus vulgaire aux plus grandes hauteurs lyriques... Il est l'art lui-même, vous dis-je. L'artiste, c'est celui à qui l'amour manque ou plutôt l'image inouïe qu'il s'est faite de l'amour et qu'il poursuit ou

complète avec l'arme qu'il trouve en lui, la forme, la couleur, le son, le volume, le mouvement... Si Michel-Ange avait rencontré sur sa route une femme capable de réaliser la sculpture, l'architecture, la peinture, la poésie, la musique et la danse en des images fuyantes et sans cesse renouvelées qu'il eût saisies chaque jour imparfaitement en elle, sa solitude eût été si peuplée qu'il n'aurait pas créé. Il n'en aurait pas eu besoin... Mais peut-être n'y a-t-il pas de femme aussi puissante que cela ? Peut-être y a-t-il des artistes assez puissants pour vaincre même une femme aussi puissante que cela ?

Pendant qu'il disait ces choses, ils étaient sortis du palais. Ils se trouvaient de nouveau dans la rue, la rue ardente d'Italie, silencieuse presque, où il n'y a pas de trottoirs, où le flot roule sur les dalles, et là ils se sentaient tout à fait seuls. Ils se tenaient encore par la main. Plus tard, ils se souvinrent qu'ils avaient croisé un régiment — la guerre venait d'éclater entre l'Italie et l'Autriche —, que la foule jetait des fleurs, qu'il y avait des fleurs et des feuilles dans le canon des fusils. Pierre avait parlé, à voix haute, comme à lui-même :

— Ce peuple est passion, tout entier. Il définit la vie même. Sans lui, on ne comprendrait rien. On le dit peu militaire. C'est possible. Pourtant il se bat. C'est qu'il est passion. C'est qu'il porte en lui la guerre, même quand il ne l'aime pas, même quand il ne la veut pas, même quand il ne la fait pas.

Ils avaient suivi les rives du Tibre, traversé le Monte-Citorio, gagné la place Colonna. Devant la colonne Trajane que dorait la lumière déclinante, une jeune femme chantait. Ils s'arrêtèrent, toujours se tenant par la main. Elle chantait une chanson d'amour, banale probablement, mais ils ne le surent pas. Elle était presque immobile, les bras pendants. Son visage, osseux, accentué, était levé, le menton en avant, pour que la voix sortît plus forte. Elle était profonde, cette voix, très pure, avec des accents dramatiques, des déchirements rauques, de larges ondes frémissantes qui semblaient une eau souterraine émergeant d'une terre en feu. La lumière du soir sculptait d'ombres et de lueurs le masque tragique. La bouche s'ouvrait toute noire, les joues, le front luisaient comme un marbre caressé de flamme, les yeux sombres brûlaient au fond des orbites immenses dont les ténèbres noyaient les bords.

— Voyez, Clotilde ! Tout le malheur, toute la grandeur de l'homme éclatent dans ces traits. L'âme qui est au dedans épouse la lumière au niveau des plans solides et des creux où l'obscurité s'accumule. Que de meurtres, que d'amours, que de sacrifices, que d'énergies intransigeantes, que d'orgueil, que d'épouvantes maternelles les hommes n'ont-ils pas entassés depuis cent mille ans pour que deux promeneurs puissent saisir, sur les traits d'une chanteuse, l'union indissoluble de la tragédie et de l'art... Nous sommes d'accord avec elle. Nous sommes faits des mêmes drames qu'elle. Elle et nous justifions la guerre. Les clartés et les ombres de son visage sont dans nos cœurs et le sien...

Ils l'écoutèrent jusqu'au bout, serrés l'un contre l'autre. La foule gardait le silence. La voix ardente, venue des profondeurs les plus lointaines de l'humanité disparue, précipitait l'humanité présente dans l'aventure impérissable. Elle vivait passionnément l'immortalité fraternelle de la souffrance et de l'espoir.

Sans le savoir, sans mot dire, ils montèrent chez Pierre, qui habitait près de là. Clotilde se laissa tomber sur un fauteuil. Pierre était debout devant elle. Elle haletait. Il voyait battre sa poitrine. Son buste était renversé, sa tête s'appuyait sur le dossier du fauteuil. Elle avait jeté son chapeau. Ses cheveux entouraient sa tête d'obscures lueurs enlacées. Ses paupières étaient closes. Sa bouche, où le bord des dents luisait, était entr'ouverte et tremblait un peu. Ses deux bras nus s'abandonnaient, les mains ouvertes, la paume en l'air, reposant sur les genoux. Il ne sut pas qu'il s'agenouillait devant elle, posait sa bouche sur ses mains. Elle ne sut pas que ses mains l'attiraient vers sa bouche à elle, qui restait entr'ouverte. Elle ne releva pas ses paupières et sa tête ne bougea pas. Ils étaient innocents. Il la prit dans ses bras. Il l'emporta avec une force héroïque. Il ouvrit les yeux pour la voir. La bouche était toujours béante, mais crispée, les narines dilatées, les paupières bleues, les muscles fiers du cou tendus. Elle gémissait faiblement. Des larmes coulaient sur le visage auguste, et la houle des pleurs et la houle du plaisir roulaient ensemble dans le torse qui ondulait comme la mer.

(*A suivre.*) ELIE FAURE.



Marie Lenéru

C'est avant tout la *dame*. Elle a rendu la parole à la dame. Elle exprime l'incisive fierté des grandes races, celle des tâcheronnes de la rue aussi bien que de nos Françaises de salon. Chacun de ses mots sent l'histoire d'un noble sol cent fois payé d'un noble sang. On y voit défiler toutes nos traditions qu'elle secoue sans pouvoir les violer, tant elles sont résistantes et jolies dans leur robe désuète. Cette bourgeoise de sang bleu promène cependant le hasard dans ses veines par ses aïeux marins. Son insolence tient de celle des grandes favorites qui auraient survécu après 89 aux potentats qui nous les imposèrent. Si sa morgue est parfois « de cour », elle est de terroir en ce qu'elle est tout aussi bien de rue, puisque ma chiffonnière ce matin assit de ce mot le pâle voyou qui l'humiliait afin d'empiéter sur son tas : « Toi, *maquignon*, circule, ou je te *croche*. »

Nous déjeunions chez Catulle Mendès (1910, je crois) à Saint-Germain. « Il y a, dit-il, une femme de génie dont vous entendrez parler. » « Jeune ? » dis-je. « Non, dit-il, un miracle une sourde, vous verrez. »

Rachilde et lui décidèrent de primer un conte de Marie Lenéru. Rachilde porta les *Affranchis* à Antoine. (On se dévoue plus aisément à une infirme qu'à la femme qui est bien dans sa robe.) Léon Blum se fit le chevalier de la pièce. Marie Lenéru, grâce à sa santé désastreuse, n'éprouva des écrivains que leur zèle de petits saints Michels terrassant l'ombre qui cherchait la pauvre fille. Et elle put écrire en avril dans *Le Verbe* (la revue

des vrais jeunes d'André Romane, très nettement pensante au sens français), cette bénédiction des gens de lettres en masse :

Depuis sept ans que je dois à la « littérature » les amis les plus charmants et les plus admirables, j'ai constaté jour à jour la perfection inattendue conférée par l'intelligence (nous nous y attendions), quand elle est vraiment saine et gardée par cette discipline incomparable : le sens raffiné du ridicule.

Voilà révélés d'un seul coup bien des secrets de l'art de Marie Lenéru. Elle crut par-dessus tout à l'intelligence. Et combien, pour cela, je la salue entre toutes les femmes ! Mais elle eut la terreur du ridicule. Et voilà d'où vient son pyrrhonisme ingénu, sa limitation mortelle, l'insecte, le termite qui l'empêcha d'agir. O goût, ô maigre goût du XVIII[e], voilà bien de tes coups ! Voilà pourquoi cette solitaire, fanatique des lettres, ne s'en est pas servie. Voilà pourquoi elle n'a pas groupé, elle n'a pas uni : Agir eût manqué d'élégance littéraire, et de détachement mondain.

Séquestrée depuis l'âge de sept ans, par la surdité consécutive à la fièvre muqueuse, elle eut pourtant le sens *corporatif* puisqu'elle ajoute :

Le sentiment de la justesse est peut être plus adroit quand il s'agit d'apprendre aux hommes à vivre entre eux que le sentiment de la justice. (Fort bien vu). Et je consentirais plus facilement à passer ma vie, du seul point de vue de la sécurité (excellent), entre plusieurs esprits d'élite qu'auprès des saintetés les plus éprouvées.

Voilà comment, après avoir noté le sourire tueur de ces six derniers mots, nous constatons que, si l'auteur avait trouvé le moyen de rafistoler nos mœurs bancales, de pacifier les racontars des meilleurs amis les uns sur les autres, de rendre les écrivains aussi favorables aux gens de talent costauds qu'aux plus valeureux phénomènes de la pathologie, d'harmoniser, de platoniser enfin la république des confrères, *elle ne l'eût pas fait* de peur de chiffonner le vieux petit goût du temps des petites guerres, le goût manchot, *aréaliste*, où la dame ne se permit que de causer, non de parler.

Elle n'a donc rien apporté. Mais qu'elle a bien continué des types admis ! Elle en a parfois augmenté le poids. Surtout elle a osé rompre en visière avec ce gros goût éruptif, balkanique,

dirais-je, où les transports de ces dames, au lieu de se tenir, sournois et féminins, sous le chiton, se portaient au front, en turban ! Elle a mis la scène au régime des restrictions sensuelles. Elle a dit à nos sœurs de lettres : « As-tu fini de te promener toute nue ? » Avec une hauteur un peu de Légionnaire, un peu de Saint-Denis, assez filleule de Bonaparte, empereur des vrais grands bourgeois, elle a fait rentrer dans le rang du meilleur goût, parmi les goûts moyens de France, l'expression de l'amour. La tradition se doit déjà, pour cela seul, de la saluer très bas. Mais reprenons l'histoire de ses œuvres comme elle m'arriva :

Le conte d'elle qu'on prima me parut lourd de mystère. De pied ferme, j'attendis *les Affranchis*, prête à un cataclysme littéraire.

Il ne vint pas. Et cependant le choc de cette pièce m'électrisa, et me donna raison, me sembla-t-il, de fond en comble.

Une Française, sans nous faire rentrer un charme ou une griffe, rendait à la femme son prestige sérieux et toute la magie d'une sévérité étincelante. Et la *femme de bien*, dont notre art dramatique avait fait une bonne bête, rentrait dans tout son trouble à la scène française. Une fille de nos rigides bourgeoisies confessait la valeur de cette classe, son incorruptibilité de métal pur, de *corps simple*, son dédain pour le composite, le plaqué, pour la mosaïque de tous les « sang mêlé. » Elle giflait par un contraste aigu la veulerie et la commodité, tout le confort métèque, et son cortège de dévirilisation, de *désintelligence*. Elle nous montre les mystiques comme des démons d'énergie intacte, dont nulle béatitude sensuelle ne rompra l'insatisfaction tragique et suractive en route vers la perfection Les heureux, au contraire, puisqu'ils sont contentables, avouent ainsi leur manque d'étoffe, d'infini. Les jouisseurs sont des émoussés, les heureux sont des arrêtés, des immobiles.

Quand l'abbesse cistercienne, rejetée dans la société, veut reconduire Hélène dans le monde, voici comment la postulante la reçoit :

Toutes les puissances de mon âme, vous les avez éveillées imprudemment. Vous m'avez pétrie de mort, de violence et d'éternité et vous me parlez d'être sage... et tranquille probablement ?

Et partout nous retrouvons chez Lenéru, pour les satisfaits, le plus parfait dédain intellectuel. Et qu'on ne dise pas : « Les raisins sont trop verts. Elle n'a pas vécu ». Critique de goujat. Qu'en savons-nous? Est-elle si tonique pour l'esprit la salade infernale que font de nos facultés le sacro-saint amour charnel et la chienne de vie? Mais résumons la pièce :

Dans un ménage normal, le mari Philippe est l'un des flambeaux de ce temps. Il n'en est pas précisément l'un des piliers. Il éclaire, il ne soutient pas. L'abbesse, sœur de sa femme, rendue au monde par les nouvelles lois, amène chez Philippe une jeune défroquée avant le froc, Hélène, notre héroïne.

Dans la bibliothèque, entre Hélène et Philippe, se noue cette alliance d'en haut où l'esprit est presque seul intéressé. Mais l'entourage y voit une situation et en crée une à force de la craindre. Marthe, la femme de Philippe, jalouse plus leur sévère délire qu'elle ne les jalouserait amants. Et son exaltation les force à rompre. Ces *Affranchis* par l'âme n'en osent pas le geste.

Voici donc en Marie Lenéru une stoïque, même quand elle veut se réclamer de Nietzsche pour donner à Philippe, à Hélène, ses deux archanges paresseux, la petite secousse de se croire « affranchis ». Après Nietzsche *bel ivrogne* de liberté, que rien n'affranchira de la trépidation à double entente et par là inféconde, elle agite la fiole où s'échauffent ses deux timides ; mais ne l'agite pas jusqu'à effet. En quoi je pense que, du point de vue de l'art, elle a parfaitement raison. Rien ne réussit moins à la beauté, à la santé peut-être, donc à son élixir : l'esprit, que les ruades dont la passion, cette jument, démolit la charrette conjugale. Et Philippe sait bien que l'atonie sentimentale où le laisse sa « chambrière » (sa femme), si elle immole l'homme par rapport à la joie, lui laissa du moins ce ton d'autorité, ainsi que la maîtrise, ce don des plus grands abandonnés de l'amour. On n'est grand peut-être que de renoncer à lui, mal compris comme il l'est ! Pourvu qu'on le renonce avec assez de rage dans l'âge somptueux où il nous cherche. Quand nous aurons vu deux amants mener le monde par la force du *pouvoir couplé*, que je demande, où le tact, les pressentiments, les prévisions femelles guideront les décisions mâles, alors le ciel s'éclairera de possibilités d'amour illimitées.

Jusque-là, Philippe, en ce cher pays du bon sens matois, fit un très bon compte de philosophe à quarante-cinq ans bien sonnés en renonçant à son Hélène de vingt ans. Ils ont eu plus d'esprit, ils ont eu plus de « France », plus d'*héroïsme inverse* (celui du jugement), qu'ils ne l'ont avoué, en retournant chacun à sa géhenne familière. Si même ils avaient tiré une ligne métaphysique au-dessus de leur chagrin bienséant, s'ils nous avaient dit, par exemple en artistes : Prendre est donc un geste si beau (1), quand on n'est pas né du peuple de proie ? Les *vrais Affranchis* ne sont-ils pas ceux qui ont « pris » dès l'instant qu'ils se sont fait à deux leur île spirituelle dont nul autre ne connaît le rivage ? Qui les empêche de s'écrire ? Est-il défendu à la queue d'une tragédie d'être plus belle encore que ne le fut sa tête ? Tout l'art ne serait-il pas de nous faire sentir ce qui se peut après que le rideau retombe ? Si leur visitation réciproque d'esprits dans la bibliothèque leur a suffi si bien, pourquoi leurs vies aujourd'hui séparées ne s'uniraient-elles pas par les lettres, pour le mariage à distance ? Les voilà les vrais *Affranchis* des Karagueuz du corps ! Alors si Marie Lenéru avait jeté ce cri-là, son titre n'eût plus été ironique, elle ne nous eût pas retiré sous les pieds le tapis qu'elle nous tendait sous la nef qui n'eût abrité que les amants de l'Essentiel. Elle eût été l'ange de l'Intellect que, par la forme, elle a mérité d'être. Elle nous eût laissé dans les mains quelque chose. Elle eût été efficace, opérante.

Je n'aurais pas voulu qu'une grande femme ait touché à la vie avec des mains si braves sans avoir un peu rapetassé l'amour ! Enfin chacun sait, seul, ce qu'il est venu faire.

Marie Lenéru, vierge forte et de vive lignée de marins, de soldats, nous renouvelle un scepticisme bien français, celui de nos soldats, jeunes grognards qui en paroles griffent et ne laissent rien debout mais qui. *par-dessous*, sans en rien dire, *maintiennent tout*. Scepticisme plus chaud, plus implié que la foi de toute autre race. Apre de mots, décisive de gestes, mesurée d'attitude, elle est un être humain enfin autant que féminin. D'un coup, elle envahit sa place au soleil de l'intelli-

(1) Il s'agissait pour Hélène de prendre à Marthe, Philippe, son mari.

gence, et surtout, ô soulagement, elle ne porte pas son sexe en oriflamme !

En écoutant les *Affranchis*, *je rentrais en France perdue*, me semblait-il, par le débraillage si gâcheur de la volupté, par le canapé superfétatoire amené par la *Vagabonde* pour nous prouver sa valeur volcanique en un roman sévère qui s'en passait si bien ! Avec Lenéru, je sortais d'un exil bruyant, je retrouvais ma France discrète. Adieu enfin aux ébrouements, aux piaffements de mes consœurs exaspérées. En voici donc une qui préférait qu'on la crût froide, (et pourquoi non ?). Béatrice le fut bien, et cruelle, elle qui pouffa de voir arriver Dante, malade d'elle, chez ses amies. Laure fut froide. Et quoi de plus glacé que le sourire de Joconde ? Comment, Mesdames, entrer dans la légende, songz-y, si vous ne tenez pas votre tempérament derrière le prisme de la froideur, vraie ou fausse, seul vrai mystère de la femme ? Et si vous dites tout, l'art vous cherchera-t-il ?

Une femme donc, en 1910, ne me laissait plus seule à réagir contre ce fumet de jeune viande à l'étal. Elle n'affichait plus l'amour par une fleur à l'oreille comme font dans les souks les marchands de Tunis. Une Française donc, envers et contre nos poétesses, ne prenait plus les dieux et les hommes à témoin qu'elle était femme et vésuvienne, pour vous plaire (ah le petit cratère !) Une Française refusait de faire école d'hyperexcitabilité, d'y entraîner des innocentes. On allait rendre du terrain au cher Complice. Nous allions le laisser nous inventer nos sens. La tendresse, cette rose de France, retrouverait ses amateurs. On ne moquerait plus la finesse de joie des femmes assez vives pour se griser de peu. On ne brusquerait plus la discrétion de race en montrant la douce féminité française comme un harem lâché. Voici enfin la sensibilité natale, elle si avare de ses trésors ! Elle les nierait bien plutôt, les dents serrées, que les ébruiter devant l'indifférence. Les femmes de ce sol ont la triple pudeur : celle de la beauté. (La pudeur, dit Dolent, c'est une vertu esthétique) ; celle de la magie, qui garde le mystère, sel d'amour perpétuel ; celle de la coquetterie qui se bastionne de froideur passagère, jusqu'à ce que l'assaillant éperdu se rende et sans conditions. C'est de piètre féminité, c'est être cancre en l'art d'aimer, c'est de mauvais gouvernement de la joie que

d'avouer en aucun cas à l'ami qu'il nous a toute prise, puisque le conquérant s'ennuie de ne plus supputer aucun empiétement.

« Certes, vous déroutez ces pauvres hommes, m'écrivit Marie Lenéru. Mais n'est-ce pas raffinement de coquetterie ? Et puisqu'il faut toujours les affoler, affolement pour affolement, gardez votre manière à vous. »

Joueuse ici, elle savait très bien que si je veux, en amour, l'idéalisme d'abord pendant que les amants se mesurent et aussi pour garder le meilleur pour la fin (ce qu'elle appelle *dérouter*), c'est que l'on nous avait fait prendre une autre route que celle de nos traditions sentimentales. C'est que depuis quinze ans, par des mises à l'aise à la fenêtre, en public, dans le lyrisme et le roman, nos poétesses en tête, nos romancières ensuite, en publiant leurs délires sexuels sans transposition d'art, sans voiles de froideur, avaient tout simplement *défrancisé l'amour*.

Marie Lenéru nous a donc restitué la France féminine, celle que je vois vivre. Emotive, oui, mais à la façon de l'ambre que le trouble couvre à peine d'une buée, d'un émoi traversé de courses de lumière. Plus elle aime et moins une Française abdique sa fierté pour ne pas dégrader la caresse d'abord.

Lenéru a rompu avec le préjugé seyant de la « petite femme ». Toutes, jusqu'à la dactylo des *Affranchis*, expriment la Consciente, l'Organisée, la Sûre, jusqu'en leurs décisions de liberté. Et toutes sont des juges acerbes, implacables. La femme n'est plus « amère comme la mort » mais clairvoyante comme elle. Et l'expression superbe, *l'optique de la mort*, devait nous venir d'une femme.

Tout cela qui est la beauté nue, durement dépouillée de toute fioriture, ne va pas sans douleur. *Les Affranchis*, comme tout avatar de reconquête, de reprise de soi, ébranlent certes la notion du bonheur. Comme la valeur envenime l'amour, la grandeur contamine le bonheur. Il fait toujours bien triste autour des plus beaux êtres qui s'en venaient à fond de train des points les plus brillants de l'horizon, porteurs des torches d'absolu et qu'on rejette aux cuisines du relatif, à sa chandelle, à ses gargotes !

A nous de voler au destin le remède à cette âcre vérité ; à nous, les sœurs de Marie Lenéru, de gracier les caractères d'hommes,

d'y faire entrer par la douceur, la détente, la musique, la vie, l'*inspiration* qu'il faut pour connaître une femme. A nous de redresser dans son secret, dans sa naturelle magie, le culte de la femme pure, seule femme, l'autre s'étant garçonnisée pour avoir subi trop d'empreintes.

A nous donc de civiliser l'amour, de *le rapatrier.*

A nous d'en élever la coupe à hauteur du destin français.

Par la culture générale de l'amour, ne laissons plus au hasard, à l'abandon, l'éducation sentimentale. Que le plus fier, que le plus digne, que le plus vif ne soit pas, dans le couple, marqué pour la défaite et l'insatisfaction. Que le « butor » mâle ou femelle, en amour, ne soit plus possible.

Est-ce parce que l'art opte pour les plus beaux (toujours les plus souffrants) qu'il n'y a guère d'autre ressort dramatique que celui de l'insatisfaction ?

Je maintiens que les gens heureux ont une histoire ; mais étreint-elle ceux qui n'en jouissent pas ? On ne conçoit guère dans l'ordre de la joie qu'un exposé, un cours d'amour par une moderne Chrysis, en quoi on se trompe lourdement. Car c'est Laure qu'il y faudrait, la femme aux onze enfants, elle qui jeta Pétrarque en extase quand il la vit, de loin, longer la Sorgue.

Jusqu'ici les bonheurs manqués, seuls, constituent le drame, l'énergie réactive chez le spectateur, comme s'il se disait : J'en aurais tiré mieux. Alors il part, il cherche, il s'y met, il *travaille.* C'est ce qu'on entend quand on dit : il s'intéresse. Et qu'est donc l'intérêt sinon l'émulation de mieux vivre que ce que l'on nous sert ? Si on lui donne un amour réussi, il va se demander avec un peu d'ombrage en bon jaloux, en bon Français qu'il est, ce qu'il vient faire en cette gondole ?

Ainsi le livre est-il à cent coudées au-dessus du théâtre, car le lecteur y étant seul, l'oreille sur le cœur de l'auteur, *ne pose plus pour son voisin.* Simplifié, il reprend la bonne foi du néophyte, du cadet pénétré, le calme d'Abel innocent, dégagé de ce qu'on va tuer ou créer devant lui. Il est le confident, l'ami, donc le poète de notre œuvre. Il peut lire une histoire du bonheur sans se juger blessé par qui l'a moins aimé que ne s'aiment les héros de ce livre ; sans se juger froissé s'il ne fut pas heureux, sans s'écrier : Non, ce n'est pas vécu. Il peut donc,

par le livre, apprendre à vivre. Le théâtre ne peut figurer que les ratages, que flagorner nos *manques à vivre.*

La force des *Affranchis* est que le ton de l'homme à la femme y est grave. Ils s'abordent, dirais-je, de plain-pied. La vierge n'est plus « mon enfant » pour l'homme mûr. Plus elle est neuve, moins il l'est, plus il connaît le pouvoir solennel des inspirations de la femme. M. Souday ne laisse rien de ce Philippe que je salue pour cette preuve : Les maîtres seuls interrogent la femme pure. Les autres la chapitrent et ne cèdent qu'à la fille de proie.

La vierge est ici ce qu'elle doit être : vertigineuse. Plus rien de cette ingénuité bécasse, plus rien de la mutinerie infantile scribesque et Louis-Philippe dont le moisi nous est pieusement conservé par la Comédie-Française. Hélène est terrible d'observation, d'inflexibilité. Rien n'est redoutable comme un regard de vierge. Nul ne dupe une femme pure. L'homme devant la femme a reconquis son accent de poète, le seul qui ne titube pas, qui court sus à l'obstacle, le seul ton absolu, donc le seul réaliste, d'un réalisme sans fissures. Tout le reste, et la chanson des amants, pour eux est au rang des rengaines. Les âmes s'aspirent, se happent, les cœurs se croisent, ou bien : bonsoir. L'essentiel, la foi, musclant, articulant le corps, ou rien.

Et ils se mêlent dans un verset de beauté, au lit d'un vers profond puisqu'on leur refuse l'autre félicité. Plus rien ne les battra puisqu'ils se sont connus. Et nous les jalousons plus que nous ne ferions pour aucuns satisfaits.

C'est qu'ici, la chrétienne, femme par excellence, sait l'arôme éternel de la privation et le dégage sur le monde embaumé. Le parfum de sainte Thérèse morte trahit le sacrilège passionnel de cette religieuse qui avait volé à la pointe du couteau le cœur de la sainte pour être sûre de garder à jamais au couvent ce trésor convoité par des nations de moines. Ainsi se lève du stoïcisme d'amour une flore inconnue aux secrètes essences qui balance au-dessus des voluptés friables, de plus tenaces et plus intimes récompenses. Les dragons du mutisme défendent le stoïque contre la chute aux joies faciles de molle consistance, ces fosses communes de l'entrain spirituel. Le stoïque, tendre à autrui, est le seul dont l'allégresse garde le chiffre individuel,

l'arête du génie. L'épicurien délice ne fleure que l'espèce. Il mêle les groins. Il prostre la pensée. C'est lui dont la chair est triste et monocorde, aurait-il lu tous les livres ou non. Les grands individus étaient toujours stoïques.

Leur enfer est si vif, les flammes les lèchent avec tant d'âcreté, ils sont si bien à l'aise dans le drame que la joie leur semble une bluette, au loin. Ah ! pourquoi Lenéru ne l'a-t-elle pas dit ? Pourquoi n'est-elle pas allée jusqu'à choisir jusqu'à la fin la corde et le cilice que la vie laisse aux mains, cadeau peu disputé, de ceux qui vivent pour actionner la plus grande beauté possible ? Pourquoi donner un air de vaincus à ces parangons de victoire intellectuelle, parce que le couchage apparaît compliqué ? S'ils se passèrent de cet aimable détail, si ce meuble, le lit, ne trouva pas sa place en leur bibliothèque où ils furent si pleinement heureux sans lui, pourquoi lui font-ils un adieu si éperdu à la dernière page ? Pour *moutonner*, évidemment, pour se ranger aux complaintes du chœur, aux nécessités étatistes, au catéchisme du devoir génésique, aux égards dus aux fringales de sentiment de toute salle de spectacle bien pensante, j'allais écrire « bien aimante », mais non assurément parce que *ce* Philippe, *cette* Hélène, haletaient jugulés sous la griffe d'Eros. On ne nous les a pas présentés de la sorte, on ne nous le fera pas croire. Les types sont posés, mais ils n'ont pas vaincu ! Ils ne l'ont pas osé, *car c'était au théâtre !*

Que Marie Lenéru n'a-t-elle écrit un livre ? Elle eût pu justifier, par son dénouement, la tentation de pureté satanique des grands intellectuels.

Si ces forçats de l'absolu ne s'étaient pas *relativés* à la dernière page pour les besoins de la scène... à défaire, où donc ne se seraient pas élevés dans notre mémoire ces deux hérétiques d'amour, Savonaroles, plus tendus, plus secs et plus ardents que les moines goulus taillés pour la bombance ? Satans du mariage spirituel, du libre conjungo où les âmes inlassablement croisées se rient de la fièvre intermittente des corps, ils fussent apparus, insolents, inaimables par manque de faiblesse, difficiles peut-être et déments ; mais vivants à coup sûr, *car je les ai vu vivre*, et défaitistes de la beauté, jamais !

On a traité le fanatisme à un. Qu'on traite à deux le fana-

tisme de l'esprit, de l'amour, et la conscience fera le bond de jeunesse et de joie dont elle manque !

« Jamais, me disait à Rome Grazzia Deledda, la conscience ne semble avoir été si triste. » Nos armées faisant de la Beauté, la *triomphante* a redressé le fait et je dirai : le corps de cette valeur. Mais le mal fut si grand, il dura si longtemps que la cause extirpée laissera des effets si la femme et si l'homme, par un effort couplé, ne viennent rafraîchir le Sahara des âmes.

Mais qu'on n'espère plus ouvrir une clairière par aucune œuvre unisexuelle ! Les hommes aux tranchées, les femmes aux munitions, à la scène comme à la guerre. C'est la femme qui a le doigté du réel. Si les romancières, les poétesses ont un peu dans leurs livres sacrifié le « bonhomme », le dramaturge, l'écrivain ont resservi depuis quinze ans, en fait de « bonne femme », deux ou trois types à tout faire, bien fatigués dès leur naissance. On changeait le quartier, les dessous, le chapeau. Et l'on ne s'informait pas plus avant.

Marie Lenéru fut moins sobre. Elle a dit, en somme, au public français : Tu veux me faire croire que tu ne sais prendre que la mousse du Champagne ? Je te parie que tu veux le fond de la coupe aussi. Jamais je n'admettrai que tu te tendes à cran pour dévorer, sans en perdre une miette, Dostoiewsky, ce rongeur de méninges, et que tu me refuses ton ardeur attentive quand je dévêts devant toi jusqu'à l'âme un beau Français, une belle Française.

Marie Lenéru nous rendit le théâtre ferme et réticent de la *dame* en un temps où toute femme de race est souffletée de honte par ce paquet de nerfs qu'on nous a fait prendre à la scène pour la femme. L'écrivain sut rendre à l'honnêteté sa verdeur et ce ton dru, ce train direct qui n'appartiennent qu'à elle. Elle a renouvelé une vertu un peu carrée, un peu étroite, inébranlée par les orages de l'esprit, la sûreté, la probité française, celle qui vient de rallier tous les peuples humains. Son philosophe est bien un peu collégien, non décisif, non créateur et peu viril. « Vous ne pouvez savoir, vous, dit-il, une religieuse ! Mais cette joie de vivre un si sage tous les jours, cette camaraderie, cela peut nous mener très loin. » Quelle religieuse, froquée ou défroquée, n'y aurait pas pensé ?

Je maintiens qu'une femme, soit-elle élevée au couvent, à neuf ans, pressent tout l'amour.

Mais que sont telles distractions un peu « fanfan » en une œuvre d'une telle tension psychologique que nous n'avions rien lu de tel depuis Villiers ?

Dans la moins réussie des pièces de l'auteur, il n'y a pas un creux, nul vide ; partout quelque trouvaille dans les plis du style, ferme époux de la pensée, partout quelque surprise, quelque entorse faite aux morales du troupeau, au nom d'une droiture supérieure mille fois plus exigeante que la règle et plus irrespirable aussi. Stoïque avant tout apparaît ce style ; mais classique et traditionnel surtout. Nulle anarchie ne l'a gagné. Les arêtes en sont vives, brillantes, aciérées. C'est le style de l'homme, par excellence ! C'est l'acuité du regard de la femme. Assurément elle n'a pas *fait l'homme* en écrivant les *Affranchis*, mais elle n'a pas non plus *fait la femme*, et combien je l'en remercie. La femme est tellement le maudit, le réprouvé des deux sexes, l'opinion générale s'en méfie tellement et si injustement (voyez le Sénat qui résiste à lui donner le vote) — on se méfie toujours de ce que l'on désire — qu'il nous faut autant de violence, de bris et d'effraction pour extérioriser la qualité de femme que de cruel renoncement pour écrire au ton asexué, au ton neutre. Le dur mouvement, si risqué, de *faire la femme* dans les lettres est anti-féminin du reste, car nous sommes physiologiquement secrètes et restrictives. Voilà ce que ce temps, qui veut *sentir la femme* dans le style, n'a pas encore compris. Que le style sente l'humanité. Il aura suffi à son rôle. Si nous avons un sexe, nous n'avons pas que ça.

Ainsi que je l'ai toujours demandé, le style de Marie Lenéru est trait d'union, il est interprète, comme je le voudrais, entre la femme et l'homme.

L'intelligence n'a pas de sexe, a-t-on dit. On s'est trompé. L'intelligence a les deux sexes puisqu'elle agit. Elle les a *quand elle agit*.

Pas plus que moi, Lenéru n'a admis les caractères, *ces mauvaise habitudes* qui ferment le champ de l'observateur et le bloquent en des manies. Ecoutons-là sur ce sujet par une lettre qui éclaire son art :

Quelle justesse, m'écrit-elle, en ce que vous dites des leçons du style qui apprend à vivre, à choisir dans nos journées cela seul dont il faut parler. J'aime votre horreur de l'illusion objective et de ces bouffissures littéraires qu'on appelle des caractères et auxquelles je ne crois pas plus que vous. J'en devine l'exagération, le parti pris, le procédé. *La vie la plus vraie est dans les moyennes.* Tout ce qui est exagéré est insignifiant.

Nous n'avons frayé que par nos ouvrages. Nous n'étions liées que par la fibre sacrée, ainsi qu'il devrait être entre tous les artistes. Je n'ai donc pas à m'excuser de citer son appréciation qui m'est chère et doublement pour son sens général.

Son art est stoïque, ai-je dit, il tient peut-être plus encore de l'ascétisme chrétien, c'est-à-dire du stoïcisme par amour.

Voici sa théorie de l'ascétisme, qu'elle exprime avec un rare bonheur, au sujet de mes *Saisons de la mort :*

Parmi nos contemporains du livre, si veules devant toutes choses et y compris la guerre, vous représentez l'ascétisme. J'ai été assez catholique pour que cela demeure en moi la plus belle définition de la vie et ma plus haute estimation d'un écrivain.

Voilà, certes, une préférence qui la définit plus secrètement que ce qu'on en peut dire.

J'ai espéré en Marie Lenéru l'une des grandes Eclaireuses qu'il faut que devienne la femme consciente pour le peuple afin de replacer notre *gloire intérieure* (1) à la hauteur de l'autre.

Lenéru a dépeint. Elle a fouetté notre fierté de race. Elle n'a rien proposé. Mais elle a imposé un respect rajeuni pour la femme pensante, un respect inspiré. Il descend tout droit de l'entendement non plus d'une élégance apitoyée qui, depuis quelques siècles, penchait un peu bien avantageusement le plus fort sur la plus faible. Elle a créé une atmosphère où l'on n'aime pas, où l'on ne souffre pas à vide. Elle a peut-être, d'un cran, *soulevé les mœurs*, en agissant sur les élites.

Marie Lenéru a remis la Française à sa très haute place, non seulement dans les mœurs installées, vissées et boulonnées, mais dans les mœurs montantes, celles qu'apportent nos combattants pleins de foi devant une humanité assainie.

Elle fait de la femme le témoin, le lieutenant de l'homme, le

(1) Beau titre d'un livre d'HenryMarx.

contremaître, le second de l'amour, l'Eliacin, l'enfant de chœur du prêtre des mœurs espérées.

*
* *

Si je m'étends sur cette pièce comme phénomène moral, c'est qu'elle est la bannière où s'inscrivit le type que vécut notre auteur. Le *Redoutable* et la *Triomphatrice*, ferrés d'excellente psychologie, n'expriment pas l'écrivain comme les *Affranchis*.

La vie publique de Marie Lenéru tient en dix ans. L'iniquité des pièces retardées a fait arriver à la scène anachroniquement le *Redoutable*, œuvre de sa jeunesse, et la *Triomphatrice*, conçue quatre ans avant qu'on la jouât, d'où l'intempestivité de la pièce en ces années où la femme, en cariatide accablée, soutient le travail national. Allons-nous accuser l'auteur de mal tomber? Nous tombons toujours mal quand on nous fait attendre.

En Angleterre, en 1915, Marie Lenéru avait fait paraître un article intitulé : *Le Témoin*, c'est-à-dire la femme. Elle accusait « les hommes » et non pas les fauteurs, les Allemands, « d'avoir retrouvé comme tous les cinquante ans leur obéissance de pédants à la loi de l'histoire » et de se « résigner » à admettre la guerre. « Et, ajoutait-elle, si les femmes avaient su mieux parler de la paix, elle règnerait aujourd'hui. »

Plus j'aimais l'écrivain, plus cela me choqua. Je le lui dis ouvertement dans l'*Homme enchaîné*. Elle en souffrit. Sans l'admettre aujourd'hui, je m'explique le fait : Mandarin-femme, elle ne savait pas faire corps avec l'opinion populaire. Elle eût rompu avec son propre cœur, s'il n'avait plus eu une différence avec celui du bougnat, du tripier. La dame ne sut pas l'être jusqu'à confondre en parole sa cause avec la grande cause des Petits.

Dandy stoïque, non apôtre. De son cœur, je suis sûre. De ses écrits je voudrais ôter celui-là...

Française ardente et parfumée de France, elle n'en sut pas garder la tenue candide. Et je n'admis pas le malentendu.

Dans l'*Artistocratie* (1) que nous appelons tous, — que nous avons peut-être, car tout Français actif est un artiste, — elle eût été l'exaltatrice, mais inconstante devant toute idée qu'on eût popularisée. Sans le savoir, peut-être elle avait faim d'outrage, ces piments de la gloire, elle qui n'a guère défini sans cingler.

Elle s'installait douillettement dans la malédiction.

Mon blâme pourtant l'affecta. Même devant sa mort, je ne peux le rayer. Qu'elle ne me pardonne pas : Je recommencerais.

Son esprit libre, altier, n'épousa nul des préjugés de corps, de castes ni de genres littéraires. « Quelle âme révolutionnaire il faut, dit-elle à Alfred Mortier, pour écrire des tragédies à pareille heure » (1913). Quel joli coup de cravache à la fausse jeunesse qui beurre ses tartines de l'idée que la tragédie est encore surannée par ce 1918 fabuleux !

Dans sa *Triomphatrice*, nous différâmes cruellement aussi. Je dus le lui écrire. Elle se défendit. Je ne l'ai pas absoute. Sa mort me donne tort. C'est pour effacer ma dureté provisoire à qui sa mort a fait un air inamovible (réactif, mon sermon était donc temporaire), que je tente aujourd'hui de la servir, dans la mesure où le peut ma conscience. Je voulais que, secouée par notre différend, elle vînt, par une œuvre réparatrice, panser la méfiance qu'elle avait accentuée entre l'élite mâle et l'élite des femmes.

Mais il n'est pas trop tard ! Qu'on fouille les cartons de Marie Lenéru. Je serais étonnée si quelque œuvre superbe ne venait tempérer l'action de celle-là.

(1) Titre de Lacaze Duthiers.

J'ai pu parler ici de cette femme sans toucher ses enfers physiques. C'est peut-être le plus vif des hommages qu'elle doit inspirer. Jamais je n'aurais l'indélicatesse d'écrire ce que j'ai lu, sous trop de plumes, elle vivante :

« Comment connaîtrait-elle, la vie, l'amour ? » disait-on couramment. On lui barrait ainsi l'espoir à peu de frais.

Elle a vaincu d'assez haut ses supplices charnels, pour que jamais en la jugeant, nous n'ayons la salace envie d'essayer d'en handicaper son œuvre.

Cette grande emmurée, autour de qui la nuit par mille tentacules de plus en plus pressants se serrait depuis sa septième année, se creusa de sa hache de diamant la crypte de lumière où nous l'honorerons. Chacun et chacune surtout n'a que l'antre, la niche, qu'il viole et qu'il défend. Elle a brillé de discipline sur un théâtre veule, amorphe. Elle nous a laissé revoir les muscles d'acier d'une race invincible. Elle fut la figure préalable, la Kassandra de la plus disputée des victoires du monde.

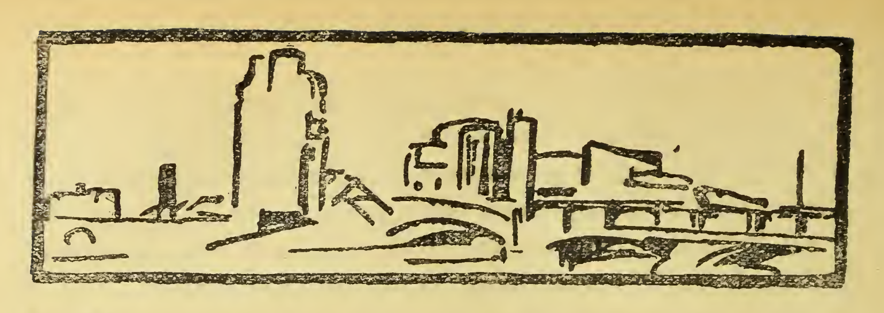
Sa condamnation à l'idéalisme ne l'en a pas rassasiée. C'est pourquoi étant femme, elle est bien la triomphatrice.

A ceux qui nous diront : Sourde, presque aveugle et muette, comment eût-elle entendu ce qu'il faut ? Comment fût-elle toute sortie de son nuage ? Je répondrai : Si son nuage fermait la porte à la sibylle, il la gardait aussi contre les coudoiements usants et niveleurs. Et la nuit douce qui finit de l'investir c'est le « baiser de Dieu » qui se rapproche. Elle en mourut comme Moïse.

Ainsi se parfait son miracle.

Toute femme inspirée a besoin de sa mort pour aider sa légende. Le nuage nous étouffe toutes. Celle-ci maîtrisa l'amant insidieux. Elle maîtrisera sa propre mort. Elle l'insère dans son poème, à son plan. Et la voilà, Faust féminin, libre dans tous ses sens, qui chevauche la jeunesse infinie au front d'une gloire nationale sans double, dont son génie tranchant nous fit saluer l'épée dix années avant l'heure.

AUREL.



La Renaissance des cités détruites par la coopération des sinistrés

La terre française que les Allemands ont foulée n'est plus qu'un désert. Des villes et des bourgs, il ne reste que des amas de décombres et de cendres.

Sous ces débris informes, les propriétaires des biens dévastés retrouveront sans doute, mais non sans peine, l'assiette de leurs domaines. Comment parviendront-ils à les restaurer? Comment s'y prendront-ils pour déblayer, rebâtir, replanter dans ces lieux où nulle trace de vie ne subsiste et dans le voisinage desquels on ne rencontre ni matériaux, ni chantiers, ni main-d'œuvre, ni moyens de transport? Une pareille tâche dépasse manifestement l'effort individuel.

On m'a demandé de rechercher quelles formes juridiques pouvait revêtir l'effort collectif seul capable de surmonter l'énorme difficulté : j'apporte ici le résultat de cet examen.

Que l'initiative et la direction des mesures à prendre appartiennent à la puissance publique, c'est un point qui ne souffre guère de controverse. L'action des services administratifs disposant de pouvoirs et de moyens extraordinaires peut seule offrir aux sinistrés en détresse les premiers secours indispensables, et provoquer entre eux les ententes sans lesquelles rien n'est pratiquement réalisable.

Au surplus, en quelque médiocre estime que nous tenions l'activité créatrice des services publics, il faudra bien que nous en prenions notre parti : presque en toute matière, quand la paix nous sera définitivement rendue, la reconstitution de notre puissance économique ne pourra se tenter efficacement que par la coordination des initiatives individuelles et de l'action collective dans la forme

la plus large et la plus énergique, c'est-à-dire avec la collaboration des services nationaux.

En ce qui touche la renaissance des cités dévastées, le problème à résoudre se ramène en définitive à cette double question de méthode : que faut-il attendre de l'action publique? En quel sens doit être orientée la combinaison des initiatives particulières?

Dès 1915, le Gouvernement eut conscience du devoir qui lui incombait. Un service institué au Ministère de l'Intérieur fut chargé de prendre les dispositions urgentes que réclamait la restauration des régions libérées. La direction en fut confiée à un fonctionnaire d'un mérite éprouvé, M. l'Inspecteur général Bluzet.

Très vite, la nouvelle administration étouffa dans ses cadres. On eut alors la singulière idée de la disloquer et d'en éparpiller les morceaux entre les Travaux publics, l'Agriculture et le Commerce; cette maladresse fut à peine atténuée par le fonctionnement inhabile d'une commission interministérielle. Le ministère Clemenceau ramena l'ordre en recousant ce qu'on avait fâcheusement découpé. Un département spécial constitue aujourd'hui le *Ministère du Blocus et des Régions libérées.*

Laissons de côté l'énorme rôle d'ordre financier dont ce grand service doit assumer la charge, et qui consiste dans l'équitable répartition des indemnités promises. Ecartons la question de la réparation des dommages de guerre pour concentrer notre attention sur la restauration matérielle qu'il s'agit d'entreprendre.

Le plus urgent est de rétablir les communications et d'assurer les moyens de transport. Ces soins incombent au Génie et à l'Administration mobilisée des chemins de fer.

Il faut rendre immédiatement possible le retour effectif des intéressés dans les régions dévastées. Il ne suffit pas d'aider les sinistrés par des avances. Il faut mettre à leur disposition des abris, des cantines, des moyens de subsistance, des postes de secours, des dispensaires; il faut organiser des centres de réception doublés d'agences de renseignements; il faut pourvoir au ravitaillement sous toutes ses formes. La première charge de l'Administration est en définitive de ramener à pied d'œuvre en même temps que les propriétaires, les ouvriers, les matériaux et les outils indispensables pour l'exécution de cette gigantesque besogne qu'est la restauration

d'une ville. Dans l'indescriptible brouhaha qui va sortir de cette multiplication d'efforts variés, elle doit se préoccuper de mettre l'ordre et de faire la police, tâche infiniment délicate puisqu'il s'agit de provoquer l'union entre gens d'autant moins disposés à s'entr'aider que chacun d'eux manque littéralement de tout.

Par son objet essentiel, le rôle des Services administratifs va ressembler ici au rôle de l'intendance chargée, dans les régions désolées où l'on se bat, de pourvoir à l'entretien intégral des armées en campagne.

Cet effort des Services publics, ainsi compris, ne saurait évidemment s'exercer pour faciliter des reconstructions isolées. Il convient de grouper et de solidariser les reconstitutions. Sous quelle forme provoquera-t-on l'entente des propriétaires? A qui va s'offrir le concours administratif? C'est un des nœuds de l'écheveau qu'il s'agit de déméler.

Les associations de propriétaires pour l'exécution de travaux d'intérêt collectif ont, en France, un glorieux passé. Dès le XII[e] siècle, on a vu les Flamands se grouper ainsi pour transformer en terres d'une incomparable fécondité les marécages des provinces du Nord. Ce sont des associations semblables pour un objet contraire qui sous le nom de « Sociétés d'Arrosants » ont fertilisé le Roussillon et le Comtat Venaissin. Des syndicats de propriétaires sont constitués par Sully pour assécher le Poitou, l'Aunis et la Saintonge. Des lois des époques révolutionnaire et impériale réglementent la formation de syndicats pour le curage des étiers, le desséchement des marais, l'endiguement des cours d'eau.

Cette législation s'est précisée et cristallisée dans la grande loi du 21 juin 1865, plusieurs fois révisée et notablement élargie dans ses applications.

Les syndicats de propriétaires s'utilisent aujourd'hui pour la mise en valeur et l'entretien des villes d'eaux ou des stations balnéaires, pour l'aménagement des voies privées, pour la défense des champs contre les campagnols ou des forêts contre les incendies.

La reconstitution des villes détruites ne va-t-elle pas fournir une occasion nouvelle de recourir à cette combinaison dont une expérience huit fois séculaire a démontré la souplesse et fait apprécier les services? Ce fut la première pensée de tous ceux qui ont abordé

le problème. Après réflexion, tous ont été non moins unanimes à reconnaître l'impossibilité d'adapter aux circonstances nouvelles l'institution des associations syndicales. Cela s'explique par cette simple constatation : imaginés pour faciliter l'exécution des travaux d'intérêt collectif, les syndicats ne conviennent pas à l'entreprise collective de travaux d'intérêt individuel.

Les propriétaires intéressés consentiront volontiers à unir leurs efforts, mais à condition seulement que cette union permette à chacun d'entre eux d'atteindre plus aisément le but auquel il vise. Chaque sinistré tient à conserver la haute main sur l'agencement des constructions qu'il se propose de relever. Il ne saurait être question de s'en remettre à des syndics du soin de construire des usines, des maisons, ou des fermes uniformes, comme les confectionneurs fabriquent à la grosse des vêtements à prix modiques.

Nous avons été conduits de la sorte à rejeter la combinaison administrative des associations syndicales pour nous tourner vers le procédé économique de la coopération. Nous y trouverons la solution désirée.

Il s'agit en effet d'obtenir que les intéressés s'entendent, non pour laisser la conception et confier l'exécution d'un travail commun à un constructeur unique, mais pour traiter ensemble des choses semblables, pour acheter des matériaux en stock, pour les faire ouvrer en série, pour provoquer par des contrats plus importants la création plus économique de chantiers d'autant mieux outillés qu'ils auront à pourvoir à des besoins plus vastes.

La coopération d'ailleurs n'est pas une nouveauté, même à la campagne, surtout à la campagne. Les agriculteurs en connaissent la pratique et l'utilisent dans leurs mutualités contre la grêle, contre la mortalité du bétail, contre l'incendie des bâtiments ou des récoltes. La coopération facilite la culture des terres abandonnées. On s'en sert pour l'emploi des machines et pour l'écoulement des produits.

Un précédent la recommande en notre matière. En 1910, c'est par la coopération qu'on a restauré sans trop de peine certains villages détruits ou peu s'en faut par les inondations de la Marne. Voilà bien la forme juridique recommandable dès qu'il s'agit de procurer aux moindres frais la satisfaction simultanée de besoins de même ordre.

L'administration, la première intéressée puisque c'est l'Etat qui paye, s'est efforcée de préparer et de provoquer la formation de groupements coopératifs. A cette fin, elle a rédigé des statuts-types recommandés aux sinistrés. Le cadre en est assez large, les combinaisons assez souples; ils offrent aux propriétaires des avantages assez manifestes pour que ceux-ci n'aient aucune raison de s'y dérober.

Envisageons le mécanisme qu'il prévoient, les charges qu'ils imposent, les avantages qu'ils assurent.

*
* *

Les associations coopératives pour la reconstitution des villes, bourgs et villages doivent se constituer librement. Nul intéressé n'est contraint d'en faire partie. Nul adhérent n'est obligé d'y demeurer.

C'est là une règle essentielle et par où ces formes d'entente se différencient nettement des associations syndicales régies par les lois administratives.

En adhérant aux syndicats professionnels, conformément à la loi du 21 juin 1865, les propriétaires frappent leurs biens d'une véritable servitude. Qu'ils y soient engagés volontairement, comme dans l'hypothèse des syndicats libres, ou qu'ils y soient incorporés par la volonté de la majorité, comme dans le cas de syndicats autorisés, les syndiqués ne peuvent pas se dérober aux charges qu'implique l'exécution du travail collectif. C'est équitable puisque la situation même de leur immeuble leur assure le profit de l'effort accompli. Supposons que dix riverains soient obligés de procéder au curage d'une rivière : deux d'entre eux ne consentent pas librement à faire la dépense qu'exige l'opération. Il est juste qu'on les y oblige puisque la rivière, par l'effort volontaire des huit autres, sera curée pour tous les riverains.

En notre matière, il en est tout autrement. Quiconque fait partie de la coopérative participera pour ses intérêts personnels aux avantages qu'elle procure. Quiconque estime qu'il n'en tire aucun profit appréciable et préfère agir par ses propres moyens doit demeurer libre; son abstention ne nuit à personne; on n'a pas à redouter que son isolement volontaire soit déterminé par l'arrière-pensée de profiter des efforts des autres sans participer à la dépense. Rappelons en

effet qu'il ne s'agit pas d'exécuter un travail d'utilité commune, mais d'entreprendre en commun des travaux d'utilité particulière.

Liberté d'adhésion, liberté de démission. Voilà deux principes d'autant plus nécessaires qu'ils écartent de l'esprit des intéressés l'appréhension de se voir entraînés dans un engrenage dont ils ne pourraient plus s'affranchir. En les adoptant, on assure l'adhésion du plus grand nombre, au moins à titre d'essai. On supprime ce qui qui est toujours apparu comme l'obstacle principal à la formation des associations syndicales.

Des précautions sont d'ailleurs prises contre les démissions intempestives. Quiconque usera du droit de se retirer devra rembourser à la société les dépenses qu'elle aura pu engager à raison de son adhésion. Le procédé financier prévu dans les statuts-types garantit la communauté contre toute surprise.

Pour être admis dans le groupe qui va constituer l'association coopérative, il suffit d'y avoir intérêt. Tels sont tous les propriétaires de terrains dans la circonscription dont il plaît au groupement d'adopter les limites. Le premier noyau se formera spontanément, soit entre gens ayant en vue de réédifier des constructions du même ordre, fermes, usines ou simples habitations, soit sans autre considération que celle du voisinage et quel que soit le type de bâtiment qu'il s'agisse de réédifier.

Au groupe une fois formé pourront s'adjoindre de nouveaux coopérateurs, sous réserve du consentement du Conseil d'administration élu par les premiers adhérents. L'association coopérative sera d'autant plus accueillante qu'il est avantageux pour elle de grouper un plus grand nombre d'associés.

Pour la même raison, des dispositions sont prévues dans les statuts-types, soit pour assurer aux mineurs et autres incapables les avantages éventuels de la coopération, soit pour faciliter l'adhésion des personnes morales (communes, établissements publics, sociétés, syndicats ou associations diverses), soit enfin pour étendre aux héritiers d'associés décédés le bénéfice de l'adhésion donnée par leurs auteurs. On spécifie que le décès, la démission, l'interdiction la faillite de l'un des coopérateurs n'entraînera pas la dissolution de la coopérative, maintenue de plein droit entre les autres membres.

La formation et la vie juridique de la coopérative étant ainsi

assurée, il convient d'en organiser le fonctionnement. Un Conseil d'administration est élu par l'assemblée générale; il choisit un président, un secrétaire, un trésorier.

Le texte détermine la forme de ses délibérations et précise son rôle, dont l'étendue pourra naturellement varier suivant le degré de confiance que lui accorderont les rédacteurs des statuts.

Quels que soient les pouvoirs accordés à ce conseil, il aura nécessairement un double mandat : il sera chargé de pourvoir à l'effort de mise en train, de gestion et de contrôle dont tous les coopérateurs auront collectivement le profit; il aura mandat de surveiller l'exécution des travaux individuels commandés par chacun des coopérateurs.

L'effort collectif comprend l'étude et la préparation des plans d'ensemble, les démarches à faire pour s'assurer le concours des hommes de l'art, ingénieurs, architectes, entrepreneurs, ouvriers à qui l'exécution des travaux sera confiée, les rapports nécessaires avec les administration nationale, départementales, communales.

C'est pour l'ensemble des sinistrés que cet effort doit s'accomplir. Les frais engagés à ce titre doivent se répartir entre tous : cela implique la constitution d'un fonds commun alimenté par les efforts des associés dans la mesure où chacun doit en profiter. Cette mesure est évidemment proportionnelle à l'importance des travaux individuels dont il s'agit de faciliter l'exécution. Chaque associé payera donc tant pour cent de la valeur des travaux individuels.

Le versement de cette contribution doit être préalable. Il s'ensuit qu'il ne peut être que provisionnel. On ignore, au moment où sont données les adhésions, ce que sera le montant précis des dépenses engagées. C'est sur devis approximatifs que le prélèvement sera réclamé. Des règlements ultérieurs interviendront. Les erreurs de prévisions étant sensiblement égales pour tous, l'inconvénient de l'imprécision n'est un risque pour personne.

L'administration a évalué ce que devait représenter la contribution au fonds commun, en faisant le compte des charges auxquelles il est appelé à pourvoir. Elle estime qu'en adoptant le taux de 4 à 5 0/0 des évaluations portées aux devis individuels, l'association est certaine de ne pas se trouver à l'étroit.

La seconde fonction du Conseil d'administration consiste dans la surveillance de l'exécution des travaux particuliers à chaque coopérateur.

Ceux qui font bâtir des édifices se bornent à discuter les plans et les devis avec les hommes de l'art aux services desquels ils ont recours. Les coopérateurs n'abandonnent pas ce soin aux administrateurs de la coopérative. C'est suivant l'expression de leurs propres désirs, après connaissance de leurs besoins individuels et discussion des projets faits spécialement pour eux, c'est après acceptation par eux des devis correspondant aux projets auxquels ils s'arrêtent qu'interviendra le conseil. La surveillance exercée à priori sur les études fera profiter les coopérateurs des conseils techniques admis pour l'ensemble. Les conseils dont on se serait passé par économie coûteront une somme insignifiante et rendront d'énormes services à tout une série d'installations analogues. La surveillance dans l'exécution sera pour les coopérateurs un surcroît de garanties d'autant plus précieuses que, pendant toute la période de reconstruction, les localités où l'on travaillera ne seront que de vastes chantiers difficilement habitables pour les propriétaires.

Les travaux accomplis pour chaque associé sont naturellement à ses frais; ils se régleront cependant par l'intermédiaire du conseil d'administration. C'est à ce conseil seul que les entrepreneurs auront affaire : la coopérative se trouvant ainsi répondre pour tous, tout risque d'insolvabilité ou d'inexactitude dans les paiements disparaît. C'est là une évidente simplification d'une mesure d'économie. La sécurité qu'y trouveront les exécutants doit leur permettre en effet de se contenter du plus juste prix.

Naturellement cette sécurité ne peut être réalisée que si, de son côté, l'association obtient de ses membres les garanties les plus complètes.

La meilleure des garanties consistera dans le paiement par anticipation. Il est facilité par le versement à l'associé d'un intérêt convenu pour toute la portion non encore employée des sommes avancées par lui.

Le paiement à l'avance peut être remplacé par la remise de valeurs à court terme, bons du trésor, obligations de la défense nationale, etc. Une autre méthode encore plus simple consiste à déléguer à l'association la créance en indemnité pour dommages de guerre.

A quelque moyen qu'on ait recours, c'est seulement lorsque les plans seront achevés et les devis établis, c'est-à-dire au moment où va commencer l'exécution, que sont exigés paiement ou garantie.

Passons sur les détails de pratique qui ont dû trouver place dans les statuts-types pour insister en terminant sur les obligations qui s'en déduisent et sur les avantages qu'ils offrent aux associés.

Les obligations sont toutes contenues dans cette double proposition : les coopérateurs payeront exactement leur part dans les dépenses communes. Ils acquitteront individuellement dans les conditions ci-dessus indiquées les dépenses faites pour leur intérêt particulier.

Un compte est ouvert à chaque associé. Le compte est crédité de tous les versements faits par lui, ainsi que des intérêts produits, au taux statutairement établi, par les sommes comprises dans ces versements. Il est débité de la contribution au fonds commun, des frais faits spécialement pour l'associé, achats de matériaux, salaires d'ouvriers, honoraires d'architectes ou d'ingénieurs, etc.

Quand la coopérative se dissoudra, ce qui ne doit intervenir qu'à l'achèvement des reconstitutions entreprises, le reliquat du fonds commun se répartira entre les comptes individuels, au prorata des dépenses faites pour chacun.

Les avantages qu'offre la combinaison sont multiples et d'ailleurs visibles.

Le premier, qui tentera par son évidence tous les intéressés, consiste dans l'économie des frais. Elle résultera de l'importance des marchés, de l'économie dans les transports obtenue par le groupement des matériaux à transporter, de l'utilisation intensive de la main-d'œuvre, de l'aménagement plus pratique de l'outillage destiné à des travaux plus considérables, de l'exécution en séries de dispositifs analogues pour des besoins identiques, de la simplification des démarches, des contrats, des organes de contrôle, etc.

La promptitude dans l'exécution résultera de la coordination des efforts. Nous tenons pour insignifiant le risque de voir les simplifications envisagées avoir pour contre-partie la renonciation aux dispositifs particuliers.

Les goûts individuels s'accommoderont des concessions raisonnables sans consentir à celles qui seraient excessives. L'utilisation de matériaux de même provenance et de même matière n'implique pas nécessairement l'uniformité dans l'emploi qui en est fait. Nous avons expliqué que nul ne sera tenu de subir les plans qu'on lui proposera. C'est en tenant compte des désirs de tous — nécessaire-

ment variés — qu'on soumettra à chacun des propositions plus aisément réalisables par l'organisation de chantiers communs placés sous une direction commune et l'approvisionnement par des marchés passés en commun.

Un dernier avantage du système doit être signalé : ce n'est pas un des moindres, et l'intérêt général y trouvera son compte en même temps que les intérêts individuels : c'est la possibilité d'accords entre propriétaires pour l'adoption de plans d'ensemble harmonieusement conçus pour la reconstitution des villes et des bourgs.

Ces accords, à la discussion desquels les autorités communales pourront participer, vont heureusement faciliter la réalisation des vœux des « urbanistes ».

On désigne par ce néologisme, *l'urbanisme,* l'art d'accommoder et à fortiori de raccommoder les villes suivant des plans d'ensemble où les considérations d'esthétique, d'hygiène, de commodité administrative, d'utilité sociale, industrielle et commerciale occupent la place que la logique leur assigne.

Presque partout, les villages ont poussé, les bourgs se sont formés, les villes se sont développées pierre à pierre, maison par maison, au gré des commodités particulières des constructeurs successifs et longtemps au moins sans nul souci de l'intérêt public. Elles sont pittoresques quand la nature ou le hasard y ont contribué. On a, par la suite, et à mesure que se sont révélées les maladresses commises, rectifié comme on a pu, par de coûteuses opérations de voirie, ce qui devenait par trop incommode ou semblait par trop disgracieux. On a imaginé à cette fin les plans d'alignement, les servitudes, l'exécution de travaux publics assez habilement placés pour faire disparaître des créations privées gênantes ou malsaines. Comme il eût été plus économique et plus simple — si cela s'était trouvé possible — de soumettre d'avance la construction à des dispositions esthétiques, à des aménagements salubres, à des conditions de lieu et de forme en rapport avec l'utilisation qu'on en voulait faire !

Ce qui n'est pas possible pour les villes qui naissent pièce à pièce est réalisable pour l'extension de celles qui sont achevées, à fortiori pour la reconstitution de celles qui sont détruites. Ne reconstruisons pas en nous conformant aux plans anciens; substituons à ceux-ci, par l'entente de tous les intéressés, des plans d'ensemble

harmonieusement combinés. Provoquons à cette fin des échanges de terrains, des démembrements et des remembrements opportuns; procédons au besoin par expropriations d'autant moins onéreuses pour la caisse commune et d'autant plus acceptables par les propriétaires que des considérations sentimentales, hélas! n'y peuvent plus faire échec : on garde l'attachement pour sa ville, certes, mais comment invoquer des souvenirs de famille pour justifier l'attachement à un monceau de décombres!

Sur ces décombres, il convient de relever des villes toutes neuves logiquement aménagées, où la technique et l'art apporteront à la fois la beauté, le confort et l'hygiène.

C'est ce que rendront plus facile les ententes réalisées dans les associations coopératives et les accords de ces associations avec les administrations publiques.

Rendons cette justice au Gouvernement qui n'a pas hésité, malgré les préoccupations des heures graves et le souci primordial de la défense nationale, à consacrer au résultat que nous désirons atteindre une part sérieuse et féconde de son activité.

Accueillons cette méthode avec joie et saluons cet effort avec reconnaissance, quelque idée que nous ayons du rôle où les services de l'Etat doivent normalement se limiter. Il ne s'agit pas en effet de pourvoir à des situations normales. Les seules combinaisons acceptables sont celles qui nous conduiront vite et sûrement à la résurrection des villes assassinées par un implacable ennemi. Nous n'osons pas affirmer que celle que nous préconisons est la seule possible, ni même la meilleure. Elle est sûrement et promptement efficace. Cela suffit à nos yeux pour la justifier.

Henry Berthélemy,
Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

“ Pages Libres ”

N° 612. (2e Série. N° 155. — Novembre 1918.)



Du travail, de la mesure, du silence

Cette guerre, devenue brusquement victorieuse, nous paraît si bien préparée, si bien organisée et, dévoilons toute notre pensée, si aisée, que l'on se demande comment, pendant quatre ans, nous avons pu connaître l'angoisse effroyable d'une défaite possible. Un mauvais génie s'obstinait-il à nous être contraire ? La machine de guerre avait-elle un de ces vices de construction qui échappent aux regards les plus vigilants ? Si ce métal, qui se révèle si pur, sonnait faux, était-ce l'effet d'une paille cachée dans sa masse ?

Ces questions que nous nous posons, nous craignons que, dans le pays, elles se posent sous une forme différente et que l'on dise : « Qui donc nous a valu les soucis, les angoisses, les deuils, les insuccès des premières années de la guerre ? » Nous craignons qu'on mette trop de précipitation à découvrir et à punir des coupables.

L'histoire nous montre bien qu'aux heures tragiques de leur existence les peuples ont rendu responsables de leurs malheurs les gouvernements, les chefs ou les rois, qu'ils ont fait porter à quelques-uns la faute de tous. Mais cela n'est constaté que dans la période de dépression qui suit une catastrophe, dans les heures d'affolement qui précèdent l'arrivée du vainqueur : la Bulgarie battue chasse son tsar ; l'Autriche défaite met en pièces son gouvernement ; l'Allemagne, désireuse de paraître pure, charge du fardeau de ses crimes le kaiser.

Que chacun rejette sur le voisin sa propre responsabilité, voilà qui n'est ni juste ni bien digne. Cela peut être l'affaire des peuples affolés en présence du juste châtiment. Est-ce bien la nôtre ?

Notre triomphe nous laisse clairvoyants, la reconnaissance de nos droits nous permet d'être équitables. Est-il bien digne de rejeter sur le régime, sur les gouvernements, sur les chefs, sur certains hommes les fautes communes, de troubler un pays qui a besoin de voir plus clair que jamais, de créer, par des accusations, dépassant les faits, une mentalité de capitulation dans un pays en pleine victoire ? Les coupables, les criminels, s'il y en a, on les méprise, on

les juge, on les punit, on les exécute, puis on n'y pense plus. Ce n'est pas nous qui les défendrons ici ou ailleurs, mais nous ne nous épuiserons pas à tirer vanité de les avoir soupçonnés d'un crime.

Une tâche s'impose, discrète peut-être, mais bien française, bien en accord avec notre victoire : chercher la part de responsabilité que nous avons tous dans la prolongation anormale de cette guerre et dégager l'idée qui nous permettra de résoudre les graves questions de l'heure présente.

⁂

Fermons un instant les yeux sur le présent pour échapper à la fascination de la victoire, pour que le passé soit plus compréhensible et plus instructif. Reportons-nous, enfin, dans ce passé... Nous construisons les premiers sous-marins, nous avons les meilleurs aviateurs, et c'est l'Allemagne qui organise la campagne sous-marine et fait de l'avion un instrument de bataille ; nos chimistes sont hors de pair — les autres lâchent des nuages de gaz axphyxiants; les secrets de la balistique nous sont connus, mais nos adversaires savent construire de gros canons. De notre côté sont les découvertes, les prouesses qui étonnent le monde, et de l'autre l'application tenace, patiente, ignorée qui fait la puissance guerrière. Notre génie, tourné vers le nouveau, le beau, l'inédit, le brillant, dédaigne l'effort pratique, utile, mais qui n'a pas d'admirateur, et l'équilibre est rompu entre le front, où l'on se bat brillamment, et l'arrière où l'on doit travailler patiemment et obscurément. C'est pour cela qu'il y eut dans les services de l'arrière, tant d'incapables, de fossiles : on n'avait d'yeux que pour la bataille et l'on dédaignait de la préparer.

C'est le même défaut qui nous portait aux mesures extrêmes Déjà, avant la guerre, les jeunes gens allaient vers l'extrême droite ou l'extrême gauche : rares étaient ceux que le centre attirait. A vingt ans on était socialiste-révolutionnaire ou camelot du roi. Toujours parce que c'est dans les partis extrêmes qu'on peut manifester, hurler, scandaliser. Au centre, on reçoit les coups de droite et de gauche, on met en mouvement la machine gouvernementale, le rôle n'est point glorieux et il ne convient qu'aux gens sages et aux vieillards. Ainsi se manifeste le besoin de paraître, de se signaler, de se distinguer par n'importe quel moyen, par les mauvais comme par les bons, par le talent, par l'intelligence, mais aussi par le nouveau, par l'original, par l'excentrique, par la surenchère.

Certains signes, pourtant, invitaient à la prudence les ambitieux

et les intrigants. Il vous souvient peut-être qu'au début de la guerre journalistes, littérateurs, académiciens, politiciens, se disputèrent la gloire d'enflammer le zèle patriotique des populations et briguèrent le grand honneur d'apporter aux troupes, dans le *Bulletin des Armées*, le suprême réconfort. Où en est cette campagne ? Où est le *Bulletin* ? Le robuste bon sens des soldats a refoulé l'orgueilleuse et bruyante vague des civils patriotes et des patriotes civils. Trois mots ont suffi : « bourrage de crâne ».

Si maintenant nous ouvrons tout à fait les yeux à la clarté du présent, nous voyons ce qu'il manquait à notre race pour mériter et forcer la victoire.

Pendant les années où nos généraux n'avaient ni les troupes, ni le matériel, ni les ressources nécessaires pour alimenter une offensive sérieuse et d'envergure, des soldats qui, en temps de paix, auraient été des cultivateurs robustes et fiers, des industriels actifs et considérés, des intellectuels de talent, des hommes en vue, fêtés, admirés, ont consenti à vivre dans des tranchées boueuses, à se battre loin de la foule admiratrice, à mourir obscurément ; des officiers, des chefs d'élite ont sacrifié une vie qui leur promettait une gloire prochaine pour donner l'exemple du sacrifice et stimuler les survivants : tous ont accepté ce qu'il y a de moins connu, de moins apprécié, de moins vanté dans la guerre : les souffrances journalières, les misères de la tranchée, la fin obscure, la pourriture sur un coin de terre.

Quelque jour, nous apprendrons peut-être tout ce qu'il a fallu de patience, de persévérance, de dosages, de combinaisons ignorées pour maintenir fortes et ardentes des armées anémiées par des pertes terribles, rongées par le défaitisme et nous saurons sans doute aussi quels calculs minutieux, quels essais, quels efforts jugés secondaires il a fallu pour éviter la famine et accueillir, sur notre sol encombré, des millions d'Américains. Il est possible que ceux qui se sont ainsi dépensés aient mis du temps à ouvrir les yeux, à reconnaître les erreurs, les fautes : nous devons leur savoir gré de s'être attelés aux besognes les plus obscures car, tout compte fait et malgré les fautes commises, ils ont bien servi le pays. Notre regret est ici de ne pas suffisamment connaître les actes pour leur rendre l'hommage qu'ils méritent.

Mais, d'ores et déjà, n'estimez-vous pas que ce rapprochement entre le passé et le présent, entre les deux périodes de la guerre est suffisamment suggestif ? Il nous convainc que pour que le génie de la France fût enfin complet et pût triompher, il fallait qu'à l'intuition de l'esprit, à l'éclair de l'intelligence vinssent se joindre

la méthode patiente et réfléchie, la pensée sage et modeste, l'activité soutenue, souple et mesurée.

C'est croyons-nous à cette méthode, à cette pensée, à cette activité trop négligées jusqu'ici, que nous devrons notre réussite dans l'avenir.

⁂

Voulez-vous, un instant, maîtriser les impulsions du tempérament, résister au désir d'être vu, entendu, admiré, examiner les questions dans ce qu'elles ont d'essentiel et non dans ce qu'elles ont de curieux, de remarquable, de séduisant ; voulez-vous enfin vous faire modeste et suivre cet esprit de modération que les Français vantent beaucoup, mais dont ils ne font guère preuve.

Voyons la vie chère qui déséquilibre le budget, dans chaque ménage, qui persistera après la signature de la paix et qui résiste aux coups que lui porte le Ministre du Ravitaillement et des vivres. Elle a des causes multiples — qu'il n'est pas dans notre intention d'énumérer — mais le public estime qu'elle est uniquement le fait d'intermédiaires avides et de producteurs exigeants.

Le consommateur, d'une part, réclame contre les intermédiaires des mesures terribles : réquisition des marchandises accaparées, peines sévères en cas de majoration excessive ; il fulmine contre la non application des lois — quand il en existe, contre l'indulgence des juges — quand elles sont appliquées. Il veut des exemples et même la disparition des flibustiers du négoce. Mais comme l'intermédiaire, d'autre part, n'a pas son pareil pour tourner les lois, les règlements, escamoter une marchandise taxée, rafler une récolte ; comme il sait le prix qu'il faut mettre pour mobiliser un wagon et que la difficulté des transports n'existe pas pour lui, le commerce ne peut se passer de ses services. Pendant qu'on demande sa tête, il fait des affaires et s'enrichit... Puisqu'il s'agit, en somme, de supprimer une catégorie de gens avides et peu scrupuleux, ne pouvons-nous donc sans éclat, sans campagne de presse, sans lois spéciales, sans tribunaux, sans scandale, les éliminer ?... Constituez des coopératives. Il vous en coûtera vingt-cinq ou cinquante francs, le prix d'une action, et les intermédiaires véreux auront vécu.

La vindicte publique se tourne ensuite contre les producteurs qui alimentent les marchés. Ils ont beau affirmer que les engrais, le soufre, le sulfate ont doublé de prix, que la main-d'œuvre est devenue rare et exigeante, que le chapelier, le mercier, l'épicier, le tailleur ont majoré leur prix : on ne les écoute pas. On se borne à considérer que la terre est aussi fertile et ques les pommes de terre et les légumes renchérissent ; que les vaches continuent à manger de l'herbe, que les poules pondent comme par le passé tandis que

le lait et les œufs sont à des prix excessifs. Partant de là on menace ; on réclame la taxe, le boycottage. Mais croyez-vous qu'on puisse jamais accorder le producteur qui réclame la liberté du marché et le consommateur qui veut, par la contrainte, imposer le prix ? Une ligue, récemment, prenait les œufs à partie et entendait les taxer : le résultat immédiat de son intervention fut de les rendre introuvables sur le marché.

Je sais pourtant le moyen d'arriver à un résultat. Réunissez les flâneurs que l'on trouve encore dans les villes, les ouvriers, les employés qui ont quelques loisirs, les rentiers qui ne demandent qu'à s'occuper ; invitez-les à jardiner, à élever poules, lapins, pigeons : chaque matin jetez sur le marché le stock de vos produits, et vous constaterez une baisse générale des prix.

On sourira certainement du moyen proposé. Même en temps de guerre on n'a pas chez nous l'idée d'utiliser les gens qui flânent ou qui ont des loisirs. En d'autres pays on mobilise les gens de l'arrière ; ici la liberté s'oppose absolument à une pareille mobilisation. Chose curieuse, on dispose de la vie du citoyen, mais on ne dispose pas de ses bras ; c'est même chose tellement admise que l'on paie beaucoup plus cher l'ouvrier qui donne sa sueur que le soldat qui donne son sang. Croyez-vous, cependant, qu'il soit impossible, dans chaque ville, de trouver cent, deux cents, trois cents personnes de bonne volonté qui diraient : « Nous avons des loisirs et pas un pouce de terrain ; donnez-nous des champs et de la semence. » Les municipalités seraient trop heureuses de s'exécuter, et, sans bouleversement, les marchés deviendraient moins serrés, des terres en friches changeraient d'aspect. En somme, puisque la mobilisation civile répugne, dit-on, à notre tempérament ombrageux et indépendant, il n'y a qu'à lui substituer la mobilisation des bonnes volontés.

Je crains, en poussant plus avant, de froisser nos politiciens qui pourraient prendre ombrage de ce que des réformes puissent se faire sans qu'il leur en coutât des lois et sans qu'il leur en revînt quelque gloire. Car, actuellement, que peut-on faire sans eux ? Un ami, après une série de conférence dans les campagnes, me faisait part de ses impressions. Elles étaient bonnes, mais quelque chose le troublait : il avait constaté que certaines communes, certains cantons, étaient fermés au conférencier qui n'aurait pu y entrer sans mécontenter l'homme influent de l'endroit ou sans entrer en conflit avec lui. A tel point qu'on eût pu, à la limite de la commune ou du canton, placer des écriteaux avec ces mots : « Territoire réservé à M. X..., politicien ». Et c'était la seule amertume qu'il eût rapportée d'avoir senti, entre les populations et lui, l'âme autoritaire et soupçonneuse

de l'homme politique... En l'écoutant, l'avis lancé de la tribune par un Président du Conseil me revenait à l'esprit : La Chambre contrôle le Gouvernement et le pays contrôle la Chambre ». Je me demandais s'il n'y avait pas danger, pour les politiciens, à toujours s'interposer entre le pays et les esprits indépendants, entre le pays et le pouvoir, et un terme montait à mes lèvres : « Intermédiaires ! »

Pourquoi la vie nationale, comme le commerce, n'aurait-elle pas ses intermédiaires, aussi néfastes !... Il y a bien les services rendus : les lois que l'on fait, les passe-droits que l'on obtient, la protection que l'on accorde et les gens que l'on place et ceux que l'on décore !... Mais de combien de votes, d'injustices, de compromissions, de capitulations de conscience, de bassesses, de trahisons tout cela est payé ! Toutes les faveurs, dans une république, à ceux qui les briguent, les mendient ou les paient quand elles devraient aller, naturellement, sans protestation, à ceux qui les méritent ! C'est mettre à trop haut prix les services des politiciens que de les payer en discréditant le régime.

Je voudrais, dans la République, avoir quelque autorité pour leur tenir à peu près ce langage : « Messieurs, qui vous dites républicains, vous vous indignez parce que des adversaires, dans les camps de l'opposition, ruinent votre prestige et prouvent votre inutilité. Tout cela n'est rien : ce ne sont que querelles de politiciens, les uns cherchant à prendre la place des autres ; et tous, vous vous entendez fort bien pour mettre le pays en tutelle. Votre existence ne sera sérieusement menacée que le jour où le peuple, ayant pris conscience de votre rôle d'intermédiaires et du prix qu'il vous paie, vous traitera comme les intermédiaires commerciaux dont il entend aujourd'hui se débarrasser. » A ce point de mon discours une clameur s'élèverait : « Vous touchez à la République ! » Mais je ne perdrais pas mon temps à établir que la République ne se confond pas avec les politiciens. Enfin viendrait le grand argument : « Vous préparez la dictature ! » Je continuerais alors : « Point du tout. Il n'y a que les esprits simplistes pour supposer que, hormis l'anarchie où vous nous tenez, il n'y ait que la dictature dont vous nous menacez. La vie nationale si complexe, si mouvante, est assez souple pour admettre des modalités, quelque chose comme cette coopération appelée à intensifier la vie économique. Je m'en tiens naturellement à des suppositions, n'ayant ni l'expérience ni la compétence voulue pour établir un plan de réorganisation — mais je suppose très bien des groupements agricoles, industriels, commerciaux, financiers, militaires, administratifs, politiques, aboutissant par voie de sélection à des conseils nationaux d'où seraient naturellement éliminées les incompétences, où il y aurait du travail et point de bruit. La vie

nationale, alors, saisie sur le vif, prise à bras-le-corps, de groupement en groupement, d'élimination en élimination, trouverait en haut son expression la plus complète, la plus fidèle, la plus parfaite... Je ne crois pas qu'elle puisse trouver une expression satisfaisante dans un corps aussi spécial, aussi bizarrement recruté, aussi remuant, aussi extérieur à elle que celui des politiciens... »

Pour donner enfin à l'inquiétude qui nous étreint une forme palpable, nous l'enfermons dans cette question : Demain, quand il faudra ranimer ce pays, quand il faudra battre le rappel de toutes les énergies, de toutes les forces, favoriser les initiatives, stimuler les enthousiasmes, mettre en avant les compétences, qu'adviendra-t-il si les politiciens s'obstinent, comme par le passé, à ne pas tolérer que quelque chose soit fait en dehors d'eux et sans eux.

⁂

On n'est guère excusable de s'attarder à la question politique quand la paix dont notre avenir dépend est imminente.

La grande préoccupation est de savoir si nous aurons la paix Wilson, la paix Clemenceau ou la paix Lloyd George — on ne parle plus de la paix allemande. Y aurait-il donc trois paix entre lesquelles il faudrait choisir ? Rassurez-vous ; il n'y en a qu'une, mais on n'a encore trouvé qu'un moyen de manifester l'animosité dont notre Premier est l'objet : c'est de se jeter dans les bras du Président Wilson qui, d'ailleurs, ne se soucie pas de les tendre. Il n'y aurait là qu'un sujet de comédie, si le pays n'était gagné par une inquiétude qu'il est raisonnable de dissiper. Quand Clemenceau déclare que le compte sera soldé par l'Allemagne, il parle avec son tempérament de lutteur jeté en pleine lutte. M. Wilson, lui, patient, réfléchi, soucieux d'être juge en même temps que combattant, marque les étapes de sa pensée, les points d'appui de sa ferme volonté et décide en fin de compte que les torts et dommages seront réparés. Où donc est la différence ? Ils ne vont pas du même pas ; ils ne suivent pas le même chemin, mais tous deux au terme de leur évolution, trouvent la même « note à payer ». Ceux qui se précipitent avec tant de chaleur dans les bras du Président Wilson risquent fort, en définitive, de trouver derrière les siens ceux de Clemenceau.

Puisque, enfin, nous avons reconnu que le Français d'avant la guerre cédait trop volontiers au désir de jouer un rôle capable de le mettre en vedette, pourquoi ne pas dire qu'il y a aujourd'hui un rôle bien tentant : celui d'avocat de l'Allemagne. Il a effectivement tenté quelques-uns de nos compatriotes qui se mettent ainsi en évidence, ce qui est leur droit, mais qui, en même temps, troublent l'opinion, ce qui est regrettable.

La thèse est des plus simples : d'une part, elle affirme que les atrocités allemandes sont sans importance dans la question de la paix, attendu que tous les soldats se ressemblent et montrent, en guerre, les mêmes déplorables instincts ; d'autre part, elle suggère que le kaiser et ses complices rentrés dans l'ombre, il ne restera plus que le peuple allemand auquel nous ne pourrions toucher sans renier la fraternité des peuples.

Nous savons bien que toute guerre est horrible parce qu'elle est accompagnée de massacres, de pillages et d'incendies. Mais les peuples s'étaient efforcés, au cours des siècles, de réduire les horreurs de la guerre ; la convention de Genève protégeait les blessés, les non-combattants. C'est l'Allemagne qui a ruiné l'œuvre des siècles et renouvelé les spectacles affreux de l'antiquité barbare. Quand ses soldats enfin retrempent leur courage et leur enthousiasme en pillant, incendiant, martyrisant, fusillant, les nôtres trouvent en eux l'énergie nécessaire à la lutte et ne mettent rien au-dessus d'une belle mort. Vouloir placer sur le même plan le soldat allemand et le soldat français, c'est vouloir en même temps souiller la mort de nos héros. La défense, si chaleureuse soit-elle, peut-elle aller jusque-là ?

On nous menace ensuite de toutes sortes de calamités parce que nous rendons le peuple allemand responsable ; on nous reproche de céder à la haine, à l'esprit de vengeance. C'est de l'exagération. Parce que nos soldats n'ont pas permis que nous soyons la victime que l'Allemagne se proposait d'immoler, on nous interdit d'être le bourreau qui châtiera un criminel ennemi. Oublie-t-on que notre victoire est assez complète, assez décisive pour que nous ne soyons ni la victime, ni le bourreau mais bien le juge qui pourra froidement, sans être troublé, examiner un coupable ? On discutera peut-être pendant des mois pour savoir ce que deviendront les peuples de la Turquie, de l'Autriche, de l'Allemagne ; personne ne contestera les droits de la France assaillie, pillée, ravagée, ruinée. L'opinion publique peut donc, sans scrupule de conscience, réclamer avec son gouvernement et les gouvernements alliés la paix juste qui entraîne inexorablement la réparation des dommages causés.

*
* *

Ainsi nous avons cru, entre les voix extrêmes, faire entendre celle de la modération. Peut-être avons-nous subi, malgré nous, l'influence du tempérament et du moment. Qu'on nous pardonne : il n'est pas facile d'estimer les choses par ce qu'elles valent, et non par ce qu'elles nous font valoir, les hommes parce qu'ils travaillent utilement et non parce qu'ils nous étourdissent de leur bruit.

Maurice DEMONS.

Nos Travailleurs coloniaux en France

Marseille, Parc de l'Exposition : présentement Dépôt des Travailleurs coloniaux... En vérité, dans les vestiges d'une exposition coloniale, quelle exposition singulière, vivante, grouillante, d'échantillons de toutes les races qui peuplent notre empire d'outre-mer.

Il en arrive chaque jour, par files épaisses et lentes, dépaysées, ahuries, encombrées de baluchons, de sacs, de valises ficelées, de malles exotiques. Les costumes forment une exhibition de toutes les sortes de défroques militaires complétées de chéchias et de turbans chez les Nord-Africains, de l'abat-jour pointu ou de simples bérets chez les Asiatiques.

Voici d'interminables rangées de baraques Adrian : quartier kabyle. Là-bas, c'est un village malgache...

Le détachement que nous avons amené de Philippeville trouve une hospitalité provisoire dans le « palais », sorte de Galerie des Machines désaffectée. Il fait sombre et on se sent infiniment petit dans cette halle gigantesque, d'une fantastique hauteur, où des milliers de petits lits de camp sont disposés. Nous errons, interrogeant de groupe en groupe, pour retrouver le carré affecté à nos hommes. Il flotte dans ce Palais une odeur d'épices et de chambrée militaire, avec un brouhaha de voix où se mélangent tous les patois arabes ou berbères.

Non loin du Palais, sous des arbres, un café maure s'est installé dans un kiosque « art nouveau ». Grâce à la fumée des fourneaux, le plâtre moisi et délabré de ses parois s'est revêtu d'une patine orientale à souhait. Le kaouadji, en gandourah, méticuleux devant son brasier, élabore, pour une clientèle empressée autour de l'édifice, des tasses d'épais café et des verres de thé à la menthe.

Nous atteignons la fontaine monumentale depuis longtemps tarie. Sur le ciment, entre les faux rochers où bondirent d'artificielles cascades, un nain annamite, en vareuse kaki à parements jonquille, coiffé d'un ample béret, circule en sentinelle, armé d'un fusil minuscule. C'est par là, quelque part dans ce ci-devant château-d'eau, que se trouvent les locaux disciplinaires.

Voici d'autres baraques, un autre village, autour d'un immense bassin rond. Les imposantes figures allégoriques, en haut de la façade du Palais, qui se détachent, roussies par le soleil, sur l'horizon crayeux des collines marseillaises, dominent ce cantonnement qui sert d'asile aux Tunisiens. Leur bassin présente l'avantage de contenir de l'eau. Des Musulmans y font des ablutions et des lessives. Les quatre colossales grenouilles de fonte qui décorent la pièce d'eau semblent se lamenter de voir leur lac changé

en cette cuvette livide et savonneuse. Mais la statue d'une sorte de génie se résigne à offrir au soleil un turban jaune safran étalé sur son dos.

Tout le jour durant, on fait passer des files d'hommes hésitants et inquiets à la visite médicale, aux douches, à la photographie... Quel mal pour les tenir en ordre ! « Arba, arba ! » (1) ne cessent de crier ou de supplier les gradés. Mais les gars du même pays, les « frères » qui veulent demeurer réunis, ont tellement peur de se perdre, qu'ils se collent en petits blocs qu'on n'arrive pas à diviser et à classer selon l'ordre du rang et des listes d'appel.

Le soir, ronde aux Kabyles.

On ne dort donc jamais dans ces baraques ? La lumière électrique coupée, des bougies allumées creusent des trous de lumière orangée dans l'ombre où gisent les longues files de lits. Dans l'un des trous, un groupe recueilli et muet joue clandestinement aux cartes. Là-bas, dans un coin sombre, roucoule une flûte de roseau. Plus près, sur un réchaud improvisé, rougeoient des braises ; des ombres dont brillent les yeux et reluisent les dents, apprêtent quel mystérieux couscous ?

*
* *

Au bureau du capitaine, on nous a remis nos papiers. Demain, au train du soir, nous emmènerons quatre cents travailleurs qui se répartiront, à destination de diverses usines, çà et là, dans la France.

De réseau en réseau, on décroche et on accroche les quatre wagons qui portent notre cargaison de « main-d'œuvre ». Après de longs arrêts nocturnes sur des voies de garage, nous repartons, véhiculés tout le jour, par les trains omnibus. Nous égrenons, comme un chapelet fleuri, toutes les petites stations aux noms inconnus devant lesquelles nos trains s'arrêtent, toutes pareilles, toutes françaises, dans les décors infiniment divers de leurs campagnes.

Les quatre journées de ce voyage ne m'ont presque rien appris de mes hommes qui restent inconnus pour moi comme je suis inconnu pour eux. Si le costume ne fait pas l'homme, qu'en vérité il le déguise bien.

J'éprouve quelque émotion à les voir s'éparpiller dans l'usine charbonneuse où les battements rapides et sourds des turbines électriques ressemblent aux palpitations d'un cœur monstrueux.

Cette collaboration de la main-d'œuvre africaine, nous nous en

(1) « Quatre par quatre ! »

étions souciés, là-bas, longtemps avant la guerre. On suivait, en les discutant, les résultats incertains et contradictoires de quelques essais qu'on avait tentés prudemment.

Maintenant, de par les nécessités de la guerre, l'expérience est réalisée avec une tragique ampleur. Ce ne sont plus quelques équipes triées dont on va suivre le labeur et étudier l'évolution ; ce sont des foules qui émigrent et qui se répandent, enrégimentées, parmi le peuple laborieux des ateliers et des chantiers. C'est par dizaines de mille qu'en hâte, sans sélection, on les rassemble pêle-mêle et qu'on les distribue vers toutes les cités de travail, au hasard des listes et des numéros matricules.

...Mais voici qu'au travail les personnalités se révèlent peu à peu. Je commence à les connaître.

Ils représentent toute l'Afrique... On dirait qu'on a choisi pour nous les envoyer des spécimens des principaux types humains qui peuplent ce carrefour des races qu'est l'Algérie. Les Kabyles sont les plus nombreux. Il y en a qui viennent des jardins de la Soummam ; d'autres sont descendus des villages aériens du Djurdjura. J'ai des Berbères montagnards des Aurès, des chaouïas des confins marocains. Le livret de ceux-ci témoigne qu'ils sont nés au delà de Touggourt, dans les oasis. Il y a des fellahs du Chélif, des paysans des hauts plateaux constantinois. D'autres enfin sont de nulle part et de partout : on les a racolés sur les places publiques des villes et sur les quais des ports où, dès leur jeune âge, ils avaient émigré et gagnaient leur maigre vie dans cent métiers divers.

...Ce jeune gars, aux yeux veloutés, avec un regard intelligent et clair, au teint légèrement olivâtre, les traits doux et le front têtu, est un Kabyle de Tigzirt. On le prendrait pour un paysan de Provence quand il porte casquette — ce qu'il fait presque toujours. Il était encore élève d'une école française quand il a pris volontairement du service « dans les travailleurs ». Il correspond régulièrement avec son instituteur qui s'intéresse à lui. On reconnaît l'influence de l'école dans sa politesse un peu gauche et ses révérences de séminariste.

Nous en avons fait un chef d'équipe. Bien qu'il n'ait que dix-neuf ans, ses hommes acceptent de bonne grâce sa supériorité. Il s'acquitte de sa tâche avec une grave attention... Seulement, par deux fois, il a manqué l'appel du soir et un matin on l'a surpris escaladant la grille de l'usine pour rentrer au cantonnement avant l'heure du travail. Je l'ai puni. Il n'a pas eu un seul mot de protestation. Il s'est incliné un peu plus profondément que d'habitude en disant : « Vous avez raison... »

Dehlsi, autre Kabyle, avait, depuis longtemps déserté son village quand il s'est engagé. Il était alors domestique d'hôtel dans un petit bled voisin d'Orléansville. Ce gros garçon un peu lourd fait preuve de bonne volonté. On est satisfait de lui. Il a une large face claire que ravagent des cicatrices de variole.... J'avais craint qu'il eût pris, dans son ancien métier, l'amour de la boisson. Aujourd'hui, je suis sûr qu'il est sobre. Tous les Kabyles ne le sont pas. Avant d'être ici, il a travaillé à Paris, dans une gare de chemin de fer. Il est fier de n'avoir jamais été puni. Il s'en vante dans un sabir bredouillé dont la conclusion ne varie jamais : « A Paris, sept mois... à Marseille, neuf semaines... Ici, quatre mois... Pas un seul jour de punition !... A présent... Cette année ?...» Et il exprime son ignorance de l'avenir et sa confiance relative en sa propre vertu par un geste d'incertitude qui signifie : « Dorénavant, qu'arrivera-t-il ?... Mektoub ! C'est écrit, mais je n'en sais rien ! »

L'immense Belal, le plus doux de mes hommes, épouvante les enfants, car la face de charbon luisante de ce nègre est couturée de terribles cicatrices courbes et régulières que l'on grava, dans son jeune âge, sur son front et ses joues, afin de l'embellir, au nom d'une sauvage esthétique. Il est très recherché des contremaîtres pour son assiduité patiente. Il travaille, il mange et il se couche. On ne l'a jamais vu passer différemment son temps. Si, par hasard, un ordre lui déplaît, il pousse un grognement, contracte ses cicatrices, roule ses petits yeux qui n'ont presque rien de blanc. Puis il hausse les épaules, se convainc lui-même et se met à l'ouvrage avec la placidité d'un bon bœuf résigné.

Tous mes nègres d'ailleurs justifient le dicton qui attribue à leur race la vertu du travail. Abderrhamane, un gringalet au teint de caramel, avec un visage et des gestes de singe, est d'une vigueur et d'une adresse étonnantes. J'admire l'égalité de son humeur et sa régularité à l'ouvrage. Brahim, large face chocolat, renfrognée et taciturne, est aussi imperturbable dans le travail que durant les profondes siestes dont il consume ses heures de repos.

Le blême Bouzouggar, maigriot comme un gavroche, offre un contraste parfait vis-à-vis de ces hommes de couleur. Toute l'intelligence qui paraît animer ses petits yeux gris ne lui sert qu'à combiner des prétextes pour s'exempter de l'ouvrage. Un gain très médiocre est la conséquence de ces trop fréquents chômages. La quinzaine terminée, il chicane son salaire, mais ne guérit pas sa paresse. Poli jusqu'à l'obséquiosité, quand il sollicite une faveur ou quand il est en faute, il se montre hargneux et querelleur dès qu'il croit découvrir un motif plausible pour se plaindre et récla-

mer. Il prétend qu'il était chauffeur d'auto du côté de Mostaganem. On le surnomme « l'interprète », parce qu'il est seul, dans son équipe, à parler le français. Il s'affuble de ce sobriquet comme d'un grade et prétend s'affranchir des corvées.

J'avais encore les inséparables Soffaïr et Guenibri. L'un grand, l'autre petit, mais deux têtes pareilles, couleur canelle, avec des yeux vacillants et endormis. Ces deux individus refusaient obstinément de travailler. Je n'ai jamais pu savoir l'ancien métier de Soffaïr. Guenibri se contentait d'assurer qu'il gagnait sa vie en jouant du violon. Il a tenté de satisfaire ici son goût pour la musique. Un soir ses camarades ricanaient autour de lui. Il serrait avec précaution sous sa paillasse une vieille casserole, une peau de lapin et un manche à balai. Grâce à ces matériaux, il confectionna une sorte de sauvage guitare à deux cordes. Et, depuis lors, du matin jusqu'au soir, accroupi sur son lit, il grattait son instrument qui geignait d'un pauvre son grêle.

Guenibri grattait sa guitare et Soffaïr dormait. A chaque réveil, on les trouvait ensevelis étroitement dans leurs couvertures. A la persuasion, aux menaces, ils opposaient, avec un grand calme, ce seul mot : « malade... malade... » On les conduisait à la visite de santé. « Reconnus » ou non, ils se recouchaient. Quand ils étaient punis, ils répétaient avec candeur, en prenant des airs de chien battu : « Malade... Meskine... Pourquoi toi faire des misères... ? » A la fin, j'ai prié le médecin de leur décerner un certificat d'inaptitude. Ce bon vieux docteur, les ayant longuement auscultés, les a déclarés impropres à tout travail, pour cause de « profonde déminéralisation ». Ils sont repartis pour leur bled.

A voir Bouamrane, qui fut charretier à Tlemcen, qui parle d'une voix rauque un pur français, et que je n'ai jamais vu vêtu ni coiffé à la mode musulmane, on douterait qu'il est Africain. Sa tête massive, mordue par le hâle plutôt que bronzée, ses yeux sombres et enfoncés, le pli serré de sa bouche large dénoncent une énergie intelligente. Cet homme robuste et à l'humeur égale, se montre vite habile dans des tâches diverses. Il vit à l'écart, prend des soins de propreté que dédaignent beaucoup de ses camarades. Il boit parfois du vin, mais ne s'enivre jamais.

Il me reste une triste catégorie de Kabyles. C'est avant d'être ici qu'ils avaient pris leurs affreuses habitudes d'ivrognerie. Atchchane, une incroyable tête de chat grimaçante, la lèvre fendue en bec-de-lièvre, est assez intelligent ; il parle le français avec un bagoût infatigable et un pur accent voyou. Il a été garçon d'écurie chez un docteur de Constantine — il dit cocher, — plongeur dans un restaurant, ouvrier agricole, guide pour touristes, distributeur de

programmes dans un cinéma. Présentement — les jours où il est disposé à travailler — il débossèle des douilles de 75 pour la « réfection ». Il a fait un stage à la cuisine. Son air débrouillard (je ne le connaissais pas encore), m'avait séduit. Le surlendemain de son entrée, mon « chef cuisinier », honnête gaillard de Marnia, solide Marocain au teint blanc, long nez charnu, la barbe fine, très noire, frisée en collier, m'accueille avec un air funèbre en agitant sa tête et en balançant sa cuiller à remuer les sauces : « Atchchane pas bon !... Atchchane mangé sucre, mangé confiture... toujours dormir, toujours commander... il dit lui veut pas éplucher pommes de terre... » Le soir même, Atchchane disparaît — c'était la paie.

On me dit qu'il s'est abominablement saoulé dans les tavernes d'un faubourg. J'ai prescrit des recherches. Le troisième jour, à l'appel du soir, je trouve Atchchane, respectueux et grimaçant un sourire, à la porte du local disciplinaire. Il attend, sa couverture pliée sous le bras, que je veuille bien l'enfermer...

Zoukhrane, autre type d'ivrogne, figure blême, pourtant intelligente, mais dont la boisson a déjà noyé le regard noir, est infatigable à la tâche les jours où il n'a pas d'argent. Mais on le trouve mêlé à toutes les bagarres, les soirs de paie.

Sachant lire et écrire, il rédige sans cesse d'innombrables suppliques sur les sujets les plus extravagants. Il me voit du matin au soir, mais, plusieurs fois par semaine, il m'adresse des lettres pleines de réclamations saugrenues et de compliments hyperboliques. Du ministère, du commandement de notre service, voire du Parquet, on me transmet ses plaintes « pour renseignements et avis ». Hier, il avait requis un châtiment contre un camarade qui l'aurait frappé. Aujourd'hui, il formule une réclamation en faveur du même individu victime d'une injustice imaginaire.

Kafaldji, coiffé de cheveux noirs frisés, dont le visage a des reflets de cuivre et dont les muscles ont des souplesses d'acier, est à moitié perdu par les mauvais exemples. Lui aussi vient de quelque cité littorale. Zélé, adroit, dévoué, poli le plus souvent, l'ivresse le rend, deux fois par mois, brutal et fou. Il refuse alors le travail, résiste aux ordres, insulte et frapperait n'importe qui...

La tranquillité laborieuse de mes fellahs me donne des compensations pour les écarts de mes ivrognes et l'inertie de mes « déminéralisés ».

Voici des Khammès de Marnia, de Martimprey et de Trézel.

Ce sont des hommes aux puissantes carrures, à l'aspect austère et recueilli, aux gestes lents et mesurés, aux teints de bronze ou de vieil ivoire.

Ces ruraux d'Algérie ont quitté leurs douars pour venir, sans transition, travailler dans cette usine. Ils n'ont jamais, jusqu'aujourd'hui, subi d'influence ou de contact européens. Ce sont les plus assidus, et relativement, les plus consciencieux de nos hommes.

Ben Rabah, beau type oriental au visage fin et blanc, à la barbiche très noire et soyeuse, avec des yeux limpides d'un étrange brun-roux, n'a jamais pris, je crois, un jour entier de repos, alors que beaucoup d'autres se réjouissent des occasions de chômage. Régulièrement, chaque mois, il m'apporte son argent pour que j'expédie un mandat à sa famille. Il envoie aux siens presque tout ce qu'il gagne.

Mimoun, berbère géant, aux mâchoires fortes, au front osseux et rocailleux, est obstiné à sa tâche. Il est adroit et observateur. Au bout de peu de temps, on a pu faire de lui un chauffeur.

Ben Ahmed, Ben Khelifa, Moktar, Mohammed Ould Lazar... tous ces laboureurs sont devenus de suffisants ouvriers. Craintifs et dociles (accoutumance peut-être du régime de la commune mixte), jamais ils ne s'écartent des règles imposées par notre discipline. Boussetta, qui est de leur catégorie, a des accès de vivacité. Il vient parfois se plaindre bruyamment. Tantôt il trouve que son salaire est trop faible pour le travail qu'il fournit. Un autre jour, il me présente sa main enflée et prétend ne plus pouvoir transporter les caisses pleines qu'il doit charger sur un wagon. Quelques bonnes paroles l'apaisent vite. L'instant d'après, je le vois qui travaille avec bonne volonté.

A présent qu'on les voit de près, quelle diversité de types, quelle variété d'hommes et de races dans ce groupement ! Mais aussi quelles identités de caractères, quelles ressemblances de moralité parmi ces Musulmans !

Il m'est presqu'impossible de savoir d'eux leur sentiment quant à leur condition présente. Tous demeurent renfermés ou évasifs. Ils éludent les réponses directes à mes questions. Ou bien, par une de ces formules dont j'apprécie aisément le degré de franchise et qui traduit la courtoisie de ces Orientaux, ils attribuent à mon intervention le contentement qu'ils peuvent trouver dans leur état actuel.

Je ne distingue pas, dans leur expression, de signes de mélancolie. Je n'en découvre pas non plus de satisfaction.

Ceux qui les connaissent bien, là-bas, en Algérie, se plaisent à dire que ces indigènes sont de grands enfants. Nous les voyons ici enfantins dans leurs heures de paresse, enfantins dans leurs

réclamations, enfantins même dans leur plus ou moins grande ardeur à travailler.

Deux mois environ après notre arrivée à l'usine, nous avons fêté l'ouverture du Rhamadan (comme nous y invitaient les instructions officielles). Avec l'aide reçue du directeur de l'Etablissement, nous avons amélioré assez sensiblement l'ordinaire. Pour que le repas du soir fût une modeste, mais substantielle diffa, nous avons, de notre mieux, tiré parti des ressources de l'approvisionnement local afin de satisfaire les goûts de nos Algériens. Mouton rôti, salade, pommes de terre frites. Nous avons soigné le dessert, sachant que nos Musulmans prisent fort les « douceurs » : cerises, raisins secs, confitures...

Nous fîmes quelques tours discrets autour des tables, pensant recueillir l'expression de quelque plaisir. Mais tous nos hommes se comportèrent à ce repas de fête, exactement de même sorte qu'à n'importe quel repas des jours de la semaine.

Le lendemain, j'ai voulu du moins savoir de quelques-uns si on les avait satisfaits. Aucun ne m'a laissé entendre quelque chose qui ressemblât à un remerciement ou à une assurance de contentement. L'un aurait préféré que l'on eût préparé le mouton en ragoût, l'autre qu'on eût servi une bête entière, en méchoui, selon l'usage des vrais diffas. (Combien, chez eux, parmi ces pauvres Khammès, n'eurent jamais que les rogatons, aux diffas qu'organisaient les riches de leurs tribus ?) A celui-ci les cerises déplaisaient. Celui-là eût préféré au raisin sec et à la confiture, des dattes et des figues qu'on avait — ils le savaient — essayé en vain de se procurer.

Plus tard, ils s'étonneront qu'on ne leur redonne pas, pour l'ordinaire de tous les jours, du mouton et du dessert.

Le café qu'ils désirent avoir plusieurs fois dans la journée, n'est jamais assez sucré, à leur goût. Je leur démontre qu'ils reçoivent intégralement la ration de sucre qu'allouent à chaque Français les décrets de restrictions. Ils me proposent alors ingénuement de leur donner cette ration en une seule fois pour le café du matin et de leur distribuer en remplacement, aux heures des « casse-croûte », des confitures ou autres friandises.

L'ouverture du Rhamadan coïncidait avec un jour de paie. Le lendemain, par faveur de la Direction des usines, tout le monde avait repos. Je croise à l'entrée du cantonnement quatre de mes travailleurs que j'hésite à reconnaître. Ils sont vêtus de superbes complets de confection tout neufs. Ils portent des faux-cols empesés et des cravates d'un vert, d'un violet ou d'un rose éclatants. De la pochette de leur veston sort le coin d'un petit mou-

choir de même teinte que la cravate. Ils sont chaussés de bottines de toile blanche, et, pour achever la transformation, ils ont adopté pour coiffure d'imposantes casquettes bleu marine ornées, au-dessus de la visière, d'un petit drapeau rutilant.

Ce sont mes citadins d'Algérie, qui ont appris l'élégance à Aïn-Témouchent, à Bougie ou à Sétif. J'évalue les frais d'une telle toilette. Chacun a bien dû dépenser trois ou quatre fois le montant de sa paie. Aucun n'avait pourtant d'économies.

Lors de la paie suivante, de violentes disputes me découvrent le mystère de ces folles dépenses.

Mes élégants ont fait aux Khammès économes d'importants emprunts usuraires, dont le remboursement à court terme est laborieux. Je suis obligé de calmer la fureur de Boussetta en lui avançant de ma poche un douro, car Bouzouggar, auquel il réclame son dû, endetté vis-à-vis de cinq ou six autres camarades, a déjà consumé sa quinzaine en distribuant des acomptes à ses créanciers les plus diligents.

...On me dit, en voyant passer ces « gentlemen » endimanchés : « Mais ils « s'assimilent », vos Africains ! » Hélas ! leur toilette démontre qu'ils sont plus que jamais des Orientaux. En d'autres lieux, ayant de l'argent en poche, ils se seraient parés de djebiras roses, de fins burnous, de turbans de soie fleuris. Ils s'accommodent de ce qui s'offre ici, et qui, à leur sens, dans le pays où ils vivent, rend l'homme beau.

Mes quatre « gentlemen », depuis l'ouverture du Rhamadan, prennent à peine le temps de manger. Dès que le travail du soir est achevé, ils dépouillent en hâte leur tenue d'ouvriers pour revêtir leur costume de ville... Mais je constate qu'Abdallah porte sous son beau complet une chemise qui ne connut pas la lessive depuis des mois, si elle la connut jamais ; que Bouzouggar se dispense de toute chemise. Quant à Dennès, il prend la résolution d'abandonner ses chaussettes dont le pied n'est plus qu'une loque repoussante, gênante surtout. Et, de ses souliers de toile blanche, il chausse à même ses pieds qui laisseraient croire qu'il est nègre si on n'apercevait pas son visage à peine bistré. Il considère d'ailleurs comme une intempestive brimade l'invitation que je lui adresse d'avoir à les laver sans délai. En enfouissant pêle-mêle dans son paquetage de crasseuses guenilles, il découvre un flacon d'eau de toilette de bonne marque, qui vaut bien dix-huit francs.

...Cependant, les Khammès, hommes frustes et sans luxe, continuent à revêtir sans façon leurs nippes régimentaires. Ils aiment la capote qui fait burnous à l'occasion. Ils gardent la chéchia que quelques-uns décorent d'un croissant et d'une étoile de métal doré

achetés dans un bazar. Il en est qui drapent leur chéchia de turbans qu'ils ont demandés au pays et qui leur arrivent dans des paquets postaux.

On a pris des dispositions exceptionnelles pour permettre d'observer le jeûne du Rhamadan. On sera libre de chômer le jour et de travailler la nuit. Des repas seront servis aux heures rituelles...

Le carême n'est qu'à son troisième jour, et je trouve mon personnel à peu près au complet, attablé et mangeant au repas de midi. Je m'étonne.

Akli, que j'ai toujours soupçonné d'être devenu libre-penseur dans les écoles françaises, m'explique la chose avec un petit sourire narquois. Par suite, me dit-il, d'un retard du service pour le repas précédant le lever du jour, ceux de ses camarades qui jeûnaient, ont dépassé, en s'alimentant, l'instant où l'abstinence doit commencer... Alors, ayant une fois « cassé » le Rhamadan, ils décident de le « casser » tout à fait... Je soupçonne cette explication d'être très peu sincère. Tous mes gaillards mastiquent flegmatiquement leur bœuf et font honneur, d'un cœur léger, aux copieuses rations de pois chiches agréablement rougies de « feul-feul ».

Non, pas tous. Il reste à l'écart Belkacem et Habbis. Mais ces deux-là jeûnent même quand ce n'est pas Rhamadan. Ils vivent de café et de pain. Depuis qu'ils sont ici, ils n'ont jamais voulu toucher à la viande, ni à aucun des autres mets dont tous leurs camarades s'accommodent volontiers.

Belkacem est un campagnard de Rovigo, à la figure bovine et pensive, un homme aux gestes lents et lourds. Bon travailleur exact et docile. Il m'a raconté plus de dix fois qu'il a été requis contre sa volonté et produit une confuse histoire selon laquelle son cheik l'aurait, pour de l'argent, substitué à un autre indigène de sa tribu. Il paraît qu'il est taleb dans son douar. Il est aussi, probablement, un peu marabout. Les camarades, dont il reste isolé d'habitude, lui témoignent une déférence assez froide. Ils le nomment « Si Belkacem » et non, comme ils font pour les autres, Belkacem tout court. Ce « Si », en la circonstance, me paraît être un titre de noblesse maraboutique.

Quant à Habbis, il est obscur parmi ses compagnons. C'est une sorte de nain boîteux dont l'ardeur au travail est des plus médiocres. Un jour que je le menaçais de le conduire dans le local (un cachot débonnaire) qui nous tient lieu de salle de police, il me suppliait de lui épargner ce désagrément en multipliant les contorsions de respect et se lamentait sur ce thème : « Moi mes-

kine... moi Marabout meskine... » Son état de marabout doit tenir de son imbécillité. C'est un cas de sainteté dans l'Islam. Il déploie une assiduité particulière à faire sa prière du soleil couchant. A ce moment, le travail n'est pas terminé. Il abandonne subrepticement sa tâche, puis, sa capote étendue en guise de tapis, il se prosterne indéfiniment, convaincu qu'on n'oserait jamais troubler sa dévotion pour le rappeler à l'ouvrage.

Habbis et Belkacem exceptés, je ne remarque chez aucun de mes travailleurs une pratique régulière des prescriptions usuelles des commandements islamiques.

Je songe ici surtout aux ruraux venus du bled, à ces fellahs transplantés d'emblée sur le terrain de nos usines, plutôt qu'aux malheureux dévoyés venus en France avec les vices qu'ils avaient contractés dans les bas-fonds des ports ou dans les quartiers mal famés des villes nord-africaines.

Ils avaient, sans vergogne, « cassé » le Rhamadan. Je crois que, sans tomber dans l'intempérance, aucun d'eux ne se fait scrupule de boire un verre de vin. Mais le vin est très cher. Ils ont adopté le cidre, boisson accoutumée du pays où nous sommes.

Le jour de notre arrivée, on éprouvait quelque difficulté à improviser un premier repas. Quelqu'un, mal informé des usages musulmans, insinua qu'on se procurerait aisément de la charcuterie. A ce mot, tous mes hommes se récrièrent bruyamment. Or, depuis ce jour-là, j'ai surpris plus d'un de mes Oraniens agrémentant son « casse-croûte » de saucisson, voire de boudin ou de pâté de porc qu'une auberge voisine débite aux ouvriers.

En même temps qu'ils ont renoncé au burnous, ils me semblent avoir, provisoirement, abdiqué les pratiques coraniques. Faut-il y voir un signe d'assimilation, d'évolution ? — Ce renoncement fut trop subit, trop unanime aussi. J'ai trop de preuves que leur mentalité n'est entamée en rien par l'influence de la vie française. Le Coran prévoit des exemptions de ses commandements pour les pèlerins, les voyageurs et les soldats. Mes hommes se considèrent peut-être comme des voyageurs ou des soldats.

⁂

Un officier interprète des Affaires musulmanes nous visite assez souvent. Il s'enquiert des besoins de nos hommes et les écoute avec bienveillance. C'est une petite chekaïa.

Ce sont toujours les mêmes qui s'approchent.

Ben Mohamed déclare qu'en vérité il est insuffisamment payé. A l'entendre, il ferait les plus pénibles des travaux. Personne, affir-

me-t-il, ne saurait être, autant que lui, respectueux de l'autorité, ni zélé à l'ouvrage...

Il place une main sur son cœur, élève l'autre vers le ciel, atteste « Sidi Abderhamane ». Il est étriqué et gêné dans ses gestes, parce qu'il est vêtu d'un raide « ciré » de matelot (il travaille en plein air et il pleut). Les draperies du burnous siéraient mieux à sa suppliante mimique... Il se trouve justement que ce Mohamed a reçu, la semaine précédente, une augmentation de cinq sous par jour. J'en informe l'officier... Mohamed en convient, se résigne, et, après un dernier salut, se remet au travail.

Timide et obséquieux, un nommé Larbi, petit homme déjà vieux, aux yeux étroits et maladifs dans une figure d'un brun cuit, fendue de rides, présente un petit croûton de pain qu'il dissimulait sous sa veste. Il affirme que c'est là toute sa portion d'un jour. J'indique à l'officier la quantité de pain que chaque homme reçoit quotidiennement. Il se trouve que cette quantité dépasse de cent grammes la ration officiellement prescrite. Je reçois l'ordre de faire pratiquer désormais des distributions de pain strictement réglementaires. Ainsi le mensonge d'un seul aura pour conséquence de diminuer la part de tous.

Athchane, qui tient à l'affût son museau de lièvre, avance et déclare qu'il ne saurait — quant à lui — se plaindre de ne pas recevoir assez de pain. Mais sa conscience est d'accord avec son estomac pour protester contre la maigreur et l'insuffisance de la soupe.

Nous sommes dans le voisinage des cuisines. Nous y entrons. Ahmed, le Marocain, cuisinier en chef, surpris par cette visite, se confond en saluts, soulève sa chéchia d'une main et brandit de l'autre une énorme fourchette à viande. Puis un large et fier sourire s'épanouit dans sa fine barbe noire. Avant que l'officier ait donné aucun ordre, il soulève le couvercle d'une marmite où bouillonne une soupe bien odorante et grasse. On aperçoit, à travers la vapeur, un superbe quartier de bœuf autour duquel nagent carottes, navets et pommes de terre.

Athchane est puni.

En sortant des cuisines, nous croisons une bande de grands gaillards bruns qui rentrent du travail. Ce sont Ben Rabah, Mimoun, Moktar... mes braves paysans que les « citadins » traitent volontiers de chaouïas. Ils ont de bonnes mines qui arrêtent l'attention de l'officier.

Ils n'en finissent pas de mélanger les révérences orientales à de maladroits saluts militaires. L'officier les met à l'aise en les interrogeant dans leur langue, sur un ton familier. Ils n'ont tous qu'une

réponse, en levant les bras pour l'attester : « M'leh !... M'leh !... M'leh !.... » (« Bon ! ») Je crois qu'ils exagèrent dans le souci de m'être agréables.

Le lendemain de cette inspection, je frôle une ombre qui paraissait m'attendre, dans le couloir d'accès au cantonnement. On me retient par les pans de ma capote. Je reconnais un nommé Kadour, individu assez neutre, calme et apparemment sournois qui n'a jamais attiré mon attention ni par ses écarts ni par son ardeur au travail. Il garde dans sa main le pan de mon vêtement, le porte à ses lèvres et me fait des révérences. Ensuite, il me tend un papier. Je distingue un billet d'un double douro... Je repousse le bonhomme avec sévérité.

Mais je reste intrigué. Hier, Kadour n'a présenté aucune réclamation au capitaine-interprète.

Je trouve l'explication de son geste d'offrande dans une lettre qui m'est transmise du commandement.

Je me souviens à présent que le contrat de ce Kadour devrait être expiré depuis plusieurs semaines. Mais, depuis son embauchage, il a été condamné par un conseil de guerre à quelques mois de prison pour je ne sais quelle faute. La date de son retour chez lui se trouve reculée de la durée de cette peine.

Dans la lettre qu'il a dictée à quelque camarade instruit et adressée au Ministère, il se plaint que je le garde arbitrairement à l'usine. Et il a ajouté ce singulier mensonge que je l'ai fait mettre en prison quand il me demandait de le laisser partir.



...En dehors des rapports obligatoires du travail, ils ne nouent aucune sorte de relations avec les ouvriers français. Leur vie est une vie d'attente et comme suspendue. Leur existence reste là-bas, dans les douars. Pourtant leur correspondance avec leur famille est extrêmement sommaire.

Ben Rabah me fait écrire tous les mois une lettre qu'il accompagne d'un mandat assez important.

— Que veux-tu dire chez toi ?

— Ce que tu voudras...

— Mais c'est pour toi que j'écris...

— Dis que je suis en bonne santé, que je me plais ici... bien nourri, bien couché, bon travail, bien payé...

— ...Et puis ?

— ...C'est tout. Le bonjour aux parents, aux amis, aux voisins... Jamais rien de plus précis.

Je sais qu'il y a parmi eux des « taleb » qui se font écrivains

publics et rédigent des lettres en arabe. Mais le contenu de celles-là est tout aussi élémentaire.

Cependant, Mimoun, après avoir déposé sur ma table, douro par douro, la somme qu'il veut faire parvenir à sa sœur, désire que l'on spécifie à celle-ci à quel usage est destiné l'argent :

— Dis-lui qu'elle achète une vache... ou des moutons. Ce qu'elle trouvera de plus avantageux.

On m'apporte, pour les traduire ou pour les lire, les lettres arrivées du pays. Leur contenu est assez monotone et je suis assez accoutumé à leurs humbles phrases pour que j'en puisse, de mémoire, reconstituer ou recomposer quelques types, exemples impersonnels, mais suffisants pour montrer ce que seraient des lettres véritables que je recopierais.

Tous les trois mois environ, Moktar reçoit de sa mère veuve, à laquelle il transmet assez fidèlement ses économies, une lettre aussi brève que celle-ci :

« Cher fils, envoie un peu d'argent pour acheter un peu de vêtement. Je suis complètement toute nue, c'est-à-dire que j'ai pas seulement une gandourah pour me couvrir. Je compte sur toi, cher fils, pour m'envoyer un peu d'argent. Je suis encore toujours malade. Cher fils, je te recommande de ne pas recommencer (ton engagement) aussitôt que tu auras fini les six mois... »

J'évalue que chacun de mes hommes expédie mensuellement, en moyenne, soixante francs au pays. A supposer qu'il en soit ainsi dans tous les groupements de France et que le nombre de travailleurs soit de 50.000 (1), ce serait trois millions qui se répandraient chaque mois dans ces mechtas et dans ces douars où l'on est accoutumé à vivre de peu...

Mais Embarek apprend avec tristesse que pendant qu'il travaille loin du pays, ses frères mènent là-bas une vie de paresse et dilapident ce qui devrait servir au bien-être de la famille :

« Mon cher fils, tu ferais bien de ne pas envoyer d'argent, car tes frères le dépensent. Nous cherchons pas l'argent, nous voulons ta figure. Tu ferais bien, et tu aurais complètement ta santé, de ne pas recommencer l'engagement. L'argent que tu as envoyé, aucune économie n'a été faite. Tes frères ont dépensé tout l'argent. N'envoie pas, surtout. Et c'est ta mère qui te le recommande. »

Le souci de l'argent domine tous les autres. Les plus sérieux événements de famille ne trouvent place qu'au second plan :

« Mon cher fils Mohamed, expose un père, j'ai l'honneur de vous

(1) J'imagine ce chiffre sans prétendre lui donner aucun caractère de précision. Je crois pouvoir dire d'ailleurs qu'il est bien inférieur à celui que découvrirait une exacte statistique.

écrire cette lettre pour rendre ma réponse. Cher fils, nous avons reçu l'argent que tu as envoyé. Les cent vingt francs. Ça veut dire les deux mandats. Chez nous il y a la misère à cause des marchandises qui sont chères. Ecoute, Mohamed, ta mère est gravement malade. Un jour, nous croyons qu'elle est morte. Si tu as un peu de reste, tu n'as qu'à envoyer quelques sous pour acheter des étoffes. Rien à te dire pour le moment.

« Il faudra envoyer ta photographie et nous avertir combien de temps qu'il te reste pour venir. Ecoute, mon cher fils, c'est bien, tu penses à ta famille. C'est bien, ça. Maintenant, écoute, il faut regarder à ton arrivée à la maison et faire un peu d'économies.

« Bien le bonjour de toute la famille, grands et petits, et de tous ceux qui t'aiment de bon cœur...

« P.-S. — Envoie un cadeau à ta nièce. Je te dirai qu'à T... il tombe de la neige. »

Ben Khelifa reçoit une missive où il est question de la vente d'un terrain, des difficultés de l'existence, du prix des céréales, et que termine ce *post-scriptum* :

« Dans ma dernière lettre, je te disais que ta femme avait eu une fille. Depuis, la petite elle est morte. »

...Je sais qu'un certain Saïd a des soucis domestiques. Sa femme le menace de quitter le gourbi conjugal si l'époux ne lui adresse pas d'argent. Saïd invite sa mère à retenir l'épouse sous son toit, mais il n'envoie pas de mandat. Voici ce que la mère répond :

« Mon cher fils, tu me dis dans ta lettre que ta femme *il* est partie. Qui t'a dit ça ? Ta femme *il* est à la maison comme avant ou mieux encore. Si avant nous disputons, maintenant, non. Si avant elle sort avec toi, maintenant, elle veut allez chez sa sœur, je vais avec elle ; si elle veut acheter quelque chose, je lui achète. Je l'aime mieux que quand tu es là. Elle couche avec moi. Tu y as rien à craindre.

»... Tu dis que ta femme est partie. Si tu y envoyais pas d'argent, elle s'en va.

» Tu seras homme, toi, sans cœur d'Alger, sans cœur de France. Tu penses pas à tes sœurs qui sont sur ma charge, et le loyer est cher et il faut payer tes dettes.

» ...Plus rien à te dire que le bonjour...

(Post-scriptum) : « Envoie l'argent ou ta femme elle s'en va. »

Hélas, quand arrive cette lettre, nous sommes au lendemain de la paie et Saïd n'a plus un centime. C'est ainsi à chaque quinzaine. Ce grand gars svelte, au teint clair, à la fine moustache noire, a facilement conquis une des beautés vénales qui rôdent le soir aux

abords des usines. Une générosité de pacha accompagne sa passion. La fille le dépouille de tout l'argent qu'il gagne.

Mais il persiste à faire écrire des lettres véhémentes afin d'obtenir que sa mère retienne en son logis l'épouse impatientée.

⁂

... Je sens que leur âme est immuable. Ils passent au milieu de nous drapés dans une épaisse indifférence. Ils vont dans notre activité sans être émus de rien. Notre agitation les entoure et ne les entraîne pas. Ils n'éprouvent pas de curiosités, ne manifestent pas d'étonnements.

Aucun de mes hommes, venus tout droit du bled, ne s'exprime en français mieux qu'il y a dix mois.

Ils forment, il est vrai, une minuscule colonie complètement à l'écart de la population française.

Ils n'ont pas d'occasion de penser ni d'agir autrement que selon les traditions de leur race. Notre régime est celui de la caserne ou plutôt du camp. Notre organisation de guerre fut trop improvisée pour que l'on pût tenter une œuvre éducative en parallèle avec la production d'un rendement utile.

Du moins, l'expérience actuelle permet pour l'avenir de raisonnables espérances.

Hors de l'usine et du camp, nos hommes n'avaient pour occuper leurs loisirs que les cafés maures et les salles de réunions annexés aux cantonnements et tenant lieu, pour eux, des coopératives et des cantines qui accueillent les soldats. Dans la ville, ils rencontraient les tentations qui s'offrent à tous les hommes humbles, dont l'âme est fruste et qui n'ont pas de foyers.

Ils ont accompli utilement leur tâche. Par les mœurs et par l'âme, ils sont, pour la plupart, tels qu'ils étaient au jour où ils sont arrivés.

Quel résultat meilleur aurait-on espéré d'une telle expérience ?

J'ai confiance que demain ils resteront pour nous d'humbles et utiles collaborateurs. Quand une organisation prudente et souple élargira pour eux la discipline dont l'état de guerre imposait la nécessité, quand une sélection facile désormais éliminera dès l'abord les individus incapables ou dépravés, leurs mœurs se conformeront à notre vie et leur conscience, peut-être, s'ouvrira à nos sentiments.

Aujourd'hui, des militaires français, venus des corps d'Afrique, les encadrent, mais dont la tâche se borne à les surveiller au camp, à les remettre aux mains de leurs chefs de chantiers, puis à les ramener quand le travail finit.

Le principe de les encadrer de Français algériens doit être

conservé. La présence auprès d'eux est indispensable sans cesse d'une autorité qu'ils respectent et qui les comprend. Ces surveillants devraient les suivre aussi bien au travail que pendant le repos. Ici, pour les diriger avec bienveillance, les engager vers ce qui, dans nos mœurs et notre genre de vie, est favorable à leur bien-être et à leur moralité ; là, pour les stimuler, pour dissiper la nonchalance qui les envahit quelquefois, pour les maintenir actifs par la persuasion et par une discipline tantôt amicale, tantôt énergique, mais toujours équitable et clairvoyante. Un homme qu'ils estiment juste est assuré de leur respect et de leur obéissance.

... La fin du onzième mois me fournit une épreuve bien plus décisive qu'auraient pu l'être les enseignements dont me privaient leur réserve méfiante et la dissimulation naturelle de leur caractère.

Les contrats annuels arrivent à expiration. Nos hommes ont la faculté de signer un nouvel engagement ou de rentrer dans leur pays. Une sourde effervescence se remarque dans le groupement.

Athchane, Zoukhrane, presque tous leurs compagnons de beuveries sont bien décidés à partir. Ils manifestent une grande joie d'en avoir terminé avec leurs obligations de travail. Je ne me félicite pas moins de leur départ. On m'affirme, du reste, qu'ils se garderont de traverser la mer. A Marseille, me dit-on, ils signeront un autre contrat. Ces hommes ont des instincts nomades et sont avides de changement.

Les fellahs restent silencieux. Je vais savoir s'ils éprouvent de la nostalgie. J'attends, car il serait maladroit de vouloir pressentir leur décision.

Les nègres se présentent les premiers pour signer. Cette formalité s'accomplit par l'apposition de leurs deux pouces imprégnés d'encre grasse sur la feuille de papier. Ils reçoivent en prime des sommes d'argent assez fortes. Ils font des achats et expédient des mandats au pays.

L'un après l'autre, comme en cachette, ou par groupes de deux ou trois, se présentent au bureau Azzoug, Oualdi, Youcef, paysans de l'Aurès ou des Bibans. Ils me demandent de ne pas révéler leur résolution, car Zoukhrane le débauché et ses amis mènent campagne, paraît-il, contre les rengagements et excitent leurs camarades à les suivre dans le départ.

L'Oranie hésite. J'interroge Ben Khelifa. Il secoue les épaules, écarquille ses larges yeux marrons et me dit : « ...sais pas ! » avec un énigmatique sourire qui me laisse croire pourtant que cet homme va rester. Je sens que ses camarades et lui délibèrent. Ils tiennent dans la chambrée des assemblées secrètes. Mimoun et Ben Mohamed songent à partir. D'autres désirent se rengager ; mais ces

fellahs des confins marocains sont solidaires. Tous resteront ou bien ils s'en iront ensemble.

Ils vont rester. Ils entrent au bureau, au sortir du travail, noirs de charbon, les dents luisantes et les yeux brillants, solennels et graves. Avec lenteur et force, ils écrasent sur le papier l'empreinte de leurs pouces, puis ils s'en vont à petits pas, en comptant les billets bleus qu'ils emportent.

Aucune confidence de leur part ne m'aurait appris leurs sentiments aussi clairement que me les révèlent le geste par quoi ils ont scellé de leur empreinte digitale leur contrat d'embauchage.

Ces hommes ne profitent pas de la liberté qui leur est permise de retourner au pays — quittes à revenir plus tard en signant là-bas un nouveau contrat ; donc ils sont satisfaits de leur condition et de leur genre de vie. Pas un seul même ne réclame la permission d'un mois qu'ils peuvent obtenir. Leur exil laborieux leur est assurément supportable, puisqu'ils acceptent de leur plein gré de le subir encore durant de longs mois.

Je crois que ceux qui se rengagent restent de bon cœur, satisfaits du traitement qu'on leur donne et des forts salaires qu'ils reçoivent.

Car aucune crainte n'a fait hésiter ceux qui éprouvaient le besoin de revoir le pays : les vieux, que j'avais toujours vus taciturnes et sombrement résignés, et puis ceux qui, comme Si Belkacem, taleb et marabout, prétendaient avoir été engagés contre leur volonté ; ceux-là, depuis longtemps, ont bouclé leur paquetage ; rien ne les retiendrait. Quand je leur annonce la date à laquelle partira le convoi qui doit les rapatrier, un rayon intérieur éclaire leur figure obscurément fermée à l'ordinaire.

...Le groupement, réduit et épuré, s'est remis au travail avec la régularité silencieuse d'autrefois.

Je demande à Ben Rabah : « Tu ne regrettes pas d'être resté ? Tu n'envies pas ceux qui vont revoir leurs frères, leurs enfants ? »

Il pousse un soupir, sourit, étend le bras d'un geste qui exprime son fatalisme : « Mektoub ! » et il dit : « ...après la guerre... comme vous autres, les Français !... »

— Et, après la guerre, si tu es libre de revenir, puis de vivre ici à ta guise, de partir quand tu en auras envie, reviendras-tu ?

Il réfléchit, hoche la tête, fixe ses yeux sur les miens et dit : « Peut-être ! »

Un petit groupe s'est formé autour de nous. C'est l'heure de la soupe. Chacun s'installe devant sa ration dans le réfectoire.

— Et toi, dis-je à Bouamrane que je sais célibataire et sans famille, reviendras-tu ?

— Moi ? Je ne repars plus ! me répond-il carrément de sa voix

rauque. Je reste en France... et, après la guerre, je me marie avec une Française...

Je ne sais s'il plaisante ou parle sérieusement.

Mais Dehlsi, gros Kabyle au visage mitraillé de variole, de son sabir grasseyant, s'écrie à son tour : « Moi non plus, je ne retourne pas *dans* l'Algérie... Je veux trouver une femme *dans* la France... »

Quelques-uns sourient, narquois.

Mais le fin Akli, ce jeune Kabyle intelligent, élève d'une école française, les regarde gravement et dit, en se tournant vers moi :

— « Pourquoi pas ?... Ne pourrions-nous pas nous établir ici et nous marier avec des Françaises ? Serait-ce la peine d'avoir vécu et travaillé en France, pour retourner là-bas vivre avec une Kabyle ?... Nous ne sommes plus des Kabyles, nous autres. Nous sommes des Français !... »

Je me retourne vers Ben Rabah : « Si tu reviens, après la guerre, voudrais-tu emmener avec toi, pour les installer ici, ta femme et tes enfants ? » Il sourit et reste silencieux, surpris par une question à laquelle n'a jamais songé ce fellah du bled oranien...

Mohamed ben Ali, brave et laborieux Kabyle, colporteur dans son pays, déclare : « Moi, bien avant la guerre, je voulais venir en France. Mon père m'en empêchait. Je suis parti, un jour, en disant que je n'allais qu'à Alger. Là je me suis engagé... Je suis marié et j'ai trois enfants. Aussitôt la guerre finie, je m'en vais les chercher et je reviens avec eux pour m'installer en France... C'est bien décidé ! »

— ... Et toi, Ben Rabah ? Tu ne m'as pas répondu. » Il réfléchit encore, considère Mohamed dont la ferme résolution paraît l'émouvoir. Il élargit ses yeux et balance sa tête. Il semble penser : « Après tout, la chose n'est peut-être pas aussi extravagante qu'elle le paraît... » Il se décide enfin à parler :

— « J'emmènerais peut-être *la* femme... si elle voulait... »

— « Et tu la ferais vivre comme les Françaises ? ».

...Mais il faudrait à Ben Rabah de bien longues et profondes réflexions pour répondre à cette dernière question. Il va s'asseoir devant sa gamelle, me regarde, se demandant peut-être si j'ai voulu l'entretenir sérieusement ou plaisanter à ses dépens. Il médite et se met à manger.

....Tout est mystère encore, pour nous, dans l'âme de ses hommes...

Le fruit de l'expérience que fut leur collaboration dans l'œuvre de la guerre contient assez d'enseignements pour que nous espérions qu'avec profit, pour eux comme pour nous, ils restent réunis aux travailleurs de France, dans l'œuvre nouvelle que la Victoire vient enfin d'ouvrir. YVON E. NORVÈS.

L'Homme américain

UN INÉDIT D'OSCAR WILDE

Comment présenter cette page d'humour à nos lecteurs, sinon comme un spécimen de ce genre d'esprit que Wilde prodiguait, dans les salons et les journaux, à l'époque de sa splendeur ? Cet article fut écrit dans le Court and Society Review, *n°* 145, *du* 13 *avril* 1887. *Jamais réimprimé en Angleterre, il a été sorti de l'oubli par le fervent bibliophile wildien qu'est M. Stuart Mason, editor de* la Bibliography of Oscar Wilde, *et nous croyons au moins amusant de le traduire ici, pour la première fois, à l'heure où l'Homme Américain, qui est venu par millions pour défendre la Liberté attaquée, va participer de plus en plus à la vie sociale et mondaine de la vieille Europe.*

Qu'on accepte donc ce spirituel portrait, entièrement inédit chez nous, d'abord pour son intérêt essentiellement anecdotique et rétrospectif et ensuite, aussi, pour certaines observations très fines d'un psychologue homme d'esprit. — C. G.-B.

L'une de nos plus gentilles Duchesses demandait l'autre jour à un voyageur distingué s'il existait réellement une telle chose qu'un homme américain, expliquant, comme la raison de sa question, que, bien qu'elle connût un grand nombre de fascinantes Américaines, elle n'avait jamais rencontré un père, grand-père, oncle, frère, mari, cousin ou même un simple parent mâle de quelque genre que ce soit.

La réponse exacte que reçut la Duchesse ne vaut pas la peine d'être rapportée ; elle prit la forme d'une information utile et exacte. Mais il n'y a point de doute que le sujet soit extrêmement intéressant, démontrant, comme il le fait, cette chose curieuse que, en ce qui concerne la société mondaine, l'invasion américaine a été d'un caractère purement féminin. A l'exception du ministre des Etats-Unis, personnage toujours le bienvenu partout où il va, et d'un « lion » ocasionnel de Boston ou du Far West, il n'est point d'homme américain ayant une existence sociale à Londres.

Ses compatriotes-femmes, avec leurs merveilleuses toilettes et leur dialogue encore plus merveilleux, étincellent dans nos salons et font le charme de nos dîners ; nos gardes sont les captifs de leur teint brillant et nos beautés jalouses de leur finesse d'esprit ; mais le pauvre homme américain reste continuellement dans l'ombre et ne s'élève jamais au-dessus du niveau du touriste. De temps en temps, il fait une apparition au Parc, offrant une étrange silhouette dans sa longue redingote de drap noir lustré et son intelligent chapeau de feutre mou ; mais son endroit favori c'est le Strand et l'American Exchange son idée du ciel. Lorsqu'il ne

se balance pas dans un rocking-chair avec un cigare, il déambule le long des rues avec un sac en tapisserie, s'approvisionnant gravement de nos produits et essayant de comprendre l'Europe au moyen des étalages des magasins. Il est l'homme sensuel moyen de M. Renan, le Philistin de la classe moyenne de M. Arnold. Le téléphone est sa pierre de touche de la civilisation et ses rêves utopistes les plus extravagants ne dépassent pas les *elevated railways* et les sonnettes électriques. Son principal plaisir est de tomber sur un étranger confiant ou quelque campagnard sympathique et de se livrer à son petit jeu national des comparaisons. Avec une naïveté et une nonchalance qui sont absolument charmantes, il comparera gravement le palais de Saint-James au grand *dépôt* central de Chicago ou l'Abbaye de Westminster aux Chutes du Niagara. Le volume est son canon de beauté et la taille son étalon d'excellence. Pour lui la grandeur d'un pays consiste dans le nombre de kilomètres carrés qu'il contient ; et il ne se lasse jamais de dire aux garçons de son hôtel que l'état du Texas est plus grand que la France et l'Allemagne réunies.

Cependant, dans l'ensemble, il est plus heureux à Londres que partout ailleurs en Europe. Ici, il peut toujours faire quelques connaissances et, en général, il peut parler la langue. A l'étranger, il est terriblement dépaysé. Il ne connaît personne et ne comprend rien ; il erre à droite et à gauche d'une façon mélancolique, traitant le Vieux Monde comme s'il était un magasin de Broadway et chaque ville comme un comptoir où il peut échantillonner des produits en toc. Pour lui l'Art n'a pas de merveille, la Beauté de signification et le Passé de message. Il croit que la civilisation commença avec l'introduction de la vapeur et contemple avec mépris tous les siècles qui n'avaient pas d'appareils à eau-chaude dans leurs maisons. La ruine et la décadence des Temps n'a point de mélancolie à ses yeux. Il se détourne de Ravenne, parce que l'herbe y croît dans les rues, et il ne peut trouver aucun charme à Vérone, parce qu'il y a de la rouille sur ses balcons. Son seul désir est de mettre toute l'Europe en complète réparation. Il est sévère pour les Romains, qui ne veulent pas recouvrir le Colisée d'une coupole de verre et utiliser ce monument comme un magasin de nouveautés. En un mot, il est le Don Quichotte du bon sens, car il est si utilitaire qu'il n'en est plus du tout pratique. Comme compagnon de voyage, il n'est pas désirable, car il paraît toujours déplacé et s'ennuie. A vrai dire, il mourrait d'ennui s'il n'était en constante communication télégraphique avec Wall Street et la seule chose qui puisse le consoler d'avoir perdu une journée dans un musée, c'est un exemplaire du *New-York Herald* ou du

Boston Times. Finalement, ayant tout regardé et rien vu, il retourne dans son pays natal.

Là, il est délicieux. Car la chose étrange dans la civilisation américaine, c'est que les femmes sont plus charmantes quand elles sont loin de leur propre pays et les hommes plus charmants quand ils sont *at home.*

Chez lui, l'homme américain est le meilleur des compagnons et le plus hospitalier des hôtes. Les jeunes gens sont particulièrement agréables, avec leurs beaux yeux brillants, leur infatigable énergie, leur amusante sagacité. A un âge où nous sommes encore des *boys* à Eton ou des *lads* à Oxford, ils pratiquent quelque profession importante, gagnant de l'argent dans quelque affaire complexe. L'expérience réelle leur vient à ce point plus tôt qu'à nous, qu'ils ne sont jamais gauches, jamais timides, ni ne disent jamais de choses sottes, si ce n'est lorqu'il demandent la différence entre l'Hudson River et le Rhin ou si le pont de Brooklyn n'est pas réellement plus remarquable que le dôme de Saint-Paul. Leur éducation est tout à fait différente de la nôtre. Ils connaissent les hommes beaucoup mieux qu'ils ne connaissent les livres et la vie les intéresse plus que la littérature. Ils n'ont le temps d'étudier que les cours de la bourse, le loisir de lire que les journaux. A vrai dire, ce ne sont que les femmes en Amérique qui ont des loisirs ; et, comme résultat nécessaire de ce curieux état de choses, il n'est point douteux que, d'ici un siècle, toute la culture du Nouveau-Monde soit en jupes. Toutefois, quoique ces jeunes spéculateurs avisés puissent ne pas avoir de culture, dans le sens où nous l'entendons, c'est-à-dire comme la connaissance de ce qui s'est pensé ou dit de mieux dans le monde, ils ne sont nullement ennuyeux. Il n'existe point une telle chose qu'un Américain stupide. De nombreux Américains sont horribles, vulgaires, importuns, tout comme beaucoup de gens anglais ; mais la stupidité n'est pas un de leurs vices nationaux. En réalité, en Amérique, il n'y a rien à faire pour un sot. Ils exigent des cerveaux, même chez leurs cireurs de bottes, et ils les trouvent.

Quant au mariage, c'est l'une de leurs plus populaires institutions. L'homme américain se marie de bonne heure et la femme américaine se marie souvent et ils s'entendent très bien tous les deux. Depuis sa jeunesse, le mari a été élevé à tout faire et son respect pour le beau sexe comporte une nuance de chevalerie obligatoire ; tandis que la femme exerce un despotisme absolu basé sur l'assertion féminine et tempéré par le charme féminin. Dans l'ensemble, le grand succès du mariage aux Etats-Unis est dû en partie au fait qu'il n'est point d'homme américain oisif et en

partie au fait qu'il n'est point d'épouse américaine considérée comme responsable de la qualité des dîners de son mari. En Amérique, les horreurs de la domesticité sont absolument inconnues. Il n'y a pas de scènes au sujet de la soupe, ni de querelles au sujet des entrées et comme, par une clause insérée dans tous les contrats de mariage, le mari s'oblige solennellement à n'employer que des chemises avec cols, l'une des principales sources de désaccord dans les ménages ordinaires, le bouton de faux-col, est absolument supprimé. L'habitude aussi de résider à l'hôtel ou dans des pensions de famille supprime toute nécessité de ces fastidieux tête-à-tête qui sont le rêve des couples fiancés et le désespoir des hommes mariés. Si vulgarisante que soit une table d'hôte, elle est du moins préférable à cet éternel dialogue à propos de notes et de bébés auxquels sont si souvent condamnés Benoît et Béatrice, lorsque l'un a perdu son esprit et l'autre sa beauté. Même la liberté américaine du divorce, si contestable qu'elle puisse être par de nombreux côtés, a du moins le mérite d'apporter dans le mariage un élément de romanesque incertitude. Lorsque les couples sont liés ensemble pour la vie ils considèrent trop souvent les bonnes manières comme un simple superflu et la courtoisie comme une chose inutile ; mais lorsque le lien peut facilement être rompu, sa fragilité même fait sa force et rappelle au mari qu'il doit toujours plaire et à la femme qu'elle ne doit jamais cesser d'être charmante.

Comme conséquence, ou, peut-être, en dépit de cette liberté d'action, les scandales sont extrêmement rares en Amérique et, s'il s'en produit un, si suprême est l'influence féminine dans la société que c'est à l'homme qu'on ne pardonne jamais. L'Amérique est le seul pays au monde où Don Juan n'est pas apprécié et où l'on a de la sympathie pour Georges Dandin.

En résumé, par conséquent, l'homme américain chez lui est une personne très digne. Il n'y a que sur un point qu'il est désappointant. L'humour américain est une simple histoire de voyageur. Il n'a pas d'existence réelle. A vrai dire, loin d'être humoriste, l'homme américain est la créature la plus anormalement sérieuse qui ait jamais existé. Il parle de l'Europe comme étant vieille, mais c'est lui qui n'a jamais été jeune. Il ne connaît rien de l'irresponsable légèreté de cœur de l'enfance, de la gracieuse insouciance de l'esprit animal. Il a toujours été prudent, toujours pratique et il paie une lourde amende pour n'avoir jamais commis d'erreurs. Il n'est que juste d'admettre qu'il peut exagérer, mais même son exagération a une base rationnelle. Elle n'est pas fondée sur l'esprit ou la fantaisie ; elle ne jaillit pas d'une ima-

gination poétique ; elle est simplement un essai sérieux de la part de la langue à garder le pas avec la superficie énorme du pays. Il est évident que lorsqu'il nous faut vingt-quatre heures pour traverser une seule paroisse et sept jours de chemin de fer pour remplir un engagement à dîner dans un autre Etat, les ressources ordinaires du langage humain sont tout à fait insuffisantes pour l'effort auquel il est soumis et de nouvelles formes linguistiques ont dû être inventées, de même qu'on a dû recourir à de nouvelles formes de descriptions. Mais ce n'est rien de plus que l'influence fatale de la géographie sur les adjectifs ; car l'homme américain n'est certainement pas d'une nature humoristique. Il est vrai que lorsque nous le rencontrons en Europe sa conversation nous fait éclater de rire ; mais c'est seulement parce que ses idées sont absolument incongrues dans le milieu européen. Mettez-le dans son propre milieu, dans la civilisation qu'il s'est faite et la vie qui est l'œuvre de ses mains, et les mêmes observations n'éveilleront même pas un sourire. Elles seront tombées au niveau du tourisme banal ou de la remarque sensée ; et ce qui paraissait un paradoxe lorsque nous l'entendions à Londres devient une platitude lorsque nous l'entendons dans le Milwaukee.

L'Amérique n'a jamais tout à fait pardonné à l'Europe d'avoir été découverte un peu plus tôt qu'elle-même dans l'histoire. Cependant, comme ses obligations envers nous sont immenses ! Comme sa dette est énorme ! Pour gagner une réputation d'humour, il faut que ses hommes viennent à Londres ; pour être fameuses par leurs toilettes, ses femmes doivent faire leurs achats à Paris.

Cependant, malgré que l'homme américain ne puisse être humoriste, il est très certainement humain. Il a parfaitement conscience du fait qu'il il y a une grande somme de nature humaine dans l'homme et il essaie d'être agréable à tout étranger qui met pied sur son rivage. Il est affranchi sainement de tout préjugé vétuste, considère les introductions comme une sotte relique de l'étiquette médiévale et fait sentir à tout visiteur de passage qu'il est l'hôte honoré d'une très grande nation. Si la jeune fille anglaise le rencontre, elle l'épousera ; si elle l'épouse, elle sera heureuse. Car, bien qu'il puisse être brusque en manières et manquer de cette pittoresque insincérité qui fait le romanesque, il est invariablement aimable et prévenant et a réussi à faire de son pays le Paradis des Femmes.

Ceci, toutefois, est peut-être la raison pour laquelle, comme Eve, les femmes ont toujours si hâte d'en sortir.

OSCAR WILDE.

(*Traduction de Cecil Georges-Bazile.*)



A travers la Quinzaine

L'Ecroulement

C'est la fin. La façade, atteinte la dernière, qui masquait encore les ruines adverses, s'écroule par larges pans. Quelques mois, quelques semaines, après tant de mois et tant de semaines, pour que tout s'accomplisse, et, au moment où vous lisez ceci, les armes déposées, vous entendez déjà la vaste rumeur de la paix.

Quel spectacle! quelle leçon! Il faudrait la parole d'un Bossuet pour dépeindre ces grandeurs et ces déchéances. Il ne manquerait pas de montrer, à travers tant de misère, tant d'orgueil, tant de sang et tant de sottise, la suite d'une sagesse supérieure à la nôtre et les traits d'une main que nous devons honorer sans la jamais voir. Nous nous bornerons, nous, à des propos plus accessibles et plus humains.

Ce qui s'effondre, c'est un rêve de domination. Il a fallu, et les Allemands qui se croyaient si bons historiens l'ont oublié, il a fallu que le monde fût bien petit pour qu'une cité l'asservisse et on ne se hasarde plus sans dommage, après Christophe Colomb, à jouer à l'empereur romain. Ce rêve a brisé des têtes plus solides que celle de Guillaume! Il eût dû se souvenir du cercueil de Charles-Quint, de l'agonie de Louis XIV et du dernier lit de Napoléon. Où le génie, où la réalité n'a pu parvenir, que fera le simulacre?

A la loi d'unité a succédé la loi d'équilibre et espérons avec prudence qu'un nouveau pas est prêt d'être franchi et que nous allons passer de la balance instable des forces à la permanence de leur total.

Nos ennemis n'ont pas marché avec leur temps. Ces révolutionnaires étaient des rétrogrades. Ils ont cru comme Alcibiade, et avec moins de raison, qu'il leur suffisait de s'attribuer la supériorité sur les autres peuples pour avoir le droit de se les soumettre par tous les moyens. Ils nous ont traités un peu comme ils traitaient leurs nègres — ici toutefois ne crions pas trop fort — ils ne se sont pas rappelé que nous nous étions mis, pleins de complaisance à leur école, et que nous y étions devenus capables de fabriquer, à défaut de 420, des 75 et quelques aéros.

Ils parlent de démocratie, mais ils ignorent le sens profond de ce mot, si ridicule, en effet, quand on le prend à la lettre. Ils se croient modernes parce qu'ils utilisent un outillage perfectionné. Mais ils n'ont que les vices du jour et ils sont restés étrangers à cette transformation intime qui a tenté d'affranchir l'homme de toute tyrannie. Ils ne savent pas que depuis ce 89 qui a si mal tourné, depuis quelques années plus haut, peut-être, une voix a parlé si clair dans la conscience, que la force seule ne suffit plus à se légitimer.

Ils s'écroulent parce qu'ils sont des Barbares, parce qu'ils constituent, pour parler leur langue, une survivance, et que l'aile des temps nouveaux ne les a touchés qu'en surface. Leurs pères n'ont eu qu'à balayer un empire décrépit : ils ont ignoré, eux, qu'ils s'en prenaient au monde.

Et ce n'est pas seulement parce qu'il a coalisé contre soi tous les vouloirs humains que s'abîme leur édifice d'iniquité. Certes, s'ils n'avaient pas gardé cette même cécité du barbare, ils eussent discerné qu'ils ne regroupaient pas en vain les énergies qui n'étaient point la leur. A la rigueur, pourtant, munis de leur foi, une règle mathématique ne les eût point effrayés. Ils oublièrent que leurs ennemis disposaient de cet enfant des anciens jours, débile encore et à peine retrouvé, mais déjà tout-puissant : le Droit.

Ils sont battus enfin parce qu'ils ont tort et nous triomphons parce que nous avons raison. Prenons garde, cependant, au caractère de notre victoire et aux multiples façons dont nous en pourrions mal user.

Le monde moderne, reprenant la liberté d'esprit des philosophes qui ne se guidèrent dans leur méditation que par le meilleur de l'intelligence, parvient peu à peu à instaurer au-dessus des peuples, et entre eux, des principes, des sentiments, capables d'adoucir la férocité de l'égoïsme naturel. C'est la Providence qu'il veut faire descendre du ciel sur la terre. Il ignore si, à l'heure suprême, une justice trans-

cendante impose aux mortels la peine d'un crime qu'ils n'ont pas commis, il hésite à croire que les fidèles des religions qui ont le mieux abaissé Dieu à l'image humaine seront seuls sauvés. Mais il sait bien qu'il a créé, lui, un culte plus positif et qu'il a pu apprécier à l'usage; il sait qu'il a conduit les citoyens de patries diverses à ne plus supporter l'idée d'un régime social qui ne ferait pas au moins semblant de s'appuyer sur la raison et l'équité.

Krupp a eu beau multiplier ses usines, celui qui ose s'appeler César, brandir le glaive qu'il disait invincible, la science des physiciens et des chimistes se détourner plus encore des principes pour trouver dans la matière les éléments du meurtre : la formidable machine s'évanouit sans qu'on la voie fondre, et presque sans bruit. Une fois de plus l'antre des Niebelungen s'effondre, et le feu gagne le ciel rouge de Wotan. Une idée a fait cela, une pauvre petite idée que nous, Latins, nous avons transmise au monde : l'enseignement des maîtres qui nous apprirent qu'il est un Bien, un Beau, et une Justice immanente, et peut-être les discours plus mêlés de cet autre qui vint nous convier à l'amour.

Qu'on nous parle de lutte économique, d'usines, d'armements et de munitions, fort bien. Cette guerre a été surtout une guerre morale et nous ne l'affirmerons jamais assez. Un idéal, un double idéal, de fer d'une part, de l'autre d'or, a été à sa base comme à la base de toute chose, comme le sentiment à la racine de l'action. C'est une pensée qui a tenu nos soldats debout aux heures les plus noires et qui a suscité d'outre-Atlantique les légions de nos graves amis. Et le colosse aux pieds d'argile a été culbuté par quelques mots que dans tous les pays qui s'honorent de rester humains on fait balbutier aux petits enfants.

Mais nos ennemis aussi ont parlé de culture, d'intelligence, et d'un certain droit. Ils ont opposé *leur raison* à *notre raison,* et trop longtemps nous-mêmes avons confondu les deux. Ce n'est que d'hier que l'esprit français a tenté de sortir, assez maladroitement parfois, de la tutelle où il se tenait depuis 1870. Nous aussi nous avons donné dans le détail stérile de l'érudition, dans le culte de la matière et de l'argent, nous aussi nous avons borné notre carrière aux biens terrestres. Nous sommes allés plus loin même, et jusqu'à demander, comble de l'erreur, une philosophie à la technique. Considérons où en sont nos voisins pour avoir mêlé l'organisation et la morale!

Et battons-les dans leur esprit comme dans leurs armées. Nous représentons plus qu'eux, nous sommes les termes d'une plus longue

série, nous possédons encore une âme et c'est là la cause et le signe de notre durée. Je ne dis pas que nous n'ayons rien à leur emprunter : ils ne sont ni bavards, ni vains, ni paresseux et ils savent distinguer l'histoire de la routine. Ne les suivons pourtant que dans le mécanique et l'accessoire.

Ils s'écroulent. Ils ont cru qu'on se pouvait passer au sein de l'humanité de ce qui fait l'homme. Ils ont employé leur intelligence à servir leur égoïsme, sans daigner même le justifier. Leur artillerie les mesure exactement. Ils périssent parce qu'ils blasphèment. Ils commettent le péché contre le saint Esprit et c'est pourquoi il ne leur sera point pardonné. La raison — et nous aussi il est temps de nous en souvenir — la raison est cadre et principe, instrument et réserve, et enfin vie. Elle mène la méditation et elle en recueille les fruits. Elle vaut d'autant que, jaillie de la terre, elle s'en écarte et s'en désintéresse. Elle est pensée. Or, les édifices qui durent sont ceux qui s'élèvent, non sur l'appétit, mais sur la pensée.

GONZAGUE TRUC.





La Vie littéraire

*** : *Cahiers d'une femme de la zone* (Flammarion, éditeur). — André Maurois : *Les Silences du Colonel Bramble* (Bernard Grasset, éditeur).

Je ne sais pas du tout quelle est cette personne spirituelle qui signe du pseudonyme bien connu : Trois étoiles une sorte de journal de la guerre qui est en même temps une sorte de roman romanesque : *Cahiers d'une femme de la zone*... Je ne pense pas que ce soit un général de division.

Non certes que les généraux de division ne soient capables d'avoir beaucoup d'esprit, ni même d'écrire des romans romanesques. Non certes que les généraux de division n'aient vu peut-être la guerre autant que cette charmante dame de la zone, et que quelques-uns d'entre eux assurément ne l'aient vue d'aussi près. Mais aucun d'entre eux ne l'a vue aussi bien.

L'auteur des *Cahiers d'une femme de la zone* a, en effet, la qualité fondamentale de l'esprit français. Il est clairvoyant. Il est perspicace. Il est sceptique. Il est ironique.

Il applique cette ironie à tout et même à l'amour, encore que pour l'amour !... Et cette ironie constamment va de l'avant. Elle est infatigable et ne lassant jamais. Elle est spontanée. Elle est jaillissante. Elle est toute naturelle. Il appartient à l'esprit français de distinguer le ridicule des choses et des gens. Barrès ne goûte plus beaucoup ce penchant national depuis qu'il a renoncé aux pesantes railleries si laborieusement apprêtées de ses débuts littéraires pour donner dans la sociologie avant que de choir dans la stratégie... Barrès a tort... Cette ironie essentielle de l'esprit français ne stérilise point les activités. Elle est un principe, elle est un élément de

progrès... L'esprit de Voltaire est l'esprit de la France agissante, et se répandent parmi le monde pour l'améliorer.

Bref, l'auteur des *Cahiers dune femme de la zone* est dans la bonne tradition française. Il est un disciple de Voltaire. Disciple sans le savoir, cela est bien possible. Et peut-être que, s'il le savait, il s'en moquerait. Cela est même probable. Mais qu'importe si cet auteur dont j'ignore le nom, la naissance, personnifie gentiment quelques-unes des vraies qualités de l'intelligence française.

*
* *

L'histoire de cette femme de la zone est ce qu'elle est : pas grand'chose. Il se pourrait même qu'elle ne fût pas intéressante du tout. Et je crois qu'elle n'éviterait pas complètement ce grave danger si elle n'apparaissait toute simple, toute franche, toute loyale et bien dépourvue d'artifice...

Et voici.

Une femme bourgeoise, élégante et fine, habite dans la zone des armées, un village où passent constamment les troupes montantes ou descendantes. Elle loge trois cents nuits par an un officier. Jamais le même officier. Et tous cherchent en passant à se faire aimer d'elle. Elle les dissuade d'insister et ne laisse pas de sourire en rêvant un peu, en songeant que les années s'écoulent et que le temps perdu ne se retrouve pas bien facilement. Elle est plus intellectuelle, au reste, que sentimentale et n'analyse pas trop complaisamment ses états d'âme... Elle est sur le point de divorcer, mère de deux enfants, et elle a la discrétion de ne pas nous dire pourquoi. En tous cas le mari n'est point là. Où est le mari ? Il est là-bas. Il est ailleurs. Et il est un héros peut-être. Mais il ne faut pas compter que cette femme de la zone, toute prête à devenir femme de lettres, s'attendrira sur l'absent. En outre, l'absent a peut-être fait beaucoup souffrir cette aimable personne. Nous pouvons le croire puisqu'elle est sur le point de divorcer... Au moins est-il très agréable de constater que les souffrances de cette dame n'ont pas abattu sa gaieté. Elle est fort éloignée de toute mélancolie. Elle a même une certaine joie de vivre qui lui vient surtout du plaisir continuellement renouvelé qu'elle prend à regarder vivre ses semblables...

Ses semblables qui, bien entendu, sont un peu ses inférieurs.

La femme de la zone est, en effet, intelligente, et d'une intelligence très entraînée et qui se renforce en s'exerçant... Alors passe, après et avant tant et tant d'officiers qui passent, un officier. Et

un officier est comme les autres... La femme de la zone s'aperçoit très nettement que cet officier est comme les autres. Elle est, en effet, très intelligente. Mais soudain elle l'aime. Elle est emportée vers lui dans un grand élan des sens et du cœur. Et sa petite aventure est banale autant que possible.

Ce qui lui communique une séduction, même une séduction littéraire, c'est que la banalité de l'aventure n'échappe pas à l'écrivain qui la raconte La femme de la zone, mère de deux enfants, sur le point de divorcer, n'a qu'une trentaine d'années que je sache. Elle a une bonne santé. Elle n'est pas neurasthénique. Elle ne cherche pas midi à quatorze heures et ne s'en fait pas accroire pour cela.

Elle ne s'en fait accroire pour rien. Elle s'abandonne doucement à la loi naturelle. Et c'est une idylle. C'est une idylle, voilà tout. Une idylle entre personnes saines qui ne s'embarrassent pas de scrupules d'hypocrite morale.

Cette femme de la zone est sensée. Elle est raisonnable. Elle ne manque ni de sagesse, ni de vertu. Elle ne commettra point de fautes, ni de vilenies. Mais la vie est la vie. L'amour appartient à la réalité. Alors elle entre dans l'amour pour ne pas sortir de la réalité. Et elle n'est pas du tout une malhonnête femme.

Encore bien même qu'elle soit à la veille de devenir femme de lettres, elle n'est pas une femme ennuyeuse. Pas de romantisme. Pas de grands gestes. Pas de cris de passion désordonnée, encombrante et qui ne laisserait pas d'ailleurs d'être fatigante pour tout le monde. La femme de la zone n'est pas cette cinquantenaire que la littérature et aussi la vie nous montraient si volontiers devant que le monde ne fût en guerre, et qui s'acharnait à l'amour et frivole et gamine se regardait dans son miroir et se trouvait toujours jeunette... Non la femme de la zone est simplement une excellente bourgeoise, sympathique à regarder, au surplus un peu aguichante je le suppose et coquette comme il faut, mais pas davantage et qui riante et bien équilibrée, est un brave camarade et le meilleur garçon du monde.

Et, rendons grâces aux dieux, son amour ne la fait pas insupportable. Son amour même ne diminue en rien sa clairvoyance non plus que son ironie.

Ironie et claivoyance exquises.

Et qui trouvent incessamment sujets à quoi s'appliquer. Les uns et les autres. Les grands chefs et les officiers modestes. Les héros de carrière et les héros d'occasion. Les vrais soldats et les

embusqués. Aussi, les armées de la vertu, les madones et les profiteuses, et en présence de tant de femmes, étonnées encore des changements prodigieux que la guerre introduit dans leur existence jadis si calme et si monotone, mais qui, en dépit de leur étonnement ou à la faveur de leur étonnement, s'adaptent, — en présence de tant de femmes, tant d'hommes... La femme de la zone, la charmante femme de lettres en expectative de la zone, les regarde vivre et elle décrit leur flegme ou leur agitation, leur ardeur ou leur gravité ou leurs légèretés et leurs petites habiletés et leurs grandes naïvetés et leurs pensées et leurs sentiments et leurs actes et leurs paroles... Les descriptions, au reste, sont bien amusantes. Elles sont d'une vérité terrible et qui par moment pourrait devenir poignante... Rien n'est émouvant, en effet, comme de constater que tant d'hommes, qui ont accompli la plus rude tâche avec un stoïcisme obstiné sont des marionnettes aux mains du destin, si j'ose dire et demeurent telles et jusque dans l'héroïsme ont leurs petites manies humaines.

Et ne croyez pas à une satire effrénée ou systématique. Nulle malveillance au contraire, mais une ironie toujours amicale et toujours amusée.

Et cette ironie va assez loin dans la peinture de la vérité humaine lorsqu'il s'agit du mécanisme administratif de l'armée, de sa rigidité hiérarchique tempérée par l'inclination commune à rejeter sur d'autres la responsabilité, sur l'automatisme qui préside même à l'organisation et à l'exécution des grandes batailles, sur le bureaucratisme extraordinaire qui régit tout et le reste et jusqu'au courage, et jusqu'au sacrifice, et jusqu'à l'héroïsme.

Non moins loin dans la vérité humaine lorsqu'elle étudie la déformation professionnelle des êtres et l'influence du milieu et de l'autorité et du grade et comment chacun réagit devant l'inattendu de la situation !... Les aumôniers, par exemple, galonnés et décorés à profusion.

« Chez les prêtres, pour quelques confesseurs pénétrants et quelques égarés dans le parterre des vices du cerveau des hommes, il y avait beaucoup d'âmes simples qui suivaient leur carrière avec sérénité. Ils en aimaient le faste, le côté décoratif, l'autorité extérieure, le cheval, l'ordonnance, toute une vie de faux luxe. Ils pestaient que le poilu rechignât aux revues, à toutes les manifestations publiques du culte et voulût se contenter de se battre. Un grand nombre trouvait que la discipline f... le camp ».

Vous trouverez bien d'autres notations de cette sorte dans cet

aimable livre. Elles nous paraîtront d'autant plus raisonnables et d'autant plus plaisantes que l'auteur lui-même ne semble pas y attacher d'importance.

Il ne se contraint pas pour observer, pour penser. Il n'est pas un psychologue difficultueux. Il n'est pas un moraliste opiniâtre et peinant au labeur de moraliser. Il porte partout une aisance souriante qui ne manque pas d'agrément. Agrément facile et léger. Le livre est solide néanmoins, et il est un bon document, bien avenant, sur la guerre !

Ah ! puisse l'auteur du *Cahier d'une femme de la zone* être une femme : une vraie femme ! Elle fournirait ainsi et de la meilleure manière, puisque ce serait sans préméditation, à ses camarades, à ses complices les indications les plus utiles, touchant une nouvelle orientation possible de la littérature féminine...

Nous ne méconnaissons pas la place, la grande place que la littérature féminine occupait avant la guerre dans la littérature française contemporaine... Nous ne méconnaissons pas que la littérature féminine méritait d'occuper une partie de cette place et qu'elle occupait seulement l'autre partie. Et la littérature féminine était lyrique et passionnée. Et toutes les femmes qui écrivaient se racontaient avec une fureur déchaînée... Mais il leur arrivait d'oublier avoir de l'esprit et de la simplicité.

Puissent-elles se souvenir que les Françaises sont assez naturellement simples et spirituelles et qu'elles ont assez naturellement de la clairvoyance, de la finesse et une charmante liberté d'esprit. Les épistolières du XVIIIe siècle le marquaient volontiers dans leurs lettres demeurées vivantes. Quelle bonne surprise ce serait pour nous, si demain, les femmes qui consentiront encore à être femmes de lettres voulaient bien retrouver et faire refleurir ces qualités traditionnelles de l'esprit féminin en France !

Mais je ne sais pourquoi je formule tous ces souhaits à propos des *Cahiers d'une femme de la zone* qui n'ont peut-être même pas une femme pour auteur. Il est vrai que toute vérité en toute circonstance est bonne à dire. Il n'est donc pas inopportun de dire que l'auteur des *Cahiers d'une femme de la zone* écrit avec négligence. Le style compassé est insupportable. Trop de laisser-aller, trop de familiarité dans le style peut devenir intolérable aussi... On peut écrire sans prétention et se souvenir que la langue française veut être respectée...

*
* *

Ce recueil d'observations sur la vie et les mœurs de l'armée française prend tout son relief si nous le rapprochons d'un recueil

d'observations sur la vie et les mœurs de l'armée britannique que M. André Maurois a publié sous le titre : *Les Silences du Colonel Bramble* et qui est aussi un petit livre bien révélateur et bien attrayant.

Mais autant l'auteur des *Cahiers d'une femme de la zone* est spontané, d'allures franches, autant l'auteur des *Silences du Colonel Bramble* est surveillé, distingué, élégant. M. André Maurois n'est pas un écrivain qui s'abandonne et son style garde toujours de la retenue, de la tenue.

Lui-même est sensible extrêmement ; mais il ne trahit sa sensibilité qu'avec beaucoup de réserve. Il a même une sentimentalité qui devient volontiers précieuse en ses manifestations, mais sa préciosité un peu mièvre est encore une manière de correction et de raffinement... Il arrivera que M. André Maurois parsème son récit de petits vers jolis et, je dirai, mondains. Il arrivera aussi que M. André Maurois s'applique à transporter dans toute leur force d'admirables poèmes de Kipling.

Si tu peux voir détruit l'ouvrage de ta vie
Et sans dire un seul mot te mettre à rebâtir
Ou perdre en un seul coup le gain de cent parties
Sans un geste et sans un soupir.

....

Si tu peux recevoir Triomphe après Défaite
Et recevoir ces deux menteries d'un même front,
Si tu peux conserver ton courage et ta tête
Quand tous les autres les perdront,
Alors les Rois, les Dieux, les Chances et la Victoire
Feront à tout jamais tes esclaves soumis
Et tout ce qui vaut mieux que les Rois et la Gloire,
Tu seras un homme, mon fils.

Ainsi, M. André Maurois montre sa culture littéraire avec une certaine complaisance. Il n'est pas loin de professer que l'amour de la littérature est l'ornement nécessaire de la vie... Il est lui-même un esprit littéraire essentiellement et de très bonne compagnie.

Cela ne suffirait peut-être pas à lui constituer dans les lettres une originalité ni bien puissante, ni bien caractéristique... Mais il est en outre, lui aussi, dans son petit domaine, un observateur sûr, précis, pénétrant et de la plus séduisante ironie.

Ironie nuancée, douce, de bon ton aussi toujours et de bon goût, et qui déguise sans la travestir sa sympathie pour le monde observé. M. André Maurois est officier interprète à l'armée anglaise. Il vit

dans l'intimité des officiers d'un régiment anglais. Et il veut nous rendre saisissables leurs âmes autant que leurs mœurs mêmes...

L'un des personnages du livre dit : « Vous connaissez l'histoire de Peter Pan, le petit garçon qui ne grandit jamais ?... Le peuple anglais, c'est Peter Pan : il n'y a pas de grandes personnes parmi nous. » Exagération évidente. Mais chez tous les Anglais persiste une sorte de candeur, je ne sais quelle ingénuité qui, au surplus, implique une singulière droiture... Et cette candeur, cette ingénuité se révèlent non sans grâce dans les menus incidents de la vie quotidienne comme dans les moments exceptionnels et tragiques où elle donne alors aux meilleures qualités de l'homme une force extraordinaire.

Tel est le colonel Bramble, bon soldat, bon chef, bon gentleman, nous dirions tout simplement bon homme, honnête, loyal, généreux et adorant le gramophone. Tous les soirs au mess il fait apporter, avec les grogs, le gramophone et la boîte de disques. « Ce gramophone, don d'une vieille dame chauvine aux highlanders, était l'orgueil du colonel. Il s'en faisait suivre partout traitant l'instrument avec des soins délicats et le nourissait chaque mois de disques nouveaux. » Au reste, il tranchait toutes les discussions trop violentes par ces mots : « Maintenant, Messiou, je vais jouer *Destiny Walz* pour vous. » Dans le petit monde qui s'agite sous la surveillance paterne du bon colonel vous retrouvez les mêmes discussions, exactement les mêmes discussions qui se déroulent dans le milieu dépeint par une *Femme de la zone...* Même raillerie à l'endroit des combinaisons mystérieuses des opérations stratégiques :

« On préparait une grande attaque, c'était un terrible secret que les états-majors gardaient jalousement. Mais Aurelle en fut informé quelques jours à l'avance par le communiqué allemand que publiait le *Times* et par le petit garçon de Mme Lemaire qui lui recommanda de ne pas le répéter. »

Même philosophie saine, — en tous cas simple de la vie.

« Lorsque j'étais aux Indes, dit le colonel, un vieux médecin militaire m'a donné pour toutes les maladies des remèdes dont je me suis bien trouvé : contre les battements de cœur, un grand verre de brandy; contre les insomnies, trois ou quatre verres de porto après le dîner ; pour les maux d'estomac, une bouteille de champagne bien sec à chaque repas. Et tant que l'on se porte bien, *whisky and soda.* »

Même accoutumance aux mêmes plaisanteries et même allégresse constante, mi-sérieuse, mi-narquoise à les répéter...

« Avant la guerre, dit Aurelle, je buvais de l'eau pure et j'étais toujours malade ; depuis que je suis avec vous, j'ai adopté le whisky et je me porte beaucoup mieux.

« C'est évident, dit le colonel, j'avais un ami le major Featherstonehangh qui vers l'âge de quarante ans commença à avoir des éblouissements : il alla voir un médecin qui accusa le whisky et lui conseilla d'essayer pendant quelque temps de boire du lait. — Well, dix jours après, il était mort. »

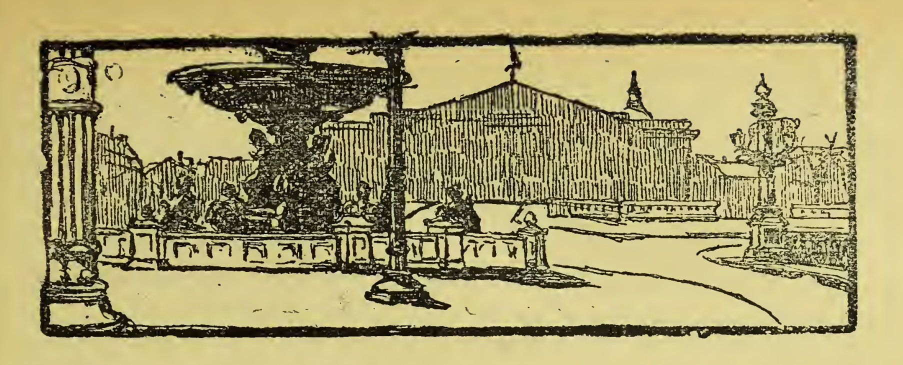
Même satire incessante de l'esprit bureaucratique de l'armée, et même acceptation docile de ce « bureaucratisme » organisé. Et il y a des anecdotes amusantes, tellement expressives qu'elles deviennent nécessairement symboliques pour toutes les armées et pour toutes les bureaucraties du monde. En outre, même horreur des responsabilités et même entraînement à les rejeter ou à les dispenser... Le loyal Emile Faguet aurait pu reprendre ses dissertations sur cet important et d'ailleurs impérissable sujet et instituer un parallèle entre l'horreur des responsabilités telle qu'on le voit dans le civil, et l'horreur des responsabilités telle qu'elle se montre dans le militaire...

Et sur tout cela une acceptation optimiste des incertitudes de l'existence et même de l'avancement, une acceptation optimiste du danger, du devoir.

M. André Maurois mêle peu à peu à l'ironie française l'humour anglais, car ses héros exercent peu à peu sur lui de l'influence. Il faut convenir que le mélange est savoureux.

Mais ici et là, dans les *Cahiers d'une femme de la zone* et dans les *Silences du Colonel Bramble* les deux armées française et anglaise paraissent telles qu'elles sont. Les grands traits élémentaires, essentiels et généraux de la psychologie et des mœurs sont dessinés. Romans, ce sont deux romans : mais la vérité humaine les anime. Il ne serait pas superflu pour le rajeunissement du roman que quelques romanciers entreprissent à nouveau d'écrire quelques romans de mœurs. Les deux livres que j'ai lus avec un plaisir vif en sont assurément l'esquisse plus ou moins poussée.

J. Ernest-Charles.



L'action parlementaire nationale

Le Programme de demain

La guerre est terminée. L'action du Parlement, pendant quatre longues années, a été absorbée par les questions militaires. Fatalement, nécessairement les Chambres ont joué, dans l'organisme gouvernemental, un rôle secondaire. L'attention générale fixée sans cesse sur les armées en bataille se détournait de tout autre objet. Le pays ne s'intéressait qu'aux opérations militaires dont l'effort unanime devait assurer le succès. Des discussions parlementaires portant sur d'autres problèmes que ceux dont la solution amènerait la victoire et la paix, étaient incapables de susciter un intérêt. Même sur les affaires militaires, le Parlement était tenu, dans ses manifestations publiques, à une extrême discrétion. Des critiques, les plus justifiées, étaient susceptibles d'alarmer l'opinion, de jeter le doute sur la certitude du succès final. Dans ces conditions le Parlement en était réduit à un labeur silencieux, dans ses Commissions et, en public, à appuyer de ses votes les gouvernements, jusqu'au jour, où, de leur insuffisance, ils succombaient pour ainsi dire de mort naturelle. Pendant la guerre, le Parlement tint un rôle ingrat, paralysé qu'il était par le souci constant de laisser aux gouvernements la liberté d'esprit et d'action indispensable aux grands devoirs dont ils avaient la charge, paralysé aussi par l'obligation de respecter la fameuse union sacrée. L'enceinte des Chambres devint à peu près silencieuse et les quelques éclats de voix, qui s'y firent entendre, ne parvinrent pas jusqu'au dehors, la presse, comme le Parlement, étant obligatoirement discrets.

L'armistice fait lever, devant les Chambres, une ère nouvelle. La carrière ouverte est immense. Ces quatre années de vie publique, factice politiquement et économiquement, ont tout ébranlé dans notre édifice national d'avant la guerre. Gouvernements et Parlement ont

à accomplir une œuvre autrement complexe, autrement difficile que celle de conduire la guerre. Outre les réformes jugées indispensables de tout temps, l'expérience apportée par la période de bataille en a révélé d'autres non moins indispensables. Dans tous les domaines, il faut innover.

La simple énumération des articles à inscrire au programme de rénovation, qui d'ailleurs serait incomplète, dépasserait les limites d'un article. Bien plus longue et malaisée serait encore l'esquisse des réformes et des compléments à apporter à nos organisations publiques. Mais ce qui se peut définir, sans trop de longueurs, c'est l'esprit dans lequel les représentants du peuple d'aujourd'hui ou leurs successeurs devront aborder le travail immense dont ils sont ou seront chargés.

Le vœu unanime de la France, j'en suis convaincu, est de voir disparaître, de la scène parlementaire, les discussions politiques, pour que leur soit substituée l'étude attentive et sagace des problèmes pratiques d'organisation nationale, dans tous les domaines.

Plus de politique ! C'est un cri poussé avec élan, surtout dans les milieux conservateurs, dont la politique a été vaincue par un demi-siècle d'efforts républicains.

Ce cri, nous républicains ayant compté parmi les républicains de tout temps, nous devons le pousser aussi, très sincèrement, après avoir nettement indiqué comment nous en entendons la signification et la satisfaction. Nous souhaitons la constitution d'un grand parti républicain, socialiste et national, ne se divisant pas en petites chapelles créées non pour l'amélioration du culte mais au bénéfice des officiants ; d'un grand parti largement ouvert, ayant en vue l'administration des choses et non le gouvernement des hommes, épris de réalités, sans fétichisme pour les mots.

Que demanderons-nous, comme garantie, à ceux qui réclameront leur admission ? D'abord d'être républicains.

Bien entendu nous excluons d'emblée tous les partisans, — en existe-t-il encore ? — des régimes monarchiques, royalistes ou impérialistes. Avant la guerre les monarchistes étaient bien clairsemés, après la guerre en existera-t-il encore quelques-uns comme spécimens ? Le *faites un roi ou faites la paix*, d'un révolutionnaire sceptique, a reçu un trop formel démenti, pour que l'idée de monarchie puisse rallier en France plus de quelques marguilliers ou nouveaux riches en quête d'une savonnette à vilains.

Républicain qui donc ne le sera pas ? Définir les traits du répu-

blicain est indispensable, car si personne ne songerait raisonnablement à changer la forme du gouvernement, plus d'un tenterait de gouverner la République avec l'esprit rétrograde d'une monarchie

Après d'ardentes luttes la France, par la volonté de la majorité de ses citoyens et de leurs représentants, a non seulement instauré la République, mais lui a donné sa signification par un ensemble de lois : la protection de la liberté de pensée. La forme républicaine conférait à chaque citoyen le droit d'affirmer sa pensée ; les lois, que je vise, ont assuré à chaque citoyen le moyen de définir sa propre pensée, en l'émancipant de la tutelle des dogmes.

Ces lois : lois sur l'enseignement, loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat, sur l'abolition du Concordat, sont l'âme d'une nation démocratique, dont la Constitution républicaine sert de corps. Sans l'âme le corps est un outil sans direction, ou plutôt, exposé à subir les directions les plus diverses.

Quiconque s'affirme républicain doit considérer ces lois comme intangibles. Nous admettrons, parmi nous, tous ceux qui, lors de leur élaboration, auraient fait opposition au vote de ces textes, s'ils déclarent les accepter, sans réticence, sans esprit de retour.

Nul ne niera que vingt ans de vie parlementaire ont été employés aux discussions passionnées soulevées par les questions religieuses. Des activités, des intelligences qui auraient été si utiles appliquées à d'autres sujets, ont été absorbées, détournées par des controverses interminables. Au lieu de se fixer sur des objets d'utilité immédiate, d'intérêt pratique, l'attention publique s'est concentrée sur des questions purement politiques. Nous ne voulons pas revivre ces temps, nous ne voulons pas nous hypnotiser dans le spectacle des batailles politiques et c'est pour en finir, que nous demanderons à tous les gens de bonne volonté, voire conservateurs et adversaires d'hier, d'être républicains sans réserve, de renoncer à toute tentative de revenir sur les lois définitives et intangibles.

Deuxième obligation pour adhérer au Grand Parti de demain : être socialiste.

De même que nous avons défini le républicain, en le séparant des partis de réaction, nous devons définir le socialisme, tel que nous le concevons.

Nous repoussons tout socialisme dogmatique ; pour nous le socialisme est un état d'âme, un sentiment profond de la justice pour tous, une sensation constante de la solidarité humaine. Ce n'est pas une doctrine proclamant des vérités définitives, édictant pour les sociétés des règles, une constitution intangible. De même que

la morale sociale est, à peu de chose près, la même chez tous les peuples, et dans toutes les religions, et par conséquent est indépendante, au-dessus des religions, le socialisme, expression la plus élevée de la justice sociale, est indépendant et au-dessus des écoles et des sectes qui prétendent le personnifier.

Notre socialisme prétend égaliser entre tous les hommes les points de départ dans la vie, laissant à la valeur de chacun les divers points d'arrivée. Il ne base pas les moyens d'action sur la lutte de classes, mais sur l'harmonie entre les droits des diverses classes sociales, si artificiellement délimitées d'ailleurs.

Il ne connaît aucune borne opposable aux changements sociaux, si profonds soient-ils, que l'intérêt général. Empirique bien plus que doctrinal, notre socialisme, sans respect des traditions ou des dogmes, est prêt à toutes les mesures, à tous les changements pourvu qu'ils soient le fruit mûri de l'évolution et non la démolition brutale par l'ouragan de la Révolution.

Cette conception fait litière des doctrines consacrées de l'économie politique classique, et de même que l'acceptation par les adhérents à notre programme des lois de laïcité éliminait d'entre nous tous les partisans d'une réaction politique, notre socialisme raye de nos cadres tous les défenseurs du privilège du capital, tous ceux qui n'ont pas encore compris que les droits de l'ouvrier sont égaux à ceux du patron, qu'ils en doivent discuter et en discuter en égaux.

Notre socialisme n'est pas internationaliste. Nous entendons, à l'intérieur de notre pays, être maîtres de notre action politique et sociale, sans avoir à accepter la direction ou le contrôle des socialistes des autres pays. Que des hommes de nations différentes se réunissent pour conférer sur un sujet de leurs préoccupations communes, pour échanger leurs conceptions, les constatations de leur expérience, rien de plus acceptable. C'est l'objet de tous les congrès internationaux. Mais que la conduite, dans son propre pays, de chacune des nations prenant part à ces réunions, soit fixée par les décisions de ces congrès, nous ne l'admettons pas, nous nous refusons à être internationalistes.

La grande erreur, la grande faiblesse de Jaurès, après le congrès d'Amsterdam, inclinant le socialisme français devant le socialisme allemand, ont été trop brutalement étalées par les événements de cette guerre, pour que l'internationalisme puisse se défendre encore.

L'internationalisme a fait une faillite trop retentissante pour qu'on puisse le faire revivre.

Le grand parti républicain socialiste de demain se limitera à sa droite par le maintien intransigeant de toutes les lois laïques, à sa gauche par le rejet de l'internationalisme et des pratiques parlementaires en découlant : non participation au pouvoir, rejet du budget.

On me dira que mon socialisme est bien vague, qu'il n'est qu'une bonne intention, que ses bases, comme ses buts, sont indécis.

Je n'en disconviens pas : mais croit-on que les socialismes dogmatiques soient au fond plus précis, qu'ils marchent à pas plus certains ?

Le communisme comme but ? C'est un avenir aussi sûr que le paradis pour les croyants. Qui donc, parmi les socialistes, possède la vision claire d'une société collectiviste ou communiste ? Des mots.

Notre collectivisme se limite, dans le domaine des réalités, à l'étatisation, à la municipalisation des services publics. Le collectivisme total, le communisme absolu, qui donc peut en entrevoir les formes et qui donc peut les désirer ?

Les moyens pour parvenir à nos buts socialistes, si lointains, si improbables ?

La lutte de classes ? Mais nous avons eu, au pouvoir, des ministres socialistes. Ils n'ont point poussé à la lutte de classes, ils n'ont même pas réquisitionné les usines, ils ont contribué à l'enrichissement des capitalistes, et par contrecoup seulement ont amené des augmentations de salaires. Les classes capital et travail ont conservé leurs situations réciproques, ou plutôt ont conjoint leurs efforts pour améliorer leurs revenus, tout le poids portant sur les classes à revenu fixe, les classes moyennes. Expérimentalement, dans les conditions exceptionnelles, la lutte de classes n'a pas joué, pas plus que l'internationalisme, pas plus que la disparition de la classe moyenne, que la concentration du capital prédits, à bref délai, par Karl Marx.

La lutte de classes n'a produit son effet qu'en Russie : c'est le bolchevisme. Les gens qui n'avaient rien ont pris ou détruit ce qui appartenait à ceux possédant quelque chose : la misère est universelle : la leçon de choses est éloquente.

En disputant sur ce que sera la Société dans mille ans, nous perdons notre temps, nous agissons en théologiens : c'est retomber dans l'inutile politique. Soyons donc socialistes dans le sens que j'indiquais, c'est-à-dire passionnés de justice sociale, et tendons à l'imposer, sans nous demander ce qu'il adviendra après nous de

l'évolution sociale. Nous aurons accompli tout notre devoir, si notre effort a amené dans notre pays et dans le monde par contre-coup plus de bien-être matériel et moral.

Le jour où à la Chambre se formera une majorité autour des principes, très larges, que je viens d'esquisser, la vie publique de ce pays sera profondement modifiée. A la place de débats théoriques, nous assisterons à des discussions d'affaires pratiques. Le Parlement accordera moins à la faconde et plus à la raison. Peu à peu le pays suivra. Il nommera des représentants en s'inspirant de leur valeur réelle, des services rendus, de leur expérience, de leur énergie active. Dans le Parlement lui-même s'établira une indispensable discipline morale. Il y aura moins de groupes et sous-groupes, fondés pour constituer des droits lors de la distribution des ministères. Les ministres eux-mêmes portés par une majorité cohérente et solide pourront mieux résister aux intérêts individuels.

L'émiettement des partis, l'union sacrée ont perverti la vie parlementaire. Il n'y a plus de programme, plus de partis ; il n'y a plus que des questions de personnes.

Si le Parlement veut conserver sur le pays une autorité indispensable à la République, il lui faut se réformer. Pour y arriver, appel est adressé aux hommes de foi, de bonne foi, quelle que soit leur origine, qui en acceptant la constitution du Grand Parti national dont j'ai indiqué les principaux traits, se grouperont afin de maintenir dans la paix une France aussi grande que l'a faite la guerre.

Victor AUGAGNEUR.





Revue des Revues

Les analyses d'articles de revues sont purement objectives et données ici uniquement à titre documentaire. Toute leur pensée, comme aussi toute leur responsabilité, est laissée aux auteurs des articles, et nos collaborateurs n'interviennent jamais pour apprécier ou critiquer en aucune façon. (Lorsqu'il sera nécessaire d'ajouter quelque chose, pour expliquer l'article, ces explications seront toujours en italiques.)

La campagne américaine contre le dépeuplement de la France. — Les Américains s'efforcent de relever la France de ses ruines et d'aider à la reconstitution de son peuple. Le Dr Clotilde Mulon étudie la manière dont ils veulent diminuer la tuberculose et la mortalité infantile. Deux services de la Croix-Rouge américaine organisent des tournées sensationnelles dans toute la France, créant un enseignement de puériculture dans les grands centres, tentant de coordonner partout les services d'assistance, donnant des conférences et des représentations cinématographiques, organisant des expositions. Il faut que les Français sachent que, dans notre pays, toutes les six minutes la tuberculose tue l'un des nôtres et que, sur huit enfants qui naissent, il en meurt un. — Des modèles de pouponnières, de consultations de nourrissons, de gouttes de lait, de crèches d'usines, de dispensaires antituberculeux, de sanatoria avec de petits personnages curieusement animés se graveront dans les mémoires. Des affiches, des tableaux, des adages frapperont les esprits. — Mme Mulon donne des exemples de cette propagande illustrée, ingénieuse et spirituelle, pour laquelle la Croix-Rouge a eu recours à la collaboration d'auteurs, d'illustrateurs, de spécialistes français. Et pourtant, l'Amérique a délégué en France des techniciens d'élite. — La tournée est allée déjà en Eure-et-Loir et l'a parcouru pendant quinze jours, remportant un très grand succès. Elle va aller dans le Rhône, puis dans les Bouches-du-Rhône. Propagande utile pour vaincre ce redoutable ennemi de l'arrière : la tuberculose qui a tué 6 millions d'enfants de moins d'un an entre 1870 et 1914. — J. L. P. (*La Nature*, 11 mai 1918.)

Un impôt sur le capital. — Pour rétablir l'équilibre financier, l'Etat devra recourir à un impôt nouveau. Selon M. C. Vallée, l'impôt sur le revenu ne rendra pas ce qu'on a pu espérer ; même s'il était honnêtement payé, il n'en frapperait pas moins l'activité et négligerait de frapper la richesse improductive. Celle-ci précisément constitue une énorme mainmorte ; collections d'art, bijoux, etc... toute richesse acquise doit payer. — Cette taxation empêcherait l'avilissement trop prononcé de l'argent en France par rapport à l'étranger. Elle forcerait beaucoup de Français à ne plus immobiliser des biens qui pourraient être utilisés productivement. Elle amènerait une différence de capitalisation en faveur de l'Etat, dont les fonds resteraient exempts d'impôts, ce qui permettrait un allègement important et rapide des charges de guerre, par la facilité des conversions. Elle frapperait des richesses que n'atteint pas l'impôt sur le revenu. — En supposant la taxation fixée à 1 %, le rendement serait de 2.500 millions pour un capital de 250 milliards, auxquels on peut évaluer la fortune publique. (M. Vallée détaille les éléments de cette évaluation totale.) — Cet impôt serait d'une perception facile ; il suffirait d'exiger une déclaration annuelle dans la commune où est située chaque propriété bâtie ou non bâtie. Interdiction serait faite aux notaires d'effectuer un transfert de biens immeubles sans que la quittance de taxation de toutes les années anté-

rieures lui fût produite ; toute différence entre le prix de vente et le montant déclaré serait frappée d'une pénalité considérable au profit de l'Etat. Les notaires seraient personnellement responsables ainsi que l'acheteur et le vendeur en cas de fraude reconnue dans l'acte de vente. — Pour les valeurs françaises, la perception serait effectuée par les Sociétés elles-mêmes. La taxe sur les valeurs des meubles et objets mobiliers serait récupérée par les Compagnies d'assurances contre l'incendie. Les valeurs étrangères seraient, chaque année, frappées d'un timbre à défaut duquel leur circulation serait interdite. — Cet impôt, facile à appliquer, serait le pivot d'un ensemble de taxations que M. C. VALLÉE se propose d'examiner ultérieurement. — J. L. P. (*La Nouvelle Revue* 1er juin 1918.)

Pierre Duhem. — On ne saurait songer, comme le fait remarquer très judicieusement M. DE LAUNAY, à faire connaître l'œuvre de Pierre Duhem, en quelques pages, alors qu'elle remplit tout un rayon de bibliothèque. Il faut se contenter de noter ce qui le caractérise ; comme savant physicien, mécanicien, chimiste, car il a été tout cela, et ce qui le caractérise à l'exemple des chercheurs de l'antiquité, du Moyen Age, ou de la Renaissance, c'est qu'il a pensé « qu'il existait non pas des sciences, mais une science de la nature, une physique confondue alors avec la philosophie, et contiguë à la métaphysique ». Et courbé sur de vieux manuscrits délaissés, dédaignés, par ses coreligionnaires, penché sur de volumineux et poudreux in-folios, il a voulu y trouver la preuve de son assertion qu' « il serait déraisonnable de travailler au progrès de la théorie physique, si cette théorie n'était le reflet, de plus en plus net, et de plus en plus précis, d'une métaphysique ; la croyance en un ordre transcendant à la physique étant la seule raison d'être de la théorie physique. — Cette thèse, il l'a développée dans son ouvrage, *les Sources des théories physiques*, dans ses trois volumes sur *Léonard de Vinci, ceux qu'il a lus, ceux qui l'ont lu*, etc., etc. Quant à sa conception scientifique elle repose essentiellement sur ce qu'il a appelé l'*Energétique*, invention où il avait été devancé par Rankine, Gibbs et Helmholtz, et qui classe en un seul terme toutes les propriétés atomiques, dont la science moderne s'occupe actuellement, ressuscitant les antiques atomes d'Epicure et de Lucrèce, inclus dans un éther élastique et impondérable ; et dont l'étude a fait naître les hypothèses les plus curieuses, les plus diverses, soit que l'atome soit étudié par un physicien, un chimiste ou un électricien. Il est toutefois logique de se dire que plus on réduit le nombre des hypothèses, moins on risque de sombrer dans la quantité. C'est ce que veut l'Energétique qui serre les faits de plus près, et borne souvent son intervention à établir des relations numériques. Elle retire par là, du même coup, l'importance exagérée de la dynamique, qui prétend pouvoir donner à elle seule l'explication mécanique de l'univers. La scission entre la Dynamique et l'Energétique se fait par la Thermodynamique, ou science de la chaleur, dont l'Energétique procède directement. En un mot, elle joue le rôle attribué jadis à la force vive ; immuable en quantité, elle détermine, en se modifiant dans sa forme, tous nos phénomènes physiques et chimiques.

Les travaux de Duhem sur l'histoire des sciences ont été également considérables. Il y cherchait une « compréhension plus claire du but qu'elle a visé, du chemin qu'elle a parcouru pour l'atteindre, des obstacles auxquels elle s'est heurtée, des bifurcations où elle s'est trompée de route ». Il suivait le fil qui reliait entre'eux tous les grands savants de l'humanité malgré la divergence de leurs conclusions. Il s'attacha surtout à étudier le Vinci, ce génie universel ; pénétra dans le secret de cette âme puissante, abordant à sa suite la sphéricité de la terre, l'équilibre des mers, le centre de gravité, les principes de l'hydrostatique, la pluralité des mondes, etc., etc. démontrant que Léonard avait su comprendre les théories de la scolastique parisienne, que, s'appuyant sur elles, il avait pu remonter aux premiers observateurs de la Grèce, et, ce qui n'est pas une des révélations de Duhem les moins imprévues, que les conclusions du Vinci prolongeaient leurs effets très

loin vers notre temps. — En résumé, il faut avoir étudié et approfondi l'œuvre de Pierre Duhem pour saisir la profondeur et l'universalité de sa pensée, sa droiture intellectuelle et morale et son intransigeance absolue en face de l'à-peu près scientifique, comme en face de l'enrégimentement scientifique et de l'arrivisme. — M. R. K. (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mai.)

La Marche de la pensée anglaise depuis le premier jour des hostilités. — Dans son étude sur « la marche de la pensée anglaise depuis le premier jour des hostilités », M. M. Barrès constate que, comme la nôtre, il a fallu que la pensée anglaise revînt de loin. A la veille d'août 1914 on est en pleine sécurité d'esprit et de cœur, on déclare invraisemblable qu'une nation tout entière soit aux aguets prête à se jeter sur une autre nation. — Pourquoi l'Allemagne attaquerait-elle la France ? Voilà quelle était en 1914 l'opinion la plus répandue en Angleterre quant à la guerre. Mais cette guerre impossible éclate pourtant. Quelle est alors l'attitude des Anglais ? Ils ont tendance à la considérer comme une monstrueuse farce. Obstinément ils s'imaginent l'ennemi sous les traits d'un matamore rouge d'effort, les yeux saillants qui se donne à grands frais des airs effroyables.

Vint Charleroi et la retraite vers la Marne, c'est alors que chaque Anglais se fait à lui-même ces tristes réflexions : « Si cette guerre doit être un 1871 à grande échelle, si le prussianisme doit s'appesantir sur tous les pays civilisés, si la France doit être écrasée, et la Belgique assassinée, alors la vie ne vaut plus la peine d'être vécue. Voilà l'enjeu formidable de la lutte. Et que faisons-nous pour en décider ? »

Sur quoi la jeunesse anglaise commence à s'engager « parce qu'il faut bien que chacun prenne sa part de la corvée », mais sans bien comprendre encore que les Allemands en étaient venus à se considérer comme une race élue, prédestinée à la domination et qu'il fallait que les peuples libres s'unissent à la manière d'une race contre la « race germanique ». Ils vont à la guerre parce que le gouvernement le leur demande et que l'Angleterre est engagée, mais au début ils ne détestaient pas l'Allemagne.

Bientôt toutefois commence à se former la haine qui unifie maintenant toute la nation anglaise contre la déloyale Allemagne. L'invasion de la Belgique la suscite d'abord, puis l'affaire des gaz.

En combattant sur notre sol avec des Français pour frères d'armes, ils apprennent à mieux connaître la France. Quelque chose de bien beau est le continuel éloge que ces jeunes gens font de la France, éloge de notre terre et de nos mœurs. Plus encore, cette terre de France, sur laquelle tombent plusieurs d'entre eux, leur devient chère. Et l'un d'eux écrit à son professeur : « Tout le terrain de France nous devient sacré, car chaque pouce en a été couvert par un sacrifice. »

Ainsi peu à peu le vrai caractère de cette guerre, son caractère total est apparu à chacun des Anglais. C'est en pleine guerre et assez tard qu'ils ont compris l'effroyable péril couru par les libres civilisations non allemandes, et qu'à la race élue nous devions opposer une seule pensée, une seule force pour la protection et le perfectionnement des peuples. Et ainsi la Germanie a uni entre eux tous ceux qu'elle voulait asservir. — R. C. (*Revue Hebdomadaire*, 5 oct.)



Memento Bibliographique de Guerre

Paul Gaffarel : **Notre expansion coloniale en Afrique de 1870 à nos jours** (Alcan).

Le nouvel ouvrage de M. Paul Gaffarel est consacré à l'admirable œuvre coloniale de la troisième République en Afrique. En 1870, outre l'Algérie et les territoires sénégalais, nous ne possédions que quelques comptoirs ; après les désastres de l'Année terrible, acculés à la nécessité ou d'être réduits à l'état de puissance secondaire, ou de renouveler notre énergie nationale, nous avons cherché des débouchés extérieurs à notre féconde activité, et l'idée de la colonisation s'imposa à nos hommes d'Etat comme l'évangile des temps nouveaux.

En Afrique, que de progrès accomplis ! Explorateurs, officiers, savants, négociants, missionnaires ont marché à l'assaut des citadelles du continent noir, l'entamant de tous côtés, pénétrant jusqu'à son centre, faisant ainsi du Sénégal l'Afrique occidentale, du Gabon l'Afrique équatoriale, de l'Algérie l'Afrique du Nord, — tout cela français.

L'auteur a pensé qu'il était juste de remettre en lumière les travaux et les exploits des ouvriers de la première heure, et, laissant de côté les questions géographiques, économiques et administratives, il s'est occupé seulement de suivre les traces des fondateurs de l'influence française en Afrique. Ce qu'il nous présente est donc l'histoire de la prise de possession de tous ces nouveaux territoires dont la maîtrise contribuera amplement à assurer l'influence mondiale de notre pays.

Henri Mazel : **La Nouvelle Cité de France, réorganisation nationale d'après-guerre** (Félix Alcan).

Cet ouvrage n'a aucune prétention à la littérature, bien que l'auteur soit littérateur, ni à l'originalité bien qu'il soit d'esprit personnel : il ne vise qu'à l'utilité pratique et patriotique. Même dans l'hypothèse d'une paix victorieuse, la France sortira de cette guerre profondément éprouvée : pertes d'hommes, pertes de richesses, pertes de capitaux ; il est d'absolue nécessité qu'elle se refasse aussi rapidement et complètement que possible, d'où la nécessité d'un travail préliminaire de programme et de méthode en vue de cette réfection nationale. C'est ce travail qu'a voulu faire M. Henri Mazel, et l'on peut dire que, parmi les très nombreux livres parus sur ce sujet d'importance primordiale, le sien est un des plus sérieux, consciencieux et harmonieux qui soient. Tour à tour il examine les questions de la vitalité nationale (santé publique et population), de l'amélioration morale du pays en vue de la concorde et de l'énergie laborieuse, de l'éducation nationale, de la réforme économique (agriculture, industrie, commerce), de la réforme administrative et judiciaire, de l'organisation des pouvoirs publics, tant locaux que centraux. Et sans doute, ces sujets ne peuvent qu'être esquissés en un seul volume puisque chacun d'eux en demanderait au moins un entier pour lui tout seul, mais cette esquisse n'en est pas moins précieuse par la quantité de détails techniques qu'elle contient et d'ailleurs très intéressante pour ne pas dire amusante par le style clair et coloré de l'auteur. C'est un ouvrage qui devrait être lu par tous ceux, gouvernants ou gouvernés qui se figurent avoir une opinion raisonnée sur l'avenir de la France.

Alexandre Arnoux : **Abisag ou l'Eglise transportée par la Foi.** (Albin-Michel).

Ceux que lassent les romans d'aujourd'hui, soit tristesses de guerre aux péripéties attendues, soit histoires de temps de paix sur lesquelles pour cela même on ne peut fixer son attention, trouveront dans le roman de M. Alexandre Arnoux, un intérêt vraiment original.

Les Païens, ayant débarqué sur une

grève languedocienne, souillent de leur présence l'Eglise ; chaque pierre, chaque statue de celle-ci est pensante ; et la Piété, représentée par le vieux sonneur Melchior et Rusticule la cloche, les convie toutes à s'arracher à leur sommeil séculaire, à fuir le joug musulman pour aller réédifier le temple en terre chrétienne. Mais son appel n'est entendu que de trois personnages de pierre qui se détachent d'un bas-relief : Salomon, Abisag la Sunamite, et un jeune chèvre-pied. Ils partiront seuls à travers le monde fertile en angoisses, jusqu'au jour où, leur grande pensée ayant échoué... matériellement, l'Eglise sera reconstruite dans leur Foi et par la Foi.

Telle est la thèse de ce roman. Mais il ne contient pas que du mysticisme, et sous des symboles qui rappellent tantôt le *Roman de la Rose* et tantôt Rabelais, le lecteur trouvera des pensées belles et bonnes, et qui ne manquent pas d'actualité ; quant aux images d'un style souvent poétique, elles sont mieux qu'ingénieuses, témoin celle-ci, à propos d'une vieille chanson aux paroles obscures : « Elles sont anciennes, usées et polies comme une statue roulée par une rivière, dont on ne distingue plus les traits ; cependant le visage demeure beau, à cause des pensées antiques qu'il reflète. »

EUGÈNE LÉVY : **La Révélation française**, essai sur le génie de la France nouvelle. (Perrin.)

« La brutalité autorisée et son matérialisme cynique sont devenus les plus grandes et les plus salutaires écoles de spiritualisme que le monde ait connues jusqu'à ce jour », écrit M. Edmond Schuré dans la forte et substantielle préface qu'il a consacrée à cet ouvrage. Une seule preuve : le peuple des Etats-Unis, qu'on disait le plus intéressé, le plus égoïste du monde, obéissant à la plus idéaliste, à la plus généreuse des impulsions. M. Eugène Lévy a cherché le sens le plus profond de ces grands courants qui partagent le globe, et qu'on appelle couramment conception allemande et conception française de l'humanité, et en a conclu que c'étaient les trois axiomes du matérialisme : Déterminisme — Evolution — Lutte pour la vie, s'opposant aux trois lois du règne spirituel, « Les Egéries nationales » : Liberté — Egalité — Fraternité.

L'auteur va plus loin encore, il oppose la *géocentricité* du Déterminisme, de la Lutte, de l'Evolution, à l'*héliocentricité* de l'idéal français. Ce sont deux tendances cosmiques, l'une, tendant à réduire l'humanité au règne animal, issue de la force terrestre, l'autre, tendant à nous libérer, issue de la puissance solaire.

Ceux que n'effraient pas les conclusions hardies de la philosophie psychique trouveront un intérêt assurément original et prenant dans cet ouvrage « où, écrit M. Schuré, les concepts de la science moderne s'imprègnent d'un enthousiasme religieux pareil à celui des Védas ».

P. D.



Echos de la Bourse

Novembre 1918.

La Bourse ne s'est occupée que de l'emprunt qui s'annonce comme un très gros succès. La cote, en général, est plus lourde, les offres de titres qui viennent sur le marché en vue de la souscription pèsent sensiblement sur un marché plus disposé à vendre qu'à acheter, pour se créer des disponibilités. Les valeurs de guerre sont démodées, celles de paix commencent à être plus recherchées.

Le marché des rentes est peu animé. Les cours ont peu varié

L'Extérieure 4 o/o espagnole à 93,50 se modèle sur les variations du change. Les fonds russes restent calmes aux environs de leurs cours précédents.

Les actions de nos chemins de fer continuent à fléchir. Les établissements de crédit sont fermes, particulièrement la Banque de Paris, à 1.400 et le Crédit Lyonnais, à 1.330. Valeurs de Transports maritimes plus recherchées. Valeurs d'électricité fermes, mais calmes. Peu de variations sur le groupe métallurgique. Les valeurs industrielles russes se sont raffermies avec de bonnes dispositions. Les valeurs de caoutchoucs sont très fermes.

En coulisse, les Mines d'or et de diamants sont très calmes comme cours et commes affaires.

F.

Le Gérant : J. MULLER.

668-18. — IMPRIMERIE DU PALAIS. — 20, rue Geoffroy-l'Asnier, PARIS.



Les deux Présidents

Woodrow WILSON et Raymond POINCARÉ

L'article qui suit, que publie en même temps en anglais le Cornhill Magazine, *nous a paru intéressant pour le public français, au moment où celui-ci vient de faire au Président Wilson l'accueil triomphal qui lui était dû, par la façon ingénieuse dont une compétence étrangère établit un parallèle entre les carrières des deux Présidents des grandes Républiques alliées.*

Mr. Frederic Whyte était plus qualifié que quiconque pour l'écrire. Traducteur de nombreux ouvrages politiques et littéraires, français et allemands, non seulement il était le mieux placé pour juger, en spectateur impartial, l'œuvre du Président Wilson, mais encore sa parfaite connaissance du français qu'il manie avec une rare élégance, — traducteur de Flaubert, il fut à bonne école, — lui permettait la même étude à l'égard de M. Poincaré. Il nous permettra même de lui faire ici le reproche amical, tout en le remerciant de la confiance qu'il a bien voulu nous montrer en nous chargeant de traduire son parallèle, de ne pas avoir cru devoir faire lui-même cette traduction. L'auteur et le lecteur y eussent gagné.

C. G.-B.

Très peu semblables d'aspect extérieur, les deux Présidents : « l'homme sec et gris à la longue mâchoire », qui de l'Univer-

sité de Princeton, il y a sept ans, plongea si courageusement dans la politique de New-Jersey, et qui paraît encore, sur ses portraits, si *scholarly* et sérieux, quoique son rire,, selon l'expression de ses concitoyens, « soit à double détente » ; et le vigoureux petit avocat lorrain barbu, au teint clair, au grand front et aux yeux bleus expressifs. Mais nombreux sont les points d'une étrange ressemblance, et intéressants les points de contraste, dans leur physionomie et leur carrière respectives.

Apparemment le Français fut l'écolier le plus remarquable « enfant sérieux, énergique, aimable, parlant et écrivant bien », remportant tous les prix du lycée de Bar-le-Duc et déjà personnifiant ces solides qualités d'exactitude, de bon sens, de jugement sain, de dignité générale qui devaient lui valoir plus tard le surnom de « la prudence lorraine ». L'écolier Wilson, de son côté, ne fut pas aussi visiblement le père de l'homme qui siège aujourd'hui à la « Maison Blanche ». C'était un garçon plein de promesses, comme bien des garçons. Il était franc, ses manières étaient engageantes et, disent ses biographes, il était aimé de tous ; il jouait au baseball pour son premier collège et il eût fait un « dandy player », lui dit une fois son capitaine, s'il n'avait pas été « *so dam lazy* » (si... paresseux); grand marcheur, il était aussi, en compagnie, un grand parleur ; mais personne ne prévoyait en lui un futur Président des Etats-Unis, ni même un homme de marque.

Ce ne fut que lorsqu'il arriva à Princeton — le collège de New-Jersey, comme on l'appelait alors — en 1875, que le Woodrow Wilson que nous connaissons commença à se faire remarquer. Le jeune « Southerner » (son père Scoto-Irlandais habitait la Virginie lorsqu'il naquit) se montra rapidement un chef et un Démocrate. Il ne brilla pas encore beaucoup par ses études — quatre ans plus tard il était reçu seulement le quarante et unième sur les quarante-deux « honor men » — ; mais il s'était déjà choisi le chemin qu'il devait suivre dans la vie. Son « choix confiant du genre de travail auquel il se proposait de se consacrer et son indifférence facile envers tous les sujets qui n'intéressaient pas directement son but », ce furent là les caractéristiques qui frappèrent le plus ses collègues. Il rappelle lui-même le fait intéressant que ce fut la lecture par hasard d'une

série d'articles intitulée : « Les Hommes et les Manières au Parlement » par « Le membre pour Chiltern-Hundreds » (1) (pseudonyme employé alors par sir Henry Lucy) qui, plus que tout autre chose, lui fit tourner son énergie dans une direction — celle de la politique. Fasciné par ces tableaux colorés de la vie parlementaire anglaise, il s'adonna très sérieusement à l'histoire politique et, ainsi que son ami, M. W.-B. Hale l'exprime, « les mérites comparatifs de la méthode parlementaire britannique de gouvernement et de la méthode de comité privé des Etats-Unis devinrent le thème autour duquel son cerveau continua de tourner durant de nombreuses années ». En 1877 nous le trouvons occupé à créer un « Debating Club » libéral à Princeton, discourant sur les hommes d'Etat anglais du XVIII[e] et du XIX[e] siècles, de Burke à Cobden, et se montrant un étudiant très moderne de l'économie politique, comme disciple de Walter Bagehot. En avril 1879, l'*International Review* publia un article remarquable de sa plume sur « Le Gouvernement de Cabinet aux Etats-Unis » — événement notable dans sa carrière. En 1880, la santé lui fit défaut et il passa la plus grande partie de 1880 chez lui, dans une oisiveté forcée. Vint alors une année et demie d'existence tranquille à Atlanta, Georgie, où, comme jeune associé de la firme Renick et Wilson, il chercha, tout en continuant sérieusement ses études politiques, à gagner sa vie, par l'exercice de la loi.

Les progrès de M. Poincaré dans la vie publique furent plus rapides et plus directs que ceux de M. Wilson, bien qu'ils eussent été interrompus au début par son volontariat au 26[e] de ligne à Nancy. Il fut un soldat consciencieux et capable (il finit comme capitaine de chasseurs alpins) et il y eut très probablement des moments où il se permit des rêves de gloire militaire, mais il ne se laissa pas toutefois détourner de son étude de la loi et de la politique. Sa vingtième année le trouva installé à Paris, comme jeune avocat avec l'avenir devant lui, mais pas assez absorbé par la loi pour être empêché de se frayer un chemin avec succès dans la littérature, par des critiques drama-

(1) Chiltern-Hundreds est un district d'Angleterre, dans les comtés de Buckingham et d'Oxford, auquel est attaché la charge nominale d'Intendant pour la couronne. Les membres du Parlement, ne pouvant pas donner leur démission, acceptent cette charge de cour purement nominale quand ils veulent résigner leur mandat législatif, et leur siège se trouve ainsi vacant.

tiques et d'excellentes appréciations dans les revues des livres et des écrivains du moment. En 1883, en sa qualité de Secrétaire de la Conférence des Avocats, il fit son premier discours public, — un éloge de Dufaure, ministre aujourd'hui complètement oublié en dehors de la France, en dépit du panégyrique généreux du jeune Raymond Poincaré qui fit beaucoup pour faire revivre sa mémoire dans son pays. Quatre années plus tard, en juillet 1887, le jeune avocat-politicien était élu député de la Meuse (trois autres candidats, dont le général Boulanger, n'obtenant que 6.000 voix contre ses 34.796). Auparavant, il avait été chef de cabinet de son ami et compatriote, Jules Develle, Ministre de l'Agriculture dans le Cabinet de Freycinet. Assez caractéristique est ce fait que ce n'est qu'après trois années de Chambre des Députés qu'il se permit de monter à la tribune et de se faire entendre. Son premier discours date de 1891. C'était l'époque de l'Affaire Wilson et du Boulangisme, et la reconstitution des finances nationales sur une base nouvelle était le problème le plus urgent de l'époque. M. Develle avait conseillé à son protégé de se spécialiser dans les questions difficiles. Cette question l'était, difficile, et le jeune Poincaré s'y appliqua avec la plus grande diligence. Il était devenu un véritable expert en matière de finance et, en 1891, il se vit confier le soin de faire le rapport sur le Budget. Son discours fut un gros succès et, en 1893, il était nommé Rapporteur général. Sa carrière publique date de ce moment. Au cours des vingt années suivantes nous le trouvons tour à tour, Ministre de l'Instruction Publique, Ministre des Finances, Président de la Chambre, Sénateur, Ministre de la Justice, Président du Conseil, et, finalement, en janvier 1913, Président de la République.

La route de M. Wilson à la Principale Magistrature des Etats-Unis fut des plus différentes, mais, comme M. Poincaré, il se prépara lui-même pour ce poste élevé par la nature de son travail et de ses expériences et, comme M. Poincaré, les trois sujets auxquels il accorda le plus d'attention furent l'éducation, la loi et la finance. L'association Renick et Wilson à Atlanta fut de courte vie ; à l'automne de 1883, M. Wilson se faisait inscrire, pour deux années, à l'Université Johns Hopkins de Baltimore. De 1885 — l'année de son mariage — à 1890, il fit

des conférences sur l'Histoire et l'Economie Politique à cette Université, ainsi qu'à une autre dans le Connecticut et à un collège de femmes bien connu à Bryn Mawr près de Philadelphie. En 1890, on lui offrit la chaire de Jurisprudence et de Politique à Princeton, qu'il conserva jusqu'en 1902, lorsqu'il fut nommé Président de cette institution fameuse. En novembre 1910, après une élection qui devait constituer un événement dans l'histoire américaine, il fut « installé » Gouverneur de New-Jersey. En mars 1913, il devenait Président des Etats-Unis.

C'est un exercice agréable d'essayer de décrire ce Woodrow Wilson des « nineties » (1890-1899), qui, lentement mais sûrement, transforma Princeton d'une demeure luxueuse pour riches jeunes sybarites — « le plus charmant country club en Amérique » — en l'une des universités les plus avancées, les plus savantes et les plus démocratiques du monde. Pour nous faire de lui un portrait complet nous devons nous rappeler — ce que ses amis intimes ne sauraient jamais oublier — que cet homme d'esprit sérieux, ce réformateur résolu, cet idéaliste austère, est et a toujours été très humain et de compagnie agréable — qu'il a toujours été ce que le Dr. Johnson appelait « a clubbable man ». Même encore, il a une habitude écolière de garder ses mains dans les poches de son pantalon tout en discutant des affaires d'Etat et, dans sa vie privée, sa caractéristique la plus saillante est, dit-on, son goût pour la plaisanterie. Alors, comme maintenant, il ne fumait ni ne buvait, mais si vous avez de l'esprit, de la bonne humeur, des bonnes manières, une bonne santé et un air aimable vous pouvez être très populaire parmi vos semblables, même s'ils n'ont pas encore atteint leurs vingt ans et que vous soyez déjà un Spartiate d'âge moyen. Nous pouvons être sûrs que, malgré son zèle et ses idéaux élevés, M. Wilson fut aimé de ces jeunes ploutocrates de Princeton et qu'il en transforma la plupart en de sincères démocrates et des citoyens désintéressés. On sent que ses belles qualités durent être contagieuses. Voici de lui un portrait sympathique de la plume d'un ami :

« Avant et par-dessus toute autre conviction qu'il mûrit durant ces douze années dans la compagnie vivifiante d'étudiants, dans le joyeux exercice devant eux de son don oratoire,

et dans la calme solitude d'un cœur qui méditait sur l'histoire des institutions humaines et les lois du progrès, il se développa chez Woodrow Wilson une dévotion véritable pour la *démocratie.* Vous ne pouvez comprendre l'homme à partir de ce moment, vous ne pouvez le suivre dans la bataille compliquée qui fit rage par la suite, si vous ne reconnaissez pas que vous avez devant les yeux une scène dans laquelle la figure centrale est celle d'un prophète inspiré par un sentiment passionné de la majesté de la loi de la justice sociale ; un guerrier brûlant de haine pour les choses secrètes qui divisent et isolent, pour les distinctions artificielles, les privilèges immérités, les chances inégales, un chevalier animé par une tendresse affectueuse pour l'homme qui est en bas — une tendresse non pas sentimentale mais raisonnée. »

On sent que l'ami n'exagère pas, que c'est là un portrait sincère.

S'il voulait transformer Princeton selon ses propres idées, son œuvre était bien faite pour lui ! Dès le début, son intention fut, ainsi qu'il le dit lui-même non sans humour, de faire ressembler les étudiants « aussi peu que possible à leurs pères », mais ce ne fut que lorsqu'il devint Président de l'Université qu'il put commencer dans son administration ce qui lui parut les réformes réellement essentielles. La première fut un examen que les étudiants devaient subir ou s'en aller. La suivante fut de refondre le curriculum académique, non pas en balayant les classiques ou en faisant quelque autre exploit sensationnel, mais en introduisant une base d'éducation générale contenant, pour employer les propres paroles de M. Wilson, « tous les éléments de la science moderne » et permettant « à un homme de servir son pays de son mieux ».

Puis vint l'institution de ce qu'il appela le système préceptorial — petits groupes d'étudiants s'associant avec un tuteur ou professeur, avec lequel ils vivaient en relations constantes au lieu de prêter l'oreille simplement à des cours sentencieux pendant quelques heures par semaine. Le plus grand changement, cependant, ce fut la démocratisation graduelle de l'esprit du lieu — faire « un camarade gentleman d'un mufle » (*making a gentleman chum with a mucker*) ainsi qu'un fier jeune gentle-

man l'exprima dans les débuts de la transformation. L'histoire des efforts de M. Wilson dans ce sens, de leur triomphe graduel en face d'une violente opposition, et, finalement, de leur échec partiel amené par la munificence inopportune d'un millionnaire défunt, est pleine d'intérêt et même passionnante, mais des considérations d'espace m'interdisent de la conter ici. Qu'il me suffise de faire remarquer qu'une somme de trois millions de dollars ayant été léguée en 1910 par un vieil « alumnus » de Princeton pour établir un collège sur les lignes aristocratiques et ploutocratiques qui, depuis huit années, avaient été en cours de transformation, M. Wilson et les « trustees » de l'Université entrèrent en conflit et, en septembre de cette même année, après y avoir soigneusement réfléchi durant trois mois de vacances, il démissionna de la Présidence. Entre temps, par une bonne fortune étrange, une alternation merveilleuse s'était offerte à lui. Le 15 septembre 1910, il fut nommé par la Convention Démocratique d'Etat candidat au poste de Gouverneur de New-Jersey. Le 8 novembre il était élu.

Jamais il n'y eut association plus incongrue que celle de l'ancien Président de Princeton et de ses « backers » (partisans) politiques. Tout le cours de l'élection fut une délicieuse comédie en trois actes; M. Bernard Shaw n'aurait pu faire mieux. Le parti démocratique avait perdu le pouvoir dans cet Etat depuis quatorze ans et son « boss », l'ex-sénateur James Smith, savait que la seule chance de battre les Républicains, c'était de trouver un candidat démocrate convenable au poste de Gouverneur — un candidat de bonne réputation (que le parti lui-même avait perdue) et d'une personnalité marquante : Woodrow Wilson était l'homme. Ses principes élevés, secondés par sa conduite personnelle distinguée, gagneraient certainement la partie. Qu'importait si, pour lui faire plaisir, ils acceptaient verbalement toutes ses conditions absurdes ? Une fois qu'ils l'auraient fait élire, ils sauraient comment agir. Le rideau de l'acte I tombe sur l'ex-sénateur James Smith riant de cette bonne farce. Au cours de l'acte II, il rit moins. Ce Woodrow Wilson est une surprise. Il semble qu'il n'est pas seulement un maître d'école avec des idéaux et la faculté de bien parler — il est un homme du monde singulièrement avisé, malin même et énergique. Cela

paraît encore incroyable et ridicule, mais s'il allait cependant réussir à réaliser son projet de réforme — la réorganisation de l'administration, l'égalisation des impôts, le contrôle des corporations, la responsabilité des patrons, l'empêchement des pratiques de corruption dans les élections et (pire que tout) la conservation des ressources naturelles pour le bien de la communauté ? Fin de l'acte II. L'ex-sénateur James Smith revêt un air préoccupé. L'acte III nous montre M. Wilson élu d'une façon triomphante et, à la consternation de M. James Smith, commençant déjà à réaliser ses buts avec l'insistance et le succès les plus étonnants. Les Démocrates ont fait élire leur candidat et lui, James Smith, le « boss » démocrate, n'en va, de toute évidence, rien tirer pour lui ! En réalité, il se trouva honteusement rappelé à sa parole donnée — cette promesse de ne pas chercher à se faire réélire sénateur des Etats-Unis que Woodrow Wilson lui avait arrachée avant de consentir à être candidat démocrate ! L'ex-sénateur James Smith, « boss » démocrate de l'Etat de New-Jersey fait appel, dans sa douleur, au plus grand de tous les « bosses », le héros de Tammany, M. Croker, retiré déjà depuis longtemps de la politique américaine, mais toujours un observateur vivement intéressé. M. Croker l'écoute sympathiquement et est sincèrement dégoûté de ce qu'il apprend de la conduite de Woodrw Wilson. « Un ingrat », déclare-t-il avec mépris, « ne vaut rien en politique ». Fin de l'acte III.

L'ingrat complètement impénitent persista effrontément à réaliser son programme de réformes et, ainsi que l'exprime un écrivain américain, à se montrer « un idéaliste qui peut battre les politiciens et obtenir des résultats ». Le nombre et l'importance des mesures utiles introduites durant les cinq premiers mois de son gouvernement furent si remarquables que les politiciens le reconnurent bientôt comme un candidat inévitable à la Présidence des Etats-Unis. En mars 1911, le colonel George Harvey, éditor de la *North American Review*, parlant à un auditoire du Sud, l'annonçait comme le candidat idéal du Parti Démocratique, le résumant en ces mots : « Woodrow Wilson, le Scoto-Irlandais hautement américanisé, descendu de l'Ohio, né en Virginie, élevé dans le Maryland, marié en Georgie et déli-

vrant maintenant de l'esclavage cette vieille et fidèle Communauté Démocratique, l'Etat de New-Jersey. » Déjà il apparaissait comme si M. Bryan, le héros démocratique des élections précédentes, n'eût plus aucune chance d'être à nouveau l'élu du parti, en dépit de sa suite de partisans encore nombreux. Lorsque, à la Convention du Parti de 1911, M. Bryan soutint la candidature Wilson, contre M. Champ Clark, de Missouri, Président de la Chambre des Représentants, qui était le seul autre candidat sérieux, le résultat des élections était déjà prévu. Le candidat républicain était le Président sortant, M. Taft, et M. Roosevelt, républicain aussi, se présentait comme progressiste. Les voix républicaines se divisèrent et M. Wilson fut élu.

Dans l'étude des personnalités et des actes de M. Wilson et de M. Poincaré, il est intéressant de relire les chapitres dans lesquels Lord Bryce, dans « *The American Commonwealth* » et M. Bodley, dans son admirable livre sur la France, exposent et commentent les devoirs et les privilèges des Présidents des deux Républiques. Ces deux écrivains nous laissent entendre que, à part dans des circonstances extraordinaires, la « médiocrité dorée » est l'attribut le plus désiré — sinon réellement le plus désirable — chez les titulaires de l'un et l'autre poste. La Présidence de la République, selon M. Bodley, est plutôt considérée en France comme un « vain emploi » — rempli au mieux par un citoyen « d'un caractère simple et d'un tempérament insensible ». On le trouva généralement bien rempli par M. Félix Faure, type de l'homme d'affaires heureux et intelligent ayant pris une part active dans la politique ; il fut rempli d'une façon presque idéale par M. Carnot, « ingénieux, cultivé, scrupuleux, peu gênant ». Les fonctions d'un Président en France sont si rigidement circonscrites qu'elles n'offrent aucun avenir à une personnalité puissante. Le génie politique chez un Président français est reconnu déplacé ; s'il est combiné avec le génie militaire, il sera considéré avec appréhension et alarme. De l'intégrité, de la dignité, du bon sens, du savoir-faire, ce sont là presque les seules qualités réellement essentielles. Si, en plus, il peut faire un discours éloquent et conquérir l'estime des autres nations par son tact et son adresse, tant mieux !

En temps normal, les qualifications qui rendent un homme apte à la Présidence des Etats-Unis, en dépit de son étendue plus large et de ses possibilités plus grandes, sont très semblables. C'est une chose tellement acceptée que le « First Citizen » américain soit rarement le premier en raison de ses vertus ou qualités remarquables que lord Bryce consacra un chapitre séparé à cette question : « Pourquoi les Grands Hommes ne sont pas choisis comme Présidents. » Sa réponse est, brièvement, *primo*, que les grands hommes sont rares dans la politique américaine. La politique américaine est moins intéressante pour un homme d'une haute intelligence et d'une grande activité que la politique européenne, car elle est soumise à de nombreuses limitations ; la politique étrangère, par exemple, ne fait pas partie du programme de la Législation d'Etat ; quant aux réformes sociales et projets philanthropiques ils sont pour la plupart exclus de l'étude du Congrès ; et la politique d'Etat et la politique Fédérale, toutes les deux, s'occupent principalement du commerce, des entreprises industrielles et des finances. *Secundo*, lorsque des hommes de ce genre désirent servir leur pays la méthode du choix ne les met pas en avant ; par exemple, un membre du Congrès ne peut représenter que son propre district et s'il se fait des ennemis localement — et un grand Homme d'Etat doit être prêt à se faire des ennemis — toutes ses chances pour le reste de sa vie sont disparues. *Tertio*, en temps ordinaire, on a trouvé qu'en pratique les grands hommes ne sont pas absolument nécessaires.

« C'est ainsi qu'il arrive, dit lord Bryce, écrivant en 1888, que depuis que s'éteignirent les héros de la Révolution avec Jefferson, Adams et Madison il y a soixante ans, personne, à part le général Grant, ne parvint au fauteuil présidentiel dont le nom eût valu la peine qu'on s'en souvienne s'il n'avait été Président, et aucun Président, à part Abraham Lincoln, ne fit montre de qualités rares ou remarquables dans cette fonction. Qui sait ou voudrait savoir quelque chose de la personnalité de James K. Polk ou de Franklin Pierce ? La seule chose remarquable dans leur cas c'est que tant de banalité se soit élevée si haut. »

Parmi les études les plus précieuses de la Constitution des

Etats-Unis que consulta lord Bryce en 1888 se trouvait un petit volume intitulé « *Congressional Government* » par un certain Woodrow Wilson et publié quatre années auparavant. En le lisant maintenant et en nous rappelant quelle forte personnalité pouvait se reconnaître dans son auteur, même à cette époque lointaine, on sent que quelqu'un aurait pu « découvrir un gagnant » dans cette critique tranchante et consciencieuse de ce qu'il appelle un « Gouvernement par Comité », en opposition à un Gouvernement par un Cabinet responsable. Il voit des désavantages infinis et d'innombrables dangers dans la « séparation du droit de projeter et du devoir d'exécuter » — à son avis, la paille principale dans le système congressionnel, aussi y insiste-t-il en des pages d'une argumentation serrée. Une « stricte responsabilité » — déjà une de ses phrases favorites — tel est son remède au mal. « *Le pouvoir et une stricte responsabilité de son* emploi sont les bases essentielles, dit-il, d'un bon gouvernement. » Dans le système congressionnel il trouve le pouvoir divisé arbitrairement et méthodiquement entre le Congrès avec ses Comités et le Président avec son Cabinet, alors que ni l'un ni l'autre ne peuvent être rendus responsables. On peut dire cenpendant que la « Responsabilité » n'est que « la première planche de son tremplin » ; la seconde, c'est un pouvoir plus grand pour le Président. Il prétend d'un bout à l'autre que le Congrès est arrivé à empiéter indûment sur les droits du Président. Tout ce qu'il a à dire sur ce sujet tire, naturellement, un intérêt considérablement accru des récents développements.

*
* *

M. Poincaré, lui aussi, a exposé dans un livre qui fait autorité les principes de gouvernement qui existent dans l'Etat dont il est devenu le Président, mais son volume (*Comment la France est gouvernée*) est purement objectif et contient peu de choses en matière de critique. Le fait, cependant, que les deux Présidents ont ainsi exposé par écrit la constitution des grandes Républiques qu'ils ont été appelés à gouverner ajoute à la ressemblance existant déjà entre eux : le soin avec lequel ils se préparèrent pour leur tâche. Tant d'hommes semblent être

parvenus au fauteuil présidentiel presque par hasard ! Voici deux hommes qui auraient presque pu se dire il y a quarante ans : « Je suis destiné à la Présidence — il faut que je m'équipe pour cette fonction. »

Un grand nombre des admirateurs de M. Poincaré, en réalité, diraient qu'il s'était encore mieux équipé pour le rôle de Président du Conseil que pour celui de Président de la République, si l'on pouvait seulement imaginer un Ministère en France restant assez longtemps au pouvoir pour permettre à son chef de réaliser quelque chose de vraiment remarquable en matière de réformes. Le Président de la République préside mais ne gouverne pas.

Comme Président du Conseil, avec des collègues compétents et une durée de pouvoir raisonnable, M. Poincaré aurait inévitablement été plus loin dans les diverses directions qu'il prit avec un rare bonheur durant ses trop brèves périodes ministérielles, plus spécialement comme Ministre des Finances. La Finance est son fort, et ce qu'il appelle « la sincérité budgétaire » est, à son avis, la plus urgente nécessité dans la politique française. En matière d'éducation aussi, il y a de nombreuses idées et de nombreux projets que, comme Président du Conseil, il aurait pu réaliser, des idées ou des projets ébauchés dans la plupart des admirables discours qu'il fit en différentes parties de la France en qualité de Ministre de l'Instruction Publique. D'un autre côté c'est probablement dans ce rôle que ses qualifications pour la Présidence se manifestèrent davantage, car un Ministre de l'Instruction Publique est presque continuellement en évidence et est connu de toutes les sections de la communauté, spécialement si, comme M. Poincaré, il est doué de la faculté de la parole. La liste des discours prononcés par M. Poincaré en cette qualité est remarquable par le nombre et la variété. Nous le trouvons discourant un jour sur Renan devant les délégués des Sociétés Savantes à la Sorbonne, un autre jour au Conservatoire devant un auditoire théâtral sur Alexandre Dumas fils, Sains-Saëns et Massenet. Un jour il analyse la vie et l'œuvre de quelque fameux politicien, un autre jour il évoque le grand passé de l'Institut de France, un autre jour encore il trouve des pensées nouvelles et émues

pour exposer à ses jeunes compatriotes l'illustre exemple de Jeanne d'Arc. Ses discours, ou la plupart, ont été réimprimés et valent d'être lus. Ils ne sont pas, et n'ont pas la prétention d'être des chefs-d'œuvre oratoires, mais ils sont le produit d'un homme d'un beau cerveau et d'un cœur enthousiaste qui s'est donné la peine d'acquérir volontairement la faculté d'expression. Ce sont des essais conçus soigneusement, exécutés adroitement, avec chacun un commencement et une fin et sans jamais une phrase irréfléchie. Lucidité, concision, fini, ce furent toujours les traits caractéristiques des discours de M. Poincaré, en public, au Parlement ou au Tribunal. Au barreau de Paris, on se le rappelle, M. Poincaré rencontra, durant ces années où les affaires de l'Etat n'ont pas réclamé toutes ses énergies, un succès égal et devint un grand favori. L'un des plus beaux hommages qui lui furent rendus se trouve contenu dans le discours par lequel Me Labori, le champion fameux du capitaine Dreyfus, lui exprima, à l'ocasion de sa nomination à la Présidence de la République, les compliments et les bons souhaits de ses collègues.

M. Wilson s'appliqua non moins sérieusement, dans sa jeunesse, à acquérir l'art oratoire et non sans succès, mais ce n'était évidemment pas en lui d'atteindre à cette portée de style, cette perfection de forme que nous trouvons dans les écrits et les discours de M. Poincaré. Nous pouvons tous nous rappeler la demi-douzaine, ou environ, de phrases plutôt malheureuses qui ressortent avec un relief si déconcertant et, apparemment si volontaire, dans ses discours et ses manifestes de guerre. Il n'est pas facile d'expliquer comment il a pu commettre ces fautes. Ce n'est certainement pas par pauvreté de vocabulaire ou par négligence de composition. Sous les autres rapports, il semble y avoir peu à choisir entre le Français et l'Américain. M. Wilson a eu le champ le plus vaste pour ses activités et un nombre de problèmes infiniment plus grand à solutionner, mais on sent qu'il y a apporté les mêmes qualités d'énergie, de sincérité et de prudente détermination qui ont marqué la carrière de M. Poincaré comme homme d'Etat. La remarque d'Alexandre Dumas fils, lorsqu'un jour on lui désigna dans un café des boulevards le jeune Poincaré, aurait pu s'appliquer avec une

égale vérité à Woodrow Wilson : « Sacrebleu ! quand celui-là tiendra un os, il ne le lâchera pas ! » La longue mâchoire de l'Américain a autant de force que la mâchoire carrée du Français.

Comment se présenteront-ils à la Postérité, nos deux Présidents ? Que dira-t-on d'eux dans les histoires et les dictionnaires biographiques dans un siècle ? De telles spéculations, pour attrayantes qu'elles soient, sont vaines. Nous pouvons être sûrs en tous cas que ces deux homme se détacheront manifestement sur leur propre plan et que le monde continuera de s'intéresser à leur idiosyncrasie. On se rappellera la variété des activités intellectuelles du Président Wilson — toutes ses sympathies, ses enthousiasmes et ses accomplissements, son sens de la plaisanterie, son amour de la musique, sa familiarité « avec le dernier poème de Kipling et le dernier paradoxe de Chesterton », le remarquable mélange en lui du lettré et de l'homme pratique. « Un Idéaliste, mais pas un Visionnaire », « Le Président qui lit le Grec et écrit... la sténographie » ; ces nettes caractérisations de lui ne seront pas oubliées. M. Poincaré, sans doute, continuera d'être regardé comme « la prudence lorraine », et cette phrase sage qu'il prononça continuera d'être citée : « Avant de reviser la Constitution, on pourrait peut-être essayer de l'appliquer. » Des contrastes seront inévitablement faits entre sa forte personnalité et ses mérites brillants et la médiocrité vulgaire de ses prédécesseurs immédiats à la Présidence. En se rappelant sa période présidentielle, aucun futur Président n'aura le courage de se plaindre, ainsi que fit Casimir-Perier lorsqu'il démissionna, de n'être « qu'un simple maître de cérémonies », pas plus qu'il ne sera dorénavant possible à personne de considérer le poste, ainsi qu'on le fait dire à M. Grévy, comme simplement « une honorable retraite pour un vieux serviteur du pays ». Ce devra toujours être reconnu comme une chose splendide pour les Français comme pour les Américains qu'à cette heure de danger ils aient pu atteindre l'idéal démocratique : « le Pouvoir au Premier ».

Frederic WHYTE.

(Traduction de Cecil Georges-Bazile.)



Enquête mondiale sur l'avenir de la littérature

QUESTIONNAIRE

Voyez-vous que la guerre ait une influence déterminée sur la Littérature française et la littérature mondiale?

Si oui, quelle influence au point de vue esprit? quelle influence au point de vue forme?

Distinguez-vous les directions essentielles de cette influence?

Des genres littéraires, quel est celui qui prédominera: le roman -- la poésie -- le théâtre -- la critique -- le récit de guerre?

Verrons-nous une renaissance classique ou romantique?

M. F. Anstey (Thomas-Anstey-Guthrie) a, dans l'humour anglais, une place à part. Il raconte, avec un sérieux tout britannique, des histoires d'une extravagance voulue qui cachent toujours une ironique moralité. Son livre *Vice-Versa* où il s'est moqué exquisement de certains travers de la sentimentalité anglaise, le fit connaître, il y a quelques années, du public français :

J'ai le plaisir de répondre à la communication que vous avez bien voulu me faire l'honneur de m'adresser.

Cependant, je dois commencer par vous dire que, tout en ayant, — comme la plupart des Anglais —, quelque familiarité avec la littérature française du passé et du présent, cette connaissance n'est ni assez profonde ni assez complète pour me permettre de parler avec quelque autorité sur ce sujet.

Je pense que la guerre aura inévitablement une influence très marquée sur la littérature française ainsi que sur celle de toutes les nations.

Je dois ajouter que l'effet en sera plus apparent sur l'esprit que sur la forme.

Je ne puis essayer de spécifier la direction actuelle d'une telle influence, mais je crois que la souffrance et le sacrifice que toutes les nations belligérantes auront supportés si longtemps doivent contribuer à inspirer un ton plus grave et plus exalté à leurs littératures respectives.

Sans doute la réaction et l'allégement de se trouver de nouveau en paix trouveront, en certains cas, leur expression dans la gaîté et une irresponsable frivolité, mais je pense que la littérature générale sera plutôt sérieuse que frivole — bien plus sérieuse qu'elle n'était avant que les nations alliées aient été si prodigieusement forcées à combattre pour leur liberté et leur existence même, contre un barbare et formidable adversaire.

Une telle lutte, et de tels périls, ne peuvent certainement manquer de produire un effet réformateur et annoblissant sur les esprits de tous les écrivains, spécialement sur la plupart de ceux qui y ont pris une part active.

Il n'est pas aisé de prédire; cependant, des genres littéraires que vous mentionnez, je suis porté à croire que le théâtre prédominera. Puis, dans l'ordre — en France et probablement en Angleterre, — la poésie et ensuite le roman.

Il sera impossible d'écrire l'intrigue d'un roman avec les événements contemporains, lesquels ne seront pas étroitement mêlés à la guerre, — et il est probable que la majorité des écrivains en fera son thème pour d'ici quelque temps. Mais je ne crois pas que le roman de guerre — je veux dire le roman dont l'action est principalement sinon entièrement guerrière — prédominera — en Angleterre tout au moins, — ou, s'il devait en être ainsi tout d'abord, sa vogue serait de courte durée.

Quant à dire si nous verrons une Renaissance classique ou romantique, je crains de ne pouvoir présenter une opinion.

F. Anstey.

Azorin, le charmant Azorin, a-t-on dit en France et l'épithète est assez juste. Des livres d'une grâce rêveuse, d'un tour bref et nonchalant, ont popularisé en Espagne et dans l'Amérique Latine le pseudonyme de M. José Martinez Ruiz. Antonio Azorin avait été d'abord le nom d'un de ses personnages les plus aimés — le portrait de l'auteur, dit-on — ce protagoniste de *la Volonté* qui traîne, dans

un ancien village espagnol, sa peur de vivre et cette résignation demi-stoïque d'un disciple affaibli de Sénèque, son compatriote :

Quelques littérateurs espagnols auront reçu — envoyé de Paris — un questionnaire dans lequel il s'agit de l'avenir de la littérature. Que sera — demande-t-on — la littérature après la guerre ? Dans quelle mesure la guerre aura-t-elle exercé son influence sur les lettres ? Ce n'est pas une question transitoire que celle qui implique de telles interrogations ; tout le grand problème de l'art se trouve en elles renfermé. Parce qu'on suppose tout d'abord que l'art, le grand art, peut, doit se sentir influencé par l'ambiance sociale, par les événements sociaux, par une tendance ou une orientation de la masse sociale. En regard de cette conception esthétique s'élève celle de l'art pur, objectif et impersonnel. La guerre présente est un événement qui pénètre profondément, immensément, l'humanité. Mais l'humanité a passé par des crises aussi grandes que celle-ci. Et ces crises à quel degré ont-elles influé — en admettant qu'elles aient influé — sur l'art d'un Cervantès, d'un Lope de Vega, d'un Molière ?

Il ne s'agit point de ce que l'un de ces génies — ou d'autres — aient dédié une œuvre quelconque à ces grandes crises humaines. Cervantès, qui assista à la bataille de Lepanto (qualifiée par le même Cervantès comme le plus grand événement que virent les siècles), a pu parler de cette affaire si retentissante ; il n'y a pas lieu de considérer si l'on parle, plus ou moins épisodiquement, de ces incidents suprêmes, mais s'ils ont influé ou non sur le ton général de l'art d'un Cervantès, sur la structure de son œuvre. Et en examinant les choses avec calme, nous devrons répondre que non ; ou, du moins, que nous ne parvenons, ni à sentir cette influence, ni à la déterminer.

En ces temps modernes, à l'irruption dans la vie sociale de l'élément *opinion*, l'avis du public a déterminé une réaction sur l'artiste. Les écoles et les tendances sont nées et sont mortes tour à tour. Le goût de l'opinion avait agi sur l'artiste ; et beaucoup de ces artistes — la majeure partie — se laissaient entraîner par la tendance ou la manière dominante. S'il y avait en eux quelque véritable inspiration, leur œuvre prédominait, s'implantait, en dépit de l'affectation et de l'égarement de la tendance. S'il n'y avait en eux aucun tempérament, ils s'éffondraient et disparais-

saient dans l'oubli et le ridicule. Mais il y a eu dans tous les temps des artistes doués d'un tel équilibre et d'une telle sérénité, qu'ils n'ont pas eu besoin de s'emparer des tendances et des modes, et qu'ils se sont placés au-dessus de tout artifice et partialité. Quelle est donc, au point de vue technique, au point de vue art, la tendance d'un Voltaire, d'un Cervantès, et, dans la peinture, d'un Sorolla ? Les tendances s'imitent et se suivent ; elles s'imitent, se suivent, et s'enseignent. Mais, quels disciples pourraient avoir Anatole France ou Sorolla ? Tout leur art se résume en deux mots (tandis que les autres arts ont besoin de beaucoup de paroles pour être expliqués... et encore sont-ils compris ?); tout l'art d'un France ou d'un Sorolla est synthétisé en deux mots : simplicité et lumière.

Et ceci est l'art, au-dessus de toutes les modes, tendances et affectations. Il pourra y avoir des romantiques, des classiques, des symbolistes, des naturalistes, des idéalistes. Tout ceci change et passe. Les peintres d'un pays pourront s'éprendre d'un art triste, rudimentaire et prétentieux. Tout ceci s'efface et finit par fatiguer. Mais la vision directe de la vie et du monde, l'équilibre, la sobriété, la force contenue, de quelle manière pourrait-elle passer ? Non, ceci ne passe pas ; ceci n'est pas assujetti aux modes et aux goûts ; ceci est éternel. Une page de France ne passe pas, et ne passe pas davantage une toile de Sorolla.

Il se pourra donc qu'à la guerre actuelle on dédie des romans et des poèmes ; mais elle ne pourra modifier en rien l'essence de l'art. Et il s'ensuivra également des discussions sur le côté extérieur et formel de l'art littéraire. La vie a sa secrète et puissante impulsion, à laquelle il est nécessaire d'obéir. Les choses glissent et s'écoulent comme le courant majestueux d'un grand fleuve. Les fortes passions humaines provoquent et subjuguent l'humanité, la rendant esclave de la minute présente. Les commotions les plus profondes vont en s'amortissant, et alors même que nous consacrons une partie de notre sensibilité au souvenir, l'instant actuel retient toujours ce qui est le plus énergique et le plus vivant de notre être. Et comme l'art est un reflet de la vie, c'est vers la vie qu'il devra aspirer toujours, préféremment, principalement, et non vers le passé, vers la mort.

AZORIN.
(J. MARTINEZ-RUIZ).

Pio Baroja, l'homme aux paradoxes. Sa germanophilie même en fut une. On l'a comparé souvent à un ours dont il a la démarche et le coup de griffe. Un ours polaire sans doute, car il ressemble comme un frère à Gorki. Comme l'écrivain russe a décrit l'inquiétude voyageuse des vagabonds de son pays, Baroja nous a raconté les aventures de l'Ulysse espagnol, en continuant ainsi la grande tradition qui semblait périmée, du roman picaresque :

Je ne crois pas à l'influence de la guerre sur la littérature universelle. La guerre aura une profonde répercussion sur l'économie, l'industrie, la politique ; elle atteindra les zones du journalisme et de la sociologie, mais ne s'étendra pas au delà. La science, la philosophie et l'art demeurent, dans leur partie la plus pure, en dehors de l'action des baïonnettes et des canons, et de l'esprit des hommes qui les manipulent.

La guerre fournira peut-être quelques nouveaux éléments à la littérature, mais ces éléments seront en quelque sorte des éléments extérieurs qui n'altèreront pas son essence.

En ce qui me concerne, je n'ai jamais cru que la guerre ait influé par elle-même sur l'évolution de la pensée. En d'autres époques elle aura pu apporter des idées nouvelles, des conceptions inconnues d'un pays; aujourd'hui il ne peut en être ainsi.

Tandis que le canon tonnait à Iéna, Hegel écrivait la *Phénoménologie de l'Esprit*, et Gœthe terminait la première partie de *Faust*.

L'influence de la guerre de 70 sur les écrivains français et allemands, chez les uns orgueil du triomphe, chez les autres sentiment de vengeance, n'a laissé aucune empreinte artistique quelconque ; par contre, la curiosité humaine de Stendhal dans la bataille de Waterloo, la sérénité olympique de Tolstoï, décrivant les scènes de la guerre et de la paix en Russie, ont produit des pages inoubliables.

Je ne crois pas qu'il puisse naître de la guerre une Renaissance classique ou romantique ; pour moi, le classicisme et le romantisme existent dans le fond même du tempérament. L'homme se consacre à Apollon ou à Dionysos selon ses instincts.

De la guerre il résultera, selon moi, un grand amour pour la paix, un désir de sociabilité, un certain éloignement de la politique, une soif avide de s'instruire des choses spirituelles, essen-

tielles et élémentaires de la vie, comme l'amour, l'amitié, le problème éternel...

Pio BAROJA.

VICENTE BLASCO-IBANEZ, le romancier des *Terres maudites*, est célèbre à Paris et représente bien les deux couleurs violentes de son pays, le jaune des oranges qu'il a chantées et le rouge de l'*Arène Sanglante* où son admirable talent a reproduit la tragédie populaire de l'Espagne. Traduit partout, il a un des ñoms universellement connus de la littérature contemporaine :

Je ne crois pas aux prophéties littéraires ; aux écoles littéraires, non plus. En art, il n'y a que des tempéraments.

Des genres littéraires, quel est celui qui prédominera après la guerre ? Le roman certainement, comme il prédominait avant la guerre — car, il est, à mon sens, la dernière et la plus parfaite expression de toute littérature, le genre qui la résume et dans lequel viennent s'assembler l'épopée, l'élan lyrique, l'alerte comédie, l'étude psychologique.

Personne, je crois, ne pourra vous dire avec certitude si la littérature de demain sera classique ou romantique. C'est encore affaire de tempérament. Les écrivains représentatifs de notre siècle le seront-ils ? Je ne le sais pas. Je sais seulement que les esprits de deuxième ordre, les imitateurs de toujours seront là pour suivre docilement les autres, les énergiques, ceux qui auront eu le bonheur de trouver des idées nouvelles ou plutôt des nouvelles façons d'exprimer des idées aussi vieilles que le monde.

Logiquement la guerre n'exercera pas d'influence sur le développement de la littérature à venir. La vie politique des peuples est rarement en rapport avec leur développement littéraire ou philosophique. On a vu des petites nations influencer le monde par leur grandeur artistique qui nous empoigne après mille ans ; on a vu des empires puissants et vainqueurs laisser à peine dans l'histoire le souvenir d'une mentalité béotienne. D'autre part, la littérature n'est pas l'expression de ce que nous sommes, mais de ce que nous voulons être. A l'époque de la grande Révolution, la guillotine fonctionnait l'après-midi et l'on chantait le soir des opéras-pastorales. Le grand romancier était Florian. Par contre les bourgeois de Louis-Philippe, les boutiquiers gardes-nationaux, prisaient surtout le roman de cape et d'épée, les récits des

estocades et des aventures de chevalerie. La destinée des *Trois Mousquetaires*, voilà leur rêve à tous...

Il est certain que la guerre changera quelque chose, le goût exclusif que certains artistes méticuleux ont pour la forme. Les écrivains auront davantage le goût de la vie. Il ne seront plus des chercheurs d'épithètes, des ciseleurs de phrases, des nécromants à l'affût de mots périmés. La réalité leur aura montré qu'il y a dans la vie quelque chose de plus que les belles paroles.

Vincente Blasco-Ibanez.

Le plus illustre philosophe de l'heure présente, M. Emile Boutroux qui a fait aimer et honorer, aux quatre coins du monde, la pensée française, sait mieux que personne les « contingences » des lois littéraires et combien l'avenir est incertain. Il a bien voulu pourtant nous dire ses espérances :

Pardonnez-moi mon embarras. Il est si difficile de prédire autrement qu'après coup. J'ai vu démentir par l'événement les prédictions des hommes les plus compétents. Je redoute, après cette guerre, une revanche de l'esprit étroitement pratique. J'ai peur que ne se réalise l'idée jadis risquée par Edmond About dans *Le Progrès :* une société purement industrielle qui ne demande autre chose à l'art que de lui donner un délassement après sa journée de travail.

C'est aux artistes et aux lettrés à conserver le bel élan que leur a donné cette lutte d'idées. Je souhaite qu'ils conçoivent l'art à la manière des anciens Grecs, comme l'âme d'une vie noblement humaine, et non comme un futile amusement. Je souhaite que le souci de la vérité et de l'utilité ne soit pas séparé de celui de la beauté et de la nouveauté. Certes, l'art est affaire d'inspiration. Mais l'inspiration n'exclut pas la réflexion. Aristote dit que la poésie est plus « vraie » que l'histoire. Il dépend de nos littérateurs de faire considérable et magnifique le rôle de la littérature dans la vie de demain. Qu'ils mesurent leur devoir, leur responsabilité, le rôle, plus nécessaire que jamais, qu'ils auront à jouer, et ils trouveront ce qu'il faut dire à leur temps et la manière de le dire, ce qui est le principe de la vraie originalité.

La littérature d'aujourd'hui est belle, celle de demain sera plus belle encore parce que l'art suppose une combinaison de l'impres-

sion avec l'imagination qui demande un temps d'incubation inconsciente.

Emile Boutroux.

C'est *la Ville Ardente* qui fit connaître en France le talent vigoureux et souple du grand écrivain belge M. Henri Carton de Wiart, devenu ministre de la Justice à Sainte-Adresse. Mais il était déjà, pour ses compatriotes, un de ces écrivains de la lignée de Verhaeren et de Maeterlinck dont le talent, à la fois réaliste et rêveur, paraît une synthèse des âmes flamande et wallonne :

Quelle sera l'influence de la guerre sur la littérature française et la littérature mondiale ? Si dangereux que soit le rôle de prophète, je me risque à augurer que la jeunesse qui reviendra du front et qui aura médité sa souffrance, n'oubliera ni sa souffrance, ni surtout sa méditation. Chez elle, le sentiment et les idées auront pris une allure nouvelle et les phrases un rythme nouveau. Avec M. Henri Joly et M. André Beaunier, je crois que l'action, en ouvrant dans les Lettres une source nouvelle d'initiative, de courage, d'héroïsme, y ouvrira aussi une source d'éloquence et de poésie où le réalisme et l'idéalisme auront, l'un et l'autre, leur juste part.

Quelles seront les directions essentielles de cette influence ? Je ne sais si je m'abuse et si je succombe à la tentation, familière chez tous ceux qui ont beaucoup écrit et bataillé pour leurs idées, d'escompter dans l'avenir la confirmation de leurs propres doctrines et de leurs propres espérances... Mais je suis porté à croire que les œuvres de demain marqueront un retour au classicisme, c'est-à-dire à une certaine discipline intellectuelle et morale d'où baucoup s'étaient éloignés. Elles conserveront sans doute quelque chose de cette heureuse pénétration qui s'établit chaque jour plus intime entre les mentalités des pays de la Grande Entente. Enfin, dans le domaine de l'éducation et de la science, nous verrons, je l'espère, s'atténuer cette spécialisation outrancière qui, lorsqu'elle est trop précoce, draine tant de forces vives vers des vallées peut-être plus profondes, mais certes plus étroites, au risque de dessécher les hauts plateaux de la pensée humaine. Qui vivra, verra.

H. Carton de Wiart.

L'appartement que M. Louis Dumur occupe au *Mercure de France*, ce logis d'un célibataire qui serait un savant, si plein de livres et de poussière, est bien le cadre et l'ermitage du grand écri-

vain venu de Suisse à Paris comme Jean-Jacques dont il a célébré, dans un livre exquis, le centenaire. Penseur, poète et romancier, curieux de tout, cachant mal, sous des dehors narquois, une sensibilité frémissante et ce don admirable de se passionner pour la justice qui fit de lui un socialiste, M. Dumur est une des plus curieuses physionomies du Paris littéraire. Depuis la guerre, l'auteur des *Deux Suisses* est le pamphlétaire que les germanophiles redoutent :

Dans l'une des lucides chroniques qu'il adressait à la *Nation* de Buenos-Aires et que l'on a réunies sous le titre de *Pendant la Guerre, lettres pour l'Argentine*, Remy de Gourmont s'était déjà posé la question. C'est dans l'étude *la Guerre et la Littérature*, qui doit dater de janvier 1915. « Que sera le théâtre de demain, se demandait-il, et que sera la littérature de demain ? » Selon son habitude de sage, il n'y répondait point par des précisions, non plus que par des fantaisies. Il n'aimait ni à prophétiser, ni à faire de l'esprit sans raison. « Si nous le savions, disait-il, cela lui ôterait beaucoup de son intérêt, car toute œuvre littéraire, du genre même le plus sérieux, tire une partie, tout au moins, de sa valeur de son caractère inattendu. Le génie aime à faire des surprises : nous serons surpris, s'il s'en mêle, mais s'en mêlera-t-il ? Les obus aussi, et les balles, aiment à faire des surprises. »

Ce qui revient à dire, me semble-t-il, que la littérature de demain dépend d'abord, comme celle de toujours, de la libre éclosion des écrivains de génie, puis, accessoirement, du sort même des batailles. Quant à l'influence directe de la guerre sur les lettres, Gourmont, sans se prononcer personnellement, contait ceci : « Un jeune officier, écrivain lui-même, avec lequel je parlais l'autre jour de cette question, comme il venait de se battre pour la quinzième fois depuis un mois, me disait : « Si elle est sincère, la prochaine littérature sera cynique, comme la guerre elle-même. Ceux qui auront passé par là ne sauront plus rien ménager. Ils connaîtront jusqu'au fond la nature humaine. » Il ajoutait toutefois avec sa prudente philosophie : « Mais peut-être ce jeune écrivain est-il une exception. Rien ne change les tempéraments. Chacun aura senti la guerre selon sa nature, et cela sera très bien ainsi. »

Le génie, le tempérament prime tout, c'est entendu, et les chefs-d'œuvre, les grands courants littéraires sont le fait de quelques individus. Mais les événements exercent leur influence sur les

écrivains, et s'ils ne les déterminent pas, ils les orientent. Qu'on songe à ce qu'eût été un Victor Hugo sans la Révolution et sans Napoléon, un Hugo campé au centre du XVIII[e] siècle. Il n'eût peut-être pas été moins génial, mais combien différent du Victor Hugo que nous connaissons. Il y a encore ceci, c'est qu'un grand écrivain, pour être tel, doit être accepté et admiré, soit par la foule, soit par une élite, soit par une partie de cette élite, par un public enfin, si vaste ou si restreint soit-il, qui le crée, qui le sacre et qui le suit. Or, les événements ont nécessairement prise sur ce public, partant sur l'écrivain qui le domine, mais qu'il domine réciproquement. Un peuple humilié ne connaîtra pas de Pindare, pas plus qu'une nation victorieuse n'admettra de Jérémie.

La guerre, surtout une pareille guerre qui bouleverse les deux hémisphères, aura donc une action immense sur les grands hommes, s'il doit en naître, sur tous les arts et sur toutes les littératures. Dans quel sens, c'est ce qu'il est impossible d'évaluer et qui dépendra totalement de l'issue même de l'événement, le plus formidable qui se soit jamais produit. Qui ne voit que l'avenir des littératures, comme l'avenir même du monde, sera essentiellement différent, selon que le plateau qui portera la victoire penchera d'un côté ou de l'autre ? Il ne reste plus qu'à espérer au triomphe sur la Kultur des civilisations latine et anglo-saxonne. Il faut l'espérer pour l'avenir de la littérature germanique elle-même, car si la France, l'Italie, l'Angleterre connurent leurs plus brillantes floraisons littéraires au moment où elles étaient puissantes et victorieuses, l'Allemagne ne fut grande, littérairement, qu'à l'époque où elle était une vaincue.

(*A suivre.*) Louis Dumur.

(Enquête de MM. Ventura Garcia-Calderon et Gaston Picard.)





Les clauses du Travail dans le Traité de Paix

Des drapeaux, des cortèges royaux ou présidentiels, des foules que déposent puis reprennent des courants dans les rues : la guerre est finie.

Voici les porteurs de couronnes triomphales. L'adulation courbe ces hommes devant les ouvriers de la dernière heure. Attitude naturelle de servilité ? Sûrement. Qui s'en étonnera ? Qu'ils passent.

Habileté ? Peut-être. Ici il importe d'être en garde.

Car, l'invention du Sauveur de la Patrie est pour faire oublier au peuple lui-même, le peuple qui est mort, qui a souffert, qui a vaincu. C'est une théorie, qu'il n'est pas bon d'exalter le peuple aux heures de gloire, surtout quand elles lui sont dues. Il a été la force dans la guerre. S'il s'avisait de continuer et d'être la force dans la paix, quel péril !

Une prudente politique impose de résumer la réalité en un symbole. D'autant que, dans cette longue guerre, tout le peuple a été sous les armes : il a jugé les chefs et les méthodes des dirigeants ; il en a pu prendre, par comparaison, une vanité insupportable. Vite, qu'on camoufle en apothéoses individuelles les cimetières innombrables, les mutilés, la masse des soldats, le nombre qui, en vérité, dérangerait tant de choses s'il prenait

conscience de ce qu'il peut faire de formidable, par ce qu'il a fait de formidable.

Mais soyons sans crainte.

L'inévitable et légitime exaltation de la victoire, passée, les vanités ou les calculs se rapetisseront devant le devoir à remplir. Labeur, désintéressement, ténacité, violence, seront les qualités nécessaires à ceux qui voudront que la paix soit faite et gagnée par le peuple, puisqu'il a fait et gagné la guerre.

Le peuple ne sera vraiment vainqueur que si la paix consacre la suprématie du Travail, que si, dans la Société des Nations, les règles du Travail sont discutées, établies, respectées, comme les plus vitales et les plus honorables pour la civilisation.

La guerre qui vient de passer a été la grande destruction. Hommes, maisons, arbres, ont été frappés à mort. Les lauriers sont piteux à côté de tant de tombes croisées, de tant de foyers en ruines, de tant de grands arbres déchiquetés. C'est le Travail d'hier qui a subi les dévastations. C'est le Travail de demain qui aura à les réparer. La destinée sera-t-elle que la guerre, après avoir ravagé les familles, les usines, les champs, toute l'œuvre des affections, des mains, des labeurs divers, pèse longuement et lourdement sur ceux qui relèveront les murs, mettront en marche les métiers, laboureront le sol bouleversé ?

Ce serait injuste.

Les hommes qui ont défendu la patrie et repoussé l'ennemi, après avoir déposé leur fusil reprendront l'outil abandonné. Ils doivent, dans leur vie quotidienne de travailleurs, améliorée, annoblie, avoir un bénéfice immédiat de leur victoire.

C'est, dira-t-on, un point de vue personnel, égoïste, auquel on n'aura point de sitôt le loisir de s'arrêter. L'après-guerre, comme la guerre, sera impérieusement sous la prédominance de l'intérêt collectif. Comme aux jours où il fallait maintenir les barbares, on devra, d'un effort unanime, se donner, sans discuter, à la reconstitution du pays.

Oui. Mais savoir par quoi commencer, voilà qui est primordial.

Je pense qu'il faut, pour se guider, chercher quel est le plus grand dommage causé à la nation par la guerre.

A n'en pas douter la diminution de la population est la large et poignante mutilation subie par la France.

C'est à la réparer qu'il faut donner les premiers soins.

Pour soutenir la lutte, acheter les matières premières, payer les munitions, les allocations, permettre de réaliser des bénéfices, on a émis par milliards des billets de banque.

Nul gouvernement, nul pouvoir n'aurait pu faire surgir du néant un homme de plus pour les besoins de la défense nationale.

Durant la guerre le capital ou sa représentation s'est accru de façon anormale ; la population a décru redoutablement. Un déséquilibre dangereux va s'affirmer. Le pire, — et tant d'intérêts qui veulent être satisfaits immédiatement y tendront, — serait que la population soit écrasée. Elle est la richesse active sans laquelle le capital n'est que de la richesse stérile. Et on voudra, méprisant l'avenir du pays, épuiser la richesse créatrice devenue rare, pour féconder la richesse stérile, enflée et avide.

Permettre à la population de s'accroître est la nécessité à laquelle tout est subordonné. Cette urgence pose, dans toute son ampleur, le problème du Travail.

Si le capital est fait de choses inertes multiples, factices ou réelles, le Travail n'est que par une incarnation. Il est le bras et le cerveau, la force et l'intelligence. Travail et population sont un. Un pays mourra de misère avec des coffres-forts emplis et des berceaux vides. Pour se relever sûrement la France doit, en protégeant le Travail, protéger et susciter la population.

Je suis arrêté ici par des objections indignées. Laissons-les exploser.

« Quoi ? alors que s'offrent tant d'affaires à toutes les activités, vous allez, sous prétexte de protection du Travail, limiter la production. Le vieux sentimentalisme n'est plus de mise devant les faits. Proclamez la liberté. Supprimez toutes les entraves. La France a des marchés à conquérir. Elle a, sur son sol, une œuvre énorme à accomplir. Le patriotisme exige encore des sacrifices. La tâche est immense et sera fructueuse. Pour l'effectuer la main-d'œuvre est insuffisante par suite des pertes. La solution est de demander à la main-d'œuvre restante un labeur accru. Nous ferions face à la besogne si disparaissaient ces lois ouvrières qui empêchent d'employer suivant les besoins, femmes, enfants, adultes. Et voici que vous voulez, au contraire, renforcer cette réglementation contre laquelle toute l'industrie a toujours pro-

testé. Le moment est bien choisi. Comme c'est habile..., etc. »

Toute cette argumentation se tient si l'effort essentiel de notre pays est de produire beaucoup, si sa régénération peut être traduite par les profits du capital. Je soutiens qu'elle est fausse, parce que ceux qui la développent n'ont qu'une conception d'intérêt particulier, qu'une croyance naïve, celle que la richesse d'un pays est faite de l'addition des avoirs particuliers.

Or, après la grande catastrophe, pour que grandisse et prospère la France, il faut refaire de la vie et non de l'argent, des familles et non des fortunes.

Si d'ici quelques années notre natalité n'augmente pas régulièrement, nous aurons eu beau établir, à force, des produits pour les vendre à l'étranger et avoir encaissé d'énormes paiements en or, nous serons une proie. Bel avenir pour des vainqueurs.

Pour échapper à cette déchéance assurons au plus grand nombre des conditions humaines d'existence. Ne souffrons plus que le Travail anémie et raréfie la population.

Je ne veux point refaire le réquisitoire si souvent fait contre les longues journées, les semaines sans repos, les industries qui appauvrissent le pays en consommant enfants et femmes, contre le travail de la femme.

Nul ne l'ignore. L'enfant à l'usine dès douze ans, c'est une force d'avenir entravée dans son développement physique et intellectuel. La jeune fille attachée aux durs travaux, ce sont des espérances de maternité tuées par le surmenage. La femme à l'atelier, c'est le foyer désert et froid, c'est le petit enfant en péril, remis au nourrissage mercenaire, ce fléau qui, pour la mortalité, ne le cède point à la guerre. L'homme tenu douze heures à la besogne, vingt-quatre heures lors des changements d'équipes, c'est la recherche de réconforts rapides et violents, c'est l'alcoolisme fatal qui est plus un mal social qu'un vice individuel.

Nous sommes convaincus de tout cela, disent les gens de bonne foi, mais si notre pays veut réaliser une législation qui mette un terme à ces abus, il se placera, en face de la concurrence étrangère moins soucieuse de justice, dans une situation périlleuse d'infériorité.

Ce n'est pas certain : il est démontré que les industriels qui sont sortis hardiment de la routine, qui ont remplacé le vieil esprit patronal d'autorité et de domination qui la maintient, par une volonté de collaboration, qui ont fourni à leurs salariés bien-être, loisirs, outillage adapté à un travail plus intense, ont obtenu un rendement supérieur avec les courtes journées, avec un personnel non surmené et pouvant donner à l'intérieur, à la vie sociale corporative, politique, une attention qui élève.

Si nous admettons cependant qu'une législation ouvrière doit, pour n'être pas une duperie, être internationale, si nous sommes certains qu'avec la protection du travail la population sera sauvegardée et mise en état de se développer, saisissons l'occasion de tout concilier par le traité de paix.

J'ai, pour approcher de ce résultat, élaboré un texte qui a reçu l'adhésion de la Commission du Travail de la Chambre des Députés (1).

Le voici. Il est présenté à la Chambre sous forme de proposition de résolution.

La Chambre invite le Gouvernement à proposer et soutenir à la Conférence de la Paix, l'insertion dans le traité de paix :

A. D'une clause proclamant la volonté des puissances signataires de réaliser par une législation internationale du travail les conditions humaines du travail en sauvegardant l'instruction générale et l'éducation professionnelle de l'enfant, la maternité, la vie de famille, la vie sociale, la santé physique et morale, le développement de la population.

En conséquence, le traité de paix :

1° Promulguera les réformes adoptées à la Conférence de Berne de 1913 (2), savoir :

L'interdiction du travail de nuit des jeunes ouvriers employés dans l'industrie.

La fixation à dix heures de la journée de travail pour les femmes et les jeunes ouvriers employés dans l'industrie ;

(1) Séance du 29 Novembre 1918, sous la présidence de M. Groussier.

(2) A Berne ont été tenues deux conférences officielles, l'une en 1906, l'autre en 1913. La première a abouti à des conventions internationales sur l'interdiction du travail de nuit des femmes, et de l'emploi de phosphore blanc. Ces conventions ont été signées par les délégués des Etats suivants : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique. Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède et Suisse.

La conférence de 1913 après de longs débats a adopté les deux réformes visées par notre texte. Il n'y a manqué que les ratifications diplomatiques, qui peuvent, sans difficultés, être données par le traité de paix puisqu'aucune étude n'est à faire. A la conférence de 1913 étaient représentés. la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède et la Suisse.

2° Renverra à la Conférence internationale du travail prévue au paragraphe B l'examen des réformes suivantes :

Fixation à quatorze ans de l'âge d'admission au travail.

Limitation de la durée de la journée de travail des adultes et, dès à présent, établissement de la journée de huit heures dans les usines à marche continue et les mines.

Etablissement du repos d'une journée et demie par semaine.

Organisation et réciprocité de l'assurance maladie, de l'assurance invalidité et vieillesse, de l'assurance chômage et de la législation en matière d'accidents du travail.

Egalité du salaire et des conditions de travail entre les travailleurs étrangers et les travailleurs nationaux.

B. De l'institution d'une Conférence périodique internationale du travail entre les puissances signataires, Conférence à laquelle les Etats non signataires pourront adhérer et qui devra comprendre des délégués des organisations nationales ouvrières et patronales.

Cette Conférence aura pour but de faire progresser par des conventions successives la législation internationale du travail.

Elle sera maîtresse de son ordre du jour et pourra être saisie de propositions par une des nations signataires ou adhérentes.

Elle nommera dans son sein une commission ou cour d'arbitrage devant laquelle seront renvoyées toutes les contestations qui s'élèveront entre les nations signataires ou adhérentes sur l'application des conventions.

La date de la réunion de la première Conférence internationale du travail sera fixée par le traité de paix dans un délai maximum de six mois à partir de sa signature.

Dans cette session, la Conférence devra :

a) Edicter l'organisation et le fonctionnement dans chaque pays signataire ou adhérent d'une inspection du travail dont les rapports seront comparables.

b) Créer un Bureau international du travail, dont le budget sera fourni par les nations signataires et adhérentes, chargé notamment de la statistique, des enquêtes sociales techniques, de la centralisation et de la comparaison des prescriptions émises en vertu de conventions internationales relatives au travail, et des rapports nationaux sur leur application.

c) Aborder l'examen des réformes inscrites au 2° du paragraphe A.

Je ne crois pas avoir besoin de commenter ces propositions. Elles proclament des principes, contiennent adhésion aux premières réformes à engager, donnent naissance à l'instrument permanent de réalisations et de progrès. Elles n'imposent aux plénipotentiaires aucun débat technique.

Tout au plus pourrait-on dire qu'elles sont une singulière nouveauté dans un traité qui a pour but de régler les comptes de la grande guerre.

Ce qui n'est pas exact.

Le traité de paix prochain, outre le montant des réparations, établira, à moins de faillite, le statut des nations maîtresses d'elles-mêmes, libres, voulant écarter de leur avenir le retour des tueries et des dévastations. Nul traité n'a eu œuvre si vaste à accomplir.

Mais déjà, il y a un peu plus de cent ans, un traité de paix a vu plus haut que les problèmes dynastiques ou territoriaux et s'est donné un idéal d'humanité.

C'est le traité du 30 mai 1814, signé à Paris, entre la France et la Grande-Bretagne. Cette clause, tendant à devenir universelle, portant abolition de la traite des noirs, y a été inscrite :

Sa Majesté très chrétienne, partageant sans réserve tous les sentiments de Sa Majesté britannique relativement à un genre de commerce que repoussent les principes de la justice naturelle et les lumières du temps où nous vivons, s'engage à unir, au futur Congrès, tous ses efforts à ceux de Sa Majesté britannique pour faire prononcer par toutes les puissances de la chrétienté l'abolition de la traite des noirs, de telle sorte que ladite traite cesse universellement.

Aujourd'hui il ne s'agit plus de la créature, mais du travail de la créature qui se confond avec elle. Et d'Amérique nous vient un écho élargi de la clause de 1814. La Fédération du Travail, dans son Congrès tenu à New-York, le 16 novembre dernier, a proclamé que dans le traité de paix en préparation le principe devra être reconnu « que le travail d'une créature n'est pas une marchandise ou un article de commerce. »

Cette formule doit triompher. La justice l'impose ; l'intérêt aussi. La paix internationale ne donnera de fruits que si elle est greffée sur la paix sociale.

Justin Godart,
Député de Lyon.





Le bolchevisme : Théorie et pratique

Les bolcheviks ont déjà fêté l'anniversaire de leur arrivée au pouvoir. Une année n'est, certes, pas un délai considérable dans l'Histoire, mais quand on se souvient de la quasi-certitude avec laquelle on prédisait la chute imminente du bolchevisme, on se rend bien compte que l'année du règne bolcheviste est un laps de temps important.

Lénine, Trotzky, Zinovieff et les autres internationalistes et communistes acharnés qui étaient encore en exil ou en prison en février 1917, venant au pouvoir en novembre de la même année et prenant ainsi la succession du tzarisme déchu et terrassé — quelle métamorphose !

Avant la « révolution bolcheviste », les socialistes au pouvoir Avksentieff, Savinkoff, Lébedeff, Tzeretelli, Skobeleff, Zarouboff, Péchékhonoff, Prokopovitch et même l'internationaliste Tzernoff, se succédaient les uns aux autres. Mais cela semblait naturel, dans l'ordre des choses. C'est que tous, ils faisaient partie d'un « gouvernement » dans le sens occidental du mot : ils étaient des « ministres », — quelques-uns se faisaient appeler « camarades ministres » —, n'ayant aucune velléité de « chambarder » toutes les traditions gouvernementales.

Du plus, tous — sans en excepter les zimmerwaldiens Tzernoff et Tzeretelli — acceptaient le principe de la défense nationale. Si Skobeleff, Tzernoff et Tzeretelli faisaient des appels à la paix, réclamaient la publication des traités secrets, soutenant à cet égard la politique étrangère du Soviet, dont ils n'étaient que les mandataires au gouvernement, ils voulaient quand même la continuation de la guerre, au moins d'une guerre défensive, jus-

qu'au jour où l'Allemagne accepterait les conditions de paix équitables : « sans conquêtes et sans indemnités ».

L'arrivée au pouvoir des bolcheviks était le « chambardement » général : démobilisation de l'armée suivie aussitôt de la paix de Brest-Litowsk, dissolution de la Constituante, dictature des Soviets, dont allaient être exclus les éléments antibolchevistes, mesures de suppression de la propriété privée, séparation de l'Ukraine et ensuite de la Finlande, du Caucase, de la Crimée, soulèvements dans le Don et l'Oural, formation de gouvernements provisoires régionaux, etc., etc.

Et maintenant, que va-t-il advenir de la Russie? Quelles chances ont encore les bolcheviks de se maintenir au pouvoir en Moscovie? Et ailleurs — en Sibérie, en Ukraine, au Caucase — que se passera-t-il?

On ne peut encore répondre à ces questions que par des formules d'espérance, mais nullement par des certitudes.

Si l'arrivée au pouvoir du bolchevisme — huit mois après le tzarisme ! — a été une surprise, l'anniversaire de sa montée au pouvoir en est peut-être une plus grande encore.

En effet, depuis la révolution de mars, pendant les huit mois qui la séparent de la « révolution bolcheviste », on a vu, sous le nom de « gouvernement provisoire », une succession presque cinématographique de ministères. Toute stabilité gouvernementale a disparu. Seul le gouvernement bolcheviste, appelé aussi soviétiste, tient bon ! La Russie n'est plus ce qu'elle était même au moment de la disparition du dernier ministère Kerensky, elle s'est divisée, morcelée ; elle a subi une capitulation ; elle souffre de la faim et d'autres calamités, mais le gouvernement bolcheviste existe, persiste et règne par n'importe quels moyens !

Sa résistance semble être à beaucoup de gens, et surtout à ses partisans, une preuve indéniable et irrévocable de sa validité.

Etudier les circonstances où il arriva au pouvoir et les causes de son succès populaire est peut-être, actuellement, le meilleur moyen d'éclairer un peu la voie, encore si obscure, qui mène vers l'avenir, même le plus prochain.

Je veux l'essayer ici, en tâchant en même temps d'exposer, avec autant d'impartialité que possible, la théorie bolcheviste.

Le tzarisme, bien que combattu par plusieurs générations

d'intellectuels et miné ensuite par un vaste mouvement révolutionnaire ouvrier, est tombé, peut-être, beaucoup moins sous l'assaut qui lui a été donné que sous le poids de ses propres fautes, doublées de l'immense incapacité dont il a fait preuve depuis la guerre. Ses défenseurs les plus acharnés, tels que les députés Pourischkévitsch, Schoulguine, Bobrinsky se sont détournés de lui par sentiment de patriotisme, et cela, bien avant la révolution.

Mais la révolution, pour de multiples causes, dont surtout celle de l'obligation de continuer la guerre, ne pouvait plus grand'chose pour remédier à l'état d'épouvantable désorganisation où le tzarisme a amené le pays. La liberté même, conquise par la révolution et dont s'est avidement emparée une population de cent soixante-dix millions d'hommes, ne pouvait plus, hélas !, que contribuer à aggraver la désorganisation.

Aussi, la situation de la Russie, après la révolution, reste lamentable aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Depuis les journées de mars qui ont balayé l'ancien régime, plusieurs mouvements populaires se sont déjà produits contre le nouveau pouvoir. Des crises ministérielles ont déjà eu lieu. Le gouvernement provisoire a passé par plusieurs phases : « cadet » au commencement, il s'est transformé en « ministère de coalition » ; ensuite, il a pris le caractère socialiste, pour devenir dictatorial entre les mains de Kerensky, lequel, pendant quelque temps, a cumulé les fonctions de président de Conseil, de ministre de la guerre, de ministre de la marine et de généralissime, tout cela en manquant de collaborateurs pour plusieurs ministères importants.

Une lutte acharnée des partis se livrait autour du pouvoir. Les « cadets » se méfiaient des socialistes et ne leur cédaient pas ; les socialistes, des différentes nuances, se méfiaient aussi des cadets et ne leur cédaient pas. Les plus médérés parmi les socialistes, qui auraient volontiers accepté d'abandonner le pouvoir — et la responsabilité — aux « cadets », se croyaient obligés de les critiquer et de les injurier comme les représentants de la bourgeoisie.

D'ailleurs, le pouvoir était partagé entre le gouvernement provisoire de Kerensky et le Comité des Soviets, présidé par

Tcheidzé. Il n'y avait, entre ce Comité des Soviets et le gouvernement, ni accord, ni unité de vues ou d'action. Effectivement, le Comité des Soviets aurait pu s'emparer du pouvoir à n'importe quel moment, mais il ne voulait pas s'y décider, tout en refusant de céder entièrement le pouvoir au gouvernement qu'il tenait en dépendance.

Ainsi, maintes questions qu'il s'agissait de solutionner étaient ajournées jusqu'à la convocation de la Constituante. Mais à cause de différents motifs, parmi lesquels les longs préparatifs pour les élections, on a, à plusieurs reprises, ajourné la date de sa réunion.

Pour rémédier à la situation, l'on a convoqué la « conférence démocratique », où les partis se sont encore plus divisés, puis, le fameux « Avant-Parlement », où les partis n'ont pas réussi, non plus, à former une compacte majorité avec un programme défini.

Le « complot » de Korniloff, au sujet duquel il s'agit encore d'établir la vérité, a fini de déchaîner les passions politiques au paroxysme.

En réalité, il n'y avait ni pouvoir ni lois.

Cependant, dans le pays sévissaient à la fois la crise du ravitaillement, la crise des transports, la crise financière, la crise agricole, la crise industrielle. La désorganisation, le désarroi allaient en s'aggravant chaque jour et en se compliquant de plus en plus par la simple anarchie.

Dans les campagnes les paysans étaient occupés à résoudre « pratiquement » le problème agraire en s'emparant des terres, en chassant les châtelains, dont ils pillaient souvent les biens, et en se livrant même à des atrocités.

Le gouvernement provisoire s'y opposait ; il avait élaboré un projet de « socialisation des terres » et pris de graves mesures concernant la propriété foncière, mais la force lui faisant défaut, il était sans pouvoir pour solutionner autrement ce grand problème.

Dans les villes, l'élément dominant était, incontestablement, le prolétariat qui avait organisé partout des Soviets, en y admettant des soldats. La rareté des vivres et la hausse des prix, d'une part, et le sentiment d'être maîtresse de la situation, d'autre part,

ont poussé la classe ouvrière à faire augmenter les salaires dans des proportions presque incroyables. Cela et le manque de matières premières ont provoqué la fermeture de nombreuses usines. Dans d'autres, la productivité a sensiblement baissé.

Une grande perturbation dans la vie des villes a été apportée par le nombre considérable de soldats, qui, sous l'ancien régime, restaient dans les dépôts et que le nouveau régime a continué d'y garder, à grands frais, sans aucune utilité militaire ou autre. A ces soldats, dont beaucoup « s'embusquaient », pour ainsi dire, dans la révolution, se sont ajoutés les fuyards, qui abandonnaient le front sans rien risquer, le plus souvent, pour cet acte d'indiscipline.

Au front, la situation était plus que lamentable. Les troupes, qui ne recevaient plus de renforts, manquaient de pain et de vêtements; la discipline n'existait plus. L'offensive de Kerensky a abouti à un échec qui s'est vite transformé en déroute. Pouvait-on garder le moindre espoir de reprendre l'offensive? Et même, pour « tenir », pouvait-on compter sur cette armée mal ravitaillée et sans discipline où la « fraternisation » était très répandue ?

Les masses, autant par instinct que pour l'influence d'une propagande intense, voulaient la paix, la croyant tout à fait possible dans les conditions les plus honorables pour la Russie et la révolution. Le gouvernement, au point de vue de la paix, a adopté le programme du Soviet : ni annexions, ni contributions et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais le gouvernement ne mettait pas ce programme en accord avec sa diplomatie; il maintenait dans les pays alliés les représentants de l'ancien régime et n'arrivait à aucun résultat dans ses pourparlers avec les gouvernements de ces pays.

Les masses du peuple, les partis, leurs chefs, le gouvernement étaient donc de plus en plus désemparés, désorientés...

Quelle position a prise, en face de cette situation et au milieu de ce chaos, le parti bolchevik qui, avant la révolution, constituait l'aile gauche du parti social-démocrate russe et qui a pris depuis le nom de « parti communiste » ?

Il faut dire que dès le début des hostilités Lénine et ses amis (Trotzky n'en était pas encore) ont pris une attitude nettement

hostile à la guerre, en la considérant également comme une « guerre impérialiste » dans les deux groupes belligérants, et en n'y voyant en jeu que les intérêts de la bourgeoisie. Répudiant le principe de la « défense nationale », dénonçant comme une trahison au socialisme toute « union sacrée », Lénine prêchait la révolte du prolétariat de tous les pays, en affirmant que la guerre créait des conditions particulièrement favorables pour tenter « l'expropriation de la bourgeoisie », c'est-à-dire la réalisation du socialisme.

En 1916, Lénine écrivait :

L'impérialisme est la phase supérieure du capitalisme. Dans les pays avancés, le capital a dépassé les cadres des Etats nationaux, a remplacé la concurrence par le monopole en créant ainsi toutes les conditions objectives qui rendent possible la réalisation du socialisme.

La révolution socialiste peut commencer dans un avenir tout à fait rapproché. Le but immédiat du prolétariat sera alors de conquérir le pouvoir, de nationaliser les banques et de prendre toute une série de mesures dictatoriales.

Lénine stipulait que, non seulement la « bourgeoisie », mais aussi les « socialistes chauvins » tâcheraient de refréner la révolution en lui imprimant un caractère démocratique et en limitant ainsi ses buts. Par avance il clamait contre les « socialistes opportunistes », les « socialistes patriotes » et disait que la tâche des vrais socialistes consistait à évincer du mouvement tous ces gêneurs.

Formulant dès lors le programme : « sans annexions » et « le droit des nations de disposer d'elles-mêmes », Lénine disait que les socialistes qui, en Angleterre, ne réclament pas la liberté de séparation des colonies et de l'Irlande, qui, en Allemagne, ne réclament pas cette liberté pour les colonies, les Alsaciens, les Danois, les Polonais, qui, en Russie, ne la réclament pas pour la Finlande, la Pologne, l'Ukraine, etc., que ces socialistes agissent « comme les laquais des monarchies et de la bourgeoisie impérialistes qui se sont couvertes de sang et de boue ».

Lénine prévoyait, dans la suite des événements de la guerre, des insurrections nationales et des tentatives de libérations nationales. Il les encourageait, poussait le prolétariat à les seconder afin d'en profiter et d'attaquer en même temps la bour-

geoisie des grandes puissances affaiblies par la guerre et les mouvements « désannexionistes ».

Les frontières des Etats socialistes, écrivait-il, seront délimitées démocratiquement, c'est-à-dire selon la volonté et les « sympathies » de la population. Le capitalisme fait violence à ces sympathies et augmente ainsi les obstacles à l'œuvre de rapprochement des nations. Le socialisme, organisant la production *sans* le joug de classe, garantissant le bien-être à tous les membres de l'Etat, donne par cela même une *liberté entière* aux sympathies de la population, facilite et accélère prodigieusement le rapprochement et la fusion des nations.

Lénine écrivait encore — toujours en 1916 :

La marche en avant n'est plus possible que vers la société socialiste, vers la révolution socialiste. A la guerre bourgeoise et impérialiste, à la guerre du capitalisme perfectionné, on ne peut objectivement opposer, au point de vue de la marche en avant, que la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir.

Et il ajoutait :

La révolution est à l'ordre du jour, la guerre l'engendre... (1).

* * *

Phraséologie révolutionnaire? Programme d'un utopiste?

Voici qu'en pleine guerre éclate la révolution russe. Non seulement elle n'est pas étouffée dans le sang par les nombreuses troupes accumulées partout, mais elle est acclamée par l'armée aussi bien au front qu'à l'intérieur du pays.

Pour Lénine et ses amis, pour les *bolcheviks* qui déjà en 1905-1906 poussaient à « la dictature du prolétariat », c'est le commencement de la réalisation de leur programme, de leur plan. La révolution de mars est pour eux, non pas « le but atteint », mais le commencement de la fin de la société bourgeoise, du régime capitaliste. Peu importe que la Russie ne soit pas précisément un pays « avancé », un Etat de « capitalisme supérieur ». Faute de cela, elle possède, parmi les problèmes nationaux, le problème agraire ; elle a, par conséquence, assez de matériaux pour entretenir le feu, pour devenir un « foyer révolutionnaire » en attendant que l'incendie se propage dans les autres pays.

Pendant quelques semaines les bolcheviks, tout en publiant déjà à Pétrograd leur « *Pravda* », hésitent ; ils sont comme

(1) *Recueil du Social-Démocrate,* octobre 1916, pages 1-6 et 11-34

sous le charme des grands événements, manifestent peut-être avec plus de violence que les autres socialistes, clament contre la guerre, accusent la bourgeoisie, mais ils s'en tiennent encore aux termes du vieux programme social démocrate, dont ils ont reproduit le texte dans le premier numéro de leur journal, ce vieux programme qui stipule toutes sortes de libertés démocratiques, réclame la convocation d'une Constituante élue au suffrage universel, etc...

L'arrivée de Lénine, Zinovieff, Riazanoff — Trotzky ne viendra que plus tard et par une autre voie — et autres chefs du bolchevisme, qui, pour atteindre la Russie, traversent l'Allemagne avec l'autorisation du gouvernement impérial, va tout changer. Le fait seul d'avoir traversé le pays ennemi est une indication suffisante du peu de cas que Lénine et ses disciples feront d'un tas de sentiments et de principes « conventionnels ».

Effectivement, dès sa première apparition à une séance du Soviet, Lénine apporte des formules qui choquent même certains de ses anciens amis, ceux qui n'ont pas pu, depuis la guerre, suivre l'évolution du chef, durant son séjour en Suisse. Lénine conseille de jeter bas l'habit usé de la social-démocratie, d'adopter carrément le programme de communisme immédiat ; il prêche la fraternisation, demande de quel droit on versera du sang pour reconquérir la Courlande qui est un pays annexé et qui peut vouloir déterminer son avenir autrement que par la réunion, par la conquête, à la Russie.

« Délire d'un fou », dit alors de lui Plekhanoff. Mais le fou ne tardera pas à éclipser le sage : c'est qu'on est en pleine révolution, et dans un pays complètement désorganisé où la foule est grisée de liberté. Et Lénine ne cesse de répéter la devise de Danton : « De l'audace, de l'audace et encore de l'audace. »

L'action bolcheviste commence abondante, persistante, audacieuse, démagogique, bruyante, envahissante, s'exerçant surtout en pleine rue, parmi les foules.

*
* *

Sachant bien qu'aux époques troubles que sont les révolutions, il s'agit surtout, pour réussir, de jeter dans la masse des formules aussi simplistes, aussi synthétiques que tranchantes, le parti bolchevik s'y attache particulièrement. Lénine, dès son

arrivée en Russie, formule son programme en *dix* articles nets et condensés qu'on peut juger par les spécimens suivants :

Pas une république parlementaire, mais une république des Soviets ouvriers et paysans d'en bas jusqu'en haut.

Suppression de la police, de l'armée, de la bureaucratie.

Tous les fonctionnaires doivent être élus et révocables à n'importe quel moment ; leur traitement ne doit pas dépasser le salaire moyen d'un bon ouvrier (art. 5).

Aucun appui au gouvernement provisoire ; il faut expliquer l'entière hypocrisie de toutes ses promesses, particulièrement en ce qui concerne la renonciation aux annexions ; au lieu de « réclamer » de ce gouvernement de capitalistes — en faisant ainsi naître toutes sortes d'illusions, — qu'il cesse d'être impérialiste, il faut le démasquer (art. 3).

Aucune concession à l'égard de la « défense révolutionnaire » (1), car sous le nouveau gouvernement de Lwov et C°, la guerre restera certainement impérialiste et de rapine... (art. 1er).

Alors que les autres partis et fractions socialistes, tout en cherchant à se délimiter, à garder chacun et chacune sa physionomie, prêchent quand même (en s'entre-combattant) la coalition et n'arrivent à cause de cela qu'à des formules extrêmement embrouillées, souvent conditionnées et sous-conditionnées, le parti bolchevik prend la position extrême en tout et se sépare de tous.

Dans la question, par exemple, de l'offensive, qui est pendant longtemps débattue dans les Soviets et les meetings, les socialistes révolutionnaires du centre, les social-démocrates « mencheviks », voire même les « internationalistes », sont pour l'offensive mais avec des multiples conditions et considérations qui en font quelque chose de vague, sinon d'impossible. Les bolcheviks ayant déclaré une fois pour toutes que la guerre est « impérialiste » des deux côtés, prêchent ouvertement contre toute offensive et conseillent nettement la « fraternisation ».

Au Congrès des Soviets, en juin 1917, alors qu'au front on prépare activement l'offensive, les bolcheviks présentent un projet de résolution qui, entre autres choses, déclare :

Dans les conditions du moment actuel, l'offensive qui est dictée par les magnats de l'impérialisme allié, poursuit un but purement politique : refouler à l'arrière-plan et complètement déraciner de la conscience des masses, les résultats des pourparlers avec les alliés,

(1) C'est-à-dire la tendance des révolutionnaires comme G. Plekhanoff, qui étaient pour la « défense nationale ».

ceux-ci ayant démontré le caractère profondément impérialiste du groupement auquel appartenait la Russie d'avant la révolution.

En mettant le peuple et l'armée, qui ne sait pas au nom de quels buts internationaux elle doit verser son sang, devant le fait de l'offensive avec toutes ses conséquences, les éléments contre-révolutionnaires de la Russie espèrent que l'offensive amènera la centralisation du pouvoir entre les mains des militaires, des diplomates et des capitalistes alliés de l'impérialisme anglo-franco-américain et les dégagera dans l'avenir de la nécessité de tenir compte de la volonté organisée de la démocratie.

Les bolcheviks refusent toute collaboration avec le gouvernement provisoire et avec les partis qui les soutiennent et mènent contre eux une campagne violente.

Ils s'attachent surtout à gagner la majorité dans les Soviets, particulièrement dans celui de Pétrograd qui a une influence prédominante.

Ils évitent tout compromis avec le pouvoir pour ne prendre aucune part de responsabilité, même la moindre. Ils gardent ainsi toute leur liberté et peuvent profiter de toute la liberté de propagande pour critiquer avec une extrême violence « le gouvernement provisoire. »

Quant au pouvoir, leur formule est aussi catégorique qu'exclusive : il doit appartenir entièrement aux Soviets.

Toujours et partout ils sont contre les compromis, contre « les positions de milieu ». Dans chaque écrit de Lénine, de Trotzky ou Zinovieff on peut trouver, maintes fois répétée, cette phrase : « Il n'y a pas de milieu. »

Pourquoi le pouvoir doit-il passer aux Soviets ? Parce que les Soviets sont, par excellence, des organisations révolutionnaires, parce qu'ils sont la création de la révolution russe, parce que la révolution ne peut pas et ne doit pas s'arrêter à la phase « bourgeoise » ou démocratique, parce qu'elle doit aboutir à la dictature du prolétariat industriel et des ouvriers agricoles (*batraki*), et, enfin, parce qu'il n'y a pas de compromis possible entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dès lors, il leur est facile de répondre, sans ambiguïté, à toutes les questions qui se posent.

Pourquoi n'arrive-t-on pas à solutionner le programme agraire ? Parce que les Soviets n'ont pas la plénitude de pouvoir.

Pourquoi manque-t-on de pain ? Parce que les Soviets n'ont pas le contrôle du ravitaillement.

Pourquoi l'armée se laisse-t-elle battre, pourquoi fuit-elle devant l'ennemi ? Parce qu'elle ne combat pas pour un but révolutionnaire, parce qu'elle doit obéir à un gouvernement capitaliste, dépendant de ses « alliés impérialistes ».

Quand arrivera-t-on à la paix ? Quand les Soviets auront tous les pouvoirs.

Et ainsi pour tous les problèmes, pour toutes les questions.



Plus les bolcheviks sentent les masses gagnées par leur propagande, plus leur influence grandit, plus ils deviennent intransigeants, plus ils sont violents dans leurs critiques, et plus ils flattent les instincts de la masse. Plus ils se considèrent près du pouvoir, moins ils consentent à le partager. Ils s'adressent directement aux masses, leur prêchent le bolchevisme à l'aide de formules, dont l'essentiel consiste à dire que tout le pouvoir, toutes les terres, toutes les richesses, tous les moyens de production doivent passer immédiatement à la masse, c'est-à-dire au prolétariat des villes et des campagnes.

Quant à « l'action d'organisation », les bolcheviks la concentrent tout entière dans les Soviets. Là est leur sphère. Ils s'en vont avec éclat de « l'Avant-Parlement », méprisent la « conférence démocratique », dénoncent comme une trahison toute participation d'un socialiste au gouvernement, s'abstiennent d'assister aux conseils des fractions.

Ils multiplient le nombre de leurs journaux en leur donnant des noms attirants, compréhensibles aux masses et allant tout droit aux cœurs des simples : *La Vérité* (Pravda), *la Vérité de Tranchée*, *la Vérité ouvrière*, *le Pauvre*. Dans ces journaux ils ne publient ni les communiqués de guerre, ni les chroniques habituelles de tous les quotidiens : chaque ligne est réservée à la propagande, chaque mot imprimé est d'inspiration bolcheviste.

Ils rompent avec la tradition des socialistes russes — qui était aussi la leur — de citer constamment les auteurs socialistes étrangers, d'être toujours scientifiques à l'excès, et leurs brochures sont d'un exposé clair et populaire. Lénine lui-même abandonne toute son immense érudition socialiste pour ne parler

et n'écrire que sur les sujets et dans un langage accessibles aux masses.

Ils ont l'audace de s'emparer de l'Institut Smolny, en font une espèce de « maison commune », où ils se réunissent et couchent et où, jour et soir, ils font des meetings, discourant le plus souvent devant la foule du haut du fameux balcon. Mais ils ne manquent, non plus, aucune autre réunion, aucun autre meeting, où ils peuvent parler à la foule surtout quand il s'agit d'attaquer leurs adversaires.

Contre ceux-ci, qu'ils soient des socialistes ou des bourgeois, les bolcheviks sont implacables. Pour caractériser leur méthode de lutte, je ne saurai mieux faire que de rapporter une vieille anecdote, de Herzen, et qui date de 1848 :

Un *rouge des rouges* — conte Herzen — me racontait un jour, à Londres, ses exploits civiques pendant la révolution de février. Lorsque le peuple s'est installé aux Tuileries, Marrast ou Caussidière donna au rouge en question la mission de veiller sur la propriété de Louis-Philippe. Il arriva au palais, et, immédiatement, avec le coup d'œil d'un commandant et le savoir-faire d'un commissaire de police, il prend ses mesures.

Au moment où il maltraitait un homme qui avait pris un album, si je ne me trompe, et où il menaçait de le faire fusiller, un homme sort de la foule et prend énergiquement la défense de l'individu. Il parla si bien que la majorité commençait à prendre parti pour lui.

Je vis, continua l'écarlate, que les affaires allaient mal tourner. Alors, tout d'un coup, je m'écrie : « Ah ! c'est toi, misérable ! » L'autre s'arrête tout court. « Tu oses paraître ici ! Citoyens, je le connais, c'est un mouchard payé par les partisans du tyran déchu. » L'individu s'élance, veut parler, mais la foule se jette sur lui, l'entraîne, et c'est ainsi que je parvins à rétablir l'ordre.

— Est-ce que réellement c'était un mouchard ? demandai-je avec une naïveté hyperboréenne.

— Et qu'en sais-je, moi ? C'était pour la première fois que je voyais ce gaillard ; il fallait me défaire de lui.

— Pourtant, le peuple pouvait le pendre à la première lanterne ?

— C'eût été tant pis pour lui : dans ces bagarres-là on n'y regarde pas de si près. Et il prit une prise de tabac.

Dans la bagarre, les bolcheviks bien moins que ce « rouge des rouges » ne regardent de si près. Tous ceux qui ne sont pas avec et pour eux, ils les dénoncent, sans aucun scrupule, comme des « traitres à la Révolution », comme des valets du capitalisme », des « agents de l'impérialisme allié ». Pas de distinction, à cet égard, entre les *menchevik* ou les socialistes révolu-

tionnaires et les bourgeois, entre les *cadets et les cent-noirs*. Sus aux non-bolcheviks !

En même temps, pas un mot de blâme pour ceux qui, dans les villes et les campagnes, perpétuent le désordre, se livrent aux pires excès, ensanglantent de plus en plus cette révolution qu'on glorifiait, durant les premières semaines, comme la moins sanglante. Les bolcheviks fraternisent avec les anarchistes parmi lesquels bon nombre de repris de justice trop heureux de voler, de piller, d'assassiner au nom des principes tels que « la reprise individuelle » ou « la juste revanche populaire ». Plus tard, quand les bolcheviks seront au pouvoir, ils tireront avec des canons sur le repaire des anarchistes, les massacreront sans aucune pitié, mais sous le gouvernement provisoire, suivant fidèlement les préceptes des *netchaevtzy* (1), les bolcheviks les soutiennent, les défendent, s'insurgent contre toute mesure que le gouvernement décide pour combattre les anarchistes, surtout ceux qui relèvent du droit commun. Les bolcheviks défendent et encouragent les matelots de Kronstadt qui se livrent à d'effroyables atrocités. Ils dénoncent comme des « tentatives de contre-révolution » toutes les mesures qu'on envisage pour rétablir quelque discipline au front. Ils excitent les garnisons des villes à la désobéissance, entretiennent partout où cela leur est possible un état d'esprit d'extrême effervescence, profitent de toute occasion pour entretenir le mécontentement des foules. Eux, qui feront de la peine de mort un instrument de leur règne, ils protestent avec véhémence contre le rétablissement de la peine capitale au front et traitent « d'assassins » ceux des ministres qui se résignent à admettre cette mesure pour les cas les plus graves.

* * *

Il serait facile de citer maints documents sur cette action des bolcheviks avant leur arrivée au pouvoir. Que d'exemples de démagogie effrénée dans les déclarations et les discours bolchevistes aux séances des Soviets et dans les articles de leurs journaux !

Mais je préfère puiser les éléments de documentation aux

(1) Un groupement de révolutionnaires russes, dont le chef, Netchaeff, conseillait d'entretenir des relations avec les éléments criminels et de les exciter à faire des désordres.

sources les plus incontestables, les plus purement bolchevistes, et aussi les moins connues, je veux dire les écrits du grand chef du bolchevisme, Vladimir Oulianoff-Lénine.

Dans une brochure, écrite en partie en juillet, après la première tentative d'insurrection bolcheviste (1), mais publiée en septembre, Lénine constate en ces termes ce qu'il appelle la faillite de la révolution bourgeoise :

Que voulaient, en effet, les masses ouvrières et paysannes en faisant la révolution ? Qu'attendaient-elles de la révolution ? On sait que les ouvriers et les paysans aspiraient à la liberté, à la paix, au pain et à la terre.

Et que voyons-nous maintenant ?

Au lieu de la liberté, on commence à rétablir l'ancien arbitraire. On remet en vigueur la peine de mort au front, on traduit devant les tribunaux des paysans, parce qu'ils s'emparent des terres des châtelains. On saccage les imprimeries des journaux ouvriers. On arrête les bolcheviks.

Voilà donc Lénine champion de la liberté qu'il étouffera sans pitié dès qu'il sera au pouvoir. C'est que pour l'instant il a besoin de faire appel à elle. Et alors il surenchérit à souhait. En effet, au lieu de « l'ancien arbitraire », il existait alors en Russie une liberté complète, telle qu'on n'en a peut-être jamais vue dans aucun Etat organisé.

Mais continuons la lecture de la brochure de Lénine. (2).

Le peuple veut la paix. Or, le gouvernement révolutionnaire de la Russie libre reprend la guerre de rapine sur la base de ces mêmes traités secrets que l'ancien tzar Nicolas II a conclus avec les capitalistes anglais et français dans le but de dépouiller les autres.

On manque de pain. La famine est proche. A la connaissance de tous, les capitalistes et les riches volent le trésor dans les commandes de l'Etat (la guerre coûte actuellement au peuple 50 millions de roubles par jour), et réalisent des bénéfices incroyables. Mais rien n'est fait pour établir un contrôle sérieux de la production et pour la répartition des produits par les ouvriers.

En ce qui concerne la question agraire :

L'immense majorité des paysans ont nettement et clairement déclaré dans de nombreux Congrès qu'ils considéraient le droit de propriété des châtelains comme une iniquité et un vol. Mais le gouvernement qui s'intitule révolutionnaire et démocratique, continue à

(1) Lénine, contre lequel le mandat d'arrestation était lancé, se cachait alors, mais continuait sa collaboration dans les journaux bolchevistes.

(2) LÉNINE : *Ouroki Revcoluzii* (*Les Leçons de la Révolution*). Il est très curieux de remarquer que cette brochure, ainsi que toutes les publications de la maison d'édition bolcheviste « Pribol » sont marquées comme paraissant non pas à Pétrograd, mais à « Pétersbourg ».

mener les paysans par le nez, à les tromper par des promesses... Le gouvernement, en défendant les intérêts des châtelains, a même l'impudence de poursuivre les paysans qui s'emparent des terres.

Et Lénine résume ainsi l'attitude du gouvernement envers le peuple paysan :

Pour la terre, attends la réunion de la Constituante. Pour la Constituante, attends la fin de la guerre. Pour la fin de la guerre, attends la victoire complète. Voilà où l'on en est. Les capitalistes et les châtelains qui constituent la majorité dans le gouvernement se moquent des paysans...

Cependant, dans ce gouvernement siégeait le chef des socialistes révolutionnaires Tchernoff, auteur d'un projet d'expropriation des terres, qui a défendu tout acte de vente ou d'achat des terres jusqu'à la convocation de la Constituante.

La leçon essentielle que Lénine dégage de l'« expérience de la révolution » c'est que « les masses des travailleurs, pour en finir avec la guerre, avec la famine, avec le joug des châtelains et des capitalistes, n'ont pas d'autre salut que de rompre définitivement avec les partis des socialiste-révolutionnaires et mencheviks, qui jouent un rôle de traitres, de se refuser à tout compromis avec la bourgeoisie et de passer résolument du côté des ouvriers révolutionnaires (1). »

Bien entendu, sous le nom d'ouvriers révolutionnaires sont désignés ceux qui soutiennent le bolchevisme.

Dans un article écrit après la malheureuse tentative de Korniloff et qui est reproduit dans la même brochure, Lénine dit :

Ou la dissolution des Soviets et leur mort sans gloire, ou la remise aux Soviets de tout le pouvoir. Voilà ce que j'ai déclaré au commencement de juin.

Les événements de juillet et d'août confirment pleinement mes paroles... Seul le pouvoir sovietiste pourrait être stable, seul, il ne pourrait pas être renversé aux moments même les plus orageux de la révolution; seul, il pourrait assurer le développement constant et large de la révolution ainsi que la *lutte pacifique* des partis au sein des Soviets (2).

Et plus loin :

Le pouvoir aux Soviets est le seul moyen pour assurer que le développement ultérieur (de la révolution) soit *graduel*, *pacifique*, *calme*, qu'il se fasse selon la conscience et la décision de la majorité des masses populaires et selon leur propre expérience (3).

(1) Lénine : *Les Leçons de la Révolution*, p. 4-6.
(2) Lénine : *Les Leçons de la Révolution*, pages 21-22.
(3) *Ibid*, p. 28.

Ansi, Lénine promet et conseille *non pas la guerre civile* permanente, et sanglante, dont il est partisan et qu'il va pratiquer au pouvoir, mais la lutte *pacifique*, et s'il insiste sur la remise du pouvoir aux Soviets, c'est pour éviter à la révolution de nouveaux heurts et conflits sanglants, pour assurer une marche *graduelle, pacifique et calme*.

Dans la brochure que je viens de citer, Lénine, sans aborder de front la question de l'organisation pratique du pouvoir des Soviets, s'explique cependant sur ce qu'il entend par là.

Très souvent, sinon le plus souvent, dit-il, on comprend le principe : « tout le pouvoir aux Soviets » dans le sens de la constitution d'un ministère composé de représentants des partis, qui ont la majorité aux Soviets. C'est une erreur.

Un ministère des partis de la majorité sovietiste aurait signifié le changement des personnes qui sont à la tête des ministères, mais avec la conservation en entier de tout le vieil appareil gouvernemental, appareil bureaucratique par excellence, incapable de mettre en œuvre aucune réforme sérieuse...

Or, le pouvoir aux Soviets veut dire la transformation complète de tout l'appareil gouvernemental, qui est actuellement bureaucratique et constitue un obstacle à tout ce qui est démocratique ; il s'agit de le remplacer par l'appareil des Soviets, celui-là populaire et vraiment démocratique, car les Soviets sont la majorité du peuple organisé et armé ; il s'agit de donner l'initiative et l'indépendance à la majorité du peuple, non seulement dans l'élection des députés, mais aussi dans la gestion de l'Etat, dans la réalisation de toutes les réformes.

Lénine précise sa pensée en faisant la critique de l'organisation des pays à régime parlementaire :

Toute l'histoire de ces pays, écrit-il, démontre que le changement des ministres signifie peu de chose, car le travail réel du gouvernement est fait par une armée gigantesque de fonctionnaires. Cette armée est pénétrée jusqu'au fond par l'esprit bureaucratique ; elle est attachée par mille liens à la bourgeoisie et aux agrariens ; elle dépend d'eux de mille façons. Cette armée est entourée d'une atmosphère de relations et de conceptions bourgeoises, elle est engourdie, raidie, figée, elle est incapable de s'arracher à cette atmosphère, elle ne peut pas penser, sentir, agir autrement que selon ses anciennes habitudes...

C'est se faire une immense illusion, se tromper grandement et tromper le peuple que de tenter, à l'aide de cet appareil gouvernemental, de réaliser des réformes telles que la suppression, sans rachat, de la propriété foncière des châtelains ou le monopole des blés. Cet appareil peut servir la bourgeoisie républicaine dans une

république qui est « une monarchie sans un monarque », comme la troisième République en France, mais il est absolument inapte à réaliser des réformes qui n'abolissent même pas, mais restreignent seulement les droits du capital, les droits de la « sainte propriété privée ». C'est pourquoi il arrive toujours que dans des ministères dits de « coalition » avec la participation des socialistes, ces derniers, même s'ils sont d'une entière bonne foi, ne deviennent, en réalité, qu'un ornement, qu'un paravent du gouvernement bourgeois, un paratonnerre contre le mécontentement populaire, un moyen de leurrer les masses. Il en était ainsi avec Louis Blanc en 1848, et depuis il en a été ainsi maintes fois en Angleterre et en France ; il en était ainsi avec Tchernoff et Tzeretelli en 1917, et il en sera ainsi toujours tant qu'existera le régime capitaliste, et tant que se conservera le vieil appareil gouvernemental bourgeois et bureaucratique.

Les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, sont précisément précieux en ce qu'ils représentent un nouveau *type* d'appareil gouvernemental, infiniment supérieur et incomparablement plus démocratique. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont tout fait, le possible et l'impossible, pour transformer les Soviets en parlotes insignifiantes, qui, sous l'apparence de contrôle, s'occupaient à voter des résolutions et des vœux que le gouvernement, avec un sourire tout ce qu'il y a de plus aimable, reléguait dans ses tiroirs. Mais il a suffi du vent de *Kornilovstzina*, présage d'un bon orage, pour que les Soviets se dégourdissent, et l'initiative de masses révolutionnaires a aussitôt commencé à se manifester d'une manière grandiose, puissante et irrésistible (1).

Un peu avant cette brochure de Lénine, paraît une autre brochure populaire, signée de deux chefs du bolchevisme, Zinovieff et Staline, et où il est question de la défaite de l'offensive de Kerensky, de la situation au front et de la possibilité de la paix.

Les bolcheviks s'y défendent d'être en quoi que ce soit responsables de la défaite, en accusent les généraux « tzaristes », le gouvernement provisoire, les « défensistes », et en bloc tous ceux qui sont contre le bolchevisme. Les auteurs exposent ensuite leur plan d'action au point de vue de la guerre et de la paix. « Il faut, disent-ils, transmettre tout le pouvoir aux ouvriers, soldats et paysans, donner toutes les terres aux paysans, établir le contrôle des ouvriers sur la production, sur les banques et sur les moyens de transport, intensifier la lutte contre les capitalistes, afin que tout homme du peuple soit persuadé que la révolution ne défend que les intérêts des pauvres. Il faut, en même temps, chasser des ministères et des bureaux les fonctionnaires de l'ancien régime, démocratiser l'armée, d'en haut jusqu'en

(1) Lénine : *Les Leçons de la Révolution,* pages 22-24.

bas, en commençant par chasser les généraux tzaristes, publier les traités secrets « conclus par les tzars, les rois et les banquiers », et où l'on « dispose des peuples comme du bétail », et enfin offrir à tous les peuples « une paix démocratique de justice ».

La *première* objection à ce plan d'action que prévoient les auteurs de l'opuscule, c'est que « les capitalistes français et anglais s'y opposeront et pourront même peut-être déclarer la guerre à la Russie ».

Zinovieff et Staline ne le redoutent pas, car, disent-ils, les ouvriers français et anglais en ont, eux aussi, assez de la guerre et, certes, ne consentiraient jamais à marcher contre le prolétariat russe.

Mais alors se présente une autre objection : si les Allemands n'acceptent pas les conditions d'une paix juste et démocratique ? Que faire ?

Les deux maîtres du bolchevisme répondent textuellement :

Nous croyons que notre plan d'action pourrait porter le coup le plus puissant, le plus décisif à Guillaume-le-Bourreau. Il pourrait déchaîner la révolution en Allemagne et Guillaume y risquerait fortement sa tête. Mais si nos espoirs ne se réalisent pas, si Guillaume se maintient au pouvoir, si nos conditions de paix ne sont pas acceptées, alors, oh ! alors, *nous serons pour la guerre, nous ferons l'offensive, nous nous battrons jusqu'au bout* (1).

Faut-il rappeler ici la paix de Brest-Litowsk et toutes les capitulations postérieures du bolchevisme russe devant le militarisme allemand ?

***

Cependant, le bolchevisme s'appuyant sur une masse ignorante, sur des garnisons embusquées et profitant du désarroi gouvernemental, de l'obstination ou de l'indécision des autres partis, gagnait toujours du terrain.

Le 25 septembre (vieux style), Trotzky est élu président du Soviet de Pétrograd, lequel décide de ne donner aucun appui au « gouvernement de la violence contre-révolutionnaire » et crée un « Comité militaire-révolutionnaire » (*Voenno-révoluzionny Komitet*) qui se met en tête de la garnison de Pétrograd.

(1) ZINOVIEFF et STALINE : *A qui la faute de la défaite au front ?* Edition du Priboi, pp. 14-16.

Les bolcheviks se trouvent ainsi tout près du pouvoir. Ils ne sont pas les seuls à le croire. Dans les meetings et dans la presse on discute la question de savoir s'ils sont capables de le prendre et s'ils vont s'y décider. Dans les milieux réactionnaires et modérés, on semble même souhaiter qu'ils s'emparent du pouvoir, car on se leurre de l'espoir que du pire sortira le bien. Dans les milieux révolutionnaires, on les somme même parfois, de prendre le pouvoir, tout en espérant qu'ils ne s'y décideront pas. Puisqu'ils ne veulent pas participer à une coalition, puisqu'ils refusent même de collaborer avec les autres fractions socialistes, que n'ont-ils l'audace de se charger de toute la responsabilité du pouvoir ? Ainsi l'organe des socialistes-révolutionnaires *Diélo Naroda* écrit à la date du 21 septembre :

Disons-le nettement : les bolcheviks vont être obligés de former un cabinet. Avec la plus grande énergie, ils ont inculqué à la démocratie révolutionnaire la haine de la coalition, en promettant monts et merveilles après la chute de « l'unionisme » qu'ils ont donné comme cause essentielle de tous les malheurs du pays.

S'ils se rendaient compte de ce qu'ils faisaient, s'ils ne trompaient pas les masses, ils sont bien obligés de faire face à leurs engagements, de payer les traites qu'ils ont signées en si grand nombre.

Supposant naïvement faire peur aux bolcheviks en invoquant leurs engagements, le journal des socialistes-révolutionnaires ajoute :

Qu'ils (les bolcheviks) ne tentent pas des efforts inutiles pour se mettre à l'abri de théories hâtivement construites sur l'impossibilité où ils sont d'assurer le pouvoir.

La démocratie n'acceptera pas ces théories.

De plus, les partisans de la coalition doivent leur assurer un concours entier (1).

Que d'illusions dans cette mise en demeure ! On voit bien que les socialistes-révolutionnaires, tout en combattant le bolchevisme, étaient bien loin de se faire la moindre idée de ce que pouvait être le régime bolcheviste.

Je le répète : la question était posée, mais parmi les révolutionnaires adversaires du bolchevisme, on était plutôt enclin à croire que les bolcheviks reculeraient devant la responsabilité du pouvoir.

Or, ces derniers se préparaient activement à conquérir le pouvoir par la force.

(1) *Diélo Naroda* (*La Cause du Peuple*), du 21 septembre 1917.

A ce moment, vers la fin d'octobre, c'est-à-dire quelques jours avant le coup d'Etat bolcheviste, Lénine fait paraître une nouvelle brochure qui a pour titre : « *Les bolcheviks sauront-ils conserver le pouvoir ?* »

Ici il discute déjà la question de l'organisation *pratique* du pouvoir par la dictature du prolétariat des villes et des campagnes.

De tout ce que Lénine a publié depuis la révolution, c'est sans doute, bien que simple brochure, l'œuvre la plus importante.

Une fois de plus, il refute l'erreur qui consiste à supposer qu'il s'agit seulement de mettre la main sur la manivelle de l'appareil de l'Etat.

S'emparer de l'appareil et le mettre en mouvement, écrit-il, est impossible pour le prolétariat. Mais il peut saccager tout ce qu'il y a d'opprimant, de routinier, d'incorrigiblement bourgeois dans le vieil appareil de l'Etat, en mettant à sa place son appareil à lui, et qui n'est autre que les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

Lénine énumère les avantages de ce nouvel appareil, en indiquant, entre autres, les suivants :

Au point de vue militaire, les Soviets constituent un lien incomparable avec l'armée ; au point de vue révolutionnaire, ils sont une arme superbe.

Ils sont en contact constant et immédiat avec les masses populaires.

Leurs membres étant élus et remplacés sans trop de formalités bureaucratiques, ils présentent une supériorité démocratique.

Ils sont en rapports immédiats avec les différentes professions, rendant ainsi beaucoup plus facilement réalisables les réformes les plus profondes.

Enfin, les Soviets vont présenter à la fois les avantages du parlementarisme et de la démocratie directe, puisque leurs membres, les élus du peuple, se chargeront *à la fois des fonctions législatives et des fonctions administratives*, feront les lois et les appliqueront (1).

Lénine semble ne pas vouloir créer d'équivoques et il fait bien entendre que quand il plaide ainsi la cause des Soviets ou du prolétariat, il sous-entend les bolcheviks. Ainsi, il dit nettement

(1) LÉNINE : *Les bolcheviks sauront-ils conserver le pouvoir ?* pp. 12-14.

que si, avant la révolution, 130.000 agrariens pouvaient gouverner le pays, au profit des riches, *les* 240.000 *membres du parti bolchéviste* sauront bien le gouverner au profit des pauvres. Et il ajoute : le parti disposant d'ores et déjà de 1.000.000 de voix, voilà donc un million d'hommes complètement dévoués à la cause socialiste et pouvant composer le personnel du nouvel appareil de l'Etat (1).

Dans le vieil appareil, tout n'est pas à briser. Sont destinés à disparaître tous ses éléments d'oppression de la classe bourgeoise. Mais certaines des conquêtes du capitalisme doivent être conservées. Bien plus : la révolution prolétarienne, pour atteindre ses buts, doit s'appuyer sur ces conquêtes (2).

*
* *

Lénine expose son plan d'application ou d'absorption par la révolution prolétarienne de certains moyens d'existence du capitalisme.

Ainsi, les grandes banques constituent l'instrument nécessaire pour la réalisation du socialisme. L'instrument est excellent et il ne s'agit que de le mettre en d'autres mains ou, — comme dit Lénine, — couper les liens qui l'attachent au capitalisme. « Une seule banque de l'Etat avec des succursales dans chaque commune et à chaque usine, cela constitue déjà le neuf dixième de l'appareil socialiste. C'est une comptabilité pour le pays entier, c'est le contrôle de la production et de la répartition des produits dans tout l'Etat, c'est en quelque sorte le squelette de l'Etat socialiste. »

Tout le travail dans les banques est fait par des *employés* dont la grande majorité se trouvent eux-mêmes dans la situation des prolétaires ou demi-prolétaires. Un seul décret du gouvernement prolétarien et les voilà tous employés de l'Etat. Seulement, il s'agira d'augmenter considérablement leur nombre, car la comptabilité devra être largement étendue et porter sur toute la production du pays comme sur la répartition des produits.

Quant aux employés supérieurs, dont le nombre est minime, mais qui voudraient s'opposer à la socialisation des banques, eh bien, on *brisera* leur opposition (3).

(1) *Ibid*, p. 20.
(2) *Ibid*, p. 15.
(3) *Ibid*, p. 16.

En plus des banques, pouvant ainsi être, presque du jour au lendemain, utilisées comme un puissant moyen de contrôle socialiste, le capitalisme, « dans sa phase de guerre impérialiste », a créé d'autres moyens, également très efficaces.

Ainsi, les cartes de pain et le monopole des blés.

Entre les mains des Soviets ayant tout le pouvoir, les cartes de pain, sur la base du monopole des blés, seront non seulement un moyen de contrôle et de comptabilité, mais encore un moyen infaillible pour briser la résistance des capitalistes et de tous les riches, pour les obliger à se soumettre à l'Etat socialiste.

Ce moyen de contrôle et de *contrainte au travail* sera plus efficace que les lois et la guillotine de la Convention. La guillotine faisait peur, elle ne brisait que la résistance active. *Cela ne nous suffit pas.*

Oui, cela ne nous suffit pas.

Ce n'est pas assez de « faire peur » aux capitalistes afin qu'ils connaissent la toute-puissance de l'Etat socialiste et n'aient aucun désir de lui résister *activement.* Il nous faut briser aussi la résistance *passive* qui est certainement la plus dangereuse et la plus nuisible. Il nous faut pouvoir *contraindre au travail* dans les cadres de l'organisation nouvelle de l'Etat. Il ne suffit pas de rejeter les capitalistes. Il faut (tout en mettant à la porte les plus récalcitrants d'entre eux) pouvoir les mettre au service de l'Etat. Ceci s'applique non seulement aux capitalistes, mais aussi aux couches supérieures des intellectuels bourgeois, des employés, etc.

Nous disposons des moyens de le faire. C'est l'Etat capitaliste en guerre qui nous le fournit (1). C'est la carte de pain sur la base de monopole des blés qui permet d'introduire le travail obligatoire et d'appliquer rigoureusement le principe : « qui ne travaille pas ne doit pas manger » (2).

Lénine précise, abonde dans les détails d'application. La « syndicalisation » sera obligatoire et par conséquent tous les ouvriers, tous les employés seront astreints à faire partie des unions. Et ils surveilleront « leurs » capitalistes en ne leur délivrant des cartes de pain que s'ils s'acquittent consciencieusement de la tâche qui leur sera désignée, à eux comme aux anciens employés privillégiés, aux ingénieurs, agronomes, téchniciens, spécialistes de toutes espèces, dont les services seront particulièrement nécessaires à l'organisation d'un nouvel Etat et dont on encouragera le travail par des salaires provisoirement plus élevés.

Ainsi « le « clou » de l'affaire consistera non pas tant dans la con-

(1) *Ibid,* p. 18.
(2) *Ibid,* p. 17.

fiscation des biens des capitalistes, mais dans l'organisation d'un minutieux et complet contrôle ouvrier sur les capitalistes et sur tous leurs partisans possibles ».

La procédure sera simple : Le gouvernement prolétarien s'adressera aux économistes, ingénieurs, agronomes, etc., pour les obliger à élaborer, sous le contrôle des *organisations ouvrières*, des plans d'intensification du travail, d'organisation d'un contrôle universel, etc.

Nous les payerons pour cela largement, mais... mais nous ne leur donnerons pas à manger s'ils ne font pas cette besogne consciencieusement et entièrement dans les intérêts des travailleurs.

Lénine tient à ajouter que les bolcheviks ne sont pas des utopistes.

Nous savons très bien que le premier manœuvre venu ou n'importe quelle cuisinière ne sont pas capables de se charger, dès maintenant, de la gestion de l'Etat. Nous sommes d'accord sur ce point avec les cadets, la citoyenne Brechovsky et le citoyen Tzeretelli. Mais où nous différons d'eux, c'est quand nous réclamons de rompre immédiatement avec le préjugé selon lequel seuls les fonctionnaires riches ou issus des milieux riches sont capables de gouverner un Etat, d'accomplir la besogne habituelle et quotidienne du gouvernement. Nous demandons que, dès à présent, immédiatement les ouvriers et les soldats conscients commencent à faire l'apprentissage des masses des travailleur en tout ce qui concerne le gouvernement de l'Etat.

Des erreurs sont, certes, « inévitables ». « Mais existe-t-il une autre voie pour apprendre au peuple à se gouverner que celle de l'expérience ? » (1).

Si on invoque l'expérience du passé, du fonctionnement des Soviets durant les sept ou huit mois de la Révolution, Lénine répond : mais où et quand les Soviets ont-ils eu la plénitude du pouvoir ?

Les circonstances, dit-on, sont trop complexes pour que les bolcheviks puissent, à la tête du prolétariat, se maintenir au pouvoir. Comme dans cette objection, « il n'y a aucune pensée, ni économique, ni politique », Lénine n'y trouve pas matière à analyse.

Cependant, il répond : qui craint les loups ne va pas au bois. Et il nargue ceux qui ne voudraient accepter la révolution sociale que si l'histoire y conduisait sans difficultés, sans secousses, avec la précision d'un train express allemand qui entre en gare.

(1) *Ibid*, pp. 21-22.

Et voici l'employé grave et poli en uniforme ; il ouvre la porte du wagon et crie : « Station de la révolution sociale ! *Alle Austeigen.* » (1)

Enfin, le chef du bolchevisme réfute l'objection selon laquelle le prolétariat « serait incapable de retenir la poussée des forces adverses ».

« N'essayez pas de nous faire peur, c'est peine perdue, répond Lénine. « Les forces adverses », ce n'est qu'une phrase ; effectivement, il ne peut s'agir que de l'opposition de la bourgeoisie ; et contre elle, la dictature du prolétariat sera suffisamment armée. » Avoir peur de l'opposition des capitalistes et se donner en même temps pour révolutionnaire, pour socialiste, quelle honte !

Lorsque le dernier des manœuvres, le sans-travail, n'importe quelle cuisinière et chaque paysan ruiné verront, non pas à la lecture des journaux mais en réalité, que le pouvoir prolétarien ne s'abaisse pas devant le riche et vient réellement en aide au pauvre, que ce pouvoir ne recule pas devant des mesures révolutionnaires, qu'il enlève aux fainéants et aux parasites les denrées qu'ils ont en trop pour les distribuer aux affamés, que ce pouvoir loge de force les familles sans gîte dans les appartements des riches, qu'il fait payer par les riches le lait mais ne leur en donne pas une goutte avant d'en fournir suffisamment aux enfants pauvres, que les terres passent aux travailleurs et les usines et les banques sous le contrôle ouvrier, que pour la dissimulation de leurs richesses une punition immédiate et grave attend les millionnaires, lorsque les pauvres verront cela, alors toutes les forces des capitalistes et des exploiteurs, toutes les forces du capital mondial ne pourront vaincre la révolution populaire ; bien au contraire, cette révolution vaincra le monde entier, car dans tous les pays, elle est en train de mûrir.

Et comme conclusion :

Craindre que MM. les capitalistes « balaieront » le pouvoir des bolcheviks. c'est-à-dire le pouvoir du prolétariat auquel est assuré l'appui entier des paysans pauvres, quelle myopie, quelle peur du peuple, quelle hypocrisie !

Quelques jours après la publication de cette brochure, les bolcheviks se sont emparés du pouvoir.

***

Je crois avoir exposé en toute impartialité — et d'après les meilleures sources — le programme du parti bolchevik. C'est incontestablement un programme communiste où on retrouve maints articles du programme maximum socialiste, mais avec un plan de réalisation précipitée. Ce qui constitue surtout l'originalité léniniste de ce programme, c'est l'utilisation des cartes

(1) *Ibid*, p. 26.

d'alimentation, créées par la guerre, pour l'application immédiate du communisme. Parmi les autres traits particuliers au bolchevisme il faut noter la décision prise d'avance de ne reculer devant aucune mesure, même la plus draconienne, pour assurer le pouvoir du parti, et l'abandance des détails qui sont autant de promesses d'instaurer le règne des *pauvres*.

Or, la Russie — si riche par sa nature même — était incontestablement le pays où la pauvreté des gens atteignait des proportions inconnues presque partout ailleurs, le pays où l'abîme séparant les classes aisées des pauvres était particulièrement profond, où la guerre, sans empêcher — bien au contraire — la spéculation la plus éhontée de se donner libre cours, avait accumulé des misères innombrables par la désorganisation de l'industrie, du commerce, des transports, de la production agricole.

La propagande bolcheviste s'adressant aux pauvres avait les plus grandes chances de réussir. La volonté et la démagogie aidant, les bolcheviks sont arrivés au but.

Comme on a pu le voir plus haut, Lénine, en élaborant son programme, n'est pas embarrassé devant les difficultés. Il répète constamment que craindre les difficultés est une lâcheté. Le décret, l'*oukase* peut tout.

Arrivés au pouvoir, c'est par des décrets, par des affirmations que les bolcheviks procèdent. Tant pis si la vie est plus complexe. Et tant pis aussi pour les résultats.

Dès le 16 novembre 1917, les bolcheviks publient le décret qui institue le contrôle des ouvriers sur les usines et les fabriques. Les résultats en sont désastreux. En mars 1918 le commissaire bolcheviste Larine l'avoue expressément. Il dit :

> On a commencé par faire une expérience de contrôle ouvrier ; cette expérience n'a pas donné des résultats suffisants ; dans certains endroits, le contrôle a eu pour résultat la mainmise des ouvriers sur l'entreprise ; dans d'autres, il n'a existé, au contraire, que sur papier (1).

On tente alors une autre expérience.

Avant d'arriver au pouvoir, les bolcheviks parlaient presque toujours d'une *paix générale*. Comme, étant au pouvoir, ils ne réussissent pas à la faire, ils se contentent de la *paix séparée*. Et lorsqu'ils ne peuvent pas obtenir une paix séparée *honorable*,

(1) Rapport de Larine, communiqué par le *Bureau d'information russe*.

ils acceptent la paix de *déshonneur* de Brest-Litovsk; puis, ils entrent ensuite en relations suivies avec l'*impérialisme* allemand en se dédommageant par une lutte sans merci contre ce qu'ils appellent l'impérialisme des Alliés qu'ils se mettent à dénoncer comme le pire ennemi de la Révolution russe.

Les intérêts de l'Etat, de son intégrité, le sort de peuples entiers, comme celui des Lethons et des Lithuaniens, les questions d'ordre moral, les traditions, ils ne s'en soucient aucunement.

Ont-ils assez protesté contre toute tentative de combattre les excès de liberté ? Cependant, une fois au pouvoir, ils suppriment toute liberté pour briser la résistance qu'ils rencontrent dans tous les partis socialistes russes. Ils attentent même à la liberté et à l'indépendance des Soviets d'où ils chassent les membres régulièrement élus, les *mencheviks* et les *socialistes-révolutionnaires*.

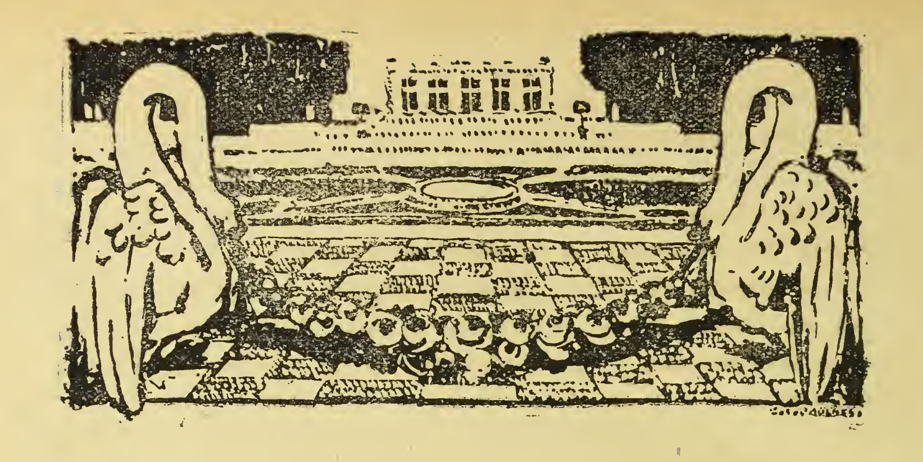
Ce qu'ils ne peuvent pas faire par la liberté, ils le tentent par la tyrannie. Et là où l'esprit d'invention leur fait défaut, ils ont recours à l'expérience du tzarisme dont ils restaurent tous les moyens de persécution et dont ils repeuplent les prisons.

La famine, la crise des transports, la crise financière sévissent plus que jamais dans la partie de la Russie où gouvernent les bolcheviks. Le remède par excellence, le remède quotidien qu'ils conseillent pour combattre toutes les calamités, c'est la guerre civile. Et ils multiplient les décrets et les oukases.

C'est par la démagogie, à base communiste, mais en profitant d'une liberté entière de propagande et d'action que le bolchevisme est arrivé au pouvoir. C'est par la démagogie, à base communiste, *mais en pleine tyrannie*, qu'il s'y maintient.

Jusqu'à quand ? Avec quels résultats définitifs pour la Russie ? Et avec quelle répercussion dans le monde, puisque le bolchevisme est quand même une tentative — à la cosaque — d'application du communisme ?

L. Bernstein.



La Doctrine décorative de demain

Le Grand Trianon, ou bien à son défaut une tragédie de Racine, nous mettrait à même de rédiger l'histoire du temps de Louis XIV. Le style d'une époque est l'expression de l'état social : un style est une résultante. Mais la « Défense et Illustration de la Langue française », la « Précellence du Langage français », les Manifestes de la Pléiade ne sont pas dépourvus d'intention patriotique. Et plus tard Malherbe, puis François Mansart, Corneille et Le Nôtre ne semblent pas avoir eu moins qu'Henri IV, que Louis XIII et Richelieu, le goût du national. L'action artistique était composée avec l'action politique. Tous les styles n'étaient pas des résultantes : certains d'entre eux étaient l'une des forces d'un système.

Notre prochain style décoratif doit être tel. Un état de choses doit être installé. L'ancien ne doit plus paraître, il a été condamné par les événements. Le nouveau ne doit pas être attendu dans l'indifférence. A l'arrière du front se constituent des puissances d'argent qui pourraient conduire la nation dans une voie détestable. Et le Directoire qui fut dissolu, n'a-t-il pas suivi la Révolution, laquelle fut aussi horrible que la guerre actuelle, quand les guerres de l'Empire furent aussi longues?

A dire les moyens de réalisation, il n'y a point témérité,

quand on est seulement poussé par l'affection naturelle pour la mère-patrie.

Justification du projet

Toute œuvre d'art contient deux éléments : l'un absolu et éternel, l'autre relatif et momentané. Ce dernier est très limité dans l'antique, tandis que l'absolu a toute l'importance, car les peuples jeunes, toutes les émotions n'ayant pas été exprimées, avaient encore à dire une partie de l'absolu : c'est pourquoi ces beautés-là ne nous procurent aucune gêne. Mais plus tard, pour éviter les répétitions, il fut indispensable d'assaisonner l'absolu d'un élément relatif ; nous ne pouvons plus guère produire que des variations, mais elles sont infinies.

Les éléments circonstantiels dépendent de causes qui ne se présentent jamais une seconde fois exactement pareilles ; les unes découlent des événements et sont par conséquent uniques : le style superbe du règne de Louis XIV exprime l'unité nationale, la prédominance de la langue française, la préséance de l'ambassadeur royal ; les autres causes naissent par réaction : une génération tire vengeance de la discipline qui lui était imposée ; l'histoire de Télémaque est une suite de propositions réfléchies et conséquentes sur la politique, sur le jardin paysager et autres sujets. Les éléments circonstanciels ne peuvent plus satisfaire à de vifs désirs dans la suite ; à l'époque même ils ont une importance capitale parce que l'absolu est comme monnaie courante et n'est plus guère remarquable. Mais l'élément accessoire provoque le dégoût aussitôt qu'il cesse d'être motivé. On éprouve alors la nécessité d'accommoder l'absolu à une nouvelle manière conforme à des besoins momentanés. L'urgence de changement et d'adaptation crée les styles successifs, et non seulement suggère les attributs particuliers, mais encore incite à les représenter d'une façon spéciale. Nos fleurs et nos fruits ne seront pas identiques à ceux qui voisinaient au XVIIIe siècle avec l'arc et le carquois : nous n'apprêtons pas une fête galante.

Directions négatives

Le style d'avant la guerre marquait la division. Les décors n'étaient plus les expressions personnelles d'une idée nationale :

ils étaient autant d'inventions volontairement individuelles, autant d'efforts pour produire des thèses différentes, forcément rivales. C'était un spectacle de discordance.

La désunion se trouvait augmentée du soin que chacun prenait à se séparer des autres en arrangeant pour soi un bien-être évident. A la ville mais plus encore à la campagne, les maisons n'offraient-elles pas des décrochements, avancées ou reculs, qui paraissaient du dehors comme des renfoncements pratiqués dans la masse, à la manière de ceux que l'on fait dans un oreiller pour être plus à l'aise ? Et des fenêtres variées prouvaient une imagination complaisante aux exigences du corps. A l'intérieur certains meubles étaient combinés pour contenter plusieurs besoins à la fois, un lit comportait une lampe avec une bibliothèque, des fauteuils avaient des accoudoirs aussi larges que des tables.

Vivait-on retiré, indifférent au monde, libre et tout à soi, dans ces demeures pourvues avec autant d'ingéniosité ? Avait-on pour occupation de se composer une volonté, de prévoir les événements, de distribuer et d'organiser l'action ? Le Décorateur nous montre par des ornements typographiques flamboyants, par des coulées céramiques pareilles à celles du moût sur une cuve, par des frises au pochoir d'une exécution rapide, par des motifs ébénistés tout à fait irréels, par des sculptures évanescentes, que sa génération était emportée par de multiples velléités, par de vagues aspirations, par des désirs incertains et précipités. Pour ces gens d'une sensibilité tellement effrénée, le Jardinier traçait un jardin confus : des allées sinueuses s'enfonçaient dans des couverts obscurs ; mais en places dégagées, quelques plantes exotiques avaient des soins spéciaux : elles étaient là pour alimenter le rêve.

On ne faisait point d'efforts pour surmonter penchants et sensations. On ne préparait pas au dedans de la maison la paix et le repos. La pièce devenue principale pour les habitations de campagne, c'est-à-dire le hall, n'était guère plus propice à la solitude qu'à l'intimité : c'était un passage. La tranquillité n'était pas plus grande ailleurs : par toute la maison, un mobilier peint de couleurs vives, soit rouge cerise, soit jaune citron, composait une suite d'attractions qui tenaient sans cesse les

gens en dehors d'eux-mêmes. Et précisément ces meubles, à part quelques-uns d'un confort excessif, étaient fort étroits et juste convenables — comme chaises et tables — pour l'usage de personnes qui sont inquiètes et ne restent pas en place. Les bow-windows en surplomb incitaient les habitants à se pencher sur l'extérieur, les mettant sur la rue, sur le jardin, lequel était arrangé en tentation. En vérité nos gens avaient tout disposé afin d'être instables et de se répandre au dehors.

Quel était le but que l'on poursuivait ? Les maisons de ville semblaient faire des gestes à ceux des passants qui cherchent pour un temps une chambre meublée ; celles de la campagne donnaient à croire que l'on y jouait les travestis. Elles rappelaient non pas l'habitation la plus décente de l'endroit, mais les granges, les bergeries et les pigeonniers d'alentour. Et par-dessus des façades ornées de faux pans de bois, de briques de couleurs et de carreaux de faïence, les toits s'avançaient beaucoup plus que de coutume sans abriter oignons et haricots ficelés en bouquets. Sous le prétexte de régionalisme, mille façons pittoresques s'exhibaient identiques par toute la France ! Au dedans de ces demeures, les meubles paraissaient inventés pour servir de supports à tel ruban de couleur vive, à tel petit pot orangé avec couvercle pareil mais à bouton noir. De-ci de-là, sur les murs, des peintures appendues représentaient d'humbles têtes de paysans, des natures mortes ou des paysages ensoleillés, en somme des notations. Nulle image ne figurait les héros et les dieux. Rien n'engageait à la contention ; rien non plus n'indiquait un arrangement pour une vie régulière. Toutes ces maisonnettes paraissaient bâties et garnies pour enchanter et charmer des femmes entretenues ou pour amuser des amis lors d'une première visite.

Notre prochain style décoratif ne traduira pas de telles manières qui sont d'un autre temps. Mais pour l'avenir, il devra se garder d'être vaniteux. Le Décorateur se méfiera donc de la légèreté française : nous devrons nous réjouir avec gravité. La victoire définitive n'aura pas été gagnée haut la main. La France, cette nation jadis d'alliance si recherchée, de secours si efficace, restera la plus assistée, la plus obligée. Nos chants ne devront pas être gais et perçants ; il est convenable qu'ils

soient assourdis par la reconnaissance ainsi que par le deuil.

Directions positives

Le style nouveau doit être l'expression d'une discipline. Les Décorateurs ne doivent plus vivre dans la cité ainsi que des baladins étrangers. « Vous êtes le sel de la terre », leur rappellerait-on pour les adjurer à bien tenir leur rôle. Qu'ils se soumettent dès demain à la discipline ; celle-ci s'imposera par l'exemple.

Actuellement nous vivons dans l'attente, et les deuils n'ont pas pris leur importance réelle. Un parent, un ami est-il tué, qu'il semble être absent, combattant sur le front comme quelques mois plus tôt. Dès la guerre finie, les armes déposées, les uns constateront leurs chagrins et verront en vérité quelles places restent vides. Les autres, soldats ou prisonniers, reviendront chez eux considérablement las. Mais devons-nous croire que tous désireront d'être tourmentés par des ennuis de famille, par des jalousies et des rivalités individuelles ? Dans leur accablement, ils rechercheront le calme et l'affection, c'est-à-dire la compagnie de gens qui auront persévéré dans la fidélité, qui seront d'un caractère doux, qui seront humbles et oublieux d'eux-mêmes. C'est pourquoi les Décorateurs devront offrir le spectacle d'hommes qui auront fait la paix et la concorde les uns avec les autres, qui auront des sentiments affectueux les uns pour les autres, qui seront sujets les uns aux autres : en somme ils devront donner l'exemple d'une confrérie.

A l'extérieur, ils manifesteront cet accord par le développement non point de thèmes individuels, mais d'un thème commun, ensemble de formes et de couleurs qui aura pour but d'éveiller et d'entraîner les énergies de la nation dans une voie française et particulière.

Le début de ce thème national sera tout en soins de réconfort. Il importe de réchauffer les énergies glacées par les maux de la guerre. Il faut détourner des ruines et des dévastations, et pour rendre courage figurer l'abondance.

Il serait funeste de répandre un air de fête. Il faut ranimer les esprits d'une manière qui soit sévère au point de maintenir

dans la décence ceux qui n'ont pas souffert de l'épreuve ou qui n'en ont pas compris l'importance, et qui soit d'autre part douce à ceux qui s'écrieront le reste de leur vie : « Mais où est mon ami Un Tel ? »

Il est de nécessité nationale que les Décorateurs n'expriment ni ne communiquent plus l'inquiétude de l'esprit, la précipitation dans les désirs, ni l'inclination aux choses du dehors ; mais qu'ils nous incitent à la vie intérieure, à l'étude et à la réforme de nous-mêmes, au changement et à l'oubli de nous-mêmes, organisant autour de nous la paix et le repos, afin que calmes et stables dedans notre logis, nous y préparions de hautes entreprises. Que ces âmes réglées nous enseignent par l'exemple, et que toutes leurs œuvres offrent à nos yeux les marques de la réflexion et de l'équilibre, de la contrainte et de la volonté, de la constance et de la hardiesse.

Maintenir dans la décence et dans le recueillement serait insuffisant. Il convient de porter la nation beaucoup plus avant : de la relever d'un long penchant aux entités et de l'incliner vers la réalité. Les Décorateurs devront en quelque manière colorer toutes choses de leurs expériences personnelles pour nous apprendre leur sens du concret ; mais ne s'arrêtant pas à ce niveau et se haussant eux-mêmes au-dessus de la commune mesure, nous entretenir, comme dans une frénésie, dans le goût de l'héroïque et du national.

Méthode d'expression

Les Décorateurs prendront autorité s'ils se montrent assujettis à une discipline.

Ils seront dès demain soumis à eux-mêmes, se connaissant eux-mêmes, discernant leurs aptitudes, avouant celles d'autrui, sachant quel rôle particulier ils pourront jouer, non seulement sans accablement mais avec honneur, et le choisissant délibérément avec la résolution de n'en point changer : en réalité, ne faisant point d'efforts pour réussir chacun séparément meubles et tapis, tentures et décors peints, appareils d'éclairage et vaisselle, bijoux et reliures, mais se spécialisant, tout persuadés que la production devenant plus continue, l'expérience

s'acquerra plus vite et que la collaboration sera plus efficace.

La pièce doit être bien jouée et le bon renom de la troupe doit préoccuper avant le succès de chacun : il importe en vérité de contribuer à la plus grande gloire de la France, d'aider au plus grand bien de la nation. Chacun des acteurs doit aimer et respecter le texte à déclamer ; chacun des Décorateurs affectionnera le thème, le développera et le répètera avec des variantes que l'amour inspirera : soumission totale à la communauté, unanimité qui composera sans doute un réconfort puissant.

Une troupe doit être dirigée : les Décorateurs se soumettront non seulement les uns aux autres, comme gens de bonne société, non seulement le Décorateur-Tapissier emploiera pour le tapis les couleurs que le Décorateur-Peintre aura choisies pour la frise murale ; mais tous se soumettront à l'Architecte. Il ne s'agit point d'une soumission approximative que chacun limiterait soi-même, comme ferait par exemple un Décorateur-Jardinier lequel tiendrait compte de la distance entre la maison et la grille d'entrée pour tracer une pelouse de telle manière qu'un véhicule pût la contourner avec commodité. La subordination sera mathématique. Le parterre aménagé au devant d'une demeure sera dans un rapport exact avec la construction, aussi bien pour ce qui est des lignes périphériques que de l'emplacement, du plan comme de l'élévation de chacun des détails : allées, statues, arbres taillés et bassins. La géométrie sera le protocole entre l'Architecte et les Décorateurs. Dans une salle à manger, les dimensions du plafonnier, de la table et du tapis seront fonctions de la hauteur de la pièce et de la surface du plancher. Ces divers objets seront tenus stables dans une pyramide quadrangulaire qui aura le parquet pour base et le point de suspension pour sommet.

L'Architecte laissera des lignes qui devront être justes. Comment les aura-t-il combinées ? Comment les Décorateurs accorderont-ils les leurs entre elles et avec les siennes ? Pour réaliser une complète harmonie, tous doivent se soumettre à l'emploi d'un système qui ne doit pas seulement être unique pour être une discipline, mais qui de plus doit être général pour être autre chose qu'une convention spéciale à un groupe-

ment fortuit, qui doit être impersonnel pour être accepté sans peine, qui doit être éprouvé pour offrir toute garantie. Seule la méthode traditionnelle de composition remplit à la fois toutes ces conditions.

Des gens qui s'accordent, constituent un agréable spectacle ; mais s'ils sont de nos parents, si leur entente porte sur des sentiments qui correspondent aux nôtres, nous ne sommes pas seulement réjouis à les voir, mais encore émus et même réconfortés au cas que nous soyons dans la détresse. Pareillement opèreront des harmonies non pas appuyées sur des principes arbitraires, mais fondées sur la tradition, c'est-à-dire sur des règles donnant satisfaction à des besoins de notre être et appliquées déjà dans les ouvrages anciens qui ont formé notre goût. Tout étant composé selon la tradition, les parties seront tenues liées et dépendantes, aucun vide inopportun n'existera, et les œuvres donneront une impression bienfaisante de plénitude et de stabilité. Elles paraîtront comme de beaux entassements, présentant une richesse analogue à celle que produit un discours lorsque l'orateur, observant aussi la loi traditionnelle des nombres, coupe ses périodes à la manière et à la mesure des différents vers classiques. Les Décorateurs ne s'arrêteront pas là : dès demain vous les verrez, ingénieux dans leur art et soucieux de nous-mêmes, donner de la valeur au soubassement des maisons par l'appareillage et le fruit, et rendre les chaînes des angles remarquables sur les façades pour produire une impression de sûreté après la longue tourmente ; nous rassurer dedans notre intérieur sur la solidité des murs en nous montrant de profonds ébrasements aux portes et aux fenêtres par le moyen de placards et d'alcôves ; nous exalter par des colonnes, antes et pilastres d'un jet simple et unique ; inventer des meubles vastes, comme buffets et dressoirs, capables de supporter une nombreuse vaisselle, les établir non plus en bois naturel, en chêne jaune et clair, mais en bois plaqué ou laqué pour avoir des coloris chauds et des éclats vifs, les faire pansus, car ventre plat est vide, renfler jambes et pieds comme si la sève les tenait gonflés ; préférer aux rayures et aux damiers, les volutes, enroulements et ramages ; parer leurs travaux non plus parcimonieusement d'une rose unique ou de

telle autre fleur, mais d'une ornementation abondante et serrée, s'efforçant toujours d'offrir un art plantureux en nourriture et réconfort. Avec cette intention, ils concerteront par leurs couleurs des harmonies complètes, des orchestrations pleines, lorsque la dernière génération n'employait que des trompettes, lorsque la précédente n'avait joué qu'en sourdine, répétant avec Verlaine :

— naus voulons la nuance encore
Pas la couleur, rien que la nuance.

Pour ce qui est de l'inspiration, en réaction avec le passé, en conformité avec le présent, les Décorateurs-Peintres la puiseront dans la mythologie, la source traditionnelle. La peinture n'étant plus uniquement impressionniste, ne se bornant plus aux notations, a besoin de sujets. Les décors n'auront rien d'archéologique, rien de livresque. La mythologie n'aura fourni que les idées directrices, et ce nouveau style n'étant pas commun comme les précédents, étant au contraire particulier, élèvera peut-être l'âme des spectateurs, mais certainement parce qu'il représentera les héros et les dieux, personnages splendides, au-dessus de notre taille, produira le bienfait, dans la nation épuisée, de glorifier la force physique.

Nous ayant éveillés, les Décorateurs penseront à nous conduire. En manière d'exemples, ils nous proposeront leurs constructions forcées à l'unité, en géométral comme en élévation. Une maison seule ne paraîtra plus une agglomération. Le plan sera contraint dans une figure géométrique parfaitement exacte. Les façades ne sembleront plus arrêtées pour un motif arbitraire : caprice personnel ou règlement municipal. La hauteur se rapportera rigoureusement à la base. Et lorsque l'Architecte ne pourra mettre en œuvre que de vilains matériaux, sans hésitation, il les enduira d'un crépi, leur donnant une écorce, point un déguisement, ne recourant point à un artifice, mais témoignant de la constance : il dissimule un mal par une pose désinvolte. Autour de tels bâtiments, le Décorateur-Jardinier fera céder la nature selon la géométrie, la soumettant ainsi non pas aux fantaisies de l'un ou de l'autre, mais aux lois de l'esprit, et donnant l'exemple de l'ordre et de la prévoyance en tous points

accessibles. Chacun laissera les signes d'une volonté claire et décisive : non seulement au jardin, les divisions du parterre nous seront confirmées par des passe-pieds ou des filets de buis, mais aux meubles et aux décors, les panneaux géométriquement compartis, seront cernés de couleurs ou de moulures. Les formes polygonales auront la préférence pour être autoritaires par leurs angles vifs ; le verre, le cristal, plutôt que peint, sera taillé ou gravé, toujours travaillé d'une manière indélébile. Les pierres de parure seront taillées à facettes. Le style prochain sera tout chargé non plus de nonchalance, mais d'une vigueur mâle et obstinée : la légèreté, la précipitation et l'inconstance ne seront plus de saison ; de patients ouvrages pourront être achevés avant que le désir en ait passé : vous verrez alors la tapisserie revenir en faveur.

Le plan d'une maison étant à l'avenir serré dans une forme géométrique, la toiture n'offrira plus de pentes multiples. L'apparence changera d'autant plus que les nécessités locales qui étaient précédemment exagérées par goût du pittoresque, seront maintenant ramenées aux limites raisonnables : la construction ne semblera plus faite soit pour des réunions de plaisir, soit pour une famille divisée dans laquelle chacun des membres s'élèverait pour dominer. Le passant jugera que sous ce même toit réside un groupement social, une famille unie sous l'autorité du père. Ainsi les immeubles rendront une impression de dignité exemplaire que l'architecte prendra le soin de renforcer par le détail : procédant non plus par creux et bosses excessives, mais par retraits et saillies modérées, s'appliquant à réaliser des formes nobles, une seule au lieu de plusieurs petites, empêchant la sculpture de se répandre et de folâtrer, la maintenant dans des contours précis, la prélevant le plus souvent dans la masse, lui interdisant les mouvements violents et lui imposant une technique adéquate.

En appliquant le mode traditionnel de composition, les Décorateurs exprimeront forcément le sens du réel : toute invention sera stable. Mais ils insisteront pour nous amener plus sûrement à leurs vues. Afin de communiquer des impressions de solidité et de bonne installation sur terre, ils feront leurs œuvres symétriques, importantes au soubassement, puis

ils ne leur imposeront que des courbes régulières, et pour ce qui est des meubles, ils établiront les uns courts de jambes, ils alourdiront les autres par des renflements aux jambes et aux pieds, leur donnant ainsi une apparence de pesanteur à la base et d'exacte adhérence au sol. A l'extérieur aussi, ils traduiront leur goût des réalités. Ils aménageront de beaux jardins fruitiers, sachant enfin quels spectacles charmants peuvent être organisés avec des pyramides, des colonnes, des cordons et des gobelets dressés entre des espaliers. Quelle matière, en effet, sont des arbres qui cèdent avec joie !

Attributs du prochain style

L'unité d'esprit fut la cause des belles époques. En Grèce le peuple discernait le sujet des hymnes, des épopées, des tragédies et des statues. De même en France, au moyen âge pour ce qui est des chansons de geste, des mystères et des images. Entre temps les Byzantins trouvaient un sens net à la représentation de la Croix. Si donc les Décorateurs savaient traduire en symboles clairs l'émotion qui nous aura tous secoués, ils organiseraient bien plus qu'un divertissement particulier, mais un style national. Le fait est la guerre : exprimez-en des thèmes, tirez-en des leçons. Rappelez-vous et forcez à se rappeler.

Les Décorateurs commenceront par retenir l'attention sur la guerre qui doit être le principe d'une reconstitution. Ils représenteront, en témoignage d'un emploi récent et d'une mémoire constante, les armes de combat. Elles ne sont plus meurtrières ; des colombes s'y viennent percher et entrebaiser. Mais la paix ne doit pas engendrer la mollesse. L'intrépidité ne doit pas s'amoindrir dans le bien-être ; aussi la nation se conservera-t-elle alerte par des jeux et des exercices. Les Décorateurs montreront des raquettes, volants, ballons, gantelets, anneaux du jeu de grâce et des avirons qui signifieront du même coup l'initiative et la hardiesse à cause de leur emploi dans la marine.

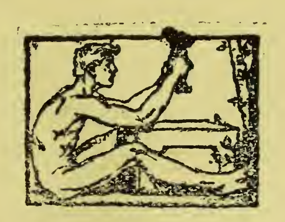
Notre activité doit être non pas spéculative et livresque, mais réaliste. Pour nous engager à la pratique et particulièrement à celle des choses de la terre, du sol libéré, les Décorateurs représenteront avec honneur des machines agricoles : la moisson-

neuse, par exemple. « Eh quoi ! dira-t-on, des machines agricoles, mais elles sont laides. » — « Prenez mes yeux et vous les trouverez belles », eût répondu Ingres. Au XVIIIe siècle, la génération éprise de jardinage n'a-t-elle pas introduit dans l'ornementation la bêche, la charrue, l'arrosoir et le râteau ; celle des encyclopédistes n'a-t-elle pas mis la mappemonde et son support ? Si ces objets ont été agréés, c'est parce que les Décorateurs d'alors ont su les montrer. Les nôtres feront pareil. Afin de captiver notre attention sur la réalité, pour nous allécher en même temps, ils prendront encore le soin de nous désigner les produits de notre terre de France, aussi bien les fleurs et les fruits que les animaux : poulets, pigeons, canards, dindes, oies, lapins et agneaux.

Ces produits sont nôtres, croirons-nous bientôt. Pour compléter ce sentiment de réconfort, pour encourager les esprits, pour indiquer les résultats certains de l'activité, les Décorateurs organiseront des spectacles d'abondance avec des fleurs et des fruits, non pas répandus comme au XVIIIe siècle, en manière de louanges et de gentillesses, mais comme sur les marchés, serrés et tassés dans des corbeilles, paniers, mannes et bourriches, tous récipients rustiques — le contact avec la réalité n'est point perdu — et avec des sacs, balles, tonneaux et dames-jeannes. Au milieu de ces témoignages de production, des cornes d'abondance, toutes de fantaisie, seront maniées par des enfants, non graciles et libertins, comme ceux que l'on aimait au XVIIIe siècle, mais forts et pensifs, frères de Gargantua et de Pantagruel, beaux rejetons de la vieille race française qui n'est point épuisée.

Oui, Décorateurs, soyez les artisans de l'indispensable réforme intellectuelle et morale.

André VERA.





Sur une mort

A mon père et à ma mère*.

I

C'est en sortant de la Cathédrale de Reims, l'un des premiers jours du mois d'avril 1917, que je décide de jeter en hâte ces notes. Jusqu'aujourd'hui, il m'eût été impossible d'écrire un mot sur la mort de mon frère.

Toute cette région de la Champagne s'est animée d'une neuve vie. S'additionnant aux routes et aux voies anciennes, d'autres routes se sont empierrées, des rails encore ont dévidé leur écheveau brillant. Lacis d'artères vivantes qui franchissent les marais et les rivières, sur des ponts de bois fraîchement coupé. Les lourdes autos, trépidantes sous leur précieuse charge d'hommes ou de munitions, les trains, les attelages de chevaux à la file, les pièces d'artillerie se précipitent. L'afflux de ce sang monstrueux dépasse les troupeaux de baraques immobiles, couchées dans les plaines et sur les pentes des coteaux : parcs de munitions, ateliers, ambulances. Il dépasse les canons lourds, à grande portée, qui, cessant leur course, font aussitôt trembler le sol. Il se ramifie, dépasse l'artillerie légère, se ramifie, se ralentit ; se fixe enfin sur la ligne rigide des tranchées, au delà de quoi les avions, seuls mouvants, survolent en précurseurs la terre envahie. Il semble qu'en se butant à la frontière passagère, l'afflux se soit concentré, ramassé et qu'il oscille sur place, près de se porter en avant.

* Pourquoi modifier cette dédicace ? Elle s'adressait à mon père vivant ; elle s'adresse encore à lui, toujours vivant dans la mémoire.

Par les fils téléphoniques, une intelligence secrète ordonne et dispose. Déjà les troupes d'assaut, qui étaient cantonnées dans les bois et les villages, se massent dans les boyaux. Une des nuits prochaines, devant les tranchées, en terrain découvert, sous le canon ennemi, les parallèles de départ se creuseront. Un peuple serré de jeunes hommes attend et devient grave. Ils portent un lourd fardeau : le pays les a chargés de l'espérance qui le soulève d'aller bientôt être vengé. Voici le moment peut-être où de nos morts va jaillir enfin la fleur de leur sang utile.

Est-ce de cette vibration d'espérance, qui m'entoure de toutes parts, que je tire le courage d'entreprendre les notes présentes ? Un peu de cette immense force déviée se réduit en mon intime décision.

Quatre mois écoulés depuis sa mort ont mâté l'émotion de mon être physique : ils ont mis de l'ordre dans ma douleur intacte. Je vais pouvoir, pour la première fois, sans que mes larmes ne les voilent, relire toutes ses chères lettres, que j'ai là, sous la main ; et par lesquelles il me parle toujours. Devant le spectacle de la Cathédrale de Reims, aujourd'hui, dans le bouillonnement de mon âme, comme une bulle qui monte à la surface, mon projet s'est défini.

Elle était émouvante, l'église mutilée. Livide d'avoir été dépouillée, par l'incendie d'un jour, de son écorce qu'avaient laborieusement patinée les siècles. Ses plus élégantes saillies rudement rabotées par les obus, mieux que par le temps. Prodigieusement debout, semblable à un monstre pesant et aérien, et aussi à une montagne sacrée, travaillée, fouillée par de hardis et délicats ciseaux. Jaillie dans le ciel, elle écrasait la place déserte de sa végétation puissante, de l'emmêlement raisonnable de ses lianes et de ses fleurs de pierre. *Les éclatements* n'ont pas disjoint l'appui de ses maîtresses branches : quand on entre dans la forêt pétrifiée, on porte, saisi d'admiration, la main à la visière de son casque. Mais on le garde sur la tête ; c'est ici un chantier de démolition où souffle le vent ; et le parfum sacré s'est évaporé par les rosaces, qu'ont enfoncées les coups de poing des obus, par les trous de la voûte crevée. Pourtant, dans un des bras du

transept, deux vitraux intacts : ils contiennent encore, dans leurs mille pierres précieuses, toutes les aurores, tous les couchers de soleil, les jeux innombrables de la lumière sur l'eau et sur les collines, à toutes les heures du jour de Dieu.

Que l'émotion de ce spectacle ait, par les mystérieux chemins du sentiment, fait monter à ma conscience un projet qui se formait obstinément, ou que le seul hasard ait fait se rencontrer, dans le même moment, la vision de Reims et l'idée d'écrire ces notes en mémoire de mon frère ; — image et idée restent liées dans mon esprit.

Le décor accidentel est inséparable de notre vie intérieure. Ainsi et avec une égale force, le souvenir de l'ambulance de la Somme, où j'étais voici quatre mois passés, est associé au souvenir de la minute, dans laquelle m'atteignit l'annonce de sa mort.

Je faisais un pansement dans l'une de nos baraques. Plus grande d'être vide, car une seule table d'opération, des huit tables rangées, supportait un blessé et j'étais près de lui. Ce n'était plus l'usine fonctionnant à plein, tous ses rouages embrayés, que nous avions connue, dans les premiers jours de l'offensive franco-anglaise de Somme : dominée par le ronflement saccadé des moteurs (lumière, chaleur, radio) ; — avec tout son personnel hiérarchisé, travaillant, dormant et mangeant au commandement de l'horloge ; — la matière sacrée qui s'engouffre, boueuse et crottée, en auto ou à pied ; et qui, transformée par le stage sanglant des salles d'opération, s'en va, emmaillotée de blanc, par les doulourenx cahots des trains, vers les Croix-Rouges voluptueuses de l'arrière... Seul, devant ma table, j'étais penché sur l'unique blessé de cette heure. Le médecin-chef de l'ambulance était entré depuis un long moment et se tenait immobile, presque silencieux. Il venait ainsi, quelquefois, mais en passant : un bonjour affectueux de cet homme parfait. Ce matin-là, il restait raciné, contre le plateau des instruments, se déplaçant à peine pour laisser évoluer l'infirmier de service.

Je nettoyais la plaie. Besogne coutumière par quoi n'était pas entamée une sorte d'ébriété intérieure, qui me soulevait alors et me faisait considérer légèrement la présence inaccoutumée de mon chef. J'étais presque heureux, ce jour-là. Presque

heureux, car n'y a-t-il pas, en temps de guerre, une constante lumière grise, instable et inquiète, sur tous nos sentiments, et comme l'incessante et obscure connaissance qu'à chaque minute des Français meurent ? Lumière assombrie à la rampe de notre théâtre intérieur. Mais, ce jour-là, par exception, la rampe était presque éblouissante. Si bien qu'un cri de souffrance, jailli d'une baraque voisine, ne fit pas chanceler mon ébriété sauvage. Je m'en souviens : un train de munitions passa sur la voie stratégique ; il faisait un bruit joyeux. Et joyeuses me paraissaient les grossières modulations de la canonnade proche. J'achevai le pansement, je roulai les bandes, en regardant d'un œil amusé le médecin-chef toujours debout, un peu voûté, et qui cherchait ses mots.

— Vous... vous n'avez plus rien à faire, dit-il... Je vous accompagne.

Et il me suivit... Il est des jours, les plus fréquents, où tout est signe, où l'on attend, avec une certitude angoissée, de mauvaises nouvelles du frère aviateur et de tous les êtres chers qui sont en danger, où l'on imagine les autres eux-mêmes parmi des catastrophes inattendues et avec une précision de tortionnaire chinois ; des jours où l'on sent autour de soi la présence de puissances mauvaises indéterminées. Pressentiments : enfantillage et littérature ! J'étais, ce jour-là, irrémédiablement fermé, d'une stupide joie croissante ; un de ces très rares jours qui sont un relais dans notre vie sentimentale : revanches rageuses de notre brute physique. J'avais l'esprit libre d'un imbécile bien portant, en temps de paix.

Mon sarrau retiré, je fis quelques pas de promenade sur le caillebotis. Mon chef les fit de même, à mes côtés, sans ouvrir la bouche.

— Je rentre chez moi, lui dis-je enfin... Cinq minutes avant le déjeuner...

Alors les événements se précipitèrent, avec une vitesse qui dépassa le réveil paresseux de ma compréhension endormie. Le médecin-chef entra derrière moi, dans le box de planches qui me servait de chambre ; à un camarade qui s'y trouvait, il parut faire un signe qui le fit sortir ; la porte se ferma. Et il commença aussitôt : « Mon cher ami... » Tout devint signe :

son obstination à s'attacher à mes pas, l'embarras de ses paroles, la gravité de son visage. Mais signe de quoi ? Le trouble en moi restait encore aux limites de ma conscience, ne se résolvait pas en inquiétude. Le temps suspendit sa course, se balança dans l'espace, s'écroula enfin quand les mots entrecoupés retentirent à nouveau : « Mon cher ami... Votre frère... » Ce fut lumineux, d'un enchaînement implacable. La chute mortelle, n'est-ce pas ? Il était sur le point de le dire. Le coup allait m'atteindre en pleine figure. Je sentais déjà le vent du poing lancé. Je me raidis pour ne pas porter les mains en avant. Je restai droit ; mais il dût y avoir au fond de moi une lâcheté, un recul, comme pour m'arracher à la souffrance qui me guettait ; l'impulsion instinctive de me rejeter dans le passé, dans le temps où rien de la nouvelle ne m'avait effleuré ; quelque chose qui se traduisit par une oscillation, un retrait de mon corps en arrière, car mon chef me saisit les deux mains. Et me tenant ainsi devant lui, m'immobilisant à la portée du coup qu'il allait m'assèner, il balbutia : « De l'espoir encore... la dépêche ne donnait pas de détails... on ne sait pas... » Et toutes les chétives phrases conventionnelles, qui évitent la brève et lourde sonorité du mot de *mort* et qui en apportent la certitude.

J'avais eu peur du coup. Le coup reçu, il me sembla que j'étais froid, que je tenais ma sensibilité entre mes mains serrées, dans l'impossibilité de nuire. Je remarquai les moindres détails de mes cloisons de planche, le dessin des gravures clouées, l'attitude de cet homme qui froissait de ses doigts crispés une toile de tente attachée par des cordelettes, son visage affreusement ému de la catastrophe qu'il créait, épouvanté de la force qu'il était obligé de déclancher d'une main timide : le tableau est enregistré dans mon esprit avec la netteté d'une plaque photographique. D'une plaque photographique qui ne souffre pas. Et cela, depuis ce jour, revit sans cesse, est toujours devant mes yeux. J'entendis ma voix, changée, lointaine et sèche, solliciter une permission, donner ensuite l'ordre qu'une voiture fût attelée. Je vis mes mains, automatiques et non tremblantes, ranger des objets, faire un paquet...

Le monde, d'un minutieuse précision, avait pourtant reculé loin de moi ; il était comme vu par le gros bout d'une lorgnette ; il ne m'était plus rien, aucun lien sensible ne m'y rattachait.

Une seule sensation me faisait croire que je vivais et que je ne rêvais pas : le froid. Un froid qui me parut terrible et, pendant qu'on bouclait les courroies des chevaux, l'envie de me coucher là, n'importe où, dans la terre détrempée de pluie, et de dormir.

Mais, dès que je fus seul dans le fourgon, brinqueballé à travers champs, vers la gare prochaine, mes sanglots pressés se mêlèrent aux cahots : victoire de mon être physique, qui me fit entendre qu'il était le maître et pouvait me secouer comme un esclave.

Après des trains, l'arrivée enfin sur la place de la petite ville, jadis presque déserte et que traversait sa silhouette légère, sa coquetterie preste, la gentillesse de ses vingt ans fluets... J'ai peine à me frayer un passage, sur cette place aujourd'hui populeuse et bourdonnante, et à parvenir, — à travers des drapeaux, des fleurs, des chasubles, des chants qui déjà s'élèvent, — jusqu'à *lui*, qu'on a pu rapporter, et qui est là, invisible et présent, sous un drap tricolore.

II

Départ vers l'inconnu. Je veux... Son journal commence par ces mots. Il les écrivit, le jour de son départ pour l'école d'aviation de Hendon, en Angleterre.

Je veux... Depuis le début de la guerre il avait la volonté, qu'il n'avait encore pu rendre effective, de servir. Quelques-uns ont été contraints à être des héros ; lui, il eut à se débattre pour qu'on le laissât se donner. Point malade, mais de corps frêle, les conseils de révision, exigeants en ce temps-là, le repoussaient. Son désespoir, après chacun de ces conseils, donnait à l'avance la mesure de ce que serait plus tard son apaisement, son bonheur profond lors de sa réussite. Il ne pouvait supporter le privilège laissé à ses vingt ans de palpiter à vide, loin des souffrances et du danger. Quelle

angoisse, quand les autres risquent là-haut, se mêle aux délices de vivre dans l'atmosphère douillette de sa ville natale et de sa famille ! C'est à quoi il découvrit le moyen de s'arracher. Et non à demi. Il entrerait dans une école d'aviation d'un pays allié, les écoles françaises, militarisées, n'acceptant pas le pauvre civil qu'il était ; son brevet de pilote anglais conquis, il exigerait, de retour en France, par cette attestation de santé morale et physique, un nouveau conseil. Enfin *reconnu bon*, il prendrait son brevet de pilote français et deviendrait ainsi, en quelques étapes, soldat de son pays...

Le plan dessiné, il peut enfin, après de laborieuses démarches, le jour qu'il part pour Hendon, le cœur broyé, mais la tête solide, noter sur la première page de son journal de guerre : *Départ vers l'inconnu. Je veux... Avais-je le droit de rendre malheureux tous ceux qui m'aiment et que j'aime ? Dieu seul le sait. Je crois que j'en avais même le devoir.*

La terre anglaise accueille avec rudesse cet enfant résolu. Comme il met le pied, pour la première fois, sur le terrain d'aviation, un matin, à sept heures, il voit un appareil qui « pique du nez ». Il se précipite avec les autres élèves. « L'appareil est entré un peu dans le sol, le fuselage dressé vers le ciel », note-t-il dans son journal. « Le pilote ?... Enfin il sort du tas de débris, se tâte ; il n'a rien. Un veinard ! Allons déjeuner.

« Retour vers neuf heures... Un autre avion ballotte, pas très haut, vire... pique... nous courons vers lui... moteur explose. L'appareil s'enflamme. Nous dégageons le passager qui n'a que l'arcade sourcilière entamée et saigne abondamment. Mais l'autre ? Dans une chaleur étouffante, en nous brûlant les mains, nous parvenons à le retirer : les jambes carbonisées, la face ensanglantée... A ce moment, l'appareil explose de nouveau, lance le tout en l'air, blesse quelques personnes ; moi, heureusement projeté à plat ventre sur la terre mouillée, je n'ai que des égratignures... »

Et il conclut, sur ce camarade inconnu : *Il est mort en héros, je ne puis que désirer une telle mort.*

Après quoi, cette possibilité ayant été envisagée clairement, il ne s'y complaît pas, en romantique inactif ; le cœur encore agité, mais la main non tremblante, il écrit, avec des 1° et

des 2°, de froides notes techniques, qui dégagent le mécanisme probable de l'accident et les manœuvres successives qu'il faudra tenter, à chaque moment de la chute éventuelle. Notes qui se terminent par une règle de discipline stoïque : *avoir confiance jusqu'à la dernière minute ; être certain qu'on se redressera jusqu'à la minute de l'écrasement.*

Cette sévère initiation supportée, il eut à subir de plus dures épreuves.

Et d'abord celle de l'attente sur place, dans l'inaction, et pour une durée imprévisible. L'apprentissage de l'avion n'est pas posssible par grand vent ou pluie violente. En cette saison et dans ce pays, les heures de vol — heures tant souhaitées de mâle joie — sont coupées par des journées, des semaines parfois, pendant lesquelles il est défendu aux élèves de faire sortir un appareil... Il errait à pied à travers le camp, les yeux interrogeant le ciel tourmenté. Quelques courses à Londres noyé dans le brouillard, un thé chez des amis nouveaux, un peu de musique, de longues lectures ne parvenaient qu'à effleurer son esprit, sans en distraire la pensée gîtée dans le fond : que tout ce qui ne le rapprochait pas du brevet de pilote, de la rentrée en France et du moment de servir, était du temps perdu, de l'inconsistant, du vide insupportable.

Longues semaines de solitude pleinement éprouvée, sur le champ dénudé de Hendon, parmi des coutumes étrangères, des esprits différents. Eloigné, pour la première fois, de l'attentive tendresse des siens et de l'amitié de sa ville natale, éloigné de son pays, qui vibrait en ce moment même, dans une intense communion, sous les coups de l'envahisseur. Une note de son carnet de route, écrite peu de jours auparavant, en mer, sur le pont du bateau qui l'emportait, avait pieusement marqué le seuil de cette solitude : « A l'instant, après trois quarts d'heure de traversée, la France disparaît à l'horizon. »

Pendant la retraite morale de Hendon, qui fut comme une veillée d'armes avant la bataille, dans la seule intimité de sa résolution comme d'une grave compagne, la nouvelle d'un deuil familial l'atteignit.

Je relis ce qu'il m'écrivait alors : « J'ai reçu, hier, une lettre de *la maison*, m'annonçant la mort de mon pauvre

parrain. Je ne me suis jamais senti aussi abandonné, dans mon île. J'étais avec un camarade indifférent. Je lui racontai doucement la chose. Ma voix s'étranglait et je fus obligé de m'arrêter, pleurant comme un gosse, n'en pouvant plus, la gorge horriblement serrée. Je ne sais s'il s'en aperçut, il respecta mon silence, et nous marchions automatiquement dans l'herbe du camp... »

Il aimait son oncle comme il savait aimer, mais cette mort fut davantage : elle fut, pour mon frère, la mort d'un des siens, une mort symbolique, au delà de la mer, sans pouvoir échanger librement avec des yeux amis un regard semblablement noyé. A ce moment, il flancha. Je tiens à cette minute qui trahit sa sensibilité, dessine le héros, fait qu'il n'est pas un sujet de pendule... Il fit aussitôt un rétablissement de volonté, sous cette pluie d'Angleterre, persistante et grise, doublement perceptible à un Méridional, et qui est en vérité la propre couleur des premières semaines de son séjour à Hendon. Tout cela est dans la phrase suivante de sa lettre : « Encore de la pluie, mais moins de vent ; nous allons enfin pouvoir voler ! »

A l'inverse d'Antée, qui reprenait de la force en touchant la terre, quand il s'envole et qu'il touche l'air, il voit, avec de profondes délices, sa résolution se réaliser plus précisément chaque fois, se matérialiser à ses yeux. Des yeux de visionnaire lucide que j'interroge aujourd'hui encore, sur une photographie de lui qui date de cette époque.

On l'y voit parmi la mâture légère de son avion, sa tête se détachant sur un des plans de toile, qui est semblable à une voile de navire tendue au vent... Je sais un autre portrait de lui, tout enfant, qui montre, par différence, la transformation de ce même visage. Le bébé a été juché, pour la pose, sur un cheval de bois trop grand. Il se cramponne aux rênes, de ses petites mains nues et potelées. Il regarde, avec des yeux tout neufs, les grandes personnes qui l'ont hissé si haut : on les devine derrière le photographe, car c'est sur leur sourire, sans doute, que s'accorde et s'appuie le sourire insouciant de cet enfant... Le jeune homme de Hendon est *seul :* à nul sourire ne va le regard droit et profond des mêmes larges yeux, mais seulement à l'espace qui est devant eux. La ligne de la

bouche, sous une ombre de moustache, n'est plus mollement relâchée, mais serrée, précise et résolue. Le buste un peu tassé dans les lourds vêtements, les jambes bien appuyées, la main énormément gantée sur la barre de direction, il paraît solidement installé, au milieu du fragile bâtis de l'appareil, sur le siège étroit, mobile et aérien, ainsi qu'un trapèze. L'attitude, les traits du visage et le regard sont d'un enfant qui vient de se promouvoir homme et compte sur ses seules forces dont il a fait le calcul : ils expriment l'âpre jouissance intérieure du *je veux* qui devient acte, de ce *je veux* qu'il prononçait en partant pour l'Angleterre pluvieuse.

J'en ai vu l'aboutissement, la pleine floraison, quelque temps après, en France, à Chartres, un jour de grand soleil.

Les semaines grises, celles d'inactivité forcée, s'étaient réduites à la fin du séjour de Hendon, jusqu'à n'être plus que de rares jours de repos ; les bonnes heures, celles de vol, s'étaient multipliées et s'étaient épanouies dans la conquête du *ticket*, le brevet de pilote anglais. Etait aussitôt devenu possible le retour en France ; et le déclanchement d'une autre joie, elle aussi calculée d'avance avec exactitude : « Je suis ravi, m'écrivait-il. A un nouveau conseil de révision, je viens d'être *reconnu bon ;* et seulement à cause de mon ticket... » Un stage dans les hussards s'était placé là comme un bref intermède. Puis avait repris le déroulement projeté des évènements, par l'envoi, pour y subir les épreuves du brevet français, à l'école d'aviation militaire de Chartres.

Et c'est là, sur le champ d'atterrissage, quelques jours avant son brevet, que j'ai pu, au cours d'une de mes permissions, le revoir : rencontre hâtive, qui se prolonge indéfiniment dans mon souvenir.

Rencontre de nos sensibilités qui se connaissaient et n'avaient besoin, pour s'exprimer, que de quelques mots parmi de longs silences. Il eut à peine le temps de me montrer son avion, de m'en expliquer avec amour les commandes ; une auto trépidait qui devait m'emporter vers la ville et mon train dont l'heure s'approchait. « Je te rejoins », me dit-il.

Sur le quai de la gare, au bout du hall, les têtes étaient déjà levées vers le frêle oiseau qui se dessinait peu à peu, tache minuscule, et accourait du fond du ciel éblouissant.

Les yeux levés à mon tour, des yeux mouillés de fierté, je contemplai, silencieusement, l'agile appareil qui descendit un peu, fit un rond au-dessus de la cathédrale, puis très haut s'envola. Et songeant à un fragment d'une de ces dernières lettres : « c'est délicieux de glisser dans du beau soleil, dans de l'air frais, en regardant tranquillement la ville, que domine la haute silhouette de la cathédrale » — je me rappelai d'autres lettres, antérieures, celles des dernières semaines de Hendon, et qui décrivaient l'ardu et passionnant travail de l'apprentissage.

A travers les phrases fixées dans ma mémoire, j'imaginai de nouveau les riches sensations des leçons progressives : courir sur le camp, en canard aux ailes coupées ; se décoller du sol pour la première fois et bondir ; tracer, suspendu dans l'air, des lignes, des huit, des spirales ; rencontrer le vent au tournant d'une route du ciel et, après un duel avec l'adversaire, l'enchaîner à son char ; se hisser jusqu'à des pays de l'espace de plus en plus éloignés du hâvre du camp, découvrir de lointaines et hautaines solitudes hors de la terre...

En voyant passer parfois un petit aviateur fringant, on se plaît trop à l'imaginer repoussant un beau jour le sol d'un pied vainqueur. Il lui a fallu pourtant asservir la mécanique à sa volonté ; assouplir le jeu de ses mains et des pieds ; mater son cœur et dresser sa tête à de promptes résolutions ; arriver à faire naturellement, et comme depuis toujours, ces gestes du vol que ne prévoyaient même pas nos grands-pères... Une de ces victoires intimes, je la mesurai de mes yeux mouillés de larmes, tandis que la docile et gracieuse machine s'enfuyait et se diluait peu à peu, comme une poussière, dans le ciel éblouissant.

Il reste un témoin de cette époque d'une vie. C'est une photographie encore. Faite dans la maison familiale du nouveau pilote, au cours d'une brève permission qui couronna les épreuves du brevet français, parfaitement conquis dans les jours qui suivirent ma visite à Chartres... Après le portrait de l'insouciance enfantine, puis celui de la volonté tendue et un peu douloureuse, voici un troisième visage, celui de la certitude qui a apporté sa joie. La bouche et les yeux sont

relâchés en un sourire ; leur tension passée n'a laissé qu'une trace : quelque chose de plus mâle dans l'accentuation des traits. Les cheveux sont coquettement rejetés en arrière du front arrondi et puéril encore. La grâce de l'attitude, la liberté du geste disent une juvénile énergie au repos. Tout sourit dans ce portrait, jusqu'à l'insigne ailé qui brille sur la claire vareuse bleue.

Il n'a plus qu'à recevoir son *ordre* de départ pour le front, sur avion de bombardement ou sur avion de chasse. Il l'attend avec impatience, souhaitant avec plus de force d'être désigné comme chasseur. L'attente, chez un pilote, n'est pas une vaine trépidation sur place ; elle est utilisée à s'entraîner : il fait des vols de nuit, il m'écrit ses impressions d'oiseau nocturne qui s'assure dans le noir.

L'ordre arrive enfin ; c'est le départ comme chasseur, l'alternative la plus belle... Mais, deux jours avant, au cours d'un vol de nuit, qu'il ne pilotait pas, ayant été commandé, cette fois et par hasard, comme passager, au cours d'un vol qui ne dépendait de sa main, ni de son esprit, qui était une parenthèse dans sa vie volontaire, l'appareil s'était abîmé sur le sol ! Et l'ordre tant souhaité ne peut être reçu que par ceux qui vivent encore, par ses camarades qui, en son honneur, tracent dans le ciel des ronds en forme de couronne, — et survolent son cortège funèbre.

Son père et sa mère sont allés le prendre, l'ont rapporté dans sa ville natale. Et c'est là seulement, durant ses deuxièmes funérailles, que j'ai pu le rejoindre.

Je l'avais vu, aérien, souple et rapide, tout en haut du grand ciel de Chartres ; j'ai entendu le pas lourd des six hommes portant son cercueil.

III

Après le coup de poing en plein visage qu'avait été pour moi l'annonce de sa mort ; après avoir serré entre mes bras ceux qui, de leurs yeux, avaient pu voir, dans son cercueil encore ouvert, son sourire apaisé d'enfant endormi ; après l'avoir accompagné, invisible mais certain sous son voile tricolore, jusqu'à la terre qui l'avait ensuite recouvert ; —

étant revenu dans ma baraque, près d'un blessé semblable à celui que j'y avait laissé, quatre jours auparavant, et après que ma vie eut repris son cours, je me posai la question : Est-il vrai qu'il soit mort ?

S'il était mort, attendrais-je, comme je ne puis m'empêcher de le faire, une lettre de lui, quand le vaguemestre, chaque jour, se dirige vers moi ? Il va m'écrire, il va m'indiquer la date approximative de sa prochaine permission, afin que je tâche, avec elle, de faire coïncider la mienne. Il entrerait, ici, à l'instant, que peut-être je ne m'étonnerais pas ; mais ouvrant les bras : « Quoi ! lui dirais-je, tu as donc été désigné pour le camp voisin, qui aligne ses hangars sur la colline, en arrière de nous ? C'est une chance que nous avons là ! »

Je le sens vivant, ainsi qu'autrefois, comme si rien de contradictoire n'était survenu pour modifier ce sentiment.

Comment serait-il modifié ? L'existence mystérieuse d'un être cher qui est passagèrement éloigné de nous, mon frère la possède toujours... Un être, dans le temps qu'il se trouve sous nos yeux sensibles, nous le regardons agir, et le moins analyste de nous enregistre, sans s'y appliquer, une infinité de ses profils : profils non seulement de son attitude et de son visage, mais de ses gestes, de sa voix, de sa pensée. S'il passe dans la pièce voisine, nous portons notre regard sur la cloison opaque, en continuant de lui parler ; et à travers elle, nous le voyons évoluer avec précision. Les profils enregistrés sont si nombreux, le jeu de ce fantôme, créé en nous mais projeté au dehors, est si riche, que ses mouvements ne sont pas mécaniques, mais accompagnés, naturels ; et que lorsque le personnage de chair s'encadre à nouveau dans la porte ouverte, il ne tâtonne pas pour se fusionner avec le personnage créé, il ne le double pas ; tous deux, arrivés en même temps, se superposent rigoureusement : un seul apparaît.

Il sort, il voyage. A travers les obstacles et la distance, nous continuons de l'apercevoir de nos yeux divinateurs. Combien d'êtres chéris peuplent ainsi l'horizon vide de chacun de nous !... Mon frère vivait de la sorte pour moi. Depuis ce qu'on appelle sa mort, comment et par quoi serait modifiée une telle vision de lui vivant ?

Par les faits? Quels faits?... Il y a bien la phrase de mon médecin chef « Mon cher ami, votre frère... » et la dépêche qui motivait cette annonce tragique ; il y a mon voyage, les funérailles. Atroces réalités, enregistrées, elles aussi, par mon esprit en tumulte, et toujours présentes. Mais elles ne tombent pas en ce moment sous mes sens, ce ne sont plus que des souvenirs. Et combien plus hâtifs, plus rudimentaires que les autres, dont l'innombrable richesse maintient mon frère debout. Ils sont culbutés sans difficulté et réduits à m'apparaître ainsi qu'un terrifiant cauchemar, que la lumière du jour ne dissipe pas encore.

Pour donner une apparence de vérité à ce cauchemar, il me faut, par un effort volontaire, imaginer le vol de nuit, la chute, la mort. C'est un travail incertain, à tâtons, hypothétique, qui n'apporte pas sa preuve. Cauchemar toujours, fiction dont la pauvre et fragile nouveauté ne résiste pas à la notion de lui vivant, qui s'était spontanément édifiée, qui est ancienne et solide.

Et d'ailleurs l'aurais-je vu mort, le verrais-je mort au moment que j'écris, cette vision ne pourrait pas faire qu'il n'ait pas été, que le mécanisme de son fantôme vrai n'ait jamais été déclanché : il continue à fonctionner et n'offre sur lui aucune prise. C'est une infirmité de notre cerveau que nos souvenirs ne puissent pas être raturés, redressés pas une idée nouvelle. La rectification s'ajoute, elle n'efface pas. Nous ne réussissons qu'à mettre un erratum en marge, le livre reste imprimé.

*
* *

Notre cerveau misérable, pour refuser d'admettre, dans sa plénitude, une mort semblable à celle qui vient de m'atteindre, s'autorise d'une autre de ses infirmités naturelles. Il est de telle façon construit qu'il ne sait supposer aux événements qu'un enchaînement logique et prévisible, où les effets, proportionnés aux causes, deviennent causes à leur tour. L'accident, dont la logique est accessoire et imprévue, et dont les conséquences nous paraissent disproportionnées, nous choque, quand il survient. Et plutôt que de tâcher de le comprendre,

comme un fait, nous discutons s'il a pu se produire. Nous énumérons les raisons de le nier.

Dans les premiers temps de l'apprentissage de mon frère, sa chute nous fût apparue, non comme un accident improbable, mais ainsi que le résultat sans cesse redouté du complot de tant de périls. Quelles heures d'angoisse nous avons vécues ! Puis l'habitude, et surtout la constatation de ses progrès réguliers, sans heurts, la conquête mathématique des stades qu'il s'était assignés, avaient éliminé notre crainte, ou du moins l'avaient réduite à n'être plus qu'un de ces sentiments que l'on combat en soi, en les qualifiant d'excessifs, nerveux, irraisonnés.

Un soir, à onze heures, il s'est trouvé à un carrefour de chances. Parmi toutes les possibilités qui se croisaient, il a fallu qu'il reçût l'ordre de ne pas piloter, mais de monter par exception en passager, pour remplacer un absent ; il a fallu que ne survînt pas un mauvais temps qui eût fait rapporter l'ordre ; il a fallu ensuite un éblouissement du pilote ou une mauvaise digestion, ou une distraction. Que sais-je ?

Et bien d'autres conditions compliquées et fragiles, qu'un rien eût déviées ou brisées ! L'absence, possible en cet instant, de mon frère ; la désignation d'un autre aviateur ; ou seulement un peu de pluie, une panne de moteur... et tous les chemins restaient ouverts devant lui.

C'est ce jeu artificiel de causes infimes et disparates qui interrompit les effets naturels d'une jeune énergie et réduisit à néant cette énergie elle-même !

L'esprit têtu répète : je ne le comprends pas, je ne puis pas le croire.

*
* *

Enfin la mort, même dépouillée de tout caractère accidentel propre à nous troubler, celle que nous guettons, au cours d'une longue maladie, à chaque souffle décroissant, comme afin d'en saisir au passage le mécanisme secret, — la Mort est encore à nos yeux soudaine, de cause différente de nos causes humaines, inpénétrable par notre esprit de chair, incroyable.

Le philosophe prétend que la vie doit finir puisqu'elle a

commencé. Comment le croire ? La vie, qui, au fond de chacun de nous, se perçoit elle-même, comment lui demander de percevoir son néant ? La lumière incomparable et mystérieuse de l'être qui vit, qui parle, qui regarde, nous paraît une parcelle divine. Nous ne pouvons croire qu'elle disparaisse, à moins qu'elle ne se réfugie alors dans une autre Lumière, que nous ne voyons pas et d'où elle serait venue...

*
* *

Ainsi cette mort, pour entrer en moi, pour se faire accepter comme possible et véritable, se heurte de toutes parts. *Je sais* qu'elle n'est que trop vraie, mais à le *croire* mes efforts restent vains. Je les renouvelle, je m'y applique. Funèbre besogne, à quoi je suis contraint, de tenter en moi de tuer mon frère !

Mais dans la même minute, je devine que le temps va s'attaquer à son souvenir et que, plus puissant qu'une idée, il saura peut-être, à la longue, user une image que sa présence ne nourrira plus. Alors je me rebelle contre mon œuvre. Et me voici, bourreau pitoyable, qui saisis ma victime, qui l'embrasse, lui parle, la réchauffe et la prie de vivre encore.

Je ne veux pas que la mort me le décompose. Je fouille dans les fonds les plus obscurs de ma mémoire, afin d'y découvrir tout ce qu'il y a laissé de lui — les moindres gestes qui fuient, une nuance de sourire, un tour de phrase, une plaisanterie, les modulations les plus passagères de sa voix, qui sont comme ces airs que l'on a une fois entendus, qu'on croit entendre et qu'on ne parvient pas à noter. Par une attention qui va jusqu'à la courbature de l'esprit, j'arrache du noir tous ces fragments déchirés, je les emporte à la clarté de ma conscience, et là, je les grave pour toujours.

Ayant tâché de ressusciter les détails les plus anciens de sa vie d'avant-guerre, je regarde, dans une contraction plus violente sur moi-même, son être des derniers temps : celui qui se meut encore sous mes yeux et que je ferai continuer de vivre !

Depuis sa décision et son départ pour Hendon, je l'ai vu deux fois. Deux fois seulement. A son retour en France : une

journée qu'il a pu venir passer près de moi, à l'ambulance. Et puis au camp de Chartres, peu de jours avant son brevet français, au cours d'une de mes permissions. Entrevue déjà notée dans ces pages, qui fut brève mais qui nous parut, à tous deux, pathétique.

Nous parlions un peu sourdement, pour ne pas nous attendrir, et avec des éclats de voix forcés... Quand l'auto qui m'emportait démarra, je tournai la tête pour le voir jusqu'au bout. Il s'en allait, sur l'immense camp, vers la libellule posée là-bas, sur la pointe de ses pattes, les ailes ouvertes pour l'envol. Je suis du regard, maintenant, comme en ce jour lointain, sa frêle silhouette, toujours d'une extrême précision, mais qui me paraît, aujourd'hui, réduite de taille par une distance qui se serait accrue. Il s'en va, de son pas léger et volontaire. Je reconnais, de ce rivage du réel où je suis, dans l'étendue troublante du passé, sa veste de cuir et le casque qu'il tenait à la main et balançait.

L'auto était sur le point de m'arracher à lui. Il se retourna dans ma direction. Je devinai ses traits, juvéniles mais amenuisés par l'énergie, sa tête serrée dans un petit bonnet de soie noire, sous le grand soleil et le vent. Il me fit un signe d'adieu du bras qui balançait le casque. Je devais, quelques minutes plus tard, percevoir encore sa pensée radieuse dans le minuscule oiseau, vire-volant tout en haut du grand ciel de Chartres, noyé dans la clarté bleue, mais, dans la seconde qu'il se retourna et que l'auto fuyait, je vis, pour la dernière fois, son visage. Pour la dernière fois... nous avons essayé de sourire l'un vers l'autre.

*
* *

Effort pour croire à sa mort et le tuer dans mon esprit. Effort pour le ressusciter. Et les diverses composantes de ces deux tendances contradictoires. Tout cela ne se série pas au fond de moi, en un tel exposé analytique. Tout cela y vit ensemble, s'y bouscule, crie en même temps.

Quand l'une de ces manières de penser prévaut, je n'entends pas les autres ; mais elle est aussitôt coupée, interrompue. Le plus souvent même, point de ces froides dissociations ; et seu-

lement un mélange indéchiffrable, un état confus de désespoir et d'espérance.

Ce qui se traduit dans ma conscience par une nouvelle notion sur mon frère : je sens sa présence, invisible mais certaine, dans une région indéterminée de l'espace qui m'entoure.

Je veux l'atteindre, lui parler, le supplier de m'entendre et de me répondre ; le voir du moins. Et me voici appuyant, de toutes mes forces, mon regard sur l'espace, qui ne m'oppose qu'une ironique transparence. Lutte irritante ! Et qui me ferait recourir aux tables tournantes et autres grossiers marcs de café !

Certains soirs, où la sensibilité s'aiguise jusqu'à l'angoisse, frémissant à toutes les nuances de l'ombre et des sons imperceptibles, j'ai peur de distinguer sa voix ou son visage soudain près de moi, ou de sentir sur mon épaule une main qui se pose. Je tremble et je l'appelle.

Mais mon jugement, qui n'a pas empêché de se former le désir et la crainte, et qui ne va point parvenir à les effacer tout à fait, s'attaque à l'illusion qui en est la cause et il la redresse, avec une rigueur impitoyable d'automatisme : c'est mon pied qui, presque sans bouger, a froissé le plancher de la baraque ; l'ombre qui a passé, latéralement, dans le champ de mon indistincte vision, est celle d'un nuage sur la lune ; et c'est mon bras, en se déplaçant à peine, qui a tiré sur l'épaule l'étoffe de la manche. Rectifications si assurées qu'il n'est pas nécessaire, pour les contrôler, d'ouvrir le châssis de toile huilée qui me sert de fenêtre, et de reproduire l'infime mouvement de mon pied et de mon bras : je reste immobile.

Et le besoin d'évocation n'ira jamais jusqu'à me faire interroger une pauvre table ou questionner de touchants somnambules. Car je sais que la réalité sensible nous enserre, nous étreint, et qu'ils la perçoivent, elle seule, nos yeux tout entravés de liens de chair. A quoi bon rêver de couper de tels liens, puisque ces yeux, entièrement pétris de chair, ne sauraient entrer en relation avec une autre réalité, toute proche peut-être, mais de nature différente et sans prise sur eux. Nos sens, qui sont dans le plan humain, n'atteindraient pas ce qui serait en dehors de ce plan.

Je reste condamné, pour le temps de ma vie sur cette terre, à l'état confus de désespérance et d'espoir. Hélas ! il n'y a plus de revenants.

IV

Lorsque je parviens, en de rares jours, à rejeter les fantômes de mon cœur souffrant, à croire que mon frère est mort, et à reconnaître l'irrémédiable de sa disparition, je ne suis pas au bout du chemin. Je m'agite encore.

Je m'indigne maintenant. Si cette suppression d'un être plein de vie était survenue un peu plus tard, ainsi que le prix d'un combat par lequel un boche d'abord eût été descendu ; si elle avait été de quelque utilité dans la grande lutte nécessaire, je l'accepterais et m'apaiserais peut-être. Mais prématurée, ce n'est qu'une perte de force sans profits.

Et quelle force précieuse ! Parfois, ayant rompu une tige de plante ou écrasé un insecte, je l'ai regretté. J'apercevais tout d'un coup l'enchaînement incalculable d'efforts combinés qu'il avait fallu, pour que se réalisât cette chose incompréhensible : de la vie. Combien est incomparable un être humain !

Je me souviens d'en avoir pressenti, enfant, la mystérieuse valeur. Mes sœurs et moi, nous étions réunis dans une chambre, seuls, abandonnés, pendant qu'à l'autre bout de la maison, notre frère, un bébé alors, était gravement malade. On ne nous jugeait pas assez grands pour un si terrible spectacle. Nous attendions, frémissants aux moindres bruits : des pas étouffés, des voix indistinctes. Nous nous étions jetés dans une prière à voix haute, de tout notre cœur enfantin. Cet après-midi, parmi des fauteuils de velours rouge, près d'une fenêtre que remplissait une branche de marronnier, tandis que tremblait dans l'air l'égrènement de nos *ave-maria*, est resté vivant à mes yeux et à mes oreilles, parmi l'effondrement de tant de passé... Qui nous eût dit alors que sa vie hésitante allait être sauvée, ce jour-là, par un raffinement cruel du Destin, afin d'être anéantie, riche et résistante, par un plus rude coup ?

Nous devinions seulement que la flamme de vie, que les grandes personnes, là-bas, abritaient de leurs mains tendues.

dans une lampe d'argile neuve, n'apparaîtrait pas une seconde fois sur la terre, si on la laissait s'éteindre.

Pour la modeler, cette argile vive, quelle complexité de causes !

Nos aïeux les plus lointains s'y étaient employés, ceux-là dont nous avions contemplé les visages figés dans des daguerréotypes miroitants, des crayons effacés, de sèches miniatures... Ces gens inquiétants nous avaient faits, mon frère et nous, qui égrenions des *ave-maria* suppliants. Ils nous avaient prédestiné un peu de leurs passions, de leurs goûts, de leur intelligence des choses. Ils nous les avaient, à l'avance, distribués dans des proportions variables sans doute, et nuancées, puisque mes sœurs, mon frère et moi, nous avions des âmes qui se ressemblaient et pourtant différentes. Et l'on peut croire qu'en cet après-midi dramatique de notre enfance, mon frère, qui n'avait pas eu le temps d'être sollicité par les influences de la vie, était déjà d'une certaine argile, et qui n'accepterait les empreintes qu'à sa manière.

Donc il guérit. Et il fut saisi doucement, pendant qu'il grandissait, dans un tendre réseau.

Les mailles en étaient d'air et de lumière : lumière d'une des régions de la France où le soleil et l'ombre ont le plus de valeur ; et atmosphère intelligente d'une ville cultivée. Entre ces larges mailles, la trame serrée d'une de ces familles à riches ramifications qui sont, à elles-mêmes, une petite patrie, non plus aimée, mais plus proche et moins imposante que l'autre. Le temps s'y jalonne, ainsi que par des événements historiques, par les deuils, les cérémonies de mariage, les baptêmes. Faits surprenants et naturels, qui mettent les enfants dans la présence inquiétante des mystères : ceux-ci leur apparaissent comme des dieux de mœurs simples qui s'assoieraient à la table commune.

Puis, en contact plus intime, tissu plus souple et plus ténu, la chaleur, la clarté recueillie de la *maison*. L'esprit d'un père, esprit de constante et positive recherche et de géniale compréhension ; humanisé de sensibilité frémissante et d'indulgence qui sait sourire. La sensibilité passionnée d'une mère, aiguisée jusqu'à l'esprit d'intuition le plus ingénieux.

Enfin, nous unissant tous, un échange de tendresse confiante, qu'une pudeur du cœur et un goût de la mesure préservaient de s'affaiblir en d'excessives effusions.

Pressé de toutes parts, docile et personnel, mon frère réalisa cette âme exquise que nous avons connue. Celle que j'irai retrouver, à chacune de mes permissions, dans sa chambre déserte.

On a fermé la porte. Un tour de clef. Et la chambre reste préservée au milieu de la vivante maison familiale. Nul objet n'a été déplacé : elle est intacte. Il y a comme un mouvement suspendu, et qui va reprendre, dans cette immobilité silencieuse. Le geste ne va-t-il pas se continuer qui a commencé de disposer ces papiers, ces lettres sur la table ? Près du lit, sur une étagère, des livres sont cornés, l'un est ouvert : un Balzac, un Mæterlinck, un Courteline ont été feuilletés les derniers. Sur une sellette de sculpteur, des bâtons et des boules de cire, encore malléables, et une maquette de chat couché, dont le modèle erre toujours dans la maison... Un livre de musique est abandonné sur un meuble.

Avec ses murs couverts de gravures, un large panneau de livres, et la fenêtre qui encadre, parmi des feuillages, les vieilles tours d'une église proche, c'est une chambre où il a vécu avec force, car il aimait la vie, non pas éparpillée et distraite, mais ramassée, consciente. Et sous l'invocation de ces deux portraits qui sont encore sur la table : ceux de son père et de sa mère, qu'il regardait de ses yeux vivants et qui regardent aujourd'hui la chambre vide.

Dans cette chambre, quand il rentrait après ses cours, et que ses camarades étaient sortis, il concentrait une sensibilité qu'un rien émouvait avec d'infinis échos et qui s'amalgamait pourtant avec un sens exact des réalités. Il y cultivait, parfois, un peu de la mélancolie des âmes bien nées. Ce qui ne l'empêchait pas le soir, à la veillée, de nous amuser avec des mots d'une drôlerie inattendue, fraîche et jaillissante : moquerie sans amertume sur les autres et sur soi-même.

Comment son âme s'est transposée en fonction de la guerre, je l'ai esquissé déjà, en notant ses étapes d'aviateur.

L'élément volontaire s'en dégagea ; devint prédominant.

Avec sa forme propre à la guerre : le courage ; car celui-ci n'est pas nécessairement le fait d'une inconscience enfantine et d'une obtuse sensibilité ; il peut être une victoire réfléchie sur un goût violent de vivre. Ce temps en a offert d'innombrables exemples, chez les Français qui ne cherchaient pas à se battre, mais qui, provoqués, ont accepté la lutte intégrale.

Le courage prend chez les sensibles un visage charmant. Mon frère, percevant notre angoisse, expliquait doucement les raisons de ne pas craindre pour lui. Si on lui parlait de la grandeur de son geste, il ne surenchérissait pas à l'aide de phrases grandiloquentes ; il n'éludait pas avec un taciturne orgueil ; il souriait, un peu timide, ainsi qu'à des félicitations exagérées pour une action très simple. Il était arrivé à une telle pudeur de lyrisme, à une telle simplicité, à une si parfaite élégance du cœur, que je fus d'abord immobile et respectueux devant lui, lorsque je le revis au camp de Chartres.

Telle était l'âme robuste, nombreuse et nuancée, résultante d'une infinité de forces, qu'un accident stupide a détachée. La lampe est brisée ; un monde est anéanti ; mon ami n'est plus.

Mort pour le moins prématurée, qui n'a été le prix douloureux d'aucun avantage dans la grande lutte nécessaire. Mort rigoureusement inutile ! Je m'indigne et ne m'apaise pas.

* * *

Inutile ? Non... Je me reprends aussitôt. Un moment de défaillance m'interdisait de comprendre. Voici que je comprends.

Ses notes que j'ai rapportées au deuxième chapitre de cette étude, l'indication qu'il avait faite, à l'avance, d'une phrase pour son *memento* éventuel, le classement de ses papiers dans le tiroir de sa table, et d'ailleurs son attitude et son caractère, tout indique qu'il avait envisagé froidement l'ultime conséquence possible de sa décision et que, sans se complaire avec romantisme dans cette idée et gardant la confiance de l'homme d'action, il avait fait le sacrifice de sa vie.

Offrande généreuse d'une vie profonde et consciente d'elle-même. Et offrande sans restriction, car il savait qu'il n'y a pas de degrés dans le sacrifice et que celui-ci ne saurait être conditionnel : qu'il est total ou qu'il n'est pas.

C'est cela seul, le libre consentement à l'irrémédiable, que nous devrions honorer chez nos morts, parce que cela seul dépend d'eux ; le reste est le fait des événements. C'est pourtant ce reste qui nous préoccupe toujours ; je veux dire la valeur pratique, le prix d'une mort. Nous mettons dans un plateau de la balance la vie du disparu, et dans l'autre plateau l'avantage obtenu en échange par la Patrie, dans la mêlée présente. Marchandage de notre douleur, mais qui nous est naturel. Je recherchais de la sorte, je n'apercevais pas et je viens d'apercevoir l'efficacité du sacrifice de mon frère.

Il y a deux efficacités du Sacrifice.

L'une matérielle et d'abord apparente. Chacun la reconnaît dans la mort de l'aviateur qui ne tombe qu'après avoir descendu son adversaire. Sa perte est payée : elle vaut quelque chose. On voit encore cette efficacité dans la mort d'autres soldats. Moins évidente et à des degrés mal mesurables, car on ne peut affirmer s'il a été plus utile celui qui meurt à l'assaut, fauché par la mitrailleuse, ou celui qui est renversé d'une balle au front, en patrouille, à la corne d'un bois ; le cuistot qui portait la soupe et qu'un obus coupe en morceaux, ou bien l'infirmier écrasé par une bombe d'avion, dans la baraque de pansements... Mais l'artilleur tué avant le combat, par l'éclatement de sa pièce ? et le pilote dont la chute est survenue avant l'heure et qui n'a pu donner sa mesure ? Point d'efficacité apparente pour eux.

Et une efficacité pourtant, une autre efficacité : l'efficacité essentielle du Sacrifice. La seule acceptation préventive de la mort possède une vertu propre.

Je l'ai vu. Des camarades de mon frère ont mieux fait leur devoir d'avoir été frappés par son exemple. Nous tous qui l'aimions, nous nous sommes redressés pour être moins indignes de lui. Démonstration, dans un coin du champ de bataille, d'un des rouages essentiels du mécanisme de la guerre. Son geste interrompu s'est continué par d'autres gestes. De forces en forces déclanchées, un tel élan ne s'est pas arrêté en chemin. Quoiqu'interrompu, et sans efficacité immédiate, il a trouvé plus tard son efficacité, et matérielle elle aussi.

L'énergie libérée par un trépas courageux, on comprend alors qu'elle soit d'autant plus grande que la vie offerte était plus profonde et son offrande plus volontaire. Il suffit qu'elle ait été jetée pour y être mise en commun, dans les rouges corbeilles de la guerre.

Ainsi, même dans le modeste plan humain, la mort peut n'être pas un anéantissement, une perte de force sans profit, mais une transmutation.

La Défense de la Patrie, c'est une communion des vivants et des morts, sous les espèces du Sacrifice.

V

Les notes qu'on vient de lire, écrites dans les premiers jours du mois d'avril, après une visite à la Cathédrale de Reims, et tandis que se préparait l'offensive de Champagne, avaient été interrompues par une autre et moins égoïste besogne. J'ouvre de nouveau le cahier, aujourd'hui.

Quelques semaines ont passé, qui se fussent écoulées aux temps anciens de la paix dans une légère inconscience, et qui viennent d'être longues et lourdes. Les horreurs sanglantes de la guerre qui ne sont épargnées à nul soldat, le médecin les voit concentrées, ramassées, et par nécessité dévêtues du voile de l'exaltation.

Une épisode de la bataille s'achève. L'organisme de fer et de feu, déclanché, tonnant, hurlant, a interrompu sa ruée. Les régiments d'attaque, glorieux, redescendent la tête haute. Un coup dur vient d'être porté à l'ennemi, mais nos espérances s'étaient précipitées avec trop d'impétuosité et voici qu'il faut dompter leur impatience, les forcer à marcher au pas. C'est un de ces cruels moments où l'esprit, non entamé par le doute, doit pourtant se raidir pour une mise au point nouvelle, reprendre les calculs de durée et reporter plus loin la vengeance de nos morts et l'échéance victorieuse.

J'ai fait une autre visite à la Cathédrale impassible. Plus mutilée encore, elle était semblable à un colosse affreusement blessé ; debout quand même, immobile et tout blanc : on eût dit d'un être vide de sang qu'un prodige ranimera.

C'est au retour de Reims que j'ai ouvert, pour la deuxième

fois, ce cahier fermé... Je viens de relire les notes prises sur la mort de mon frère.

Et je pense à ceux qui, les ayant lues de même, diront peut-être : pourquoi s'être appliqué aussi longuement à esquisser la figure d'un jeune homme mort pour la France et pourquoi étaler de la sorte sa propre douleur ? L'aventure, hélas ! n'est pas singulière. Ce mort est *un parmi* des milliers.

Sans doute, mais c'est pourquoi il faut en parler : il est *un comme* des milliers. En parlant de lui, on parle des autres.

L'histoire qui, de loin, ne distingue que les ensembles et ne s'intéresse qu'au déroulement implacable des larges causes et des effets certains, depuis une déclaration de guerre jusqu'aux articles des traités, ne reconnaîtra dans la Nation armée de notre temps que des masses insensibles. Comme elle a l'habitude de le faire pour les campagnes de César et de Napoléon, elle manœuvrera ces masses : ce sont soldats de plomb en tas sur une table ! Et elle ne s'arrêtera pas à la pensée que chacun de ces minuscules bonshommes était fait de chair et qu'avant d'être soldat de plomb, avant l'année 1914, il avait peut-être une autre vie, formait d'autres projets...

Ce n'est pas qu'un seul d'entre eux ne perçoive pas la force supérieure qui l'a saisi et le mène, et le fait participer d'une suite de siècles ; chacun, dans l'étroit horizon d'un coin du champ de bataille, tire un orgueil salutaire de se savoir un petit soldat de plomb dans une main impérieuse : celle de la France. Mais cette vision divinatoire, tout intérieure, ne peut effacer ses souvenirs vivants, fermer ses yeux ouverts.

Il est fait de chair obstinée à vivre ; il ne peut l'oublier. Et quoiqu'il ait accepté de jouer la partie, il se demande s'il reprendra un jour les travaux interrompus, s'il entrera de nouveau dans l'atelier ou le cabinet d'études, s'il s'installera au centre de sa famille désaxée; il se demande s'il sera de ceux pour lesquels les autres seront morts. Il fait le suprême calcul mental des probabilités : il compte ses chances de recevoir un obus en pleine figure. Le poilu dans la boue de la tranchée, l'artilleur sous son transparent camouflage, le téléphoniste, le tringlot, le casseur de cailloux sur les routes et tous les soldats de France, divers et semblables... tous font leur travail en silence, ou bien rient un peu haut pour ne pas s'entendre souffrir.

Oui, chacun est *comme lui* un être sensible et volontaire.

Et s'il meurt, quelqu'un va le pleurer : *comme moi.*

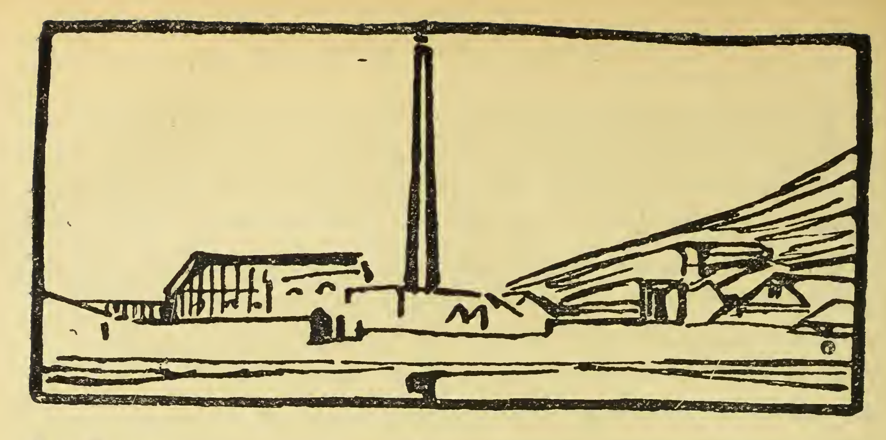
Lui et moi, nous constituons une équipe point singulière, tirée à un nombre d'exemplaires infini. Et encore ne suffit-il pas, pour chacun de ceux qui sont en danger de mort, de compter un pleureur éventuel ; car ce sera, comme dans un cortège antique, une théorie de pleureurs et de pleureuses. Vous vous rappelez *sa* phrase en partant pour Hendon : « avais-je le droit de rendre malheureux tous ceux qui m'aiment et que j'aime... » Ce sont tous ceux-là, parents, femme, fiancée, amies et amis, qui mèneront le deuil. Eloignés, dispersés dans l'espace, parfois ne se connaissant pas, ils sont intimement liés avec celui qui est en péril. Avec lui, ils forment un système dont tous les rouages sentimentaux sont dépendants : le bonheur y est en commun ; mais qu'un éclat ou une balle frappe celui qui est au centre, et par des ricochets ingénieux, ils sont tous blessés.

Le pays en guerre tout entier est secrètement distribué en une infinité de familles du cœur, de petits mondes pareils. Sous les coiffes de toutes les provinces, s'exprimant dans tous les savoureux patois, vêtus de tissus fins, coupés avec recherche, ou couverts de vêtements modelés par le travail, des gens attendent et espèrent. Et un jour, alors qu'ils arrivaient à peu près à composer avec leur angoisse, un jour qu'ils venaient de recevoir une lettre de l'absent, un jour pourtant semblable aux autres jours, éclairé par la même lumière, la nouvelle se chuchote, s'élargit, tombe : il est mort. C'est l'étrange coup de massue qui n'écrase pas et vous laisse cruellement lucide.

A la somme de tant de pauvres et grands morts répond une somme plus grande de douleurs vivantes. Du temps passera pour les apaiser, mais non pour les effacer. Ah ! qu'elles n'oublient pas, quand viendra la lourde joie du triomphe, ceux qui d'abord l'ont annoncé !

Qu'elles n'oublient jamais !... Dans la sérénité où il se trouve, mon frère ne me demande pas la haine irréductible de l'Allemand, mais jusqu'au dernier de mes jours amoindris, moi je la lui promets.

Pierre Grasset.



L'Amérique est-elle wilsonienne?

> To conquer with arms is to make only a temporary conquest ; to conquer the world by evening its esteem is to make permanent conquest.
>
> WOODROW WILSON.
>
> (La conquête par les armes ne peut être qu'éphémère ; la conquête du monde en forçant son estime, voilà la conquête éternelle !)
>
> (*Adresse au Congrès du* 11 *novembre* 1918.)

La réception que Paris a réservée au chef des Etats-Unis a bien été celle que méritait ce grand homme, et la foule qui a acclamé de tout son cœur le Président Wilson chaque fois qu'il s'est montré en public a bien interprété le sentiment de la France entière, de cette France héroïque qui a tant donné, tant souffert pour le triomphe des armes alliées.

S'il n'est pas opportun de souligner actuellement toutes les réticences que, chez nous, une certaine presse et certains partis du monde officiel et de la politique ont cru devoir apporter dans leurs commentaires sur les actes du Président Américain, commentaires maladroits dont, dans un avenir prochain, l'attitude de l'éminent Jurisconsulte saura faire bonne justice, il apparaît au contraire qu'il est nécessaire de retracer d'une façon précise les événements politiques qui se sont récemment déroulés, de l'autre côté de l'Atlantique, pendant la campagne électorale congressiste, car ils fournissent la mesure de la partialité des adversaires de Wilson et ils éclairent, par cela même, notre opinion sur la nature de la lutte violente dirigée, dans son

propre pays, contre ce grand citoyen qui n'appartient plus seulement à l'histoire de sa patrie, mais qui, du fait de son rôle au cours de cette guerre, devient le principal acteur du drame immense qui se déroule encore.

Ce serait donner une impression incomplète, susceptible peut-être d'induire en erreur ceux qui ne sont pas très au courant des choses des Etats-Unis, que de se borner à faire remarquer la vigueur déployée par les deux grands partis politiques en présence, désireux l'un et l'autre de sortir victorieux du combat qui vient de se livrer. Pour juger de l'âpreté du conflit, il suffit de lire les discours et les proclamations des chefs de parti. Ce qui est toutefois à mon sens intéressant à souligner, c'est la violence, on peut dire la mauvaise foi, que le parti républicain, celui qui s'oppose au parti démocrate de Wilson, a cru devoir ouvertement adopter pour obtenir la majorité au Sénat et à la Chambre des représentants. Toutes les armes ont été trouvées bonnes et la personne du Président a été tout particulièrement outragée, car il fallait permettre aux candidats républicains de recueillir les suffrages indispensables au but poursuivi, but que j'essayerai plus loin d'analyser.

La tempête fut déchaînée, il faut le reconnaître, par un appel au peuple émanant de Wilson lui-même. Ce document, confié le 24 octobre à la Presse et publié le lendemain, éclairait les électeurs sur la gravité du vote qu'ils allaient émettre.

Voici comment s'exprimait le Président dans cette adresse qui servit de prétexte aux républicains pour le couvrir d'injures et commencer une campagne qui allait leur donner cette majorité à laquelle ils tiennent tant :

Concitoyens,

Les élections approchent, et elles vont s'effectuer à l'heure la plus critique que notre pays ait jamais vécue. Si vous approuvez ce que j'ai fait, si vous désirez surtout me voir poursuivre ma tâche à l'intérieur comme au dehors, vous proclamerez hautement votre volonté en envoyant au Sénat et à la Chambre des Représentants une majorité de mon parti. Je suis le *serviteur* du pays et j'accepterai votre verdict sans protester. Cependant, je tiens à vous faire remarquer que les facultés dont je dispose pour remplir, comme il convient, la difficile mission qui m'est donnée se trouveraient considérablement diminuées par une décision de votre part contraire à mon parti. Mon devoir est de vous en aviser, car votre vote aura de graves

conséquences. Ni scrupules de conscience, ni délicatesse de sentiments ne sauraient influencer mes paroles en des journées comme celles que nous allons avoir à affronter. Ce que je vous dois, c'est la vérité et toute la vérité. Il ne saurait être évidemment question, en ce qui me concerne, d'avancer l'opinion qu'un parti politique quelconque puisse prétendre à l'exercice d'un droit de souveraineté en matière de patriotisme. Je sais trop bien quels furent les sacrifices consentis par tous pendant cette guerre pour suggérer une telle idée. Ce que je veux, par contre, vous faire bien saisir, c'est la difficulté du devoir qui m'incombe à l'heure actuelle, car ce devoir me contraint à demander à mon pays son plus complet appui quand il s'agit de conserver la direction gouvermentale unique qui ne saurait plus exister le jour où je serais en présence d'un Congrès à majorité républicaine qui diviserait forcément les pouvoirs concentrés jusqu'à présent dans mes mains. Les chefs républicains ont été évidemment favorables à la guerre, mais j'ai cependant toujours souffert de leur systématique opposition. Chaque fois qu'une occasion favorable s'est présentée à eux, ils ont fait échec à mon administration ou tout au moins ils ont essayé de m'arracher la direction de la politique de guerre en exigeant que mes actes fussent placés sous le contrôle de leurs créatures. Est-ce bien, je vous le demande, le moment opportun d'établir des résistances au sein de nos Conseils gouvernementaux ? L'unité de commandement, soyez-en certains, est aussi nécessaire dans l'action politique que dans l'action belliqueuse et un déplacement de la majorité, à l'heure actuelle, équivaudrait à établir une opposition perpétuelle à l'accomplissement de mes moindres actions. Comment, en outre, cette modification serait-elle interprétée en Europe sinon comme une répudiation de ma façon de gouverner ? On vous dit bien chez mes adversaires que si vous êtes priés d'élire des républicains, c'est afin de mieux soutenir votre Président. Quelques naïfs attacheront peut-être de la croyance à de telles affirmations, mais il faut renoncer à influencer de cette manière ceux qui nous observent de l'autre côté de l'Océan ! La vérité, c'est que le parti républicain entend beaucoup moins me soutenir que me tenir sous sa coupe, et les alliés, nos fidèles associés pendant cette guerre, sont très au courant du sens qu'il va falloir attacher à nos élections ; vous pouvez donc croire qu'ils se garderont bien d'admettre comme vraie la théorie paradoxale qui consiste à faire croire qu'on doit élire pour soutenir ma présidence une majorité d'hommes du parti qui a toujours voulu me contrôler et qui, sans cesse, m'a fait opposition.

Je crois n'avoir pas à vous dire que si je sollicite votre appui, ce n'est nullement dans mon intérêt personnel, pas plus que dans l'intérêt de mon parti, mais tout simplement dans l'intérêt de l'Amérique. En temps normal, on pourrait sans grand inconvénient diviser les pouvoirs, mais personne ne saurait prétendre que nous vivons des temps normaux ; c'est pourquoi, si vous entendez me soutenir, faites-le sans ambages, pour que votre vote puisse être compris des gens de ce pays et de ceux du dehors.

Je vous ai exposé les difficultés que j'éprouve, je vous ai fait part de mes espérances.

Bien que les termes de cette proclamation fussent d'un style sobre, bien que le ton en fût mesuré, suivant la coutume de Wilson, l'opposition républicaine fit semblant de se sentir piquée jusqu'aux moelles et, le jour même où l'appel du Président était publié, M. Taft confiait à un grand quotidien, le *Public Ledger*, une réponse immédiatement reproduite par toute la presse des Etats-Unis. Le « *leader* » républicain accusait le Président Wilson d' « avoir dépouillé » toute pudeur en adressant au public une objurgation en faveur d'une majorité démocrate et d'avoir été « *aussi spécieux que violent* ». Il déclarait que le pouvoir absolu réclamé par Wilson à seule fin de gouverner énergiquement n'était en réalité qu'un moyen de dominer autocratiquement d'une manière anticonstitutionnelle et il insistait sur ce fait que l'ambition de ce Président « *omnipotent* » ne serait même pas satisfaite s'il réussissait à obtenir la majorité de son propre parti, car ce qu'il voulait en réalité, c'était régner sur un Congrès asservi qu'il se dispenserait de consulter quand il aurait enfin reçu de lui les pouvoirs absolus qu'il rêve de détenir.

Il posait emphatiquement la question de savoir « *s'il était nécessaire aux Etats-Unis de se donner un maître absolu pour deux années à partir du 4 mars* 1919 » et il y répondait aussitôt négativement, ajoutant que « *ni pour la discussion du traité de paix, ni en vue de la reconstruction politique et économique qui en serait la suite immédiate, un dictateur n'était utile* ». Il faisait observer que jamais aux Etats-Unis un Président n'avait reçu de pouvoirs illimités comme ceux dont avait joui jusqu'à présent Wilson, en vertu d'un privilège inouï, que jamais un parti n'avait aussi patiemment subi l'arbitraire du chef de l'Etat que le parti républicain qui avait voté les pouvoirs absolus conférés à M. Wilson, mais que la patience de ce parti était épuisée. Il reprochait au Président les erreurs de son administration en matière d'armement, de construction de navires, d'aviation, erreurs de débuts malheureux « *toujours réparées grâce à l'intervention du parti républicain* », puis concluait en critiquant la première note proposant les conditions de paix par

négociations en attribuant toujours au parti républicain le mérite de la politique tendant à imposer à l'Allemagne une capitulation pure et simple. « *Loin de nuire à l'action présidentielle pour arriver à une victoire complète, l'accession des républicains au pouvoir annoncera à l'Allemagne que sa dernière heure a sonné et encouragera nos braves alliés.* »

Si violente qu'elle fût, l'attaque de M. Taft pour qui connaît les mœurs électorales américaines ne sortait pas des limites permises, mais comme si cela n'eût pas été suffisant, M. Roosevelt, l'ancien Président, l'ex--adversaire de M. Taft (avec lequel il a d'ailleurs renoué récemment des liens amicaux au cours d'une communion solennelle célébrée devant l'autel républicain) Théodore Roosevelt dont la visite nous a été annoncée, organisait le 28 octobre, à New-York, une réunion dans le Carnegie Hall. Là, en présence d'un auditoire nombreux et trépidant, l'ex-Président prononça un de ces discours sensationnels dont il possède le secret. Je ne le reproduirai pas *in extenso*, comme l'ont fait tous les journaux américains du 29 octobre, et je me contenterai de dire que, suivant un système employé pour les bonnes réclames, M. Théodore Roosevelt répéta plusieurs fois, dans le cours de son réquisitoire, les mêmes arguments sous des formes au demeurant assez peu différentes.

Il accusa Wilson de vouloir usurper des « *pouvoirs dictatoriaux* », il le compara à Abraham Lincoln pour mieux démontrer ensuite à son auditoire quelle différence apparaissait entre « *la libéralité constitutionnelle de ce grand Président et l'esprit autocratiquement despotique* » de son lointain successeur. Puis il fit subir à ceux qui l'écoutaient une leçon d'histoire moderne en leur rappelant ce qui s'était passé en 1898, lors de la signature de la paix avec l'Espagne et il arriva à cette conclusion que personne n'avait jugé nécessaire à cette époque d'envoyer en Europe un certain colonel House avec mission d'y effectuer des sondages officieux ! Il renouvela les attaques récemment prononcées par M. Taft en ce qui touchait aux erreurs de l'administration qu'il qualifia avec violence de « *gâchis* », « *incapacité* », « *extravagance* » et il reprocha enfin à Wilson sa coupable tendance à vouloir éliminer de la direction des affaires le parti républicain qui « *avait cependant payé la vic-*

toire de son or et de son sang de ses enfants », tout en prétendant que, dans les couloirs du Congrès, on était tellement indigné du caractère autoritaire du Président qu'on n'hésitait pas à le parer du titre dérisoire de « *Tzar d'Amérique* ».

Il semblerait qu'après une telle débauche d'invectives à l'adresse du chef de l'Etat, les « *leaders* » du parti républicain eussent pu raisonnablement considérer leur œuvre comme achevée et se contenter d'attendre avec calme la décision sans appel des électeurs. Il n'en fut rien. Le 31 octobre, Taft et Roosevelt, unissant cette fois leurs efforts, scellèrent leur réconciliation en rédigeant un appel commun pour protester publiquement contre ce qu'ils appelaient « *le despotisme de M. Wilson* ». Cette appel parut le 1er novembre dans la Presse des Etats-Unis. Ce factum n'était qu'une condensation des deux appels précisément et successivement formulés par M. Taft d'abord, M. Roosevelt ensuite ; il serait par conséquent inutile que je prisse la peine d'en transcrire les principaux passages puisque je ne ferais ainsi que répéter ce qui a été précédemment rapporté.

La situation était donc particulièrement tendue entre Wilson et le parti républicain à la veille des élections. Empressons-nous de constater qu'au Sénat comme à la Chambre des Représentants, la toute-puissante organisation des propagandes du Parti Républicain, c'est-à-dire du parti de la ploutocratie, vint politiquement à bout du parti adverse puisqu'à la précédente majorité de ce dernier (52 Démocrates contre 44 Républicains au Sénat et 215 Démocrates contre 209 Républicains à la Chambre), succéda une majorité républicaine relativement faible au Sénat (49 Républicains contre 47 Démocrates), mais très puissante par contre à la Chambre (238 Républicains contre 196 Démocrates). C'était bien là ce que MM. Taft et Roosevelt, agissant pour le compte des chefs républicains, avaient voulu, car la majorité républicaine au Sénat, c'est la certitude de voir le Sénateur Henry Cabot Lodge remplacer à la Présidence de la Commission Sénatoriale des Affaires Extérieures le Sénateur Hitchcok (Démocrate) ; or M. Lodge qui a été depuis longtemps un critique impitoyable des actes du Président Wilson aura, en qualité de Président de la Commission

des Affaires Extérieures, la mission d'étudier le traité de paix soumis par le chef de l'Etat à la ratification du Sénat. En outre, la majorité républicaine à la Chambre des Représentants, c'est la certitude de parvenir à exiger le contrôle des actes de M. Wilson tant au point de vue des critiques de l'Administration passée qu'en ce qui concerne l'obstruction éventuelle à ses initiatives futures.



Nous allons examiner à présent quel effet peut avoir l'incontestable succès des Républicains sur la situation personnelle et sur le triomphe des principes du grand homme d'Etat américain en qui se concentre la véritable conscience démocratique de son pays et dont les Etats-Unis, quoi qu'il advienne, devront éternellement être fiers ; cependant j'estime qu'il est bon de tenir compte de cette certitude absolue que la défaite du parti de M. Wilson ne signifie nullement que la majorité des citoyens des Etats-Unis soit de nuance républicaine, pas plus d'ailleurs qu'elle n'implique que la grande majorité des citoyens américains n'est pas résolument en faveur de la sage politique du Président. La victoire du parti républicain est un triomphe du parti mais ne détermine en rien le sens du courant de l'opinion publique américaine.

Quoi qu'il en soit, il existe deux façons totalement différentes d'envisager la question. Si l'on se place d'abord à un point de vue purement européen, c'est-à-dire si on considère simplement l'action que doit exercer la haute et claire intelligence de l'éminent Juriste qu'est Wilson sur le traité de paix dont on va prochainement discuter les termes, il est à peu près certain que le verdict rendu par les électeurs n'atténuera pas l'influence personnelle de leur Président. S'il est, en effet, très probable que la religion de M. Wilson, en ce qui concerne les atrocités allemandes, s'éclairera d'autant mieux qu'il sera plus commodément en mesure de visiter les nombreux théâtres sur lesquels nos ennemis ont accumulé les preuves indéniables de leurs tristes exploits, il n'en reste pas moins évident que rien ne saurait profondément modifier les grandes lignes du plan magistral du gouvernement conçu depuis longtemps par ce

clairvoyant penseur, plan qui comprend d'abord, et surtout, les conditions de la paix, à imposer à l'Allemagne vaincue par la ténacité de l'Europe menacée dans son existence de communauté de peuples libres. Que les républicains américains du reste le reconnaissent ou le nient, ils n'empêcheront pas Wilson d'avoir été le champion du droit opprimé dès les origines du conflit. Aussi, quand perdant le sens de la juste mesure, à l'instigation d'un parti préoccupé par le souci des intérêts d'une classe privilégiée, laquelle entend sauvegarder ses prérogatives économiques, une partie de la grande presse des Etats-Unis reproche à M. Wilson de s'être constitué le défenseur de l'Allemagne, personne là-bas n'est la dupe d'une telle exagération de langage dont nos mœurs politiques, cependant relâchées, sont encore cependant trop blanches pour comprendre la réelle portée.

De même, quand M. Roosevelt déclare que « *le plus magnifique résultat des élections qui ont donné au parti républicain la majorité tant souhaitée, c'est d'avoir mis à la raison tous les votes germanophiles et pacifistes du parti démocrate cher à M. Wilson* » il n'ignore pas lui-même combien il est de mauvaise foi. C'est d'ailleurs l'avis du journal américain *The World*, qui ne craint pas de déclarer : « *Mais chacun sait que M. Roosevelt se soucie assez peu de la vérité quand il s'agit de poursuivre la politique de parti.* »

Il serait d'ailleurs puéril de nier ce qui est connu de tout le monde puisqu'on trouve dans ce parti républicain (qui, au dire de ses chefs, ne comprend que des ennemis de l'Allemagne et de la paix) des hommes comme William E. Mason, député d'Illinois, germanophile et pacifiste convaincu, comme le sénateur Morris du Nebraska qui s'est fait gloire devant ses électeurs, au cours de la récente campagne électorale, de s'être toujours opposé à la guerre, et il serait facile de multiplier ces exemples.

En fait, le Président Wilson jouit de l'absolue confiance de tous les Américains, quant à la façon dont il proposera de traiter l'Allemagne, et aucune divergence de sentiments à cet égard n'est à redouter entre le chef respecté des Etats-Unis et l'opinion publique, quelle qu'ait pu être la majorité appelée à régner au Congrès à partir du mois de mars prochain.

Je me garderai bien par contre d'en dire autant de la seconde façon d'interpréter l'effort déployé par le parti républicain dans le but de s'assurer le pouvoir pendant les deux années de législature qui vont commencer au printemps prochain. Ce deuxième point de vue, c'est celui auquel se placent ces impérialistes quand ils envisagent non plus la paix européenne dont ils n'ignorent pas les conditions nécessaires et dont ils ne se préoccupent que pour la forme, mais bien la période de « *reconstitution* » qui va s'ouvrir sitôt la paix rétablie officiellement.

La vérité, celle qu'il faut révéler pour que l'opinion française comprenne le mouvement hostile dirigé par certains partis contre Wilson, c'est que si les républicains américains ont lutté avec tant d'ardeur contre le Président, s'ils l'ont couvert d'opprobres, s'ils ont voulu lui imposer une autre majorité que celle de son propre parti, s'ils l'ont accusé d'être un autocrate, et signalé à la vindicte publique comme un faux démocrate rêvant sans cesse de « *dictature* », c'est que ces hommes qui représentent la puissance financière, commerciale, industrielle, ce parti des trusts et des grandes concentrations, ne veulent à aucun prix de ce « *Démocrate* » aux idées généreuses qui a réprouvé en temps de paix l'asservissement des masses ouvrières, comme il a répudié en temps de guerre les buts insensés qui, réalisés, n'engendrent que des haines éternelles et ne font que perpétuer les idées de revanches génératrices de conflits sans fin.

Il suffit d'ailleurs de lire attentivement les articles et proclamations des grands chefs du parti républicain pour constater que, toujours, au moment précis de conclure sur les dangers de l'autocratie wilsonienne, on voit revenir le même « leitmotiv » conçu à peu près dans ces termes : « *Il serait en effet dangereux de laisser, sans contrôle, M. Wilson orienter notre politique américaine non seulement au point de vue politique, mais encore au point de vue financier, économique, et fiscal. Le parti républicain n'a pas prodigué son or et ses enfants afin que M. Wilson effectue la reconstruction de l'après-guerre en se laissant guider par ses idées socialistes.* »

Le grand mot est ainsi lâché. Ce que craignent les Républicains des Etats-Unis, ce sont les idées libérales de leur Pré-

sident. Ils pensent, peut-être avec raison, que le rigide Presbytérien serait capable de demander qu'on mît un frein aux passions des ploutocrates enivrés par la victoire, le jour où ces passions se déchaîneraient, trop brutales, trop agressives, trop dominatrices.

Ceci n'a, d'ailleurs, pour nous, Européens, qu'un intérêt purement relatif, mais il ne sera cependant pas dépourvu d'attrait de suivre attentivement la campagne présidentielle qui s'annonce prochaine aux Etats-Unis. Si, en effet, le Président Wilson est encore assez loin du terme de son mandat, tout laisse supposer que les républicains ne temporiseront guère et il n'est pas imprudent d'affirmer que les vives attaques combinées de Taft et de Roosevelt ne sont que le prélude de la grande lutte qui va s'ouvrir, mettant aux prises démocrates et républicains.

Bien que la réélection de M. Wilson soit traditionnellement improbable, puisqu'il a déjà été réélu une fois, et qu'il n'est pas dans les usages de laisser un Président des Etats-Unis plus de huit années au pouvoir, nous verrons cependant bientôt le parti représentant la puissance conservatrice et impérialiste ne reculer devant rien et s'acharner contre le Chef actuel pour mieux saper cet édifice moral, logiquement appelé à entraîner dans l'effondrement qu'on souhaite les principes de l'homme que l'histoire jugera et, comme l'a déjà fait le peuple français dans sa reconnaissance, qu'elle surnommera sans doute *Wilson le Juste*.

Quoi qu'il arrive et quelle que soit la victoire plus ou moins prolongée du parti républicain, l'*Amérique populaire* est bien wilsonienne et elle le restera.

René DEVINCK.





La Roue[1]

VIII

Quand Pierre ouvrit les yeux, réveillé par le bruit des rues, des chambres, le va-et-vient des couloirs, il pensa tout de suite à ce qui s'était passé la veille. Bien qu'il eût dormi d'un trait, il sut que, pendant qu'il dormait, quelque chose était resté suspendu sur sa conscience, qu'il s'était réservé d'examiner à son réveil. La sœur d'Elisabeth était devenue sa maîtresse. Il n'eut d'abord aucun remords, mais une sorte de surprise. Il aimait Elisabeth. Il avait pour Clotilde une amitié très vive, faite de sympathie pour sa générosité naturelle et d'admiration pour sa beauté. Elle adorait son mari qu'il estimait beaucoup lui-même. Pourquoi avaient-ils succombé ?

Ils étaient innocents. L'avait-il désirée ? Il ne s'en souvenait pas. Quinze jours, ils avaient eu l'un pour l'autre une amitié ardente dont l'un et l'autre avaient besoin. Quinze jours, ils n'avaient pu se passer l'un de l'autre, parce que l'un cherchait dans l'autre le complément de la solitude intérieure qui l'obligeait à poursuivre un fantôme capable de la peupler. Elle avait

(1) Voir la *Grande Revue* d'octobre et de novembre.

pleuré au cours même de leurs étreintes, et comme il lui demandait pourquoi, elle avait répondu :

— Je l'aime.

— Qui aimez-vous ?

— Richard.

— Pourquoi vous êtes-vous donnée ?

— Je ne sais pas. Je n'avais pas l'amour, dont je vis, quand il est là. C'est vous qui étiez là. Quand vous me reprendrez, je pleurerai.

— Pourquoi ? Vous regrettez ce que vous avez fait, Clotilde ?

— Non.

— Vous m'en voulez ?

— Non.

— Mais pourquoi m'avez-vous choisi ?

— Je ne vous ai pas choisi. Nous étions dans un tourbillon. Tous deux, nous cherchions l'amour. Vous parliez. Vous êtes enthousiaste. Vous êtes fort. Je n'ai pas compris. Je n'ai pas lutté... J'étais comme une morte... Je ne sais pas !

Il avait senti dans sa chair même la saccade de ses sanglots. Il frémit. Il ferma les yeux. Le lit était encore imprégné d'une odeur puissante. Les bras étendus, à plat ventre, il la recueillit longuement. Il revit le corps illustre illuminant de grandes vagues fauves le crépuscule qui dorait la chambre à travers les rideaux tirés. Une douleur voluptueuse frissonna le long de sa moelle. Il mordit les draps. Il fouailla sa mémoire, afin qu'elle n'oubliât rien. Il l'entoura cruellement d'images précises. Le désespoir sensuel l'emplit de sa grande marée. Il sentit qu'il ne devait plus voir Clotilde, il se demanda s'il serait assez fort pour ne plus la voir, il souhaita de ne pas l'être. Et comme il souffrait de se dire qu'il ne l'aurait plus, le remords de souffrir à cause de cela envahit en vagues pressées la souffrance physique du regret et du souvenir.

C'était un visuel. Et il n'y avait point de sa faute si sa culture imprégnait tout son être au point de mêler les visions de l'art aux visions de la vie, de les fortifier les unes par les autres et de les précipiter plus profondément solidaires dans son imagination. Avec son ventre raviné, ses seins rigides, un peu bas, ses bras héroïques, avec les muscles de son cou tendu de la poitrine

au crâne, ses yeux fermés, sa grande bouche, son visage dramatique, la torsion de son torse dans la volupté, elle lui rappelait les femmes de Michel-Ange. Il avait possédé *la Nuit*. Il ne la posséderait plus. Il avait serré dans ses bras un être qui souffrait dans le plaisir même et réunissait dans la tragédie amoureuse l'esprit de Dieu à la forme terrestre, un être tel que seul le génie d'un héros peut en bâtir de pareils. Et désormais, il promènerait par le monde le désespoir immense que cela ne fût jamais plus. Où était la force ? Dans l'enfer du renoncement ou dans l'enfer de la conquête ? La guerre à soi. La guerre aux autres. Un homme antique eût marché dans le sang des autres. Un chrétien marche dans le sien. L'un au risque de mourir. L'autre au risque de ne pas vivre. Voilà le choix.

Et pourtant, il ne l'aimait pas ! Il aimait Elisabeth. Il n'eût pas voulu lier sa vie à celle de Clotilde. Mais ne plus l'avoir ! Chaque fois qu'il les opposait l'une à l'autre, une grande onde de douleur, suivie d'une sueur subite, tordait son être, et il étreignait ses draps. Il cherchait l'odeur ardente, pour souffrir plus. Ce n'était pas assez, il voulut souffrir davantage. Il évoqua l'image de la fiancée, leur dernier baiser à Paris, la veille de la rupture, leur rencontre à Lucerne. Et il lui revint aussitôt ce que Clotilde lui avait dit d'elle, qu'il fallait qu'il l'épousât.

— Je ne veux pas qu'elle reste fille.

L'élancement devint intolérable, parce que cette idée s'associa brutalement au souvenir de la gloire charnelle de la sœur d'Elisabeth. L'une ou l'autre. Il était trop pur pour que ce fût l'une et l'autre. A moins qu'il ne fût pas assez fort...

— Je dois fuir. Où aller ? La guerre...

Qu'était la guerre auprès de la torture qu'il sentait ? Jamais il n'avait tant souffert depuis le début de la guerre. Et jamais, depuis quinze heures, il n'avait tant vécu. La guerre... Il refit son ardent voyage, Bologne, Sienne, Assise. Il revit sourdre le sang d'entre les dalles des cités. Des cités libres, qui avaient jeté le monde dans la voie de la conquête déchirante de l'individu. La guerre... Il connaîtrait le drame humain dans sa totalité, dans son ensemble, puisque l'occasion sacrilège en était offerte aux humains. Il connaîtrait pour s'accroître, pour féconder l'avenir. Il irait, avec tous les autres, arroser de sa sueur

sanglante la terre toujours ingrate où pousserait un pain qu'il ne mangerait pas. Il se leva, presque joyeux, délivré d'un poids formidable. Il partirait le jour même pour la France, pour là où on se battait.

Il courut ouvrir les rideaux, derrière qui les croisées ouvertes lui montrèrent de nouveau le paysage immortel, les grandes façades rigides, la colonne triomphale, les collines amères où le noir feuillage poussait. Clotilde peuplait ce paysage, et soudain il la vit partout. Un spasme le terrassa. Il s'écroula sur le fauteuil où elle était tombée la veille, et s'en souvint. Il se courba, les coudes aux genoux, roulant sa tête entre ses mains. Et le cercle de la torture recommença à tourner. Jusqu'à ce qu'il fût arrivé au point où Elisabeth lui était apparue et où l'idée de la fuite vers la guerre avait surgi.

Il sentit qu'il devait accrocher à ce sujet sa résistance. Et il commença par s'interdire de discuter les idées qui le délivraient. Il se dit : « Je suis riche. Je voyage. J'apprends. De pauvres gens tombent chaque jour par milliers pour protéger ma richesse, pour couvrir mon voyage, pour accroître mon savoir. Et parmi ces jeunes gens, le frère... » Il eut un spasme, il pensa vite, pour ne pas s'y arrêter. « Pendant qu'un ami meurt, peut-être, je prends sa femme, et s'il n'est pas mort après la guerre, je lui serrerai la main, s'il consent à prendre la mienne. » Encore une image cruelle qu'il repoussa. « Ma fiancée me méprise. Si elle savait ce qui s'est passé ici, je la dégoûterais. Et quand elle veille son frère, elle doit me haïr. » Il chercha autre chose. « Tout le monde est stupide, tout le monde ergote sur les aspects et les prétextes de la guerre, nul ne la regarde fixement. Nul ne voit qu'un monde naît, qu'il faut aider à le faire naître, par n'importe quel moyen, pourvu qu'il naisse... Les accoucheurs emploient le fer... » Il s'en voulut de l'argument physiologique. Il chercha de nouveau : « Que faisait Chambrun à Lucerne avec les hommes en chapeau vert? Des affaires?... Il paraissait bien peu pressé que la guerre cessât. Il mange la chair de son fils. Et il engraisse. Moi, je veux que ça finisse. Mais la guerre peut-elle finir autrement que par la guerre? Chambrun l'allonge. Le pacifiste aussi. Si j'accrois la force d'un groupe, la force de l'autre décroît, la guerre s'abrège... Je pars!... »

Il se leva, il se mit à sa toilette. De temps à autre, un élancement douloureux l'arrêtait, fixait son esprit. Et parfois il devait s'asseoir pour souffrir plus à son aise. A un moment il se dit que Clotilde, qui était partie dans la nuit sans dire quand elle reviendrait, pouvait entrer d'une minute à l'autre. La lutte, alors, prit une forme nouvelle. Il faisait durer sa toilette, ou la pressait. Comme il allait l'achever, il eut un remous violent dans les veines. Des bruits de pas, des bruits de jupes s'arrêtaient devant chez lui. On frappait. Il courut ouvrir, bouleversé. Ce n'était qu'une lettre.

Il reconnut l'écriture, et son émoi changea d'objet. Elisabeth lui écrivait. L'enveloppe portait l'adresse même de l'hôtel. Il sut ainsi qu'elle répondait aux lettres que Clotilde et lui-même lui écrivaient depuis quinze jours...

« *Mon Pierre, pardonne-moi. C'est toi qui as raison. Je t'adore. Georges n'a plus de bras. Il n'a plus qu'une jambe. Il est aveugle pour toujours. Voilà ce que la guerre a fait de ce petit. J'en avais vu mille autres avant. Mais ça n'était pas lui. Je ne croyais pas que ce qui arrivait aux autres pût lui arriver à lui. Et ça lui est arrivé !*

« *Il est là, près de moi. Il ne dit rien. Sa tête est renversée en arrière, comme s'il cherchait le jour. Il faut le lever, il faut le coucher. Il faut l'habiller. Il faut le faire manger bouchée par bouchée, et comme il ne voit pas la cuillère, la fourchette, lui dire d'ouvrir la bouche. Il faut le promener, et comme le moignon de la cuisse n'est pas encore fermé, qu'il n'a pas de pilon, qu'il ne peut se servir de béquilles, puisqu'il n'a plus de mains, le pousser dans une voiture. Il faut le porter aux cabinets, venir l'y reprendre. Je ne puis te dire, mon Pierre. Lui ne parle presque pas. On ne sait pas ce qu'il pense au fond. Quelquefois il me demande, ou à maman, de mettre notre visage sur sa bouche, et il nous embrasse. Quelquefois, il me dit de me mettre contre lui et il pose sa tête sur mon épaule, et les moignons de ses bras remuent, comme s'il voulait me serrer. C'est affreux, c'est affreux, mon Pierre ! Et je ne veux pas pleurer, j'essaie d'être gaie, pour lui. Mais j'ai peur de l'être trop et que cela l'attriste. Et maman remercie le ciel.*

« *Mon Pierre, reste où tu es. Je t'adore. J'ai reçu toutes*

tes lettres. Si je n'y ai pas encore répondu, accuses-en ma vanité. Mes yeux ne se sont pas ouverts d'un coup. Pourtant, je souffrais de ne pas répondre. Et maintenant, je veux t'écrire tous les jours. Je serais la plus heureuse des femmes qui sont sur la terre — ceci n'est pas difficile, hélas ! — si Georges n'était pas crucifié. Pourtant, j'ai honte de le dire, je suis moins malheureuse qu'avant, puisque je t'ai reconquis. Je sais que tu me pardonneras ce que je te dis là. Tu es trop humain pour ne pas en sentir l'humanité. Je souffre, mais je suis heureuse. L'amour est le plus fort, vois-tu, et je le savais bien. Même si ce qui est arrivé n'avait pas changé mes idées, je sentais que nous nous retrouverions, que je serais ta femme. L'amour est le plus fort. Je t'aime. »

Pierre jeta un regard sur la ville. Dans les ruines, les jardins, près des fontaines, là où se promenait dix minutes avant le fantôme de Clotilde, il vit celui d'Elisabeth. Une joie puissante le rendit soudain à lui-même. Mais comme il goûtait cette joie et en cherchait la cause, il sentit tout de suite que cette joie ne vivrait pas s'il revoyait Clotilde, s'il ne partait à l'instant. Il sentit qu'il ne retrouverait Elisabeth qu'à condition de lui désobéir, d'aller prendre part à la guerre. En cultivant son angoisse, il exaspèrerait son amour. S'il restait, au contraire, Elisabeth serait trop calme et Clotilde trop proche... Pas une minute il ne voulut discuter les idées mêmes de la lettre. Il ne savait pas au juste si elles étaient encores les siennes, il réservait cette question. Pour le salut et le bonheur futur de tous, il fallait qu'il allât se battre. Il partirait donc tout de suite, avant que Clotilde ne vînt.

Il partit tout de suite. De la gare même, après une lutte courte, mais très dure, il écrivit à Clotilde un mot :

« *Je vais en France, me battre. Elisabeth m'écrit. Elle m'aime. Si je vis, vous serez ma sœur, Clotilde. Pardonnez-moi. Je vous respecte infiniment...* »

Comme il n'y avait pas de train, il passa la journée dans un café, en face, jusqu'à l'heure du départ. Le lendemain soir, il arrivait à Paris...

Il ne reconnut pas la ville. Des trottoirs nus, s'enfonçant dans l'obscurité. Quelques lueurs clignotantes. Ni passants, ni voi-

tures. C'était sinistre. On eût dit une cité crispée dans l'horreur de l'attente des foules qui ne seraient plus. Il erra autour de la gare, ses valises à la main. Rue de Lyon, il vit un taxi, rangé le long du trottoir, ses deux lanternes éteintes. Le chauffeur était sur son siège.

— Vous êtes libre, chauffeur ?

— Non, je suis marié.

— Vous dites ?

— Vous me demandez si je suis libre. Je vous réponds : je suis marié. Voilà mon alliance.

Et il mit sa voiture en marche, en ricanant. Pierre, furieux, bondit sur le marchepied de la voiture, ses deux valises et son manteau sous les deux bras, et s'y tint en équilibre, vaguement accroché d'un doigt à la portière. L'autre filait à toute allure, faisant de violents zig zags, rasant les trottoirs, les réverbères, frôlant les quelques voitures qui venaient en sens inverse, pour tenter de tamponner son voyageur. Pierre eut peur. Mais une rage violente le crispait. Il injuriait et menaçait la brute, qui ne disait rien. Elle aussi avait peur, sans doute. Elle ne savait pas ce qu'allait faire cet homme qui était là, dans l'ombre, cramponné à ses flancs. La voiture volait, virait aux croisements sans ralentir, festonnait, passait sur des tas de pavés, sautait en cahotant dans les trous et les ornières. Pour ne pas rester à sa merci, Pierre se décida soudain, jeta ses colis au hasard, fit un saut dans la nuit, roula sur du gravier pointu, resta un moment étourdi, se releva en sang, les coudes, les mains, les genoux cuisants, pleins de poussière poisseuse, comme ivre, le cœur bondissant...

Telle fut sa seconde étape dans la voie de la connaissance.

IX

Mais pour ce qui est de la troisième étape, voici...

Un mur de feu, à cinq cents mètres. Un mur, surmonté et crevé de grands panaches noirs ou sulfureux qui tourbillonnent. Des bruits géants, comme si des millions de planches, en tas, et de très haut, étaient jetées sur un brasier. Derrière ce mur, rien n'apparaît. Au-devant, une ligne rousse, d'où la

flamme et la fumée montent, faisant un autre mur, ou plutôt comme une vague près du sol, poussée par le vent vers le sud. Le ciel est pâle, un peu verdâtre, avec quelques bandes étroites de nuages argentés que le soleil, encore sous l'horizon, frange de rose vif. De nombreux aéroplanes, dont les parties de métal brillent, tournent très haut. Au-dessus des hommes tapis dans la tranchée de départ, un orage de piaulements, de sifflements, de râles, de souffles circule, qu'un fracas métallique immense, ponctué de déchirements et d'éclats accompagne... C'est comme une usine monstrueuse, invisible, l'espace de Dieu conquis par l'homme pour y lancer sa foudre à lui. Pas un vivant n'apparaît.

Pierre est très calme. A peine une oppression légère. C'est la première fois qu'il va sortir. Tous, autour de lui, sont muets. Un homme, appuyé du dos au talus, son fusil debout contre lui, relit de vieilles lettres. Un autre regarde une photographie d'enfant. Un autre a le front dans ses mains, on ne voit pas son visage. La plupart sont sans expression, comme indifférents. Quelques-uns sont très pâles. Il y en a un qui boit longuement, le goulot du bidon aux lèvres. Il y en a un qui pleure sans faire de bruit... Pierre regarde un officier qui tient sa montre et vient de dire à voix haute, avec un coup d'œil circulaire, qu'on n'a plus qu'une minute à rester là.

Il le regarde. Mais il songe à autre chose. Il sait qu'il va sortir de terre, que, dans soixante et une secondes, il sera peut-être mort. Mais il ignore s'il le croit. Il sait que c'est possible, et voilà tout. Il se demande à quoi il pourrait bien penser pendant ce moment qui passe avec beaucoup plus de lenteur qu'il ne l'aurait supposé. Comme il ne trouve pas, il se décide à revoir toute sa vie, qui défile dans sa mémoire avec une allure uniforme, paisible, lui semble-t-il, très précise, remplie d'anecdotes et de détails. Elle s'est déroulée entière, il a revu Elisabeth et Clotilde. Il en a souffert trois secondes, le temps qu'elles occupent dans sa vie d'une minute. Il en est à son arrivée au milieu de cette nuit même, dans la tranchée où il se trouve, quand l'officier lève la main. Il achève vite la nuit pour attraper cet instant.

La main, suspendue en l'air, oscille, puis, d'un geste net,

coupe l'espace en avant. Tous sont dehors. Pierre a déjà fait quelques pas. Il voit devant lui la ligne rousse, sous un autre aspect, moins surélevée, et d'où ne sort plus qu'un peu de fumée traînante, qu'effiloche un vent léger. Le mur de feu, derrière, a reculé de cinq cents mètres, d'un bond. Tous marchent au pas, sans un mot, les yeux sur la ligne qui vient. Pierre est *plein de vide*. Un vide environné, à toutes les surfaces de son être, d'une exaltation nerveuse inouïe. Il perçoit toutes choses à portée de ses sens avec une acuité impitoyable, mais elles restent sans relation avec l'esprit, isolées les unes des autres. Il évite les fondrières et les trous avec une sûreté telle qu'il la remarque, et en fait une espèce de jeu. Sur sa gauche, à vingt mètres, un volcan noir jaillit de terre. Il se dit que c'est un obus. Mais il n'a pas l'habituel geste qui fait mesurer le sol. Dans la fumée, la terre qui retombe, il devine quelques silhouettes, qui semblent danser. Quand il peut voir, trois sont à terre. L'un de ces hommes crie, on le voit à sa bouche ouverte, d'où aucun son ne paraît sortir. Plus en arrière, un autre semble chercher quelque chose à terre. Un autre rampe sur les coudes. Trois, dont l'un boite, s'en vont, il semble, sans se presser. Pierre les compte. Ils sont huit en tout. Plus près de lui, un peu en avant, quelqu'un hurle. C'est l'officier. Pierre n'entend pas ce qu'il dit. Rien, peut-être. Il hurle, en le regardant. Il a un trou béant, à la place de l'épaule, la droite, et plus de bras. Un jet de sang jaillit, par saccades. Pierre avance. Il entend derrière lui le hurlement qui continue, puis cesse brusquement, comme tranché...

La ligne approche. Il en est à soixante mètres. Il voit les effondrements qui la coupent, les exhaussements, les éboulis, un tronc décapité juste en face, qu'un fouillis de fils de fer soutient droit, un quart de métal qui luit au sommet d'un monticule, puis, tout d'un coup, à sa droite et à sa gauche, deux petits flocons de fumée claire. Des bourdonnements durs l'entourent, un brusque essaim. Un bruit déchire le tumulte, un bruit rythmique et violent. Çà et là, dix, douze hommes tournoient, tombent, s'arrêtent. Il les voit très nettement. Ils se démantibulent. Ils sont comme des chiffons mous. Pas un cri, dans le grand tumulte. Des gestes bizarres, presque risibles. A

trente pas, sur sa gauche, il y en a un qui danse sur un pied. Pierre ne pense à rien, qu'à regarder la ligne rousse. Deux, trois volcans sortent de terre, mais derrière lui. Maintenant il court pour arriver plus vite. Voici des broussailles de fer, qui flottent sur des cratères. Une tête, face au ciel, le regarde, du fond de l'un. Il saute, se glisse, descend, monte, pose le pied aux bons endroits. Il est au bord du talus roux, saupoudré de craie blanchâtre. Il bondit, à pieds joints, dans de la fumée, court au fond d'une ornière informe, franchit des corps gisants à moitié ensevelis, évite une main qui sort de terre, entend derrière des gens qui jurent, des sauts, des piétinements. A six pas, une mitrailleuse crépite, qu'il ne voit pas. De la fumée, où bougent des fantômes vagues. Il voit le dos d'un homme assis, il le saisit aux épaules, il l'arrache à son engin. Derrière, un flot arrive, l'homme est submergé. On n'entend plus les mitrailleuses, mais un roulement de pas mous, des cris sourds, un bruit souterrain. Pierre est près d'un abri dont les marches s'enfoncent. De brusques fumées rousses en giclent, avec un craquement dur.

Son exaltation croît. Il ne sait pas ce qu'il pense, mais il sait très bien ce qu'il fait. Un soir de fête, il a été près de l'ivresse, et c'était ainsi. Il se sentait une lucidité légère, une sorte de joie nerveuse à saisir au vol ses gestes pour admirer leur précision. Il ne sait pas comment cinq ou six hommes sont autour de lui, qui lui passent des grenades, ni pourquoi l'un d'eux tombe, se tenant le ventre à deux mains. Lui est étendu sur le côté, au fond du boyau, contre le talus, lançant des engins dans le trou. Il en sort des bruits indistincts, de la fumée, de sourds éclats, des jets de flamme. Pierre tend la main en arrière, la ramène, jette la bombe avec une allégresse presque gaie. Il a envie de scander ses mouvements en déclamant des vers. Il répète vingt fois le même, en faisant bondir les mots : « L'œil était dans la tombe et regardait Caïn... » Pourquoi celui-ci ? Il se le demande, ne trouve pas, continue de déclamer. D'en bas, des voix étouffées montent, « Kamerad, Kamerad », au milieu des explosions et des roulements souterrains. Trois hommes sanglants sortent, livides, avec des yeux clignotants. Pierre, en trois bonds, descend les marches. Dans les ténèbres

absolues, qu'une âcre odeur remplit, où il suffoque, il ne voit qu'une face rousse, barbouillée de sang, que sa lampe électrique éclaire. « Kamerad, kamerad !... » Derrière lui, le carré de jour se voile, des pieds roulent dans l'escalier. Pierre trébuche. Il y a des choses molles, il sent ses souliers clapoter. Il promène sa lampe. Des corps en tas, du sang, un homme agrippé des deux poings sur un cadavre en boule, le visage tendu vers lui, les yeux blancs, un trou sombre à la place du menton et de la bouche, d'où sort un râle rauque, gargouillant, inarticulé... « J'ai tué, j'ai tué », dit Pierre.

Rien ne bouge en lui. Ses fibres sentimentales dorment, au fond d'un vide infini. Par contre, la lucidité de ses sens se répand en nappes éclatantes dans tous les coins de son intelligence jusque-là suspendue par le combat. Une exaltation spirituelle surnaturelle, et pourtant paisible, le berce éperdument sur le vertige des idées. Il lui semble qu'il a des ailes, et cependant, comme il braque sa lampe vers le sol, il voit ses souliers teints de sang. « Le poète est celui qui a fixé la mort. Il y en a plus qu'on ne le croit, en France, Villon, Pascal, Baudelaire, Delacroix. Ils étaient comme moi jusqu'au ventre dans la mort. Derrière tous les visages de la vie, l'enfance, l'action, l'esprit, la puissance, l'amour, ils ont vu celui de la mort. » Il se dit des vers de Villon, désespérés d'être si tendres, des vers de Baudelaire d'où suaient le pus et le sang. Quelques phrases de Pascal, flamme enfermée dans un sépulcre. Il vit passer devant ses yeux les harmonies funèbres du peintre du carnage et de la sombre volupté. « J'ai tué... j'ai tué pourtant... Saurions-nous que nous mourrons, si nous ne faisions mourir ? Et si nous ne savions pas que nous mourrons, vivrions-nous ? »

Ils étaient maintenant dehors, à la lumière. Le boyau était plein de soldats. On portait des pelles, des pics. On remuait de la terre. Le feu s'éloignait. Une seconde vague avait roulé sur eux, dépassé la tranchée conquise. Des souffles ronflaient, quelques éclats volaient en bourdonnant, des fumées traînaient sur la droite. Mais le feu s'éloignait. Une brusque gaieté convulsait les vivants. Un petit, gouaillant et crânant, parlait des « copains d'en face » avec une sympathie volubile et bourrait de tapes amicales les côtes de quelques prisonniers boueux

qu'on rassemblait hâtivement. Un commandant serrait la main de Pierre, lui parlait de sa conduite, lui donnait, pour finir, une corvée à diriger. Le voilà déblayant un fossé à demi comble, faisant jeter la terre du côté de l'ennemi. L'ivresse nerveuse tombant, une lassitude subite, infinie, l'obligeait à s'asseoir. « Ai-je vraiment tué ? » Il ne souffrait pas de se dire qu'il avait vraiment tué. Sa lassitude était physique, un ressort qui se détend...

...Le soir, quand une troupe vint relever sa compagnie presque détruite, ils refirent, en sens inverse, la route du matin. Les troncs d'arbres déchiquetés, où ne restait pas une feuille, paraissaient rougis au feu. Le champ des entonnoirs s'étendait pourpre, sans un fragment de sol vivant, comme si le noyau volcanique du sol avait été mis à nu. Sur la gauche, on voyait jaillir d'une ombre commençante la longue flamme des canons. Des brancardiers portaient une informe bouillie dans une toile de tente au bord de qui, pendu par une lanière de peau, un pied, dans un soulier intact, se balançait à la cadence de leur pas. Pierre savait maintenant que des hommes étaient morts à cause de lui, mais il était bien sûr de n'avoir pas tué. Toute son exaltation était tombée, mais il n'avait aucun remords. Il lui semblait qu'une force inconnue avait traversé son être pour se répandre dans ses gestes, laissant sa conscience intacte, et en dehors. L'abattement subit du matin faisait place à une sorte de paix animale qu'un repas englouti en quelques minutes et une heure de sommeil dans la boue tassaient. Il était maintenant frappé par la grandeur terrible du spectacle, cette planète dépouillée, ces éclairs dans la nuit tombante, ces brusques météores rouges qui craquaient en heurtant le sol, ces canons qui hurlaient au loin, la force de l'homme seule vivante sur l'univers assassiné. Au cantonnement de la veille, qui maintenant était plus loin des lignes des deux ou trois mille mètres conquis, il but du vin, il mangea, il dormit dans une cave, sur un lit de paille pourrie, et ne s'éveilla qu'au grand jour.

Il était bien. Il y avait un puits dans la cour ruinée, encombrée de tuiles et de poutres des bâtiments effondrés. Il se mit nu, il s'arrosa d'eau froide. Le ciel d'automne était ouaté d'or roux. Les dernières chaleurs de l'année tiédissaient peu à peu

la matinée fraîche. Le canon roulait. Quelques fusants éclataient haut, vers les lisières du village. Il songea aux événements de la veille comme à des choses qu'il aurait vues en spectateur. « J'ai tué. » Etait-ce bien sûr ? Ce mot tombait en lui comme une pierre sur une pierre, il en percevait seulement la sonorité, sans aucune meurtrissure. L'espace frais, les ruines roses, l'intéressaient. Il sortit sur la route, où des convois militaires s'embourbaient entre les entonnoirs. Des chevaux morts gisaient dans le sang et les tripes. Sur sa droite, à cent mètres, de l'autre côté du chemin, des hommes étaient assemblés autour d'un travail inconnu. Il aperçut un champ ruiné de pierres et de briques, un mur bas partout éventré, des objets de fer tordus, un Christ tout blanc qui n'avait plus de jambes et restait cloué d'une main. Le cimetière ? Il approcha. Une odeur fade flottait. Il vit. Deux ou trois cents morts étaient là, rangés sur le dos, côte à côte, le visage vers le ciel. Ils étaient là, dans un ordre parfait. On en faisait l'inventaire. Des oiseaux chantaient. Les vivants, la pipe aux dents, faisaient en paix leur besogne. Ils étaient là. Ils avaient l'air de mannequins empaquetés, de sinistres choses grotesques, avec leurs mains raidies et leur visage blanc. Un bras coupé était le long du premier de cette rangée, comme un objet. Hier ils vivaient, et aujourd'hui ils étaient morts. L'horreur physique du cadavre faisait entrer en Pierre, brutalement, l'horreur morale de ce que les hommes faisaient. La mort des autres est plus horrible que la nôtre, parce que nous la voyons...

Il ne se repentit pas d'avoir tué, bien qu'il se dît sans cesse : « J'ai tué. » Il était obligé de s'avouer enfin à lui-même qu'il ne se rendait aucun compte d'avoir tué. Seulement, il souffrit, *pour eux*, que ceux-là qui ne souffraient plus, fussent morts. *Pour eux*, qui étaient morts. Ils étaient dans la nuit totale. Leur conscience n'existait plus. Et la sienne, à l'autre extrémité de l'axe, avait la puissance incroyable de sentir, de jouir, de souffrir, de raisonner et de vouloir. Ils étaient bien portants et jeunes la veille. Et des vieillards et des malades vivaient. Leurs enfants étaient là. Et leur chair s'effondrait dans la pourriture. Et il y avait sur la même terre, éclairées par le même soleil, des chairs qui rassemblaient en elles toute la lumière de Dieu,

toutes ses eaux, toutes ses plantes, et les odeurs de sa fécondité. Il ferma les yeux. Le corps de Clotilde surgit. Une douleur horrible le poigna, comme toutes les fois qu'il songeait à Clotilde et qu'il n'avait pas sous la main une lettre d'Elisabeth. Et cette fois, il souffrit davantage, parce que tous ces cadavres étaient là. Pourquoi cet épouvantable contraste ? Clotilde, ceux ou celui qui l'auraient absorberaient en eux le monde, et le sauraient. Le monde absorberait ces charognes, sans le savoir. Il rouvrit les yeux, regarda les corps pitoyables. Il tenta de haïr Clotilde. Il ne put pas, ne l'aimant pas d'amour. Et puis il s'en voulut. Il était trop intelligent pour haïr une fleur parce qu'elle était une fleur et qu'il y avait autour de ses racines de l'ordure. Egalité... fraternité... La loi n'était donc rien ? Ces malheureux étaient morts. D'autres aimeraient Clotilde. L'effroyable fatalité pèserait donc toujours sur l'homme et le hasard exigerait que celui-ci fût Dieu et celui-là une nourriture de Dieu ?

Il s'enfuit. Il évita, en traversant la route, une grosse marmite qui l'obligea à un plat-ventre brusque, songea avec terreur pour la première fois, pendant qu'il fuyait en courant la zone malsaine, qu'une autre, dans une seconde, pourrait le priver pour toujours d'être ce qu'il voulait être, d'aimer qui il voulait aimer. Il se réfugia dans la cave qu'il partageait avec quelques autres alluma un bout de bougie, le fixa sur une poutre dans la cire, tâta sa poche, en sortit une lettre reçue deux jours auparavant. Après trois mois, Elisabeth exhalait encore sa colère. Elle évoquait, pour la dixième fois, l'arrivée à Paris de Pierre qu'elle croyait à l'abri, puis son premier mouvement d'ivresse, puis l'affreuse anxiété pendant le conseil de guerre, l'élan de joie après l'acquittement, la chute nouvelle dans l'angoisse lors de l'envoi presque immédiat dans les chasseurs...

« *Je t'aime, je t'aime. Et c'est au moment même où je t'ai reconquis sur moi qu'on t'envoie au massacre ! Je ne veux pas qu'on te tue, je ne veux pas. Ecoute. Je ferai tout. Je te cacherai... Je te trouverai un moyen de gagner la Suisse, l'Espagne. Oh ! dis oui ! Je veux être heureuse. Je veux que tu sois heureux.* »

La lettre lui fit oublier le spectacle de tout à l'heure. Il son-

gea aux combats anciens entre eux deux et contre lui-même. Il s'avoua que sa conscience était plus paisible qu'alors. « Je risque la mort, soit. Mais je souffre moins qu'en Italie, ou en Suisse. Est-ce parce que j'ai retrouvé Elisabeth ? Non. Avec Clotilde, le drame est rentré dans mes sens. Mais cela, c'est indépendant de la guerre. Je serais à leur côté que le drame serait pire. Oui, ma chair souffre. Mais pas ma conscience. Je comprends, j'accepte de la vie bien des choses que je voulais en retrancher. J'ai tué pourtant. J'ai tué. Ai-je tué ? Et mon orgueil ! Hier, je le mettais à refuser de tuer, de me laisser tuer. Pourtant, j'ai tué, j'ai risqué d'être tué. Et mon orgueil est plus tranquille. Je suis fier d'avoir été brave, et je ne savais pas ce que je faisais. J'ai été brave. On me l'a dit. J'ai sauté le premier dans la tranchée boche. Oh ! ce mot, voilà que je le dis aussi ! La communion dans le meurtre est-elle donc plus humaine que la solitude dans la justice ? Je suis moins seul. Je souffre moins. Et d'ailleurs, en me révoltant, étais-je juste ? Ne suis-je pas plus juste en acceptant ma part ? Ma part de vie ? Ma part de risques ? J'ai vaincu la conscience. J'ai vaincu la peur. Hier j'étais inconcient. N'est-ce pas vaincre la mort ? Que penser ? Je ne sais plus... La conscience, la mort ? Des mots. »

Il s'était couché sur sa paille. Près de lui, la plupart dormaient. Un seul nettoyait son fusil, sans mot dire. Un autre inventoriait le contenu de sa musette, et rangeait sur une caisse défoncée une croûte de pain, quelques bouts de ficelle, deux enveloppes froissées, un dé à coudre, un morceau de crayon épointé, un paquet de tabac vide. Quelques-uns parlaient de leur misère, montraient le poing à l'invisible. Pierre, qui venait de se trouver si pauvre, se sentit pour eux plein de tendresse et de dédain. Toujours le mythe ! Il avait cru qu'on se délivrait des idoles, maintenant il en doutait. Quand l'idole est en poussière, nous ramassons cette poussière pour modeler avec ivresse l'autre idole qui naît de nous. La forme future de Dieu n'est jamais ce que nous pensons. Chacun de nous travaille son morceau d'airain pour que la statue soit à sa taille, lui parle sa langue à lui, le protège contre tous les périls de vivre, lui donne son pain quotidien. Dressée, elle est énorme, nul ne la voit d'ensemble, elle est froide, insensible, inféconde et ne parle pas... Nous la lions d'un câble, nous tirons, et elle nous tombe dessus.

(*A suivre.*) Elie FAURE.

" Pages Libres "

N° 613. (2° Série. N° 156. — Décembre 1918.)



NOTRE ENQUÊTE

sur le Présent et l'Avenir de l'Influence américaine en France

Nous avons annoncé dans le numéro de septembre une prochaine enquête; nous en donnons aujourd'hui le programme détaillé. On verra quel en est l'intérêt national et quelle pourra être aussi la grande portée de l'enquête si un grand nombre de nos lecteurs veulent bien y apporter leur collaboration.

***

« Nous avons à emprunter de l'Amérique autant qu'à lui apporter », disait en 1909 M. Gabriel Hanotaux dans l'Appel par lequel il annonçait au public la fondation du Comité France-Amérique. Ces mots sont compris de tous aujourd'hui. Depuis le 2 août 1914, les regards se sont portés constamment sur les Etats-Unis. Chacun de nous a été sensible au moindre écho de la grande guerre en Amérique; et si parfois nous avons été déçus, si parfois nous n'avons pas compris, parce que nous connaissions mal quelle était outre-mer, avant la violation de la neutralité de la Belgique, la situation morale des différents pays de l'Entente, et celle des Puissances Centrales, nous nous trouvons aujourd'hui tous réunis pour constater le fait américain, et les conséquences de l'action américaine.

Il n'est personne, en France, qui ne reconnaisse l'aide décisive que nous ont apportée les armées américaines. Il n'est personne, parmi ceux qui ont eu l'ocasion de voir les Américains à l'œuvre, qui ne reconnaisse qu'ils ont apporté chez nous des méthodes nouvelles. Ce prestige de l'Amérique est devenu considérable. L'exemple de l'Amérique est sans cesse proposé ; et l'idéalisme américain, que pendant si longtemps on a ignoré en France, bien qu'il y

ait été déjà signalé, notamment par Ferdinand Brunetière, dans un article singulièrement suggestif, qu'il publiait au retour de son voyage outre-mer, en 1897, est apparu comme étroitement lié à ce prestige même.

Il y a pourtant de grosses différences. L'idéalisme américain ne va pas sans l'utilisation continue, quotidienne, de tous les moyens pratiques d'action nécessaires pour en obtenir la réalisation ; et l'on sait assez qu'en France, l'idéalisme ne fut que trop souvent éloigné des conditions habituelles de l'existence.

***

Mais de ce rapprochement franco-américain, constaté si souvent ces derniers mois, peut-il sortir autre chose que des mots ; et les deux pays ne peuvent-ils pas collaborer dans la paix, comme ils ont collaboré dans la guerre?

« L'Amérique a pour mission », dit M. Herbert Croly, « la réalisation de l'idéal démocratique. » N'est-ce pas là aussi la mission de la France, et sans vouloir faire de l'Amérique une sorte d'Eldorado, une sorte de paradis terrestre où patrons et ouvriers sont également heureux, où règnent la justice et la prospérité, s'il est bien vrai que ce pays a atteint un développement extraordinaire, sans rien perdre de son idéal, en maintenant même cet idéal sans cesse plus haut, ne devons-nous pas lui emprunter dans les différents ordres d'activités les méthodes par lesquelles il a réussi, ou tout au moins dans ces méthodes tout ce qui n'est pas nettement incompatible avec l'esprit français? Comme des officiers français ont donné aux troupes américaines des leçons de guerre, ne pouvons-nous recevoir des ingénieurs, des commerçants, des industriels, des financiers américains des leçons de paix ?

Cette idée de collaboration immédiate est déjà familière d'ailleurs de l'autre côté de l'Atlantique ; et le journal de M. Wilson, *The New Republic*, l'exprimait à merveille, lorsqu'il écrivait, il y a quelques semaines :

Lorsque la paix sera signée, avons-nous l'intention de nous retirer de l'autre côté de l'Atlantique, laissant la France privée de ses fils énergiques, ensevelis sous le sol des champs de bataille, chancelant sous le fardeau de ses dettes et de ses dépenses de reconstruction, pendant que nous-mêmes, notre vigueur économique intacte, lui ferons concurrence sur les marchés du monde ? Cette vision est intolérable.

Oui, cette vision serait intolérable, et nous savons que nous pouvons compter sur tout l'appui matériel des Etats-Unis ; mais cet appui ne servirait de rien, si nous le recevions simplement, sans essayer de reproduire par nous-mêmes les forces dont il est le

témoignage. Il est utile de recevoir de l'argent, quand la nécessité vous presse; il est plus utile encore d'apprendre à le gagner. Et ce qui est vrai dans l'ordre financier, est vrai dans tous les autres ordres.

Il ne s'agit d'ailleurs que d'un échange. Les armées américaines ne se rembarquent pas au complet. Elles laissent en France un certain nombre de jeunes gens pour qu'ils s'instruisent. On demandait ces jours derniers aux professeurs de l'Université quels étaient parmi eux ceux qui consentiraient à loger et à nourrir les jeunes Américains désireux de rester en France, pour achever leur enseignement. C'est qu'aux Etats-Unis, on voit de plus en plus dans le soldat américain le futur marchand, et en quelque sorte le missionnaire de l'Amérique. N'est-ce point ce que voulait dire M. A. Oudin, le Directeur des Services Etrangers de la General Electric Company, lorsque, à la 9e Convention de l'Association des Manufacturiers Américains, en octobre dernier, il s'exprimait ainsi :

Nos jeunes gens iront à l'étranger pour étendre le prestige de leur pays et pour faire connaître ses marques de fabrique; ils iront aussi soutenir les meilleures traditions du type américain de la démocratie. Ils manifesteront dans cette œuvre la même initiative, la même ingéniosité et le même esprit merveilleux qu'ils déployèrent sur le champ de bataille. C'est une vocation splendide que celle de développer dans le monde entier le commerce de la nation.

A cette vocation, Emerson pensait, lorsqu'il disait que les temps nouveaux ont besoin d'un homme nouveau, l'homme réformateur, « l'homme courageux, intègre, qui doit découvrir ou ouvrir un droit chemin à tout ce qui est excellent ou bon sur la terre ». Les temps nouveaux sont venus. Le Français a contribué assez à leur avènement pour pouvoir prétendre à être aujourd'hui l'homme nouveau. L'Américain peut-il et doit-il l'y aider? De quelle façon, et dans quelle proportion? car il ne s'agit pas d'imiter servilement, mais il faut choisir en homme libre. C'est là l'objet de l'enquête que la *Grande Revue* propose à ses lecteurs.

*
* *

Nos lecteurs ont vu certainement les Américains à l'œuvre, soit au front, soit dans les cantonnements de repos, soit dans ces villes et ces villages de l'arrière, dans ces ports où nos alliés ont fait des établissements si considérables. Le spectacle d'une activité si nouvelle pour beaucoup a dû leur fournir des observations suggestives, des motifs précieux de réflexion et de prévision. Qu'il

s'agisse des œuvres sanitaires, ou du régime d'exploitation des chemins de fer, de l'organisation des coopératives, ou de l'installation des docks, de l'entretien des villes ou de la vie quotidienne des hommes, tout est également riche d'enseignements.

La matière est vaste, le questionnaire l'est aussi. Chacun pourra répondre ainsi à la question qui le touche plus particulièrement.

Hygiène

Qu'avons-nous à apprendre des Américains au point de vue des œuvres d'hygiène, œuvres pour éviter la mortalité infantile, œuvres contre la tuberculose, œuvres de tempérance, œuvres pour les convalescents, etc., et y a-t-il intérêt à ce que ces œuvres soient des œuvres d'Etat, ou des œuvres privées ?

Education

Pouvons-nous donner à nos filles et à nos fils cette éducation commune et libre qui, aux Etats-Unis, peut se résumer en quelques mots : inspirer à chaque enfant la volonté d'être soi ?

Instruction

Y a-t-il dans l'organisation de l'enseignement américain (primaire, secondaire, supérieur) des principes, des traditions que nous puissions adapter à nos mœurs scolaires ?

Que devons-nous faire notamment pour donner à notre enseignement technique ce développement qu'ont atteint, de l'autre côté de l'Atlantique, les écoles spéciales, professionnelles où les jeunes gens reçoivent à la fois un enseignement pratique et un enseignement national ?

Comment enfin attirerons-nous à nos Universités les ressources si considérables, qui vont aux Universités Américaines, et y a-t-il intérêt à favoriser l'établissement d'Universités privées, indépendantes, où se donne une éducation complète, éducation d'esprit, de corps et de caractère ?

Commerce

En septembre 1916, *l'Association des Manufacturiers Américains pour l'exportation envoyait en France une commission chargée de se rendre compte « comment les ressources de l'Amérique pouvaient être le mieux employées pour la reconstitution des régions dévastées, et dans l'espoir d'augmenter les relations franco-américaines à l'avenir ».*

Comment, de notre côté, augmenterons-nous ces relations, et, d'une façon générale, comment augmenterons-nous toutes nos relations commerciales ? Comment pourrons-nous développer ce sens pratique des affaires, cet esprit d'initiative, cette loyauté qui caractérisent le commerçant américain ?

Une éducation spéciale pour les relations économiques internationales est nécessaire. Comment pourrons-nous l'acquérir ?

Industrie

La production en masse, par séries, est-elle souhaitable ? et faut-il spécialiser à outrance l'ouvrier dont le rendement est accru, mais dont l'initiative et la personnalité disparaissent ?

Agriculture

Pour la remise en culture des terres longtemps abandonnées, pour l'intensité de culture des terres médiocrement soignées ces dernières années, y a-t-il intérêt à emprunter aux Américains leurs méthodes et leurs machines ?

Travaux publics

Y a-t-il en matière de Travaux Publics des procédés rapides d'exécution, soit pour l'étude des dossiers, soit pour la mise en œuvre et l'achèvement des travaux, que nous puissions emprunter aux Américains ?

De quel profit peuvent être pour nous leurs procédés d'exploitation des chemins de fer ? leurs méthodes d'aménagement des ports ?

L'expérience des résultats obtenus par les Américains peut-elle nous conduire à introduire comme eux des représentants des Syndicats ouvriers dans les Conseils d'Administration ?

Enfin, pour la reconstruction des villes et des villages, pour leur entretien convient-il de se servir des plans américains, de suivre les usages américains ?

Finances

Quelle influence peuvent exercer, sur les finances françaises, les finances américaines ? et notamment l'abondance extraordinaire d'or, qui se trouve aux Etats-Unis ?

Convient-il d'internationaliser les dettes de guerre ?

Et d'une façon générale, l'organisation bancaire américaine est-elle supérieure à l'organisation française ?

Lois sociales

Les lois sociales sont-elles arrivées à un tel degré de développement que nous puissions leur emprunter quelque chose ? ou l'absence de luttes de classes tient-elle aux conditions mêmes de la vie américaine, à cet espoir, à cette possibilité que chacun a d'être riche demain, à ce souci de ses responsabilités qu'a constamment le millionnaire, à sa participation à l'action commune ?

Politique

Enfin, dans l'organisation des pouvoirs publics, dans les rapports de l'Etat avec la religion, y a-t-il quelques détails que nous puissions appliquer en France ? L'élection, notamment, à un grand nombre de fonctions

publiques, dont celle de président de la République, par le suffrage universel, peut-elle convenir à un pays comme la France ?



On voit que le programme est vaste. Il a pour objet aujourd'hui, et demain, avec l'expérience d'hier. De nombreuses organisations américaines sont déjà sur le territoire français. Elles pourraient y rester. Leur fonctionnement tout au moins doit donner d'utiles leçons.

Et sans doute, il faut compter aussi avec les *impondérables* sans lesquels les méthodes ni les machines ne sont rien. Il y a la volonté d'être soi. Il y a l'intensité du travail, la fierté de l'attitude. Il y a la volonté.

Ne croyons pas que nous serons moins grands en sortant de nous-mêmes. L'activité humaine est si prodigieuse aujourd'hui, qu'aucun peuple ne peut se suffire. Le plus grand a besoin d'enseignements comme les autres.



A ce programme nous voudrions que chacun de nos lecteurs répondît, non pas en nous envoyant une réponse d'ensemble, mais en nous envoyant une réponse sur la partie qui a été l'objet de ses constatations ou de ses réflexions personnelles.

Que chacun nous dise :

Les *faits* constatés déjà autour de lui d'influence américaine en France,

Les *idées* suggérées par la connaissance nouvelle acquise de l'Amérique.

Prière d'envoyer le plus tôt possible les réponses à la *Grande Revue*, 37, rue de Constantinople, Paris.

La Grande Revue.

La Guerre nous a-t-elle ruinés ?

Une des conséquences de la guerre — et non la moins imprévue — a été de tourner, du côté des questions économiques et financières, une attention qui ne leur était généralement pas prodiguée jusqu'ici. C'est une chose excellente en soi. Malheureusement la bonne volonté que l'on apporte actuellement à s'enquérir des causes auxquelles on peut attribuer l'agitation qui se relève dans ces sphères, si grande soit-elle, ne saurait suppléer à l'insuffisance des notions résultant de la négligence antérieure. Il s'ensuit que les conclusions de l'examen, la plupart du temps trop sommaire, auquel on soumet des questions éminemment complexes, se traduisent, par suite de cette ignorance, en paralogismes dont les méfaits peuvent être plus grands que ceux qu'engendre cette ignorance même.

Parmi les pseudo-raisonnements de ce genre, il en est un que l'on n'est pas sans avoir entendu formuler. « La fortune de la « France avant la guerre, dit-on, était estimée à environ 300 mil- « liards. Durant les hostilités, 150 milliards ont été dépensés; « notre pays est donc à moitié ruiné! Pour préparer le retour à « un régime normal, de nombreux autres milliards devront suivre « suivre. La France sera donc, à peu près certainement, aux deux « tiers ruinée quand sera close cette période néfaste!... »

Naturellement, nous sommes là en présence d'un paralogisme, c'est-à-dire d'une façon de raisonner qui n'a de logique que la façade. La conclusion que l'on prétend tirer de cette ombre de déduction non seulement n'est point rigoureuse, mais elle n'est point vraie. Cependant, la simplicité de cette manière d'enchaîner les faits en impose aux esprits qui n'ont point l'habitude de se préoccuper de ces sortes de problèmes ! Et si l'argument ne les convainc point complètement, tout au moins est-il de nature à les troubler.

Les idées de la généralité, sur ce point, sont loin d'être nettes. Comment pourrait-il en être autrement, d'ailleurs ? Est-ce que certains, que l'on prenait pour des compétences en la matière, n'avaient pas prétendu, avant la guerre, que le conflit, s'il survenait, ne pourrait être que court, car s'il se prolongeait plus de quelques mois, les nations qu'il affecterait seraient irrémédiablement ruinées ?

Or, pendant des années la lutte a fait rage. Et non seulement les nations belligérantes ne sont pas ruinées, mais encore leurs habitants ne perçoivent point qu'ils soient en proie à la détresse

monétaire et économique que l'on avait affirmé devoir intervenir à brève échéance.

Le résultat de cette constatation a été tout d'abord de jeter sur l'Economie politique un peu plus de discrédit. Parce que certains de ses pontifes, à la réputation d'ailleurs surfaite, se sont trompés du tout au tout dans leurs arrêts pédants, on en conclut à la vanité de la science dont ils se réclamaient. Cette inférence est injustifiée, au surplus, car les enseignements logiques de l'Economie politique étaient loin d'être ceux qu'en sollicitaient ses faux prêtres.

Une deuxième conséquence a été de faire naître chez quelques-uns, chez trop, la pensée que puisque la France avait aussi allégrement supporté le faix de dépenses qu'on lui avait imposé, les gaspillages n'étaient pas de nature à influer sur sa richesse totale. Celle-ci, à les en croire, demeure inaffectée par les fantaisies dépensières auxquelles se livrent trop fréquemment des administrateurs qui veulent nous faire mesurer leur importance, au nombre de millions — quand ce n'est pas de milliards — de dépenses qu'ils peuvent engager.

Il va de soi que cette opinion génératrice de gaspillages est tout aussi fausse que la première et beaucoup plus pernicieuse dans ses conséquences. Les dépenses actuelles auront leur répercussion sur notre prospérité future : cela est inéluctable. Seulement cette répercussion ne sera pas celle à laquelle on avait pensé tout d'abord. Quelle sera-t-elle? Qui supportera le poids de la débauche de dépenses à laquelle l'Etat se livre, encore aujourd'hui

On se rend aisément compte du haut intérêt que présente l'étude de ces questions.

Les fluctuations de la fortune nationale.

Reprenons la première partie du raisonnement rappelé ci-dessus : « La fortune de la France, avant la guerre, était estimée à environ 300 milliards... » Sur ce point, deux observations importantes peuvent être faites.

D'une part, le chiffre ainsi produit n'a rien d'absolu ; c'est une estimation qui varie d'un auteur à l'autre, oscillant du simple au double, de 200 à 400 milliards, suivant, si l'on peut dire, les appétits du calculateur. Notre raisonnement manque donc d'une base solide et cette simple remarque lui enlève déjà une partie de sa valeur.

D'autre part, notez que la somme à laquelle on estime se monter la richesse française se rapporte à notre fortune *avant la guerre* (en faisant abstraction de l'incertitude même à laquelle il vient d'être fait allusion).

Or les dépenses sur lesquelles on table dans la suite du raisonnement, sont postérieures à la guerre puisqu'engendrées par celle-ci. Il s'ensuit que pour qu'une comparaison du genre de celle qui figure dans l'argument entre la richesse totale et le montant des dépenses — comparaison au sujet de laquelle il convient de faire des réserves comme on le verra par la suite — puisse être établie, il faudrait, au préalable, montrer que le chiffre résultant de l'estimation de notre fortune est demeuré invariable. Et il est loin d'en être ainsi.

Non seulement, dans le cas qui nous occupe, une base stable manque sur laquelle nous pourrions équilibrer un raisonnement irréprochable, mais, allant plus loin, on peut affirmer que le fondement solide et qui s'impose est impossible à établir.

J'ai déjà fait remarquer combien, en matière d'estimation du total des fortunes privées françaises, étaient variables les chiffres auxquels, par des méthodes différentes, parvenaient les différents chercheurs. Je ne discuterai pas ces chiffres, ce qui nous entraînerait trop loin ; je ne leur en substituerai pas un autre sous le prétexte qu'il serait plus précis, la précision étant, à mon sens, impossible à atteindre, voire même à approcher en ces matières. Je me contenterai d'apporter ici quelques remarques qui nous montreront combien il est décevant de prendre pour une réalité, ce qui n'est que spéculation sans portée.

Comment procèdent les auteurs qui cherchent à évaluer le total des fortunes privées d'un pays ? Ils s'efforcent de saisir la richesse sous toutes ses formes. Ils apprécient le montant de la fortune immobilière (usines, maisons, terres, etc.), essaient de déterminer le chiffre des valeurs mobilières, calculent le numéraire existant à leur sens dans ce pays (or, argent, monnaie fiduciaire, etc.). Puis ils additionnent : la somme trouvée est le chiffre cherché.

C'est très simple, c'est trop simple. Il est élémentaire qu'on ne peut faire figurer, dans un total, que des quantités de même nature. Evidemment, le numéraire et le chiffre trouvé pour la fortune immobilière, par exemple, sont des capitaux ; mais sont-ce des capitaux de *même nature ?* Les auteurs qui, si simplement, totalisent ces différents capitaux admettent, par cela même, qu'il n'y a pas, entre eux une différence d'origine susceptible de rendre leur addition impossible. En est-il vraiment ainsi ?

Pour éclaircir cette question, je me vois obligé de m'appuyer sur cette distinction si juste, si vraie et si féconde qu'introduisit Adam Smith entre les capitaux *fixés* (1) et les capitaux *circu-*

(1) La plupart des économistes disent et écrivent « capitaux fixes » ; pour des raisons qui se dégagent de ce qui suivra, je préfère le terme *capitaux fixés*.

lants. Qu'on veuille bien me pardonner, dans un sujet d'ordre aussi pratique, cette incursion dans le domaine théorique. Je ferai mon possible pour réduire au minimum cet appel aux principes et ne pas introduire plus de théorie qu'il n'est nécessaire pour projeter sur la question le jour convenable.

Je me garderai donc d'entrer dans les subtilités qui peuvent se présenter lorsqu'il s'agit de séparer les capitaux *circulants* des capitaux *fixés ;* je prendrai ces termes dans leur sens le plus général, et tel qu'il est clairement défini par l'appellation même. Le numéraire, voilà un capital *circulant ;* une usine, voilà un capital *fixé*. Là-dessus, pas d'erreur possible.

Lorsque nous tentons de déterminer la fortune, est-il procédé de la même façon en ce qui concerne les uns et les autres capitaux ? Aucunement. Quand nous sommes en présence de capitaux *circulants*, nous n'avons qu'une chose à faire : les compter. Et nous en avons immédiatement le montant en unités monétaires. Non une évaluation, mais un compte précis, exact, indiscutable.

Avec les capitaux *fixés*, il en va autrement. Leur valeur, en capital, ne se peut déterminer directement ; il faut, pour y parvenir, faire un détour.

Prenons, par exemple, une usine. Pour obtenir sa valeur en capital, nous nous informons d'abord de son revenu annuel ; une fois celui-ci connu, nous le capitalisons à un taux qui varie avec une foule de circonstances tirées de la nature de l'industrie, de la plus ou moins grande usure des machines, bâtiments, etc... C'est le résultat de cette capitalisation que nous disons être la valeur du capital *fixé* représenté par l'usine.

On voit que nous n'avons plus ici la précision qui était la règle quand nous nous occupions des capitaux *circulants*. Nous ne pouvons aboutir qu'à une approximation très flottante dont le chiffre peut varier du simple au double suivant les données, la compétence, etc..., dont disposent les enquêteurs. En faisant figurer, dans un même total, les capitaux *fixés* et *circulants*, il est donc visible que nous additionnons le certain et l'incertain. Comment s'étonner que les résultats d'un tel calcul soient si peu concordants ?

Il y a autre chose. Evaluer un capital *fixé*, c'est lui substituer, comme étant l'équivalent de la richesse qu'il représente, un capital *circulant*. Il suit donc de là que le niveau de l'évaluation est appelé à varier avec le volume des capitaux *circulants* existant dans le pays.

Un exemple va faire comprendre ce qu'il faut entendre par là. Supposons une usine (capital *fixé*) qui à un moment donné a été évaluée à une certaine somme. Cette somme, je le rappelle, a été

obtenue en capitalisant le revenu qu'elle fournit, revenu qui lui-même est conditionné par la production annuelle d'objets manufacturés. Imaginons que, cette production restant la même, le capital *circulant* du pays dans lequel est située l'usine se trouve doublé du jour au lendemain par suite, si l'on veut, d'une émission intense de papier-monnaie.

Cette surémission a pour effet d'élever les prix de tous les objets et denrées dans le pays considéré. Comme nous avons posé que la production (supposée vendue) de notre usine restait la même, il s'ensuit que le revenu qui en est dérivé augmente et, conséquemment, le prix d'évaluation de l'usine. Et cela, sans que la richesse réelle qu'elle représente ait varié d'un iota.

Bien entendu, si le taux auquel on capitalise ce revenu pour déterminer la valeur en capital augmentait, par suite, mettons de l'augmentation du taux du loyer de l'argent, nous aurions encore là une nouvelle cause d'accroissement du prix représentant une richesse restée invariable.

L'amplitude de cet apparent accroissement de valeur des capitaux *fixés* est difficilement évaluable. Elle dépend, cela va de soi, de la hausse des prix, conséquence elle-même de la surémission de papier-monnaie. Naturellement, plus grande est la surémission, plus grande est l'élévation de valeur qui d'ailleurs est absolument générale. On ne peut toutefois affirmer qu'il y ait proportionnalité entre l'augmentation des capitaux *circulants* et l'accroissement de valeur des capitaux *fixés :* il est probable qu'il faut tenir compte, pour supputer l'accroissement de valeur de ces derniers, du rapport existant, dans le pays, entre les capitaux *fixés* et *circulants.*

Si maintenant nous observons ce qui s'est produit depuis le commencement de la guerre, nous constatons que, du fait de l'émission sans frein de papier-monnaie, les capitaux *circulants* ont été largement augmentés. Il en est résulté un abaissement de la puissance d'achat de l'unité monétaire. Une augmentation apparente de la valeur des capitaux *fixés* devait s'ensuivre, et elle n'a pas manqué de se constater.

Si même la fortune de la France avait été, au moment de la guerre, de 300 milliards, par suite de cet accroissement elle serait actuellement de beaucoup supérieure à ce chiffre. A combien les mêmes chercheurs pourraient-ils l'évaluer ? A 400, à 500 milliards ; voire même à 600. Quant à nous, ne retenons de cette mobilité — cette fortune,en somme,est supérieure chaque jour à ce qu'elle était la veille — que l'impossibilité de baser sur des chiffres aussi fluents un raisonnement sérieux.

Pour mémoire, je rappellerai qu'il est une autre cause de la variation, non du revenu, mais de l'appréciation du revenu. Celui-ci dérive généralement d'une exploitation industrielle ou agricole. S'il arrive que le produit faisant l'objet de cette exploitation soit plus demandé — soit qu'il se fasse plus rare, soit que le besoin en augmente — son prix croît, partant le revenu, puisque celui-ci dépend du prix de ces produits et varie avec le bénéfice retiré de leur production.

Si, par exemple, il arrivait qu'il n'y ait pas assez de denrées alimentaires pour les humains, leur prix augmenterait ; conséquemment le loyer (revenu) du sol qui les fournit. Ainsi quoique la parcelle de terre ne varie point en étendue, elle croîtrait en valeur. Le sol agricole d'un pays pourrait doubler, tripler de valeur, sans que rien ait été fait pour augmenter la richesse qu'il représente.

Cette cause de hausse dans l'appréciation de la richesse n'a pas manqué de jouer pendant cette guerre. Il en est résulté une augmentation de valeur — que nous ignorons — mais dont on ne peut pas ne pas tenir compte si l'on veut être exact.

Quoi qu'il en soit, on sent très bien qu'au-dessous de ces fluctuations, toutes de surface, ce qui constitue réellement la richesse, demeure inaffecté, quels que soient les flottements de ce vêtement que constitue le numéraire. Et c'est cette richesse — que nous ne pouvons connaître — qu'il nous faudrait atteindre !

Pour être complet, il convient de remarquer qu'il faudrait tenir compte, pour évaluer la fortune de la France en ce moment, des destructions de capitaux *fixés* qui ont été la conséquence des opérations militaires — quand elles ne furent pas exclusivement imputables à la barbarie systématique des Allemands. Nous sommes ici en présence d'une perte sèche indiscutable. Toutefois je n'en tiendrai pas compte dans ce qui suit, par suite de l'ignorance où on se trouve de la mesure dans laquelle nous en serons indemnisés par le traité de paix.

Les dépenses de guerre et la fortune globale de la France.

Non seulement le raisonnement — ou ce qu'on veut faire passer comme tel — qui a été rapporté au début ne peut s'apuyer, comme nous venons de le voir, sur une base stable, mais sa construction même est viciée par une erreur capitale.

Cette argumentation puérile mesure, en effet, la diminution de la richesse de la France simplement en soustrayant de son montant, réel ou pensé tel, le total des sommes dépensées en vue de la poursuite de la guerre.

C'est inadmissible. La richesse de la France est une chose, les dépenses engagées en vue de la défense nationale en sont une autre : entre les deux, il n'y a de commun que l'unité monétaire à l'aide de laquelle on les mesure. C'est insuffisant pour les conjuguer dans un même sytème de déductions.

L'erreur commise ici est de l'ordre de celle qui consisterait à raisonner ainsi : un fonctionnaire qui gagne 10.000 francs par an possède 100.000 francs. Au bout de 10 ans, il a précisément dépensé 100.000 francs; donc il est ruiné!... Naturellement, non seulement il n'est pas ruiné, mais encore sa fortune doit s'être augmentée, puisqu'il n'a dépensé que son traitement, sans toucher aux intérêts de son capital qui se sont accumulés.

Toutefois il ne faudrait pas conclure du fait que l'erreur de raisonnement est de même ordre, qu'il y a analogie entre ce qui se passe dans les deux cas. Non. Les choses se passent très différemment dans l'une et l'autre conjoncture, et il faut soigneusement s'interdire toute assimilation.

Pour rechercher la répercussion qu'auront, sur la fortune de la France, les dépenses engagées à l'occasion de la guerre, revenons sur la distinction, déjà rappelée plus haut, qu'il convient de faire, dans les capitaux, entre les *circulants* et les *fixés*.

Cette discrimination n'a pas été dictée, comme on pourrait le croire au premier abord, par le simple désir d'introduire un peu d'ordre dans un sujet en lui-même assez confus. Elle n'a point été inspirée par des raisons de pure commodité. Aucunement. La distinction ainsi proposée n'est pas une cloison interposée entre des facteurs de même nature. Entre les uns et les autres, ce ne sont pas des rapports de voisinage qui existent, mais des rapports de causalité. Les uns procèdent des autres. Les capitaux *fixés* procèdent des capitaux *circulants ;* ils sont un produit de l'activité de ceux-ci. Ils ne sauraient avoir d'autre origine que cette activité et ne peuvent apparaître d'emblée, indépendamment des capitaux *circulants.*

Quelques mots d'explication sont nécessaires. Imaginons une usine dans laquelle les administrateurs ont résolu, par exemple, de forer un puits artésien. Les capitaux *circulants* nécessaires étant réunis, le travail est exécuté. Quand il est terminé, un capital *fixé* (le puits artésien) est apparu. Que sont devenus les capitaux *circulants ?* Ils ont servi à payer les ouvriers, les instruments, les matières premières ,etc... Si nous considérons la collectivité dont fait partie cette usine, nous voyons qu'elle n'a rien perdu en fait de capitaux *circulants.* S'ils ne sont plus dans la caisse des administrateurs de l'usine, ils se retrouvent ailleurs, accomplissant leur

cycle fatal. Aucune parcelle ne s'en est perdue ; ils ont servi à satisfaire de multiples besoins, ont modifié des fortunes préétablies, mais ils n'ont pas diminué d'un iota.

Donc, c'est bien du fait même de la circulation normale que le capital *fixé* est apparu. Notre collectivité est plus riche de ce capital *fixé ;* elle sera plus à même de satisfaire des besoins préexistants ou de jouir de nouvelles commodités. Tout le monde bénéficiera de cette création.

Si nous nous plaçons au point de vue des possesseurs de l'usine, nous constatons que, sans doute, leur avoir est bien diminué du capital qu'ils ont lancé dans la circulation, mais à la place de cette somme, ils ont maintenant un capital *fixé* qui leur fournira un revenu annuel appelé à les dédommager largement du sacrifice qu'ils ont fait. Tous les membres de notre collectivité sont donc satisfaits.

Ainsi, le capital *circulant* nous apparaît comme le véhicule par le moyen duquel les denrées alimentaires et autres matières premières, sont transformées en capital *fixé.* Pas de circulation, pas de capital *fixé.* Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'à toute circulation correspond un capital *fixé.*

Supposons maintenant qu'ayant dépensé les quatre cinquièmes de la somme dédiée au forage de son puits artésien, l'administration de l'usine se rende compte que son entreprise ne peut aboutir. Elle prend un parti héroïque. Elle dépensera le cinquième restant à remettre les choses en l'état, et ainsi la somme prévue se trouvera tout entière dépensée sans qu'aucun capital *fixé* apparaisse.

Considérons les choses du point de vue de la collectivité. Le capital *circulant* a été employé de la même façon que dans le cas précédent. Les mêmes bienfaits ont été retirés d'une circulation quasi-identique ; les ouvriers ont vécu, des économies se sont faites, etc., etc. De ce côté-là, aucun changement. Seulement, aucun capital *fixé* n'étant apparu, la collectivité se trouve frustrée de l'accroissement de bien-être qui est la conséquence fatale de toute création de capital *fixé.*

Donc, la collectivité ne s'est point enrichie. S'est-elle appauvrie? Pas du tout. La même quantité de capital *circulant* s'y retrouve. La conséquence de cette circulation à vide, si l'on peut dire, a été de priver la collectivité d'une possibilité d'enrichissement — ce qui n'est point la même chose qu'un appauvrissement. Ce qui se passe là est comparable à ce qui arrive au spéculateur qui, ayant consacré un certain capital à une opération, récupère tout son capital lors de la liquidation, mais pas un centime de

plus. C'est une entreprise manquée : il ne s'est pas appauvri, mais ne s'est pas enrichi comme il le voulait.

Le but normal de toute circulation est la création de capitaux *fixés*. Plus, pour un même quantum de circulation, il apparaît de ces capitaux, plus le pays est prospère. Il l'est d'autant moins qu'il faut un plus grand déploi de circulation pour faire apparaître un capital *fixé* déterminé, lisez que la gabegie y est plus répandue. Un pays où ne naîtraient pas de capitaux *fixés*, si intense qu'y soit la circulation, marquerait le pas au point de vue progrès : il ne tarderait pas à se trouver loin, très loin derrière les autres.

Bien entendu, si nous considérions le forage manqué de notre puits sous l'angle des administrateurs de l'usine, nous y trouverions une perte sèche, un appauvrissement indéniable. Ceci nous montre que dans les cas de ce genre les intérêts de la collectivité et ceux des individus sont loin de coïncider et qu'il est indispensable, dans l'étude du problème, d'étudier séparément les deux points de vue.

Un troisième cas peut être envisagé. C'est celui dans lequel aucune circulation n'a lieu , l'administration de l'usine gardant son capital *circulant* au lieu de le lancer dans la circulation. Il est évident alors qu'il ne saurait être question ni d'enrichissement, ni d'appauvrissement. Mais l'absence de circulation est encore plus déplorable que la circulation à vide, c'est-à-dire sans apparition de capitaux *fixés*. Les ouvriers qui auraient trouvé leur avantage à cette circulation, sont privés de salaires ; les matières premières privées de débouchés — et partant les producteurs qui travaillent à leur élaboration — la vie économique se ralentit, décline : c'est le marasme.

La société, telle qu'elle est constituée aujourd'hui, ne se soutient que grâce à la circulation qui fait passer de l'un à l'autre les bienfaits du progrès. La diminution de la circulation, la diminution de son intensité, sont des causes de régression et de malaise. Et il ne faut pas oublier que tout malaise économique devient social ; et que la perpétuation de celui-ci amène fatalement des convulsions ayant rarement des conséquences désirables.

En résumé, la circulation, quand elle est normale, détermine l'apparition de capitaux *fixés ;* quand elle a lieu à vide, on ne peut constater la naissance de ces capitaux ; mais si regrettable qu'il soit de la voir s'effectuer ainsi, il vaut encore mieux une circulation à vide que pas de circulation du tout.

Ceci étant bien établi, revenons aux dépenses engagées à l'occasion de la guerre et qui ont si fortement obéré la situation finan-

cière de notre pays. Que s'est-il passé, en somme ? Simplement que l'Etat s'étant procuré par divers moyens une quantité considérable de capitaux *circulants*, les a lancés dans la ronde qui emporte ces capitaux à travers le pays. Les premiers lancés ont fait un cycle, sont venus de nouveau s'entasser dans la caisse de l'Etat qui les a remis en circulation et ainsi de suite.

Pour simplifier notre recherche, nous allons d'abord supposer que la circulation n'a pas contraint les capitaux ainsi employés par l'Etat à sortir de nos frontières ; que la circulation s'est continuellement limitée à notre pays.

A quels usages l'Etat a-t-il destiné les capitaux dont il a disposé? Une très faible partie d'entre eux ont servi à effectuer des travaux qui, quoique exécutés en vue de la guerre, demeureront et rendront des services quand la paix sera revenue. Il en est ainsi, par exemple, pour les lignes de chemins de fer établies, les travaux exécutés dans nos ports, les usines édifiées, les machines construites, etc... Dans ce cas, la circulation a été normale puisque des capitaux *fixés* sont apparus qui demeureront. Sans doute, le apport du capital *fixé* ainsi créé au volume du capital *circulant* qui a été mis en œuvre pour le créer est très petit, mais ce capital *fixé* existe, ce qui n'est pas négligeable.

Il ne saurait, pour cette fraction des capitaux — dont nous ignorons malheureusement le montant — être question d'appauvrissement du pays. La circulation ayant été normale, il y a enrichissement, faible, très faible, c'est possible, mais néanmoins indéniable.

Il est loin d'en être ainsi pour la plus grande partie des dépenses engagées. A quoi ont été affectées celles-ci ? A ravitailler l'armée et dans une certaine mesure le pays, à payer la solde des soldats et officiers mobilisés, à acquitter les allocations dont on a fait bénéficier leurs familles, à solder le montant des fournitures d'obus, canons, fusils, munitions, vaisseaux de guerre, etc... Dans cette dernière catégorie, une part importante a pris la forme de salaires, souvent fort élevés, de commissions plus ou moins justifiés et de bénéfices trop élevés réalisés par les entrepreneurs.

Il serait encore aisé de trouver d'autres modes d'emploi des fonds réunis par l'Etat : inutile d'insister. Chacun, en regardant autour de soi, pourra compléter l'inventaire. Dans quel mode de circulation convient-il de classer les dépenses que nous venons d'indiquer en dernier lieu, comme celles d'ailleurs qu'on peut encore relever et qui ne sont pas comprises dans cette liste écourtée? Dans la circulation à vide, puisqu'aucun capital *fixé* n'est apparu qui subsiste d'une façon définitive!

Cela est de toute évidence pour les allocations payées aux membres de familles de mobilisés, puisqu'on ne leur a rien demandé en échange des subsides qu'on leur accorde. Comme il n'y a aucune contre-partie en travail, il ne saurait y avoir naissance de capital *fixé*, celui-ci ne naissant que par le travail.

Pour les soldes, il y a bien contre-partie en efforts, mais ce ne sont point de ces efforts-là, si indispensables qu'ils aient été à notre vie nationale, que peut jaillir un capital *fixé*. Il y a bien eu, en ce qui concerne les matières premières utilisées en vue de produire les armes et les munitions qu'a exigées la défense, un commencement de fixation du capital — ainsi dans l'acier de l'obus et du canon, qui pouvait aussi bien servir à la fabrication d'une machine — mais la destruction a empêché cette fixation d'aboutir. Si donc nous ne tenons pas compte de tout ce qui pourra être récupéré dans ce domaine maintenant que la guerre est terminée, il est clair que là encore nous constatons que la circulation s'est effectuée complètement à vide.

Or, nous avons vu que la circulation à vide, si elle n'enrichit pas la collectivité, ne l'appauvrit pas non plus. Donc ce sera, pour la France, un manque à s'enrichir qui pourra être relevé et non un appauvrissement. Pour la France considérée dans sa globalité, entendons-nous, car quand nous nous occuperons des individus nous verrons qu'il n'en est plus de même, l'appauvrissement de beaucoup devant servir de rançon à l'enrichissement de quelques-uns.

Toutefois, sous prétexte qu'il n'y a pas appauvrissement tangible, il ne faudrait pas minimiser les pertes qui auront été subies, du fait de cette circulation à vide, par l'humanité en général et la France en particulier. Quand on pense aux capitaux *fixés* qu'aurait pu faire apparaître la circulation normale du nombre considérable de milliards dépensés par les nations belligérantes, on se rend compte de ce que la guerre nous a coûté en bien-être et en progrès !

Nous avons admis, dans ce qui précède, que la circulation était limitée à l'intérieur du pays et n'en franchissait pas la frontière. C'est un cas purement théorique, irréalisable dans la pratique. En fait une nation, même en guerre, surtout en guerre, ne peut pas s'isoler du reste de l'humanité.

Loin d'avoir moins besoin des nations-sœurs qu'en temps de paix, elle y a encore plus recours. En effet, par suite de la mobilisation d'un nombre considérable de ses producteurs, elle ne peut plus satisfaire, avec ses propres moyens, ses nécessités ordinaires, à plus forte raison les besoins de la guerre (armes, équipement;

matières premières nécessaires aux industries de la guerre, etc...).

Cette nation est condamnée par les circonstances à acheter une foule de choses à l'étranger, et comme elle ne peut balancer ces achats par des exportations — celles-ci étant réduites au minimum — il faut qu'elle emploie d'autres moyens pour en acquitter le prix.

Ces moyens peuvent se ranger sous trois chefs. Si la nation est créditrice de l'étranger, elle peut affecter à des paiements une partie de ces crédits dont elle dispose et qui faisaient partie de son patrimoine de richesse. Quand la chose est faite, il est indéniable que la nation s'est appauvrie, et s'est appauvrie de la somme dont elle a amputé les créances qu'elle avait sur l'étranger.

Elle peut encore ne pas payer la nation-sœur qui lui fournit ce dont elle a besoin; celle-ci totalise le montant de ces fournitures et une dette extérieure égale au total se trouve ainsi être née.

Ou bien encore, la nation considérée paie, en transférant à l'extérieur une partie de ses capitaux *circulants*. Mais un tel mode de paiement ne peut-être employé sur une très grande échelle. Les capitaux qui sont ainsi expédiés à l'extérieur ne tardent pas à faire défaut dans le pays où ceux qui restent sont en volume insuffisant pour satisfaire aux besoins de la circulation. On peut, il est vrai, en créer d'autres, en intensifiant par exemple l'émission du papier-monnaie. Mais cette surémission ayant pour résultat de diminuer la puissance d'achat de l'unité monétaire, et par suite d'amoindrir la valeur des capitaux préexistants, intensifie encore, en pesant sur le change, le mouvement d'émigration de ces capitaux — à ne pas parler de la diminution qu'il occasionne du gage constitué, en faveur des nations détentrices, par les capitaux circulants précédemment émigrés qui leur furent livrés en contre-partie des matières importées qu'elles nous avaient fournies.

Un tel expédient n'est donc pas susceptible de combler le vide causé par le départ des capitaux dont il vient d'être parlé. On peut même dire qu'on l'a trop, beaucoup trop employé chez nous ; les services qu'il a rendus ne compensent pas les dommages qu'il a fait subir.

La meilleure manière de combler ce vide est donc de demander aux nations avec lesquelles nous sommes en rapport, de nous consentir un emprunt, c'est-à-dire, en définitive, de nous réexpédier tout ou partie des capitaux que nous avons transportés chez elles.

Une dette extérieure se trouve ainsi constituée ou accrue. Le dernier moyen dont nous venons de parler se combine généralement avec celui dont il a été question plus haut et qui aboutissait au même résultat au point de vue de la dette extérieure.

Cette dette, il est aisé de s'en rendre comptes, représente un appauvrissement de la nation puisqu'elle représente le total des capitaux *circulants* qui devraient, si un règlement intervenait, sortir de cette nation (1).

Au 1er août 1918, cette dette extérieure — il n'y en avait pas avant la guerre — était évaluée à environ 26 milliards. Dans le calcul de l'appauvrissement de la France résultant de la lutte mondiale, c'est donc au passif qu'il convient de porter cette somme, de même qu'il y faudrait aussi porter la diminution constatée de nos créances sur l'étranger.

En ce qui concerne la dette d'Etat — qui est celle dont le chiffre a été donné plus haut — on peut prétendre à quelque précision. Mais en matière de dette extérieure, la dette d'Etat n'est pas tout. Pour être exact, il faudrait joindre à son chiffre le total des dettes particulières contractées pendant et à l'occasion de la guerre, par certains de nos nationaux envisagés individuellement. Il est difficile ici, d'apporter un chiffre, ce qui est regrettable. Néanmoins, les besoins pendant la guerre ayant été très grands — et les exportations très petites — si on ne peut déterminer le montant de cette dette particulière, on la pressent considérable. On trouve la même difficulté dans l'évaluation de la diminution de nos créances, cette diminution étant surtout résultée du commerce extranational entre particuliers.

Il pourrait encore arriver que le total des capitaux *circulants* existant en France après la guerre soit moindre que ce qui s'y trouvait avant. Naturellement cette différence, si elle se constatait, devrait figurer au passif, du côté de l'appauvrissement ; de même qu'il conviendrait de porter à l'actif, du côté de l'enrichissement, la différence contraire.

Il faut remarquer cependant qu'on se trouve ici en présence d'une

(1) Nous avons là tous les éléments pour résoudre la question souvent posée de savoir si l'emprunt à l'extérieur est ou non une cause d'apauvrissement. Si le produit de cet emprunt est employé à une circulation normale, productrice de capitaux *fixés*, il est clair qu'il n'appauvrit pas le pays, car la cause d'appauvrissement qu'il est, est largement compensée par l'enrichissement qu'a procuré au pays l'apparition de capitaux *fixés*. Il peut même être une cause d'enrichissement. Mais si, au contraire, il est affecté à une circulation *à vidé*, il est tout aussi évident qu'il appauvrit le pays, puisque aucun enrichissement à l'intérieur ne vient balancer cette dette, facteur d'appauvrissement.

D'un autre côté, la dette intérieure elle-même peut devenir une cause d'appauvrissement, par exemple quand les rentiers dépensent une partie de leurs rentes au dehors ou exigent pour la satisfaction de leurs besoins des produits exotiques — ce qui arrive fatalement quand de grandes fortunes ont été faites. La dette intérieure devenant ainsi une cause d'exportation des capitaux *circulants*, concourt à l'appauvrissement du pays.

La distinction, à ce point de vue, des dettes intérieure et extérieure est donc des plus délicates.

question fort complexe. Pour faire face au besoin de capitaux *circulants*, on a, en effet, fort poussé l'émission de papier-monnaie, et cette surémission, comme nous l'avons vu, a diminué la valeur des capitaux *circulants* préexistants. Comment, dans ces conditions, procéder à une comparaison? Comment estimer les capitaux antérieurs recensés en France, en leur valeur actuelle, ou réciproquement? La chose peut se faire, évidemment, mais il n'en sera pas parlé ici, cela nous entraînerait trop loin. C'est pourquoi je me borne à cette indication.

Ainsi, le chiffre global de la dette, si élevé soit-il, n'est point, en soi, une indication que, du fait de cette dette, le pays se soit appauvri ; non plus qu'il n'est une mesure de cet appauvrissement. Dans le calcul de celui-ci, il convient de tenir compte, pour le porter à l'actif, du côté de l'enrichissement, de l'apparition des capitaux *fixés* que la circulation a tout de même pu faire naître. Au passif, côté appauvrissement, il faudra inscrire : 1° l'augmentation de la dette extérieure ; 2° la diminution des créances sur l'étranger ; 3° le cas échéant la diminution des capitaux *circulants* demeurés dans le pays.

S'il y avait fixité dans ces trois postes, il ne saurait y avoir appauvrissement global du pays quel que soit le chiffre de la dette. La mesure de l'appauvrissement est donnée par le total des variations constatées, après balance s'il y a lieu.

Influence de la dette sur les fortunes particulières.

Tout ce qui vient d'être dit s'applique à l'ensemble de la fortune, au total des richesses particulières de tous les nationaux, et ne s'applique qu'à cet ensemble. Il ne faudrait pas conclure, de ce que les énormes dépenses occasionnées par la guerre peuvent n'avoir que très peu influé sur la richesse du pays, que les fortunes particulières sont demeurées sensiblement les mêmes. Ce serait une grave erreur, car il est loin d'en être ainsi. L'état des fortunes après la guerre sera notablement différent de ce qu'il était avant.

Si, dans la globalité, il n'y a que très peu de modifications, des migrations de capitaux se sont accomplies à l'intérieur de ce total, enrichissant les uns, appauvrissant les autres. Il en est ici comme dans le cas d'un solide dont le poids n'a pas varié mais où, par suite du déplacement des molécules, le centre de gravité se trouve déplacé.

Il nous faut donc rechercher maintenant si, conséquence des dépenses de guerre, le centre de gravité des fortunes françaises ne va pas, lui aussi, se trouver transféré à une autre classe de la population que celle où on pouvait le situer avant.

Une simple remarque nous indique, dès l'abord, que l'équilibre préétabli, les rapports existant précédemment entre les fortunes, ne peuvent pas ne pas être altérés. En temps de paix, quand règne une harmonie économique relative, la circulation est normale, c'est-à-dire engendre des capitaux *fixés*. Il en résulte que quand un individu s'enrichit, la richesse qu'il accumule n'est pas nécessairement prélevée sur la part des autres. Elle peut résulter et résulte effectivement, la plupart du temps, des capitaux *fixés* que son industrie (ce mot étant pris dans son acception la plus large) a fait apparaître aux dépens de la circulation. Les richesses qu'il accumule sont donc des richesses de création nouvelle et il ne dépouille personne pour se les approprier.

Avec la circulation à vide, qui est comme on l'a vu caractéristique des dépenses de guerre, il n'en est plus ainsi. Puisque la circulation ne fait apparaître aucun capital nouveau, celui qui s'enrichit ne peut le faire en accumulant des richesses nouvelles puisqu'il n'en est point créé. Sa richesse ne peut provenir que d'une modification dans l'état antérieur des fortunes particulières. Ce qu'il a en plus, d'autres l'ont en moins. A son enrichissement particulier doit correspondre l'appauvrissement d'une foule d'autres. Or, comme en jetant les yeux autour de nous on s'aperçoit qu'une minorité a accumulé des fortunes considérables, on en déduit que pour une foule d'autres — qui peuvent n'en avoir pas encore conscience d'ailleurs — l'abaissement dans l'échelle des fortunes doit être la règle. Et plus grandes seront les fortunes des nouveaux riches, plus profonde aura été la modification dont elles seront l'aboutissant, plus différent sera l'état social d'après-guerre de celui d'avant-guerre.

Par quel mécanisme cette transformation a-t-elle pu s'opérer ? L'action de l'Etat, dans l'ensemble de ces causes, s'exerce dans une double direction: par ce qu'il fait, par ce qu'il n'empêche pas.

Dans ce qu'il fait, il faut citer l'expédient auquel il a trop eu recours, de se procurer des capitaux *circulants* en intensifiant l'émission de papier-monnaie. Le résultat de cette inflation inconsidérée a été d'amener une hausse générale des prix. Il ne faut pas oublier, en effet, que le billet de banque n'est pas une richesse, mais le signe de la richesse. Multiplier le nombre des signes quand la richesse elle-même demeure invariable, aboutit donc à diminuer leur valeur représentative, partant à abaisser leur puissance d'achat. Une hausse des prix s'ensuit fatalement.

Cette hausse des prix est sans conséquence pour tous ceux qui sont détenteurs de capitaux *fixés*. Ceux-ci, on le sait, donnent leurs fruits par l'intermédiaire du revenu dont ils sont l'origine.

Quand la hausse des prix se manifeste, ce revenu se trouve relevé dans la mesure où les prix ont augmenté. Le détenteur du revenu, produit par le capital *fixé*, ne s'aperçoit donc point de cette hausse des prix. Sa fortune augmente avec ceux-ci.

Mais il n'en est point de même pour ceux dont le revenu n'est pas produit par un capital fixé, ce qui est le cas de tous ceux qui doivent le toucher en numéraire et pour lesquels il est représenté par une somme fixe et forfaitaire de numéraire. Il en est ainsi, par exemple, pour les retraités et pensionnés de l'Etat, pour ceux qui ont converti leurs capitaux en rentes viagères, pour les porteurs de fonds d'Etat, etc... C'est aussi le cas, mais momentanément seulement, pour les propriétaires qui ont loué des immeubles. ces derniers, quand la location viendra à expiration, pourront relever leurs revenus pour les mettre en harmonie avec la hausse des prix.

L'argent que l'Etat s'est procuré de cette façon par son émission inconsidérée de papier-monnaie, il n'a pu en avoir la disposition qu'en en dépouillant, en quelque sorte, ceux qui en étaient légitimement propriétaires. Ces derniers sont donc, en somme, appauvris par l'emploi d'un tel procédé. Il ne faut pas oublier que la surémission est la forme actuelle et élégante de l'altération des monnaies.

Ce qui est le plus singulier, dans cette façon de procéder, c'est que c'est surtout aux dépens de ses créanciers antérieurs que l'Etat se procure de l'argent. Ces pauvres créanciers sont-ils donc tellement taillables et corvéables? Quand le créancier est M. Dimanche, cette façon de lui soutirer de l'argent sous prétexte de lui rendre la vie plus facile, amuse le spectateur ; mais quand le créancier est M. Tout le Monde, on ne saurait avoir l'absolution aussi facile. Et quand traite-t-on ainsi les créanciers du passé? Précisément au moment où l'on désire accroître leur nombre pour l'avenir. Plaisante conduite en vérité! Et combien il est heureux, pour ceux qui ont ces désinvoltes façons d'agir, que la généralité ne voie goutte dans cette manière de veiller sur ses intérêts?

Tout l'argent recueilli par l'Etat, soit de la façon dont nous venons de parler, soit par l'emprunt, soit par d'autres manières encore, est lancé dans la circulation. Une immense vague de milliards a ainsi déferlé sur le pays; tous les habitants se sont efforcés d'en détourner quelque ruisselet. Mais, il faut le dire, tous n'y ont pas réussi; c'est d'une manière très inégale que le Pactole s'est déversé dans la multitude des escarcelles béantes.

A la très grande majorité, ce sont des miettes — et chichement mesurées — que le partage (si l'on peut sans euphémisme employer

un tel mot) a assignées. Je crois que je ne serai contredit par personne en affirmant que ce ne sont pas les allocations payées aux familles des militaires, voire même les indemnités de cherté de vie accordées aux fonctionnaires, qui ont créé de nouveaux riches. L'héroïque poilu non plus n'a pas fait une fortune avec les soldes successives — même augmentées de l'indemnité de tranchée — qui lui ont été allouées. Dans ces deux cas, beaucoup de parties prenantes; mais, dans le total formidable des dépenses, elles ne se partagent qu'une infime portion.

Il n'en va pas autrement des ouvriers et ouvrières qui auront reçu une part de ces sommes sous la forme de salaires. Sans doute, ceux-ci se sont élevés, mais le prix de la vie aussi. Il y aura je crois peu d'exemples d'ouvriers pouvant vivre des rentes produites par leur gain pendant ces années de guerre. Pour ces différentes catégories, la part prélevée sur les dépenses de l'Etat leur a servi à faire face aux nécessités de l'existence : rien de plus.

Mais les fournisseurs de guerre, les intermédiaires, les faiseurs, ont su canaliser ce Pactole et le faire déverser dans leurs coffres-forts, sous forme de bénéfices exagérés, quand ce ne fut pas par le moyen de fraudes ou de fournitures imaginaires. C'est dans ce cercle — d'ailleurs assez restreint — de nouveaux riches qu'est tombée la plus grande partie des nombreux milliards de dépenses engagées par l'Etat.

Comment? Oh! le mécanisme en est assez simple! Ce n'est pas d'emblée et d'un seul coup que le raz de marée des milliards s'est étendu sur la France. Il est résulté de la totalisation de vagues successives qui constituent autant de cycles de circulation dont chacun prend la suite du précédent. Il en est de ce nombre respectable de milliards comme des armées imposantes que l'on voit défiler sur les scènes des théâtres de quartier, où les figurants sortis par une porte rentrent par l'autre!...

L'Etat a lancé sa première vague de milliards. Ils se sont aussitôt répartis de la façon indiquée plus haut : les uns ont trouvé dans cette manne leur subsistance et seulement leur subsistance ; d'autres, moins nombreux, l'ont accumulée dans leurs coffres-forts. Ce premier cycle étant fermé, l'Etat ayant besoin d'argent cherche à en emprunter. Pour cela il offre un joli intérêt. Les bénéficiaires du premier cycle sortent leurs réserves — qui proviennent de l'argent de l'Etat — et les lui prêtent. L'Etat lance ces capitaux dans une nouvelle circulation qui se développe exactement de la même façon, la plus grosse part venant s'accumuler exactement dans les mêmes cassettes. Nouveau besoin de l'Etat, nouvel emprunt, nouveau prêt, nouvelle accumulation. Un cycle copie l'autre et toujours

la richesse gonfle les mêmes poches; le nombre des cycles, et partant le volume de la richesse accumulée, croissant avec la longueur de la guerre.

En fin de compte, quand ce régime sera terminé, comment s'établira la position des uns et des autres? Les moins favorisés (allocataires, etc.) auront le souvenir d'avoir vécu, plus ou moins bien, mais enfin vécu sans trop de peine. Les heureux, les nouveaux riches auront leur caisse pleine : leur fortune sera faite. En quoi consistera-t-elle? Pour une part — pas très grosse — en capitaux *circulants;* pour une autre en ces capitaux *fixés* (usines créées, matériel établi, etc.) que nous avons vu être tout de même créés par cette circulation de guerre; pour la majeure partie en titres de rente sur l'Etat français.

Et que constituent ces rentes? Une hypothèque sur le futur revenu national. Le droit, et le droit privilégié, de toucher une part plus ou moins large du revenu national dans les années qui viendront, aussi longtemps que l'Etat n'aura pas racheté ce droit Les rentiers de l'Etat sont des créanciers hypothécaires de la future production du pays.

Mais, dira-t-on, ce n'est pas cela qui appauvrit les autres! Pour le moment, non; mais pour l'avenir, si, puisqu'il donne à des favorisés qui ne feront rien, le droit de dépouiller, d'une partie du fruit de leur travail, d'autres qui travailleront. Ces titres de rente représentent la certitude que le revenu national sera, dans l'avenir, réparti d'une certaine façon — tout à l'avantage des bénéficiaires de la guerre — et d'une façon autre que celle qui aurait été la règle s'ils n'avaient pas été créés.

Pour bien comprendre ce qui se passe, revenons à l'exemple imaginé plus haut, où une usine tente, sans résultat, de creuser un puits artésien. La collectivité, avons-nous vu, n'est pas appauvrie. Oui; mais les actionnaires de l'usine le sont, car ils ont subi une perte. Si les capitaux *circulants* qu'ils ont dissipés avaient été empruntés, il faudrait chaque année prélever, sur le revenu de l'usine, la somme nécessaire au service de leurs intérêts. Ce revenu serait diminué d'autant.

De même, les milliards dépensés par l'Etat n'ont pas appauvri la collectivité, c'est entendu. Mais il est tout de même quelqu'un qui est plus pauvre du montant de ces dépenses : ce quelqu'un c'est l'Etat qui devra, sur le futur revenu national, prélever avant tout, les sommes nécessaires au service de cette dette.

Mais l'Etat n'est qu'une fiction au travers de laquelle transparaissent les citoyens. C'est donc la totalité des citoyens qui sera, dans l'avenir, plus pauvre de ce prélèvement. Or, ces citoyens ont

précisément, comme membres de la collectivité, encaissé les capitaux ainsi semés. S'ils supportent une perte d'un côté, ils sont bénéficiaires de l'autre, ou tout au moins il peut arriver qu'ils l'aient été.

Dès lors, nous serions en présence d'une opération blanche pour chacun des citoyens, si chacun supportait des charges précisément dans la proportion où il a bénéficié; si le prélèvement sur la part de chacun, dans le revenu national, était exactement suffisant à payer les intérêts de la partie de la dette qu'il détient — s'il en détient. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, il n'y aurait appauvrissement pour personne; il est vrai qu'il n'y aurait, non plus, enrichissement pour personne.

Mais l'enrichissement de certains, qui est indéniable, nous montre qu'il n'en est point, qu'il ne peut en être ainsi. C'est même le contraire qui arrive. Pour trouver plus aisément les capitaux *circulants* dont il a besoin, l'Etat a décidé qu'il ne demanderait aucune contribution au titre de la créance qui le lierait au prêteur. Par suite, les charges ne peuvent être en raison de l'enrichissement procuré par la détention de ces créanciers. Sans doute, en l'état actuel de la législation fiscale, ces heureux bénéficiaires paieront bien quelque chose au titre de l'impôt général sur le revenu, mais ce quelque chose sera loin d'être en proportion des avantages provenant de l'accumulation de capitaux ou titres de rentes, que leur a permis la prodigalité de l'Etat. Ils ne paieront pas plus, par exemple, pour leur revenu, s'il dépasse la somme minimum fixée comme n'étant pas passible de l'impôt général sur le revenu, que ne contribuera leur voisin pour ses seuls salaires ou émoluments.

En revanche, comme les arrérages de la dette d'Etat sont prélevés sur les sommes produites par le recouvrement de tous les impôts, à celui qui n'aura en rien bénéficié des dépenses engagées par l'Etat, ou à qui elles auront servi seulement à vivre pendant la période critique, il sera demandé de contribuer plus que ses forces ne le permettent.

Comme l'impôt indirect jouera un grand rôle dans le total contributif de chacun, le prélèvement qui sera opéré sur le revenu de ceux qui n'ont retiré des dépenses de guerre aucun bénéfice permanent — revenu qui sera les 3/4 du temps constitué par leur salaire — pourra atteindre et même dépasser 35 %, tandis que ce même prélèvement sur le revenu de ceux qui auront canalisé l'argent jeté par l'Etat de la circulation sera de 2 à 5 %.

La richesse des bénéficiaires sera donc bien constituée par l'appauvrissement du plus grand nombre. Dans la distribution des

futurs milliards d'arrérages, une minorité, très petite minorité, détenant les trois quarts des créances nationales ne contribuera certainement pas pour un dixième dans la somme qu'exigera le paiement de ces arrérages, et les neuf autres dixièmes seront fournis par la masse de ceux qui n'auront rien à encaisser.

En d'autres termes, le revenu national sera partagé, après la guerre, en conséquence de ces dépenses d'Etat, d'une façon toute différente de celle d'après laquelle il l'était avant. Plus étant proportionnellement demandé aux classes non possédantes, c'est dire que la part du travail sera amoindrie; conséquemment, celle du capital sera augmentée. L'iniquité de la répartition d'antan, qui était déjà la règle, sera renforcée. De nombreux éléments sociaux, qui aspiraient à se ranger dans les classes moyennes, seront rejetés dans le prolétariat. Celui-ci se trouvera ainsi augmenté en nombre, juste au moment où la part qu'il pourra prélever dans le revenu national sera diminuée. La classe moyenne est appelée à disparaître. Une infime partie montera au degré supérieur : elle sera constituée par ceux qui ont pu puiser dans le Pactole. Le gros sera rejeté dans le prolétariat. Enfin, tout en haut, se trouveront, ceux qui ont eu toute latitude pour aspirer les fonds formidables d'un budget, je ne dirai même pas mal défendu puisqu'on ne demandait qu'à le livrer!...

La coupure entre le travail et le capital sera plus nette, plus profonde. Un malaise général, résultant de ces concentrations de richesses et de charges à deux pôles opposés, naîtra, générateur de luttes sociales plus aiguës, plus inexpiables que dans le passé. Et plus le chiffre des dépenses d'Etat sera élevé — lisez plus les gaspillages auront été grands — plus le fossé s'approfondira. La richesse à partager sera toujours la même, mais le partage fera de plus en plus de mécontents, poussera de plus en plus à la désagrégation du corps social!...

Avant de quitter ce sujet, encore une remarque. Ce ne sont pas les dépenses d'Etat dont il a été parlé, ai-je dit, qui peuvent appauvrir le pays; même si elles sont gaspillage pur. La nation conservant ses richesses, il n'y a pas appauvrissement; mais uniquement si on se place au point de vue absolu. Comme d'un autre côté, ces gaspillages grossissent la dette, ils grossissent également la part qui sera prélevée sur le travail après la guerre. Partant ils feront naître le besoin de salaires élevés, et aboutiront ainsi au relèvement du coût de production des denrées alimentaires et objets manufacturés.

Or, si dans la nation à côté le gaspillage a été moindre, le prix de revient des denrées et objets sera moins élevé : ce sera une prime

à l'exportation, à la prospérité. Cette nation nous devancera dans la voie de l'enrichissement ; nous ne tarderons pas à être plus pauvres qu'elle. On voit donc que si les gaspillages ne sont pas une cause d'appauvrissement absolu, ils en sont une et une grande d'appauvrissement relatif. Et au fond, c'est surtout celui-ci qui importe. C'est donc une raison capitale pour dénoncer le rôle néfaste des gaspilleurs et flétrir leur triste incurie.

Il nous reste encore à envisager le cas où dans les dépenses ou augmentations de dépenses amenées par la guerre, l'Etat ne joue pas un rôle actif, où la nocivité de son action vient non de ce qu'il a fait, mais de ce qu'il n'a pas fait. C'est ce qui est arrivé, notamment, avec les hauts prix qu'il a laissés pratiquer, alors qu'il aurait tout de même pu faire quelque chose pour les empêcher d'atteindre l'attitude dont tout le monde se plaint. Il est vrai qu'il convient d'ajouter que l'Etat était mal placé pour tenter une telle constriction, car neuf fois sur dix, c'est lui qui fut la cause de cette envolée des prix.

Les commerçants de gros en triplant et quadruplant leurs prix — ce qui ne veut pas dire que leurs bénéfices, aient cru dans les mêmes proportions, loin de là — ont joué exactement le même rôle que les fournisseurs de guerre. Seulement, tandis que l'argent de ceux-ci provenait uniquement des emprunts de l'Etat, celui des commerçants avait une double origine. Pour une part, il provenait aussi des emprunts de l'Etat, puisqu'ils pillaient sans vergogne les allocataires, les fonctionnaires bénéficiaires de l'indemnité de cherté de vie, les soldats, etc... Pour l'autre part, il avait son origine dans les fonds possédés par les particuliers.

L'action de ces commerçants doublait donc et complétait celle des fournisseurs de guerre. Elle la doublait en ce sens qu'ils étendaient sur la multitude des civils pris isolément, cette emprise pécuniaire que les fournisseurs de guerre limitaient — par force — au seul Etat ; ils le complétaient en s'appropriant, dans les fonds lancés dans la circulation par l'Etat, ceux — allocations, salaires, indemnités de cherté de vie — qui échappaient aux autres.

Les derniers ont parfait, intensifié, rendu plus profonde l'action des premiers. Travaillant, chacun de leur côté et indépendamment les uns des autres, aux mêmes buts, ils ne pouvaient que parvenir aux mêmes résultats dont la portée était ainsi exaltée, en même temps qu'ils en rendaient les conséquences plus inéluctables.

D'une autre façon encore, l'Etat porte la responsabilité de l'état de choses qui aura été créé tant par les dépenses qu'il a engagées directement que par les hauts prix qu'il a laissé prévaloir. S'il

avait, comme ce fut le cas aux Etats-Unis et en Angleterre, par exemple, imposé les fortunes dérivant des bénéfices de guerre à un taux très élevé — 80 o/o dans les deux nations en question — il aurait, en diminuant par là même le montant des dépenses de guerre, comprimé le chiffre des fortunes réalisées. Par faiblesse, il a laissé faire; moralement il est complice. De toute façon les gouvernants ont une responsabilité énorme dans les conséquences sociales qu'entraînera le côté financier de la guerre.

Conclusion.

En résumé, quel que soit le montant de dépenses engagées en vue de mener la guerre, elles ne peuvent aboutir — abstraction faite de la dette extérieure contractée et des créances sur l'étranger diminuées — à un appauvrissement absolu du pays. Mais si toute la méthode, toute l'économie désirable n'ont pas présidé à ces dépenses, s'il y a eu gaspillage, il y aura appauvrissement relatif du pays par rapport aux autres nations. Nous sommes appelés à supporter dans l'avenir les conséquences de notre mauvaise administration financière actuelle.

Cependant, si la richesse globale du pays n'est pas autrement atteinte par les dépenses considérables que l'Etat aura été contraint de faire, il en sera tout autrement des richesses particulières des individus vivant dans le pays. Le rapport actuel de ces fortunes sera grandement modifié. La répartition du revenu national entre ceux qui collaborent à sa création ne sera plus, après la guerre, ce qu'elle était avant. La part du travail sera encore diminuée, au profit du capital, dont la concentration entre un nombre plus restreint de mains sera plus grande.

La classe moyenne va se trouver si atteinte qu'elle se verra contrainte de renoncer au rôle qu'elle joue actuellement. Quelques-uns de ses membres, très rares, passeront dans la classe riche; le gros de ceux qui la constituent viendra grossir les rangs d'un prolétariat qui, quoique devenu plus nombreux, disposera de moins de richesse.

L'opposition entre le capital et le travail, le fossé qui les sépare étant rendu plus profond, ne perdra rien de son acuité : au contraire. Ce sont donc des luttes sociales qui s'annoncent, luttes des plus regrettables mais des plus justifiées, si des mesures efficaces ne sont pas prises en temps utile pour contrebalancer les conséquences d'un état de choses qu'il n'a pas été en notre pouvoir d'éviter — mais sur lequel nous aurions tout de même pu influer par une plus sage administration.

C'est à l'étude de ce problème que doivent se consacrer tous ceux qui veulent qu'à la guerre actuelle succède une paix exempte de luttes sociales et génératrice de prospérité.

A. P. SERÇA.

Les Réalités de la guerre

La première victoire que doit remporter un chef, c'est une victoire sur lui-même, sur le doute qu'il a de sa valeur, de sa chance ou de la puissance des moyens mis à sa disposition.

Plus s'accroît la puissance des moyens matériels en usage dans la conduite d'une guerre et plus la puissance morale des combattants se voit impartie d'un rôle plus considérable : il faut un moral mieux trempé pour résister aux bombardements modernes qu'aux salves de canons système Gribeauval. Or, fait curieux, presque automatiquement, la puissance morale d'une armée suit fidèlement l'évolution de sa puissance matérielle et en est en quelque sorte fonction.

Soigner le moral d'une troupe, c'est uniquement pour trop de chefs lui cacher tout ce que la situation peut avoir de défavorable pour elle.

Plus on s'élève dans la hiérarchie militaire et plus le devoir est aisé et de moins en moins périlleux à accomplir ; il finit par se résumer uniquement à contraindre les autres à faire leur devoir.

L'égalité devant l'impôt du sang est la plus funeste utopie démagogique et entraînera le déclin, la perte fatale de la nation qui l'observera rigoureusement. Peut-on, en effet, comparer une seule seconde, au point de vue conséquences sociales et économiques, la perte de l'élite intellectuelle d'un pays avec celle d'un nombre équivalent de manœuvres, d'ouvriers ou de paysans ?

Le vrai rôle, la mission de l'élite intellectuelle d'une nation ne consiste pas à partager avec la masse les misères et les dangers de la guerre mais, par quelques sacrifices individuels aussi complets et typiques que possible (et toujours volontaires), de concrétiser le devoir patriotique, de le rendre tangible pour frapper l'imagination, de servir d'exemple et de « leçon de choses » à la masse brutale de la nation.

Il serait plus économique et plus *prudent* pour un peuple, surtout pour une démocratie, de récompenser un général victorieux par une importante dotation en argent que par de trop vives manifestations d'honneur, d'amour et de gloire. Sinon, par gratitude, les citoyens pourraient avoir l'idée de donner le pouvoir suprême à leur sauveur, ou celui-ci, devant l'enthousiasme qui l'entoure, pourrait

avoir la tentation de s'en emparer. Par cette dotation, au contraire, les citoyens sentiraient leur reconnaissance tangiblement acquittée, le général ses services reconnus et récompensés.

Les plus éclatantes et surprenantes victoires ont toujours été remportées par des troupes à l'imagination ardente, au cœur prompt à s'enflammer pour un homme ou pour une idée.

Un gouvernement ne voit pas d'un mauvais œil une guerre qui se prolonge engendrer un nombre de plus en plus considérable de ses profiteurs civils ou politiques. Quoique ceux-ci soient la plupart du temps nettement répréhensibles au point de vue légal, disciplinaire ou moral, ils n'en deviennent pas moins les soutiens inavoués mais fermes, dévoués et indispensables du gouvernement qui, complaisamment et par calcul, ferme les yeux sur leurs coupables agissements. S'il sévit parfois contre quelques-uns d'entre eux, c'est à son corps défendant, devant un scandale d'une évidence trop révoltante, pour se blanchir aux yeux de l'opinion et aussi pour refaire une sorte de virginité morale, par ces rares exemples individuels de châtiment à grand orchestre de publicité, au gros des profiteurs de guerre.

Et c'est ce qui fait que, dans chaque guerre, l'on assiste à ce paradoxe d'une cruelle ironie : une guerre si sainte en soit la cause, si juste le but, si légitime la conduite ne pouvant éviter d'être soutenue par l'appui de la crapule financière ou politique qui en tire scandaleusement profit, par l'avilissement, dans une partie de plus en plus grande de la nation, de ses buts, de ses causes et de sa conduite.

La justice et le désintéressement d'une guerre résistent mal à sa conclusion trop entièrement victorieuse.

Une guerre engagée pour des motifs d'honneur est souvent plus âpre et moins désintéressée qu'une guerre engagée pour d'immédiats intérêts purement matériels.

Dans l'intérêt bien compris de son avenir, au cours d'une guerre, un peuple, au lieu d'envoyer au feu et de faire décimer toute sa jeunesse, ne ferait-il pas mieux d'exposer au danger ses vieilles classes, réservistes ou territoriaux? Ceux-ci. en effet, ont, pour la plupart, accompli le principal de leur devoir social : ils ont des enfants ; leur mort ne privera donc la nation que d'une unité et ils ont déjà, par avance, pourvu à son remplacement. Tandis qu'avec un jeune homme qui meurt c'est non seulement une unité qui disparaît mais une, deux ou trois autres représentées par les enfants qu'il aurait pu avoir.

Et ce qui est vrai au point de vue du maintien de son chiffre normal de population l'est également en ce qui concerne le maintien de la valeur normale intellectuelle d'un peuple : à de rares exceptions près, il vaut mieux sacrifier un cerveau de 40 ans déjà cristallisé et figé dans son évolution intellectuelle qu'un cerveau de 20 ans riche d'aspirations audacieuses, fécondes pour l'avenir de la nation et génératrices de progrès.

La guerre ne peut avoir un effet moralisateur et tonique sur un peuple que si celui-ci possède une armée nationale qui oblige ainsi chacun de ses citoyens à en partager les peines et les périls ; sinon, s'il délègue, pour la faire, une armée de métier, la guerre risquera de n'avoir au contraire qu'une action pernicieuse et dissolvante.

Pour pouvoir vaincre ses ennemis ou ses rivaux, un peuple doit commencer par se vaincre lui-même ; et cette victoire sur son égoïsme, ses bas instincts de jouissance matérielle immédiate et de plaisirs faciles est souvent plus ardue à remporter qu'un succès militaire sur les champs de bataille.

Dans une démocratie, une conclusion victorieuse trop rapide et trop triomphale d'une guerre parant un homme — le général vainqueur — de la plus sublime auréole, peut saper le régime, le renverser même, car elle aura redoré le prestige de l'action et de l'autorité uniquement personnelles et réconcilié ainsi les esprits avec l'idée du pouvoir personnel. Une guerre longue, incertaine et pénible le renforce au contraire de par les déceptions successives éprouvées à l'égard des différents chefs qui assumèrent le poids du commandement suprême, ébauche presque complète du pouvoir personnel monarchique.

Ce n'est que la victoire obtenue que se peut vraiment mesurer le degré de justice d'une guerre, car c'est seulement à ce moment que se révèlent les buts de guerre dans toute leur vérité.

La dernière victoire d'un peuple vainqueur, et non la plus importante et la moins difficile ? Pouvoir, à l'heure du succès définitif, vaincre ses mauvais appétits, ses viles ambitions, les dangereuses suggestions de sa puissance désormais sans frein matériel. Que de vainqueurs ont ainsi compromis leur triomphe et se sont voués à des lendemains désastreux pour n'avoir pas su remporter cette victoire sur eux-mêmes.

Il ne faut pas croire que, dans une guerre, la nation et l'armée qui connurent, les premières la victoire, aient, de ce fait, à jamais

mis leur moral à l'abri de toute possibilité d'affaiblissement et même d'effondrement ; pour peu que la guerre se prolonge il risque au contraire d'être dangereusement menacé. Voici pourquoi : il tarde à une armée victorieuse de jouir du fruit de ses victoires et d'en recueillir le prix ; elle sent que la nation ne se montrera pas avare envers elle dans l'enivrement des premiers succès. Or, une trop longue durée de la guerre fait tomber cet enivrement ; l'impatience de la nation à jouir d'une paix victorieuse s'exacerbe chaque jour davantage ; sa reconnaissance éperdue des premiers jours fait place à un sentiment d'étonnement, d'incompréhension, de suspicion : « Qu'étaient-ce donc ces splendides et définitives victoires annoncées à grand fracas par l'état-major ? Existèrent-elles seulement puisque l'ennemi soi-disant vaincu se refuse toujours à solliciter la paix ? » D'où méfiance de la nation vis-à-vis de l'armée, mauvaise humeur et lassitude de celle-ci qui ne se voit plus acclamée et entourée de sollicitude et qui pressent qu'à l'heure de la paix on lui marchandera les témoignages matériels de reconnaissance. Aussi comment s'étonner que le moral du vainqueur s'affaiblisse chaque jour davantage devant cette mutuelle et croissante déception ?

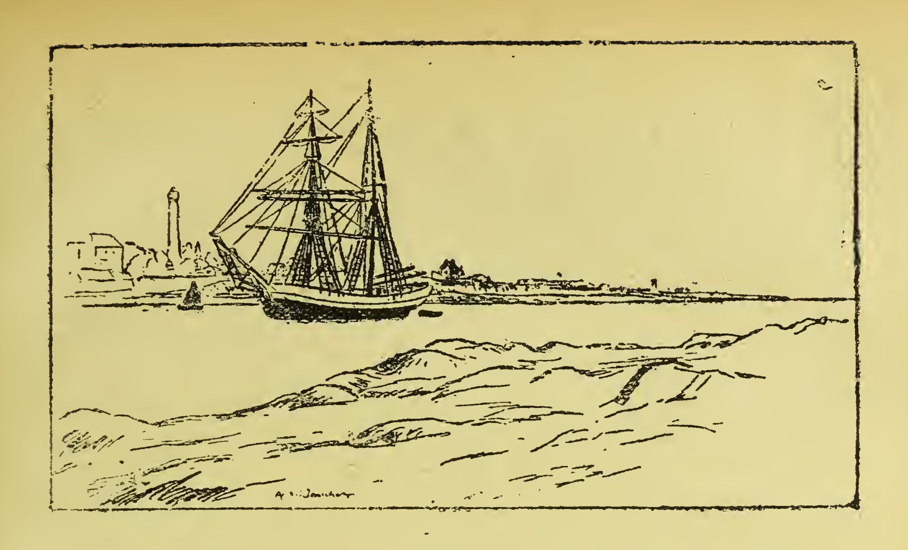
La servitude militaire n'a de grandeur que dans la mesure où l'on en a conscience et où elle heurte nos sentiments ou notre raison.

« L'ennemi je m'en charge, pourrait dire un gouvernement en temps de guerre qui se prolonge, mais qui se chargera de vaincre l'égoïsme et les basses ambitions de mon peuple ? »

Parlez de guerre à n'importe qui : ce mot spontanément n'éveillera dans son imagination qu'images de gloire et de triomphes ensoleillés — Austerlitz — jamais de mort hideuse et de désastres — Waterloo. Ce n'est qu'à la réflexion, par l'intervention voulue de sa raison, que toute l'horreur qu'il contient lui viendra à l'esprit. Et encore se sentira-t-il gêné, humilié et comme coupable d'oser évoquer cette horreur ; cela lui paraîtra presque une sorte de sacrilège. Pourquoi ?

Les guerres entre démocraties seront plus âpres, plus intéressées que les guerres entre régimes monarchiques pour la raison que les appétits à satisfaire seront multipliés : au lieu d'avoir à assouvir les appétits d'une maison régnante et de quelques-uns de ses soutiens, il faudra satisfaire ceux de la masse — combien exigeante — des citoyens d'un peuple.

Dr RAYMOND GROC.



A travers la Quinzaine

La Découverte de l'Américain

Christophe Colomb a « trouvé » l'Amérique ; nous avons découvert, nous, l'Américain. Nous l'avons découvert à notre manière, qui est pleine d'entrain et de confiance, mais un peu indiscrète et loquace, et nous l'avons imité. Nos vêtements et notre démarche ont pris quelque chose de son allure plutôt raide, et nous nous taillons le poil de court et en accent circonflexe sous le nez, sans prendre garde que cette façon de se raser, supportable, à la rigueur, pour des visages impassibles et anguleux, devient, sur nos figures molles et mobiles, réjouissante ou ridicule. Enfin, nous avons sacrifié, en l'honneur de nos grands amis, notre barbe et notre moustache nationales.

Ils apportaient de quoi nous étonner, et de fait, ils nous ont tellement surpris que la légende s'est emparée de leurs gestes pour les tourner, malheureusement en vain, à notre édification. Nous avons admiré ces gens qui semblaient se plier sans effort à une discipline intérieure et muette, et qui obéissaient sans qu'on les commandât. Nous sommes restés pétrifiés en apprenant que l'administration même ne leur imposait pas et qu'ils n'avait pas plus besoin de lois, de décrets et de circulaires, que de bureaux. Et le jour où l'on a inventé — car une telle chose n'est pas possible en France, ni ne le sera jamais — le jour où l'on a inventé, qu'ayant besoin d'une ligne de chemin de fer, ils l'ont construite après en avoir demandé,

par politesse, la permission qui n'est arrivée, naturellement, que lorsque les trains roulaient, nous sommes tombés en frénésie.

Depuis, nous avons tout accueilli sur ces êtres étonnants : les ports creusés en quinze jours, les maisons qui sautent pour faire place à des docks, le renouvellement instantané d'un outillage. Nos campagnes, émues, voyaient avant la guerre, des cirques — toujours américains : quinze cents personnes, trois cents chevaux — dans les vingt-quatre heures installer un campement plus vaste qu'un village, donner deux représentations et disparaître. Ce passage fulgurant s'inscrivait en traits ineffaçables dans la mémoire des vieux paysans. Nous connaissons cet état d'esprit. Et déjà, la réalité : quelques millions de soldats, jaillis en moins d'un an du sol et de la mer, n'était pas mal. Mais il nous faut du merveilleux.

Nous avons oublié du coup nos facultés, parfois déplorables, de critique, et nous nous sommes sentis disposés à recevoir ce que nous ne comprenions plus. Certes, la guerre a redonné un terrible sens à des phrases que nous trouvions désuètes sur la patrie et sur l'humanité. Il n'a rien moins fallu que le secours indispensable qui nous est venu d'outre-Atlantique, pour nous imposer le sérieux des gens sérieux et nous faire accueillir avec délire le masque puritain de ce protestant de Wilson, qui a voulu que la Justice triomphât.

Mais nous sommes toujours les mêmes ! Nous admirons et nous n'imitons pas, sauf peut-être l'externe et l'accessoire, au fond, ce qui nous dessert. Nous avons été joyeusement scandalisés de voir nos amis se moquer de notre caricaturale administration qui, cependant, continue à nous courber, sous sa tyrannie anonyme et collective. Nous balbutions avec un enthousiasme d'étudiant des mots pleins d'importance : « Organisons..., capital..., travail..., reconstitution nationale..., technocratie, plus de politique, temps nouveaux..., hommes nouveaux... » Et nous laissons, les mêmes hommes aux mêmes fonctions, les choses revenir au cours désastreux où la guerre les avait surprises voici plus de quatre ans.

Je ne plaisante pas, hélas ! Nous avons improvisé la guerre, nous sommes un peu en train, je crois, d'improviser la paix, et je crains que cela nous réussisse moins. Nos rois du ravitaillement qui, jusqu'ici, se sont contentés d'à-peu près et de décisions de fortune, continuent ; on bataille assez misérablement sur le problème de la démobilisation ; les diplomates officiels gardent, sur les épineuses questions qu'ils sont chargés de résoudre un silence inquiétant; le capital et le travail ne fraternisent pas encore dans la même tranchée.

« Les patrons n'ont rien appris à la guerre », me disait ces jours-ci un cégétiste, d'ailleurs plein de sagesse et de culture. Ils ne sont pas les seuls ! Je doute que nos députés s'y soient instruits beaucoup, ni même les ouvriers. Quant aux fonctionnaires, ils ressemblent trop aux bourgeois, dont le citoyen Bissolo, de M. France, disait qu'ils ne sont pas perfectibles.

Oserai-je entrer dans un détail brûlant ? Chacun en convient en particulier, on se le murmure, pour ainsi dire, sous le manteau, on commence même de l'écrire : la démobilisation par classes, entendue à la lettre, sous une apparence d'équité, consacrerait la pire des sottises, et il conviendrait d'y substituer, ou d'y joindre, la démobilisation par catégories, celle qui rendrait à la vie civile les éléments indispensables à la reprise de quelque activité nationale. On hésite pourtant, et l'on se tait ; on a peur de mécontenter nos soldats mêmes à qui l'on se permet de ne pas se fier et qui ne s'indignent et ne protestent que lorsqu'on leur cache la vérité. On attribue au peuple, qui vaut mieux que cela, de menus soucis de politiciens.

En des articles judicieux, d'autre part, je vois un homme comme M. Gauvain, qui, au cours de la guerre, a eu si souvent raison contre la diplomatie officielle, avertir du danger qu'entraîne le retard des préliminaires de paix dont l'absence, finalement, contraindra les plénipotentiaires d'aborder la masse des problèmes qui leur seront posés dans quelque confusion. Il crie, lui aussi, dans le désert, dans un désert de bruit.

Et enfin, si les élections s'approchent, que seront-elles ? Allons-nous voir fonctionner ce genre de scrutin qui nous a valu les perles du Palais-Bourbon ? Allons-nous revoir ces mêmes Comités, ces mêmes affiches, ces mêmes hommes qui nous écœuraient déjà ? Allons-nous entendre ces mêmes voix qui n'ont cessé d'être dangereuses que lorsqu'elles ont consenti, ou qu'on les a forcées à se taire ?

Et ceci me ramène aux Américains. Nous les avons mal découverts. Laissons-leur leurs cannes, leurs chapeaux et leur façon de se faire la barbe. Causons avec eux, lisons leurs revues, leurs livres, pénétrons-nous de leur esprit et ne craignons point d'essayer à notre tour de réussir un beau programme, sans la permission des autorités. Ne croyons pas nous être donné une âme pour avoir imité une démarche.

Nos amis sont un peuple neuf. Ils ont ceci à leur avantage, qu'ils font tout naturellement ce que nous leur voyons faire. L'industrie marche vite quand elle n'a pas de routine à vaincre, et la raison en-

core plus vite, même trop, quand nul dogme ne la contient. Notre âge est notre excuse. Si une nation comme la nôtre ne meurt point, elle a besoin de se renouveler, et c'est plus difficile que de naître. Aidons-nous des Américains, en apprenant d'eux une certaine désinvolture mentale qui nous permettra peut-être de nous débarrasser de beaucoup de vieilleries, hommes et choses, que nous avons eu le tort de laisser s'accumuler dans une maison où nous habitons depuis longtemps, et aussi d'un certain ton oratoire et un peu théâtral où nous nous complaisons avec excès. Moyennant quoi nous sommes encore assurés d'un bon bail.

— « Vous me confirmez, dit M. Shippen, et nous conte Jacques Tournebroche, par la plume de M. France, que les Français sont des singes.

— « Permettez, s'écria mon père, en agitant sa lardoire, il se trouve aussi parmi eux des lions.

— « Il n'y manque donc que des citoyens, reprit M. Shippen; tout le monde dans le jardin des Tuileries y dispute des affaires publiques, sans qu'il sorte jamais de ces querelles une idée raisonnable. Votre peuple n'est qu'une ménagerie turbulente... »

Que les fils de M. Shippen, serruriers à Greenwich et venus en France en passant par New-York, contribuent à nous épargner un tel reproche. Ils auront mis le comble à ce qu'ils ont déjà fait pour nous.

Au fait, n'est-ce pas un des buts de l'enquête qu'ouvre aujourd'hui même la *Grande Revue* ?

Gonzague Truc.





La Vie littéraire

Albert Lantoine. — *Sur le temps présent : La Lanterne de Diogène* (Editions du Livre Mensuel).

Enfin voici un penseur !

Ce n'est pas M. Gustave Le Bon qui, comme chacun sait, fait profession de penser, et qui pense, et qui pense. Au reste, il ne faut pas se déssimuler que M. Gustave Le Bon est un penseur lui aussi. Et il suffit presque toujours de s'arrêter au contraire de ce que ses pensées expriment pour être très près de la vérité... Mais j'ai rencontré un penseur qui n'a point la morgue ni la médiocrité de M. Gustave Le Bon et qui se contente de rechercher la sagesse, et qui, après tout, n'est pas très éloigné de la trouver quelquefois. Il s'appelle M. Albert Lantoine et ses pensées sont recueillies sous ce titre : *La Lanterne du Cynique*. Ses pensées constituent des observations sur le temps présent et des conseils pour améliorer les institutions et les hommes du temps présent.

Les observations ne manquent pas d'être fortes et justes. Les conseils partent d'un bon naturel et d'un excellent esprit.

M. Albert Lantoine a écrit une œuvre assez diverse, un peu disparate et il s'est efforcé constamment d'atteindre à l'originalité. Pour cela tous les moyens lui ont paru dignes d'être employés. Et j'ai souvenir d'un incident déjà lointain. C'était le temps où le moindre employé de bureau jouait volontiers les Alcibiade et justement M. Albert Lantoine est peut-être, comme tout le monde, fonctionnaire à l'Hôtel de Ville ou bien ailleurs. Alcibiade Lantoine coupa donc publiquement la queue de son chien qui était un chien de race. Il écrivit une étude intitulée, si je ne me trompe : *Assassinons les vieillards*. Il démontrait fortement que les vieillards sont inutiles sinon nuisibles à la société, qu'ils encombrent sa vie,

retardent son mouvement, gênent ses progrès et que, par conséquent, il est convenable de se débarrasser d'eux par des procédés violents... Aujourd'hui, sans doute, une étude de cette nature et traduisant aussi loyalement de pareilles tendances ne pourrait être publiée... Les événements, hélas ! ont mis leur cruauté à nous priver de toute la jeunesse agissante et les vieillards ont repris dans la société la prépondérance. Il est même arrivé qu'ils dominassent dans le gouvernement civil et militaire d'une époque tragique. On a beaucoup parlé avec une sorte de dédain et comme avec un sentiment rageur d'impuissance et d'humiliation du gouvernement des vieillards... Le hasard, qui fait toujours admirablement les choses, a voulu que tout finît par s'arranger à la satisfaction générale, que les vieillards y trouvassent quelque glorieux avantage et que le très spirituel vaudevilliste Alfred Capus fût amené à se charger de couronner la tragédie en conduisant par la main M. Clemenceau à l'Académie française — à l'Académie française où M. Clemenceau est le plus jeune de tous !...

Bref, aujourd'hui le véhément et pourtant flegmatique paradoxe de M. Albert Lantoine serait inopportun. A l'époque même où il se produisit non sans verve, il ne causa aucune joie à Sarcey. Sarcey commençait d'avancer en âge et il se considéra comme visé personnellement par le projet de M. Albert Lantoine et il prit donc la défense d'une catégorie de citoyens auxquels, un certain nombre d'années plus tard, l'institution seule de la carte de pain devait faire sentir leur infériorité alors qu'ils recevaient des circonstances les plus éclatantes compensations et même des privilèges à peu d'autres pareils ! Bref, Sarcey se tint alors pour offensé ; il entra dans une fureur extrême qui le poussa à écrire un article de plus, car les fureurs extrêmes des publicistes ont souvent de graves conséquences ; il fit appel au bras séculier et c'est tout juste si M. Albert Lantoine ne fut pas poursuivi pour provocation au meurtre.

Les années passèrent ; les vieillards ne furent pas assassinés ; M. Albert Lantoine renonça pour un temps à jouer les Alcibiade et je suppose qu'il obtint de l'avancement dans son administration.



Mais déjà vous jugez le fond et aussi la forme d'un esprit singulier et sérieux et dont je dirai en outre qu'il est ferme et courageux.

Seulement M. Albert Lantoine s'exagère un peu l'audace de sa sagesse. Depuis que Sarcey est mort, si j'ose dire, il devient tout à fait normal d'imiter Diogène et il en sera ainsi tant que Sarcey

sera mort. M. Albert Lantoine dédie son livre, *La Lanterne du Cynique*, à Diogène son maître. Et il le loue dans sa dédicace d'avoir méprisé les grandeurs et la richesse. A l'heure actuelle, mépriser les grandeurs et la richesse, pour peu qu'on ait de tact et de pondération, c'est un moyen d'obtenir l'une et les autres. Et on ne court plus ces risques auxquels Diogène se flattait de n'avoir aucun instant échappé durant les quatre-vingt-dix années de son existence... Diogène n'était-il pas déjà complaisant à se sentir persécuté ? « Toutes les imprécations des tragiques, affirmait-il, se sont concentrées sur moi, car je suis exilé, sans patrie, sans habitation, errant, mendiant mon pain et vivant au jour le jour, mais une constance me met au-dessus des rigueurs de la fortune. » Je crois qu'aujourd'hui, les rigueurs de la fortune ne seraient pas particulièrement réservées au philosophe Diogène et c'est peut-être parce que nous sommes devenus enclins à négliger ce que disent les philosophes. Et c'est peut-être aussi parce que les pensées mêmes de Diogène sont devenues à peu près des lieux-communs.

Il serait bien surprenant que M. Albert Lantoine évitât complètement le lieu-commun puisqu'il s'attache à penser à la façon de son maître Diogène... Mais le lieu-commun a son prix et comment ne pas célébrer M. Albert Lantoine pour ce qu'il a voulu restaurer parmi nous la pure morale des philosophes cyniques ? Et je suppose que, encore que M. Albert Lantoine se réclame de Diogène avec quelque affectation et non pas d'Antisthène, Antisthène qui était si rude à Diogène serait accueillant à M. Albert Lantoine. Puisse M. Albert Lantoine, digne d'un si bon maître, rencontrer, dans la foule ardente à reconstituer la société selon la justice, beaucoup de bons disciples dignes de lui !

*
* *

La justice ! M. Albert Lantoine est très préoccupé de la façon dont elle s'exerce. Cette préoccupation part elle aussi d'un bon naturel et à l'heure présente où — de nombreux discours en témoignent — on a dessein d'améliorer l'existence des individus dans la société, il ne messied pas de vouloir assurer d'abord un meilleur exercice de la justice.

M. Albert Lantoine a été juré, et il s'autorise de cela pour philosopher. Il n'est pas le premier à qui pareille aventure arrive, j'entends de philosopher après avoir été juré. Mais il philosophe à bon escient.

Et il trouve la formule exacte qui explique les erreurs ou les imperfections de la justice :

« Le juré n'est pas le serviteur de la loi, mais de la société. »

Oui, certes. On fait tout ce que l'on peut, néanmoins, et l'on peut beaucoup pour que le juré soit, en l'affaire, le défenseur de la société plutôt que de la loi. Ainsi on met les jurés au courant des antécédents judiciaires de l'accusé. Pourquoi ? Les jurés n'ont pas à déterminer le châtiment, mais à apprécier seulement la culpabilité. Que la Cour tienne compte de la récidive pour l'application de la peine, soit. Mais n'est-il pas préjudiciable à la justice, à la vraie, à la brave justice que cette récidive soit divulguée d'avance à ceux qui sont chargés de déterminer civiquement le fait ? Est-ce que, ainsi, on ne les entraîne pas comme systématiquement à croire à la culpabilité d'un homme qui a eu le tort d'être coupable autrefois ?

Bref, tout conspire à faire que le juré s'enquière surtout du degré d'antisociabilité de l'accusé, du danger que l'accusé représente pour la société. Et les malheureux n'ont pas de chance. Il leur est particulièrement difficile d'éviter le plus grand péril pour les hommes au cœur pur, qui est de devenir des misérables. Hélas ! la sagesse des nations, qui détermine le sens des mots, a bien compris le sort des malheureux et le péril qui se fait pour eux particulièrement menaçant puisqu'elle a donné les deux sens au mot misérable, et que le misérable est pour elle un homme très malheureux et, tout de même, un homme qui a péché fortement contre la société.

Et le plus grave est non pas seulement que, comme le dit M. Albert Lantoine, « le malheur prédispose aux actes défendus », mais encore, mais surtout, que les hommes chargés d'administrer la justice soient par avance persuadés que si l'homme prévenu d'avoir commis un délit ou un crime est un malheureux, il est, en effet, bien plus probable qu'il l'a réellement commis...

M. Albert Lantoine constatera longuement avec une sorte d'insistance appuyée qui veut être sceptique, caustique, sarcastique et qui est pitoyable et quasi-douloureuse ce penchant de tous les serviteurs de la justice. Ceux-ci sont fort disposés d'ailleurs à être un peu pharisiens. En outre il leur est malaisé de tenir pour défectueux le systême dont ils vivent. C'est ainsi.

Le pis est que les foules deviennent volontiers complices de ceux qui abaissent la justice à n'être plus qu'une organisation tutélaire pour la quiétude sociale des gens heureux.

Et qu'est-ce que la justice pour les foules elles-même ?

« Il n'y a point de choses justes ou injustes. Un philosophe ancien

l'a dit : il y a des choses utiles ou nuisibles au bien de l'Etat. C'est pourquoi nous accommodons la justice selon notre sentiment de membre d'une société dont les intérêts peuvent varier. Tu me cites le fameux mot de Lamennais : « Quand je pense qu'il y a des hommes qui osent juger des hommes, je suis épouvanté et un grand frisson me prend ». Mais ce ne sont pas des hommes qui jugent des hommes. Ce sont de bons citoyens qui jugent de mauvais citoyens. Si les premiers avaient suivi la même existence que les autres, peut-être ne seraient-ils pas demeurés aussi honnêtes ? C'est possible.

Parfois, les foules tendent à obéir à leur premier instinct qui est de douceur et de mansuétude. Mais elles sont bien empêchées d'obéir jusqu'au bout. En effet, les juges interviennent. Les juges de profession, les magistrats dirigeant les juges d'occasion, les jurés : « Ce sont alors les juges de profession qui infligent aux juges occasionnels leur mentalité sévère de gardiens de la société. » Ne sera-t-il rien changé à tout cela ? Et l'heure n'a-t-elle pas sonné où il convient d'introduire dans la justice quelque générosité ?... »

M. Albert Lantoine ne va pas jusqu'à prêcher l'amélioration des institutions et des hommes. Il dédaigne d'être un réformateur. Il dédaigne du moins de proposer directement des réformes. Il persévère ainsi dans l'attitude de certains écrivains d'une génération que nous avons connue ; et sans doute que les circonstances justifieraient un changement d'attitude et peut-être qu'il serait beau qu'au temps où nous vivons, les écrivains missent leur amour-propre à coopérer énergiquement à la régénération morale de l'humanité !

Non, M. Albert Lantoine ne veut point condescendre à accomplir cette tâche dont l'utilité, dont l'importance même ne saurait être contestée par personne, et dont l'accomplissement n'est point incompatible du tout avec l'épanouissement dans des œuvres immortelles de la beauté littéraire... M. Albert Lantoine demeure, obstinément, le moraliste distant, qui se plaît à souligner le ridicule grimaçant des choses et ne serait pas fâché que l'on pût croire qu'il y reste très indifférent. Et cependant l'esprit apostolique est en lui. Il ne le cache pas si bien que cet esprit ne transparaisse. Et c'est pourquoi les observations de ce psychologue, rudement pénétrant, des âmes et de la société, nous émeuvent.



Elles nous émeuvent même lorsque M. Albert Lantoine s'amuse à d'agréables paradoxes et raille légèrement, en dépit qu'elles puissent être fort pénibles, les injustices de l'histoire.

M. Albert Lantoine accuse avec beaucoup d'aménité les poètes d'entraîner à l'erreur ou à l'injustice, les foules sans malice.

Personne n'est méchant, mais que de mal on fait !

Les foules sans malice et trop dociles ! Et ces erreurs ou ces injustices lui paraissent les plus plaisantes du monde.

Il se rit de ce que Athalie fut une reine digne d'éloges, commo l'a prouvé M. René Dussaud et du bon tour que lui a joué Racine... Quant à Lucrèce Borgia !... Eh bien ! Victor Hugo a rajeuni sa gloire, mais ne l'a point embellie. Pour l'éternité, il a chargé cette jeune femme de crimes abominables dont il suffisait de dire que ses parents les plus proches les avaient commis. M. Albert Lantoine rappelle alors, avec un acharnement plein d'humour, les bons témoignages des chroniqueurs, des historiens, des poètes, sur cette femme charmante et désormais calomniée devant les siècles.

« Lucrèce Borgia, au dire de Brantôme, fut « une très honneste dame. » Ne lis pas sur elle les vers enthousiastes de Pierre Bembo, il l'aimait, et l'amour le pouvait aveugler. Mais compulse les chroniques du temps, les rapports d'ambassadeurs, les écrits des poètes. Tous ou presque tous sont unanimes pour célébrer le savoir et les vertus de cette princesse. L'Arioste ne craint pas de la comparer à la Lucrèce romaine. Il n'est pas jusqu'au Loyal Serviteur, ce panégyriste naïf de notre Bayard qui n'égrène à sa louange les épithètes les plus gracieuses. »

Que valent ces témoignages ? La question sera toujours controversée. *Grammatici certant.* Le procès ne sera jamais jugé. Du moins le jugement sera toujours passible d'appel. Certes, il est assez probable que la fille d'Alexandre VI et la sœur de César Borgia, même si elle fut la maîtresse de son père et de ses deux frères, ne commit pas toutes les infamies qu'on lui prête bénévolement et que ses mœurs ne furent pas déréglées autant qu'on le dit volontiers... Mais sa réputation est faite devant les foules. Lucrèce Borgia cultiva la poésie et flatta les poètes. Un poète s'est rencontré pour manquer envers elle à la reconnaissance qu'il lui devait bien au nom de ses illustres confrères. Et voilà une irréparable injustice de l'histoire !

Ces injustices énormes pourraient n'être que caricaturales. Et vous me direz qu'il importe médiocrement aujourd'hui que Lucrèce Borgia passe pour avoir été le modèle de toutes les vertus publiques et privées. D'autres injustices sont, si l'on veut, plus criantes. Le fait est qu'elles sont irréparables.

Examinons, s'il vous plait, le cas de Marat. M. Albert Lantoine

l'étudie avec une lucidité apitoyée et féroce. Et comme il a raison de prononcer : « La légende a été créée par les passions et ne peut être ramenée à la mesure de la vérité. »

Marat fut le serviteur incorruptible de la Révolution. Quand il fut mort, on trouva chez lui un assignat de vingt-cinq sols. C'était toute sa fortune. N'empêche que Mme Roland, contemporaine, parle dans ses *Mémoires* du « beau salon doré » de Marat. Il envoyait à la guillotine les agioteurs et les traîtres. Il est pour l'éternité un buveur de sang.

En vain, Fabre d'Eglantine a-t-il démontré, jusqu'à l'évidence, la sensibilité, la bonhomie de Marat. En vain Esquiros l'a-t-il défendu dans son *Histoire des Montagnards*. En vain d'autres ont-ils tenté une apologie qui n'était qu'une légitime réhabilitation. En vain Verlaine a-t-il écrit sérieusement :

Jean-Paul Marat, l'Ami du Peuple, *était très doux.*

Ce vers n'est considéré que comme une épaisse ironie !...

Marat portera toujours la peine d'avoir pris toutes ces responsabilités en étant laid, en étant pauvre, en étant privé autant que possible de défauts charmants. Marat portera toujours la peine d'avoir été assassiné par une belle aristocrate. Marat fut peut-être un héros. C'est toujours sa meurtrière qui sera célébrée comme une héroïne.

Telle est la puissance d'une erreur, d'une injustice ou assurément d'une exagération, qu'on n'a aucun moyen de tenter même un essai de revision. M. Paul Gavault va donner bientôt à l'Odéon, dans ses matinées classiques, la représentation de *Charlotte Corday*, de Ponsard. Ces matinées classiques sont précédées d'une conférence. Le public de l'Odéon est cultivé, a l'esprit critique, est animé du culte de la vérité littéraire. Je défie bien le conférencier d'essayer de prouver avec modération et prudence dans la forme, avec pour le fond, les documents les plus catégoriques, que Marat n'a point commis les crimes dont il est accablé devant la légende, ou qu'il y a des circonstances très atténuantes à ces crimes-là ! Non, voilà une tentative de revision qu'il n'est point expédient de faire et il faut admettre que les conférenciers qui sont des historiens, ne peuvent très facilement remplir leur mission qui est de dire la vérité... Peut-être sera-t-il permis de faire observer qu'au moment où les femmes se flattent d'entrer avec tous les droits dans l'activité politique, Charlotte Corday ne doit pas leur être proposée en exemple. Peut-être, mais avec quelle mesure, avec quelle circonspection, avec quelles circonlocutions que nous appellerons oratoires !...

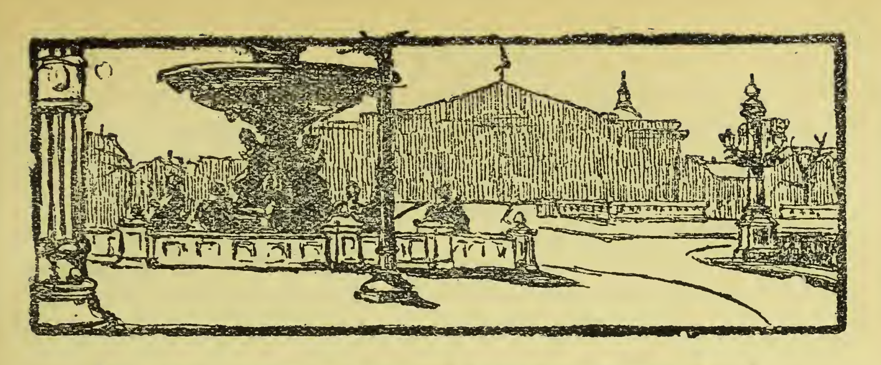
Bref, « la raison n'est pas toujours une raison », comme dit M. Albert Lantoine et on peut entendre ce qu'il dit dans tous les sens !

Mais tâchons de lire avec optimisme les méditations opiniâtres de M. Albert Lantoine. Je veux croire qu'il y a quelque optimisme dans son sourire constant, mais constamment réticent. Je veux croire qu'il ne désespère pas de la bonté ni de la justice humaines. C'est le moment où l'une et l'autre doivent régner. C'est le moment.

Je n'ose pas affirmer que M. Albert Lantoine sera un des constructeurs les plus intrépides de la société nouvelle, fondée sur le droit comme sur le devoir. Il nous montre néanmoins et nettement, — fût-ce sans le vouloir, — dans quelle direction il faut que s'orientent les hommes de bonne volonté. Et l'occasion est trop rare, pour qu'on la laisse échapper, de passer quelques heures en la compagnie après tout réconfortante d'un homme qui s'efforce de penser librement.

J. Ernest-Charles.





L'action parlementaire nationale

Ces dernières semaines ont été remplies par des manifestations de joie : joie de la victoire, joie des Français rentrant au foyer, qu'ils aient été prisonniers de cette dernière guerre ou prisonniers de l'Allemagne, Alsaciens et Lorrains, pendant quarante-huit ans.

Les chefs des gouvernements alliés, les Parlements ont échangé des congratulations pour le passé, des promesses pour l'avenir. On a usé beaucoup d'éloquence et beaucoup d'encens.

L'action parlementaire s'est nécessairement ralentie ; il est naturel de respirer un peu après quatre années de vie fébrile, quatre années de préoccupations et d'anxiété. Ce repos, cette halte prendront bientôt fin.

Etablir une paix solide, définitive entre les peuples est la première obligation des gouvernements alliés, celle dont les Parlements doivent surveiller la réalisation avec une attention jamais relâchée.

Si la conclusion de l'horrible guerre subie, par la volonté de l'Allemagne, n'est pas l'instauration d'un régime international rendant les guerres impossibles, tous les efforts, tous les sacrifices, toutes les souffrances auront été vains et inutiles : avant un demi-siècle, les causes ayant déchaîné le fléau en 1914 se reproduiront menaçantes.

Nous sommes des millions, en Europe et en Amérique, qui avons accepté la lutte, qui avons donné notre effort ou celui de nos enfants, avec l'espoir que ces efforts victorieux éviteraient à jamais le retour de la guerre, feraient disparaître, de la face du monde, le militarisme brutal.

Dans les semaines prochaines se jouera, autant et plus que sur les champs de bataille, le sort du monde, le sort de la civilisation. Des conditions de la paix dépendra l'avenir des générations aiguillées sur une voie nouvelle, délivrées des luttes sauvages qui ont, jusqu'ici, désolé la terre, ou réduites à piétiner sur les chemins boueux et sanglants de la barbarie ancestrale.

Quand je songe aux conditions de la paix, ma pensée ne s'arrête pas aux revendications territoriales, au tracé de la nouvelle carte de l'Europe, au calcul des justes réparations à exiger des vaincus. Certes, ces objets ne sont pas d'un intérêt négligeable, mais cet intérêt n'est qu'accessoire. Que telle ou telle parcelle de territoire soit, par la volonté de ses habitants, rattachée à un Etat ou à un autre ; que l'indemnité en argent ou en nature à imposer aux dévastateurs de la France, de la Belgique, de l'Italie envahies, soit plus ou moins élevée, nous pouvons et devons en discuter, mais les décisions, sur ces détails du litige, n'auront de conséquences que pour une durée limitée.

A toutes les époques, les traités passés en conclusion d'une guerre ont comporté des clauses pesant sur le vaincu ; quand elles ont été remplies, exécutées, vainqueurs et vaincus se sont trouvés de nouveau face à face : les guerres, par le fait des pertes imposées par la défaite, ont été peut-être plus espacées ; elles n'ont jamais et ne seront jamais ainsi définitivement supprimées.

Or, ce que nous voulons, ce qu'il faut à tout prix réaliser, c'est la disparition définitive de la guerre.

Et comme moyen héroïque nous voyons la Société des Nations, sur laquelle le dernier numéro de la *Grande Revue* a publié un remarquable article de l'écrivain le plus qualifié pour en traiter, M. Léon Bourgeois.

Aucun doute que le cadre de la Société des Nations se construise assez aisément. On conçoit, sans peine, la constitution d'une délégation de tous les Etats adhérents, chargée de trancher les différends élevés entre ces Etats, ou même avec les Etats ne faisant pas partie de la Société. Déjà, avant 1914, l'idée de l'arbitrage avait réalisé d'énormes progrès et, au fond, la Société des Nations n'est que l'organisation solide, définitive, obligatoire de l'arbitrage dans tous les conflits internationaux. C'est forcer les nations, les Etats dans leurs différends, à ce que la civilisation la plus élémentaire a de tout temps imposé aux particuliers : ne pas se faire justice soi-même, mais soumettre ses prétentions ou ses doléances à des tribunaux.

L'autorité de la Société des Nations vaudra ce que pourra la puissance matérielle chargée d'exécuter les décisions du tribunal international.

Les jugements et les arrêts des tribunaux ont une valeur en droit ; qui devient une valeur, en fait, par le ministère des huissiers et des gendarmes.

De tous les problèmes, le plus important, dans la constitution de

la Société des Nations, est d'organiser la force, l'armée, la gendarmerie internationales au service du tribunal d'arbitrage. Dans l'intérêt général, cette armée internationale ne pourra être très nombreuse, et, cependant, il la faut assez puissante pour que nul ne songe à lui pouvoir résister.

L'idée d'en appeler à l'insurrection contre un arrêt international viendra d'autant moins à l'esprit d'un Etat que ses moyens militaires seront plus réduits, et nous en arrivons à accepter, *de plano*, l'idée lancée par Lloyd George, d'un désarmement général, de la suppression, dans l'Europe entière, du service obligatoire.

Si nous voulons la paix définitive, cette paix qui rendra à jamais impossible le retour de la guerre monstrueuse, il nous faut supprimer toutes les armées, ne laisser subsister que les gendarmeries, nécessaires à l'ordre intérieur, que les troupes indispensables aux nations possédant des colonies.

L'armée internationale sera toujours plus forte que l'ensemble de ces troupes, policières ou coloniales, dont l'importance sera, pour chaque pays, fixée par le traité de paix.

De minutieuses précautions seront prises pour que, à l'exemple de la Prusse après Iéna, les armées ne soient pas recontituées par un subterfuge.

Un des plus puissants moyens sera l'interdiction formelle de fabriquer du matériel de guerre, terrestre ou maritime. Les nations, pour l'armement de leur gendarmerie ou de leurs troupes coloniales, devront recourir à l'armée internationale, maîtresse des quelques usines nécessaires à la production réduite des armes et munitions.

Plus de service obligatoire.

Plus de soldats autres que ceux chargés de l'ordre intérieur ou colonial, en nombre déterminé, pour chaque Etat par le traité de paix.

Plus de fabrication de matériel de guerre ; armes et munitions délivrées aux Etats, à l'usage de leurs police, par l'armée internationale.

Reste un dernier point et le plus important : comment constituer l'armée internationale, exécutrice désignée des décisions de la Société des Nations, chargée d'en imposer le respect à l'Etat refusant d'accepter ses sentences ?

Cette armée internationale, j'insiste vivement sur ce point, ne peut être composée d'éléments appartenant à toutes les nations adhérentes à la Société.

Au premier abord, cette opinion semble contraire à l'esprit même de la Société des Nations, dans laquelle chaque Etat entre avec des

droits égaux ! si certains Etats ont seuls la disposition de la force internationale, n'en useront-ils pas abusivement ? Ces Etats ne formeront-ils pas une sorte d'oligarchie, tenant le monde sous sa dépendance ?

Pour des raisons que j'exposerai plus loin, je ne crois pas à ce danger et, par contre, serait certain, quotidien le péril résultant d'une armée internationale où chaque Etat serait représenté par un nombre de soldats, proportionnel à sa population, ce qui serait la formule mathématique réclamée par l'égalité des droits dans la Société des Nations.

Tout d'abord, si tous les Etats ont une part de l'armée internationale, avec quelle facilité serait tournée la clause des traités supprimant les armées et les armements ! Nous verrions revivre les pratiques de la Prusse de 1806 à 1812, se reconstituant une armée formidable, alors qu'elle ne devait posséder que 40.000 hommes au plus. Sous prétexte d'égaliser les charges entre ses citoyens, un Etat ferait passer par la caserne internationale, des milliers et des milliers de ses sujets, prêts à une mobilisation éventuelle.

C'est là un premier danger. Il en est un plus grave dans le cas où se constituerait l'armée internationale avec la participation de tous les Etats.

On ne fera pas que dans cette armée, véritable marqueterie, chaque composant ne conserve son esprit national, soit plus porté à défendre la thèse de sa nation, que celle du tribunal international dont la décision serait contraire. Si bien que le jour où la force internationale aurait à imposer à un Etat le respect d'une sentence arbitrale à lui défavorable, les soldats internationaux relevant de cet Etat condamné devraient tout au moins être désarmés.

Mais la situation pourrait être plus critique encore.

Le tribunal arbitral ne sera pas toujours unanime, il se divisera, parfois sa décision sera rendue à une faible majorité. Supposons que trois ou quatre Etats prennent parti pour l'Etat condamné. Voilà ces trois, ces quatre nations rappelant leurs soldats incorporés dans les troupes internationales, et voilà deux armées en présence, l'une soutenant la décision des arbitres, l'autre la combattant ; c'est la guerre allumée.

On me dira que toutes les nations adhérentes à la Société auront pris l'engagement d'en respecter les décisions. Que dans cinquante ans, dans un siècle, les progrès de la civilisation, synchrones chez tous les peuples, aient formé à tous une âme de justice, de loyauté respectueuse du droit, même quand le droit est contraire à leurs

intérêts, je veux bien l'espérer, mais pour l'instant, au lendemain de la guerre, avec une Allemagne dont la moralité s'est révélée si cyniquement depuis quatre ans ! Ne nous payons pas de mots : pour longtemps, le droit et la justice ne s'imposeront que par la force mise à leur disposition, et d'autant plus facilement qu'ils ne trouveront pas de force contraire.

La conséquence de ces considérations, c'est que l'armée internationale ne peut être constituée que par les nations alliées victorieuses. Nos patries : France, Angeterre, Amérique, Italie ne se sont armées que pour le droit des peuples. Elles ont constitué une union de démocraties contre les autocraties militaristes, et elles les ont vaincues. Si la guerre, par cette institution, est à jamais supprimée, ce sera grâce aux sacrifices, à la persévérance des démocraties alliées. Ce qu'elles auront établi, le régime international nouveau qu'elles auront substitué aux autocraties détrônées, elles seules auront qualité, pendant longtemps, pour le maintenir, le défendre contre les retours possibles de l'esprit d'oppression et de conquête.

Que pourrait-on redouter d'elles parce qu'elles détiendraient la seule puissance militaire dans le monde ? Les démocraties alliées n'ont aucune ambition territoriale, aucune soif de conquête, elles n'aspirent qu'au développement pacifique de l'idéal qu'elles ont fait triompher. Elles ont créé la Société des Nations : à elles seules le devoir de la faire vivre.

Je me résume :

Suppression de toutes les armées, du service militaire obligatoire.

Troupes coloniales et de gendarmerie à effectifs réglés pour chaque nation par la Société des Nations.

Suppression de la fabrication de tout matériel de guerre, en dehors des usines appartenant à l'armée internationale.

L'armée internationale constituée par les Alliés.

Ce programme peut paraître ambitieux : réfléchissez, retournez la question sous toutes ses formes, vous serez obligé de convenir que seul il est capable d'assurer la paix perpétuelle.

Qui veut la fin veut les moyens ; sans le désarmement total, il n'y a aucune garantie de paix. Pour la Société des Nations, une force armée, ne permettant aucune résistance, est la condition primordiale, indiscutable de sa réalité. Le loyalisme démocratique de cette force internationale, loyalisme nécessaire, sera assuré seulement si tous ses composants sont d'esprit démocratique, entendent sans subterfuge se soumettre aux décisions de la Société et en imposer le respect ; les alliés, pour l'instant, présentent seuls les qualités requises.

Nous pouvons concevoir un légitime orgueil de l'œuvre militaire accomplie, nous pouvons former les plans les plus sages de réparation et de développement de notre pays, nous pouvons saluer une ère nouvelle, mais tout cela c'est du rêve si la paix n'est pas solide, définitive, pour toujours assurée au monde.

La véritable conquête, par cette guerre victorieuse, ce ne sera pas le retour de l'Alsace-Lorraine, ce ne seront pas les justes réparations à exiger des barbares..., tout cela est borné dans le temps et dans l'espace, la véritable conquête ce serait la paix perpétuelle.

La paix perpétuelle qui nous libérera avec le monde entier des charges militaires, par le désarmement général, qui enfin substituera le règne du droit et de la justice à celui de la force et de la violence.

Le Parlement se doit, doit au pays, à l'humanité de surveiller jalousement les pourparlers des gouvernements, il leur imposera cette préoccupation unique, dominante : la paix définitive par le désarmement général, résultant de formules précises, impératives. A quoi servirait la victoire, si elle n'avait pour conséquence la disparition de la guerre ? Nos hommes, si pacifistes en général, si antimilitaristes, sont partis au combat, ont consenti le sacrifice de leur vie, tout supporté, afin qu'il n'y ait plus de guerre. Nous devons à la mémoire des morts, aux souffrances des survivants, que leur but soit réalisé.

La paix perpétuelle qui nous libérera avec le monde entier des démocrates.

Victor Augagneur.





Revue des Revues

Les analyses d'articles de revues sont purement objectives et données ici uniquement à titre documentaire. Toute leur pensée, comme aussi toute leur responsabilité, est laissée aux auteurs des articles, et nos collaborateurs n'interviennent jamais pour apprécier ou critiquer en aucune façon (Lorsqu'il sera nécessaire d'ajouter quelque chose, pour expliquer l'article, ces explications seront toujours en italiques.)

La protection des œuvres d'art en Italie pendant la guerre. — Consciente de ses richesses nationales, de la valeur de ses œuvres d'art, l'Italie prit, dès le début de la guerre, une série de mesures destinées à les préserver de la destruction, du pillage même.

Garder intact le patrimoine artistique témoin de la grandeur passée, écrit M. André Maurel, telle était la tâche à laquelle, avant même que l'Italie entrât dans la guerre, se dévouèrent les artistes et les savants de la péninsule.

L'œuvre de préservation peut se résumer ainsi : Tous les musées de l'Italie, du Nord et de l'Est, c'est-à-dire des villes situées au Nord et à l'Est des Apennins, ont été vidés, et les œuvres transportées au Sud et à l'Ouest, de l'autre côté des montagnes, et ce qu'on n'a pu emporter a été emballé sur place, recouvert de sable, lui-même enfermé dans une armature de ciment ou de fer.

Les tableaux ont été transportés en des lieux plus sûrs. Le plus considérable effort a été fait au Pitti à Florence où l'on a transporté plus de 100 toiles des Offices et la plupart des tableaux de l'Académie. Mais on ne s'est pas contenté de ce transfert. Au lieu d'entasser ces toiles les unes contre les autres le long d'un mur, on les a exposées à la vue du public. De telle sorte qu'on peut en ce moment se livrer à un examen dont l'occasion ne se retrouvera plus. Nos critiques et historiens d'art ont, en ce moment, l'occasion unique de se livrer, au Pitti, où les trois grands musées de Florence sont réunis, à des études capitales, et que personne ne fera plus jamais. Le voyage à Florence pendant la guerre s'impose à tout écrivain d'art.

On peut apprécier le travail accompli et comprendre dans quel esprit il l'a été. On a voulu protéger contre le bombardement et les déprédations fatales à la suite des batailles, tout ce que contenait de remarquable la ville ou le village envahi ou bombardé, et dont la destruction ou le vol aurait été une perte pour le patrimoine national de l'Italie.

Une moralité serait à tirer de ces constatations édifiantes, moralité de comparaison.

Et M. Maurel conclut sur un problème auquel, écrit-il, il n'est pas trop tard de songer : « Qui nous redonnera, dit Ugo Ojetti, ce que nous avons perdu ? Il n'est pour nos ennemis qu'un seul moyen de payer les dégâts commis volontairement. Une nation consciente de la dignité de son histoire et de sa civilisation ne saurait se comporter, dans les pourparlers de paix, en marchand qui évalue en lire et en couronnes ses dommages et ses gains. La peinture vénitienne doit se payer avec de la peinture vénitienne. »

Ainsi serait préservé, ce qui a bien son prix, le principe : pas d'indemnités, mais des réparations. — (R. C., *Le Correspondant*, 25 septembre 1918.)

Les Poètes américains et la grande guerre. — M. René Brancour a étudié l'œuvre des poètes américains pendant la guerre dans trois recueils différents de poèmes : Ce sont : *les Poèmes de la grande guerre ; Un trésor de poésie guerrière*, et enfin *Fifres et tambours*, dont il nous a traduit les pages les plus vibrantes. « On nous permet-

tra, écrit-il, de remarquer avec gratitude qu'ils ont rendu à notre pays de fréquents hommages. » *Honneur à la France !* s'écrie M. Dudley-Foulke en un sonnet qui mérite d'être intégralement cité car il décèle chez ses compatriotes un changement d'état d'âme bien digne de nos méditations : « Pendant la paix, nous te tenions en médiocre estime; — nous jugions tes fils dissolus ; tes filles fragiles ; — combien légère, jolie et frivole à l'heure du péril, hélas! combien sûre de tomber semblais-tu ! — Mais quand vint la guerre, une guerre qui ne provenait pas de ton fait ; — quand te brûla la flamme, alors nous connûmes ton cœur — et combien, dans cet obscur tumulte, brillait ton âme — ferme et loyale, pure, brave et fidèle ! — Il y a plus : même l'ennemi te respecte, — tu es transformée par le martyre et glorifiée, — et nous qui te dédaignions (combien peu nous te connaissions !) — dépouillés du manteau rapiécé de notre orgueil, — nous devons humblement plier le genou — et prier afin que la grâce de Dieu nous rende semblables à toi. »

Dans *le Trésor de poésie guerrière*, M. Henry Van Dyke parle à son pays natal avec une éloquente émotion : « O chère contrée de mon cœur... purifie ton âme pour le sacrifice offert sur l'autel de la liberté; — car il faut que tu souffres, il faut que tu combattes jusqu'au moment où tous les peuples lèveront leurs têtes dans la paix et dans la liberté!» Ailleurs, cherchant un nom qui puisse « remplir l'esprit des pensées resplendissantes qui guident l'humanité..., un nom pareil à une étoile, un nom de lumière..., un nom qui soit un vœu et une prière », il propose le *nom de France*.

Voici comment Mrs Théodosia Garrison relève avec indignation, dans le petit livre de *Fifres et tambours*, l'odieuse hypocrisie du kaiser : « Nous avons été patients, s'écrie-t-elle, et ils nous ont appelés faibles ; — nous avons été silencieux, et ils nous ont jugés pusillanimes. — Maintenant, au nom sacré du Dieu tant insulté, nous parlons ! »

C'est aussi ce que proclame le *Chant processionnel* de M. Young Rice :

« Ce n'est pas pour un pavillon qui flotte, ô Dieu. — Ce n'est pas pour notre puissance offensée — ni pour un vil espoir de gain — ni pour la fierté d'une heure, — ni pour la vengeance qui brûle le cœur, — que maintenant nous nous élançons dans la guerre ; — ce n'est pas pour toutes ces raisons ! mais pour faire la guerre à la guerre, — et la balayer du chemin de la terre ! »

De ces poèmes variés quant à la forme et au détail, mais que relie une pensée unique, nous pouvons, ce nous semble, dégager quelques réflexions. Tous ces poètes haïssent et déplorent la guerre. Ils ne l'acceptent que pour l'anéantir. Il suffit pour saisir toute l'ampleur d'une telle conception morale de se reporter aux « chants de guerre » de nos ennemis communs, dont le lyrisme bestial et féroce ne vise que la dévastation sous toutes ses formes, tendant à annihiler tout ce qui s'efforcerait de leur résister.

Ces poèmes sont tour à tour tragiques, sombres, enthousiastes, mais l'on n'y rencontre nul vers qui respire l'enflure, l'exagération, la tendance à l'invective. «Laissant à l'Allemagne le triste privilège du colossal », l'Amérique se contente d'être grande. — (R. C., *Le Correspondant*, 25 septembre 1918.)

Astuces commerciales. — Relisant les diatribes de Charles Fourier contre les commerçants et notre régime commercial, M. J. Antonin juge qu'elles ne sont guère exagérées si on considère les scandales des mercantis. Le *négoce véridique* qui, selon Fourier, terrasserait l'hydre mercantile et qui réalise l'échange simple, moins coûteux et plus juste, c'est la coopération, laquelle a réussi à enrayer les majorations arbitraires et à régulariser les prix, dans les endroits où elle a pu être réalisée. — Sur le front, on a vu les bons effets du camion de l'union coopérative et des coopératives militaires. De même, le type et les prix des *Wholesales* anglaise et écossaise pour les vêtements et les chaussures militaires ont paralysé les exigences injustifiées des fournisseurs militaires. — Les commerçants de gros ou de détail ont, à l'arrière, eu recours à mille et une ruses pour majorer leurs marchan-

dises, pour les vendre au-dessus de la taxe, utilisant avec ingéniosité à leur profit les mesures mêmes imaginées par la loi : tel par exemple ce marchand de chaussures qui a réalisé une fortune en s'abritant derrière les moratoires pour refuser le paiement de traites fournies sur lui ; cet argent lui sert à ouvrir des succursales qui lui assurent des bénéfices beaucoup plus considérables que les intérêts des sommes en souffrance qu'il aura à payer ; pour s'approvisionner, il passe de fortes commandes à ces mêmes fournisseurs à qui il laisse les anciennes traites impayées et à qui il solde sur l'heure leurs nouvelles expéditions. — L'organisation coopérative est le moyen offert au public pour mettre fin aux abus : que les consommateurs deviennent coopérateurs, les mensonges commerciaux disparaîtront et « le juste prix » s'établira pour toutes choses. — J. L. P. (*L'Emancipation*, mai 1918.)

« **Le vrai Fénelon** ». — Parmi tant de critiques bienveillantes ou sévères faites sur le caractère de Fénelon, Mgr HERSCHER cherche à en dégager une qui rende avec vérité la physionomie du « vrai Fénelon », de ce Fénelon « qui eut tant d'influence sur son temps parce qu'il sut « vivre sa foi ». — Mgr Cagnac, dans son ouvrage intitulé *Fénelon apologétiste de la foi*, lui semble avoir eu « le privilège de rétablir la physionomie exacte de Fénelon ». Tous les portraits faits jusque-là nous ont montré un Fénelon complexe, « différent des autres grands hommes ». « Pour Mgr Cagnac, nous dit Mgr Herscher, la complexité universellement signalée de ce caractère s'explique par ce fait que l'archevêque de Cambrai fut un précurseur. Les vues de Fénelon représentent un véritable mouvement en avant, c'est-à-dire une sorte de prescience de l'avenir et comme une perpétuelle découverte des aspirations des générations futures. Nous le sentons épris de ce que nous nommons aujourd'hui la question sociale. Il n'avait d'autre but — et peut-on en trouver un plus généreux, — que de renouveler la société en lui montrant la foi chrétienne comme une vie où Dieu devenait une réalité sensible au cœur, au lieu de la laisser à sa conception un peu sèche d'une foi qui ne serait qu'un système de croyance, un corps de doctrine faisant de l'acte d'adhésion une affirmation intellectuelle. » Fénelon, en effet, possédait une âme sensible et la plus inépuisable faculté d'aimer, et Mgr Cagnac nous apprend comment il remplissait son rôle d'apologétiste de la foi, comment il combattait les ennemis de la religion : « Non point certes avec violence ou avec dureté mais avec toute la mansuétude et toute la sérénité d'un saint François de Sales. Fénelon aimait tant la religion, il était lui-même pénétré d'une piété à la fois si profonde, si élevée et si douce, qu'il cherchait toujours plutôt à gagner les cœurs par l'amour qu'à les dominer par la crainte. Mais Fénelon qui était un homme et non point un demi-dieu eut des défauts comme tous les hommes, Mgr Cagnac ne tait aucun des défauts de son modèle. Il le peint tel qu'il le voit avec un mélange de grandeur et d'imperfection, mais où rayonne la vertu de l'idéal le plus pur. Cette façon de comprendre et de reproduire Fénelon, ou mieux, cette coloration nouvelle que Mgr Cagnac a réussi à imprimer au portrait de l'illustre archevêque de Cambrai, ne manquera point de contribuer à reviser la quantité de jugements erronés qu'on a portés sur lui à propos de tout ce qui le concerne. — R. C. (*Revue Hebdomadaire*, 12 oct.)



Correspondance



Nous écrivions dans notre numéro de novembre (p. 5) *que notre seule ambition serait « qu'un de ceux qui ont vu et senti, qu'un combattant revenu du front, par exemple, pût lire les quatre années de la collection de guerre de la* Grande Revue *avec le moins possible de protestation et d'impatience. »*

Pendant que notre souhait était encore à l'impression, et avant donc qu'aucun lecteur ait pu le lire, nous recevions la lettre suivante qui y répondait d'avance si directement qu'on nous excusera de la publier pour son caractère spontané et comme témoignage de la communauté d'idées et d'action que la Grande Revue *a entretenue avec ses lecteurs pendant la guerre et qu'elle développera pendant la paix :*

Hôpital 23 — 12 novembre 1918.

Monsieur le Directeur,

J'ai le plaisir de vous accuser réception du numéro d'octobre de la *Grande Revue*, reçu il y a quelques jours. Je profite de cette occasion pour vous dire combien grand a été le réconfort, l'appui apporté à moi et quelques camarades par cette chère *Revue*. La vie dans un bataillon d'infanterie est dure autant par le désœuvrement que par le danger et la boue. Il est des moments où tout semble nier les Idées les plus chères, où on ne voit que des ricanements.

La connaissance plus complète de mes frères très humbles et si grands, la lecture fréquente de Livres aimés — les Jean Christophe et quelques Verhaeren — ont avec les articles nourris de faits et de saines Idées de vos collaborateurs puissamment aidé à me montrer « la Route ».

A mon Bataillon était un jeune commandant de compagnie, un réserviste, admirable officier et puissant cerveau, qui était aussi de vos fidèles lecteurs. Nous avons été heureux, quand cela se pouvait, de répandre et commenter vos articles parmi les soldats. Nous n'avons eu qu'à nous louer du résultat.

Merci donc pour ce stimulant apporté à mon activité cérébrale. Merci aussi pour avoir compris la vraie mentalité du combattant de cette guerre et les paroles qu'il faut lui adresser, pour nous avoir montré des figures de soldats citoyens, alors que la plupart des écrivains ne voulaient voir que des inconscients vaniteux.

Excusez, Monsieur, je vous prie, ces quelques mots écrits après dix-huit semaines de lit, alors qu'un appareil à fractures m'emprisonne encore et me force à rester couché.

Qu'ils vous disent encore tous mes remerciements, ma sympathie et mon admiration pour votre œuvre.

A. L.,
médecin sous aide-major.



Memento Bibliographique

GEORGES GUY-GRAND : **Sophismes de paix.** (Grasset.)

Les *sophismes de paix*, ce sont les arguments par lesquels ceux qu'on a appelés, d'un nom peut-être cruel, mais dans un sentiment juste, les « défaitistes », tentèrent durant ces quatre années de démontrer l'inutilité du terrible effort national de la France. Ces arguments, notre collaborateur M. Georges Guy-Grand, spécialiste des questions de philosophie politique, les stigmatise avec une rare clarté, toute la netteté et la simplicité désirables en pareille matière; et cela, sous la forme accessible à tous d'un petit volume du *Fait de la semaine*.

Il est certainement regrettable que *Sophismes de paix*, remarquable instrument de propagande en France même, n'ait paru qu'au cinquantième mois de la guerre, et que nous ne puissions l'annoncer que depuis l'armistice signé. Mais il est encore primordial de savoir aujourd'hui pourquoi nous ne pouvions pas ne pas aller jusqu'au bout dans notre tâche. Et quelle plus éclatante confirmation peut être donnée aux tendances de ce livre, que la Victoire?

JACQUES MORTANE et JEAN DAÇAY : **La guerre des nues racontée par ses morts.** (L'Edition française illustrée.)

C'est une belle et pieuse idée qu'ont eue ces auteurs de recueillir les lettres de nos As tombés au champ d'honneur, et de les réunir, elles seules, pour les faire raconter la vie tragique des combats aériens. On a ainsi, au jour le jour, hachée en notes brèves, en lettres rapides écrites entre deux vols, l'impression exacte de la vie de ces héros, qui peu de semaines, peu de jours, peu d'heures après, devaient ne pas revenir.

Ce sont hélas! les noms illustres de Guynemer, de Beauchamp, de Rockwell, de Poisard, de Dorme, de Baron, entre autres, qui reviennent parmi ces pages, et dont nous suivons pas à pas la trace glorieuse et douloureuse.

Leurs noms, certes! n'auraient jamais péri, mais il faut remercier les deux auteurs, — spécialistes fervents des choses de l'aviation — d'avoir permis par ce volume au grand public de connaître de ces grands morts autre chose qu'un nom, une photographie, des citations, une date.

ERNEST LÉMONON : **L'après-guerre et la main-d'œuvre italienne en France.** (Alcan.)

M. E. Lémonon traite dans ce volume d'un sujet extrêmement délicat et complexe. La France aura, après la guerre, un grand besoin de main-d'œuvre étrangère. L'Italie sera l'un des pays qui pourra le mieux lui fournir cette main-d'œuvre; mais nos alliés posent un certain nombre de conditions : ils ne nous enverront des travailleurs que si nous assurons à ceux-ci certains avantages. Lesquels? Quels sont sur cette matière les points de vue, français et italien? C'est ce qu'expose l'auteur, en posant avec netteté devant les deux pays cette question de première importance qui leur est commune et sur laquelle ils doivent s'entendre.

M. Raphaël-Georges Lévy montre, dans une très indépendante préface, la nécessité pour les deux pays de s'associer demain dans le domaine économique comme ils sont unis aujourd'hui sur les champs de bataille. Il est plus nécessaire que jamais que l'un et l'autre se connaissent bien; au-dessus des intérêts particuliers et égoïstes, les deux nations ont un intérêt collectif qu'elles ne doivent ni ne peuvent négliger.

ANDRÉ BILLY : **Scènes de la Vie Littéraire à Paris.** (La Renaissance du Livre.)

Quiconque a suivi les chroniques toujours justes et parfois impitoyables que M. André Billy consacre aux récentes productions littéraires dans un important quotidien retrou-

vera avec plaisir dans ces *Scènes* la même note âprement mordante, mais soulignée de plus de fantaisie, pour la description cruellement drôle de la vie publique et privée de certains groupes littéraires parisiens.

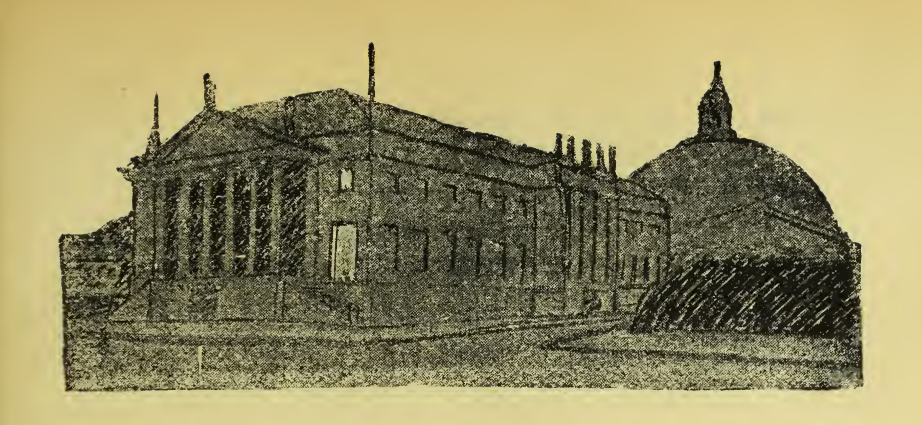
La conception actuelle de l'humour veut que l'auteur ait exagéré toutes les petites turpitudes et les grands ridicules des marionnettes très humaines qu'il fait agir devant nous, sans quoi il ne serait pas tendre pour ses confrères. Il faut donc s'armer de scepticisme et d'indulgence avant d'ouvrir ce volume, et recommander ces vertus au bon neutre qui, mal documenté sur les choses des bords de la Seine, voudrait se faire grâce à lui une idée de nos milieux littéraires.

Alors pourra-t-on se délecter au récit des avatars de la comtesse Belin ou du *Nouveau Parnasse Français*, et autres aventures dont, avouons-le, on aimerait qu'elles eussent une clef ; et en l'invention desquelles M. André Billy s'avère un remarquable satirique.

Paul DEPRADE.

Le Gérant : J. MULLER.

783-18. — Imp. du Palais, 20, r. Geoffroy-l'Asnier, Paris.



Ode à l'Allemagne

Langueur au profil blond des ballades mineures,
Vierge Allemagne aux tresses d'or
Qui sur le seuil poudreux des antiques demeures
Pleurais, le soir, au son du cor ;

Somnoleuse — d'un songe éperdûment esclave ! —
Qui, figée au donjon branlant,
Guettais l'Elu tardif dont l'amour désentrave,
Candeur pâle au bois somnolant,

Comme ils ont dû t'aimer dans la grâce première
Les passants de cet âge-là,
Avant que t'eût rivée à sa rouge litière
L'ivre soudard du Walhalla !

Comme ils ont dû t'aimer pour ta pâleur caduque,
Pour tes émois aux soirs tombants
Et pour ces airs penchés qui découvraient ta nuque
Quand on contait sur les vieux bancs.

Virginité tranquille attardée en son rêve,
Qui peut dire que ton poing nu
Se crispait cependant de l'attente du glaive,
Hélant l'illusoire Inconnu ?

Celui pour qui ton lit s'apprêtait haut et digne
Entre l'orgue et les pots fleuris,
Ton espoir l'aimait plus de chevaucher un cygne
Que de ceindre un bouclier gris.

Tu l'attendais pareil aux récits des veillées,
Tendre et fort, terrible aux méchants,
Fer tintant qui se voue aux vertus bafouées,
Ame en proie au rythme des chants.

O Belle au Bois dormant qui dormais sous les saules,
Il vint... Tes yeux épouvantés
L'ont vu, détrousseur louche, écraser tes épaules
Sous une armure aux seins cloutés.

Il coiffa d'acier noir ton front d'ambre et d'aurore,
Fit l'ombre en toi, soigneusement,
Et te juchant, brutal, sur sa jument sonore,
S'imposa l'époux et l'amant.

— Souples elfes du Rhin luisants de clair de lune,
Sylphes des bois mystérieux,
Gardez le souvenir de l'illustre infortune
Dans l'effroi muet de vos yeux !

Azraël est passé. Deuil et nuit sur le monde.
Elle aimait les beaux chants confus...
Pleurez-la. Pleurez-la, car la Dormeuse blonde
A vos chants ne frémira plus.

Des pèlerins navrés l'ont vue horrible et morte.
Son corps enflé, jadis si beau,
Roide, pourrit au vent du galop qui l'emporte
Dans la cuirasse, son tombeau.

II

On peut bien te pleurer comme une morte insigne,
Allemagne, Allemagne, ô vieux Temple écroulé
Dont l'enceinte aux murs peints de bibles, se résigne
A contenir le jeu d'un bateleur indigne,
Dans la chaire immortelle où le Verbe a parlé.

Pour quel crime enfoui dans l'éternel mystère
Et quel Dieu délirant, vain de son glaive nu,
A pu te condamner, vieux Rêve solitaire,
A broyer sous l'acier ton haut front réfractaire
Pour suivre dans sa rage un bestiaire inconnu?

Quel mort est plus glacé que ton spectre docile?
Les soleils sont couchés dans tes grands yeux puissants,
O vieux Titan déchu de qui l'âme s'exile,
Et qu'éblouit l'orgueil, dérisoire fossile,
D'être un épouvantail dont tremblent les passants.

Avoir, dans l'air sacré qu'on frôle et qu'on respire,
Senti s'élaborer la chimère d'un Kant,
Avoir pour fils un Gœthe — et rêver d'autre empire !
Etre un nid contre qui l'hostile nuit conspire
Et porter sa couvée à l'aire du brigand !

Lâcher le trône Esprit pour le vil tréteau Force !
Avoir fourni le lait dont un Schiller grandit,
La terre où Beethoven, cèdre auguste, s'amorce,
Et faire, pour singer un aventurier corse,
Du sceptre olympien un poignard de bandit.

Beethoven ! Beethoven ! sources, forêts, tempêtes,
Conque immense où bruit l'âme des éléments,
Des cœurs ont pu frémir à tes orphiques fêtes
Où tremblait dans ta voix la fureur des prophètes,
Puis rêver d'autre gloire à leur nom d'Allemands !

Paix au Hun, instinct vierge ébloui de désastres.
Mais honte, et sept fois honte à qui du rite instruit,
Préfère, déserteur du temple aux bleus pilastres,
Le bref éclair du sabre à la lueur des astres
Et, fils du jour divin, se dévoue à la nuit.
On peut faillir aux dieux et proclamer son doute :
Leur ciel peut n'avoir pas le sens qu'on a rêvé.
Mais honte au pèlerin qui ne change sa route
Qu'à cause des ronciers épurants qu'il redoute
Et traîne son regard après l'avoir levé.

Honte aux doigts dénoués de l'extase sublime,
Que ne réunit pas un plus altier souci !
Honte au sombre assassin qui savait le mot « crime ».
Honte à qui se délecte aux fanges de l'abîme,
Y narguant le reflet du soleil obscurci !

On peut pleurer sur toi comme sur une morte,
Allemagne, Allemagne, ô grand corps incliné,
Géante aux doigts sanglants qu'un sbire en rut escorte,
Vierge dont une nuit quelqu'un força la porte
Et de qui, dague au poing, un fils horrible est né.

Grandes ombres, dormez, fronts torturés et larges !
Nous ne confondrons point leurs cris et vos tourments ;
Aux longs récits vengeurs des sacrilèges charges,
Nous saurons vous fleurir intacts aux blancs des marges :
Vous étiez l'Allemagne. Ils sont les Allemands.

III

Caïn était un homme triste.
Il marchait seul, farouchement.
Il disait : Rien ne me résiste ;
Et tuait par désœuvrement.

Son front morne était sans chimère.
Quand son dos ployait, harassé,
Personne autour de lui. Sa mère
Ne l'avait jamais caressé.

Quand sur sa couche funéraire
On étendit Abel : Maudit,
Lui cria-t-on, c'était ton frère !
Il gronda : Qui me l'avait dit ?

IV

Je te hais, Germanie impie et fratricide,
Car, vaine de tes poings, toujours un pli mauvais
Accusa sur ton front, quoi que l'instinct décide,
Que tu savais.

Je te hais d'avoir su jusqu'au détail suprême,
D'avoir su l'arme et le moment,
Sans qu'un hoquet d'horreur tordît ta lèvre blême
Au bord du vaste écroulement.

Ta face était pourtant d'orgueil lucide empreinte.
Je te hais d'avoir fait pour le frisson d'un jeu
Qu'une haine en des cœurs puisse encore être sainte,
Attestant Dieu !

Je te hais, ayant ceint la panoplie antique
Un soir que tu la regardais,
De l'être ainsi commise au ténébreux portique
Sachant que tu rétrogradais.

Comme un navire au port à son jour lève l'ancre,
Calme, tu démarras des ciels d'amour et d'art,
Crispant résolument des doigts encor bleus d'encre.
Sur ton poignard.

Naguère, on saluait l'illustre caravelle ;
La gloire baisa ses haubans.
Mais tu hissas en proue une flamme nouvelle
Brodée au chiffre des forbans.

Tu dis : « Tournons le dos à l'aurore importune ! »
Et ta honte éternelle à ce cri se scella,
D'avoir préféré l'ombre au jour d'or de la dune,
Le sachant là.

Je te hais pour ton goût de l'ample catastrophe
Quand tu sais ce qu'un front hanté
Veut, pour qu'un clocher monte ou que vive une strophe,
De divine complicité.

Je te hais pour Louvain, pour Ypre et Reims meurtries :
Le fronton qui semblait un ostensoir moussu,
Oh ! l'avoir mutilé dans tes sombres furies,
Et l'avoir su !
Comprends-tu bien cela, sacrilège à bésicles :
Je te hais d'avoir su plus que d'avoir détruit.

— O débris, ô poussière éternelle qui gicles,
Que vous faites sur nous de nuit...

Les siècles déférents n'osèrent point ce crime ;
Heurtant ces hauts trésors ils détournaient leurs pas.
Et le temps, cependant, Aveugle qui supprime,
Ne savait pas.

Je vous hais, lourds soudards de rapine savante,
Pour l'art subtil et le souci
Qui règlent froidement le jeu de l'épouvante
Sur le faible à votre merci.

Je vous hais pour le meurtre armé de la doctrine,
Pour le sadisme en loge invoquant le ciel bleu,
Pour avoir fait douter de l'équité divine
En nommant Dieu.

Je vous hais pour la mort inutile et sauvage,
Pour la torche prompte et sans but,
Pour le goût de l'opprobre et l'amour du ravage
Et pour la bave aux dents du rut :

Pour vos Kommandantur, vos Bissing au front glabre
Que votre Histoire un jour subira, triomphants,
Parce qu'ils faisaient peur en remuant leur sabre
A des enfants.

Pour le nocturne vol déshonorant la nue,
Le vol pour la stupeur armé
Qui, gâchant le silence, à l'extase ingénue
Fit haïr la lune de mai.

Pour le parc massacré, pour la source tarie,
Pour les pommiers coupés des vergers de Noyon
(On peut encor maudire, ô sol de ma patrie,
Par un moignon !)

Je voudrais dans mon cœur totaliser les haines
Des cœurs que vous avez brisés
Pour être, en quelque chant ceint de rimes hautaines,
Bien sûr de vous haïr assez.

Je vous hais, fils de Gœthe aux fronts peuplés de phrases,
Pour le pas de parade et les deux talons joints,
Pour l'ample assaut sans aile et l'ardeur sans extases,
Oh ! pour vos poings !

Je vous hais pour l'orgueil de rugir et de mordre
Qui sonne en vous ingénûment,
Chiens fouettés qui léchez la main qui donne l'ordre
Du tragique avilissement ;

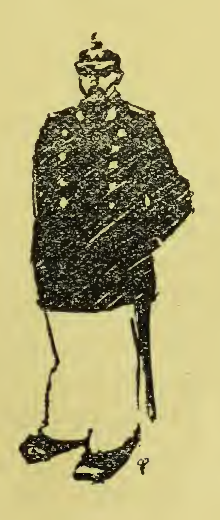
Pour ce Manchot lauré dont vous haussez la taille,
Qui renouvelle Orphée et qui n'est éloquent
Que par le stick prussien qui, sous vos torses, fouaille
Le dos de Kant.

Ah ! comment pouviez-vous mordre et mourir si braves
Sachant que vous mouriez pour lui
Et qu'il ne demandait à vos fureurs d'esclaves
Qu'un jeu propice à son ennui ?

Pleins d'un large mépris saintement régicide,
Dire, vous épargnant des siècles de rachats,
Que vous pouviez noyer ce bancroche stupide
Dans vos crachats !

Mai-Juin 1918

Alexis DANAN.





Au Burlingue

Roman des bureaux militaires

24 novembre 1916.

J'ai écrit ce matin les dernières lignes de ce cahier — abandonné depuis un mois. Je ne suis pas une femme de lettres. Hormis des cahiers d'impressions comme toutes les jeunes filles en rédigent pour leur tiroir secret et qu'elles jettent à leur mariage, excepté mes devoirs de littérature où la pensée de M. Faguet transparaissait lointaine et décolorée, où j'accrochais de petits jugements au cou de Racine et de Victor Hugo, comme des médailles d'honneur sur les tabliers noirs — je n'ai rien écrit que des billets à mes amies et des lettres à mon mari... Et me voici devant ces feuilles accumulées. Cinq heures et demie. La glace de novembre, cette nuit, veut pénétrer chez moi ; mais les rideaux de peluche sont tirés, le poêle se fâche et ronchonne dans la cheminée, un parfum de café emplit la chambre. De la vie ébranle déjà le pavé. Il fait bon ici.

Il fait bon... Je viens d'écrire ces trois mots et les larmes font trembloter mes lignes. Pourquoi ne me levé-je pas pour ouvrir toute grande la fenêtre, pour que cet air coupant comme un

morceau de glace cisaille mon front, mes lèvres, pénètre en moi, jusqu'à mon cœur, jusqu'à mon âme qui sursaute de colère et de haine ?... Comme il semble qu'on est forte parfois, qu'une puissance invincible vous pousse, et qu'on pourrait remuer des mondes ! Hélas ! ce n'est qu'un viscère qui s'émeut... J'ai les lèvres roses et la peau parfumée — ma psyché me dit poudrée et précieuse dans des dentelles — une petite chambrette de peluche, un tapis où se perdent les pieds nus contiennent et limitent mon effort. Au dehors, rien n'en passera... Je ne puis rien, je ne suis rien, et la dure tenaille de glace enserre le monde, durcit les lèvres de la terre crevassée et meurtrie, et la lune, au-dessus du trou noir de l'infini, veille les morts de la tranchée.

Oh ! arrachons-nous à ces pensées — sans quoi je ne pourrais plus écrire. Je voudrais souffrir aussi, souffrir comme eux, souffrir comme lui, que l'onglée torture mes doigts, que je sente se glacer peu à peu mon corps, qu'il devienne une pierre, une pierre gelée dans l'immense nuit d'hiver. J'ai honte de cette chair heureuse ; je voudrais la meurtrir, la griffer, saigner, pour votre rachat — saigner comme toi. Où es-tu, mon ami, dans cette nuit infinie ? Où êtes-vous tous, vous qui errez, ou vous qui reposez pâles et terreux comme des ombres ? Viens, oh ! viens, que je t'évoque près de moi, que je te sente. Vois, j'ai fait ce coussin pour y appuyer ta tête... Comme la chambre est vide, les rideaux solennels, la table délaissée ! Rien ne bouge, rien ne parle. Le petit poêle sifflote comme un vieillard en dévorant son bois. O mon ami, j'ai peur de tout maintenant et voilà que je suis une petite feuille qui tremble au détour d'une allée vide.

Souffres-tu du froid ? N'as-tu pas oublié de mettre ton passe-montagne ? Demain je t'enverrai d'autres lainages, que j'ai tricotés, tu verras. Mets-les, je t'en prie, mets-les. Il me semble que c'est un peu moi qui t'envelopperai, qui te tiendrai chaud. Pourquoi souffrir, pourquoi faire souffrir ainsi ? Je sens de nouveau monter la haine... Je sens que tout mon être se disloque sous des poussées invincibles, comme une pauvre barque que heurtent les forces de la banquise, de la mer, de la mort et qui craque, et qui lutte, et qui n'en peut plus. La mort... Je

tremble d'avoir écrit ce mot. De le voir sur ce papier, il me semble que le fantôme vient, que je l'appelle... O mot, mot horrible !...

Je n'écris plus. Il faut que la crise s'apaise... il faut que je pleure.

. . . .

Dans une heure je serai au bureau. Je sens que j'aurai la tête lourde, les yeux cernés et le teint abîmé... Quelques mots encore — et je ferme à jamais ces pages... Je ne les ai pas relues, je ne les relirai pas. J'aurais peut-être la tentation de les façonner selon mes sentiments d'aujourd'hui, de les nettoyer, d'en faire de la littérature — et je veux que tu me voies, dans un miroir fidèle. Elles sont telles qu'elles vinrent au monde, nues et véritables, comme un petit enfant. O mon aimé, je souffre et me repens en songeant que j'ai pu être gaie, être folle, imprudente et folle... Prends ces pages : tu y regarderas couler mes minutes de chaque jour, tu y trouveras peut-être quelques sottises, et aussi le reflet du monde où je vis et sans doute des choses qui te feront rire un moment. Tu verras que ta femme a fait son possible pour observer autour d'elle. Puis, il lui est arrivé quelque chose comme une maladie — et elle n'a pas vu clair en elle-même... Alors, elle vient à toi, comme un enfant dont le chagrin gonfle les yeux et le cœur et qui se repose dans le sein de sa mère. O mon époux, sois mon père, sois ma mère, sois mon ami... Me voici, telle que je fus... Il n'y eut rien dans mon existence, absolument rien de plus... Me voici... Est-ce que tu m'aimes encore et toujours ?

O mon cher soldat ! ma tête est chaude de larmes...

MON JOURNAL.

20 avril 1916.

« Madame Christiane Charvigneul, 22, rue d'Assas, à Paris.

« Paris, le 19 avril 1916. — Comme suite à la demande que « vous avez formulée, j'ai l'honneur de vous prier de vous pré- « senter aux bureaux du C. R. V. M., rue Laffitte à Neuilly, le « 22 courant. Le colonel : Lapierre-Abriquet. »

Cette feuille blanche est là, sur ma table. Elle est arrivée ce matin ; c'est demain qu'on me demande. Qu'il y a de choses dans

ce carré de papier dactylographié, souligné de la griffe impérieuse d'un monsieur qui ne l'a pas regardé ! Une année, deux peut-être de mon existence tiennent entre ces marges. Des gens que je connaîtrai, qui inclineront le sens de ma vie, des changements en moi et autour de moi... Qu'est-ce que je vais mettre pour y aller ?... Ce papier a la figure inquiétante de l'avenir... L'avenir : un rectangle blanc et muet. Je voudrais pouvoir le lire entre les jambages géométriques de ces lignes violettes... Je rêvasse. Il n'est pas prolixe, le colonel...

C'est entendu, je mettrai mon petit tailleur vert foncé, avec mon chapeau noir. C'est peu voyant. Henri me trouvait bien ainsi. Il ne faut pas sans doute se faire trop remarquer. On ne doit pas aimer, dans cet établissement, les femmes trop voyantes... Est-il jeune, ce colonel ? Que va-t-il me dire ?

Ah ça ! est-ce que je suis une pensionnaire timide ? J'ai pourtant vu bien des gens chez mon père. Et chez moi donc ! depuis que le cabinet d'avocat d'Henri commence à marcher. Et pourtant, il me semble que la démarche que je vais faire est bien hardie, et je suis intimidée comme un jour d'examen... Je le connais ce trac qui vous donne envie de remuer, de causer, de chanter même, qui vous fait tourner et virer de tous les côtés malgré vous : le souffle devient plus rapide, les yeux s'agrandissent... Oui, en effet, ils sont plus grands que de coutume... C'est décidé, je mettrai ma robe grise, ton neutre... Mon Dieu, ce colonel, je lui apparaîtrai comme une petite dactylo honnête et simplette, une petite oie niaise qui tire la langue sur ses pages et s'applique. Faudra-t-il que je lui fasse savoir discrètement que, après tout, je ne suis pas absolument obligée de prendre cet emploi ? Car ma dot, la petite aisance d'Henri me permettent de vivre et il y a le moratorium pour les loyers. A la rigueur, cela pourrait aller ainsi. Mais au fond, ce ne serait pas tout à fait exact. La vérité, c'est que je suis gênée pour envoyer à mon mari ce qui lui est nécessaire. Il faut donc que je travaille pour lui : tout est si cher ! Un méchant colis, quinze, vingt francs.... Et puis je m'ennuie seule... Il est probable qu'on met les femmes ensemble au C. R. V. M., qu'il y a le côté H et le côté D comme dans les églises de province. Je vais m'amuser à étudier ce monde-là. Qu'est-ce que ça peut bien

être, le C. R. V. M.? Henri ne sait rien encore. Que va-t-il dire? C'est tout de même un peu hardi de s'embarquer là-dedans sans son avis. Evidemment, je l'ai pressenti. Il m'a répondu : Je n'ai besoin de rien, occupe-toi de toi ; pourvu que je te sache tranquille, cela suffit. Sans doute, sans doute, mais ce sont là des paroles. Je sais bien qu'il n'est pas en danger : c'est une consolation. Je l'imagine dans son état-major, dans un bureau de planches, au milieu de ces accessoires qu'il me décrit : un encrier fait d'une fusée d'obus, une table qui n'est qu'une caisse garnie d'une couverture de campement, des paquets de tabac, le portrait de Joffre et de quelques actrices, du jus dans des quarts, des soldats qui vont et qui viennent, une vie un peu monotone, qu'on secoue de plaisanteries, où l'avenir ne s'étend qu'à peine au lendemain. J'aimerais à vivre ainsi dans une baraque en planches, avec la vibration de guerre autour de moi et, non loin, la sourdine du canon...

Dirai-je au colonel, sans y toucher, de l'air négligent avec lequel on laisse tomber un gant sur un coin de table — que mon mari est le cousin du général Martiguet?... Je crois, décidément, que mon tailleur vert est mieux...

UN EXAMEN AU C. R. V. M.

Ça y est! Henri, il faut que je t'écrive ça. Récit impressionniste. Ah! non! ce n'est pas ce que j'attendais. Je pouffe de rire de ma naïveté : faut-il dire de ma déconvenue? Comme tu dis, ça vaut le jus!

Bien que je ne sois pas, tu le sais, une petite personne timide comme un brin de mousse, malgré tout, ce matin je me suis réveillée plus tôt que de coutume, avec un petit remue-ménage intérieur qui était cause évidente de gestes plus brefs, d'une décision plus prompte à saisir les objets, d'une aptitude singulière à les casser. Mon flacon de parfum est tombé deux fois ; les ciseaux font un bruit épouvantable sur le plancher de mon cabinet de toilette et je saute comme si c'était une bombe... Enfin je suis prête : mon costume gris, avec un corsage cerise, décolleté en V (un V un peu majuscule, mais convenable, bien entendu) ; quelque chose de très simple, mais qui va... Ça c'est

Mme Charvigneul, dans la glace... Pas mal, pas mal cette petite femme...

Enfin, la voilà partie... Mme Charvigneul aujourd'hui a respiré du soleil. Il y a tout le long des avenues, des feuilles qui chantent, comme dirait Sévigné. Toutes choses viennent battre mes yeux, s'y jeter, comme des moineaux dans une vitre. Un soleil d'avril pétille dans le ciel, dans les branches, dans moi...

Ah ! voici la rue, le numéro... Oui, c'est bien ici : une sentinelle à la porte. C'est une villa — première surprise — une villa, un gros parvenu de demi-château, avec un escalier d'honneur qui lui mange la moitié de la façade, comme le nez de Pierpont Morgan, et des arbres tout neufs autour. Que c'est joli, ces feuilles si fraîches, en papier ! Car c'est bien du papier, n'est-ce pas, ce décor pour fête de jeunes filles ? Des soldats là-dedans ? Ce n'est pas possible, ou bien ils sont en carton peint... Pourtant en voici un, immobile à la porte, un gros, avec un revolver au côté, l'air terrible d'un pot à tabac qu'on aurait transformé en minenwerfer. Il est certainement vivant.

— Le colonel Lapierre-Abriquet, s. v. p.

Il me montre la porte par dessus son épaule, sans se tourner.

— Faudrait vous adresser au chef planton dans le vestibule.

L'*r* bourguignon roule dans ses mots. Du menton, il me désigne le perron. Allons-y.

Voici l'homme indiqué sans doute : il fume ; ses paupières lourdes pèsent sur l'*Echo de Paris*. Je l'aperçois à travers la porte vitrée, énorme, débordant sur une petite selle... Jamais il ne pourra se lever pour moi. C'est un choix qu'on a fait, ces gros hommes ?

— Monsieur le colonel Lapierre-Abriquet ?

— C'est pour ? dit une voix grasse, avec un rien de faubourg. J'ai dû voir cette tête-là derrière une caisse chez Dufayel. J'enveloppe, je ramasse d'un coup de filet visuel tout ce que je peux : une grande pièce — salon ? — rouge, filets or, amours qui s'attachent en guirlandes et dégringolent comme des singes le long des encoignures, plafonds peints, corniches, festons, astragales... Ah ! ça, où suis-je ?

Je tends mon papier, un peu déroutée.

— Attendez. I doit en venir d'autres.

Et il rabaisse sa paupière sur la prose de M. Barrès.

On ne m'a pas dit de m'asseoir... Evidemment, évidemment c'est bien un salon, mais ce n'en est pas un. Voici des escabeaux et des chaises de paille et des traces noires sur les portes: les soldats ont passé par là. Je suis debout ; on se regarde avec les amours. Je ne pourrais pas rester assise. J'entends crier ma botte. L'homme-saindoux ne s'occupe pas de moi, d'ailleurs. Mais des portes s'ouvrent, des soldats entrent. Il y a des bottes jaunes qui trottent, menues et délicates (c'est tout ce que je vois dans une glace inclinée, car je tourne obstinément le dos). De gros souliers injurient le point de Hongrie. Je sens des regards peser sur mes épaules. Mon pied droit taquine le parquet : signe d'impatience, comme tu sais.

Le défilé des pieds continue. Je cherche, d'après ces indices, à deviner les têtes. Voici de hautes bottines claires : c'est une femme élégante et jeune évidemment. Voici la chaussure fatiguée d'une pauvre fille. Le salon s'emplit.

— Des concurrentes peut-être, pensé-je.

Mon Dieu ! ces bottines qui crient — qui crient, avec une impudence — quelle est la femme qui ose sortir avec ça ? Cette fois, je me retourne. Pan ! C'est un officier qui passe, vert, jaune, rouge et bleu, bel oiseau des îles, emmanché d'un haut col... Je suis furieuse de ma méprise et qu'il puisse croire que je me suis retournée pour lui. Aussi je regarde d'un air narquois ses bottes si fines et qui chantent si bien.

Il interroge le saindoux.

— Des dactylos, des secrétaires, répond le planton.

L'oiseau bleu s'attarde. Ce papillonnement dans ce salon rose et or l'intéresse. Machinalement, des dames tapotent une dentelle, un ruban. Il m'agace, celui-là. Est-ce qu'il nous prend pour une troupe de revue ou bien pour quoi encore, dans ce salon d'un goût douteux ?... Je jette un coup d'œil sur le public... Une grande fille sèche, brune, aux yeux noirs, au masque tragique... Est-ce un ancien « concours » du Conservatoire ? Une petite blondinette, avec de l'acné d'adolescente sur les joues, un petit air canaille et moqueur. Elles causent. Une envie de parler les prend toutes et me saisit aussi, comme aux brevets. Voici des élégances de petits trottins, chiffonnées

et parisiennes. Voici une provinciale, peut-être une institutrice en rupture de bancs (excuse-moi, mon petit !), longue et sévère, avec un lorgnon... Ce colonel nous fait bien attendre !

— Si vous voulez entrer !...

Ça y est. On pénètre. Salle sombre, avec des vitraux peints aux fenêtres. Salle à manger ? Salle de billard ? On ne se refuse rien ici. Eh bien ? Et le colonel ? J'ai le petit battement de cœur qui sonne l'arrivée des choses inconnues.

Nous sommes rangées en demi-cercle, debout. Un petit homme, sans galons, nous regarde, nous palpe des yeux. La plupart sont immobiles ; deux ou trois sourient. Est-ce qu'il va jeter le mouchoir ? Je sens le bout de mon pied qui remue ; je comprends très bien le capitaine Tic. Je suis comme humiliée de faire nombre dans ce cercle... Non, c'est moi, Christiane, qui suis là ? J'éprouve le besoin de m'affirmer mon identité... Un gros regard rond, derrière un binocle, entre des registres, nous fixe, un peu narquois, nous détaille et nous soupèse. Je ramène mon écharpe sur mon V. Une petite, en robe courte, un coup de poignard sanglant à la place de la bouche, prend un air de se pâmer.

Tout cela, qui tient un paragraphe dans ma lettre, je le vois en une avalée des yeux. Le petit homme parle. De sa petite tête, du haut de son petit crâne, une voix polie, huilée, filée, monte, fluette. Est-ce un abbé ? un monsignor ?

— Mesdames, nous allons procéder à l'examen habituel.

Un examen ! Quoi ? Ai-je bien entendu ?

— Voici des machines à écrire. Celles qui se proposent pour dactylos, ici. Les autres, pour dames secrétaires, là, s'il vous plaît.

Le monsignor est très bien. Il nous fait asseoir, nous trouve une place, plein d'attentions. Je suis « pour » dame secrétaire. Je m'assieds, terriblement chatouillée par une envie de rire, comme une petite fille.

— Je vais dicter un texte à celles qui n'ont pas de machine. Les autres copieront ceci.

Il passe des feuilles... Pardon, madame, pardon, mademoiselle... Moi, je suis mademoiselle... Une dictée ! Cette fois, c'est le fou rire qui me gagne.

Mais les frou-frou se sont apaisés. Les gros yeux à lorgnon rient, toujours. On commence, au bruit de moteur des machines qui avalent le papier ; mais la voix aiguë du monsignor perce le bruit. J'écris. Tiens, c'est du Loti. Pas difficile. Je regarde machinalement la copie de ma voisine où la grammaire, sans conteste, chancelle. D'un geste de potache, elle élève son bras comme un rempart. Si j'allais piger ses cacographies ? Je suis bachelière, mademoiselle !

C'est tout ? oui. Tiens, il n'a pas dit le nom de l'auteur. Si je le mettais, pour les faire loucher ? Pierre Loti... C'est un peu pédant, tant pis. C'est la faute de la voisine. Chacune relit sa copie. L'abbé se penche de table en table... Il n'est pas le seul. Vraiment nos copies intéressent bien ces messieurs ! Mais je me rends compte, en vérifiant la direction des yeux, que les regards négligent la page écrite, mais s'insinuent dans les corsages. Il en est d'ailleurs de furieusement ouverts; on y aperçoit ce qu'on veut. Y a-t-il une ceinture pour arrêter la vue ? C'est inquiétant... Moi, j'ai tout fermé et personne ne vient.

Vrooc... vlan !... Qu'est-ce qu'il y a ? Une porte s'ouvre — sous une irrésistible poussée. Je saute ; je ne suis pas habituée. Il paraît que cette manière d'entrer indique un chef... C'est le capitaine Blocquin — une voisine tuyautée le nomme — un petit homme vieux, à moustache retroussée : tout ce qui lui reste de poil est sûrement sur sa lèvre. Il se jette sur la table, appelle les secrétaires. Les mains fiévreuses bousculent les paperasses.

— Voyons, voyons, le dossier Martin, voyons. Il était là, Credieu ! C'est le colonel qui le demande...

On lui tend des papiers, qu'il prend et à grandes enjambées, il fuit. Navré, le secrétaire considère le champ de bataille, les papiers bousculés, les registres en déroute.

— Le colonel l'appelle ! Plus un poil de sec ! dit-il tout haut.

Ces mots produisent une agitation parmi les tiges roses, rouges ou vertes que nous sommes autour de la table... Je souris en dedans. Ce quinquagénaire est affolé parce qu'un colonel le demande. Cinq galons, trois galons. Est-ce qu'ils sont comme ça, tes chefs ? C'est donc bien terrible, la vie, ici ?

Mais on ramasse les feuilles. Le monsignor les palpe, les aligne. Tout le monde s'est levé ; ma voisine tapote le tablier de sa jupe ; ça doit être une couturière.

— C'est bien, mesdames, je vous remercie. On vous écrira dans quelques jours, s'il y a lieu. Et il nous fait un salut cérémonieux. Le gros à lorgnon rigole toujours.

Eh bien, et le colonel ? On ne le voit pas ? Naturellement, je ne fais pas la réflexion à haute voix... Mais vraiment, ça n'est pas mal ! Moi qui m'attendais à une réception dans un grand bureau sévère, par un vieux colonel très bien, à qui j'aurais volontiers sorti le général Martiguet, ton cousin, et le colonel Vodable du ministère — et voilà que c'est un petit auxiliaire à demi-chauve, correct, et bénisseur qui nous fait faire une dictée... Un point, c'est tout !

Ça c'est une leçon. J'apprends que je ne compterai pas pour grand'chose dans la vie militaire. Employée n° 4 ou n° 8... Ça vous rabaisse le caquet. Madame Charvigneul, vous ne serez plus que la secrétaire Charvigneul, cent sous par jour. Non, mais j'étais vraiment naïve et il me fallait cette leçon de modestie. Je commence à devenir soldat, je me deshabille de ma personnalié. Madame Charvigneul, laisse au vestiaire ton humeur, ta susceptibilité et le peu d'esprit que tu peux avoir... Ça t'encombrerait et puis ça ne doit pas faire partie de l'équipement réglementaire.

Mais je ne peux pas m'empêcher de rire de moi et de mon entrevue avec le colonel ! Et je t'ai conté tout cela pour que tu ries aussi et que tu te moques un peu de la femme CHRISTIANE.

J'ENTRE AU C. R. V. M.

Voici cinq jours que le monsignor nous a fait une dictée. Est-ce que je suis reçue ? Aurai-je mon brevet de dame-secrétaire ? Mes journées s'allongent et n'en finissent plus maintenant que j'attends quelque chose.

Une lettre d'Henri. Bon ! Ah ! une autre lettre avec un cachet de l'autorité militaire, une immense enveloppe : quelle grande chose m'attend ? Non... d'abord la lettre de mon mari... Il va bien, il n'a besoin de rien. C'est entendu ; seulement, oui,

du bœuf, du bœuf... Parbleu ! c'est mal préparé. Bien sûr, si j'étais là ! C'est son genre ; il ne se plaint jamais, je le sais, mais il souffre... L'autre enveloppe, vite :

« Je vous informe que vous êtes admise comme dame-secré-
« taire aux bureaux du C. R. V. M. Vous aurez à vous y pré-
« senter pour commencer votre service le 1er mai, à huit heures
« du matin. Lapierre-Abriquet. »

Ça y est ! Je suis soldate. Une idée biscornue me traverse la tête : je me vois en uniforme, quelque chose de gentil, genre officier anglais. Tiens ! il n'y a pas « J'ai l'honneur », cette fois. C'est vrai, je suis sous leurs ordres... On n'a plus d' « honneurs » à rendre à une « soldate ». Sous leurs ordres... mon Dieu! oui... on verra ça. Enfin, Henri, mon cher petit, laisse ton gros bœuf jaunâtre. Et puis je veux que tu sois bien couché ; prends cette chambre confortable dont tu parlais. Tu auras mon salaire... Car il y a un P. S. au poulet du colonel : « Vous recevrez un salaire de 5 francs par jour de présence. » Un salaire ; me voici une salariée. Cinq francs par jour, cent cinquante francs par mois que je t'enverrai... Je n'ai jamais gagné d'argent ; je suis contente d'être la petite employée qui trotte au matin, vers des occupations précises.

C'est une bonne chose que ce mécanisme qui règle une vie... J'avais des scrupules de mon oisiveté : l'ai-je écrit déjà ? C'est terrible, les scrupules. Ça commence comme rien, un petit bobo, un agacement intérieur, et puis ça grossit : c'est une enflure, pareille à une bosse qui vous vient après un choc. Par moment, on discute, on plaide avec soi-même.

— Je ne fais rien, évidemment — mais ce n'est pas ma faute si je ne sais rien faire...

— Comment ? Mais on sait toujours faire quelque chose...

Je suis agacée, nerveuse. Le scrupule augmente.

Ce lit si doux : dehors il y a de pauvres gens sous la pluie. Voilà des blessés qui entrent dans mon imagination, et je ne peux plus les chasser... Leurs plaies sont énormes, leurs os rompus... Je sens leur douleur en moi, dans mes flancs ; mon visage se contracte... Je me vois dans la glace : non, c'est indigne de se parfumer, de s'embellir ! Autour de moi monte la lamentation des mères, le cri des enfants abandonnés. Où est-il

leur père, dans cette boue hideuse, palpitante de chair et de sang ? Il fut ce qu'ils sont : un petit enfant, naïf et frais comme un oiseau, joyau de sa mère qui lui souriait ; des âmes tressaillaient dans la lumière. Hélas ! qu'est-il devenu ? Mon Dieu, que de souffrances par le monde tandis que je vis heureuse ! Il n'est pas possible que je ne souffre pas aussi... Le scrupule maintenant couvre mes yeux, envahit toute mon âme ; je ne vois plus rien que ma misère, ma faute, mon crime... N'est-ce pas que je suis coupable, que c'est une honte que d'être heureuse, que cela ne peut pas durer, que ce n'est pas juste, qu'il va m'arriver des malheurs — enfin que je dois me dégoûter de moi-même ?

Oui, j'ai connu cette souffrance, ce tourment. C'est fini. Je vais travailler. Travailler, travailler... Je serai peut-être utile à quelque chose, à vous mes frères soldats, à toi, au pays. En tout cas, j'aurai des devoirs nets et précis, comme les beaux aciers luisants des machines laborieuses...

Demain, j'écrirai quelque chose sur mon entrée.

LE BURLINGUE.

8 mai 1916.

Je me contente, ou à peu près, de transcrire la lettre que je vais envoyer et qui résume assez bien les impressions de quelques jours — d'une semaine environ.

Mon petit mari, c'est la dame affectée à la C. G. du C. R. V. M. qui t'écrit. Je traduits. C. G. cela veut dire Correspondance générale. C. R. V. M. : Centre Récupération Vieilles Matières. Notre rôle — je veux dire celui de la formation où je suis — c'est de centraliser les vieux débris, les déchets de toutes sortes que laisse derrière elle l'armée — celle du front et celle de l'intérieur. En somme, chiffonniers militaires, voilà ce que nous sommes. Nous ramassons indifféremment vieux cuirs et vieux métaux, godasses périmées et carburateurs phtisiques, étuis de cartouches et courroies de bidon — que sais-je ? Inutile de te dire que je ne touche pas à ces choses-là. J'appartiens, dans le vaste organisme, à la plus noble partie, à la Direction, au cerveau, dont la substance grise est certainement faite de pâte à papier.

Mon Dieu oui, me voici, comme toi, au milieu de soldats, dans un bureau militaire, dans un burlingue, selon l'argot du lieu. Alors, c'est ça des soldats ? Je m'attendais à trouver des hommes raides et même durs, un petit air de guerre, quelque chose de martial enfin, avec un peu de panache au-dessus. Non. Des employés, qu'on aurait déguisés en troupiers. Ils traînent de lourds sacs — mais remplis de papelards (c'est ainsi qu'on nomme les papiers) ; leurs munitions sont des dossiers ; ils portent crânement des glaives acérés, mais ce sont des grattoirs. On se tutoie à peine (je parle des hommes entre eux). On s'appelle monsieur ; on met des gants. Tu n'as pas l'air plus militaire que ça ?

Le bureau où je suis — C. G. — centralise les lettres, celles qui arrivent et celles qui partent.

Je suis chargée d'ouvrir celles qui arrivent. Ce n'est pas une petite affaire ! Attention aux lettres personnelles ! Si j'allais en décacheter une ! Il faut y veiller : elles se reconnaissent à ce qu'elles portent le nom du colonel, à ce qu'il y a un timbre, à je ne sais quoi enfin, qui n'a pas l'air administratif... Le chef m'a recommandé l'attention avec des yeux si ronds, ses prunelles ont décrit un tel orbe sous son arcade sourcilière que, pour le moins, il voyait l'Enfer de Dante !

— Si ça arrive par malheur, m'a dit le brigadier Sapin, un de mes compagnons, il n'y a qu'à l'étouffer.

Etouffer qui ? Le chef ? Non. Sapin a fait un geste de la main, comme s'il eût ramassé quelque chose pour le passer prestement derrière son dos... Ah ! c'est la lettre !

Le chef, il faut que je te le présente. Ce n'est pas un militaire.

Par quelle survivance singulière ce civil est-il resté là comme un débris des organismes du temps de paix ? On l'appelle d'ailleurs « Temps de paix ». C'est un vieil employé — trente ans de bureau — qui me paraît être un brave homme, paisible, que l'on fait difficilement sortir de son calme : et les tempêtes qui agitent les bureaux, les colères du commandant et la hâte fébrile du capitaine battent en vain autour de lui, comme une marée impuissante. Car il sait sa force et qu'il est *le maître des papiers*. Ventripotent, asthmatique, podagre, il entre avec

lenteur dans son cabinet, pose ses deux mains sur la table, puis lève la tête, et renifle violemment comme pour aspirer avec volupté l'air du bureau, prendre possession de l'atmosphère.

Enfin il s'assied, range ses papiers bord à bord, les tapote à plusieurs reprises comme pour dire :

— C'est bien à moi.

— Dépêches ministérielles, murmure-t-il à mi-voix.

Alors, il essaie une plume sur son ongle, regarde le travail de ses employés — des tableaux où les colonnes, comme de hauts portiques, s'élèvent sur du papier immaculé.

Mais voici qu'il découvre dans un coin une oscillation du trait : la règle a dû bouger. Et le bord du papier, coupé aux ciseaux, présente quelques bavures. Sévère, M. Tardif appelle l'auxiliaire coupable.

— Vous ne savez pas travailler, lui dit-il en le regardant par-dessus son lorgnon. Il reprend les ciseaux, rectifie lui-même, éloigne le papier pour juger de la beauté de l'œuvre.

Car on fait ici de la bureaucratie esthétique. Rien de plus joli que ces titres en ronde, en bâtarde, en gothique qui ornent les cartons et les chemises multicolores, les en-têtes gracieux, les ficelles roses et vertes qui nouent les cahiers, le noble alignement des chiffres, la multitude des cachets rangés par ordre de taille sur un support de bois découpé. Le dispositif d'une enveloppe occupe M. Tardif pendant de longs moments. Il gomme avec patience et lenteur et souffle sur les papiers, pour en chasser les poussières, avant de les classer.

Dans un coin l'auxiliaire Adalbert, pâle et pustuleux, incline son front d'hydrocéphale sur une touffe de poils raides où convergent le nez et le menton. Il est spécialement chargé des titres, des enluminures, de la confection des contrôles, et, son museau pileux sur le papier, minutieusement, patiemment, il dessine, gratte, peint, décore. Il ne parle pas et ne bouge point. Par moment, on a envie de le prendre, comme un encrier, pour le changer de place.

— Vous faites de bien jolies choses, lui dis-je.

— C'est la guerre.

Je cherche encore quel rapport il y a entre ma question et sa réponse.

Mais, toi? diras-tu. Tes enveloppes sont bien ouvertes; et après?

Après, je mets les lettres dans les chemises, les chemises dans une plus grande chemise et je passe le tout au chef qui palpe, flaire, soupèse et enfin, le plus tard possible, porte le dossier au colonel. Visiblement il s'en sépare à regret : si on allait lui perdre quelque chose?

Ce que contiennent les lettres ne l'intéresse pas. Elles ne valent que par le nombre, la date, l'origine — et surtout par le numéro qu'on y inscrit. Par ordre de dignité, viennent d'abord les dépêches ministérielles 84623 VM/4. — Donnez-moi la dépêche 84623 VM/4. M. Tardif a dans la cervelle des cases où sont ces numéros : un déclic et la case s'ouvre : Voyez série III, volume IV, première partie...

Je n'ai pas, moi, l'honneur d'ouvrir les plis ministériels : M. Tardif se les réserve. Je les reconnais aux vastes enveloppes et au cachet. Seuls les plis de deuxième zone me reviennent : lettres d'affaires, demandes diverses, etc. Et je timbre, et je tripote, et je numérote. Le maréchal des logis chef Raffard, un grand sec, rasé, falot, long comme une canne, inscrit sur un registre le sommaire des lettres. Ça dure ce que ça dure; parfois longtemps. Patiemment, la machine bureaucratique attend que les lettres soient lues — et commentées — par le bureau de la C. G. Certaines dépêches semblent intéresser particulièrement les secrétaires... Après eux, le colonel les voit. Il nous retourne le tout et je distribue dans les différents services. Ça, c'est ma petite promenade, l'agrément de la journée ; grâce à elle, j'élargis le cercle de mes connaissances : je suis l'agent de liaison.

A midi je déjeûne, au restaurant, oui, mon ami, avec deux dames employées que je te présenterai, par lettre. Nous avons notre coin. Après cela on prend l'air des bois, qui sont de toute beauté. On rentre à deux heures.

L'après-midi, je répertorie. Ce mot prend dans la bouche de M. Tardif un volume extraordinaire. Je répertorie, je répertorie... je répertorierai, il faudrait que je répertoriasse, que vous répertoriassiez, Madame. Je me répète ce mot comme un enfant secoue un hochet et le fait sonner curieusement... Réper-

torier, ça consiste à écrire des numéros de lettres sur des registres divers. Mon Dieu, je te dirai que jusqu'alors je ne comprends pas grand'chose à ce que je fais. J'ajoute des numéros à des numéros, dans de grandes colonnes, comme un enfant qui ramasse des pommes et les met au panier. Quand le panier est plein, j'en prends un autre...

J'ai voulu demander des explications : on ne m'a pas répondu. Sapin, qui est le philosophe de la bande, a mis son doigt sur sa bouche :

— On doit apprendre sans comprendre et comprendre sans apprendre, a-t-il dit.

Vu l'importance qu'on attache à ce travail, il doit être de haute valeur.

Et je ramasse mes pommes.

A six heures moins deux, ta petite femme a déjà son chapeau ; à six heures elle est dehors ; à six heures quinze elle est sous terre, dans le métro. Elle a gagné ses cent sous. Mon petit chou, il ne faut plus manger de bœuf bouilli, ça ne te réussit pas. Tu as de quoi, moi aussi. Nous sommes riches. On les aura. Signé : CHRISTIANE.

LES PAPIERS, LES PAPIERS.

Raffard, outre l'enregistrement des lettres, est chargé de multiples et menus services. Aussi bien est-il toujours en mouvement ; c'est l'homme-courant-d'air, sans cesse dans les couloirs et les escaliers. En particulier il est l'auxiliaire, la doublure du père Tardif ; comme celui-ci marche difficilement, c'est Raffard qui « va au colonel », la plupart du temps. Dans les grandes occasions seulement, Temps-de-paix se lève et lentement se dirige vers l'Olympe ; c'est ainsi qu'on nomme le bureau du colonel. Les deux majestés se rencontrent là-haut.

La figure de Raffard aurait pu être comme celle de tout le monde ; mais sûrement il fut, dans son enfance, chez son père le libraire, oublié entre les pages d'un gros in-folio : son visage s'est allongé et sa figure étroite, entièrement rasée, un grand nez, le cou long, le cheveu déjà rare, donnent assez bien l'idée d'un manche de coupe-papier. C'est un homme d'une activité dévorante : il va, vient, court, revient, monte, cherche un ren-

seignement, toujours pressé, toujours affairé, toujours prêt à toute besogne. La somme de ses travaux se chiffre en kilomètres et en kilogrammètres.

Parfois, en lisant une dépêche ministérielle, l'œil du père Tardif s'allume. Y aurait-il quelque malice dans cette face blême et bouffie ? Raffard arrive, racle furieusement le plancher de ses gros souliers. Penché sur le chef, il lit... En général, il vise à l'impassibilité ; mais quand sa figure se ferme le plus, qu'elle devient raide et jaune comme un morceau de corne, c'est qu'il est ému. Le brigadier Sapin alors met son porte-plume au bout de son nez et regarde.

— Il y a quelque chose de nouveau ?

Raffard ne répond pas ; mais en hâte il cache le papier parmi les autres dépêches et emporte le tout chez le colonel... Mais sans doute le secret — qu'est-il ? — a déjà transpiré, car voici l'adjudant Gaudon qui parle à l'oreille de Temps-de-paix, voici Trousset, voici la Toise, voici des curiosités qui s'éveillent et tendent le nez dans les portes entre-bâillées. Causeries à mi-voix... Raffard revient, funèbre et hermétique. Il écarte d'un bras inexorable les curieux qui sont réunis là, décoche un coup de boutoir à quelque auxiliaire qui s'oublie à le questionner. « Vites-vous chien rencontrant quelque os médullaire » ? C'est Raffard défendant contre les secrétaires le contenu d'une dépêche ministérielle.

Tout pour lui est matière à cachotterie.

« *Et jusques au bonjour, il dit tout à l'oreille.* »

Quelles redoutables choses cet homme connaît-il donc ? Sans doute, les secrets de la défense nationale ?

— Non, mais ceux de Polichinelle, dit Sapin.

Réellement je m'amuse. Les premiers jours j'étais intimidée. J'avais peur de ces papiers, peur surtout d'égarer quelque chose. Un grimoire incompréhensible me semblait d'un inestimable prix : je le suivais dans ses pérégrinations, j'avais pour lui des inquiétudes de nourrice. Je comptais et recomptais mes lettres. M. Tardif est si minutieux ! Par crainte de perdre quelque pièce, il fait prendre copie de presque toutes. Cela demande un temps infini ; cela retarde d'autant l'expédition des affaires

courantes. N'importe ! sa joie est sans mélange lorsque — c'est assez fréquent — on vient lui dire :

— Nous ne trouvons pas cette pièce. Ne serait-elle pas chez vous par hasard ?

Avec quelle fierté alors il étend le bras sur une pile de dossiers qui abrite sa droite, et dit simplement, en tournant les yeux vers son interlocuteur, sans remuer la tête :

— Elle est *là !*

Ce *là* est appuyé, ferme, sûr. Ce *là*, c'est toute son âme. Quant à obtenir qu'il donne la pièce, c'est une autre affaire. Il n'y faut pas compter.

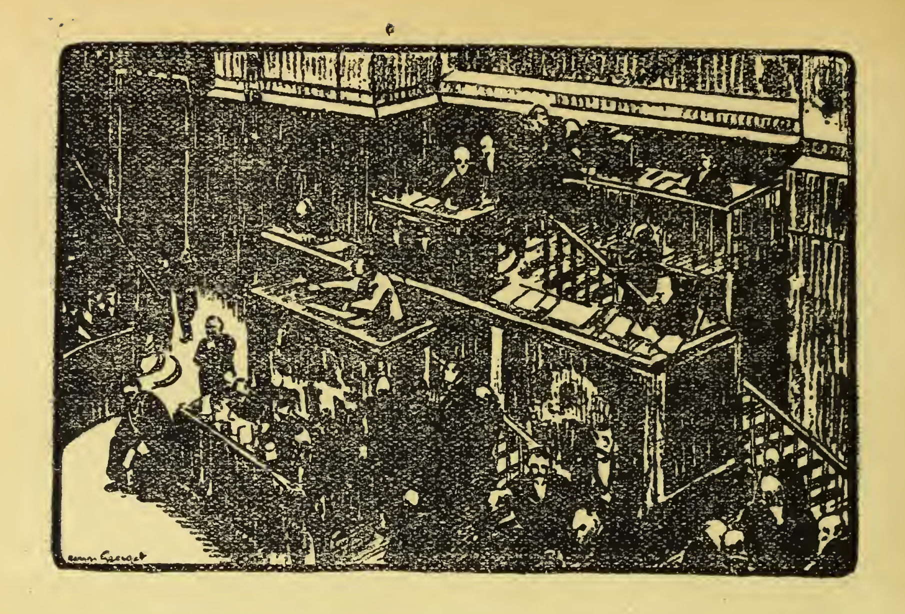
— Pour que vous me la perdiez !

Il est nécessaire de supplier. Alors M. Tardif condescend à en faire exécuter une copie qu'il remet au secrétaire d'un air apitoyé.

Gabriel Maurière.

(*A suivre.*)





Le président Wilson théoricien politique

Le Président Wilson se présente à nous comme un chef d'Etat d'un type tout à fait nouveau. Certes, ce n'est pas la première fois qu'un théoricien politique ou un historien est appelé à diriger une nation ; on ne compte plus dans les temps modernes les juristes et les écrivains qui ont fait partie du gouvernement. Au cours de cette guerre même, sans parler des avocats, qui eux sont de très près mêlés à la pratique des affaires, les professeurs de droit ont joué un rôle important. Il est remarquable qu'en Italie — Rome n'est-elle pas la terre classique du Droit ? — M. Salandra et M. Orlando sortaient des Universités. M. Politis enseigna dans les Facultés françaises avant de devenir le principal collaborateur de M. Venizelos. Mais ces hommes politiques ne sont point ni en fait, ni en droit des chefs d'Etat au même titre que M. Wilson. De plus ce qui rend le cas de celui-ci particulièrement intéressant, ce n'est pas seulement que dès sa jeunesse, il a étudié le Droit public, puis qu'il l'a enseigné, avec grand éclat d'ailleurs, qu'il en a fait l'objet de ses méditations constantes, qu'il est par profession un théoricien de la politique, c'est qu'il est passé presque sans transition de l'Université de Princeton à la Maison-Blanche. Les autres, juristes ou historiens, avaient fait des stages assez longs ; ils avaient gravi peu à peu les échelons divers de la hiérarchie politique. M. Wilson a quitté son cabinet pour

prendre le gouvernement de l'Etat de New-Jersey et devenir, deux ans après, le chef d'un des Etats les plus puissants du monde.

Mais le Président des Etats-Unis mérite-t-il le nom de théoricien au sens rigoureux du mot ? Il semble s'en défendre. Dans la préface de son grand ouvrage sur l'Etat il indique « comme une chose qu'il est inutile de prouver que la seule bonne méthode à suivre quand il s'agit de questions politiques, est la méthode historique comparative ». Il est ainsi dans la tradition des juristes anglais et américains qui se bornent à analyser les constitutions et les lois et repoussent les constructions doctrinales. Très éloignés de la métaphysique politique de notre dix-huitième siècle, ils se tiennent aussi soigneusement à l'écart des méthodes allemandes. Chez eux, point de théories abstraites, point de vastes généralisations ; le droit politique doit être dégagé des réalités politiques. La plupart même se refusent à toute conclusion ; M. Wilson, au moins dans un de ses ouvrages, s'est montré moins timide. La comparaison entre les différents systèmes lui a permis d'établir un certain nombre de principes qui, à raison même de la méthode de l'écrivain, méritent bien d'être appelés scientifiques. Il n'a pas hésité à formuler les lois du développement historique des Etats et même à rechercher quelles sont les fins normales du gouvernement.

L'œuvre du Président Wilson est assez abondante. On a surtout parlé en France de ses ouvrages historiques : *Division et Réunion*, la biographie de *Washington* et l'*Histoire du Peuple Américain*. Il a étudié le droit public dans trois livres importants. *Le Gouvernement Congressionnel* forme une étude sur la politique américaine. Le livre est ancien déjà puisqu'il a été écrit en 1883-1884. Le jeune écrivain y montre les profondes déformations de la constitution des Etats-Unis. La critique est pleine de verve et cet ouvrage d'un professeur de Droit semble écrit par le plus alerte des journalistes.

Quelques années après, alors qu'il était déjà le professeur le plus en renom de la célèbre Université de Princeton, il publia son grand ouvrage l'*Etat, éléments d'histoire et de pratiques politiques*. Le titre n'est-il pas déjà significatif ? Le livre contient une analyse précise des institutions politiques de la Grèce et de Rome pour les temps antiques, et des principales nations modernes. Cette étude est faite avec le plus grand soin, le lecteur s'en convaincra sans peine en lisant les pages qui sont consacrées à notre pays : M. Wilson décrit nos institutions avec une intelligence de leur caractère bien rare chez les écrivains étrangers. C'est dans cet ouvrage qu'il nous a donné le plus nettement sa pensée sur la nature de l'Etat et l'objet

du Gouvernement. Enfin, il a publié en 1908 sous ce titre : *Le Gouvernement Constitutionnel aux Etats-Unis,* les conférences qu'il avait prononcées en 1907 peu de temps avant l'élection de M. Taft. Mais ce n'est déjà plus ici un ouvrage de Droit Public, c'est déjà l'exposé des idées de l'homme politique.

Nous n'avons pas l'intention de présenter ici toutes les théories du professeur Wilson ; nous ne parlerons même pas de certains points importants qu'il a naturellement abordés tels que : le Pouvoir judiciaire aux Etats-Unis, les Gouvernements fédéraux et quelques autres. Nous le suivrons seulement dans l'examen des questions où se sont affirmées ses opinions personnelles. Nous étudierons donc ses idées sur la Constitution et la politique américaines ; nous verrons ensuite comment lui apparaissaient les principaux gouvernements de l'Europe ; nous rechercherons enfin les conclusions qu'il a formulées. Nous ne craindrons pas de citer souvent les textes mêmes. Non seulement le lecteur aura ainsi la pensée précise de l'auteur, mais il goûtera le savoureux humour dont il éclaire les plus graves sujets.

LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

Dans la préface qu'il a mise à l'édition française du *Gouvernement Congressionnel,* M. Wilson prie le lecteur de se souvenir « qu'il décrit un système vivant qui, comme tout ce qui est vivant, se modifie sans cesse soit dans la forme, soit dans le fond ». C'est aujourd'hui surtout que ce rappel est nécessaire : la république des Etats-Unis telle que nous la décrivait l'écrivain, il y a quelques années, ressemblait peu à l'image traditionnelle qu'en avait gardée le lecteur français depuis Tocqueville. Mais le gouvernement américain tel qu'il nous apparaît depuis cinq ans, ressemble moins encore au tableau tracé par le professeur de Princeton. Ne perdons pas de vue que de cette transformation le Président actuel a été le plus vigoureux artisan.

En écrivant son premier livre, M. Wilson prétendait présenter au public non point un commentaire mais un exposé des faits principaux pouvant être la source de réflexions pratiques. A la vérité, cet exposé constitue la plus vive des critiques. Il est remarquable que ces critiques, plus atténuées de ton, se retrouvent quinze ans après dans son importante étude sur l'Etat. Le Gouvernement américain, « ce gouvernement modèle, n'est plus conforme à son type d'origine... nous vivons réellement sous une Constitution essentiellement différente de celle que nous avons si longtemps vénérée comme notre propriété particulière et incomparable... La forme de la Constitution

consiste en balances idéales délicatement mises en équilibre, tandis que la forme actuelle de notre gouvernement présent est simplement un système de suprématie du Congrès ».

Le plus surprenant dans cette déformation, c'est l'abaissement de la fonction présidentielle. On sait quels sont les privilèges importants et nombreux du Président de la grande république « si considérables, qu'il a plu à la fantaisie de quelques écrivains de les mettre en relief comme dépassant ceux de la couronne britannique ». Mais, en fait, depuis longtemps le prestige de la charge présidentielle a décliné. En même temps que grandissait la puissance du Congrès, le rôle des secrétaires d'Etat s'accroissait aussi ; ils devenaient plutôt les collègues du Président que ses conseillers, tout en étant eux-mêmes de plus en plus aux ordres des Chambres.

Si encore le gouvernement appartenait véritablement au Congrès, c'est-à-dire à l'ensemble de la représentation nationale, le mal serait moins grand. Mais dans la réalité, ce sont les comités permanents, particulièrement ceux de la Chambre, qui gouvernent. L'assemblée ne fait guère qu'enregistrer leurs décisions. D'ailleurs, les seules propositions ayant quelque chance d'aboutir, sont celles qui émanent des comités eux-mêmes. « Un bill renvoyé est un bill condamné, nous dit M. Wilson dans sa langue pittoresque ; quand il va du pupitre du clerk à la salle du comité, il passe un pont des soupirs parlementaire et gagne de sombres prisons d'oubli d'où il ne reviendra jamais. » Les présidents des comités jouent donc dans ce système un rôle de premier plan et le Speaker, président de la Chambre, qui a la prérogative de nommer les comités permanents, jouit, en fait, d'un pouvoir extraordinaire.

M. Wilson nous indique les causes de cet état de choses. C'est d'abord le mélange des partis ; en effet, les partis politiques qui sont si nettement tranchés dans le pays, sont intimement mêlés dans ces comités où règne une parfaite camaraderie, où l'échange des faveurs se pratique sans aucune dissimulation. En second lieu les débats publics ont été, en pratique, à peu près supprimés par un règlement draconien. La plupart des discours ne sont pas prononcés, mais confiés au *Congressionnal Record*. L'opposition se manifeste à peu près uniquement par l'obstruction. L'écrivain nous présente un amusant tableau d'une de ces scènes. « La tristesse des heures que l'on traînait ainsi, était atténuée de temps en temps par l'audition amusante des excuses d'un membre qui avait cherché à se glisser vers son lit, ou par l'émotion d'une dispute pleine de colère entre les leaders des deux partis qui se rendaient mutuellement responsables de cet arrêt. »

Au surplus, des raisons architecturales rendent toute discussion à peu près impossible. Un orateur, en effet, ne saurait se faire entendre dans cette salle immense « où chaque membre a un pupitre spacieux et un fauteuil tournant confortable, où de larges bas-côtés s'étendent et s'allongent, où des espaces vastes, couverts d'épais tapis, entourent les pupitres du speaker et des clerks ». A ces difficultés ajoutez l'effort nécessaire pour dominer le tumulte : « Le bruit des conversations à haute voix et le battement des mains pour appeler les huissiers, rendent la tâche de l'orateur très semblable à celle qui consisterait à s'adresser aux voyageurs des omnibus, du bord du trottoir qui est devant l'hôtel Astor ». Nous dédions ce tableau à ceux qui se plaignent de l'exiguïté de la Chambre des Communes et de la Chambre française et qui y voient une des causes de la difficulté du travail parlementaire.

On devine l'ahurissement du membre nouvellement élu qui pénètre à la Chambre américaine pour la première fois. Les pages dans lesquelles l'écrivain nous peint les tribulations du représentant arrivant encore tout fier de sa réputation locale, sont parmi les plus amusantes du livre. Non seulement le député passe inaperçu, mais il découvre bientôt qu'obtenir la parole est une entreprise difficile et précaire, et « son indignation se trouve excitée par ce fait que le speaker ne daigne même pas se tourner vers lui bien qu'il doive avoir entendu son appel. S'il est bruyant et s'il s'obstine dans ses cris de « Monsieur le speaker! » il se peut qu'il obtienne pour un instant l'attention de ce haut fonctionnaire... immédiatement s'élèvent, articulées mécaniquement mais énergiquement, des exclamations, des protestations et il est contraint de s'asseoir confus et désappointé ».

Ce ne sont là d'ailleurs, que les raisons secondaires de la prédominance des comités. La cause essentielle, c'est l'absence de liens véritables entre le Pouvoir Exécutif et le Congrès. Les deux pouvoirs sont profondément séparés. Les premiers présidents, Washington et John Adams, s'adressaient en personne au Congrès, mais Jefferson, le troisième, n'étant pas orateur, laissa tomber cette coutume et l'habitude d'envoyer des messages écrits s'introduisit. « Il se peut que si le Président n'avait pas ainsi fermé la porte à toute espèce de pratiques novatrices, cette clause de la constitution ait servi de base à l'habitude plus courante, moins enveloppée de formes, d'un échange d'opinions entre le Pouvoir Exécutif et le Congrès. »

Les présidents des comités forment donc le véritable ministère, mais « c'est un ministère désagrégé ». Parmi ces comités celui des appropriations, quelque chose comme notre commission du budget,

joue un rôle prépondérant. M. Wilson s'étend longuement sur les pratiques du Congrès en matière financière et nous regrettons de ne pouvoir le suivre dans ses développements. Il garde même en ces austères matières son langage humoristique et familier. Voyez comment il présente la classique opposition entre les impôts directs et indirects : « Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser lorsque nous plions un reçu (d'impôts directs) et que nous le mettons de côté que le gouvernement tel qu'il est conduit aujourd'hui est un luxe beaucoup trop coûteux et que ce reçu est la preuve documentaire incontestable d'une augmentation insupportable... Mais fort peu d'entre nous trouvent dans leur sucre le goût du tarif et je suppose que des buveurs même très portés à réfléchir ne perçoivent pas la patente dans leur whisky. »

Le pays n'accorde d'ailleurs qu'une bien faible attention aux travaux de ses représentants. Et le Sénat, quelle que soit sa réputation de sagesse, ne réussit pas à briser cette indifférence. La haute assemblée devrait être normalement recrutée dans l'élite de la nation, « conforformément à une loi de sélection naturelle à laquelle obéissent en général les législatures de tous les pays ». Les sénateurs sont du moins choisis parmi les meilleurs des politiciens. « Si ces meilleurs hommes ne sont pas bons », c'est la faute du système. Malgré le rôle particulier que joue le Sénat dans la ratification des traités et la nomination de certains fonctionnaires, ses rapports avec le Président ne sont pas beaucoup plus étroits que ceux de la Chambre.

Nous arrivons enfin à l'étude de la magistrature présidentielle. On sait de quelle auréole le Président des Etats-Unis a été entouré dans l'esprit des hommes politiques et du public européen au cours du XIXe siècle. Dans la réalité la fonction avait pris, d'année en année, une importance moindre. Cet abaissement tient pour beaucoup à la médiocrité de ceux qui l'ont occupée. Il était presque inévitable qu'il en fût ainsi. Le système du vote à deux degrés, prévu par la Constitution, s'est trouvé gravement faussé le jour où les candidats présidentiels ont été choisis par les conventions des partis. Depuis ce moment et, de plus en plus, « il fut reconnu comme d'indispensable nécessité que le candidat présidentiel eût un passé politique aussi court que possible et qu'il fût irréprochable et pur de toute signification. « Messieurs, disait un homme public, Américain distingué, je ferais un excellent président, mais un très pauvre candidat. » « Une carrière décisive, continue le spirituel écrivain, qui donne à un homme une place bien nette dans l'opinion publique constitue une incapacité radicale à la présidence, car la candidature doit précéder la présidence et les écueils

de la candidature ne peuvent être franchis que par un bateau léger qui porte peu de fret et qui peut virer rapidement pour éviter les difficultés au passage. » D'ailleurs, ainsi que nous l'avons vu, le Congrès américain ne permet guère aux hommes de valeur de se révéler. Aussi voit-on s'accentuer la tendance à choisir les présidents parmi les gouverneurs ou les anciens gouverneurs des Etats. Ce sont, en somme, les fonctions qui les préparent le mieux à leur nouveau rôle. Notons en passant que M. Wilson regrettait à cette époque la courte durée des fonctions présidentielles. « Le président est congédié presque aussitôt qu'il a appris à connaître les devoirs de sa charge. » En vain lui objecterait-on que cette disposition est essentiellement républicaine ; « si le républicanisme est fondé sur le sens commun, une chose aussi éloignée du sens commun ne peut en faire partie ».

Voici le nouveau président installé. Naturellement, il lui est impossible d'exercer en réalité le pouvoir exécutif tout entier. Il est donc assisté de chefs de départements, ce sont les secrétaires d'Etat. Ceux-ci sont devenus de plus en plus de vrais membres de l'Exécutif et cependant leur pouvoir directeur dans la conduite des affaires au lieu d'augmenter a constamment diminué par suite de la tendance du Congrès à soumettre tous les détails de l'administration à la surveillance constante des comités permanents. Cette situation équivoque n'est pas sans dangers. « Les secrétaires ne sont pas assez libres pour avoir une politique indépendante, mais ils le sont assez pour être de médiocres serviteurs... une fois installés, la possession de leur fonction ne dépend pas de la volonté du congrès. » Les défauts de ce système politique sont éclatants. M. Wilson les souligne à son habitude par une comparaison familière. « Je considérerais mes entreprises comme désespérées, si mon principal employé devait être nommé par une troisième personne et chargé ensuite, sans que j'eusse un droit de contrôle sur lui, de choisir lui-même et de diriger ses subordonnés, non pas d'après mes ordres, mais en demandant seulement mon consentement. »

Quel contrôle serait possible avec un pouvoir ainsi émietté ? Une responsabilité précise et sérieuse, tel est pour l'écrivain le ressort essentiel d'un bon gouvernement. « S'il y a un principe parfaitement évident, c'est celui-ci, dans toute affaire, qu'elle soit gouvernementale ou commerciale, il faut se fier à quelqu'un, afin qu'on sache, si les choses vont mal, qui doit être puni. » Certes, le choix doit être prudent ; il ne faut point oublier, en effet, que si dans un commerce vous donnez au principal employé la liberté nécessaire à l'édification de votre fortune, vous lui fournissez en même temps les moyens de vous ruiner.

« La nature humaine est à peu près la même dans le gouvernement que dans le commerce des tissus... Les meilleurs gouverneurs sont toujours ceux à qui l'on donne beaucoup de pouvoir en leur faisant comprendre qu'ils seront abondamment honorés et récompensés, s'ils en font un bon usage et que rien ne pourra les mettre à l'abri des châtiments les plus sévères s'ils en abusent. »

C'est dans les questions de politique étrangère que les premiers présidents engageaient à fond leur responsabilité et, c'est grâce à l'importance de ces affaires, autant que par leur propre caractère qu'ils occupèrent dans la république une si grande place. M. Wilson remarque que la fonction présidentielle n'a repris quelque peu de son ancien lustre que depuis la guerre espagnole de 1898. Les Etats-Unis ont été entraînés dans des voies nouvelles et le président joue le même rôle que ses prédécesseurs de la fin du XVIIIe siècle et du premier quart du XIXe.

Les livres du professeur de Princeton mettent donc en singulière évidence les défauts du gouvernement américain, de ce gouvernement représentatif où il n'y a plus, en fait, de débats publics, où la législature et le pouvoir exécutif vivent côte à côte sans canal de communication, où l'émiettement des responsabilités est tel que le peuple ne sait plus à qui s'en prendre. La Constitution n'est plus qu'une fiction ; le pouvoir, occulte mais effectif, est entre les mains de ces formidables organisations de partis qui, pendant quelques années, ont véritablement gouverné les Etats et même la Fédération. L'écrivain ne nous parle pas longuement de ces organisations, il se contente de nous dire que les *Caucus* sont devenus des organes indispensables, puisque on n'a pas su organiser un gouvernement des partis régulier et normal.

C'est ce gouvernement des partis qui lui paraît la meilleure forme de la démocratie. Il a trouvé son expression la plus nette et la plus souple dans le gouvernement de cabinet tel que le pratiquent les Anglais. L'écrivain américain ne dissimule pas son admiration pour ce système. Le ministère anglais constitue, en quelque sorte, le grand comité permanent de la Chambre des communes, chargé de diriger sa besogne et de préparer les sujets importants de législation, mais un comité responsable, qui gouverne au nom de la majorité et se retire lorsqu'il n'a plus la confiance de cette majorité. Ainsi se trouve organisé « le véritable gouvernement de parti, tel que nous le désirons, dit M. Wilson, et tel qu'il faut le désirer dans un gouvernement comme le nôtre ».

Le débat public est, pour un pareil système, « le souffle même de la

vie ». Certes, cela ne va pas sans de graves défauts ; « c'est un gouvernement de plaidoiries », et de sérieux abus s'introduisent parfois, notamment lorsque le Gouvernement, comme en France, laisse tomber une partie de ses prérogatives. Mais le système a la qualité essentielle : il fixe les responsabilités.

L'histoire explique pourquoi cette forme gouvernementale ne s'est pas établie en Amérique. Les Constituants de 1787 prirent pour modèle le gouvernement britannique qui leur était familier ; ils le perfectionnèrent et l'adaptèrent aux circonstances ; ils firent une Constitution meilleure que la Constitution anglaise, alors en état de transition. Mais cette Constitution vénérée est restée intangible, tandis que les Anglais développaient la leur, et arrivaient à créer « ce gouvernement par un cabinet responsable qui fait aujourd'hui l'admiration du monde ».

D'après la doctrine enseignée par M. Wilson, l'idéal de la démocratie est donc réalisé par le gouvernement d'une majorité parlementaire, ce qui suppose non la subordination de l'Exécutif au Législatif, mais leur union intime. Or, dans les conférences qu'il prononça en 1907 et qu'il a réunies dans son livre : *Le Gouvernement Constitutionnel aux Etats-Unis*, il s'attache surtout à montrer la prééminence de la fonction présidentielle. A-t-il donc changé sa conception politique, comme l'affirme M. Daniel Halévy, dans le livre si plein d'intérêt qu'il lui a consacré ? Nous ne le croyons pas. Seulement les ouvrages du professeur de Princeton contenaient ses opinions de théoricien ; dans les conférences de 1907 c'est l'homme politique qui parle. Or, l'homme politique avait fort bien vu que l'évolution du gouvernement des Etats-Unis ne le portait pas vers le système du Cabinet responsable, mais tendait à relever la situation du Président. Au surplus, nous ne devons pas oublier que nous sommes en présence d'un théoricien d'une espèce tout à fait particulière ; il croit aux hommes plus qu'aux théories. On lui a reproché d'avoir dit que les Constitutions sont ce que les hommes politiques les font ; et dès son premier livre, il avait mis en épigraphe au premier chapitre cette phrase de Burke : « Les lois ne font que peu de chose ; organisez le gouvernement comme vous le voudrez ; à coup sûr pour la plus grande partie ce gouvernement dépendra de la manière dont le pouvoir sera exercé. » Il admirait Cleveland, le seul président démocrate qui, pendant une longue période, ait tenu le pouvoir avant lui, d'avoir essayé de redonner son ancien lustre à la présidence ; celui-là avait véritablement gouverné. M. Roosevelt avait encore accentué cette tendance. C'est dans ce sens que s'orienta la politique de M. Wilson lorsqu'il fut élu ; il y apporta

seulement à la fois plus d'audace et plus d'esprit de suite et surtout une intelligence plus grande des ressources que lui offrait la Constitution pour les réformes qu'il voulait accomplir.

Ses actes présidentiels sont si connus qu'il est à peine besoin de les rappeler pour faire éclater le lien étroit qui unit les conceptions du théoricien et la politique de l'homme d'Etat. En déplorant le déclin du pouvoir exécutif, il avait signalé parmi les causes de cet abaissement, le rôle singulier des secrétaires d'Etat qui étaient bien plus les hommes d'un parti que les collaborateurs du président et qui, cependant, n'avaient aucune action sur le Congrès ; le président lui-même se trouvait en quelque sorte séparé des assemblées. Il a voulu avoir comme secrétaires d'Etat des hommes qui fussent vraiment ses conseillers personnels et ses agents d'exécution ; il n'y est pas parvenu du premier coup ; pendant quelque temps, il a dû conserver comme secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Bryan qui avait été avant lui le chef du parti démocrate et qui avait ses conceptions particulières ; mais il n'a pas hésité à le remplacer, dès la première occasion favorable, par son ami, M. Robert Lansing.

Les nominations des fonctionnaires étaient une cause de friction continuelle avec le Sénat en même temps qu'une occupation très absorbante pour les présidents ; voulant garder toute son autorité pour les affaires importantes, il laisse le soin de ces désignations à ses ministres.

Enfin, il s'est préoccupé d'exercer sur le Congrès une action légitime. Dès son élévation au poste de gouverneur de l'Etat de New-Jersey qui précèda de deux ans son élection à la présidence, il avait indiqué nettement quelle serait son attitude. A propos de l'élection d'un sénateur, il prononça ces paroles inattendues : « Je dirai, avec le sentiment entier des responsabilités particulières de ma situation, ce que j'estime être le devoir des chambres en ces graves conjonctures. » Il restait, comme on le voit, fidèle à sa conception du rôle du gouvernement en face des assemblées.

Dès qu'il fut à la tête de la république, il voulut traduire ses idées en actes. Nous avons vu combien il déplorait que par suite des circonstances le président eût perdu l'habitude de faire au Congrès des communications verbales ; il voulut revenir à la tradition de Washington et de John Adams, comme la Constitution lui en donnait le droit ; il vint lire lui-même son message. Ce fut au Congrès une grande émotion. Il fit précéder la lecture de quelques mots familiers pour dire plaisamment qu'il avait voulu se donner à lui-même l'impression que le Président des Etats-Unis était bien une personne vivante et non

un simple département du gouvernement. L'écrivain politique avait regretté qu'on eût fermé la porte à toute espèce de pratique novatrice permettant un échange d'opinions entre le pouvoir exécutif et le Congrès. M. Wilson ne s'en tint pas à sa manifestation solennelle, il alla fréquemment au Congrès dans son cabinet et se tint en contact avec les Comités. Il s'était plaint des mœurs qui régnaient dans ces comités ; il avait signalé les échanges de faveurs et les intrigues de couloirs, le *logrolling* et le *lobby*. Or, dans la préparation de la première réforme réclamée par lui, la réforme douanière, le lobby se montra particulièrement insidieux et pressant. Le président n'hésita pas à publier une note énergique signalant ces intrigues qui cessèrent immédiatement. Pour faire voter cette réforme douanière, il ne recula pas devant la démarche la plus hasardeuse, il vint lui-même demander aux représentants de siéger pendant les vacances.

C'est par ce système d'intervention personnelle que dans son court passage au gouvernement de l'Etat de New-Jersey, il avait obtenu d'importantes réformes, comme la modification de la législation scandaleuse sur les Sociétés financières. C'est ainsi que, président, il fit voter en très peu de temps, outre la réduction du tarif douanier, un impôt fédéral sur le revenu et l'importante modification du système bancaire. Mais c'est la politique étrangère, comme il l'avait d'ailleurs prévu depuis longtemps, qui allait lui permettre de donner à la fonction présidentielle un éclat et une force extraordinaires. Ici ses actes sont dans toutes les mémoires et nous ne les rappellerons pas.

AUTRES GOUVERNEMENTS

M. Wilson a étudié de très près d'autres gouvernements que celui des Etats-Unis. Il a d'ailleurs laissé de côté le droit international. C'est au point de vue interne qu'il examine les Etats. Il n'a pas écrit non plus un manuel complet de droit constitutionnel. Dans le grand ouvrage dont nous avons déjà parlé il nous présente un traité de politique comparée, aussi l'a-t-il appelé l'*Etat, éléments d'histoire et de pratique politiques.* Il expose d'abord les Constitutions de la Grèce et de Rome, ainsi que les institutions germaniques primitives. Ensuite, il décrit un certain nombre de gouvernements représentant des types différents. Son choix s'est porté sur la France qui est un excellent exemple de gouvernement unitaire ; la Grande-Bretagne, qui en est un aussi, mais d'une autre sorte ; l'Allemagne, empire fédéral ; la Suisse, république fédérale ; les Etats-Unis, fédération d'un type différent ; enfin l'Autriche-Hongrie et la Suède et Norvège, les deux monarchies doubles qui existaient alors en Europe. La Russie, malgré

son importance, n'a pas de chapitre spécial, l'auteur en donne comme raison la crainte d'enfler démesurément son ouvrage.

La méthode de M. Wilson est rigoureusement historique ; il étudie dans le détail les institutions de chaque peuple en suivant leur évolution et sans oublier les administrations locales dont il reconnaît l'importance. Nous étudierons tout à l'heure la partie vraiment originale du livre. Pour le moment nous voudrions seulement indiquer sous quel angle lui apparaissaient, il y a quelques années, les gouvernements des nations qui ont pris part à la guerre.

Nous savons déjà l'admiration que l'auteur professe pour le gouvernement de la Grande-Bretagne. Dans sa critique des institutions américaines, c'est à la Constitution anglaise qu'il en revient toujours Il est fier, en somme, d'appartenir à cette race qui a conquis la moitié du monde : « Sans aucun doute, le fait le plus significatif et le plus considérable de l'histoire moderne est l'immense diffusion de la race anglaise, l'essor de son commerce, la prédominance de ses institutions, le contrôle par l'empire d'Angleterre des destinées de la moitié du globe. »

« Mais, ajoute-t-il, ses institutions ont marché également de l'avant, si bien que maintenant son peuple est à la tête des peuples libres et que ses institutions sont le modèle des gouvernements libres. » La Constitution anglaise se compose, comme on le sait, de lois et de traditions qui se sont modifiées peu à peu et prudemment. Cette prudence est, d'ailleurs, dans l'instinct d'une nation « qui ne s'est jamais senti liée par la logique des lois mais seulement par une intelligence pratique basée sur une longue expérience. Pour cette race la loi sous laquelle elle vit est à tout moment ce qu'elle la comprend ; et la façon dont elle la comprend dépend des circonstances de l'époque... Les théories absolues sur les conséquences légales, elle n'a jamais eu cure de s'y conformer. Les lois, elle s'en est toujours servie en les considérant comme faisant partie de la machine politique pratique, comme devant être retouchées de temps à autre par interprétation et appropriées à l'opinion courante et aux conditions sociales. » Il loue à tous propos la curieuse facilité avec laquelle les gens de race anglaise établissent et observent les précédents. Tel est l'esprit dans lequel l'auteur examine la Constitution de la Grande-Bretagne. Il l'étudie cette fois en elle-même et non plus seulement par rapport aux institutions américaines, comme il l'avait fait dans son précédent ouvrage où il donnait cette impression singulière de parler du gouvernement de cabinet anglais en supprimant le roi et la Chambre des lords. Il souligne notamment avec sa pénétrante intelligence de l'histoire que le

cabinet est autre chose qu'un simple comité de la Chambre des communes et ne tire pas uniquement son autorité de la confiance de cette assemblée ; il montre que dans un certain sens les ministres ont hérité des prérogatives de la couronne. Enfin, il a bien vu ce qu'il y avait d'original dans l'adaptation faite par les colonies de la constitution de la mère patrie. « Dans toute l'Europe, dit-il, les réformateurs ont copié les institutions politiques anglaises ; les colons ne les ont pas copiées, il les ont étendues et sans cesse les perpétuent et les perfectionnent. »

L'écrivain ne retrouve pas en France cet esprit traditionnel qui n'est pas l'ennemi des réformes et qui même seul les rend durables. Il est inutile de dissimuler que M. Wilson n'éprouve que de faibles sympathies pour notre révolution dont il voit surtout l'œuvre destructive. « Elle proclama une nouvelle conception, mais ne put inventer une nouvelle charpente pour l'administration. » Il reconnaît cependant qu'elle avait établi un nouveau principe de gouvernement, et tous les changements qui ont suivi ont poussé le pays vers les pures institutions représentatives, vers la véritable république. Le gouvernement de cabinet s'est donc formé aussi en France, mais il n'est pratiqué qu'avec certains abus. Comme en Angleterre, les ministres, quoique nommés par le chef de l'Etat, sont réellement les représentants des Chambres ; cependant, ils n'en sont que nominalement les chefs, « tenant leur autorité pour peu de temps et d'une façon très précaire ».

L'écrivain voit ici, avec justesse, les défauts de notre régime politique. « Les ministres représentent une combinaison de groupes républicains ; presque jamais, depuis l'établissement de la république, ils n'ont eu derrière eux une majorité absolument homogène ; la Chambre les traite comme s'ils étaient les agents d'un monarque, nommés par lui, et non comme ses représentants à elle ; elle est jalouse et soupçonneuse à leur égard. Pour que le système français fonctionne convenablement, il faut qu'il attende la formation de deux partis nationaux ayant de la suite dans les idées, capables de s'organiser en partis de gouvernement au lieu de se borner à une rivalité stérile. » En attendant, la liberté sans frein de la Chambre constitue une menace pour l'avenir ; c'est le gouvernement par une assemblée en masse.

Ces reproches ne sont pas nouveaux, peut-être cependant, empruntent-ils à leur auteur une particulière autorité. Nous ne savons d'ailleurs si ces appréciations sévères du professeur ne se sont pas modifiées dans l'esprit du Président. Au surplus, il reconnaissait dès cette époque, que l'idée démocratique avait pénétré profondément chez nous et manifestait la confiance de voir bientôt s'établir dans notre pays « la

liberté normale, la vitabilité et la vigueur politiques, la virilité civile ».

Lorsque l'écrivain aborde l'étude de l'Autriche-Hongrie, il insiste très vivement sur la variété des races qui étaient naguère encore englobées dans les domaines de cette monarchie. Il souligne ce qu'il y avait de choquant dans le fait que deux parties seulement, l'Autriche et la Hongrie, étaient reconnues par la Constitution et regrette notamment « que la Bohême, malgré son individualité si particulière, malgré l'histoire si belle de son indépendance, soit absorbée par l'Autriche ».

Le président Wilson avait donc depuis longtemps des Etats de l'Europe, une connaissance précise et sûre. Cela apparaît mieux encore si on examine comment il démontait les ressorts de la Constitution allemande. Il avait distingué avec une parfaite netteté la place prépondérante occupée dans l'empire par le Bundesrath. Cette assemblée s'attribuait d'abord toutes les fonctions qui n'étaient pas spécialement déléguées à une autre autorité. Elle préparait les lois dont le texte était ensuite envoyé au Reichstag, et les textes votés par la seconde chambre devaient encore recevoir sa sanction. Le Bundesrath était donc un véritable organe de gouvernement ; le Reichstag, plus bruyant, n'était à ses côtés qu'une assemblée de contrôle. Or, tandis que cette dernière chambre représentait le peuple allemand tout entier, le Bundesrath était un simple conseil formé d'agents délégués par les gouvernements des divers Etats et la Prusse s'y était assuré la majorité. Ainsi le chef de la grande république américaine était certainement l'homme d'Etat du monde le plus difficile à tromper sur la situation véritable de l'Allemagne lorsque le prince Max de Saxe présenta son camouflage impérial. Il comprit mieux que personne l'insignifiance des réformes annoncées tant que la Prusse restait maîtresse du Bundesrath, cette Prusse « qui est par-dessus tout, disait-il, un Etat militaire, habitué à l'action en masee et à l'obéissance instinctive dans une monarchie forte ».

LA NATURE ET LES FINS DU GOUVERNEMENT

M. Wilson avait donc distingué depuis longtemps le caractère essentiel de la puissance allemande conduite par la Prusse. Lorsqu'il a eu non plus à la définir, mais à dénoncer « cette menace d'une vaste organisation militaire dirigée par un gouvernement irresponsable », il lui a opposé la démocratie. C'est du triomphe de la démocratie qu'il attend la paix. Il y revient dans tous ses discours et tous ses messages. Dès le 22 janvier 1917, il disait au Sénat : « Aucune paix ne peut durer qui ne reconnaît pas le principe que les gouvernements reçoivent tous leurs justes pouvoirs du consentement des peuples gouvernés. »

Il reprend ce thème en formules identiques dans le discours inaugural de la deuxième présidence, le 5 mars 1917. Le 2 avril suivant, parlant au Congrès, il déclare que certains plans criminels « ne peuvent être mis en exécution et rester ignorés que dans le secret des cours ou dans la discrétion absolue d'une classe privilégiée très restreinte ». Et les mêmes idées, presque les mêmes mots, reviennent à partir de ce moment chaque fois qu'il prend la parole.

Qu'est-ce donc que la démocratie pour M. Wilson ? D'après ce que nous savons de ses habitudes d'esprit, nous ne nous attendrons pas à trouver une définition. C'est en étudiant avec lui la nature et les fins de l'Etat que nous arriverons à déterminer sa pensée. Ses conceptions sont aussi éloignées que possible de la doctrine de Rousseau. La Société n'est aucunement une création artificielle ; elle est aussi naturelle et organique que l'homme lui-même. D'un autre côté les constructions juridiques où se complaisent les savants allemands ne l'intéressent pas; il veut ignorer leurs efforts pour édifier la théorie de l'Etat-personne et encadrer les phénomènes politiques dans les formules du droit subjectif. Certes, il reconnaît que la volonté de l'homme a contribué pour sa part à la formation des institutions. Il eût été étrange, vraiment, de trouver une négation pareille sous la plume de celui qui devait manifester dans le gouvernement une si efficace énergie. Mais ce n'a jamais été qu'un travail d'adaptation.

« Les institutions comme la morale, comme toutes les autres règles de vie et de conduite, ont dû attendre leur formation du développement lent et imperceptible de la coutume. Les monarques les plus absolus ont dû tenir compte des habitudes, observer les traditions et respecter les préjugés de leurs sujets ; les réformateurs les plus ardents ont dû constater qu'à vouloir marcher beaucoup plus vite que les masses apathiques, ils perdaient tout leur pouvoir... Les progrès en politique ne sont pas chose qu'on impose ; les institutions se développent aussi lentement que les relations sociales ; elles changent pour se conformer, non à de nouvelles théories, mais à de nouvelles circonstances. »

De là son admiration profonde pour les Romains et les Anglais. Ces deux peuples ont tiré leurs enseignements des faits ; ils ont manqué d'imagination et la logique n'est pas leur fort ; « ils ont élevé le compromis à la hauteur d'une méthode et fait de l'adaptation leur procédé constant. Ils se sont montrés toujours respectueux des coutumes ». « Les coutumes des nations sont les matériaux sur lesquels travaillent les législateurs... ce sont des matériaux dangereux et difficiles à travailler. Si le législateur s'aventure à n'en pas tenir compte elles l'obligent à les prendre en considération ; s'il essaie de les plier à des usages nouveaux, elles déjouent ses plans ; s'il veut leur faire violence elles se brisent dans ses mains et l'emportent. Il n'est pas le

souverain, il n'est que le pouvoir dirigeant. » Un journaliste américain, M. G.-E. Boren, cité par M. Halévy, a parlé dédaigneusement à ce propos de politique darwinienne. L'épithète n'a point dû déplaire à M. Wilson. Mais s'il marche avec son temps et avec son pays, il ne les suit pas, il les guide.

En effet, ce darwinisme politique ne l'empêche pas de voir que l'autorité est la base essentielle de tout gouvernement, quelle que soit sa forme. Il y a d'un côté ceux qui gouvernent, de l'autre ceux qui sont gouvernés, et l'autorité des premiers repose toujours finalement sur la force. Mais il faut bien remarquer que la puissance des gouvernements a des limites infranchissables. Un minimum de concordances est nécessaire entre l'opinion publique et le pouvoir même du tyran qui « comme celui du simple potier ne va pas plus loin que ne lui permettent les propriétés des matériaux qu'il emploie, c'est-à-dire de la Société qu'il a entre les mains ». La loi reste sans effet si elle n'est acceptée au fond par la majorité, et le Tsar lui-même tirait sa force du peuple russe, de la confiance religieuse que ce peuple avait en lui.

La souveraineté absolue qu'on peut concevoir en théorie, n'existe donc pas en pratique ; et la souveraineté relative est quelque chose de plus vivant mais de plus difficile à concevoir, comme la plupart des choses vivantes. Elle appartient à la communauté, « et ses organes, qu'ils soient constitués par des maîtres suprêmes, des parlements affairés ou des classes privilégiées, sont aussi variés que les conditions mêmes du développement historique ». La loi qui s'est exprimée d'abord par la voix de la coutume ne peut pas heurter la conscience de la communauté sans perdre sa force ; elle doit suivre le développement normal de l'opinion publique ; si elle languit en arrière, elle tombe en désuétude ; si elle va trop vite, elle n'a pas de vie véritable jusqu'au moment où le sentiment général est arrivé à son niveau. En définitive, le gouvernement est impuissant s'il méconnaît la structure et les conditions d'existence de la société ; s'il les respecte, il puise sa force véritable dans l'acquiescement de la majorité. Les monarchies et les aristocraties d'autrefois étaient au fond les organes encore imparfaits de la souveraineté nationale. Inévitablement les peuples devaient en arriver à se gouverner eux-mêmes lorsque leur éducation serait suffisamment poussée. La démocratie est donc le résultat normal et non pas accidentel de grandes causes permanentes qui, depuis la Renaissance, ont peu à peu dominé le monde.

Cependant l'autorité des gouvernements démocratiques repose toujours sur la force, mais ce n'est pas nécessairement une force armée ; de celle-ci la plupart des gouvernements modernes usent rarement ;

elle n'en est pas moins derrière eux. La puissance d'une majorité consentante est si évidente que presque jamais elle n'est obligée de se manifester brutalement ; elle reste latente justement parce qu'on la sait omnipotente. « Il y a une force derrière l'autorité du magistrat élu tout comme derrière celle du despote usurpateur, une force bien plus grande derrière le Président des Etats-Unis que derrière le Tsar de Russie. La différence est dans l'étalage de la force coercitive. La force physique sert d'appui aux deux ; seulement dans l'un des cas elle est le dernier argument, tandis que dans l'autre elle est le premier. » Quelle illustration éclatante de ces paroles nous offre l'histoire de M. Wilson et du dernier Tsar !

Et comme cette doctrine éclaire singulièrement la politique du Président pendant les premières années de la guerre : il a longuement préparé l'opinion, il a voulu en quelque sorte la mettre au point avant de prendre les décisions suprêmes.

Le gouvernement n'étant que l'organe de la Société ne saurait être son but à lui-même ; il n'est qu'un moyen de favoriser les progrès de l'organisme social. Ses fins seront donc les fins mêmes de la Société. Or, la Société est une association d'individus unis dans le but de s'aider mutuellement à se développer eux-mêmes. C'est là que réside la différence essentielle entre l'Etat antique qui absorbait l'individu et l'Etat démocratique moderne, largement désocialisé. L'auteur appuie sur ce thème non sans quelque exagération ; il observe d'ailleurs que le contraste est beaucoup plus dans les conceptions que dans la pratique. En fait l'Etat moderne intervient à tout instant dans nos entreprises. Cette intervention est d'ailleurs justifiée chaque fois qu'elle est utile. Tout moyen capable de perfectionner la société par l'intermédiaire du gouvernement doit être recherché avec soin ; « si le terme n'était pas employé pour désigner uniquement une seule classe particulière de théoriciens à idées extrêmes et radicalement fausses, nous devrions tous être des socialistes ». Cette phrase suffit à nous révéler l'opinion de M. Wilson sur le socialisme doctrinal ; s'il comprend la plupart des critiques que celui-ci adresse à la Société capitaliste, il n'accepte pas les remèdes proposés par lui. Le gouvernement peut gérer les monopoles normaux ; il a sur quelques entreprises nécessaires à la vie sociale un droit de contrôle ; qu'il essaie, dans certains cas, d'égaliser les conditions de la concurrence, passe encore, mais il ne saurait aller plus loin. Il y a en cette matière comme en toute autre, une règle dont il ne faut pas s'écarter, c'est la règle de la continuité historique. « En politique on ne peut obtenir des résultats importants, répéte-t-il une fois de plus, qu'après un développement lent et graduel, des

adaptations soigneuses et des modifications avisées et progressives. On ne peut rien faire par à-coups. Bien mieux, chaque peuple, chaque nation doit vivre en tenant compte de sa propre expérience... Les histoires des autres peuples peuvent nous éclairer ; elles ne sauraient nous fournir des moyens d'action. Toute nation doit toujours rester en contact avec son passé ; elle ne peut aboutir à rien en se jetant dans tous les coins. »



N'y a-t-il pas une différence éclatante entre ce langage d'une prudence terre à terre et le ton des messages présidentiels ? Nous avons tous présents à l'esprit ces discours d'une inspiration si religieuse et tout pénétrés d'idéalisme. Aussi M. Wilson apparaît-il à certains comme un grand mystique humanitaire, comme le prophète de la Société des Nations. Peut-être cependant le Président des Etats-Unis n'est-il pas aussi énigmatique que le laisserait supposer cet apparent contraste. Les conditions mêmes de son gouvernement lui imposent un double rôle. Guide d'un grand peuple, il s'adresse aux masses et leur parle avec l'ardeur de la foi qui est une grande force. Homme d'Etat chargé des plus graves intérêts, il doit suivre au jour le jour les réalités les plus pressantes, et ses actes politiques nous montrent clairement qu'il n'a jamais perdu pied. Pourquoi supposer que ce sens aigu des possibilités lui manquera dans sa grandiose tentative ? Il sait parfaitement que le droit international est seulement encore « l'ensemble des règles qui sont le fruit des appréciations morales communes à la race ». Les principes que, juriste et historien, il a dégagés de la formation et de l'évolution des sociétés nationales nous rassurent sur la conception de la Société des Nations qu'il défendra devant les représentants du monde civilisé. « La société n'est aucunement une création artificielle ; c'est une résultante des *habitudes communes* ; c'est une forme de l'évolution, un composé progressif de relations étroites, un tout compact, vivant, organique, une structure et non une construction. »

Peut-être M. Wilson n'a-t-il pas les pensées ambitieuses qu'on lui prête. Dans le discours qu'il a prononcé à la Sorbonne et où, par un délicat hommage à l'esprit de l'Université, il a mêlé plus intimement encore qu'à sa coutume, le haut idéalisme et les conceptions pratiques, il montre dans la discussion préalable des buts de guerre la garantie la plus sérieuse de la paix. « Si les puissances centrales avaient osé porter à la discussion pendant une quinzaine de jours les buts de cette guerre, elle n'aurait jamais éclaté, et si, comme cela devrait être, elles avaient été forcées de les discuter pendant une

année, alors la guerre aurait été une chose inconcevable. » Tout cela est-il vraiment si chimérique ? L'idée d'une ligue des nations remue profondément, à cette heure, tous les peuples civilisés. Mais les sentiments exaltés par la grande crise ne suffiraient pas. Les *habitudes communes* des nations modernes leur permettent-elles de former une société viable ? Le Congrès de la Paix essaiera de l'établir. Nous savions déjà que dans cette œuvre difficile, le Président Wilson serait conduit par l'idéal le plus élevé ; l'étude de sa pensée antérieure nous montre qu'il se présente à la Conférence comme un homme d'Etat parfaitement averti des réalités de l'histoire et des possibilités du moment.

Marc Frayssinet.





Aux Missionnaires de France

Je suis très heureux de présenter aux lecteurs de la Grande Revue *le capitaine aviateur, Bléry Paul, qui a remené dune longue et périlleuse mission de guerre en Roumanie et en Russie des impressions pittoresques et personnelles.*

Avant la publication complète — en préparation — des notes de cet officier , il a paru au Directeur de la Grande Revue *particulièrement intéressant d'en faire quelques précitations qui éclairent d'un jour nouveau les événements révolutionnaires de Russie.*

Nous manquons — il faut bien l'avouer — de documents précis et surtout impartiaux sur la tourmente bolchevique. Les uns et les autres ont trop ramené de là-bas des impressions estompées de parti pris, qu'ils soient socialistes ou férocement conservateurs.

Nous comprendrons seulement l'âme russe, dans toutes ses manifestations de spontanéité les plus récentes, quand nous aurons suivi les missionnaires de la France, partis là-bas, pour le seul bien du Monde, et dont les illusions juvéniles ne peuvent

pas s'évanouïr malgré les efforts impuissants en face du chaos.

Peut-être, n'étaient-ils pas assez nombreux en temps opportun, ceux qui représentaient les Alliés là-bas ?

Et que ne pouvait-on pas attendre du dévouement énergique de tous ces jeunes gens ?

Partout où ils auront passé, que de sympathies intraductibles n'auront-ils pas récoltées ?

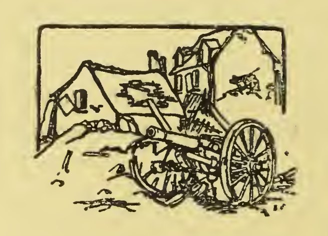
Bléry raconte quelque part, qu'au cours d'une journée révolutionnaire entre toutes, toute l'agitation terroriste de la rue cessa spontanément au passage de la Mission Française.

L'auteur de cette courte préface osera-t-il avouer la joie ressentie à la lecture de ces notes qui rendent une tardive justice à son malheureux Pays, et qui chantent la profonde amitié des Roumains et des Français ?

N'ont-ils pas vécu ensemble les pages cruelles d'une même histoire !

La glorieuse Victoire est là pour panser toutes nos souffrances, mais c'est dans des pages comme celles qu'on va lire qu'on puisera, avec un sentiment d'orgueil rétrospectif pour la tâche surhumaine des jeunes missionnaires de la France, des raisons nouvelles d'Espoir et de Salut.

GÉNÉRAL ILIESCO.





De Roumanie en Russie et en France

La Mission française est restée un an et demi en Roumanie.

Elle a vécu les espoirs et les cruelles déceptions de ce petit pays qui aime la France.

Après des alternatives de victoires et de défaites, l'armistice a été signé sur le front oriental.

L'auteur, détaché avec son escadrille franco-roumaine auprès d'une armée russe opérant sur le territoire roumain, a vu naître et évoluer toute la Révolution russe et l'anarchie militaire.

Après trois mois d'inaction, la Mission française est rappelée en France.

L'auteur, gravement malade à ce moment, narre dans les lignes qui suivent le départ de l'Escadrille franco-roumaine de Botosani — une petite ville de Bukovine — et son retour avec le reste de la Mission française à travers toute la Russie effervescente.

P. B.

En quittant Botosani. Botosani, 7 mars 1917.

Depuis quelques jours, gravement malade, alité, je vis, reclus dans ma chambre, le problème angoissant d'un départ imminent.

Tout laisse prévoir la fin obligée et prochaine de notre mission malheureuse.

Le G. Q. G. lui-même, par quelques ordres confidentiels, précurseurs, nous invite à nous tenir prêts.

J'en ai fait part autour de moi, discrètement.

Et je suis terriblement inquiet, je l'avoue, car mon état de santé actuel m'interdit formellement de me lever et de m'occuper de la préparation du départ éventuel.

Je crains même d'être trop affaibli pour pouvoir affronter les fatigues du voyage qui se ferait — dit-on — par Vladivostock, la seule issue possible de notre souricière.

Pendant trois jours la fièvre m'agite.

Mme Marcovici, ma dévouée garde-malade, et ses sœurs, partagent mes inquiétudes, et, dans l'élan naturel de leur sensibilité amie, les exagèrent encore.

C'est qu'elles m'ont donné la preuve d'un sentiment dú dévouement, comme on en voit peu, et comme seule une femme roumaine qui se livre toute à ses devoirs d'hospitalité peut en montrer.

Les docteurs accourus à mon chevet avaient décidé, un beau matin, à l'apparition de symptômes nouveaux, que j'étais atteint de typhus exanthématique.

Comme chacun le sait, c'est une maladie excessivement grave, très contagieuse, qui ne pardonne pas.

D'accord avec les docteurs, spontanément, j'ai demandé à quitter ma maison pour entrer à l'hôpital, où se trouvent parqués, dans l'attente d'une mort à peu près certaine, les malheureux frappés par cette terrible maladie.

Mes hôtes l'on appris.

Et Mme Marcovici et ses sœurs, insouciantes du danger, le provoquant follement, même, sont entrées par violence dans ma chambre et se sont assises de force à mon chevet pour me soigner.

Par quelles paroles d'admiration et de reconnaissance pourrai-je jamais les remercier ?

*
* *

Cependant, les ordres se précisent avec rapidité. Aujourd'hui, 7 mars, le matin, j'ai reçu par téléphone l'ordre de me tenir prêt, avec tout mon personnel, à partir dans les trois heures, par la voie ferrée et pour une destination qui me sera indiquée ultérieurement.

Je m'y attendais assez.

Il y a cependant une certaine émotion qui m'empêche en tremblant d'accrocher le récepteur à la boîte du téléphone.

*
* *

Il est trois heures du soir.

Des ordres complémentaires sont venus.

Nous sommes sur le quai de la gare de Botosani, et quatre wagons réservés pour les Français qui fuient la gente cité ont

été attachés au train-courrier habituel. L'ordre nous dit d'aller à Roman.

La foule nombreuse de tous les étrangers ou amis que nous avons connus à Botosani emplit la gare. Il y a plus de quatre cents personnes qui ont tenu à assister à notre départ.

Cela est très triste.

On se serre les mains. On dit quelques mots à chacun et l'on veut voir tout le monde pour un dernier adieu.

Cette séparation est pleine de menaces pour les uns et pour les autres.

Nous courons à une folle aventure, et les Roumains nous disent :

« Qu'allons-nous devenir maintenant que vous autres, Français, vous partez, et que vous nous laissez seuls ? »

Leurs dernier espoir — nous-mêmes — les abandonne.

Quand le train s'ébranle, les cris répétés de « Vive la France ! » « Vive la Roumanie ! » s'échangent, et, lentement, dans la nuit, les wagons disparaissent, laissant seuls deviner plus longtemps quelques mouchoirs blancs qu'on agite.

Personnellement, je partirai demain en automobile pour Roman.

Effusions d'adieu. Botosani, 8 mars 1918.

Ce matin est l'un des plus tristes, des plus vides, que j'ai jamais vécus.

De bonne heure j'ai terminé mes bagages, et je suis monté au terrain de l'Escadrille pour faire mes adieux aux cent soldats roumains que j'ai commandés pendant plus d'un an.

J'avais prévenu le fourrier de ma visite par un coup de téléphone.

Tous sont rassemblés dans le grand dortoir de la troupe.

A mon intention, en toute hâte, quelques drapeaux français et les images de Joffre et de quelques autres généraux français ont été accrochés au mur.

Toute l'escadrille au « garde à vous » est rangée sur deux rangs. Quand je pousse la porte et que je pénètre au milieu d'eux, un « se traiask (1) » retentit, puissant et sincère cette fois.

(1) Formule de politesse, dont la trad. littérale est « que vous viviez ! » Les soldats saluent réglementairement ainsi leurs officiers.

Ce n'est plus la banale formule de politesse, mais le vœu ardent de tous mes soldats dont je me sépare et qui savent que je cours à une aventure dangereuse.

Je m'arrête au milieu du dortoir, et silencieux, un temps, je les regarde.

Le navrement se peint sur leurs visages ; beaucoup d'entre eux, pâles et les yeux grandis par une émotion qu'ils ne peuvent dissimuler, me considèrent étrangement, comme si un malheur imminent, issu d'une fatalité que rien ne peut contrarier, me menaçait.

Toute l'infinie bonté de leurs âmes simples m'apparaît.

Braves gens !

Braves paysans roumains, humbles, sincères et grands ! Braves fils de cette terre de Roumanie, vous qu'aucune civilisation étrangère, maladive, n'a pu encore corrompre, vous qui vivez naturellement et qui grandissez simplement, comme les tiges robustes elles-mêmes de ces champs de maïs que vous ensemencez !

Je leur dis en roumain :

« La mission française tout entière quitte la Roumanie pour rentrer en France et continuer à combattre notre ennemi commun.

Votre malheureux pays, trahi par les Russes, et cerné de tous côtés, est contraint de faire la paix.

C'est une obligation.

Je vous plains sincèrement de quitter les armes, moi qui vous ai connus pendant plus d'un an et commandés, moi qui ai souffert avec vous les pages cruelles et injustes de votre histoire, moi qui me suis réjoui avec vous de vos espoirs et de vos victoires d'un jour !

La France vous estimera, je m'en porte garant ; elle vous plaindra et saura vous venger dans une victoire finale. Je m'en vais ; j'affronte un voyage très long et plein de menaces.

Avant de vous quitter définitivement, je tiens à vous assurer de l'amitié sincère que je conserverai toujours pour vous.

Votre souvenir durera autant que moi-même.

Je vous souhaite à tous bonne chance pour vous et vos familles, que vous allez enfin voir revenir des pays envahis.

La paix malheureuse de votre pays se changera en une paix victorieuse avec celle des Alliés.

Ayez confiance en nous ! »

Et, à tous je serre la main, les uns après les autres.

Presque tous se mettent à pleurer à chaudes larmes et réclament mon adresse en France et ma photographie.

Et, ma foi, gagné par l'émotion, je me laisse aller comme eux, et quelques grosses larmes coulent, silencieuses, le long de mes joues.

Quand je quitte le terrain, quelques-uns courent derrière l'automobile et jettent des bouquets de perce-neige qu'ils viennent d'aller cueillir sur la piste.

Il est certains pays où la coutume veut qu'on jette ainsi des fleurs sur les lieux d'un naufrage.



...« Et vous viendrez en France, lorsque le passage par l'Autriche sera rétabli. Vous pourriez venir à l'automne prochain.

Ce serait un grand bonheur pour moi de vous revoir et j'aurais plaisir à vous faire goûter, à mon tour, notre hospitalité française... »

— « Non, je ne viendrai pas...

Je ne peux pas venir.

Les Roumains seront mal considérés en France.

Peut-être nous chasserait-on. »

Et comme je proteste avec toute l'ardeur et la sincérité de ma foi, Mme Marcovici, d'un geste lent de la tête, me fait « non », « non », je ne puis pas.

J'ai passé ces dernières heures près d'elle. Les sœurs ont rempli la charron, qui m'attend à la porte, de colis et de provisions de toutes sortes pour affronter le long voyage.

Dans le petit salon aux tentures et aux divans orientaux, où ma place est depuis longtemps marquée, où tant de fois je suis venu déjà, nous sommes restés assis et très silencieux tous deux.

Je me suis attaché à regarder intensément chaque chose, chaque meuble, chaque bibelot, de cette pièce favorite et pleine

de souvenirs d'une douce et rare amitié, pour en imprimer à jamais les images aimées dans mon esprit.

Nos mains lentement et silencieusement se sont jointes, comme en un pacte sacré.

Longtemps nous restons ainsi, perdus, éloignés chacun dans un rêve lointain ou extériorisés dans une foule de souvenirs déjà.

Dumitru, le chauffeur, a donné un vigoureux coup de clacson dehors.

C'est un rappel.

Je me lève.

Nos mains restent unies comme celles de deux enfants qui cheminent ensemble.

C'est un long déchirement, muet, intérieur, lorsque je franchis ce seuil où j'ai connu la plus douce et la plus pure amitié de ma vie. Je suis incapable de prononcer une parole, et je supplée à toute l'éloquence qui bouillonne dans mon cœur et ne peut cependant jaillir, par un long, très long serrement des mains ; et je suis pâle, livide, comme elle-même.

« Au revoir... »

Ne serait-ce pas plutôt « adieu » ?

— « Au revoir... à bientôt... »

L'auto, lentement, pieusement menée par Dumitru, ce brave Dumitru, qui sent confusément mon trouble et le respecte, quitte l'allée bordée d'arbres où nous nous promenions l'été dernier et où nous nous étions connus.

Je regarde toujours, la tête tournée vers le seuil hospitalier, la douce amie que je quitte.

Très pâle, elle reste appuyée contre la porte et de la main me fait un dernier geste d'adieu.

Je m'efforce de sourire.

L'auto franchit l'entrée, tourne.

C'est fini.

Je m'enfonce dans la voiture et je ferme les yeux.

Je rejoins chez lui le colonel De Méru qui gagne également Roman en automobile.

La mission française doit — dit-on — traverser l'Autriche

pour rentrer en France. Un accord entre les puissances belligérantes aurait été conclu.

Nous attendons chez le colonel De Méru, le colonel B... qui doit se joindre à notre petit groupe, et qui est en retard.

Le colonel De Méru s'impatiente, cependant qu'il reçoit les ultimes visites d'adieu : des officiers roumains instructeurs à son Ecole d'Infanterie, et quelques civils.

« Le colonel B... va nous mettre singulièrement en retard, me fait-il.

...Je crois justement que le colonel Slavesco (1), et toute l'Ecole d'Infanterie nous ont préparé une petite fête, hors de la ville, sur la route qui va à Roman.

... Je serais désolé de les faire attendre. »

Et il tire sa grosse montre d'or — cadeau de cette même Ecole d'Infanterie — et marche nerveusement de long en large.

— « Si seulement je savais quand il viendra, j'aurais peut-être le temps de me faire raser...

Mais vous verriez qu'il arriverait lorsque j'aurais le visage plein de savon... »

Je me propose pour aller quérir chez lui le colonel B.. que je trouve nonchalamment installé à table au milieu de ses hôtes et devant des piles de gâteaux et de victuailles.

Après de gros efforts de diplomatie, je parviens enfin à l'enlever à ces attraits divers et nous partons tous dans la direction de Roman.

A quatre ou cinq kilomètres de Botasani, en effet, nous apercevons sur le bord de la route des soldats signaleurs isolés.

De l'un à l'autre ils se transmettent, avec leurs fanions rouges, que nous approchons.

Cependant nos deux voitures roulent à toute allure. Nous arrivons bientôt à une haie longue de deux kilomètres et formée par des groupes d'élèves officiers des différentes compagnies de l'Ecole.

Des arcs de triomphe de verdure, très nombreux, barrent la route. Le sol est jonché de feuilles. Chaque élève a cueilli des fleurs, et nos voitures, au ralenti, avancent sous une pluie de

(1) Le colonel Slavesco est le colonel roumain qui dirige, en collaboration étroite, avec le colonel français de Méru, l'Ecole des Elèves officiers d'infanterie.

bouquets et au milieu de hurrahs frénétiques poussés par mille voix.

Des grappes humaines s'accrochent aux voitures et les empêchent de rouler. Les élèves nous enfouissent sous les fleurs, d'autres, plus hardis, ou plus exaltés, grimpent sur les marchepieds et nous prennent les mains avec effusion.

Le colonel Slavesco et son Etat-Major nous approchent difficilement, ce sont des accolades successives.

Des compagnies entières chantent la *Marseillaise*. D'autres hurlent avec frénésie : « Vive la France ! » « Vive le Colonel De Méru ! »

La pluie des bouquets nous inonde toujours, et les compagnies que nous avons dépassées, se ruant en masse derrière nos voitures, font une foule grouillante, compacte, qui déborde de la route comme un flot tumultueux, recouvre les talus et emplit les fossés.

On dirait un essaim d'abeilles dont nous serions les reines.

Les deux automobiles roulant moins vite qu'un homme au pas, se frayent un passage dans cette foule délirante.

Et mille cris toujours, mille poignées de mains anonymes, mais toutes aussi chaleureuses.

Beaucoup d'élèves pleurent.

Le colonel Slavesco pleure.

Le colonel De Méru pleure aussi.

« Ah, mon cher ami — me fait Slavesco — tu sais, je n'ai jamais vu pareil enthousiasme de ma vie...

Même quand la Reine venait chez nous...

Ce sont nos meilleurs amis qui partent, nous sentons le vide, et c'en est fait de nous.

Tiens, viens encore, mon ami, viens que je t'embrasse... »

Cependant nous sommes arrivés à l'autre extrémité de la haie humaine.

Derrière nous la route roule sa foule de soldats comme une grève ses galets.

Le colonel De Méru, ruisselant de fleurs, se lève péniblement au milieu de débris d'arcs de triomphe et de verdures qui se sont abattus, dans un excès de démonstrations, au milieu de la voiture.

Il dit quelques mots, la gorge coupée de sanglots.

Les cris se sont tus.

Un grand silence a succédé : des larmes coulent sur la plupart des visages, et nos voitures partent définitivement dans un calme impressionnant que nul cri n'interrompt.

Très longtemps nos mains et nos képis s'agitent.

La foule, là-bas, répond du même geste, et l'on n'entend plus que le ronflement des moteurs sur le long ruban de la route.

L'ARRIVÉE A ROMAN

Nous sommes reçus à l'Etat-Major d'un corps d'armée roumain où un déjeuner en musique nous est offert.

Je retrouve mes camarades de l'Escadrille partis la veille par le train, et, parmi eux, le « Plotonnier Paukert (1) », habillé en pilote français, et qui veut, comme beaucoup, venir s'engager en France.

Dans le courant de l'après-midi plusieurs trains chargés de camions automobiles destinés à nous faire franchir les lignes pour gagner Focsani, en territoire occupé, ont traversé la gare de Roman.

Et nous envisageons, non sans curiosité, et non sans un certain dépit humilié aussi, la traversée de toute l'Autriche pour rejoindre la France.

Mais, vers dix heures du soir, un contre-ordre nous arrive : nous devons embarquer en toute hâte en gare de Roman, à destination de Jassy.

L'accord avec l'Autriche est impossible. Les conditions sont inacceptables : nous considérant comme prisonniers de guerre, elle exigeait, en échange de notre rapatriement, le relâchement de France d'un même nombre de prisonniers du même grade : et, nous devions, par-dessus le marché, prêter serment de ne plus reprendre les armes.

Nous partons pour Jassy vers minuit. Nous allons tenter la traversée de la Russie en pleine émeute politique, et malgré les détachements allemands qui s'avancent avec rapidité en Bessarabie et vers Odessa.

(1) Le plotonnier Paukert est l'un des pilotes roumains de l'escadrille de l'auteur. Le grade de plotonnier, en Roumanie, correspond à celui de sergent-major chez nous.

C'est à qui, des Allemands ou de nous, gagnera de vitesse. La partie devient épique, et je m'y amuserais si je n'étais pas en proie à une forte fièvre, presque incapable de me lever.

Sur mon conseil, le pilote Paukert nous a quittés : la traversée de la Russie serait plus dangereuse pour lui que pour nous, car en cas d'échec, les Maximalistes n'oublieraient pas que les Roumains les ont chassés de chez eux par mesure de police et qu'ils ont poursuivi leur œuvre d'assassinement jusque dans la conquête de la Bessarabie.

A TRAVERS LA RUSSIE DU SUD

9 mars 1918.

En gare de Nikolina, la gare russe de Jassy, cinq trains destinés à emporter toute la mission française et les officiers alliés de Roumanie, sont sous pression.

Il doivent s'échelonner de deux heures en deux heures. Ce soir à vingt et une heures, plus un Français ne sera sur le territoire roumain.

Il a fallu déployer à notre Etat-Major des prodiges d'adresse pour réaliser un pareil tour de force, en plein désordre politique, dans la pénurie complète de matériel roulant, et alors que des hordes d'Allemands débouchent en ce moment à Galatz et cherchent à atteindre Odessa avant nous, avec des camions automobiles.

Il faut faire très vite.

J'appartiens au deuxième train. A l'heure prévue il s'ébranle.

Nous arrivons à Umgheni, la station frontière.

Le problème de l'incertitude absolue de notre aventureux voyage nous apparaît nettement maintenant.

Mais nous sommes lancés sur le territoire malade, suspendus dans le danger, et il n'y a plus qu'à le parer et non pas à s'arrêter dans d'inutiles considérations.

Cela me rappelle le premier jour, où, seul sur un avion, lâché pour la première fois, j'ai quitté le sol et me suis vu aussitôt à quelque trente ou quarante mètres en l'air : l'acte était accompli, irrémédiable. J'avais suivi l'exemple d'Icare, qu'il ne fallait pas imiter jusqu'au bout.

L'angoisse inévitable que j'ai ressentie, comme tous mes

camarades, n'était pas de mise : le seul problème était de revenir normalement à ce sol que je venais si audacieusement de perdre en tentant le ciel.

De même — poursuivis par les fortes patrouilles allemandes, traqués par elles en plusieurs points de notre itinéraire forcé, livrés corps et âmes à l'immensité chaotique et orageuse d'un pays en pleine effervescence révolutionnaire, et qui ne sait ce qu'il veut, change d'opinion du jour au lendemain et peut nous décréter ses ennemis par simple caprice — nous n'avons certes pas à languir et à disserter sur notre sort, mais à mettre entre le décollage que nous venons de faire et l'atterrissage quelque part vers Vladivostock, sans doute, le moins de temps possible, comme j'étais pressé moi-même de finir mon tour de piste le premier jour où j'ai pris mon essor.

Nous n'avons pas pénétré encore dans la zone véritablement dangereuse.

Des détachements roumains, qui ont participé à la récente conquête de la Bessarabie sur les Bolcheviques, occupent les points principaux de la contrée, et, en particulier, ce qui nous intéresse par-dessus tout, la voie ferrée que nous suivons.

A Kichinev, une ovation grandiose d'un régiment roumain d'occupation nous attend. La musique, groupée sur le quai, entonne les hymnes roumains et la *Marseillaise ;* nous l'entendrons d'ailleurs partout sur notre parcours dans le Sud de la Russie, cette *Marseillaise* populaire : les Ukrainiens, les gardes rouges et les gardes blancs — tous se battant entre eux — nous la joueront à tour de rôle après le régiment roumain, lorsque nous passerons de l'un de leurs territoires dans celui de leurs ennemis.

Les Roumains de Kichinev sont les derniers que nous verrons. Quand le train repart et se dérobe à leurs protestations d'amitié, nous entrons, seuls, dans la grande Russie.

Notre train, simple bouchon sur un océan, porte, très visiblement, les couleurs françaises peintes sur chacun de ses wagons.

Des inscriptions en russe disent que nous sommes la « mission française.

Quelle drôle de chose hétéroclite que ce train !

Nous l'avons acheté et il est mené par des chauffeurs italiens, anciens prisonniers évadés sur le front oriental.

Quelle Babylone bruyante !

Tous les uniformes alliés y sont représentés, et les femmes des officiers et leurs familles le partagent avec nous.

Quelques Roumaines, exaltées de francophilie, nous ont même suivis dans l'exode.

C'est un familistère, où la gaité obligée règne d'un bout à l'autre, quoi que l'on y soit tellement serré qu'on ne puisse arriver à y bouger.

L'installation de chaque ménage s'organise tout de suite dans chaque compartiment.

Des toiles de tente savamment tendues font des alcôves pour celles qu'une pudeur exagérée retient encore ce premier jour.

Des fourneaux à pétrole et des lampes à alcool surgissent dans tous les coins.

On combine des thés, des cafés, on s'invite, on fait la dînette, et l'on partage fraternellement, les provisions que l'on a emportées. Il y a des bridges farouches, des chorales improvisées, des flirts évidents et des boutades intempestives.

Cependant nous approchons de Rasdelnaïa, un endroit critique, embranchement de voies ferrées importantes.

Les Allemands sont signalés à 13 kilomètres de la gare. On nous distribue à tous des fusils et des cartouches.

Quelques mitrailleuses sont prêtes pour un combat éventuel et des créneaux ont été ménagés dans les wagons.

Pendant quelques heures d'angoisse nous sommes alertés. Le train file à toute allure.

On passe.

La voie, coupée, a été rétablie, par les soins du premier train.

Tout va bien.

Quelques partis bolcheviks, en tirailleurs, maintiennent l'avance des Allemands sur la gare de Rasdelnaïa : c'est plein d'humour.

Certains de nos camarades affirment qu'à un tournant de la voie ferrée, ils ont vu le troisième train, qui nous a gagné de vitesse, bombardé par des obus de 77.

Nous sommes loin de Rasdelnaïa maintenant, et c'est heureux, car nos deux locomotives, épuisées par l'effort qu'elles viennent de fournir, subissent avaries sur avaries et nous n'avançons que par à-coups et lentement.

Nous arrivons le 10 mars, à midi et demi, à Odessa : les Allemands n'en sont plus qu'à quelques kilomètres.

Nous y retrouvons le premier train en panne et dont les occupants nous montrent avec fierté les traces de balles des Bolcheviks sur les wagons.

Je crois qu'il était plus qu'urgent que nous partions de Jassy :

Les détachements allemands, composés surtout de cavalerie et d'automobiles blindées, occupent presque en même temps que nous les points principaux de notre itinéraire. Souvent même ils y sont avant nous. Plusieurs fois de suite nous sommes alertés dans une situation analogue à celle de Rasdelnaïa.

Par téléphone, arrêtés dans une gare, nous nous renseignons sur l'occupation de la gare prochaine, et nous sommes obligés, pour éviter le Boche, de louvoyer et de prendre des voies secondaires dont beaucoup viennent à peine d'être construites.

Nous longeons la côte de la Mer Noire et nous dépassons, vers l'Est, la Crimée, par Nicolaëw, Dolguintsevo, Alexandrowsk, Sinelnikova.

Les pays que nous traversons sont des campagnes plates à l'infini, désolées, sans un arbre, sans une maison.

Mais, dans chaque gare, des stocks incalculables de foin, de paille, de blé, et de matériel de guerre sont accumulés.

Les Allemands qui nous talonnent vont pouvoir ramasser tout ce butin qui leur sera d'un grand secours.

***

Les Bolchevicks se montrent à nous comme des êtres bien inoffensifs et viennent à plusieurs gares nous faire des ovations musicales, comme celle du régiment roumain de Kichinev.

A Dolguintsevo ils s'accompagnent de bannières et de drapeaux rouges sur lesquels on lit des inscriptions qui ne sont rien moins que tendancieuses : « A bas les riches ! » « A bas les bourgeois ! » « La pauvreté se promène ! » « A bas les capitalistes et vive la paix ! »

Et toujours, et toujours, la même sempiternelle *Marseillaise* : Pauvre Rouget de Lisle !

Des femmes maximalistes, en bas de soie, coquettement chaussées, se promènent à nos bras.

On danse, on chante sur le quai.

Des discours politiques, enthousiastes, enflammés — où les locutions de « Tovariches » et de « Social-Démocratie » reviennent à tout bout de champ, en refrain — s'échangent du quai grouillant d'une foule énigmatique, à moitié en armes, et des toitures de nos wagons sur lesquels nos camarades qui parlent russe, debout, font des protestations d'amitié à qui veut les entendre et à seule fin que nous puissions librement continuer notre route.

Des hurrahs frénétiques coupent cette chaleur oratoire.

Nous n'avançons plus, nos locomotives ne veulent plus rien savoir.

Nous en achetons d'autres et il y en a bientôt quatre à notre train qui ne roule toujours pas cependant.

Nous traversons le Dnieper à Alexandrovsk. Les Allemands sont signalés à Ekaterinoslav : ils sont donc partout !

La neige commence à couvrir la campagne.

Nous montons vers le Nord et nous pouvons nous considérer — enfin — comme hors d'atteinte des Allemands à Karkov.

A Moscou, le 17 mars 1918.

Par Koursk, Orel et Toula, nous sommes arrivés à Moscou. Et comme notre train doit y stationner plus de vingt-quatre heures dans la gare de Yaroslav, tous les camarades, par petits groupes et accompagnés des femmes, sont sortis en ville.

Je me suis inquiété tout de suite de retrouver M. S..., le grand parfumeur et marchand de chocolat qui habite chaussée de Pétrograd, près de l'aérodrome, et dont j'avais fait la connaissance, il y a un an et demi, lorsque je me rendais en Roumanie.

Je dois à M. S... une grande reconnaissance. Lors de la disette en Roumanie, il nous avait fait parvenir près d'un wagon de marchandises de chez lui qui furent fort appréciées à l'Escadrille et par les camarades voisins.

Je l'ai revu. Il est le seul Français resté dans son usine. Tous ses employés et ses contremaîtres, pris de panique et malmenés par les révolutionnaires, se sont enfuis dans des wagons à bestiaux, vers Mourmans pour essayer de regagner la France.

M. S..., dans un navrement qui me va droit au cœur, me dit la tristesse des temps présents, la ruine de la Russie et ses déboires personnels forcément très grands.

Cet homme, jadis si plein d'énergie, si entreprenant, n'est plus qu'une nouvelle épave parmi les autres épaves. Je comprends assez, j'excuse, et je plains son malheur.

Ses explications sont superflues. Il suffit de se promener aujourd'hui dans Moscou, pour concevoir du premier coup d'œil toute l'étendue du désastre.

Du Moscou si souriant d'autrefois, tout illuminé des mille clochers dorés et verts de ses pieux monuments, du Moscou élégant où tant de femmes coquettes, gracieuses, Moscovites pouponnes et fraîches, apportaient le contraste saisissant et plaisant à la fois d'un coin de la rue de la Paix, perdu dans un temple, du Moscou ville sainte et ville des plaisirs, il ne reste rien.

Privée de vie, la ville est tombée dans une affreuse léthargie : on dirait quelque cité sise auprès des tranchées, et l'on s'étonne, inconsciemment, de ne point voir plus de tours et de clochers couchés par terre.

Depuis longtemps les aristocrates et les bourgeois se sont enfuis de Moscou. Les quelques rares d'entre ceux qui sont restés, vivent dans les caves, cachés, traqués, et dans une menace continuelle. Les gardes rouges, le fusil en bandoulière, circulent dans les rues de jour et de nuit et y assurent ce qu'ils appellent « la police ».

Un passant malencontreux présente-t-il quelque aspect insolent de bourgeois déguisé, qu'immédiatement il est mis en joue par quelqu'un de ces vaillants serviteurs de la Démocratie.

Impunément on fusille le malheureux bourgeois dans la rue, sans que personne à côté songe à intervenir ou à s'en émouvoir.

Dans une grande artère de la ville, deux tramways — qui marchent encore, Dieu sait pourquoi ! — se suivent d'assez

près et roulent à grande vitesse, car, depuis la révolution, tous les véhicules vont à folle allure.

Dans le second tramway, a côté du watman, un garde rouge.

Le garde rouge appuie son fusil et s'attache à mettre en joue, malgré les heurts de la voiture et les tournants de la rue, un personnage quelconque, qui, lui, est debout à la plate-forme arrière du premier tramway.

Les voisins du chasseur et du chassé s'intéressent au petit drame qui va se dérouler, mais, sans émotion, et sans qu'il leur vienne seulement à l'esprit, ou de désarmer le tireur, ou de s'écarter de celui qui sert de cible.

Le tramway titubant beaucoup et la route étant sinueuse, le petit drame se prolonge.

Enfin, l'homme-cible a daigné commettre un geste. D'un mouvement de la main, lent, et tournant la tête de droite à gauche, il fait signe que « non », que « ce n'est pas lui », que le garde rouge se trompe et reconnaît un autre en lui-même.

Les deux tramways disparaissent à ma vue, avec leurs acteurs à qui je cesse de prêter plus d'attention qu'ils ne s'en accordent entre eux.

Des bandes de pillards organisées terrorisent la ville et s'introduisent à main armée dans les maisons où ils peuvent encore voler quelque chose.

On tue, on cambriole.

Beaucoup ont recours au seul meurtre pour vivre.

Il règne à Moscou une disette proche de la famine. Depuis Karkov nous n'avons plus trouvé de pain.

A Moscou le pain est d'un prix inabordable ; il faut être riche, très riche pour en manger.

Et cependant, en Ukraine et en Bessarabie, des stocks incalculables de blé pourrissent faute de soins, entassés dans les gares ou dans des dépôts près des gares.

Mais, quelle utopie de supposer un instant qu'on puisse se souvenir de solidarité et d'échange dans l'égoïsme odieux de ce moment !

Nous sommes entrés, à cinq camarades, dans un restaurant qui restait encore ouvert. On nous y a demandé trois cents roubles pour le plus chiche repas qu'on puisse imaginer.

Et l'on se demande, non sans perplexité, comment les familles humbles peuvent résoudre le « presque insoluble problème de ne pas mourir de faim ».

⁂

Dans le centre de la ville, partout des traces très nombreuses de balles et d'obus, des restes de barricades, témoignent que ces derniers jours les combats furent particulièrement chauds.

Les façades des grands hôtels sont criblées de trous de projectiles.

Au Kremlin, des fosses longues sont alignées parallèlement. Plusieurs sont ouvertes et attendent chaque jour de nouveaux occupants qui ne manquent pas de venir grossir le nombre des défenseurs et des partisans de la Social-Démocratie, victimes de leur évangile.

Le Kremlin, par un retour ironique des choses d'ici-bas, est accaparé par l'Etat-Major de la garde rouge.

Des sentinelles, baïonnette au canon, en gardent les portes, et Lénine y vient fréquemment palabrer.

Lénine habite l'hôtel métropole, protégé par une ceinture de sentinelles bolcheviques.

Il est assez plaisant de voir ce héros de la Liberté obligé d'entourer la sienne de baïonnettes et de sabres pour la sauvegarder.

Quelques-uns de nos camarades ont eu la curiosité de chercher une interview avec Lénine. On leur a donné à l'entrée de l'hôtel métropole un ticket qui leur a permis de circuler librement dans toute la maison.

Et ils ont pu voir un petit monsieur maigre, glabre, aux yeux hallucinés, et qui synthétise le Droit et la Justice dans une république nouvelle.

Une poignée de brigands, à peine, asservit Moscou et s'y livre à toutes les exactions.

Forts de la crainte qu'ils ont inspirée autour d'eux, ces brigands jouissent de l'impunité.

Aussi, ces bourgeois veules, paralysés par l'idée seule d'une réaction, qui devrait obligatoirement être couronnée de succès, sont indignes de toute pitié.

Le sang slave, indifférent, impassible, a baigné Moscou dans une torpeur de ville bannie, maudite : la Carthage du Nord.

EN FINLANDE... ET DANS LA NEIGE

Nous avons quitté Moscou et nous roulons vers Vologda.

Le pittoresque projet de passer par Vladivostock et le Japon pour rejoindre la France, est définitivement abandonné.

Certains en manifestent un peu de dépit ; mais il est probable que la curiosité du voyage leur en fait totalement oublier les difficultés matérielles qui sont considérables.

Nous allons à Kola, à Mourmans, le nouveau port anglais de la côte Nord de Finlande.

La traversée de la Sibérie est écartée du fait même que la voie est coupée par des prisonniers allemands qui se sont révoltés, ont pris les armes et se sont organisés contre nous.

Le port d'Arkangel, sur la mer Blanche, lui, est pris par les glaces.

Il ne nous reste donc que Kola, où la mer garde sa liberté, grâce aux influences bienfaisantes du gulf-stream.

Cependant les Allemands — encore et toujours — sont signalés à quelques kilomètres de Pétrograd, et nous devons en passer très près pour prendre la bifurcation de Finlande, à Swanka.

Sergievski, Rostov, Yaroslav, Damilov, Vologda, étalent successivement à nos yeux des neiges semblables et des clochetons verts et dorés identiques.

Combien la piété doit être grande dans toute cette région, si l'on mesure la foi au nombre des monuments qu'on lui élève !

Et l'on s'étonne un peu qu'on soit Bolchevick révolutionnaire, brigand et assassin, dans ces cités où l'image de la Divinité indulgente est partout rappelée aux yeux par les temples mêmes qui l'abritent.



A Vologda nous avons reçu notre train, outre, de nombreux civils alliés à rapatrier — dont surtout des femmes — deux officiers japonais, l'un capitaine de vaisseau, l'autre lieutenant de vaisseau.

Tous deux étaient attachés à Pétrograd comme représentants militaires, et, tous deux, très probablement fort déçus des relations actuelles entre Pétrograd et Tokio, rejoignent Stockholm par la Finlande.

Pour occuper leurs loisirs en wagon, les deux officiers japonais ont entrepris de commencer à apprendre le français. Plusieurs d'entre nous se mettent à leur disposition pour leur servir de professeurs, et, en quelques jours, leurs progrès sont tellement inattendus, tellement renversants, qu'ils arrivent à soutenir avec nous une conversation sur un thème quelconque.

Je n'ai jamais rencontré, ni entendu mentionner, pareille faculté d'assimilation chez aucun peuple.

On reste fatalement un peu rêveur devant un fait aussi extraordinaire et l'on ne peut s'empêcher d'évoquer Claude Farrère et les différents auteurs qui nous ont présenté comme une merveille — comme une merveille qui étonne et qui inquiète un peu — l'intelligence de l'Extrême-Orient.

***

Le paysage est d'une monotonie qui désespèrerait, si l'on avait le temps de se laisser aller au désespoir.

La neige recouvre tout et seuls quelques bouleaux et quelques sapins rabougris émergent encore de son épaisseur.

Nous dépassons la fameuse bifurcation de Swanka, près de Pétrograd, sans incident ; et nous commençons de cheminer sur l'interminable ligne de Finlande.

La voie est bordée de stocks de bois coupé, de sapins, qui sont destinés tant à l'exportation dans des temps meilleurs qu'à l'alimentation des locomotives, dont les foyers ne brûlent que du bois.

Parfois des groupes de quatre ou cinq maisons rappellent qu'il y a cependant des hommes dans ces contrées de désolation où la neige a tout envahi, tout englouti, jalousement, sous son uniformité blanche.

Ces maisons sont faites de troncs d'arbres emboîtés, serrés, comprimés, dans l'attitude de choses ou d'êtres qui se pressent mutuellement pour se donner chaud.

Elles ont assez les formes de certains châlets suisses, mais

aucune végétation rieuse, aucun bétail gras aux tintinnabulantes clochettes ne les entourent.

La neige ! et toujours la neige !

La voie de Finlande, unique, a été posée, sans ballast et presque sans préparations préliminaires, directement sur le sol. Et notre train entier tangue horriblement sur les rails mobiles, comme un navire sur une mer houleuse.

Ce mouvement continu d'oscillation est parfois si accentué que l'on finit par avoir mal au cœur et par envisager le déraillement comme une chose inévitable, imminente.

De fait, tout le long de la voie, des rames entières de wagons, renversées, défoncées, et à moitié ensevelies par la neige, prouvent assez que nos craintes sont fondées.

La voie devient tellement mauvaise, vers Pétrozavodsk, et tellement dangereuse qu'on est obligé de couper notre train en deux parties.

Cette manœuvre, anodine en apparence, apporte de grandes perturbations, et dans la répartition des locomotives, et dans le service culinaire de notre convoi.

Une cuisine roulante, amarrée dans un wagon, donnait aux locataires de notre train, officiers, civils et soldats, une même pitance qui n'avait d'autre mérite que d'être un peu chaude en sortant du lieu même de la cuisine.

Il semble assez problématique — de prime abord — de pouvoir diviser une cuisine roulante avec autant d'aisance qu'on sépare un train. Aussi, dorénavant, notre « ordinaire » sera invariablement composé de boîtes de conserves et de quelques mauvais biscuits répartis avec une certaine parcimonie. Fort heureusement le docteur m'a mis au régime des légumes.

HÉROISME DU PETIT TRAIN-TANK

Le 26 mars 1918.

La petite gare, où nous sommes en panne de neige depuis vingt-quatre heures, s'appelle en russe « Gare du Cercle Polaire. »

Nous sommes, en effet, arrivés à cette latitude, et quelques farceurs cherchent des yeux, à l'horizon, et tout à l'entour, le fameux Cercle qui n'est pas très apparent.

La gare est un grand bâtiment de bois, ni gothique, ni roman, ni byzantin, mais construit, comme toutes les autres demeures avoisinantes, d'un assemblage serré et compliqué de troncs décortiqués : quelque chose comme un puzzle en hauteur.

Les troncs sont collés entre eux par du mortier. Les murs sont doubles, épais, les vitres également. Les toits, très inclinés, ont une armature athlétique qui doit affronter les plus grandes chutes de neige.

Des traîneaux attelés de rennes ou de petits chevaux blancs — le phénomène de la neige ambiante — s'aventurent aux abords de la gare.

Presque tous transportent du bois, scié en bûches égales, ou bien des troncs entiers de sapins, émondés en forme de mâts.

L'activité tout entière de la région est résumée dans le charroi du bois.

Le bois et la neige sont les deux seuls éléments.

Un vent cinglant augmente l'âpreté naturelle du climat, et la neige vole en tourbillons.

En passant à Sorozkaja, il y a trois jours, sur le bord de la mer Blanche, le thermomètre descendait à 30° au-dessous de zéro, en plein midi.

Lorsque nous nous promenons, nous revenons à nos wagons avec les cils et les sourcils gelés, recouverts, comme les moustaches, d'une poussière blanchâtre. C'est une sensation très désagréable que d'avoir les cils gelés ; on s'imagine que les paupières soudées par la glace vont refuser de s'ouvrir.

La neige augmente d'épaisseur à mesure que nous marchons vers le Nord. Seules quelques cimes d'arbres et quelques extrémités de poteaux télégraphiques, ornementées de godets de porcelaine — blanche aussi — apparaissent encore. Tout est rapetissé par la neige et prend les proportions minuscules d'un décor japonais.

Nous n'avons pas de chasse-neige — ah, cette Révolution qui supprime tout, même les chasse-neige ! — et il arrive fréquemment, lorsque notre train n'est pas en panne de machine, qu'il soit arrêté par quelque montagne de neige édifiée à quelque endroit de hasard par quelque coup de vent, également de hasard.

Bravement notre petit train ne se laisse pas intimider par l'obstacle : il s'arrête en face de lui, le contemple, le défie, muet, menaçant.

Alors il recule à quatre ou cinq mètres, et revient sur la montagne à toute allure, toutes vapeurs dehors, en brave petit tank qui voudrait renverser le Mont Blanc.

Bondissant sur ses rails, il se lance, impétueux, sur la montagne, et, un choc formidable répercuté par tout le train jusqu'à l'ultime wagon de queue, jette de leur couchette les dormeurs, renverse les bagages, défonce les cantines, casse les vitres des portières et sème plaies et bosses dans tout l'intérieur.

Mais le petit tank ne se décourage pas pour si peu.

Il s'est reculé de nouveau pour mieux bondir dans une nouvelle attaque. Et, comme le pic inlassable du mineur, il frappera de coups rythmiques la grosse masse de neige, que — cela vous étonne peut-être — il percera quand même.

Dans le tunnel victorieusement ouvert, bien vite le petit train-tank se glissera, avant qu'une rafale subite de vent, déployant devant elle un rideau de neige, n'ait rebouché les orifices.

Tout le personnel du petit train-tank, refoulant avec des pièces de deux sous les bosses qui lui ont poussé sur le front, regardera aux fenêtres libres le paysage : deux grands murs de neige striés sur toute leur longueur par les différents objets qui dépassent le plus de la locomotive et des wagons, deux hautes parois blanches qui nous empêchent de voir le ciel. Et chaque fois cela me rappelle certaine histoire des Hébreux traversant à pied sec la mer Rouge : La mer, en deux grandes vagues abruptes, solidifiées magiquement, s'était ouverte pour les laisser passer.

Sur les bords du lac Imandra, le 30 mars 1918.

Comme la Finlande est un pays long à traverser !

Et comme les montagnes de neige poussent inopinément sur la voie ferrée de Finlande !

Voilà dix jours que nous voyageons sur cette ligne de Finlande — depuis Swanka, la fameuse bifurcation près de Pétrograd, où nous pensions encore voir les Boches aiguiller notre caravane roulante sur des rails qui n'étaient pas les

nôtres, jusqu'à Imandra où nous sommes, en panne de neige aujourd'hui. La petite agglomération d'Imandra est bâtie sur le bord du lac du même nom.

Les camarades ont voulu la visiter en traîneaux, mais les conducteurs de traîneaux sont plus inabordables que nos chauffeurs de taxis à Paris : ils nous envoient chercher l'autorisation du comité, et, sans un ordre écrit de celui-ci, il est interdit, au cercle polaire, de prendre un taxi-traîneau.

Des indigènes, des espèces d'Esquimeaux, accourent à notre train. Leurs traîneaux sont tirés par des rennes. Ils stationnent autour des wagons, sans curiosité, mais pour faire quelque chose et pour savoir si nous avons à vendre de l'alcool et des armes. Le malheur est que quelques-uns d'entre nous leur en cèdent contre des peaux de rennes ou autres quadrupèdes.

Ils se le disent entre eux, et de toutes parts nous sommes bientôt assaillis par une foule qui pénètre de force — dans sa pétulance — à l'intérieur de nos wagons, et veut acheter nos bagages, nos képis, nos équipements, nos chaussures et nos habits.

La fièvre de l'achat et de la convoitise gagne brusquement ces déments qui nous regardaient d'un œil morne quelques instants auparavant.

Nous nous opposons par la force à leur agitation. Mais ils considèrent notre train comme un vaste bazar et nous proposeraient presque d'acheter nos wagons.

Cependant leur nombre s'accroît toujours, et nous devenons incapables de les refouler. Ils se trémoussent au milieu de nos bagages, les soupèsent, les tournent, les retournent, et en russe nous redemandent toujours dans un refrain « combien ?... combien ?... »

Cette comédie, assez inattendue, devient inquiétante. Qu'il leur prenne seulement la fantaisie de nous détrousser, et nous ne pourrons rien faire pour les en empêcher, car ils sont dix fois plus nombreux que nous.

Jalousement et par brassées, nous ramassons nos affaires, dans la crainte de les voir disparaître, mais en vain ; dans nos bras mêmes ils nous arrachent notre bien, avec le sempiternel « combien ... combien ?... »

Cependant, on ne peut plus remuer, et l'on étouffe.

Subitement un grand silence.

Et, à reculons, insensiblement et tout en affectant des airs dégagés, la foule de nos visiteurs s'écoule par l'une des portes.

A l'autre extrémité du wagon, un grand diable d'homme, à la figure énergique et rasée, suivi de quelques autres personnages énigmatiques, est entré chez nous.

Dans un français intelligible il nous demande :

« Quel est ce meeting dans votre train ?

Est-ce un marché ici ?

J'ai bien envie de confisquer votre train. »

Mais, comme il n'apporte aucune précision dans cette opinion, j'en déduis qu'il n'est pas très convaincu de la réussite de cette entreprise.

D'ailleurs il ajoute, subitement aimable :

« Avez-vous un dentiste ? Je souffre énormément des dents, il faudrait m'en arracher deux... »

Un petit brancardier qui n'a jamais enlevé une dent de sa vie, sans doute, s'avance aussitôt, et, imperturbablement, affirme qu'il est dentiste de son métier.

Il fouille dans une trousse d'instruments de chirurgie et en retire une tenaille quelconque.

« A votre disposition, Monsieur, quelles sont les dents malades ? »

Le chef de la garde rouge s'est assis sur une malle et ouvre un large orifice buccal, avec une foi et une naïveté pour le moins angéliques.

La partie devient si drôle, avec cet intermède impromptu, que l'envie de précipiter le garde rouge et sa suite par la portière m'abandonne.

Je me retiens pour ne pas laisser échapper un vaste éclat de rire, comme tous mes camarades d'ailleurs, qui se détournent et se pincent les lèvres dans des efforts de contraction évidents.

Le petit brancardier prend en mains les tenailles, et les fait cliqueter dans ses doigts avec le geste rituel des garçons coiffeurs agitant leurs ciseaux sur la tête du client avant de commencer à lui couper les cheveux.

Il s'approche du chef de la garde rouge.

La bouche de celui-ci, béante comme une caverne, se livre toute pour le sacrifice. Les tenailles redoutables se sont introduites dans les pénombres intérieures ; elles ont saisi quelque dent — l'une des mauvaises, sans doute — et un duel formidable entre les tenailles et la dent a commencé.

Des cris, des gémissements, des hurlements de douleur non articulés, d'une part, et des halètements d'efforts, d'autre part, accompagnent harmonieusement l'intermède.

Enfin, s'arc-boutant et tirant de toutes ses forces, le petit brancardier vainqueur nous montre au bout de son outil des tronçons de dent et de mâchoire sanguinolents.

Le garde rouge n'a plus le port altier du sénateur de tout à l'heure :

Effondré sur la malle, il contient avec son mouchoir les restes de sa mâchoire et demande un antiseptique pour se laver la bouche.

On lui apporte du permanganate dans de l'eau et il se gargarise avec ce lavage.

Puis il se lève. Il veut reprendre sa dignité un moment enfuie sous la poussée d'une douleur trop forte. Il fouille dans son gousset et demande, le mouchoir toujours sur la bouche :

« Qu'est-ce que je vous dois ? »

D'un geste profondément scandalisé, le petit brancardier lui a répondu :

« Oh, Monsieur, pour qui nous prenez-vous ?...

... Nous sommes des Français de passage. »

La nuit est venue, et notre train doit reprendre sa marche. Je n'en suis pas fâché, intérieurement.

Imandra, après les petits incidents de la journée, ne me dit rien qui vaille.

Notre chef de mission, le général Berthelot, nous a rejoints et dépassés cet après-midi : il veut arriver à Kola avant nous. Notre locomotive fait vibrer sa sirène dont le bruit est celui des grosses sirènes de bateau.

Kola, 1er avril 1918.

Enfin, Kola !

Le port où nous devons embarquer, Mourmans, n'est plus qu'à trente verstes de Kola.

La baie de Kola commence, et c'est un long défilé, comme dans un film, de bateaux de toutes les formes, battant tous les pavillons du monde, et tous également emprisonnés dans la glace.

Des croiseurs russes, abandonnés par leurs équipages, vides, déserts, jettent une note profondément triste et sombre dans le paysage.

En même temps qu'ils nous ramènent l'image de la civilisation et de la vie, ils nous disent la Révolution russe, l'effroyable défection de ce pays et la fin de notre mission.

Je ne sais pourquoi, en voyant la mer apparaître, l'image aimée de la Roumanie me revient à l'esprit en bouffées successives de souvenirs.

Au moment où je vais quitter la terre ferme, le sol de cette Russie liée par d'étroites frontières, par de trop étroites frontières, hélas, à la Roumanie, j'ai l'impression d'abandonner à tout jamais le pays où j'ai vécu pendant plus d'un an, collaborant à la même œuvre de droit et de justice avec nos frères latins.

La mer, cette chose froide, glauque, immense, et indéfinissable, va mettre une barrière définitive entre nous.

Pas un instant il ne m'arrive de songer que l'interminable parcours de notre train, à travers un pays corrompu et dans des neiges peu hospitalières, était un obstacle pour le moins aussi sérieux et aussi pénible que la mer que nous allons affronter maintenant.

Le voyageur quittant un port se sent plus loin de chez lui à quelques milles de la côte, lorsque la terre s'éloigne et s'abaisse progressivement à ses yeux en un filet plus mince, que lorsqu'il a repris le contact avec le sol dans quelque terre lointaine de l'Afrique.

C'est un fait, et c'est une illusion.

Les images de Roumanie, pieusement, avec amour, se précipitent dans mon esprit :

Effusions rapides d'un adieu.

J'évoque, par antithèse, au milieu de cette désolation glacée, les premières feuilles naissantes au départ de Botosani, le bleu et limpide ciel d'Orient, les oiseaux gais et insouciants

quand même, dans le jardin de ma maison, les bouquets de perce-neige lancés par mes soldats sur le terrain de l'Escadrille, le visage infiniment triste de mes hôtes, de mes amis, leur regard lointain qui me précédait dans mon voyage de retour, devançant leur âme inquiète, l'ovation de l'Ecole d'Infanterie sur la route, l'accueil de l'Etat-Major à Roman, et, enfin, le dernier spasme de la maladie d'un être cher, la musique du régiment roumain à Nicolaëv.

Les hymnes roumains, sonores, entraînants, pleins de vie, me bourdonnent aux oreilles. Avec de pareils hymnes la Roumanie ne peut périr : c'est puéril comme déduction, et cependant cela est certain, c'est une intuition sûre, cela ne trompe pas.

Quelle ardeur et quelle foi dans ces hymnes, lorsque nous les entendîmes pour la dernière fois à Nicolaëv !

Mes camarades, tête nue, recueillis, graves, silencieux, écoutaient comme on entend un chant d'église mystique, profond et secourable.

Les soldats qui nous jouaient ces hymnes n'étaient peut-être que de braves gens, de rudes campagnards, à la bonté simple et facile. Et, cependant, un trouble les gagnait ; ils étaient animés d'une grande foi, ils jouaient de toute leur âme, comme si l'offre dernière de leur hymne national, au seuil de leur nouvelle frontière, était tout leur amour, tout l'amour de leur pays pour la France, qu'ils nous jetaient, qu'ils nous prodiguaient avec frénésie, et dont ils voulaient nous pénétrer, nous imbiber dans la fin de l'agonie.

Humbles et obscurs soldats des nobles terres roumaines, votre chant d'amour et d'espoir a porté ses fruits.

Je l'entends en harmonies aussi vives, aussi simples et aussi claires, qu'à Nicolaëv :

Vous m'en avez imprégné à tout jamais, et comme votre amour pour la France était fondu en lui, vous avez mis un peu d'éternité en moi.

Capitaine Paul Bléry.



Sachons gagner la paix

Aux hommes de bonne volonté,
ces quelques réflexions sont
cordialement dédiées.

L'ère nouvelle

En croyant que cette guerre serait de peu de durée, nous avons commis une erreur légère comparativement à celle que nous commettons en croyant que quelque quatre ou cinq mille années de prétendue civilisation ont conduit l'humanité à la vieillesse. Il nous suffit de considérer nos aspirations pour nous rendre compte que l'humanité est très jeune, qu'elle sort à peine de l'enfance. Comme un enfant, en effet, elle s'est jetée jusqu'ici avec turbulence sur tout ce qui la tentait; dans son ardeur de vivre elle a joué, et son jeu c'était la guerre.

Mais voici que sa raison s'éveille et qu'après un dernier sursaut, qui déjà lui fait honte, elle sent qu'elle préfère une règle à son caprice, et le travail utile au jeu.

L'expérience des siècles passés ne peut indiquer ce que sera l'avenir, car entre le passé et demain il y a un gouffre au delà duquel tout ne peut être que différent. Entre le monde d'avant la guerre et le monde qui suivra, il y a plus de distance qu'entre

Ramsès et Guillaume II. Depuis juillet 1914, *nous croyons avoir vécu quatre ans, en réalité nous avons revécu, comme dans un cauchemar, cinquante siècles de carnage; nous nous sommes crus reportés dans les profondeurs rouges de l'Antiquité ou du Moyen-Age, mais c'était comme celui qui va mourir revoit en un tableau rapide tous les événements de sa vie. Nous croyons dormir dans la même vieille prison en ruines, mais demain nous nous éveillerons avec stupeur sous le ciel libre, et de méchants enfants vieillots, nous nous sentirons devenus de jeunes hommes, avec un cœur et un esprit qui prennent conscience d'eux-mêmes pour la première fois.*

*
* *

Quand nous considérons le nombre d'inventions scientifiques réalisées en les quatre-vingt dernières années, nous sommes éblouis et croyons qu'après de semblables progrès le monde n'en pourra plus connaître d'autres. Mais il n'y a pas un homme sur dix mille qui vole et pas un sur cent qui ait le téléphone. Quatre-vingt-dix pour cent des hommes vivent et meurent misérablement. Il nous reste à appliquer à la majorité de nos semblables les bénéfices de la science et de l'hygiène, et, quand tous les hommes vivront matériellement comme des hommes, et non dans des tanières comme les sauvages, ou les ouvriers de nos villes, alors il y aura la créature humaine à perfectionner. L'ère étonnante de progrès matériels où nous sommes nés ne peut être que le prélude d'une ère de progrès moraux, dont nous ne nous faisons pas plus d'idée que Louis XIV ou Voltaire ne s'en faisaient de la vapeur et de l'électricité.

Sur la politique

Dès qu'un homme veut faire quelque chose de bien, tout le monde se ligue pour lui faire entendre que, si c'eût été possible, d'autres l'auraient fait avant lui.

Le président Wilson a compris que la politique consiste à *rénover* le monde et non pas seulement à le *conserver.*

N'en déplaise à certains chauves bien pensants, la Société des Nations n'est pas une utopie, puisqu'en fait elle existe déjà.

Wilson c'est Moïse, les Allemands sont les Egyptiens, les Alliés sont les Hébreux qui fuient la servitude, et laTerre Promise, c'est la paix par la Société des Nations.

La Société des Nations se constituera parce qu'elle est voulue par un gouvernement et par tous les peuples, et que, lors des négociations, les autres gouvernements n'oseront pas faire obstacle à ce gouvernement, parce que ce serait faire obstacle à la volonté universelle.

Ce qui importe aux peuples, ce ne sont pas les conditions de paix, qu'on ferait mieux d'appeler les exigences de guerre, mais les conditions qu'en entend réaliser pour rendre la guerre impossible à l'avenir.

Si l'on disait à chacun en particulier : « Je connais un pays où il n'y aura jamais de guerre », on peut être sûr que, sauf les hommes de guerre, tout homme se ferait naturaliser citoyen de ce pays.

L'une des conditions du traité de paix et l'une des bases de la Société des Nations sera la destruction de la littérature belliqueuse universelle et particulièrement germanique. Toute œuvre nouvelle excitant à la guerre devra vouer l'auteur et l'éditeur à une peine rigoureuse au même titre qu'une incitation à l'assassinat.

La Société des Nations seule pourra dans les anciens Etats neutres entretenir des fabriques d'armes et de munitions pour l'usage exclusif de la force armée internationale qui dépendra d'elle, et c'est elle également qui pourvoira aux besoins des différentes polices nationales dont elle contrôlera les effectifs.

La principale raison d'être de la force armée internationale sera d'assurer l'exécution des conditions de paix, particulièrement en ce qui concerne les servitudes qu'on devra imposer à certains peuples en compensation des dommages causés par eux.

L'intérêt général s'opposant soi-disant à l'intérêt national pendant la guerre, les travailleurs de toute la terre doivent, aussitôt la paix signée, s'organiser en société internationale pour défendre leurs intérêts et empêcher tel ou tel homme, tel ou tel groupe, tel ou tel gouvernement, de quelque nation qu'il puisse être, de porter atteinte aux statuts des travailleurs, dont le premier doit être qu'on ne peut mettre un casque sur la tête de quiconque et un fusil dans sa main en lui disant : « Tue, sinon tu es un traître. »

Les gouvernements se sont habitués à trouver les peuples soumis, vu la mobilisation de toutes les forces, c'est-à-dire leur immobi-

lisation; mais ils semblent déjà sentir qu'après la guerre les peuples, habitués à la violence, les balaieront, s'ils ne veulent pas obéir à leur tour.

Il n'y a pas trente-six manières de vouloir la paix : vouloir la paix, c'est exiger la suppression de toute marine de guerre et de toute armée, en dehors de la gendarmerie ; c'est, en second lieu, exiger le remplacement des diplomates, qui n'ont encore d'autre rôle que d'espionner ou de conjurer, par un congrès diplomatique international, siégeant dans une ville unique, avec pour mission de discuter les affaires des différents pays, comme les directeurs d'une usine discutent celles de leurs ateliers respectifs.

Si le président Wilson n'avait pas deux océans pour l'isoler et dix millions d'hommes pour le défendre, il est certain que, pour avoir voulu la paix du monde, le monde le traiterait de fou et lui ferait le même sort qu'à Jésus-Christ.

Le plus sûr moyen de s'entendre, c'est-à-dire de faire la paix, sera d'organiser la paix de telle manière que les peuples soient libres, lorsque les haines et les colères engendrées par la guerre se seront apaisées, de porter leurs revendications au congrès des nations. Tout accord basé sur la menace d'une reprise des armes ne saurait être définitif, tout vote sous l'œil des sentinelles ne saurait avoir de sens, et un règlement de toutes les questions pendantes ne laisserait que des mécontents. Peu importe au fond qu'un territoire soit rattaché nominalement à tel ou tel empire, si toutes les nations accordent qu'on ne peut forcer aucun groupe ethnique à répudier sa langue ou sa religion, ni à subir des gouverneurs non acceptés par lui. Ce qui nous importe, ce n'est pas la suprématie par laquelle nous imposerions à l'Allemagne une paix qui la mettrait vis-à-vis de nous dans la même situation que nous vis-à-vis d'elle après 1870, c'est l'acceptation par le monde entier d'un régime de tranquillité et de liberté permettant aux peuples de faire eux-mêmes pacifiquement et *avec le temps* ce que les diplomates les plus géniaux et les plus désintéressés ne pourraient bâcler en trois mois, ni six.

Quand nous aurons supprimé la guerre en supprimant les armées, nous parviendrons toujours à nous entendre, mais nous ne nous entendrons jamais, tant que nous paierons des armées de

nos deniers et de notre peau, pour nous faire croire qu'il y a véritablement des ennemis.

Au congrès de paix il ne nous faut pas des chirurgiens susceptibles de découper l'Europe et l'Asie élégamment, mais des juristes et des hommes de bonne volonté pour élaborer la charte internationale.

Un système financier basé sur l'or ne peut être qu'un système barbare, car l'or est un bien en soi et, par conséquent, l'objet de toutes les convoitises et l'origine de tous les combats. La monnaie de la société civilisée ne doit être qu'un certificat de travail susceptible d'acheter un travail ou un objet réputé équivalent.

Les diverses monnaies sont autant de frontières qui réclament de gros canons.

La science financière déclarait une longue guerre impossible; la guerre a foulé aux pieds la science financière. La science financière voulait par le passé répondre de l'avenir; l'avenir l'a mise à terre, comme la Mort terrasse un moribond. Nous sommes sortis des lois que nous proclamions intangibles : le crédit international a remplacé les fortunes nationales. Le système que propose M. André Citroën et que nos jeunes vieillards déclarent impossible, nous l'avons à l'état inorganisé, mais nous l'avons déjà. Cet industriel clairvoyant n'invente pas, il constate; il ne projette pas, il veut simplement réglementer.

L'âge de l'or était donc l'âge de fer, l'âge du papier ou de l'entente sera véritablement l'âge d'or.

Le grand avantage du système financier international proposé par M. Citroën, c'est de fournir *une bourse unique* à cette *unité* que doit être la Société des Nations.

La commission financière de la Société des Nations devant déterminer les quantités de papier-monnaie à émettre pour la Société mondiale, il faut que l'assistance sociale obligatoire soit décrétée en faveur de tous les travailleurs, et que la Société des Nations leur vienne en aide dans leurs maladies et leur vieillesse, comme chacun des deux groupes de belligérants est parvenu à payer en papier les sommes immenses destinées à ses mobilisés pendant la guerre. Les mobilisés du travail pacifique, c'est-à-dire ceux qui répondent à l'ordre d'appel du travail pour vivre, doivent

avoir droit, ainsi que leurs familles, à la même hospitalisation, aux mêmes indemnités, aux mêmes pensions de retraite que les mobilisés du fer et du feu. Voilà ce que l'Internationale ouvrière doit exiger dans son intérêt d'abord, et ensuite dans celui des autres castes sociales, car une organisation de cette importance ne pourrait être à la merci d'un condottiere, même couronné, et le monde du travail garantirait ainsi la paix et le travail du monde.

⁂

Dans les grandes circonstances l'on veut absolument faire de grands hommes d'hommes qui dans de moyennes circonstances n'ont pas eu de peine à passer pour grands.

La vérité sur le peuple français, c'est qu'il est grand dans les grandes choses et petit dans les petites, tandis que le peuple allemand est grand dans les petites et petit dans les grandes.

Ceux qui ont le pouvoir ayant la force, il ne reste aux autres que la ruse pour les supplanter.

Lorsque Richelieu fut allé méditer dans son évêché de province les enseignements du monde et de la Cour, il comprit que pour lui tout dépendait de la reine et chercha à en obtenir la faveur; mais, quand, grâce à celle-ci, il se fut solidement installé au pouvoir, il s'en débarrassa sans plus de scrupules que les hasards de la naissance n'en avaient eu à placer sur le trône une « balourde », suivant l'expression de Léonora Galigaï; peut-être choqua-t-il la morale bourgeoise, en tout cas il vengea en sa personne l'ensemble des hommes intelligents.

Le politique sait que, pour parvenir à des fins honnêtes, il est rarement possible d'employer des moyens honnêtes, car il faut intéresser à un but désintéressé des hommes qui ne le sont pas.

Les grandes choses sont toujours plus simples que ne voudraient le laisser croire ceux qui se disent bien informés.

L'homme d'Etat digne de ce nom n'est pas celui qui n'a rien fait de mal, mais celui qui a fait quelque chose de bien. En s'obstinant à laisser planer par Salonique une menace sur les Balkans, Briand a, d'abord évité notre débâcle morale en Orient, puis, par la capitulation bulgare, précipité la capitulation générale.

La politique de Caillaux, tout en s'inspirant d'un désir de paix, dont il serait injuste de ne pas tenir compte, était basée sur deux

erreurs : la première, qu'il ignorait que le peuple français est un peuple fier, et qui ne veut pas acheter la paix générale au prix de son humiliation particulière; la seconde, qu'en permettant à l'Allemagne unie à la France et à l'Italie de dicter ses volontés au monde, il fondait la paix sur la menace de guerre, ce qui est la conception des Allemands, auxquels il ne déplaît pas de menacer, mais ce qui ne peut être la conception des autres peuples, auxquels il ne plaît pas d'être menacés.

Nous voyons d'ailleurs, par la conduite de l'Italie, ce que la France alliée de l'Allemagne aurait fait à la première occasion.

C'est parce qu'il l'a pris par l'orgueil que Napoléon est venu à bout du peuple français.

En refusant toute responsabilité, l'on peut se maintenir dans les honneurs, mais non se faire une réputation.

Tout ce que je dirai des événements russes, c'est qu'ils révèlent une mentalité si nouvelle que notre sens critique formé à l'école de l'histoire ancienne n'y peut rien démêler.

En entrant à l'Académie française, le maréchal Joffre n'a pas cherché à ajouter à sa gloire, à laquelle il ne manque rien : il lui a plu de suspendre ses trophées dans le temple de la pensée, et de faire savoir au monde que ce qu'il a voulu sauver, en sauvant la France, c'est l'esprit français.

Le scepticisme est toujours un indice de sénilité. Les gouvernements ne devant plus être conservateurs, mais réformateurs, les vieillards devraient, en principe, en être écartés, car c'est en les croyant possibles qu'on a fait plusieurs choses impossibles.

M. Clemenceau, qui est resté un jeune, voire un enfant terrible, possède une qualité essentielle qui semblait devenue bien rare chez nous, l'esprit catégorique.

L'inégalité est l'ordre même de la nature; elle est également l'ordre de l'humanité. Cependant, aux inégalités naturelles chez les hommes, il est inutile de superposer des inégalités arbitraires comme les inégalités sociales.

L'égalité consiste pour la société à accorder à chacun les mêmes chances, tout au moins, à n'apporter à personne plus d'entraves; elle ne consiste nullement à traiter de même manière celui qui sert bien la société, et celui qui la sert mal, ou la dessert, car cette indif-

férence, soit faiblesse, soit pitié ridicule à l'égard des mauvais, soit ingratitude envers les bons, est la ruine de toute société.

L'égalité ne consiste pas à mettre tout le monde au même niveau, mais à ne mettre que le mérite au niveau supérieur.

Il n'est pas insupportable d'obéir à ses supérieurs, ni même à ses égaux, mais d'être obligé de reconnaître l'infériorité de ses supérieurs.

Le suffrage universel n'est qu'une fiction, car le peuple vote pour quelques centaines d'hommes qui sont menés eux-mêmes par dix ou douze, qui, seuls, décident sous le contrôle de la Presse, c'est-à-dire de ceux qui savent et peuvent émettre des idées.

Le défaut de la république n'est pas le suffrage, mais le favoritisme universel.

Les députés sont autant de rois qui ne sont pas libres de favoriser qui leur plaît.

Notre république est un régime de mendicité. Les ministres mendient les suffrages des députés, et les députés mendient les suffrages des électeurs qui, à leur tour, mendient les faveurs des députés.

Pour réformer notre administration, qui compte plus de valeurs qu'on ne l'imagine, mais où aucune ne peut se mettre en valeur, il suffirait, sans éliminer des compétences qui peuvent être de bon conseil, d'accorder aux fonctionnaires, que de longues années de routine ont rendus routiniers, un avancement purement honoraire et une voix purement consultative, et de réserver à un avancement effectif, les plus compétents et les plus expéditifs d'entre les fonctionnaires de la nouvelle génération. Jeunes et vieux accepteraient avec plaisir, les uns cet octroi, et les autres cette décharge de responsabilité. Le budget ne saurait souffrir de cette réforme, puisque le pays qui l'alimente en bénéficierait.

Pour que le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif ne soient pas confondus, ce qui est la base de la constitution républicaine, il ne faut pas que les ministres soient choisis parmi les législateurs.

Les peuples, comme les individus, ont besoin de foi et d'amour. Le peuple français adorait autrefois ses rois, parce qu'il incarnait en eux la justice; aujourd'hui il l'incarne en la République, qu'il

adore à son tour, mais le propre des idoles est de dévorer leurs adorateurs.

Les sénateurs devraient être les députés réélus pour la quatrième fois, quel que soit leur nombre, et certains citoyens choisis par les députés comme ayant bien mérité de la nation.

Le président de la République devrait, tous les ans, adresser un rapport aux Chambres sur la conduite de chaque ministre, et pouvoir révoquer ceux qui ne lui sembleraient pas à la hauteur de leur tâche, en demandant au Parlement de les remplacer.

Les pays qui ont été occupés par l'ennemi devraient, pendant douze ans, élire deux députés pour un.

En France, nous avons conquis nos idées à la liberté, mais nous n'y avons pas encore soumis nos mœurs.

Il nous manque, pour être un peuple libre, d'abdiquer chacun notre instinct de tyrannie à l'égard des autres.

Un ministre est plus au fait des choses que le souverain, le secrétaire du ministre est mieux renseigné que le ministre, et ce ministre est vraiment sage qui consulte adroitement son valet de chambre ou son huissier.

La gouaillerie ou la haine sont tout ce que notre système social laisse au peuple en guise de dignité.

Dans toutes les révolutions on a vu quelques hommes, conscients ou non, se venger par quelques crimes illicites des crimes licites sans nombre dont, en temps normal, souffre la majorité des individus.

La tyrannie prend le plus souvent le patriotisme pour prétexte.

Il faut se soumettre, quand on est faible, et non se révolter, mais attendre qu'on soit fort, pour dominer à son tour.

La force peut triompher un jour, mais l'intelligence est la seule force qui triomphera toujours.

Abel DOYSIÉ.



Enquête mondiale sur l'avenir de la littérature (1)

(*Suite.*)

QUESTIONNAIRE

Croyez-vous que la guerre ait une influence déterminée sur la Littérature française et la Littérature mondiale?

Si oui, quelle influence au point de vue esprit? quelle influence au point de vue forme?

Distinguez-vous les directions essentielles de cette influence?

Des genres littéraires, quel est celui qui prédominera : le roman -- la poésie -- le théâtre -- la critique -- le récit de guerre?

Verrons-nous une renaissance classique ou romantique?

Enrique Gomez Carrillo, le chroniqueur étincelant, le voyageur nostalgique de tous les pays de rêve, a réalisé le souhait de Gautier d'être Turc à Constantinople... Japonais à Tokio et Parisien à Paris. Un journaliste pouvait dire dernièrement que « le boulevard » n'existe plus depuis que Ronzier-Dorcières est mort et que Gomez Carrillo dirige à Madrid *El Liberal*. Rassurons-le. Ce charmeur qui, né dans l'Amérique Centrale, est devenu un des maîtres de la jeune littérature espagnole, revient à sa ville d'élection pour dire au monde hispano-américain que ses chroniques passionnent, sa foi ardente dans la France éternelle :

— Que pensez-vous de la littérature d'après-guerre? demandent Ventura Garcia-Calderon et Gaston Picard.

La consultation n'est pas nouvelle. Depuis la fin de 1914, l'égoïsme des écrivains essaie de faire croire au monde que du

(1) Voir la *Grande Revue* de décembre 1918.

fracas des armes doit sortir une nouvelle Iliade. Le mal est que depuis la bataille de la Marne jusqu'à l'arrivée des Américains trois années se soient écoulées, et que l'on ne puisse dire que, durant ce temps, il ait surgi un grand auteur ni une grande œuvre, Des livres inspirés par la guerre il y en a par milliers. Et il y en a qui sont beaux, qui sont forts, qui sont nobles. Mais aucun d'entre eux n'annonce une poésie nouvelle, une nouvelle sensibilité, un état d'esprit nouveau.

Garcia-Calderon me fera peut-être observer que « les générations de la guerre » n'ont pas encore eu le temps de commencer à produire.

Fort bien. Je ne doute pas que dans l'Art, comme en tout, quelque chose peut changer après la tragédie. Mais comment pouvons-nous, sans tomber dans le genre puéril de Mme de Thèbes, prévoir ce que sera le goût de demain ? Si l'un des jeunes poilus qui viennent de combattre devant Verdun ou dans les Flandres, élève au fond de son âme la flamme du génie transformateur et régénérateur, il est probable que ses visions futures seront des visions de guerre. Cependant, pourquoi nous figurer que ceci doit nécessairement arriver ? Bergson, en répondant à une enquête, a dit : « La littérature de l'avenir, comme celle du passé, sera indépendante des événements et dépendra des personnalités qui apparaîtront plus tard. »

Jusqu'ici, en dehors des livres appelés « de guerre » et qui constituent un genre circonstanciel, à peine avons-nous noté l'influence de l'épopée sur l'esthétique courante.

Voyons, par exemple, ce qui se passe au théâtre. Y a-t-il quelque comédie dans laquelle on perçoive un écho des grands problèmes politiques et moraux de notre époque ? Non. Les auteurs qui travaillent encore paraissent, au contraire, désireux de faire oublier au public les calamités de la réalité. « Il ne faut pas parler de guerre » — disent, dans les coulisses, ceux qui savent apprécier le goût du public. Et si nous nous rencontrons déjà avec ce dégoût, avec cette antipathie contre les images belliqueuses, qu'en sera-t-il demain, quand, dans l'allégresse de la paix, l'Europe sentira l'urgence d'oublier son terrible cauchemar de sang et de feu ?

Avec une franchise qui me surprend, Lucien Descaves répond à l'un des inquisiteurs :

« Je ne crois pas que la littérature de guerre puisse durer longtemps, et autant qu'il me semble, elle ne vivra pas même jusqu'à la fin des hostilités. »

Pour la même enquête, Maurice Barrès a écrit les lignes suivantes, qui méritent d'être considérées comme un acte héroïque :

« Je dois dire, dès à présent, que je ne m'associe pas à ceux qui nient la génialité germanique et veulent repousser en bloc toute influence future d'au-delà du Rhin. »

Il se peut que l'unique prophétie plausible qui soit aujourd'hui à notre portée soit celle qui se réfère à l'influence étrangère en France.

Il faut comprendre, en effet, que dans l'état actuel du monde, une nation, pour grande, pour forte, pour géniale qu'elle soit, ne peut vivre, idéologiquement, enfermée dans les murailles de ses frontières. Le protectionnisme, qui dans les questions douanières est peut-être excellent parfois, est toujours funeste en matière d'idées et de formes. Même pour conserver pure une tradition, même pour estimer ce que l'on produit soi-même, même pour s'attacher chaque jour davantage à son sol, il est nécessaire de connaître à fond ce qui naît sous d'autres cieux. La France, qui déjà était la première, en dépit de son étroitesse de critérium littéraire, continuera à l'être avec une autorité plus grande, quand elle se décidera à hausser son regard pour voir par-dessus les montagnes et les mers.

Dans cet ordre d'idées, Louis Bertrand, l'auteur de *Sang des races*, expose une doctrine curieuse. Voici à peu près ses paroles :

« Je crois qu'est arrivée l'heure de nous « rebarbariser » un peu. Ce que je veux dire par là est que nous devons recommencer à éprouver le « sens de l'ennemi » qu'une fausse sécurité nous avait fait perdre. Nous devons voir clair dans l'âme tortueuse du Barbare, vivant, si cela est nécessaire, sa vie ; nous endurcissant à son contact, et acquérant une volonté aussi forte que la sienne. »

Si je ne me trompe, s'agissant, comme il s'agit, de littérature,

et non de politique, ces paroles quelque peu sybillines et quelque peu contradictoires, indiquent que, dans l'avenir, il sera utile au génie français de ne pas perdre contact avec le génie étranger, voire même avec le génie germanique, et chercher en lui la part des vertus positives qu'il renferme en sa rudesse apparente ou réelle.

Un poète, jeune, et de grand talent, dont la réputation s'unit au souvenir cyclique du génie de Beethoven, M. René Fauchois, répond à une enquête du *Soleil du Midi* par une page qui a la saveur et l'accent d'un véritable manifeste, comme ceux qui annoncèrent au monde, en des époques paisibles, la naissance du symbolisme, du futurisme et du naturalisme. Sans espérer la fin de la guerre, selon cet ardent prophète, la jeunesse littéraire a déjà commencé à créer la poésie de l'avenir, qui sera d'une simplicité magnifique, grâce à son double caractère de révolutionarisme et de classicisme. Toutes les audaces, si énormes qu'elles soient en apparence, trouveront leur place dans cette nouvelle école, parce que le bon goût du traditionalisme adoucira dans la forme la rudesse du fond. Jusqu'à présent, les fondateurs de religions artistiques paraissaient avoir oublié volontairement que le public désire, avant tout, et par-dessus tout, ne pas s'ennuyer ni au théâtre, ni dans les expositions de tableaux, ni dans la lecture de poèmes et de romans. Avec un dédain olympique des droits de la foule, les groupes d'avant-garde adoptaient des postures ésotériques qui les convertissaient en personnages impénétrables

Le nouvel apôtre proteste avec justice contre une telle observation du passé et proclame, plein de foi démocratique, que l'art futur pourra être populaire sans renoncer pour cela à aucune de ses grandes vertus. Il ne faut pas, en effet, que les poètes se consacrent à la culture du mélodrame et du roman-feuilleton. Mais, au contraire, il faut offrir à la plèbe saine, sacrifiée jusqu'à présent sur les autels d'un art mercantilisé, un aliment spirituellement pur. Qu'est-ce que le christianisme comparé aux religions idolâtres de l'Orient antique sinon une ancre de salut pour les âmes simples ? dit l'innovateur. Et naturellement il ajoute que l'esthétique de ses compagnons, l'esthétique de demain, l'esthétique du salut sera un christianisme de la poésie.

En réalité, toutes ces méditations sybillines sur ce que doit être la littérature, l'art, la beauté et même la moralité de l'avenir ne laissent pas que d'être un jeu subtil de mandarins. Que la guerre provoque ou inspire d'ingénieuses hypothèses, cela n'a rien d'étrange. Même en pleine paix, il suffirait d'une mode nouvelle, d'une œuvre originale, d'un mouvement inattendu de l'opinion, pour faire entrevoir aux éternels guetteurs d'infini une aurore esthétique.

« Mais — dit Jean Ajalbert —, quoi qu'il arrive, je ne sais, moi, qu'une seule chose, et c'est que les hommes de demain, comme ceux d'hier, chanteront l'amour, la beauté ; le bonheur, la joie, les grandes vertus, tout ce qui vaut la peine de vivre, enfin... Oui... tout est éternellement pareil... Il n'y a pas une poésie d'avant ceci et une autre d'après... Il n'y en a plus qu'une de toujours... »

Toute la philosophie simple et réelle des enquêtes tant en vogue aujourd'hui, je la trouve dans ces dernières paroles. Parce qu'il n'y a pas de doute de ce que, comme disait Becque, « tant qu'il y aura une jolie femme... »

Mais je sais cependant que ce n'est pas de cela qu'il s'agit, et que les inquisiteurs subtils, comme Ventura Garcia-Calderon, considèrent avec quelque peu d'étonnement ceux qui leur répondent par de vagues et belles formules d'éternité et de scepticisme. Pour eux, en effet, il y a quelque chose qui doit nécessairement rendre demain différent de ce qu'était hier. Il se peut que ce quelque chose soit très peu de chose, une mode passagère, un accent de courte durée, une mentalité plus artificielle que profonde ; peu importe... Parmi le jeu byzantin des prophéties, les nuances, plus elles sont fines, ont d'autant plus de valeur pour les amateurs. Cependant, dans ce sens, je suis presque porté à dire que les nombreuses enquêtes organisées dernièrement constituent une banqueroute du genre. Quelle impression générale tirons-nous d'elles ?... Quels horizons nous découvrent-elles ? Quels indices nous donnent-elles, non seulement sur l'état d'esprit de demain, mais aussi sur celui d'aujourd'hui ?... Je me trompe beaucoup, si mes lecteurs ne me répondent :

— Aucun.

Et c'est que, réellement, il n'y a rien qui dans la littérature

indique une route commune, une vision d'ensemble, un souffle de solidarité idéologique ; comme hier, comme toujours, il n'y a que des personnalités.

E. Gomez Carrillo.

Depuis Thackeray on n'avait jamais raillé aussi magistralement que M. Antony Hope les snobs gourmés qui ont survécu, en Angleterre, au ridicule. Ses *Dolly Dialogues* — la partie la plus légère et la plus connue de son œuvre — font penser à ceux de Gyp par leur tour frivole et leur esprit souvent féroce. Des récits d'une fine et profonde psychologie ont fait de M. Antony Hope un des maîtres du roman anglais contemporain.

J'apprécie très hautement la flatteuse attention dont vous avez bien voulu m'honorer en me demandant de contribuer à votre enquête, mais je ne puis essayer de répondre à vos questions que dans un sens tout à fait général.

Il n'y a aucun doute, que la littérature ne suive la marche des événements, mais c'est en même temps une chose très individuelle, et l'influence qu'elle reçoit des grands événements de la guerre, est, à mon avis, appelée à être si variée, qu'il sera difficile de définir avec quelque précision un esprit ou une tendance générale, inspirés par la guerre. Je pense, cependant, que nous pouvons raisonnablement espérer une grande activité, un esprit plus robuste et plus objectif, et un plus grand développement de ce que l'on peut appeler la littérature d'action comparée à celle de pure psychologie et d'analyse. Au point de vue de la forme, je serais disposé à anticiper — quoique avec beaucoup de réserve, car, je le répète, toute créature incline vers son propre mode d'expression — une réaction contre l'obscur et l'irrégulier, une réaction en faveur de la lucidité de la pensée, de la clarté et de la grâce de l'expression, c'est-à-dire, en faveur des écrivains classiques.

Antony Hope.

M. John Landquist est, avec le directeur de la Bibliothèque Nobel. M. Warburg, le maître de la critique suédoise contemporaine. Mais ce critique est aussi un philosophe. On n'a pas oublié à Stockholm ses campagnes en faveur de la philosophie de M. Bergson dont il a été l'introducteur en Suède.

Vous avez honoré un étranger en lui demandant son opinion

sur la littérature d'après-guerre. Voici donc quelques réflexions de caractère bien modeste ; ce sont celles d'un spectateur.

Il semble que, à l'abri d'une longue paix, les hommes soient tentés de s'organiser comme s'ils étaient immortels. Quand rien ne les trouble, ils s'imaginent qu'ils sont souverains de leur sphère. On regarde le bonheur de l'individu comme le but de la vie ; mais on ne le trouve guère, puisqu'il ne consiste peut-être qu'en les sensations fraîches qui récompensent quelquefois les sincères et les braves. Hésitant sur la manière de passer la vie on devient alors, au lieu d'amant des valeurs humaines, leur amateur.

Il est probable que la guerre a pour longtemps dissipé l'illusion de l'individualisme. Les œuvres précieuses du dilettantisme littéraire ne seront plus guère admirées, et cette sorte de tristesse qui est lâcheté du cœur, ne voudra pas s'imposer aux soldats.

La guerre présente l'homme tout à coup à la Mort. Les valeurs qui ne perdent pas de leur splendeur en cette rencontre, doivent rayonner dans une littérature nouvelle. L'amour de la terre, de la vie jeune, de la patrie, la vieille et la future, de la femme, ne prendra-t-il pas un ton passionné dans une poésie nouvelle ? Et les sociétés des tranchées, l'exploit simple, tout l'ensemble puissant de la guerre, seront, sans doute, une fois exposés dans des romans de guerre ou dans des groupes de chants épiques. Je ne parle pas du récit de guerre racontant des anecdotes, tragiques, amusantes, gracieuses, chères pour tous ceux qui y prirent part. Mais la littérature importante ne devra guère venir tout de suite. Les héros eux-mêmes seront trop fatigués et trop modestes pour s'occuper à reconstruire, par la fiction, la guerre dans sa monstruosité et sa splendeur. Ce sera la tâche des fils et des petits-fils de donner la grande image de la guerre.

Les héros de la guerre voudront plutôt chercher dans la littérature un délassement pour leur âme. Peut-être l'idylle va-t-elle fleurir. Les éprouvés doivent aimer les plaisirs doux.

Il y a aussi lieu de supposer qu'il se produira dans la littérature une réaction contre cette organisation du monde et ses états d'âme qui ont rendu possible cette catastrophe européenne. Une

part de la jeunesse, voudra poursuivre un autre idéal que celui du nationalisme.

Quelques créations imprévues que doive nous révéler l'avenir, on est certain que la littérature française sortira plus brillante que jamais de la dure expérience de la guerre. Voudra-t-elle devenir classique ou romantique ? Elle devra devenir classique comme elle a été, si classicisme veut dire raison profonde, équilibre, liberté de l'âme ; mais son esprit devra être romantique en ce sens qu'elle représentera des aspirations échappant à l'analyse et bravant les imperfections de la vie terrestre.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

John Landquist.

Un cabinet de travail qu'égaient des toiles et des bibelots, à côté des livres, plus sévères. Des portraits, plusieurs portraits d'un visage unique : celui du fils bien-aimé qui mourut au champ d'honneur.

C'est dimanche, le boulevard Raspail est silencieux ainsi qu'une avenue de parc. Il fait grand soleil. L'heure d'hiver est tiède, parfumée aussi, comme du souvenir des feuilles qui mettaient aux arbres, actuellement dépouillés, le sourire de leurs minuscules mantes vertes.

M. Gustave Lanson nous tend une main cordiale. Nous sommes certains de déranger cet homme tout acquis au travail intellectuel le plus laborieux. Pourtant son affabilité a un tel naturel qu'elle donne, généreuse, l'illusion qu'on n'attendait que nous.

— Monsieur Lanson, est-il permis de vous demander ce que vous croyez que sera la littérature après la guerre ?

Il n'hésite pas à répondre que prévoir n'est pas possible. L'avenir n'est à personne; personne n'a reçu la confidence de ce qu'il prépare.

M. Lanson ajoute qu'aucune œuvre significative où se révèle l'effet de la guerre sur l'inspiration littéraire, n'a encore paru. Les livres se sont multipliés, ces derniers temps surtout, et les livres de vers en particulier ; mais quels sont ceux qui apportent une note nouvelle ? quels sont ceux qui découvrent une originalité capable de produire une révolution dans l'art ?

Les écrivains ont continué leur œuvre, chacun selon ses habitudes et sa technique d'avant la guerre. Aucun jusqu'ici n'a créé une expression qui nous fût inconnue. Ceux qui se sont exprimés dans le genre épique et lyrique auraient sans la guerre employé

le même talent à des sujets différents ; ils n'ont pas changé en s'élevant jusqu'aux tons héroïques. Il faut attendre. C'est dans les toutes jeunes générations que la guerre saisit en pleine crise de formation, que se rencontreront, s'ils doivent venir, les écrivains dont l'œuvre sera le produit artistique de la guerre. Laissons-les grandir. Nous saurons ce qu'ils sont, peut-être, quand ils seront là. Souhaitons, si nous vivons encore, de les comprendre, quand ils parleront.

La réputation de Maurice MAERTERLINCK est universelle. Son théâtre, d'expression symboliste, sera tenu pour classique. Ses livres d'essais, par exemple *le Trésor des Humbles* présentent aux yeux de lecteurs passionnés l'attrait propre à une philosophie nouvelle.

A moins d'être prophète, j'estime qu'il est tout à fait impossible de faire aux questions que vous avez bien voulu me poser, une réponse qui ne soit vaine, intéressée et téméraire.

MAETERLINCK.

M. JHON MASEFIELD a écrit des chansons, des poésies, des romans. Ses récits déjà célèbres, ses larges fresques d'une force et d'un intérêt passionnant, comme *Captain Margaret*, *The Tragedy of Pompey the Great*, *Multitude et Solitude*, le placent au premier rang parmi les romanciers anglais de notre époque.

Je vous envoie par la présente ma réponse aux cinq questions que vous avez bien voulu m'adresser, dans votre intéressante lettre du 31 décembre :

1° La guerre aura une profonde influence sur tous les esprits des nations européennes ;

2° Elle exercera à la fois cette influence sur l'esprit et sur la forme ;

3° En orientant l'esprit vers la lumière et la couleur, en purgeant la forme des inutilités qui l'ont, pendant si longtemps, entravée ;

4° En nous débarrassant, peut-être, du roman et de la critique, mettant la poésie en rapport plus direct avec la vie, et inspirant de nouveau le théâtre ;

5° Dans une renaissance romantique, elle puisera son inspiration dans le présent.

JOHN MASEFIELD,
Membre du Comité Académique
de la Société Royale de Littérature.

M. J. de Medeiros e Albuquerque, de l'Académie brésilienne, est le plus admiré, le plus suivi parmi les maîtres de l'heure présente à Rio-de-Janeiro. Conteur sobre et réaliste de la vie de son pays, dans un livre exquis *Main Tapuya*, critique et grand journaliste, il a abordé tous les genres. Sa conférence de 1913 à la Sorbonne sur l'influence de la littérature française au Brésil, le fit apprécier en France de l'élite des hommes de lettres : il est à Paris le plus goûté des écrivains brésiliens. Il le sera davantage quand on aura traduit les admirables articles de combat qu'il a publiés depuis la guerre en faveur de la France.

Je ne crois pas que la guerre actuelle puisse avoir une influence directe assez grande pour changer le cours de la pensée humaine et déterminer une nouvelle orientation artistique. C'est à cause d'une erreur de perspective, parce que nous sommes trop près de la lutte, que nous exagérons sa grandeur.

En vérité, pourtant, toute la formidable catastrophe actuelle n'apporte rien de nouveau. Il s'agit de principes courants, de droits que l'Allemagne a violés et qu'on cherche à rétablir. Ces principes, la pensée contemporaine avait l'illusion de croire qu'ils étaient déjà établis. Quand ils reprendront leur place, ils n'enrichiront donc pas notre patrimoine, parce qu'ils y figuraient déjà.

Leur violation nous a surpris et indignés. Leur rétablissement ne déviera aucunement le cours de nos idées. Nous penserons demain comme nous pensions hier.

On voit, par exemple, ce qui arrive dans les guerres de religion. Celles-là, quand les innovateurs triomphent, apportent des sentiments nouveaux.

Ce n'est pas ce qui arrivera après la lutte actuelle.

Pourtant, il se peut qu'une formidable transformation de mœurs soit imminente, du fait, non pas directement de la guerre, mais d'une de ses conséquences : la disproportion d'hommes et de femmes, qu'il y aura après la lutte.

Le nombre et pour ainsi dire la qualité des hommes survivants seront bien inférieurs à ce qu'ils étaient avant la guerre. Pendant de longues années les femmes seront donc, non seulement les plus nombreuses, mais les plus agissantes. Et je crois que cela pourra modifier profondément — et bien heureusement — les mœurs actuelles. Alors la littérature changera aussi, for-

cément, d'orientation dans le sens des sentiments nouveaux. Les transformations littéraires qui ne correspondent pas à des transformations de sentiments ne sont que des modes passagères. Elles ne comptent pas.

L'abondance des récits de guerre, qui viendra sûrement après la lutte, ne sera pas un phénomène d'évolution littéraire. Ce sera tout simplement l'exploitation d'un stock de matière première à récits, à drames, à poésies et même à des vaudevilles très amusants.

Telle est donc, mon opinion :

Du fait de la guerre en soi, aucune transformation d'orientation artistique ;

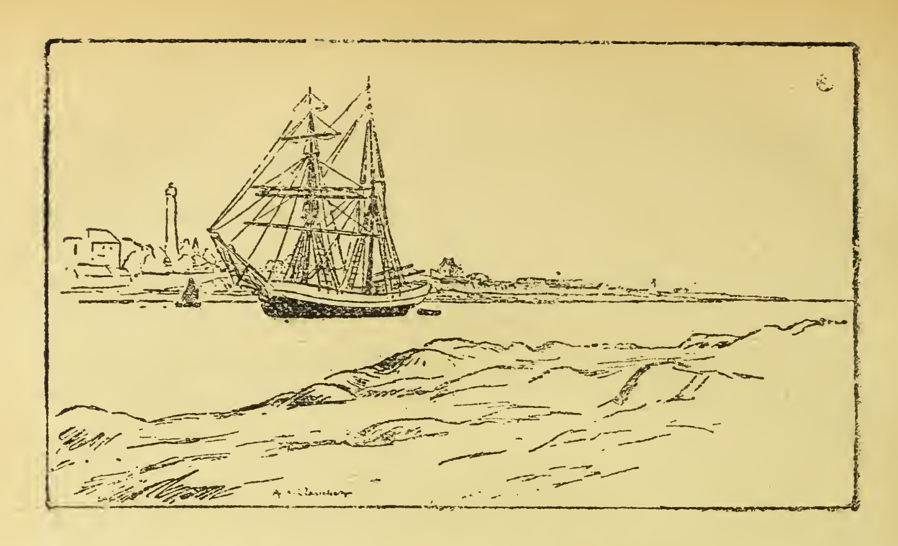
Du fait de la disproportion d'hommes et de femmes, et du rôle prééminent que celles-ci vont jouer, on peut attendre — et espérer — un changement profond des mœurs, qui aura comme conséquence de nouvelles orientations de l'art.

MEDEIROS E ALBUQUERQUE.

(Enquête de MM. VENTURA GARCIA-CALDERON et GASTON PICARD).

(*A suivre.*)





Les conditions de paix du Japon

Seul de tous les Alliés, le Japon a posé ses conditions de paix et les a laissé publier.

L'*Exchange Telegraph* a reçu, en effet, le 25 novembre dernier, une dépêche de Washington, d'après laquelle les milieux diplomatiques américains auraient eu connaissance des sept points arrêtés par le gouvernement japonais, pour être présentés à la Conférence de la Paix.

Comme il a conduit sa guerre, avec la même sûreté, la même netteté de vues, la même indépendance, le Japon entend faire sa paix : rappelons brièvement le rôle qu'il a joué dans la guerre mondiale.

Le 23 août 1914, il entre en guerre, après avoir adressé à l'Allemagne un ultimatum, identique par les termes mêmes à celui que l'Allemagne avait envoyé à la Chine avant d'occuper Kiao-Tchéou, et empruntant de plus le terme de « conseil amical » à l'intervention des Trois-Puissances (Allemagne, France et Russie), qui obligèrent en 1895 le Japon à abandonner les gages continentaux conquis sur la Chine. Le 7 novembre 1914, après un siège en règle, vigoureusement mené, les troupes japonaises (avec quelques contingents britanniques) occupèrent Kiao-Tchéou et pour elles la guerre fut virtuellement terminée. L'aide japonaise aux Alliés consiste principalement, à

partir de cette époque, dans une coopération navale : poursuite de croiseurs et corsaires allemands en Extrême-Orient, police de l'Océan Pacifique et collaboration à la lutte contre les sous-marins dans la Méditerranée. Cette aide se manifeste aussi par un secours financier donné à l'Angleterre et à la Russie et, pour la Russie encore, par de très importantes fournitures d'armes, d'équipements et de munitions.

En ce qui concerne la coopération militaire proprement dite, on sait que les suggestions relatives à l'envoi de troupes nippones en Europe n'ont pas eu de suite. Quant à l'intervention en Sibérie, ce n'est que dans l'été 1918 que les négociations très délicates engagées à ce sujet arrivent à un résultat : fin juillet, une expédition concertée commence, de but et de moyens restreints, de caractère nettement asiatique et local. Par sa date, par sa limitation, elle perd le sens que ses promoteurs lui avaient sans doute attribué au temps de la détresse des Alliés.

Ainsi, à aucun moment de la guerre, le Japon ne sort de son domaine propre et de son rôle de « gardien de la Paix » en Extrême-Orient. Et c'est avec le prestige de sa force hors de pair dans le Pacifique, avec une puissance militaire, navale et économique accrue, une claire conscience de sa valeur mondiale et de son rôle, qu'il présente maintenant ses conditions.

***

Premier principe : « *Accord absolu avec l'Angleterre, au sujet de la liberté des mers* ». — Il n'entre pas dans le cadre de ces très modestes commentaires, de résoudre de quelques traits de plume la redoutable question de la liberté des mers ; des volumes lui ont été consacrés, notamment en Allemagne, sans qu'on soit arrivé à d'autres résultats qu'à embrouiller encore un problème déjà fort ardu. On n'invoquera donc ni Fra Paolo Sarpi et son traité *Del dominio del mare Adriatico* (1376), ni Hugo Grotius et son *Mare liberum* (1609) ou son contradicteur William Wellmood dans son *De dominio maris* de même date... mais on notera dès l'abord que la question n'est pas nouvelle.

En ce qui concerne le Japon, et ses conditions, le texte cité

affirme que l'Empire du Soleil Levant adopte ici le point de vue anglais. Quels sont donc les points de vue en présence ?

Il y avait la thèse allemande de la liberté des mers. Elle a perdu de l'intérêt par l'effondrement de la puissance allemande, par la reddition de la flotte de guerre. Et, d'ailleurs, les problèmes les plus importants sont les divergences à l'intérieur d'une coalition victorieuse. Ces divergences ayant été reconnues officiellement, il nous suffit ici de rappeler des textes largement publiés.

Le 6 novembre dernier le Président Wilson citait, dans sa seconde réponse au gouvernement allemand, un memorandum de l'Entente, par lequel les Alliés adoptaient comme base d'une paix durable les conditions posées par l'adresse du Président au Congrès, le 8 janvier 1918, mais avec deux réserves, relatives, la première à la liberté des mers, la deuxième aux justes réparations dues par l'Allemagne. Voici le texte de la première :

Les gouvernements alliés doivent toutefois faire remarquer que l'article 2, relatif à ce que l'on appelle couramment la liberté des mers, se prête à diverses interprétations, dont certaines sont telles qu'ils ne pourraient pas les accepter. Ils doivent, en conséquence, se réserver une liberté d'action entière, quand ils viendront siéger à la Conférence de la paix.

Et voici l'article 2 des quatorze conditions contenues dans le message du Président le 8 janvier 1918 :

Liberté absolue de la navigation sur les mers, en dehors des eaux territoriales, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, sauf le cas où ces mers seraient fermées en totalité ou en partie par une action internationale en vue de l'exécution d'accords internationaux.

Des discussions entre Amérique et Angleterre, au début des hostilités, sur la contrebande de guerre et notamment le coton, des notes du Président Wilson au gouvernement allemand au sujet des torpillages et des zones interdites, de certaines communications orales, il semble bien résulter, que, d'après le sentiment des Etats-Unis, le trafic maritime des neutres ne saurait être entravé par le fait de la guerre et qu'aucune portion des mers, aucune route maritime ne peut, en principe, devenir l'apanage d'une puissance. En d'autres termes, la mer ne sépare pas les Etats. Entre un neutre et un belligérant reliés

par une mer, le commerce doit pouvoir continuer en temps de guerre comme s'ils avaient une frontière continentale commune.

Les hommes d'Etat anglais ont pris position vis-à-vis de cette tendance américaine : M. Winston Churchill, dans son discours du 5 décembre 1918, sur la suprématie navale anglaise et les services rendus pendant la guerre, le vicomte Grey, le 12 décembre 1918, dans son discours d'inspiration analogue.

Les deux points de vue en présence sont, en dernière analyse : d'une part le droit des neutres (car c'est au moment où les Etats-Unis n'avaient pas pris parti et commerçaient encore avec les deux camps de belligérants qu'ils ont élaboré leur théorie de la liberté des mers), d'autre part le droit d'une puissance navale de premier ordre, dont le principal moyen d'action est le blocus et la guerre maritime, d'une puissance coloniale pour qui la garde des routes mondiales est une condition d'existence.

Le Japon, Etat insulaire, à possessions continentales (Corée), à colonies déjà dispersées (Formose), à disponibilités de population énormes pour fournir à une émigration lointaine, à visées maintes fois affirmées sur le Pacifique, manifeste, dès l'abord, sa sympathie pour la thèse anglaise. Et cela paraît naturel. Cette manifestation est toutefois intéressante à plus d'un titre. Elle clôt, au Japon même, une polémique sur l'opportunité et l'avenir de l'alliance anglaise. Elle marque l'échec définitif d'une campagne, inaugurée par la presse allemande, accueillie même par quelques organes japonais, et qui tendait à présenter le Japon comme menacé par une alliance mondiale anglo-saxonne et forcé pour briser l'encerclement de recourir à une alliance germanique ou russo-allemande. C'en est fait du rêve tant caressé par von Salzmann, von Mackay, Schrameier et O. Francke, du Berlin-Tokyo. Et c'est une résolution riche de conséquences très diverses et très lointaines dans la question du Pacifique.

***

Deuxième principe : *Le Japon éprouve des sympathies pour les projets des Alliés relatifs à la protection des petites nations et à la protection du monde contre les guerres futures.* — On

notera aisément la distance qui sépare « les sympathies » éprouvées pour le Japon pour les projets ci-dessus, de l' « accord absolu » affirmé dans la question de la maîtrise de la mer. Aussi bien, la question de la paix ne se pose pas dans les mêmes termes en Europe et dans l'Extrême-Orient.



Troisième principe : *Reconnaissance de la nécessité qu'il y a, pour le Japon, de maintenir l'ordre en Sibérie, en vue de protéger l'intégrité territoriale du Japon.* — Avec cette condition, nous entrons en plein dans les conditions positives du Japon ; ce n° 3, comme aussi les points 4, 5 et 6, pose nettement le problème du rôle du Japon en Extrême-Orient et dans le Pacifique. Toutes les questions en suspens sont franchement abordées.

Voici d'abord, par conséquent, la question sibérienne. Elle a eu, jusqu'ici, un caractère international. La révolution russe, puis le bolchevisme se sont propagés jusqu'aux rives du Pacifique. Mais aussi le reflux contre les maximalistes y a commencé aussitôt après. Dès décembre 1917, un mois après le triomphe des bolchevistes à Pétrograd et Moscou, le général russe Horvart, chef de l'administration des chemins de fer de l'Est Chinois, gouverneur de la zone de la voie ferrée, organise la résistance à Kharbine, important nœud de communications, point où la ligne de Pékin se détache du Transmandchourien. C'est là, que, sous l'influence de Lvov et de Koudat-chef installés à Pékin, le général Semenoff réunit ses troupes cosaques et bouriates ; c'est de là qu'il part pour couper la voie ferrée de Vladivostok le long de l'Amour. Après des fortunes diverses, il y parvient et fonde en mai une république de Transbaïkalie. Entre temps, Vladivostok a été occupé par les troupes de débarquement japonaises (4 avril), et anglaises (8 avril) ; puis les Tchéco-Slovaques s'y sont installés en juin.

Mais les bolchevistes ne sont pas abattus. Aidés peut-être par les prisonniers austro-allemands, officiers et soldats, ils continuent à tenir la campagne et les éléments modérés font appel entre eux aux Alliés. On sait que l'approbation donnée par ceux-ci à une intervention du Japon se heurta longtemps à l'op-

position du Président Wilson. Puis il fallut faire accepter au Japon l'idée de la collaboration des Alliés dans l'intervention en Sibérie.

La condition de paix posée par le Japon présente donc à nouveau le problème des droits et des devoirs spéciaux imposés par le voisinage. L' « intégrité territoriale » menacée, c'est la répercussion des troubles sibériens sur l'Etat japonais, et d'abord sans doute sur le domaine continental qui touche directement à la Sibérie, la terre de Corée. Mais, d'autre part, l'intervention du Japon — et notamment du Japon seul — en Sibérie soulève la question des rapports des Alliés avec la Révolution russe et le problème, peut-être plus délicat encore au point de vue international, des intérêts américains déjà si nombreux et si variés en Sibérie.

*
* *

Quatrième principe : *Reconnaissance des légitimes sphères d'influence japonaise, (financières, commerciales et industrielles) en Chine.* — Après l'expansion japonaise vers le Nord, voici l'expansion vers l'Ouest, tout le problème des rapports du Japon avec la Chine. Mais d'abord qu'est-ce que la Chine d'aujourd'hui ?

République depuis le 12 février 1912, un instant empire avec Yuan chi Kaï et république pour la deuxième fois après la mort du dictateur (5 juin 1916), empire encore pour quelques jours (du 1er au 13 juillet 1917) avec l'aventurier Tchang Hsun, la troisième république chinoise est en proie à la guerre civile. Le Nord, gouverné par un parti militaire ayant à sa tête le président du Conseil Toan Ki Joei (ou, lorsque celui-ci juge nécessaire de passer la main, comme c'est le cas actuellement, par un de ses lieutenants), s'appuyant principalement sur le Japon, gouverne avec un Parlement élu selon les prescriptions édictées par Toan, en dehors des règles fixées par la Constitution. Le Sud, démocratique et séparatiste, a accueilli les débris du Parlement dissous dans la tourmente de juin-juillet 1917 ; un gouvernement est installé à Canton. La lutte se poursuit mollement entre les généraux des deux gouvernements

sur la limite des deux territoires, au bord du Fleuve Bleu. Mais le désordre, le brigandage sévissent un peu partout.

Les Etats-Unis, pour lesquels les démocrates chinois du Sud témoignent une vive sympathie, ont à maintes reprises et notamment par l'avertissement du 7 juin 1917, essayé de réconcilier les partis et de restaurer en Chine la paix intérieure. Ils agissent ainsi en amis sincères du peuple chinois. D'ailleurs l'intérêt bien entendu de l'Amérique est que l'Etat chinois reste fort afin que soit maintenu le principe de la porte ouverte, pierre angulaire de la politique américaine en Extrême-Orient. Car les Etats-Unis ne perdent pas de vue l'importance, surtout pour l'après-guerre, de l'immense marché qu'est la Chine. Une association puissante, l'A. I. C. (American international corporation), s'est fondée sous le patronage de Vanderlip de la National City Bank et comprend des représentants des firmes Morgan, Kuhn et Lœb, de la Standard Oil, etc. Elle s'intéresse à la grande entreprise Siems et Carey de Saint-Paul, contrôle la Pacific Mail, a obtenu du gouvernement chinois l'entreprise de la réfection du Grand Canal et des promesses pour la construction d'un réseau ferré de 30.000 kilomètres.

Mais la guerre européenne a pour un temps détourné de l'Extrême-Orient les préoccupations américaines ; même à la fin de 1917, au moment où l'effondrement de la Russie rendait de plus en plus difficile la situation des Alliés en Occident, le gouvernement de Washington a fait, le 2 novembre, par la convention Ishiï-Lansing, d'importantes concessions au Japon : « Le voisinage territorial crée entre deux pays des relations spéciales ; en conséquence le gouvernement des Etats-Unis reconnaît que le Japon a des intérêts particuliers en Chine, principalement dans les régions auxquelles confinent ses possessions. »

La condition posée par le Japon maintenant semble se référer directement à la convention précitée. Il reste à savoir cependant si le terme de « sphères d'influences » que nous donne la presse rend bien fidèlement la pensée de la diplomatie japonaise et jusqu'à quel point, dans ce cas, il répond aux dispositions du gouvernement de Washington. Il ne paraît pas que la convention Ishii-Lansing ait contenu une concession aussi étendue.

Le désir du Japon rencontrerait, en tout cas, une certaine opposition dans les milieux chinois, au moins dans le Sud, les îles et les colonies chinoises à l'étranger. Des publications comme le « Manifesto of China national defense League » (Cambridge, Metcalfe and Co, 1918), comme les communications des Comités chinois en France (Comité démocratique, Association d'étudiants), enfin l'agitation chez les étudiants chinois au Japon consécutive à l'accord sino-japonais du 16 mai 1918, montrent assez que la pénétration du Japon en Chine se heurte à des résistances qu'il est au moins malaisé d'ignorer.



Cinquième principe : *Occupation permanente de Kiao-Tchéou, dans des conditions donnant satisfaction au Japon et à la Chine.* — La question de Kiao-Tchéou n'est qu'un aspect de la pénétration du Japon en Chine, mais c'est un des points les plus délicats à régler, car on se trouve en présence de traités écrits et de textes.

Le 14 novembre 1897, l'Allemagne avait occupé de force Kiao-Tchéou et par la convention de janvier 1898, la baie et le territoire environnant lui étaient cédés à bail pour quatre-vingt-dix-neuf ans. Dans l'ultimatum du Japon à l'Allemagne (août 1914), le Japon demandait que l'Allemagne abandonnât le territoire indûment occupé par elle « afin qu'il fût remis à la Chine le plus tôt possible ». Quand la Chine eut déclaré la guerre à l'Allemagne (14 août 1917), elle spécifia que « tous traités, ententes et conventions en vigueur entre la Chine et l'Allemagne » étaient « révoqués » et dès ce moment commença en Chine une campagne pour essayer de tirer de cette déclaration des conséquences immédiates : par l'état de guerre, la convention relative à Kiao-Tchéou était révoquée, le bail résilié ; la Chine devait rentrer en possession immédiate de son territoire.

Logique un peu simpliste, car en définitive, les déclarations de la Chine n'auraient pas suffi à expulser les Allemands et c'est le Japon qui avait emporté les redoutables défenses de la forteresse. En tout cas, et comme pour couper court à une contro-

verse de presse qui devenait irritante, le 8 octobre 1917, le Japon mettait fin à l'occupation militaire du territoire concédé à l'Allemagne, puis conquis par elle, et la remplaçait pas une administration civile japonaise, donnant ainsi à sa conquête un caractère régulier et permanent.

La question de Kiao-Tchéou n'est plus une question allemande. Dans leurs périodes d'anxiété, comme au temps de l'offensive de la Somme (1916-1917), les Allemands faisaient bon marché de leur domaine perdu, et l'offraient au Japon pour gagner son alliance ; dans leurs succès de l'été de 1918, ils dictaient déjà leurs conditions de paix au Japon et demandaient que la forteresse leur fût rendue avec d'humbles excuses... Ces rêves sont dissipés. Mais l'avenir de Kiao-Tchéou est encore incertain. Les Russes chassés et vaincus, le Japon a autrefois occupé et gardé Port-Arthur. Les Allemands sont expulsés de Kiao-Tchéou, mais il est plus difficile maintenant au Japon de garder sa conquête. Il reconnaît lui-même que la solution à trouver devra donner satisfaction aux revendications chinoises, dans ce qu'elles ont de légitime.

***

Sixième principe : *Les îles Marshall, Carolines et autres, ayant appartenu précédemment aux Allemands dans le Pacifique, seront placées sous le protectorat japonais.* — Ceci est la troisième direction de l'expansion japonaise : la poussée vers le Sud.

Le domaine allemand dans le Pacifique comprenait deux parties séparées par l'Équateur. Au Nord, trois archipels : les Mariannes, disposées du Nord au Sud en rideau devant les Philippines américaines, les Carolines et les Marshall, allongées parallèlement à l'Equateur. Au Sud une portion (contiguë à la portion britannique) de la grande île sauvage de Nouvelle-Guinée : la Terre de l'Empereur Guillaume ; puis dans le voisinage de cette terre, un archipel, les îles Bismarck ; enfin, plus au Sud, au milieu de la Polynésie, les Samoa (moins Toutouila, aux Etats-Unis).

Pour trois puissances, ces débris du domaine colonial alle-

mand sont une acquisition enviable : pour les Etats-Unis, dont les deux archipels pacifiques (Philippines et Hawaï) sont précisément séparés par les trois groupes allemands du Nord — pour le Japon dans son expansion maritime — pour les Australasiens britanniques enfin, qui ont depuis longtemps formulé leur doctrine de Monroë, « l'Océanie aux Océaniens ».

Mais les Etats-Unis sont entrés dans la lutte quand le pavillon allemand avait déjà disparu du Grand Océan. Vraisemblablement le partage de ce domaine lointain se fera selon l'accord intervenu déjà au moment de la conquête : les îles du Nord au Japon, les îles du Sud aux Australasiens ; l'Equateur reste la ligne de démarcation entre les deux zones d'influence, nippone et britannique. C'est ainsi qu'il faut sans doute comprendre la formule japonaise, que le télégramme de presse a évidemment déformée.

***

Septième principe : *Droits de réciprocité pour tous les citoyens japonais dans le monde entier.* — Après les questions d'intérêts, la question d'honneur. Le Japonais souffre du préjugé de couleur qu'on lui oppose dans un certain nombre de pays. Les régions du Pacifique aux Etats-Unis lui restent fermées. Sans doute, les dispositions fédérales contre l'immigration des Jaunes n'ont pas reçu force de loi ; mais c'est parce que le gouvernement japonais, prévenant l'affront inévitable, s'est engagé d'honneur à interdire à ses nationaux l'émigration aux Etats-Unis.

En Australasie, le préjugé est tout aussi vivace et les lois prohibitives existent, sans atténuation d'aucune sorte pour l'Allié de la Grande-Bretagne. Et tandis que le Brésil, depuis 1916, fait régulièrement appel à l'émigration japonaise pour remplacer la main-d'œuvre italienne manquante, sur les rives du Pacifique, les pays demeurent fermés aux sujets du puissant Empire du Soleil Levant.

Il n'est pas superflu de rappeler à ce sujet que lors des campagnes de presse qui répondirent — du côté nippon — aux appels européens à l'aide japonaise, l'un des arguments, et non des moins puissants, contre l'envoi de troupes sur le front d'Oc-

cident, ce fut précisément l'inégalité de traitement dont souffraient les Japonais sur les territoires ou colonies de leurs alliés.

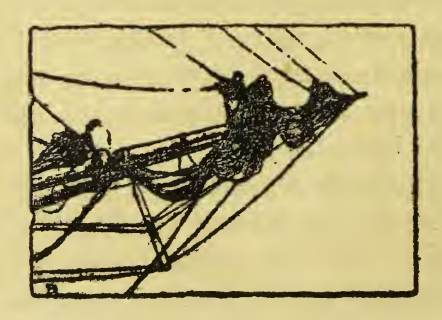
***

On ne peut qu'approuver le Japon d'avoir lancé, dans une première forme officieuse et approximative, ses conditions pour la paix prochaine. Il sonde l'opinion et pose nettement les questions qu'il juge vitales pour lui. Chacune de ses conditions est un acte, une décision de sa politique extérieure, une direction de son expansion nationale. Rester fidèle à ses alliances, tirer les conséquences nécessaires des grands changements survenus pendant la guerre en Extrême-Orient et qui ont consacré sa suprématie, faire reconnaître dans le monde sa situation de grande puissance moderne et civilisée, telles paraissent être ses préoccupations.

Le Japon affirme ses vues avec netteté. Il admettra, sans doute, que d'autres conditions soient placées en regard des siennes, les modifiant ou les complétant. Il prend et demande beaucoup. C'est là une excellente base pour des négociations, quand elles s'engagent, comme c'est le cas, dans une atmosphère de confiance et qu'elles s'inspirent du grand principe anglais de réciprocité, celui de « donner et prendre ».

Il ne saurait d'ailleurs y avoir de conflits aigus d'intérêts entre des Alliés qui, pendant une dure lutte de quatre années, ont sans cesse pris pour règle de leur conduite le respect du droit et de la justice.

Henri Goy.





La Roue[1]

(Fin)

X

Ils étaient dans une salle d'hôpital, où quatre ou cinq officiers blessés lisaient, calés sur leur couchette, des magazines et des romans. Richard Esperandieu, la jambe gauche dans un plâtre, souriait à Pierre, qui venait d'entrer. Il l'avait toujours regardé comme un personnage un peu trop compliqué pour lui, mais sympathique. Il avait appris avec plaisir son retour en France et ses exploits. Pierre était devant lui, dans sa tenue déjà austère de sous-lieutenant de chasseurs. Il avait bien pâli devant la main tendue où ses doigts tremblaient encore. Mais l'étreinte était forte et le regard peu scrutateur. Pierre essayait d'y fixer le sien, mais il ne savait pas si les élancements qu'il avait sous le sein gauche lui venaient de sa brusque honte devant la face de cet homme ou de l'absence de Clotilde, qu'il souhaitait depuis deux jours et redoutait de trouver là. Jamais elle ne lui avait écrit. Jamais il n'avait eu directement de ses nouvelles. Peut-être pour cela, depuis plus d'une année, dans sa chasteté militaire, le poursuivait-elle encore? Il n'y avait pas de solution,

(1) Voir la *Grande Revue* d'octobre, novembre et décembre.

puisqu'elle serait sa sœur et que Richard serait son frère et qu'il la désirait toujours. Lors de ses permissions, il ne l'avait pas rencontrée, elle était près de son mari. Et chaque fois, il se prenait à chercher avidement, dans les lignes du corps d'Elisabeth, qu'il aimait avec désespoir parce qu'il ne savait plus bien s'il l'aimait encore, les lignes du corps de Clotilde qui apparaissaient furtives et se dérobaient tour à tour. Qu'étaient donc, auprès de cela, les souffrances de la guerre, qui ne tuaient jamais l'espoir ? Il méprisa la guerre. Mais il haït l'amour...

Richard parlait, de sa voix haute et ferme, joyeuse, où sonnaient la force et l'entrain. Une balle, quinze jours avant, à 3.000 mètres de haut, lui avait brisé la jambe... « Clotilde était là il n'y a pas une heure. Elle est allée à Paris pour deux jours, faire des courses. Mon vieux, elle sera furieuse, quand elle saura qu'elle vous a manqué. Vous ne pouvez vous figurer ce qu'elle est emballée sur vous. J'en suis jaloux.... »

Pierre se leva, tourna autour du lit, tenta une respiration profonde, et pour mieux cacher sa souffrance, s'assit à contre-jour. Il fermait les paupières à demi pour ne pas voir les yeux si clairs, le teint sans tache, le beau visage ardent modelé comme une sculpture, le nez busqué que les orbites courbes soutenaient ainsi que deux ailes, le front droit où les cheveux bruns, séparés en deux masses, s'élevaient drus, la bouche puissante et bonne sous la brosse étroite des moustaches, l'énergie des mâchoires rases dont les plans, tendus comme un bronze, asseyaient le visage dans un calme impérieux. Pierre regardait en lui-même, il se jugeait misérable devant cette puissance sans efforts. Il se maudissait de penser. Il se maudissait de sentir... Etre un aigle. Boire le feu. Fondre sur l'aire, y faire voler sous l'étreinte les plumes de l'aigle vaincue, reprendre l'espace sans bornes pour la seule ivresse du vent. Saigner les bêtes pantelantes pour la seule ivresse du sang. Ne pas penser. Ne pas sentir. Agir, dans un mouvement droit.

« Oui, mon vieux, elle ne parle que de vous, de vos promenades à Rome dans les ruines, des musées, des jardins, des fontaines, de Michel-Ange, d'une chanteuse dans la rue, de choses trop compliquées pour moi... Elle dit que vous êtes un type épatant. Vous savez tout. Vous comprenez tout. On n'a qu'à

vous écouter. Elle prétend en avoir plus appris dans ces quinze jours à Rome, que dans tout le reste de sa vie. Ça n'est pas flatteur pour moi. » Il rit de son grand rire clair. Et Pierre n'ouvrit pas les yeux.

⁂

Il crut qu'il allait tout lui dire. Pourrait-il épouser Elisabeth s'il ne jetait ce fardeau ? Mais si Richard savait, ne perdrait-il pas sa fiancée ? Souffrirait-il ainsi toute sa vie, s'il se taisait, de ce besoin tyrannique qui l'isolait des vivants : revoir Clotilde sans songer à la glorieuse étreinte, la revoir gaiement, en frère, aux côtés d'Elisabeth, ou bien à l'improviste ou sachant qu'elle allait venir ou qu'il allait la trouver là, aimer Elisabeth sans élan mortel vers Clotilde, sans poison dans le vin de l'heure, ne pas les comparer l'une à l'autre aux grandes minutes de l'amour... L'image de la volupté revint en lui avec une force implacable, comme un seul coup de hache qui l'ébranla tout entier. L'image de la volupté devant cet homme. Et il sentit, dans le flot trouble qui montait du fond de son être, l'anxiété d'un nouveau combat. Trois sentiments violents, le souvenir, le remords, la jalousie, ondulaient avec précision et lenteur entre les parois de sa poitrine, les déchirant à chaque heurt. Il haït Richard, et Clotilde, et lui-même. Il étouffa de la misère d'avoir vaincu la morale et la mort. Il crut qu'il allait tout dire. Assassiner un homme, par orgueil.

Mais celui-ci continuait, faisant les questions, les réponses. Et brusquement, Pierre comprit qu'il ne parlait plus maintenant de ce qui était pour Richard une succession d'événements sans importance, pour Pierre le drame central de ses jours.

— J'espère bien que je ne vais pas pourrir là. Je sue. Ma jambe infecte. Ça sent ici le phénol et le lavement. C'est incroyable ce que la terre et les maisons sont riches en mauvaises odeurs. Je m'y crois toujours dans l'ordure.

— Si vous connaissiez la tranchée, dit Pierre dans un élan de délivrance qui lui parut définitif...

— Je la connais, en amateur, évidemment... Mais si ça sent mauvais, il n'y a qu'à en sortir. Ça vous est arrivé souvent, je le sais. Vous avez été épatant...

— Non. Et puis, si oui, je ne m'en suis pas aperçu.

— Mais c'est ça qui est épatant ! Moi, quand j'en tiens un, je suis ivre. Je tourne autour, je passe dessus, je passe dessous, je m'amuse à lui faire peur. Il titube, il tangue, il roule. On dirait qu'il accroche l'air. Quand il est touché, qu'il pique, je suis un type dans le genre de Dieu. Je ne sens plus rien, que ma force. Il me disputait le ciel, il n'y est plus. J'y suis seul. Et voilà. Et les bombes autour de moi ! Et les nuages qui courent à mille mètres au-dessous ! Et la terre, qui court aussi, qui vole, plus bas, avec ses bois ras comme un pré, ses routes ! Et le vent ! Et le bruit de mes mitrailleuses ! Et mon moteur qui bat dans ma poitrine ! Je sens mes ailes aux épaules. S'il en venait vingt, j'entrerais dedans ! Je suis le maître de l'espace. Le soufle de mon sillage suffit à les écarter !

Il avait un peu pâli, son œil s'était dilaté et ses bras, croisés sur son cœur, tressaillaient de soubresauts brusques qui passaient dans ses poing serrés.

— J'ai vu les morts allongés côte à côte après le combat, dit Pierre. Ils étaient quatre ou cinq cents...

— Je n'en vois jamais, moi ! Un peu de fumée, parfois un jet de flamme, un tourbillon d'air et plus rien. La mort n'existe pas, puisque je vis. Et si je meurs, non plus. La guerre a délivré en moi des choses que j'ignorais. Je sais qu'elle est horrible parce qu'on me l'a dit. Mais je n'en vois pas l'horreur. On me dit aussi qu'elle est absurde, mais que voulez-vous, je ne suis pas intelligent. On prétend qu'elle disparaîtra. Mais je suis heureux qu'elle n'ait pas disparu avant ma disparition. Mon vieux, soyez sincère. Si vous en revenez à peu près d'aplomb, — mettons avec trois pattes, quoi ? — regretterez-vous de l'avoir faite ? Non. Alors...

— C'est la dernière guerre, dit Pierre. Tous les hommes la font. Tous les hommes la voient. Telle qu'elle est, ignoble. Ils le disent, ils l'écrivent. Ils le répandent. Cela pénètre avec une puissance inconnue dans l'histoire d'aujourd'hui et la conscience de demain. C'est la dernière guerre...

— Oh ! je veux bien ! Je suis épicier, après tout. J'ai ma vie à gagner, du luxe et du bonheur à donner à ma femme. J'aime les fleurs, les cristaux, les belles épaules autour de moi.

Pierre fit un effort :

— Vous le voyez bien ! Quelle parenthèse dans votre vie !

— Mais non, ça n'est pas une parenthèse... J'ai beaucoup vécu au cours de la guerre. Ç'en est donc une dans la vôtre ? Vous gardez toutes vos idées, la guerre même les renforce. Alors ? Il n'y a pas de parenthèses dans la vie. Dans la paix, dans la guerre, quoi qu'il arrive, on est ce qu'on est... Voilà...

Pierre se leva. Ces paroles simples l'outrageaient.

— Ça n'est pas la vie, ça ! Tout meurt, rien ne naît plus. On massacre même les arbres. Le sol est si dévasté qu'il ne portera plus de moissons, là où la guerre a passé. Avez-vous donc oublié le spectacle des campagnes, avant la guerre ? Et les amoureux dans les bois ? Et les enfants ? Et le charme de contempler, et l'ivresse d'être doux, et tout ce qui est vie enfin ?

— Je suis très vivant, dit Richard.

En effet, il était vivant. Car c'est en nous seuls qu'est la vie, en notre idée, en nos actions. Dans un désert, l'homme qui agit ou qui pense est cent mille fois plus vivant que la forêt luxuriante où l'homme n'a pas pénétré. Hors nous, qui pourtant entassons des ruines et ne pensons qu'à la mort, il n'est que ruines et mort. Il y a peut-être des planètes qui roulent dans l'azur des bois fleuris, des fleurs géantes, un chœur immense de fauves, d'insectes, d'oiseaux, l'éternelle chanson du vent... Ces planètes sont mortes, si l'homme n'y habite pas.

— La guerre mourra, dit Pierre, parce que cette guerre est morte. Elle ennuie. On s'ennuie.

— Pas moi.

— Si fait moi. Vous êtes une exception, vous. Et puis vous vous battez en l'air.

— Beaucoup sont comme moi, et il y en aura de plus en plus qui se battront en l'air. Peut-être que la guerre, au lieu de mourir, ne fera que changer de forme... D'ailleurs, si vous vous ennuyez, c'est que vous ne bougez pas. Point de guerre sans mouvement. Dès qu'on bouge, on ne s'ennuie plus. Et la guerre en est ennoblie...

— La guerre est stupide. Elle nous rend stupides. Lisez nos livres, nos journaux.

— Pourquoi les lirais-je plus pendant qu'avant la guerre ? Je ne les lisais pas. Je suis épicier...

— Elle est stérile.

— Stérile ? Des ports s'ouvrent, des usines sortent de terre, la population des villes triple ou quintuple en quelques mois. Pour une de détruite, dix se fondent. Les peuples les plus lointains, les plus opposés se confrontent, l'amour brasse et mêle tout. Vous avez dû vous en apercevoir comme moi. Tout ça m'épate, mon vieux, et j'admire !

Il riait toujours. Chacun de ses mots souffletait Pierre qui sentait avec désespoir monter en lui sa haine contre la simplicité de l'homme et la candeur du mari. Le mari, bouffon des âmes basses, bourreau subtil des âmes hautes, celui qui juge et martyrise en étant heureux, celui qui dort et hante l'insomnie, celui qui vous inflige sa confiance comme un fouet, celui dont un souhaite la mort, comme si la mort d'autrui vous délivrait de votre vie.

Pierre qui, depuis un moment, se promenait de long en large, se rassit, pour se prouver à lui-même la discipline de son cœur. Et par fureur d'ascète, il se déchira les entrailles un peu plus profondément.

— Le commerce, l'industrie, la navigation, je m'en fous. Vous pétrissez tout ça dans les os et le sang des hommes. Pour une famille qui tient, cent mille sont dévastées. Vous êtes un mari heureux, vous n'avez pas d'enfants. Vous n'avez pas la parole.

Il dit cela avec fureur, comme on insulte, pour que le mensonge héroïque passât malgré lui.

— Mais vous non plus n'avez pas d'enfants, et vous êtes un fiancé heureux... La vie m'amuse, elle vous ennuie. Et voilà tout. Prenez-la comme moi, votre femme sera fidèle aussi et je vous souhaite des enfants que je n'ai pu encore avoir. Je ne sais pas pourquoi, par exemple, car j'ai bien travaillé pour ça.

Et il rit.

Pierre se leva. Il n'en pouvait plus. Tout, ici, outrageait ses sentiments intimes, cet homme qui ne doutait pas de la vertu de sa femme, qui ne se croyait pas tenu de lui garder la sienne, qui riait quand c'était la guerre, qui ne voyait pas la souffrance de celui qui l'avait trompé. Tout de lui, tout en lui, sa bonhomie cordiale, son inconscient courage, son bonheur, sa facilité

amoureuse et son bon sens un peu grossier. Y a-t-il deux races, celle qui traverse l'enfer en joie, ne voyant pas que c'est l'enfer, celle qui a l'enfer en elle et dont la joie même est enfer ? Qu'est donc la guerre, et qu'est la paix, puisque chez celui-ci le cœur est toujours en guerre, chez celui-là toujours en paix ?

Une fois de plus, malgré lui, celui qui ne voulait pas tuer souhaita la mort de celui qui consentait à tuer et ne souhaitait la mort de nul au monde. Il se leva, tendit la main, avec une sorte de répugnance dont il ne savait pas si Richard ou lui-même était l'objet. Richard la serra fortement.

— Bonne chance, disait Pierre.

— Merci, mon ami, vous de même. Pensez à la petite Elisabeth, sacré veinard ! Et ne parlez plus de mourir. C'est une blague. Je ne sais si un jour il n'y aura plus la guerre, mais comme je n'y serais pas, ça m'est égal. Pour le moment, je suis vivant, et très vivant. Demandez plutôt à Clotilde !

XI

Tous deux étaient debout, enlacés et face à face, et Pierre berçait lentement Elisabeth sur son cœur.

— Je t'aime, disait-il. Demain, tu seras ma femme. Demain tu me défendras contre mes fantômes. Demain je te protégerai contre les heurts du dehors.

— Je t'aime, disait-elle. Tu es fort. Tu vas déposer dans mon cœur ta gloire. Tu as souffert pour tous les hommes. Tu as souffert pour moi. J'ai le droit de t'aimer, maintenant. Je t'aime.

— Je t'aime. Tu es belle. Je sens tout ton corps contre moi. J'oublierai dans tes bras l'horreur. J'oublierai la vie.

— Je t'aime. Je te révèlerai la vie. Tu m'apprendras comment je te révèlerai la vie.

— Je t'aime. Si je suis tué, je t'aurai eue.

— Tu ne seras pas tué. Celui que j'aime ne peut être tué. Je t'aime.

Ils se balbutiaient ces mots contre leurs lèvres, avec une tendre fureur. Dieu, comme au premier jour du drame, riait. Pourquoi tué ? Un jour plus tôt... Tous deux sècheraient lente-

ment, comme tout le monde, et mourraient. Et pourtant, c'étaient eux qui avaient raison contre Dieu. L'amour absorbe Dieu quand c'est la guerre. Devant la frénésie de vivre où la présence de la mort précipite les humains, l'adultère, le viol, l'inceste, tout peut être sanctifié. Un être qui glisse à l'abîme arrache une fleur en se cramponnant à son bord. La fleur tourne encore sur le gouffre quand lui-même y a disparu.

— Je t'aime. Tu ne mourras pas. Nous avons payé d'avance. J'ai souffert. Et tu m'as vaincue.

— Je t'aime. Je ne veux pas t'avoir vaincue. Je ne veux pas. Je ne veux pas te voir ainsi trembler sous le poing d'un soudard. C'est à toi de te vaincre en venant à ma foi.

Ils se trompaient tous deux. La victorieuse était la femme. Elle avait une certitude, et lui pas. Elle était calme. Il s'irritait. Ils étaient là, l'un devant l'autre, comme à la veille de la guerre. Mais il avait fait la guerre. Et pour cela, elle était calme, parce qu'elle l'avait vaincu.

Repris par sa passion de comprendre et de convaincre, Pierre l'avait quittée, un peu brusquement, et marchait dans la pièce, à grands pas. Il avait pris une rose écarlate qui était seule dans un verre et la froissait entre ses doigts.

— Je ne veux pas que tu m'aimes parce que je me suis battu.

— Je suis femme. Tu m'as traînée par les poings dans ton sillage sanglant. Tu t'es battu en héros. En saint, puisque tu te battais contre toi-même. Je marcherai maintenant droit par la vie, au lieu d'y chercher les coins d'ombre où se retirent ceux qui ne veulent pas vivre en communion avec tous.

— Lise, Lise, écoute-moi.

Il s'était assis devant elle, il lui avait pris les deux mains.

— Ecoute-moi. Je ne crois plus à rien, sinon à l'ignominie de la guerre. Je crois à la force. Mais la force s'organise pour vaincre et conquérir sans tuer. C'est sa dernière maladie. Les hommes vont haïr la guerre, parce qu'ils n'en ont plus besoin. Et la guerre en mourra.

— Je t'aime. Je t'ai retrouvé par la guerre. Je ne puis donc haïr la guerre. D'ailleurs, on hait ce dont on a besoin. J'ai haï l'amour, mon Pierre, quand tu m'avais abandonnée. Ni lui, ni toi, ni moi, n'en sommes morts.

— Elle en mourra, elle en mourra, te dis-je. Elle n'est qu'une caricature sinistre de l'amour. Il faut, pour qu'elle dure, qu'on ait pendant mille ans redit aux hommes qu'elle est sainte. Pour l'amour, c'est le contraire. On l'a maudit pendant mille ans. Par cela même, on l'a exaspéré. Il faut des prétextes à la guerre. Il n'en faut pas à l'amour.

— Si, dit Elisabeth. Les mêmes qui invoquent tous les prétextes que tu dis pour maintenir ou provoquer la guerre invoquent, pour justifier l'amour, l'enfant, la famille, la société. Il s'en moque, comme la guerre. Comme elle il dure, voilà tout.

Pierre l'avait reprise dans ses bras.

— Tais-toi.

Elle baisa la main qui s'était collée à sa bouche et dégagea sa tête ardente, qu'elle renversa.

— Pourquoi ne veux-tu pas que je te regarde, toi ? Si tu savais, si tu savais comme tu es plus beau qu'avant, quelle flamme, quel orgueil tu as dans les yeux ! Tu t'es battu pour ton orgueil, et tu as comblé le mien. Je peux t'aimer sans en souffrir. Je t'aime.

Il s'irrita.

— Mais pourquoi as-tu haï la guerre ? Pourquoi ?

— Je ne pouvais me faire à voir Georges comme il était. Et quand tu y es entré, j'ai eu peur. Peur qu'on te tue. Peur qu'on fasse de toi ce qu'on avait fait de lui. Peur de tout. Mais tu as vaincu ma peur. Tu m'as vaincue. Je dois tout cela à la guerre.

— Elle n'est pas finie. Je puis mourir.

— Non, tu es plus fort que ma peur, plus fort que la guerre. Tu traînes dans ta force avec moi ce pauvre Georges lui-même. Tu es vivant. Plus que tu ne crois. Tu es vivant comme Richard. L'esprit de vie, dans cette guerre, t'a traversé comme les autres, et comme tu es plus noble que les autres, tu as fait plus que les autres, contre tes idées, contre tes goûts, contre ta foi. Je t'aime.

*
* *

Précisément, l'infirme entrait, avec sa mère. Elle avait une main posée sur son épaule, pour le guider. Il marchait comme marchent les aveugles, le front levé, plongeant sur son pilon, à

chaque pas, le buste roide, parce qu'il n'avait plus le balancier de ses deux bras. Il s'arrêta à trois pas d'eux, paraissant attendre qu'ils parlent. Ils s'étaient tus. Pierre le regardait avec une douleur furieuse, Elisabeth avec une tendresse exaltée, mais aucun d'eux n'osait parler. Il était le remords vivant et le témoignage mystique. Il dit :

— Pierre, Lise, vous êtes là ?

— Oui, mon Georges.

— Je suis content que vous vous mariiez demain. Vous savez que c'est un peu ma faute. Maman voulait attendre la fin de la guerre.

Il eut un sourire pâle, et attendit. Il semblait toujours attendre quelque chose qui ne viendrait plus. Cependant, aidé par sa mère, il s'assit, et Elisabeth se mit à genoux devant lui.

— Comment te sens-tu aujourd'hui, mon Georges ?

— Très bien. Il fait moins froid. Mes moignons ne me font pas mal.

Il se pencha, baisa les cheveux de sa sœur.

— Très bien, je bénis Dieu de ce qu'il a fait pour moi. On ne m'a jamais tant aimé, maman, toi, Clotilde, Pierre... Richard est bon. Papa... Il ne faut pas vous inquiéter de moi. J'ai le cœur en paix.

— Mon pauvre petit, dit Pierre ! Si tu savais combien, à propos de toi, j'ai maudit la guerre, surtout quand je l'ai connue comme toi, d'aussi près que toi.

— Il ne faut pas maudire la guerre. Elle a fini de me révéler Dieu. Et la patrie, à qui je suis reconnaissant de m'avoir donné l'occasion de lui témoigner mon amour. Et toi. Et moi-même. Et les miens.

Pierre eût voulu se taire. Il ne put pas.

— Mais tu as été, comme moi, dans la boue glacée jusqu'au ventre, des semaines, des mois entiers ! Nous avons traversé le feu. Nous avons vu tuer des hommes. Nous en avons tué. Nous avons vu des têtes écrasées, des membres arrachés. Nous avons vu des enfants porter leurs tripes. Nous avons marché dans la cervelle. Pourquoi, pourquoi cela ? Pourquoi n'as-tu plus de bras ? Pourquoi n'as-tu plus d'yeux ? Pourquoi ne peux-tu plus prendre les choses, voir la lumière, les fleurs, les femmes, plus rien, plus rien ?

Elisabeth, éperdue, lui faisait des signes. Mme Chambrun le regardait avec mépris.

— Pourquoi? pour mieux comprendre, disait Georges. J'ai oublié ces souffrances que tu rappelles. Je marche environné d'amour. Mon ennui, c'est d'être obligé de demander tant de services, de ne pouvoir rien faire seul, ni manger, ni m'habiller. Mais j'ai maman, Elisabeth. Je sens le bien que je leur fais. Si je souffre parfois aux souvenirs dont tu parles, ou d'être fait comme je suis, c'est d'avoir maudit mes souffrances.

Et Mme Chambrun le regardait avec orgueil.

Pierre se tut. Elisabeth parut gênée. Mais elle n'en voulait déjà plus à Pierre. Et elle le vit, grand, sombre et beau dans sa sévère tenue noire rehaussée d'argent. Le brusque orgueil de vivre à ses côtés monta de ses genoux tremblants.

— Mon Pierre, dit-elle à voix basse, regarde-le. Sans bras, sans yeux, il est aussi beau que toi. Là où vous êtes passés, vous avez ramassé l'esprit. Il a pris la résignation, toi la révolte. Mais peu importent vos idées. Vous êtes tous les deux plus forts qu'avant. Vous obéissez mieux qu'avant. Vous savez plus de vous-même.

— Sais-je donc plus, se dit Pierre ? Il s'assit, la tête inclinée, les deux coudes aux genoux. Savoir, savoir. Un écho lointain, dans ce mot, chuchotait des choses tragiques. Il revit Bologne, la Sixtine, l'homme et la femme cachant leur giron des deux mains. Le spectre de Clotilde nue renversée entre ses bras lui apparut à ce moment avec une netteté telle qu'il faillit crier. Il se leva, marcha à grands pas dans la pièce, le cœur sanglant. Pour la première fois, une idée germait dans son crâne, claire, brutale, et si obsédante qu'il sut qu'elle deviendrait très vite intolérable, s'il ne s'en délivrait pas. Il ne pourrait pas posséder Elisabeth, s'il ne lui avouait qu'il avait possédé sa sœur. Ce fut si net, ce fut si fort qu'il vit d'abord l'aveu facile et n'aperçut pas les conséquences effroyables qu'il entraînerait certainement. Il serait libéré par là du remords et de la luxure. Et voilà tout. Il saisit sa fiancée au poing, pour lui ordonner de le suivre. Et comme ils franchissaient le seuil, ils aperçurent, dans le grand salon qui faisait suite, Clotilde et Richard qui passaient.

***

Ils venaient au-devant d'eux. Mais ils ne les avaient pas vus. Ils passèrent, les laissant entre la porte et la fenêtre, dans le crépuscule du soir. Ils allaient côte à côte. Ils ne se donnaient pas la main, mais les regards de l'un étaient dans les regards de l'autre. Pierre n'avait pas revu Clotilde depuis Rome. C'était encore une nouvelle femme, le miracle multiplié. Elle illuminait la pénombre. Richard allait, de son pas de conquête, calme et sûr. Clotilde, en avançant de sa grande démarche, avait des torsions lentes et des redressements soudains du buste qui proclamaient la certitude et la tranquille attente d'un inépuisable bonheur. Ils avaient un sourire grave, le même. Ils se regardaient, chacun accueillait de tout l'autre les promesses et les souvenirs. Profondément, sans voir ailleurs. Regard commun, qui réunissait leur chair spirituelle commune sur le chemin au-devant d'eux. La gloire marchait sur leurs pas. Et la liberté. Et la justice. Et la bonté envers les créatures. Et l'obéissance glorieuse à la force du créateur.

Et voici : Si Pierre avait rencontré Clotilde seule, tout peut-être eût été changé de son destin et du destin d'Elisabeth. Mais l'esprit qui passait remit leur vie sur sa vraie route. Tout d'abord, il ne comprit pas. Il ne comprit pas pourquoi cette paix soudaine en son cœur, cette vive aurore éclairant tout à coup les ombres louches de son être, les ombres où se distille le poison du doute et du chagrin. Il comprit si peu qu'il trouva de vertueux prétextes à la décision qu'il prit tout d'un coup, dix secondes à peine après avoir pris la contraire. « Je ne dirai rien, Pourquoi tuer en ma fiancée une illusion de plus, la plus ardente, la seule même en ce moment ? Pourquoi risquer d'éclabousser de soupçon et de tristesse ces deux êtres admirables ? Il faut résister à la conscience, quand la somme de tragédie qu'on a vécue est déjà assez lourde pour satisfaire à son avidité. C'est être courageux que de cacher aux autres, à certaines heures, des vérités qui peuvent diminuer la confiance humaine qu'ils ont. Je ne dirai rien, même si je souffre. On peut jouir de tordre sa conscience, si les autres en sont heureux. »

Comme il ne souffrait pas, comme sa conscience était calme, il

se donnait la comédie. L'homme est plus simple qu'il ne croit. Il se dit grand. Il joue de son héroïsme verbal avec un orgueil enfantin. Mais son esprit de sacrifice et de devoir est une soumission à une force où il cherche une volupté. La vie venait de passer devant celui-là, sous sa forme la plus grandiose. Et elle emportait la morale et le remords, et la loi. Et comme il aimait une femme, comme le souvenir d'une autre femme n'était entre la femme qu'il aimait et lui qu'un obstacle fantômatique, une image qui grandissait et devenait plus obsédante à mesure que la réalité même s'éloignait, tout fut balayé à l'instant, parce qu'il avait vu cette autre femme entraînée par une puissance devant laquelle sa conscience n'était rien. Il fut sûr que, dans son souvenir à elle, il ne l'avait jamais eue. Devant un train lancé, l'homme s'efface et ne souffre pas de s'effacer. Il s'effaça. Tout d'un coup, il ne souffrit plus. Il sut qu'il ne souffrirait plus. Et sa « conscience » s'éteignit.

Il n'avait pas quitté le poing d'Elisabeth, debout à ses côtés et comme lui saisie par la force mystérieuse qui était passée devant eux. Il la regarda :

— Que me voulais-tu, mon Pierre ?

— Rien, je t'aime.

Il la serra violemment contre lui, prit ses lèvres, les quitta pour ses yeux fermés. Elle défaillait. Non. Il n'avait pas eu Clotilde. Il prit sa fiancée à la taille, rentra dans le petit salon. Et comme Clotilde venait au-devant d'eux avec une exclamation de plaisir, il l'embrassa sur les deux joues, avec une joie simple qu'elle partagea visiblement. Sans gêne, elle lui parlait de sa conduite à la guerre, du mariage du lendemain, de leurs souvenirs d'Italie, en le regardant dans les yeux, en sœur, comme s'il n'y avait rien eu. Il n'y avait rien eu. Il rit en dedans de la vanité des mobiles qu'il invoquait tout à l'heure pour conserver son secret. Ce secret n'existait plus, ni en lui, ni en Clotilde. Richard les délivrait tous deux.

Ainsi, la guerre avait passé sur ceux qui étaient dans cette pièce, la guerre, qui n'est qu'un paroxysme de la vie. Et tous ceux qui étaient dans cette pièce se retrouvaient ce qu'ils étaient avant que la guerre apparût. Deux époux amoureux, deux fiancés avides, une mère chrétienne, un jeune homme mystique et doux.

Tous avaient exploré des contrées inconnues où poussaient des fruits et des ronces. La tragédie les avait atteints tous, labourant leurs chairs, avivant leurs nerfs, tordant leurs cœurs. Mais ils revenaient tous à leur point de départ. Aucune orientation nouvelle, rien qu'un drame intérieur de plus, mais commun, et laissant sur eux une énorme alluvion que n'apercevait personne. Ils avaient multiplié leur être. Mais dans le sens même de leur être. Qui le saurait, même parmi eux ? Il y avait bien un crucifié, rançon visible que la famille plus puissante dans ses mouvements secrets allait porter dans sa procession par la vie, comme pour payer sa joie accrue, sa force accrue, sa faculté de lutter et de souffrir accrue et aussi les turpitudes qui se cachent sous tout cela. Chambrun, à son tour, venait d'entrer. Et il était plus lui qu'avant, comme les autres, dans son propre sens à lui :

— Mes enfants, je viens de gagner deux cent mille francs en dix minutes. Et il y a des gens qui se plaignent de la guerre !

Alors ?

Alors ? Ils avaient touché le feu, et comme le feu calcine, ils rétractaient leur chair pour la soustraire à sa brûlure mais portaient au dedans d'eux-mêmes cette brûlure comme un vin. Ils se réfugiaient passionnément dans leur nécessaire égoïsme, ceux qui jouissaient, ceux qui agissaient, ceux qui doutaient, ceux qui souffraient, tous face à face avec l'idole spirituelle qui leur marquait leur destin.

— Deux cent mille francs en dix minutes ! répétait M. Chambrun.

Georges avait un rire très simple :

— Papa, nous sommes assez riches. Moi du moins. Pour ce que je ferai de cet argent !

Et Mme Chambrun :

— J'espère bien, Adolphe, que tu vas m'en donner une grosse part pour mes œuvres ?

Pierre murmurait ardemment :

— Tu penseras ce que je pense, sur les lèvres d'Elisabeth.

Clotilde, appesantie, s'appuyait au bras de son mâle et le regardait gravement. Richard riait :

— Beau-père, vous êtes épatant ! Nous nous associons après la guerre. Je commence à en avoir assez. Et mon vieux métier m'attend.

Chacun suivait sa propre pente. L'un ne songeait qu'à s'enrichir. Cet autre, ayant la paix du cœur, eût bien voulu prendre seul son mouchoir de poche. Cette autre conduire, pour son salut, derrière son enfant mutilé, toute sa famille à Dieu. Ce conquérant du ciel pensait à conquérir de la mélasse. Ceux-ci souhaitaient approfondir un peu plus le mystère. Ceux-là le déchirer.

L'homme n'est pas cruel. Ce qui l'est, c'est la force qui le traverse. Pour grandir et se maintenir, elle prend ce qu'elle peut, l'alcool et l'eau, le sang, le sel, le fer, la viande, les larmes, les intelligences, les cœurs. Et ça n'est pas sa faute si tout cela est en chacun de nous, ni notre faute si nous nourrissons tous ainsi, sans le savoir, la forme qu'elle précipite sur les routes de l'avenir.

XII

Elisabeth, toute vêtue de noir, était très belle. Le buste et les bras s'étaient remplis. Le cou charnu émergeait de la robe un peu échancrée. La tête, devenue mate et pâle, se couronnait d'or assombri. Pour la millième fois, elle relisait la dernière phrase de la lettre que Pierre avait écrite de l'ambulance, une heure avant de mourir. Il y répétait pour son fils, qui venait alors de naître, le même mot qu'il lui avait dit un jour où elle lui prenait la main pour l'appuyer sur sa taille où rampaient, par saccades, à travers la robe, de dures ondulations. Elle se souvenait... « Tu lui enseigneras la haine de la guerre... »

Le feu brûlait aussi ce jour-là. Le feu, qu'on dit gai, est sinistre. Il est éternel. La forme fond en lui, y laisse une poussière grise, pareille à des cheveux morts. Il rit sans se lasser, comme un squelette. La nuit est dehors, ou le froid. On est seul près de lui, dans le crépuscule des chambres. On le regarde fixement.

Elisabeth, un genou entre ses mains jointes, arracha son regard du feu. A trois pas, sur sa petite chaise, le fils de Pierre embrassait son pantin en balbutiant des mots sans suite. Elisabeth frémit. Au sein de la pénombre où éclataient les bosses, où les creux se comblaient de noir, il avait le masque de Pierre,

si profondément accentué qu'elle crut voir la face du cadavre éclatante de vie dans cette ébauche puissante où l'avenir du monde tremble sous la brume charnelle des traits encore indistincts. Il ne baisait plus la figure de carton rose dont les boucles blondes volaient. Le pantin qu'il tenait aux pieds sautait de bas en haut, tournait, virait, ondulait, dansait dans l'illumination rougeâtre projetée par la flamme brusque dont les reflets multicolores promenaient sur sa face des rires, des moues, des sourires, une fantastique animation. Par les poings de l'enfant, l'homme-dieu jouait à la vie. Sur son tablier blanc, Elisabeth voyait, à chaque secousse, grandir une tache de sang. Elle avança la main, épouvantée. Le foyer teignait en rouge le son qui s'épanchait d'une entaille qu'il avait faite dans le ventre du pantin.

Elie FAURE.

Nous avions espéré que La Roue *pourrait paraître sans échoppage de la censure, mais il nous a été imposé quelques suppressions dans les deux dernières parties. L'auteur nous prie de dire qu'il manque, par suite, certaines nuances au vrai sens de son œuvre.*

Il n'a jamais songé à exprimer ici des opinions personnelles que ses précédents ouvrages ont suffisamment exposées. Il a voulu mettre en valeur quelques conflits sentimentaux provoqués par la guerre et ramenant chacun à son point de départ après une incursion douloureuse dans les idées du voisin. Il regrette que la censure ne l'ait pas complètement permis.


N. D. L. R.



“ Pages Libres ”

N° 614. (2° Série. N° 157. — Janvier 1919.)



De la Vie pacifique

Lorsqu’au mois d’août 1914, l’Allemagne déclara la guerre à la France, un journal parisien releva ce propos entendu sur les Boulevards en un groupe d’ouvrières :

— Qu’on *les* mette en République, et l’on pourra vivre en paix!

Authentique ou non, le mot répond au sentiment du peuple. Le temps n’est plus où des théoriciens, formés à l’école de Joseph de Maistre, pouvaient enseigner aux foules que la lutte entre les Etats « est divine en elle-même, puisque c’est une loi du monde ». Pour elles, c’est uniquement au vouloir d’un prince ou d’une caste qu’il faut attribuer la guerre. Si la classe des travailleurs qui en porte le poids le plus lourd, y est ruinée, mutilée, décimée, avait voix aux conseils où se décident ces crimes de lèse-majesté humaine, jamais on ne verrait de telles entreprises de tuerie.

A leur insu peut-être, nombre d’esprits éclairés ont fortifié ce sentiment ou contribué à le répandre. Par l’analyse des événements et des pièces diplomatiques, philosophes, historiens, sociologues, bien que reconnaissant à la guerre de 1914 des origines complexes, ont été amenés, en effet, à la présenter avant tout comme l’œuvre d’une camarilla. D’autre part, l’expérience ayant prouvé que se fier à la signature des autocraties, c’est construire sur le sable, les hommes d’Etat préoccupés de l’avenir ont dû rappeler en maints discours officiels qu’une Ligue entre les Nations libérales était la condition fondamentale de la paix. Entre cette idée, juste en soi, et la théorie qui fait du gouvernement des peuples par eux-mêmes le principe et la raison de l’entente universelle, la distance était courte, et elle a été franchie. Aussi le monde ensanglanté par la guerre, et voulant en épargner l’horreur aux générations futures, voit-il aujourd’hui le salut dans la propagande démocratique. Elle seule peut convertir les pays belliqueux et les amener à cette Ligue des Etats où les différends internationaux seront réglés par une cour d’arbitrage. Elle seule peut unir les hommes dans un idéal de solidarité où ils ne connaîtront plus d’autres luttes que les combats économiques livrés en un esprit fraternel. « Que les

peuples veulent la démocratie, et le militarisme aura vécu, et le règne de la paix sera arrivé (1). » Tel est, sous des formes plus ou moins absolues, l'Evangile de la diplomatie moderne. A l'antique *Si vis pacem, para bellum*, il convient donc de substituer un nouvel adage : « Si tu veux la paix, travaille au triomphe de la Démocratie. »

C'est là assurément une théorie séduisante. Que d'avantages ne présente-t-elle pas ! Elle simplifie le problème de la guerre en le ramenant à une question de régime politique. Elle inspire confiance en l'avenir car, en dépit de périodes stationnaires, les peuples tendent à la démocratie comme les plantes à l'air libre. Elle répond enfin au goût du moindre effort, si profondément enraciné dans la nature humaine : la guerre étant l'œuvre d'autocrates soutenus par le militarisme, eux tombés, n'est-il pas évident que l'harmonie viendra d'elle-même ? Certes, nul ne prétend qu'elle s'établira de façon quasi automatique, et les hommes d'Etat ne dissimulent pas qu' « organiser la paix » sera un long travail. Mais cette « organisation » n'impliquant dans la pensée générale que des accords internationaux, ceux-ci conclus et maintenus par les gouvernements démocratiques, chacun pourra revenir aux sentiers d'autrefois. Les canons couverts d'oliviers ou transformés en charrues, l'humanité s'adonnera aux arts de la paix sans avoir rien changé d'essentiel à sa vie.

*
* *

Pourquoi faut-il que des perspectives si attirantes éveillent, chez ceux-là mêmes qui croient à la vertu des institutions libérales, le souvenir des utopies de Rousseau et de l'abbé de Saint-Pierre ? — C'est qu'à toutes les thèses qui prétendent faire de la guerre l'œuvre exclusive d'un homme ou d'une caste, l'Histoire oppose un démenti formel. Pareil au diable, qui se niche, dit-on, dans toutes les Eglises quel que soit leur *credo*, le démon de la guerre ne s'est-il pas glissé jadis dans tous les Gouvernements ? Les Démocraties grecques se sont traitées en sœurs ennemies, Rome s'était affranchie de ses rois quand elle a entrepris la conquête de l'univers, et les républiques italiennes du moyen âge se sont déchirées entre elles tout comme si elles avaient été des monarchies absolues.

On ne manquera pas de faire valoir que les Démocraties antiques n'étaient que des aristocraties déguisées et belliqueuses,

(1) *L'Allemagne et les Conventions de La Haye, Pacifisme et Démocratie*, par CHARLES DEJONGH, p. 24 (Paris, Librairie Fischbacher 1915).

tandis que, hors la caste militaire, il n'est point aujourd'hui de milieu où le régime du sabre ne soit en abomination.

Il serait rassurant de le croire ; mais les leçons du présent concordent ici avec celles du passé. Que signifie, en effet, cette innombrable littérature germanique où historiens, philologues, poètes, hommes d'Eglise, ont chanté la religion de la Force, sinon l'adhésion de toute l'Allemagne éclairée à « la guerre fraîche et joyeuse ? » Que penser de ce manifeste des intellectuels déclarant à la face de l'univers que militarisme et culture étaient pour eux inséparables, et de l'indignation de la presse d'outre-Rhin le jour où, fixant les responsabilités de la guerre, le Président Wilson distinguait le peuple allemand de la caste qui le dirige? Et que dire surtout de la conduite des représentants attitrés du prolétariat germanique ? Avant 1914, ils se sont appliqués à répandre à l'étranger les formules de Karl Marx : « Le prolétaire n'a pas de patrie. — Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », et ont préconisé « la guerre à la guerre » par la grève générale et la désertion du régiment. Mais ils se sont gardés de propager ces théories en Allemagne, et à la question des socialistes français : « Que feriez-vous si éclatait la guerre? » ils ont toujours refusé une réponse nette. La guerre venue, leur attitude n'a pas été moins significative. Dans la fameuse séance du 4 août 1914, où Bethmann-Hollweg exposa la thèse allemande du conflit européen et de l'invasion de la Belgique, sans protester contre la déclaration des hostilités et la violation d'un territoire neutre, à l'unanimité, ils ont voté les crédits de guerre. Il y a plus. Si quelques voix allemandes ont dénoncé çà et là les brutalités de l'Etat-major prussien, et ses appétits annexionnistes, elles sont restées isolées. Torpillage de vaisseaux neutres, ou de navires hôpitaux, bombardement de villes ouvertes, réduction en esclavage d'une partie de la population civile des pays ennemis, incendies, assassinats, atrocités de toute nature par lesquelles le prussianisme a déshonoré la guerre, rien, pas même la politique de spoliation qui s'est manifestée à Brest-Litowsk et à Bucarest, n'a révolté les travailleurs allemands et leurs porte-parole. Par contre, à dater du jour où ils ont pressenti que le succès final leur échapperait, les Social-Démocrates ont remué le monde de leurs intrigues pour obtenir « la paix pleine d'honneur », qui laisserait au militarisme allemand le bénéfice de la guerre, et la force de la recommencer. Enfin la république allemande vient de se constituer, ses premières élections viennent même d'avoir lieu... où apparaît-il que la nouvelle démocratie désavoue son passé belliqueux?

Dira-t-on que ces phénomènes déconcertants sont l'œuvre même

du clan militaire, et par là confirment la thèse? L'objection est d'autant plus admissible que, durant des générations, la Prusse a travaillé à mater l'opinion allemande ou à la déformer. Mais si l'esprit qui a poussé des millions d'hommes à se ruer sur de paisibles voisins est uniquement le fait du militarisme, d'où vient qu'on en retrouve les traces là même où il n'y a point de caste guerrière ? Comment expliquer dans toute l'Europe la formation d'un parti qui, bien qu'issu des théories socialistes, s'éloigne de leur idéal profondément humain en inscrivant le recours à la force dans son programme d'action? Hâtons-nous de reconnaître, il est vrai, qu'en apparence, il n'est pas de parti plus pacifique. La lutte entre les peuples lui paraît même si criminelle que, devant l'ennemi envahisseur, quelques-uns de ses membres ne craignent pas d'avouer qu'ils préfèrent l'asservissement à la défense nationale. Mais cet amour de la paix, poussé jusqu'au fanatisme, se concilie chez eux avec les idées belliqueuses. Le seul trait qui le distingue à cet égard des autocraties militaires, c'est que celles-ci préconisent les luttes entre Nations, et que ceux-là les veulent entre classes. Et leur volonté n'est nullement incapable de passer aux actes. L'exemple de ce qu'ils ont pu faire dans la jeune Démocratie russe, où après avoir livré une partie du pays pour se battre dans l'autre, ils ont non seulement jeté les prolétaires contre les bourgeois, mais divisé le prolétariat en armant les ouvriers contre les paysans, prouve que, quand ils détiennent le pouvoir, ils n'hésitent pas à fomenter la guerre.

En présence de ces faits, comment persister à croire que la paix dépende avant tout de la politique? Pour que la guerre ait existé sous tous les régimes, et qu'aujourd'hui encore elle suspende sa menace au-dessus des Démocraties sous forme de luttes internationales entre les classes, il faut qu'elle ait des causes plus profondes et plus universelles que le vouloir d'un seul ou du militarisme.



Cette cause, il faut la demander non aux théoriciens, mais aux peuples belligérants, ou plutôt aux agresseurs mêmes. Aussi loin que l'on remonte dans le passé, et quelle qu'ait été l'occasion de leurs luttes, tous ceux dont il a été dit qu' « ils avaient les pieds légers pour répandre le sang », confesseront par la voix de l'Histoire : « Nous avons fait la guerre pour affirmer notre force, améliorer notre sort, jouir d'une vie plus intense et plus large, en un mot pour accroître nos biens. Parfois les avantages auxquels

nous visions étaient d'ordre moral : par delà nos conquêtes, nous aspirions à la gloire, au titre de Maîtres du monde, ou aux récompenses supra-terrestres, que nous pensions obtenir en répandant nos croyances par le fer. Mais quand nous avons attaqué les autres peuples, ce n'était le plus souvent qu'afin de prendre leurs richesses. Nous nous sommes battus pour nous emparer, selon les âges, soit de troupeaux et d'esclaves, de vases d'airain et d'étoffes de pourpre, soit de provinces où nous imposions des tributs. et de principautés sur lesquelles nous avions des droits plus ou moins contestables, mais qui arrondissaient notre territoire et nous valaient un riche butin. Ne cherchez pas la cause de nos guerres ailleurs que dans ce désir collectif de bien-être et de domination. »

Et aujourd'hui encore, les choses n'ont pas changé. Que l'on feuillette la littérature de guerre des Allemands, leur presse et leurs discours officiels. Au milieu des formules répétées comme un mot d'ordre sur « la guerre défensive » qui leur a été imposée, se détachent les déclarations les plus nettes. Leurs troupes combattent, disent-ils, « pour la domination du génie allemand (1) » :

Il faut que le peuple allemand s'élève comme un peuple de maîtres au-dessus des peuples inférieurs de l'Europe et des colonies (2). — La nation allemande seule s'est développée à côté des Anglo-Saxons jusqu'à être assez nombreuse et intérieurement assez forte pour exiger que son idée nationale contribue de façon décisive à marquer de son empreinte l'avenir de l'humanité (3). — Nos pères ont rêvé un grand rêve, il s'est réalisé en partie après la guerre de 1870. Nous rêvons un rêve plus grand, nous rêvons de la domination universelle du germanisme (4). — C'est le fer qui règne sur le monde, et nous voulons régner sur le monde (5). — Maintenant, Allemagne, voici ton jour, le jour du Barbare! Jette sur toi ta peau de loup, et donne à ton tour des règles au monde. Tes règles à toi (6). — En réalité, l'Allemagne possède le moyen de dire « moi », et d'imposer son moi. Voilà son but de guerre (7).

Et, à côté de dithyrambes qui prétendent « justifier » ce but en exaltant la rénovation morale que l'hégémonie allemande provoquera dans l'univers, s'étalent les convoitises matérielles les plus effrénées :

Nous avons besoin d'espace en Europe (8). — Nous sommes affamés de terre, plus qu'on ne le croit d'ordinaire. Mais cette faim ne peut

(1) Maximilien Harden, *Die Zukunft*, 17 octobre 1914.
(2) *Grossdeutschland und Mitteleuropa um der Jahr* 1950.
(3) Paul Rohrbach, *Der Deutsche Gedauke in der Welt* 1912 (p. 679).
(4) R. Fugmann, *Der Segesden Krieges*, Leipzig 1915.
(5) F. Dahn, *Deutschland, Deutschland uber alles*, Berlin 1916.
(6) A. Supper, *Alldeutsche Blätter*, 19 déc. 1914.
(7) Houston Stewart Chamberlain, *Hammer oder Amboss* München 1916.
(8) *Deutschland bei Beginn des 20 sten Jahrunderts.*

s'apaiser que par un nouveau sol, non pas au delà des mers où les colons seraient un jour ou l'autre perdus pour nous, mais sur nos frontières (1). — Que de Calais à Anvers, la Flandre, le Limbourg, le Brabant, jusque derrière la ligne de fortifications de la Meuse, soit territoire prussien. Nous avons besoin d'un pays industriel, de routes vers l'Océan, de colonies non morcelées, de matières premières assurées, et de la source de bien-être la plus féconde, c'est-à-dire d'hommes aptes au travail. Tout cela, le voici. Il y a du minerai de fer et de cuivre, du verre et du sucre, du lin et de laine (2). — Le peuple allemand doit jeter son dévolu sur l'Afrique orientale, et finalement sur la moitié méridionale de l'Amérique du Sud (3). — Il nous faut des terres, mêmes habitées par des étrangers mais dont à l'avenir nous ferons les destinées selon nos besoins. La Confédération Grande-Allemagne sera un Etat national allemand, il ne sera pas habité exclusivement par des Allemands. Ils tolèreront volontiers les étrangers qui vivront parmi eux pour y accomplir des besognes manuelles inférieures. Les Allemands, ayant seuls le droit d'exercer les droits politiques et d'acquérir des propriétés, retrouveront le sentiment qu'ils ont eu au moyen âge d'être un peuple de maîtres. Une population allemande grandira, bien nourrie, saine... une heureuse et satisfaite Pangermanie (4). — Le monde dans toute son étendue doit être ouvert à notre énergie, doit être le libre théâtre de notre activité. Personne n'a le droit de nous barrer la route du tout. Comme Faust, nous voulons le tout (5).

Mais à quoi bon multiplier les citations? Tout le monde a présent à l'esprit le mot du kaiser qui les résume : « La victoire de la conception allemande du monde, voilà ce qui est en jeu. » D'autre part, on connaît les clauses des traités de Brest-Litowsk et de Bucarest qui ont démembré la Russie et saigné la Roumanie à blanc. On n'a pas oublié non plus le saccagement des régions envahies, le dépouillement méthodique des Eglises, des Musées, des usines, des propriétés privées, l'envoi en Allemagne d'interminables files de wagons où s'empilaient tableaux et tentures, linges et faïences, pianos et dentelles, et le *Das ist Krieg* qui commentait les pillages. Qu'enseignent ces ambitions, ces violences, ces rapines, sinon que maintenant, comme hier et toujours, c'est dans le désir collectif d'affirmer sa force et d'accroître ses biens, dans une volonté de puissance exaspérée et dévoyée, qu'il faut chercher l'explication de la guerre et sa cause unique?

Cette volonté étant au fond de la nature humaine se retrouve

(1) W. Rotz, *Was sollen wir tun? Wünsche fur Deutschland nach dem Krieg*, Leipzig 1916.
(2) Maximilien Harden, *Die Zukunft*, 17 octobre 1914.
(3) Taunenberg, *Gross deutschland und dié Arbeit des 20 sten Jahrunderts*, Leipzig 1911.
(4) Ernst Hasse, *Deutsche Politik*, II, 1. p. 67.
(5) *Grossdeutschland und Mitteleuropa um der Jahr* 1950.

partout à des degrés divers. Certes, dans l'ordre politique, les Démocraties, et c'est là leur supériorité, savent la satisfaire en donnant à chaque citoyen une part de la souveraineté nationale et la contenir en la soumettant au Droit. Elles l'ont ainsi moralement dépouillée de sa forme agressive. Eussent-ils, par exemple, la foi des Croisés, les peuples qui se gouvernent eux-mêmes ont trop le respect des consciences pour rouvrir l'ère des luttes religieuses. En cas de conflits internationaux, tous sont acquis au projet de recourir à l'arbitrage, et vouloir répandre la civilisation par les armes leur paraît une preuve de barbarie. Pour faire triompher la culture, ils ne comptent que sur la puissance de l'Idée. Mais dans l'ordre matériel, le progrès est moins évident. Entre le régime démocratique et la richesse, il n'y a point corrélation nécessaire. Aussi, quoique la liberté politique rende plus sensible aux servitudes de la pauvreté, les nations démocratiques ne réussissent pas toujours mieux que les autres à généraliser le bien-être. Même avant les ravages de la guerre, nul pays, quelle que fût sa richesse, n'avait encore assez de maisons et de denrées pour que chacun pût être logé et nourri sainement. Il y a là pour tous les peuples une cause permanente de troubles, souvent attisés en vue de luttes civiles ou internationales dont la propriété serait l'enjeu. Or que la guerre se déchaîne entre les Etats ou entre les classes, que les hommes s'arment pour ruiner l'étranger ou pour dépouiller leurs compatriotes, le monde ne s'éloignera pas moins de l'harmonie à laquelle il aspire.

Sans se désintéresser du régime politique et des questions qui s'y rattachent, il ne faut donc pas se faire illusion sur leur portée. En attendre la paix universelle, c'est demander au lit du fleuve de produire l'eau qui coule entre ses bords. La source est ailleurs.

II

Il est clair, d'après ce qui précède, que pour assurer la paix future, il faut répondre au désir légitime de bien-être et éclairer la volonté de puissance.

Ce qui est nécessaire avant tout, c'est de recruter une élite capable d'organiser scientifiquement la production et les transports. Alors même, en effet, que les mœurs ou les lois parviendraient à réduire le nombre des oisifs, la production ne serait pas sensiblement augmentée si l'on persévérait dans l'empirisme actuel. Sauf aux Etats-Unis, et, il faut bien le reconnaître, en Allemagne, en aucun pays le travail ne s'est encore complètement dégagé de l'incurie ou de l'ignorance. Ici, on laboure et moissonne comme si la motoculture n'existait pas. Là, des fruits et des céréales pourris-

sent sur place, faute de canaux ou de chemins de fer pour les transporter. Ailleurs, on fait venir du charbon de loin et à grands frais, quand le sous-sol renferme un gisement de houille dont on ne soupçonne pas la présence. Ailleurs encore, on entasse les ouvriers dans une atmosphère malsaine, et l'on continue à employer la vapeur comme force motrice, alors que des travaux d'aérage et l'utilisation d'une chute d'eau voisine décupleraient la fabrication. Sans des hommes qui sachent se rendre compte des ressources du sol et du sous-sol, multiplier les moyens de transports, perfectionner les machines ou en répandre l'usage, pour économiser la main-d'œuvre, et assurer au travailleur les conditions d'hygiène et l'éducation professionnelle dont il a besoin, en un mot sans des maîtres dans les arts de l'agriculture et de l'industrie, le monde moderne ne pourra lutter contre la misère et élever le niveau de la vie matérielle.

Toutefois, il ne faut pas craindre de le rappeler, au point de vue de la production même, l'organisation scientifique du travail peut avoir des inconvénients. Plus cette organisation se développe, plus elle tend à concentrer la production en de vastes établissements industriels. De là ces usines et ces fabriques qui occupent des légions d'ouvriers, et où l'autorité s'exerce fatalement avec une rigueur militaire. Pour des hommes que l'emploi de la machine condamne déjà à une sorte d'automatisme qui rend le travail pénible, une telle discipline est lourde à supporter. Pour peu qu'elle s'accompagne de maladresses, que le manque d'égards ou l'indifférence puissent faire croire à l'ouvrier qu'on le tient pour un rouage, une force dont il s'agit d'obtenir le maximum de rendement, c'est l'hostilité ouverte ou latente, et le travail en souffre, Beaucoup de malfaçons ou de grèves n'ont pas d'autre origine. C'est dire que, abstraction faite des raisons d'ordre moral, l'organisation du travail, tout en se faisant scientifique, doit s'efforcer de rester humaine. Les industriels ne doivent pas être seulement des techniciens, mais des psychologues. Celui qui, pareil à un bon capitaine, sait intéresser ses subordonnés à l'œuvre commune et les traiter en hommes, est le seul qui puisse obtenir de leur collaboration tout ce qu'elle peut donner.

Mais pour augmenter le bien-être, il ne suffit pas d'intensifier la production. Au lieu de fertiliser les plaines, le torrent de la montagne va parfois grossir des eaux dormantes. Dans le domaine social, les ressources peuvent de même être drainées au profit de quelques-uns. Certes, la conscience moderne s'oppose à une distribution si peu conforme à la justice, et chez les peuples démocratiques la répartition des biens est plus équitable qu'ailleurs. Mais,

alors même qu'ils ne sont pas guettés par la ploutocratie, de combien d'inégalités ou d'oppositions douloureuses ne souffrent-ils pas encore! D'un côté, c'est l'aisance, la maison confortable, la table abondante et fleurie, des vêtements pour chaque saison et d'élégants loisirs ; de l'autre, malgré un labeur continu, c'est souvent le taudis, l'habit qui montre la corde et l'écuelle à demi-vide. Pour faire cesser de tels contrastes, assurer à chacun sa juste part des biens dus au travail, deux conditions sont indispensables. D'abord, il faut que les Gouvernements luttent avec la rigueur des lois contre les intermédiaires de toute classe qui, spéculant sur la faim, le froid ou les besoins de l'industrie, accaparent les denrées ou les matières premières, et s'enrichissent de la pénurie qu'ils ont artificielement provoquée. Ensuite, et en attendant le jour où la classe ouvrière sera en état de créer elle-même des associations coopératives de production, il faut s'efforcer d'établir entre le Capital et le Travaïl des rapports équitables. L'expérience a prouvé que l'entente entre ouvriers et patrons, avec recours en cas de conflit à un tribunal d'arbitrage, n'était nullement impossible. Il faut qu'elle se généralise. Tant que le travail et le capital pourront s'accuser chacun de prétendre à la part du lion, ce sera l'état de guerre, les grèves, les fermetures d'usines, les refus d'engager les fonds dans l'industrie, et, paralysée tour à tour par l'argent qui se retire ou les bras qui se croisent, la production restera stationnaire.

Ces progrès fussent-ils réalisés, rien ne serait encore obtenu si les consommateurs ne sortaient de leurs errements. Tels sont ici l'incompréhension et l'égoïsme, qu'au cours de la guerre, alors que tant de produits commençaient à manquer, beaucoup mettaient une sorte de vanité à ne point modifier leurs habitudes. Quelques-uns, par exemple, sachant que la farine et le sucre allaient se raréfiant, entendaient ne diminuer ne rien leurs achats de pâtisseries. D'autres, n'ignorant pas que les transports de charbon s'opéraient avec peine, ne se faisaient pas scrupule d'entretenir dans leur appartement d'octobre à avril une température de serre. D'autres encore, apprenant par les journaux que l'on n'importait plus assez de matières premières pour les chaussures, estimaient le moment opportun pour commander de hautes bottes de cuir. Si des décrets n'avaient mis un terme aux abus les plus criants, suspendu la fabrication de certains produits et limité la consommation des autres, en peu de mois les objets de première nécessité eussent fait totalement défaut. Mais durant la paix, la consommation est libre, alors que la force de travail et les ressources du pays sont fataleement limitées. Si le consommateur les oriente

vers la fabrication de produits que ne justifie aucune nécessité matérielle ou esthétique, et ne veut mettre d'autres bornes à sa consommation que celles du caprice, quelque puissante que devienne la production, le bien-être général sera compromis, et la concorde précaire.

Formation d'une élite capable de perfectionner les méthodes de production, répartition plus équitable des biens dus au travail, et éducation du consommateur, telles sont, en dépit d'une majorité préoccupée avant tout de questions politiques, les conditions indispensables à la paix future.

III

Mais leur réalisation est une œuvre de longue haleine, et grosse de difficultés.

Dans les pays de vieille civilisation, fidèles aux traditions antiques, les esprits cultivés s'orientent de préférence vers les lettres et les arts. Pour en diriger un plus grand nombre vers l'agriculture et l'industrie, il faudrait de profonds changements universitaires. Or la réforme de l'enseignement public a une portée si lointaine et si grave, que beaucoup d'hommes d'Etat hésitent à l'entreprendre. En outre, il ne faut pas se le dissimuler, le recrutement d'une élite de travailleurs a contre lui ceux-là même qui en bénéficieraient le plus. Certes, il paraît excessif d'affirmer avec le socialiste belge O. Boulanger que « l'ouvrier est foncièrement jaloux (1) », et sans doute est-ce trop généraliser que de dire : « La solidarité pour la classe ouvrière suppose le nivellement universel : envers quiconque émerge et dépasse tant soit peu les autres, il n'est plus question que d'une sourde hostilité (2). » Cependant, il faut bien reconnaître que les Démocraties se font de l'égalité une conception étroite, et n'accueillent parfois la supériorité qu'avec une sorte de méfiance. Et ce manque de sympathie n'est pas seulement le fait de la foule inculte. N'a-t-on pas entendu naguère, à la tribune de la Chambre, à propos d'une discussion économique, un député lancer la réflexion suivante : « M. X... a trouvé une façon de produire la soude dans des conditions qui ont fait tomber le prix de la production de 4 à 1. A tout prendre, rien ne s'opposait dans la société présente à ce qu'il abusât davantage encore de l'invention qu'il devait à son talent (3). » De pareilles remarques révèlent des dispositions d'esprit mortelles à une élite.

(1) *Le Nouveau Socialisme*, p. 108 (Floury, Paris).

(2) *Idem*.

(3) Cité dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 juin 1918 (*La chimie et la guerre*).

En ce qui concerne la rétribution du travail, les difficultés ne s'annoncent pas moindres. Par réaction peut-être contre les préjugés de la bourgeoisie qui n'a longtemps prisé que les carrières libérales, une partie de la classe ouvrière semble croire, en Europe, que le labeur manuel est l'unique forme du travail, et tend à le sur-estimer. Qu'un enfant de treize à quatorze ans, ou un adolescent de dix-huit, gagnent l'un dix francs par jour aux Halles, l'autre vingt-cinq francs dans un atelier, c'est à ses yeux chose légitime ; mais qu'après de longues et coûteuses études un homme ait un traitement annuel de huit ou dix mille francs, le fait lui paraît scandaleux.

Enfin, n'étant plus disciplinées par les lois somptuaires, les sociétés modernes, surtout dans les pays démocratiques, se sont fait des habitudes d'esprit peu favorables à l'éducation du consommateur. Certes, quand au début de la guerre il a appris par les soldats eux-mêmes certains exemples de gaspillage, — quartiers de viande fraîche jetés à la voirie, réservoirs d'essence vidés dans le ruisseau, lainages entièrement neufs servant à essuyer des chaussures et laissés ensuite dans la boue — le public s'est ému. Mais que durant la paix des milliers d'hommes se livrent à des excès de table ou de boisson, que des millions de femmes orientent l'industrie vers la fabrication d'articles de toilette sans beauté ni durée, l'opinion reste indifférente. Il semble entendu qu'en échange de son argent, tout consommateur acquiert le droit de gaspiller le travail et les matières premières.



Et ces obstacles déjà nombreux ne sont pas les seuls qui s'opposent à l'amélioration de la vie matérielle. Il faut compter encore avec les doctrines d'économie politique et sociale d'un certain parti qui semble la caricature du Socialisme, et dont on a déjà vu l'attitude belliqueuse. Ce que sont ces doctrines, il semble tout d'abord malaisé de le dire. Tantôt elles se présentent comme un système achevé, une série de dogmes mystiques auxquels on ne saurait toucher sous peine d'excommunication sociale; tantôt, au contraire, elles se donnent pour une théorie en voie de formation, un ensemble de considérations positives ou empiriques qui se modifie selon les circonstances, et dont on ne pourra juger que dans un avenir lointain. Mais si, négligeant des apparences toujours récusables, on va droit au fond des choses, tel qu'il se montre du moins dans la pratique, sous l'influence des intransigeants qui ignorent l'art des compromis, la vérité éclate nette-

ment. Sur les questions qui nous occupent — formation d'une élite capable d'intensifier la production, revision des rapports du capital et du travail et éducation du consommateur — les « enfants terribles » du parti la résument, en effet, dans trois principes, confirmés par des actes acquis désormais à l'Histoire. « Point d'élite ni de collaboration entre les classes : le salut est dans la dictature du prolétariat. Point de rapports entre le capital et le travail, mais suppression du capital, ou plutôt main-mise du parti sur les coffres-forts. Point d'autre règle pour la consommation que de prendre à qui les possède les denrées dont on a besoin. »

Une telle doctrine donnerait à penser qu'aux yeux de ses auteurs, il en est des ressources des *possidentes* comme de ce breuvage merveilleux dont le poète assure que

Plus le vase versait, moins il s'allait vidant.

Leur supposer une complète cécité intellectuelle serait toutefois les méconnaître. Aucun d'entre eux n'ignore les problèmes relatifs à la production. Beaucoup entrevoient même le moyen de les résoudre, soit en abandonnant le travail au libre jeu des volontés individuelles, soit en le livrant à l'Etat qui en règlerait tous les détails. Mais la vérité, c'est qu'organiser la production de manière à assurer la vie paisible ne leur apparaît pas toujours comme l'œuvre primordiale. Ce qui intéresse certains politiciens avancés du parti, c'est moins la paix que la possession du pouvoir, moins la production des biens futurs que le partage des biens actuels. Encore dans la pensée de quelques-uns ne s'agit-il pas de diviser ces biens de manière à ce que chacun en reçoive sa part, mais de spolier une classe au profit d'une autre.

Ce qu'une telle économie politique peut désorganiser et détruire en quelques heures, plusieurs régions industrielles en ont fait l'expérience à la suite du triomphe éphémère de ses partisans. A quel degré de misère peut descendre un peuple qui en poursuit l'application durant des mois, un pays où les chefs d'industrie sont massacrés, les capitaux dilapidés, les usines désertes, et où le laboureur lui-même hésite à ensemencer des champs guettés par le pillage, la Russie le sait, et l'univers avec elle. Mais, en dépit de ces démonstrations tragiques, et même quand elle n'est pas présentée sous des formes moins inacceptables pour la raison, la théorie rencontre encore en quelques milieux une indulgence inquiétante pour la paix future.

Cependant, les Démocraties ne manquent pas de bon sens. S'il leur arrive de faire obstacle à leurs propres intérêts, d'écouter avec complaisance des doctrinaires qui appartiennent rarement au

prolétariat et jouent auprès de lui le rôle des courtisans auprès des Souverains, c'est qu'elles ne sont pas suffisamment éclairées.

Et comment pourraient-elles l'être? Du fait des transformations industrielles du XIX[e] siècle, à peine nées à la vie politique dont on leur faisait tout espérer, elles ont vu surgir mille problèmes inattendus. Sans doute, il n'eût pas été impossible de les mettre dès lors en garde contre les paradoxes économiques, et au XIX[e] siècle même de bons esprits avaient déjà vu comment les Universités pourraient le faire. Mais les institutions retardent toujours sur les idées et maintenant encore, pour la majorité des Ecoles, l'économie politique et sociale est restée lettre morte.

Il est temps de mettre terme à cette ignorance. Les générations qui entreront demain dans la vie seront impuissantes à créer un ordre de choses meilleur, si le sens des réalités économiques et sociales continue à leur manquer. La jeunesse devrait être initiée aux lois de la production, et avertie des catastrophes auxquelles les collectivités s'exposeraient si elles l'abandonnaient à l'incompétence. Elle devrait être accoutumée à distinguer le travail, qui ajoute au bien-être de la vie ou à sa beauté, du parasitisme des accapareurs ou de certains intermédiaires, dont l'unique fonction est d'accroître la distance entre le producteur et le consommateur, ou de créer la disette. Elle devrait apprendre aussi le rôle du capital, ce qu'on entend par « salaire légitime », et comment le manque de solidarité entre les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels, ou la prétention de rétribuer les uns aux dépens des autres, peuvent anémier la production. Elle ne devrait pas ignorer non plus, et particulièrement la jeunesse féminine, les responsabilités de l'acheteur et la répercussion que les habitudes de consommation personnelle, les goûts de luxe compliqués et factices, ont sur l'industrie et le bien-être général. Alors, sans doute, verrait-on d'une part moins de routine dans les méthodes de travail et d'hostilité contre l'élite, de l'autre plus de sévérité à l'endroit des spéculateurs et de prévoyance dans la consommation. Et quand des utopistes ou des ambitieux, n'ayant le plus souvent rien de commun avec la classe ouvrière ni par les origines ni par le genre de vie, ne craindraient pas de se présenter comme l'incarnation du prolétariat, préconiseraient une économie politique imaginaire, et se comporteraient comme si la richesse était le produit naturel des coffres-forts, il est permis de croire que la Démocratie saurait faire justice de leurs théories ruineuses.

***

Toutefois, il faut se garder d'une illusion assez répandue. Dès qu'elle a cessé de se fier au seul jeu des institutions libérales, ou

au « mécanisme » de la Société des Nations pour assurer la paix, la majorité met volontiers toutes ses espérances dans la solution des problèmes économiques. Les luttes modernes se rattachant de plus à eux, elle se figure que du jour où la production sera décuplée, aucune cause de guerre ne pourra surgir. Le célèbre : « Enrichissez-vous », de Guizot deviendrait ainsi la nouvelle formule des conditions de la paix. C'est oublier que, si perfectionnées que deviennent ses méthodes, la production d'un pays a des bornes dont le désir ne tient pas toujours compte. Il peut même se faire qu'en répondant aux besoins de bien-être, une production intensifiée n'ait d'autre résultat que d'exciter les appétits et de les rendre insatiables. Aussi n'est-ce pas sans inquiétude pour la sécurité future que l'on voit en tous les pays des hommes, d'ailleurs bien intentionnés, ramener la majeure partie des problèmes sociaux au perfectionnement de l'agriculture et de l'industrie, ne parler qu'engrais et céréales, tonnes de houille ou balles de coton, comme si l'idéal était dans la primauté matérielle. Diriger l'activité vers l'accroissement continu du bien-être n'est pas le moyen le plus sûr de tuer l'esprit de Caïn.

C'est dire que l'œuvre économique ne peut contribuer à l'instauration de la paix que si l'on éclaire la volonté de puissance. En soi, cette volonté est toute légitime. Qu'est-elle, en effet, sinon le désir de s'affirmer dans l'être, de traduire son énergie en actes, et d'atteindre le sommet de sa propre nature? Sans elle, l'homme, platement satisfait, sans ambitions ni aspirations, ne se serait jamais élevé au-dessus de l'animal. Cependant, abandonnée à elle-même, cette volonté s'égare. Attirée par ce qui frappe les sens, elle pouse l'individu moins à développer l'humanité en lui qu'à dominer les autres par la richesse ou la force brutale. Mais les biens matériels ont des limites, et l'abus de la force appelle la révolte. La volonté de puissance, ainsi orientée, ne peut donc engendrer que la discorde. Il y a plus. En s'attachant à l'inférieur, elle s'éloigne de sa fin propre. Certes, il est un degré de bien-être indispensable à la vie harmonieuse ; mais ce degré atteint, tout ce qui le dépasse est enlevé à l'esprit, seule source de grandeur. Eût-il les meilleurs dons, l'homme qui emploie son intelligence à combiner les moyens de s'enrichir, d'éblouir les autres ou de les écraser, n'obtiendra jamais le pouvoir que sous sa forme la plus pauvre. Le monde lui-même, philosophe à ses heures, ne s'y est pas trompé. L'expression « les puissants du jour », par laquelle il désigne ceux dont l'autorité n'est due qu'à la fortune, n'indique-t-elle pas clairement ce que leur pouvoir a d'éphémère? Mais les esprits qui, dédaignant les biens extérieurs se tournent tout

vers les victoires de la sagesse, connaissent au contraire la puissance véritable. Ils sont de la lignée des créateurs qui ont renouvelé la face de choses, et dont la suprématie s'affirme à travers les âges. Et même si la royauté du génie leur a été refusée, ils n'en ont pas moins la joie de voir s'ouvrir pour eux les richesses sans limites du monde intérieur, et de collaborer à l'œuvre la plus haute par où se manifeste la puissance humaine, à savoir l'amélioration de la vie.

Il faut que la jeunesse se pénètre de ces réalités. La terre, selon une antique parole, soupire après « une paix sans fin, affermie par le droit et par la justice ». Mais tant qu'il y aura des peuples de proie et de domination pour qui la force est inséparable de la politique du poing ou que, partagés en leurs désirs, certains aspireront à la paix en jetant sur le bien d'autrui des regards de convoitise, la discorde restera aux portes des Nations. Elle ne peut être vaincue que dans la mesure où grandira le nombre des hommes qui, par un suprême effort de la volonté de puissance, auront triomphé d'eux-mêmes.

Ainsi, la question de la paix s'élève, et apparaît dans sa vérité. Après avoir compté durant un demi-siècle sur la force des armements pour écarter la guerre, l'univers désabusé met aujourd'hui sa foi dans les progrès de la Démocratie et la Société des Nations. Cependant, on commence à entrevoir que les causes de conflit ne procèdent pas de la politique pure, et qu'aussi longtemps que, grâce à une réorganisation du travail, le sort des foules n'aura pas été amélioré, on ne saurait parler de concorde durable. Mais ce nouveau point de vue est dépassé à son tour. Devant l'amour du bien-être matériel et les luttes qu'il provoque, on est amené à reconnaître que ceux-là seuls voyaient juste qui faisaient jadis du perfectionnement moral et de ses disciplines la condition première de la vie pacifique. Sans doute les lois sociales et les accords internationaux peuvent la favoriser. Mais les mesures extérieures n'engendrent pas plus l'harmonie que les tuteurs de l'arbre ne font croître les fleurs. La paix est une question de culture. Elle est l'œuvre des mères qui enseignent à leurs fils la grandeur du dévouement, elle est l'œuvre des maîtres qui proclament la souveraineté du Droit, et ne procède que du cœur.

M. DUGARD.

Le Problème de la démobilisation féminine

Ramener les mondes du travail des occupations meurtrières créées innombrables par la guerre aux métiers féconds de la paix, problème ardu ! Il se pose pour les hommes, habitués de longue date à tous les travaux industriels et qu'il s'agit seulement de reclasser dans leurs anciens métiers provisoirement abandonnés ; il se pose surtout pour les femmes qui n'ont pas, elles, seulement changé d'usine comme leurs camarades mais ont bien souvent quitté pour la grande industrie l'atelier de couture ou de modes, et parfois les simples occupations ménagères ou les travaux des champs.

Quelques chiffres peuvent donner une idée de l'importance du problème de la démobilisation des femmes. Le nombre des femmes travaillant pour l'armée était, en 1917, de *douze cent mille environ.* Dans ce nombre étaient comprises, il est vrai, les femmes qui, dans les ateliers, les ouvroirs, toutes les organisations travaillaient pour l'Intendance. Les usines de guerre, proprement dites, occupaient à elles seules, au moment de la signature de l'armistice, 471.000 femmes environ, qui, suivant une évaluation récente, seraient ainsi réparties : 170.000 dans la métallurgie et les constructions mécaniques, 100.000 dans les produits chimiques et les cartoucheries, 155.000 confinées dans les fonctions de manœuvre. Les travaux qu'elles exécutent sont innombrables. « Si, en 1915, on leur confie les tâches les plus faciles « tournage, emboutissage, polissage, encartouchage, calibrage, garnissage, vérification, empaquetage et emballage » et particulièrement le tournage des obus de petit calibre, bientôt les femmes se voient attribuer des travaux plus variés et un peu plus délicats. En 1916 s'ajoutait, à la première liste de travaux féminins, le curage des obus, le grattage, découpage, chargement, la peinture des projectiles empennés, le montage des obus et des grenades, le blanchiment des linters pour coton-poudre, la conduite des fours. La plupart des opérations nécessitées par la fabrication des obus de 75 à 120, de leurs gaines, des étuis à balles, des fusées laiton, des bombes, ainsi que le contrôle de ces opérations, sont également réservées aux femmes. »

Viennent ensuite, à mesure que la nécessité plus impérieuse s'impose d'amener tous les hommes valides sur la ligne de feu, des tâches plus pénibles et plus compliquées correspondant à une transformation complète de l'usine de guerre, à un développement extraordinaire de l'outillage industriel et aussi à une formation professionnelle déjà savante de l'ouvrière. La voilà qui, au sortir

des écoles d'apprentissage où elle apprend le maniement des outils, les termes techniques de mécanique industrielle, la lecture des dessins et schémas, le fonctionnement des machines, fabrique entièrement toutes les pièces d'obus de 75 à 220. La voilà qui manie les projectiles monstrueux de 220, de 270, de 320. La voilà « irréprochable vérificatrice de fusées », irréprochable, puisque sur 80.000 fusées vérifiées en un jour, dans un atelier de 845 femmes, une seule vérification est jugée mauvaise. Et voici encore la pontonnière qui, du haut de la passerelle qui vogue sur l'océan de métal fondu, surveille, impeccablement, la fonte du métal.

Il faut lire les magistrales études de Pierre Hamp (1), dont quelques-unes ont paru ici même, précises comme une statistique, et aussi profondément évocatrices qu'un tableau de Rembrandt, vrais poèmes de l'âge de l'acier,pour se rendre compte de l'infinie variété des métiers que la guerre a imposés aux femmes, et de l'habileté professionnelle qu'elles y ont acquise.

Tandis que des centaines de milliers d'ouvrières se dirigent vers l'usine de guerre proprement dite, d'autres déploient, dans les travaux pacifiques, la même diligence, le même courage, la même habileté.

Ici, forgeronne « impérative de la forge irrésistible », là, maçonne, briqueteuse, charronne, ailleurs encore menuisière, tanneuse ou verrière, on la voit conduire les scies mécaniques, fabriquer les instruments de précision, assurer la marche des laiteries, biscuiteries, usines de conserves, former, en un mot, le gros du contingent recruté depuis la guerre pour les formations de l'armée industrielle.

Ajoutons les cinquante mille femmes employées sur les différents réseaux de chemins de fer, les deux à trois mille conductrices ou receveuses des trams et du métro, et nous aurons un succinct aperçu de la place tenue aujourd'hui par la femme dans les métiers de force et de technique dits jadis masculins.

Dans quelles conditions, et dans quelle mesure, les hommes revenus à leurs occupations anciennes, les femmes pourront-elles collaborer à la vie économique de la France victorieuse? Combien de femmes retourneront purement et simplement au foyer, combien d'autres reviendront aux anciennes industries féminines, et de quelle façon s'effectuera la transition ? Et peut-on déjà prévoir les rapports futurs de l'usine et du foyer ? Questions capitales pour l'avenir de l'industrie et de la race dont une brève enquête va nous permettre peut-être d'entrevoir les solutions.

(1) *Le travail invincible.*

CE QUI A ÉTÉ FAIT

Le Gouvernement semble, pour la démobilisation féminine, comme pour la démobilisation masculine, avoir été pris au dépourvu et n'avoir pas envisagé, avant l'armistice, des mesures d'ensemble permettant le reclassement méthodique et rapide des femmes dans leurs anciens métiers et, lorsqu'il est nécessaire, dans de nouveaux. L'armistice signé, on s'aperçoit que l'immense main-d'œuvre féminine, employée uniquement, dans les grands établissements industriels dépendant de l'Etat, aux industries de guerre, devient, par l'arrêt des hostilités, inutile et que son salaire grève lourdement le budget. L'arrêt du travail de guerre féminin s'impose. Mais, d'autre part, on ne peut licencier cinq cent mille femmes, le plus souvent dépourvues de toute ressource, sans courir le risque de dangereuses perturbations. A l'ouvrière quittant l'usine de guerre, il faudrait donner de suite le moyen de gagner normalement sa vie. Impossible, puisque l'arrêt des hostilités précède — et de beaucoup — la réorganisation industrielle pour laquelle n'existent présentement ni cadres, ni matières premières, ni transports. Un seul moyen donc : amener la femme à quitter spontanément l'usine de guerre — comme spontanément elle y est entrée — et attendre du libre jeu des initiatives individuelles le désirable reclassement.

Le 13 novembre 1918, M. Loucheur porte à la connaissance des ouvrières de l'Etat travaillant pour les fabrications de guerre, la circulaire suivante :

A l'appel du Gouvernement de la République, vous avez abandonné vos occupations habituelles pour venir travailler à la fabrication des munitions de guerre.

Aujourd'hui la victoire à laquelle vous avez contribué par votre travail est acquise ; il n'y a plus lieu de fabriquer d'explosifs qui seraient complètement inutiles et dont l'accumulation constituerait un grave danger. Mais le Gouvernement entend ne pas se désintéresser de votre sort et son premier souci est *d'éviter avant tout le chômage.*

Il a donc déjà pris un certain nombre de mesures et va en prendre d'autres pour assurer votre emploi.

Toutefois, il ne faut pas oublier que nous avons aujourd'hui les uns et les autres, d'autres devoirs : celui de contribuer à la reprise de l'activité nationale qui mettra fin au régime de restrictions et diminuera la cherté de la vie dont souffre toute la nation. En retournant à vos anciennes occupations ou en vous employant à d'autres travaux du temps de paix, vous serez utiles à votre pays comme vous l'avez été en vous consacrant depuis quatre ans aux œuvres de guerre.

Sans doute le passage d'un régime à l'autre ne peut se faire simultanément et instantanément pour vous toutes. Comme je vous le disais

plus haut, des mesures sont prises pour ménager le transition. Mais *pour celles d'entre vous qui désireraient reprendre leur rôle d'avant-guerre*, nous avons arrêté les dispositions suivantes :

Il sera versé, à titre d'indemnité de départ, le montant de trente jours de salaire à toute ouvrière qui exprimera le désir de quitter l'établissement avant le 5 décembre 1918.

Pour l'ouvrière qui ne voudrait pas profiter de cette faculté d'un départ immédiat, il sera diminué sur les trente jours de salaire alloués ci-dessus autant de jours que l'ouvrière en aura passés à l'établissement après le 5 décembre 1918.

Une telle circulaire ne signifie pas que le Gouvernement se désintéresse du sort des ouvrières et ne songe qu'à les rejeter dans la bataille économique à leurs risques et périls. Le départ volontaire, soit, mais pas de licenciement.

« Plutôt que de licencier les femmes, ce qui, dit une circulaire, doit être écarté à tout prix... il y aura lieu de réduire la journée de travail » (1). Afin donc de maintenir occupées les ouvrières, en attendant que les circonstances aient permis la reconstitution du matériel nécessaire aux intensifs travaux de la paix, on laissera les ouvrières à leurs travaux de guerre, mais en limitant cette production peu utile désormais. Journée de travail de cinq heures (avec semaine anglaise), assurant aux femmes un salaire quotidien de 6 à 9 francs. Cet essai d'application du principe du demi-temps, a déclaré récemment à Mme Brunschwicg le capitaine Gosselin, chargé du service de la démobilisation féminine, a donné des résultats inattendus. « Les ouvrières, enchantées de ce nouveau régime, ne paraissent pas disposées à abandonner leur travail, comme on le pensait. » A une remarque de Mme Brunschwicg sur l'inutilité présente du travail de guerre, le capitaine Gosselin répond que, justement, le Gouvernement a songé déjà à confier aux ouvrières de guerre une tâche aujourd'hui plus urgente : la fabrication de vêtements pour la population des territoires délivrés. Fournissant locaux et matières premières, il ferait appel pour l'organisation du travail aux groupements féminins.

Enfin, le 13 décembre se tient, pour prendre — ou prévoir — certaines mesures concernant la démobilisation féminine, une réunion du Comité du Travail féminin. Celui-ci reçoit l'assurance que « le Ministère du Travail et le Ministère de la Reconstitution industrielle se sont entendus *dans la mesure du possible*, pour parer au chômage des femmes que laisse inoccupées la vacance des industries de guerre. » On les met à la fabrication des produits chimiques, du télégraphe et des téléphones ; on invite l'Intendance à leur réserver des travaux de couture et de manutention.

(1) Circulaire 188 T. V. B./2 du 25 novembre 1918.

Et déjà, on a demandé aux directeurs d'usine un état détaillé spécifiant le nombre d'ouvrières parties et d'ouvrières restantes, avec indication des professions qu'elles peuvent remplir dans la vie civile (1).

D'autre part, des mesures de faveur sont prises pour les veuves de la guerre et les mères de trois et quatre enfants (conservées jusqu'à une date primitivement fixée au 15 janvier), et pour les réfugiées qui doivent être maintenues dans leur emploi jusqu'à ce qu'elles aient pu regagner leur foyer.

Déjà, d'ailleurs, un mouvement spontané de démobilisation s'opère.

Une enquête faite par les groupes féministes auprès des surintendantes d'usine donne les résultats suivants :

A Puteaux les deux tiers des ouvrières ont accepté la prime et ont quitté l'usine; le débauchage a eu lieu dans l'ordre suivant :

En premier lieu les femmes dont le mari ou les frères travaillent à l'usine ;

Ensuite les célibataires ;

Enfin les femmes ayant des enfants.

A Bourges, la plupart des ouvrières sont retournées d'elles-mêmes à leurs anciennes professions ; il en a cependant été gardé 2.000 à la fabrication des produits chimiques ; le licenciement n'a donné lieu à aucune difficulté.

Un semblable état de choses existe à Vincennes. Sur 2.500 ouvrières, 2.000 sont parties sans même s'adresser à la surintendante. Pour celles qui ont désiré rester, le directeur les a conservées et les utilise à d'autres travaux, sans que la façon dont on les emploie soit bien déterminée.

Trois mille femmes, enfin, sont placées toutes les semaines, par les offices départementaux de placement gratuit.

Un palliatif seulement : le Gouvernement a décidé, en 1915, la création d'offices départementaux de placement, destinés à parer au chômage que pourrait présenter la démobilisation, masculine et féminine, offices qui, depuis plusieurs années déjà, fonctionnent activement.

Si, du côté de l'Etat, des efforts sont faits pour faciliter le retour à la vie normale, il y a, nous dit M. Georges Renard, plus de difficultés du côté de l'industrie privée.

« Il n'est pas exact, il est vrai, que les industriels refusent d'embaucher les femmes sortant des usines de guerre, qui seraient fatiguées par la besogne intense qu'elles ont accomplie.

(1) Communication de M. Georges Renard.

« Mais ce qui est malheureusement vrai, c'est que beaucoup d'industriels, craignant de manquer de charbon et de matières premières, n'osent remettre en train leurs entreprises. D'autre part, des réfugiées, trop nombreuses, affluent à Paris. »

Assez rares sont les industriels qui ont pris des mesures pour conserver aux femmes leurs occupations.

QUELQUES AVIS

Y a-t-il mieux et plus à faire et quelles mesures d'ensemble faut-il envisager pour organiser, la paix faite, le travail féminin en tenant compte à la fois de l'intérêt particulier de la femme, des nécessités économiques qui s'imposent au pays et de l'avenir de la famille et de la race ?

Enregistrons ici les avis de quelques-unes des personnalités les plus autorisées à des titres divers.

M. Picquenard, qui a bien voulu, au Ministère du Travail, nous accorder un assez long entretien, nous déclare : entre les deux systèmes en présence, continuation du travail dans les usines de guerre, ou cessation pure et simple avec prime, le dernier est le seul qui réponde aux intérêts généraux. Transformer des ouvrières de guerre, comme on l'a essayé, en ouvrières de la couture ou de l'ameublement, c'est créer une concurrence fâcheuse pour les corporations qui, pendant la guerre, n'ont cessé d'exercer ces métiers. Aussi *les organisations ouvrières et patronales* y sont-elles unanimement opposées. Le « débauchage avec prime » a deux avantages : il permet aux patrons, désencombrés, de transformer leurs usines, et il facilite aux ouvrières le reclassement. Le reclassement, là est l'important. Telles parmi les « munitionnettes » qui travaillaient avant la guerre doivent revenir à leurs anciens métiers. Les autres doivent choisir des professions nouvelles, celles où, jusqu'ici, par exemple pour les engrais, les produits chimiques, l'industrie française. peu développée, n'employait qu'une peu abondante main-d'œuvre.

M. Albert Thomas qui, pendant son ministère, a joué un si grand rôle dans la constitution et l'organisation de la main-d'œuvre féminine, nous donne sur la démobilisation des femmes la vue la plus large et la plus synthétique. Le travail féminin, nous dit-il, a correspondu aux nécessités de la guerre : fabrication intensive de canons, d'obus, de produits chimiques, de toutes les sortes de munitions. La guerre finie, ce travail est parfaitement inutile, et l'on ne peut comprendre par quelle aberration on s'obstine, dans cer-

taines grandes entreprises, à occuper encore les ouvrières à tourner des pièces d'obus. Mieux vaudrait imposer à tous les industriels l'obligation de donner à leurs ouvrières la prime de licenciement qu'a prévue l'Etat pour ces établissements, et qui facilite la transition vers des occupations nouvelles, ou plutôt vers les anciennes occupations. Cette mesure ne saurait d'ailleurs être efficace que si, leur indemnité dépensée, les ouvrières peuvent facilement être reclassées dans leurs anciens métiers. Pour cela, il en faut reconstituer les cadres de paix et seule une démobilisation masculine rationnelle le permettrait. Un exemple : les ouvrières de Saint-Etienne passent couramment de la métallurgie à la rubannerie. Mais pour réorganiser la rubannerie, les chefs d'entreprise ont besoin de 30 hommes qu'on leur refuse. A Lyon, c'est 300 spécialistes masculins qui sont nécessaires pour remettre en marche l'industrie féminine de la soierie. Même impossibilité de les faire revenir avant leur classe de mobilisation. Ainsi, pour opérer avec succès le reclassement des femmes dans leurs anciens métiers, il faudrait avoir résolu, mieux que par le procédé par trop simpliste en vigueur aujourd'hui, le problème de la démobilisation des hommes.

Après la guerre, le travail féminin continuera à être une nécessité. Sans doute beaucoup d'ouvrières aspirent à retourner au foyer et, en effet, y retourneront. Mais combien d'entre elles sont aujourd'hui privées de foyer ! Celles mêmes qui d'une façon ou d'une autre pourraient le reconstituer seront bien souvent sollicitées par l'usine ou l'atelier. Il faut ici tenir compte de deux facteurs importants : tout d'abord, la femme s'est créé par l'habitude des hauts salaires des besoins nouveaux ; elle a pris goût au luxe sous toutes ses formes : toilette, parfumerie, théâtre et café-concert, cinéma et renoncera difficilement à ces bénéfices de guerre. Autre conquête féminine : l'indépendance. Nombreuses sont les femmes qui la voudront conserver. Donc, en vertu de l'impulsion acquise, les femmes doivent, après la guerre, continuer le travail. D'ailleurs, l'industrie française aura besoin de main-d'œuvre, si du moins un programme large et hardi de reconstitution industrielle, de transports, se propose de maintenir la France au premier rang des puissances économiques, si un bon traité de paix lui assure des débouchés. Question vitale qui, une fois posée — et bien posée, ne pourra se résoudre qu'avec l'aide des femmes.

L'antinomie entre le travail féminin et le foyer est réelle aujourd'hui dans les conditions de travail imposées aux classes laborieuses par le régime capitaliste. Elle doit disparaître rapidement si les gouvernements futurs se décident à mettre sur pied le grand pro-

gramme de réformes sociales qui s'impose aujourd'hui et où d'autres pays les auront précédés.

Une journée de travail réduite progressivement à 7 heures, puis à 6 heures, et ceci pour tous les travailleurs sans distinction de sexe (M. Albert Thomas est adversaire du demi-temps qui est peu pratique, rompt l'unité du travail industriel, nécessite deux équipes d'ouvrières se relevant et crée enfin un abaissement du salaire féminin et une concurrence fâcheuse entre les sexes) ; des lois protectrices de la maternité ; repos payé pour toutes les mères dans les semaines qui précèdent et celles qui suivent l'accouchement ; obligation à tous les industriels d'installer dans leurs usines des crèches, chambres d'allaitement et garderies que l'Etat-patron a su instituer dans les établissements de la défense nationale relevant de lui. Plus tard, enfin, de vastes cités ouvrières, avec appartement confortable et bon marché, installations collectives pour la garde d'enfants en bas âge, et même pour les repas dispensant l'ouvrière de la plus grande partie des soins ménagers. Telles sont les perspectives que nous laisse entrevoir la pensée de M. Albert Thomas. Tout cela, d'ailleurs, subordonné au développement de l'activité économique du pays.

M. Victor Margueritte, qu'intéressent tout particulièrement les questions relatives à notre avenir économique et au rôle des femmes dans la reconstitution industrielle du pays, nous déclare :

« Il est absurde qu'on n'ait pas eu à l'avance un plan de démobilisation féminine. Faute de ce plan, on procède par tâtonnements et l'on ne sait où l'on va. On n'ose renvoyer les ouvrières, mais en restreignant sans cesse leurs heures de travail et par conséquent leurs salaires, on essaye de les amener à quitter l'usine de guerre, avec l'insuffisant palliatif de l'indemnité. L'Etat aurait dû plus fidèlement respecter le tacite contrat de travail conclu entre lui et les ouvrières.

« Il est trop tard maintenant pour procéder à une démobilisation rationnelle. Le reclassement des femmes sera l'œuvre de demain. Car demain comme aujourd'hui et plus qu'aujourd'hui, il faudra que la femme travaille. Et le travail féminin sera l'une des lois du monde, tout comme le travail masculin. Il ne s'agit donc pas d'en discuter l'opportunité, mais de l'adapter le mieux possible aux forces et au tempérament de la femme. Donc protégeons le travail féminin. Mais protégeons avant tout *le travail*. La femme bénéficiera de toutes les grandes réformes — journée moins longue, augmentation des salaires, lois d'hygiène et de sécurité — qui seront faites pour le monde ouvrier. Pour la femme en particulier — cela seulement importe — des lois protectrices de la maternité. Les fem-

mes, d'ailleurs, doivent être les meilleurs artisans de leurs destinées. Elles sont qualifiées pour demander — pour exiger — les réformes qui les intéressent. Mais il faut d'abord qu'elles obtiennent le suffrage, clef de tout progrès. »

Pour Mlle Thomson, comme pour M. Albert Thomas, le problème de la démobilisation des femmes n'est que l'un des multiples problèmes que nous posent l'exploitation de la victoire et l'organisation de la paix. Problèmes si intimement liés qu'il est impossible d'en résoudre un seul sans ébaucher pour tous les autres une solution.

Vers quelles industries il faut orienter la femme ? La question ne se pose pas non plus que cette autre : la femme doit-elle travailler ? Elle travaille, c'est un fait ; elle travaille dans des métiers pénibles comme dans des métiers faciles, — les hommes également. Elle s'adapte aux uns et aux autres : affaire de force physique et d'entraînement. Laissons-la donc choisir les métiers auxquels ses goûts et ses aptitudes la portent sans faire le départ artificiel entre métiers féminins et métiers masculins.

Mais, dans la grande industrie comme dans la mode et les professions commerciales, rendons le travail féminin conciliable avec la maternité et les soins du ménage : journée de 8 heures *établie de telle façon que les heures de sortie des ateliers coïncident avec celles de l'école* et que, pour le plus grand bien de la race, la femme qui travaille puisse — par exemple à partir de cinq heures — surveiller chez elle ses enfants. Habitations salubres et loyer à bon marché en banlieue, à condition que des communications commodes soient établies avec les centres industriels. Voilà quelques-unes des conditions auxquelles sera maintenue vivace la flamme du foyer de la famille ouvrière ; et, pour qu'elles se réalisent, que la femme ait des représentants au Parlement.

Pour l'instant la tâche du Gouvernement — tâche au-dessus de l'effort privé, même s'il s'agit de groupements puissants — c'est le recensement de l'offre et de la demande de main-d'œuvre et la mise en rapport — en tenant compte des aptitudes de celles-ci connues par enquête et statistiques — de l'employée et de l'employeur. Pour reclasser les ouvrières dans les industries pacifiques, l'Etat doit faire preuve de la même activité qu'il a manifestée dans le recrutement des « munitionnettes ».

M. Merrheim, secrétaire de la Fédération des métaux, auquel on demande s'il ne voit pas une solution satisfaisante dans le demi-temps et la semaine anglaise, juge préférable qu'hommes et femmes réunissent leurs efforts pour la commune journée de

huit heures. D'ailleurs, beaucoup de chefs d'industrie y sont également opposés.

On lui a dit également que la journée de huit heures et de la semaine anglaise devaient donner de bons résultats, mais les chefs d'industrie y sont opposés. Ils prétendent qu'un travail de dix heures peut seul donner un plein rendement. Quant à la semaine anglaise les industriels regrettent que ce ne soit pas un repos pour l'ouvrière, mais un seul moyen de se faire payer des heures supplémentaires ; l'ouvrière reste au travail le samedi après-midi et sa journée lui rapporte 25 francs au lieu de 10 francs.

Trois points retiennent particulièrement l'attention de M. Georges Renard :

Avant tout, il est indispensable *d'éviter le chômage*, de ne pas jeter brusquement sur le pavé des milliers de travailleuses qui, ne touchant plus de salaires, n'ayant pas à compter sur les maris et les pères retenus encore aux armées, se trouveraient réduites à la misère. Le Sénat a si bien compris ce danger qu'il vient de voter la continuation et le relèvement des allocations militaires.

Ramener les femmes aux industries vraiment féminines :

Il importe, pour le salut de la race, pour le relèvement de la natalité, de ne pas perpétuer le séjour des femmes dans les industries qui les exténuent. Pour les ouvrières des poudreries, qui sont au nombre de 22.000, on a déjà prévu qu'elles pourraient trouver un emploi dans les manufactures transformées en teintureries ou en fabriques d'engrais chimiques. Parmi les métiers où il est désirable de les voir rentrer, on a indiqué la fabrication du matériel pour téléphones et télégraphes, la soierie, la rubannerie, les textiles, la couture, les industries de luxe.

Assurer la hausse des salaires — insuffisants dans les anciennes industries — et le rétablissement des lois protectrices du travail féminin.

Après quoi, pour compléter cette œuvre de protection féminine, on pourra étudier en France l'introduction du travail au demi-temps qui, paraît-il, a donné aux Etats-Unis des résultats satisfaisants ; l'extension de la semaine anglaise, qui est déjà admise dans les manufactures de l'Etat (tabac et allumettes) ; peut-être aussi une innovation empruntée aux usines américaines où un repos payé de quarante-huit heures est accordé tous les mois à chaque ouvrière.

En somme, malgré toutes les bonnes volontés, il y a pour les femmes un mauvais moment à passer entre le régime de guerre et le régime de paix. C'est à l'Etat, aux municipalités, aux grandes associations patronales et ouvrières, aux industriels et commerçants de tous genres, de réunir et de faire converger leurs efforts pour abréger et adoucir la

transition. Les travailleuses, qui ont bien mérité de la défense nationale, ont droit à la sollicitude de tous ceux qui peuvent les aider à franchir ce pas difficile (1).

Comme M. Georges Renard, M. Jouhaux est obsédé par la pensée des troubles de toute nature que peut amener le chômage et il propose, pour y remédier, les moyens suivants :

D'abord prescrire aux patrons de ne pas licencier brutalement les femmes, de répartir entre elles le travail restant ; la journée s'en trouvera diminuée, certes, mais au moins, l'on aura évité le chômage et l'obligation faite aux employeurs de payer intégralement la « prime de vie chère », permettra d'atteindre à un salaire minimum, que les allocations pourront, dans une certaine mesure, compléter.

Ces mesures ne doivent pas être incohérentes.

D'autre part, dans les mesures rapides qui doivent être prises pour occuper la main-d'œuvre féminine, il faut prendre soin de ne pas « déshabiller Pierre, pour habiller Paul », ce qui arriverait inévitablement si, pour donner du travail aux ouvrières des usines de guerre, on frustrait les professionnelles de l'habillement dont l'activité se trouve aussi ralentie, voire même, dans certains milieux, complètement arrêtée par suite de l'absence des commandes de l'Intendance.

Le résultat atteint par ce procédé serait nul et onéreux. Nul, car on ne serait pas arrivé à empêcher le chômage ; onéreux parce que la capacité professionnelle faisant défaut, les travaux risqueraient d'être longs et coûteux.

Cela ne veut nullement dire qu'il n'y ait rien à faire de ce côté, mais plus simplement qu'il faut agir avec circonspection.

Le moment ne paraît-il pas admirablement choisi pour appliquer, dès maintenant, au travail féminin, la journée de huit heures ? Diminuer la fatigue de la femme et assurer son « droit au travail », sont des compensations que les ouvrières ont largement méritées (2).

Les groupements féministes enfin (Union française pour le suffrage des femmes, Conseil national des femmes, Activité féminine), qui ont mis la question de la démobilisation féminine à l'ordre du jour et fait, pour faciliter le passage des ouvrières à l'état de paix, les plus actifs efforts, appuyés sur la documentation la plus complète et les enquêtes les plus approfondies, formulent à l'issue d'une très intéressante réunion l'avis suivant :

Obtenir du Ministère du Travail des renseignements précis sur les besoins de main-d'œuvre dans les différentes industries, et enfin pour les ouvrières qui ne craindront pas de rester quelque temps sans rien ou qui peuvent gagner peu, leur faciliter l'apprentissage d'un nouveau métier.

Puis, Mme Brunschwicg propose la formation d'un Comité qui,

(1) *Le Pays,* 17 novembre 1918.
(2) *Europe nouvelle,* 7 décembre 1918.

avec le concours des Œuvres d'Alsace-Lorraine et des organisations des régions libérées, du Ministère de l'Armement, pourrait faire travailler les chômeuses.

De fait, on peut beaucoup attendre des féministes, dont l'effort persévérant a tant fait déjà avant comme pendant la guerre pour alléger la dureté du travail féminin. Initiées depuis longtemps aux questions d'hygiène, de salaire, de natalité, elles pourront, elles devront être, dans l'organisation future du travail des femmes, les conseillères techniques les plus précieuses des pouvoirs publics.



Quelques avis enfin, recueillis auprès des chefs d'entreprises et auprès des principales intéressées aux usines André Citroën, dit un collaborateur d'*Excelsior :*

« Nous trouvons M. André Citroën, dont les usines modèles emploient plus de 5.000 femmes et à qui nous exposons le but de notre enquête, dans un état d'esprit des plus rassurants. Il nous parle d'abord à un point de vue général qui intéresse la transition de la fabrication du matériel de guerre aux œuvres nouvelles de la paix :

— Mon impression, nous dit-il, est que 25 à 30 % des femmes employées dans les usines quitteront le travail, soit pour rentrer chez elles, soit pour se reposer, soit encore pour prendre place dans d'autres industries que va développer la paix et qui solliciteront leurs aptitudes.

« Beaucoup d'employées, de « munitionnettes », si vous voulez, sont fatiguées par un long labeur auquel elles ont consacré toutes leurs forces. Celles-là pourraient, sans inconvénient, se reposer pendant quelques mois, avec la certitude de retrouver, en avril ou mai prochain, leur place dans l'usine. C'est, en effet, à cette époque que seront distribuées aux usines les matières premières. En outre, l'outillage nouveau sera au point ; les organisations gouvernementales auront été fixées ; les commandes auront été passées, et elles nécessiteront, à mon avis, une main-d'œuvre tellement considérable que, bien loin de penser à la diminuer, nous craignons de manquer de main-d'œuvre féminine.

« Les 70 % qui resteront fidèles à l'usine trouveront du travail par la liquidation des marchés en cours, par des fabrications nouvelles qui pourront commencer, sur une échelle moyenne, à partir du mois de décembre prochain.

— Dans vos usines, quelque changement est-il intervenu ? Avez-vous fait passer, parmi vos employés, des circulaires afin de savoir quelles étaient celles qui avaient le désir de rester ou d'abandonner le travail ?

— Mon personnel est au complet. Je n'ai fait passer aucune circulaire. A quoi bon ? J'espère, à partir du mois prochain, et par la suite, recevoir assez de matières premières destinées aux fabrications du temps de paix pour occuper tout mon monde.

— Les usines auront-elles donc, comme en temps de guerre, des « grandes séries » susceptibles de fournir du travail à un personnel si nombreux ?

— Mais oui. Avant la guerre, il n'y avait pas de grandes séries parce que les efforts étaient disséminés. Il y a une quantité de fabrications de paix à faire en grosses séries et où la femme peut être utilement employée :

« Par exemple, les petites voitures automobiles, les bicyclettes, les machines à coudre, qui se consomment par centaines de mille ; les pièces détachées pour chemins de fer et pour la locomotion générale ; les organes de machines agricoles ; enfin, quantité de manutentions de pièces légères, qui se faisaient avant la guerre par les hommes, et qui peuvent désormais être confiées au travail féminin.

« En résumé, je prévois que les 500.000 femmes actuellement occupées dans les usines de guerre pourront, sans difficulté, trouver du travail.

« Mais, sans doute, y aurait-il lieu d'envisager le principe de la demi-journée de travail, qui occuperait les femmes à l'usine pendant cinq heures, et aurait ce triple avantage de leur donner un véritable repos, de ne pas diminuer la production, — la journée de huit heures amenant une baisse de 20 %, — et d'éviter tout chômage ».

Quant aux grandes maisons de couture, Doucet, Paquin, Chéruit, elles s'accordent pour déclarer qu'après la guerre la reprise des affaires et la reconquête par la France du marché des Industries de luxe réclameront un si nombreux personnel qu'un grand nombre de chômeuses ou presque toutes pourront trouver un emploi.

Ajoutons que la plupart de celles qui, remplaçant des hommes, devront d'ici quelque temps céder leur place aux démobilisés, aspirent justement à reprendre leurs anciennes occupations : mode, couture, ou travaux ménagers.

Tel est l'avis que nous ont exprimé maintes fois, depuis la guerre, des employées de chemins de fer ou de métro et les enquêtes récentes le confirment. Donc chez la plupart des femmes, un presqu'unanime désir de retour aux tâches vraiment féminines... Mais suffiraient-elles dans l'état de choses actuel à occuper toutes les femmes et, d'autre part, la nécessité ne s'imposera-t-elle pas, même après la guerre, de recourir à la femme pour l'organisation et le développement de la grande comme de la petite industrie ?

***

Voilà donc quelques-uns des aspects du complexe problème posé par l'extraordinaire accroissement du travail féminin. travail de guerre que la cessation des hostilités rend inutile et qu'il faut rendre aux tâches de la paix. Pour trouver des solutions heureuses,

un simple effort d'organisation doit suffire, semble-t-il. S'il y a eu augmentation de main-d'œuvre, il y a eu surtout déplacement : la plupart des femmes que la guerre a jetées dans les immenses fournaises de l'industrie métallurgique ou chimique, contraintes aux durs travaux du fer, de la pierre ou du bois, fixées dans les gares bourdonnantes, lancées sur les machines, peinaient déjà à d'autres tâches, en théorie mieux adaptées à leur faiblesse et souvent, d'ailleurs, à peine moins rudes. La guerre terminée, non pas sur le papier, mais réellement, c'est-à-dire le pays tout entier ayant retrouvé, dans l'équilibre de la santé reconquise, le jeu normal de tous ses organes, on s'apercevra bien vite que pour combler les vides creusés par le canon dans l'élite masculine, c'est aux femmes, qu'encore une fois, il faut faire appel. L'intérêt individuel, comme l'intérêt social, la nécessité pour la femme seule de gagner sa vie, mariée de contribuer à l'augmentation du revenu familial, et la nécessité pour le pays de ne pas donner dans sa renaissance industrielle une place prépondérante à l'effort étranger, concordent pour exiger impérieusement la mobilisation féminine de la paix. Les femmes peuvent fournir à l'armée du travail de nombreux et solides effectifs. Et une longue expérience a montré qu'elles sont capables des tâches les plus rudes. Celles-ci doivent cependant, semble-t-il, ne leur être confiées qu'exceptionnellement. Et ni la métallurgie qui exige une trop grande dépense de force musculaire, ni la fabrication des produits chimiques qui peut tuer les germes de vie, ne doivent normalement requérir les mères pour leur service à la longue épuisant. Mais un immense domaine s'ouvre aux femmes : ces industries de luxe qui, jadis, apanage incontesté de la France, hier tombées en déchéance et revendiquées par la Germanie, doivent demain, renaissant des cendres de la guerre, drainer vers nos villes des milliards.

Des industries textiles à l'article de Paris, de la mode à la reliure, du laminage des fils d'or et d'argent à l'horlogerie, de l'art céramique au mobilier, du jouet aux arts décoratifs, du mobilier à la bijouterie, la femme peut trouver de ces qualités qui sont vraiment celles de la femme française : bon goût, ingéniosité, esprit inventif, l'emploi le plus lucratif pour elles, le plus fructueux pour le pays. Car, pour la rénovation de ces industries de luxe qui doit être demain l'une des essentielles préoccupations de nos ministres du commerce, du travail, c'est aux femmes qu'il faut faire appel. Hier encore, dans ces industries mêmes, la femme ne tenait qu'un rôle subalterne. « Si, dit avec raison une féministe, il est dans la bijouterie des femmes brunisseuses, polisseuses, soudeuses, le travail de la ciselure est réservé aux hommes ; dans

l'industrie du livre, la femme est brocheuse et plieuse, mais on ne lui demande pas de communiquer au livre tout ce qui en fait la beauté et le prix, tout ce qui habille élégamment le volume. » Le tissage? La femme y peut devenir contremaîtresse, mais le tisseur, celui qui, d'après un dessin d'artiste, étudie comment il faudra coulisser les fils ou les disposer sur le métier, est un homme.

Donc, développer l'instruction professionnelle des femmes, de telle façon que nulle insuffisance technique ne les puisse empêcher d'exercer un métier si délicat, si compliqué soit-il. La guerre a prouvé qu'on pouvait tout attendre de leur faculté d'adaptation, de leur souplesse. Mais si l'apprentissage masculin est, on le clame depuis des années, à réorganiser, l'apprentissage féminin, lui, est à créer de toutes pièces. Ecoutons les suggestions des féministes qui réclament, pour les femmes comme pour les hommes, l'*enseignement primaire industriel*, et *l'enseignement technique primaire supérieur;* rendons en outre obligatoire, pour les femmes comme pour les hommes, ainsi qu'une loi récente vient de l'ordonner pour la population ouvrière du Royaume-Uni, la fréquentation de cours techniques pour tous les travailleurs de 14 à 18 ans. Nous trouverons ainsi dans les femmes dont les qualités naturelles seront ainsi sollicitées, développées, non plus seulement des manœuvres, mais des artisans — au beau sens antique du terme — et des ouvriers d'art.

Et l'instruction professionnelle permettrait aux femmes de former dans l'armée du travail les cadres comme les effectifs. Cadres que, pour l'organisation de la main-d'œuvre étrangère, il importe de maintenir nationaux.

La majorité des femmes, armées pour la lutte économique et sociale par l'instruction professionnelle et le bulletin de vote, gagnant largement leur vie par un labeur de leur choix, des établissements bénéficiant de toutes les conquêtes de la science et de l'hygiène, — ou une minorité d'esclaves condamnées pour des salaires de famine à peiner douze heures dans le bagne industriel. Ici le passé, là l'avenir — dont nous ne saurions empêcher, mais dont nous pourrons ralentir ou hâter l'inévitable accomplissement.

Léon ABENSOUR.

Les Réalités de la guerre

On peut écraser la force militaire, politique ou économique d'un peuple : tant qu'on n'a pas écrasé ses aspirations on ne l'a pas définitivement vaincu.

Il est dangereux pour une nation de se lancer dans une guerre avec des buts trop précis : si ceux-ci, malgré la victoire, ne peuvent être intégralement réalisés, il s'ensuivra une déception et une amertume dangereuse pour son équilibre moral.

Le droit de disposer d'eux-mêmes que réclament aujourd'hui avec une telle âpreté tant de petits peuples — dont la servitude présente est fonction de leur incapacité passée de vivre autonomes ou en paix avec leurs voisins — rappelle singulièrement « le droit à la vie », « le droit au bonheur », qu'exigeaient avant la guerre, avec une violence outrée, un tas de ratés, d'impuissants et d'aigrefins ou surtout de femmes névrosées incapables de tenir dignement leur rôle d'épouse ou de mère et avides de se débarrasser de toutes les justes et honorables contraintes sociales, légales ou morales. Pour modérer notre ardeur sentimentale à nous vouloir faire les avocats ou les libérateurs des petites nationalités opprimées, rappelons-nous ce que nous devons à la libération des nations balkaniques : sans leurs ambitions respectives, il est infiniment probable que le monde n'aurait pas été mis à feu et à sang et qu'en tous cas eussent été évitées les campagnes balkaniques de 1911 et 1912 et la campagne tripolitaine.

Bacon a dit : « L'homme préfère le danger au travail ». Ne serait-il pas aussi juste de dire : « Les nations préfèrent le danger au travail » ? D'où leur tendance à croire qu'une guerre victorieuse leur rapportera plus de profit qu'une paix laborieuse et à tâcher de compenser leur paresse habituelle par une périodique activité belliqueuse.

Il y a deux manières pour un peuple d'être fort : ou n'avoir affaire qu'à des rivaux impuissants, débiles ou lâches ; c'est alors leur faiblesse qui fait le plus clair de sa puissance militaire et économique. Ou être véritablement supérieur — moralement et matériellement — à des peuples possédant eux ausi une vraie force morale et matérielle. Mais hélas, aveuglée par l'orgueil ou l'intérêt, une nation sait rarement discerner l'exacte raison de sa force et cette ignorance est toujours payée par un réveil désastreux et d'irréparables désillusions.

Plus les citoyens aiment passionnément leur patrie et plus leurs

différentes conceptions de la servir les feront se haïr et se combattre entre eux — et cela surtout en temps de crise nationale grave.

Des succès continuels grisent ou endorment une armée, partant l'exposent, de toute façon, à un désastreux réveil.

Quand elle perd le premier rang, qu'elle possédait jusqu'à ce jour, une armée ne prend jamais la deuxième place mais presque toujours l'une des dernières.

Si trop de constance dans la victoire amène fatalement la défaite chez une armée habituée aux succès depuis longtemps, une même répétition dans les revers finit non moins fatalement par donner la victoire à une armée malheureuse depuis longtemps mais au moral solide.

Une nation habituée à posséder depuis longtemps la suprématie militaire a tendance à croire qu'elle la possédera éternellement : d'entière bonne foi elle ne peut supposer que ses voisines puissent accroître leurs forces au point de pouvoir un jour rivaliser avec elle ou même l'emporter sur elle. Car l'esprit des peuples est ainsi fait qu'il croit qu'il ne peut exister en même temps sur la terre qu'un seul peuple fort, que la puissance militaire est une somme unique de facteurs bien définis et déterminés pour jamais, qu'elle se déplace successivement, par le jeu des armes, de peuple à peuple ; l'apparition de nouvelles forces, de forces fraîches dues à des facteurs nouveaux lui semble impossible ; il nie la possibilité de leur création, il n'admet que le transfert. Cette disposition d'esprit — où il entre une grande part d'orgueil et de fatuité — commune à tous les peuples qui furent successivement les maîtres du monde causa seule leur perte.

Dieu est toujours, dans une guerre, du côté du parti le plus fort parce que tout vainqueur — si peu croyant ou pratiquant soit-il en fait, — pour annoblir davantage sa victoire, aux yeux des masses, et pour la rendre définitivement indiscutable au point de vue moral et pur idéal, a intérêt à s'affirmer hautement l'instrument des volontés divines, l'artisan de sa paix et l'élu de son cœur. Et, d'ailleurs, qui dit Dieu sous-entend, pour les incrédules, les forces morales et idéales qui mènent le Monde et qui justifient toutes ses aspirations de progrès, de beauté et de justice.

Raymond Groc.



A travers la Quinzaine

Serons-nous à la hauteur de notre destin ?

L'année s'ouvre, pour la France, sur de grandioses perspectives. Nous sommes vainqueurs, et notre victoire dépasse même nos espérances. Nos troupes ont franchi le Rhin et tiennent sous leur joug l'Allemagne soumise. Les capitales ennemies, livrées au désordre, vont jusqu'à souhaiter notre présence. Le peuple qui devait dominer la terre se demande, inquiet, sur quel lendemain de justice il peut compter et s'essaye péniblement à retenir quelque autorité où se soumettre. Encore une fois, Arminius rentre dans ses forêts et les fils de la Germanie doivent se contenter du ciel bas et des brumes qu'ils échangeraient si volontiers contre notre soleil.

Pendant ce temps, notre peuple à nous, qu'on avait cru si bas et qu'on décrivait avec des mines hypocrites, parce qu'il simule parfois les vices que les autres gardent et cachent, notre peuple reçoit, digne et bénévole, les hommages des souverains. Il les accueille et les acclame, et ces étrangers, que le rang et la tradition mettent si

haut, se sentent quelque peu intimidés soudain devant ce collègue aux millions de têtes qui leur fait si royalement les honneurs d'une vieille maison.

Serons-nous à la hauteur de notre destin ? Tous les possibles s'ouvrent devant nous. Aurons-nous la volonté de choisir ? Jadis, les événements et quelques hommes ont fait la grandeur de notre pays. Aujourd'hui nous est remis tout le soin de notre avenir. Heure éblouissante et dangereuse. Quel geste décisif, favorable ou fatal, va faire notre main ?

L'allégresse de l'armistice, les joies si fortes, si pures, de cette inoubliable journée, toute proche et déjà lointaine, se recueillent et se déposent dans le jaloux trésor de la mémoire. Libérés de l'angoisse de la veille, nous comprenons obscurément que tout n'est pas dit, que le plus ingrat, peut-être, de la besogne, reste à faire, et, avec une anxiété nouvelle, nous nous tournons vers demain.

Serons-nous à la hauteur de notre destin ? Je me le demande par un de ces soirs de trop nombreuses fêtes, par un de ces crépuscules où l'hiver, bleuissant ses brumes, semble se souvenir qu'il y a un été. Les becs de gaz allument leurs rampes interminables, les rues se perdent au loin dans le mystère des foules, les arbres revêtent d'un voile où se mêlent le gris et le rose leur tendre nudité. La ville sacrée respire, immense et familière, belle à chaque heure d'une beauté diverse. La nuit doucement l'enveloppe, une nuit favorable, après tant d'autres qui furent tragiques et que la cité de Geneviève supporta...

Et les gens se promènent, comme on le leur a ordonné par arrêté préfectoral. Ils célèbrent, pleins de bonne volonté, ces dimanches supplémentaires, et ils y apportent à peine un peu plus d'ennui qu'à leur travail coutumier. Ils se regardent passer les uns les autres, ils parlent de leurs soucis, de leurs projets, de leurs plaisirs. Ils vivent l'heure dont ils apprécient le calme après tant de bruit. Ils ne s'occupent pas des affaires publiques. Ce sont de bons administrés.

Peuple admirable, dont on s'étonne qu'il puisse garder tant de patience après avoir dépensé tant de courage. Nous le verrons demain retourner à l'usine ou à l'atelier, attendre des heures des tramways intermittents où il ne trouvera pas de place, stationner un demi-jour sur un trottoir glacial pour obtenir une tablette de chocolat qu'il paiera, souffrir, pour boire son vin qui, paraît-il, arrive à flots dans les gares, que d'honnêtes intermédiaires se soient concertés pour le lui vendre assez cher.

Peuple admirable, dont on ferait ce qu'on voudrait : mais qui donc voudra bien en faire quelque chose ? Et à quel genre d'exercices ses maîtres se livrent-ils au lieu de précéder son bon vouloir impatient sur de nouveaux chemins ?

Il était entendu que l'après-guerre verrait des choses étonnantes, que les problèmes les plus graves recevraient leur solution, qu'une autorité novatrice irait à la rencontre d'initiatives hardies, qu'on n'aurait qu'à ordonner quelque peu l'épanouissement de toutes les renaissances. Nous ne pouvons rien encore, disait-on voici trois mois, mais nous avons su mener la guerre avec assez d'énergie pour la voir enfin à son terme ; attendez-nous à la paix !

Nous attendons... et nous ne voyons rien venir. Nous devons souhaiter qu'on nous prépare dans le silence quelque joyeuse surprise. Et, toujours attendant, les difficultés économiques s'accroissent. Les transports ne transportent rien. Le ravitaillement s'opère péniblement, au jour le jour, et ne connaît pas plus qu'hier, ni longs espoirs, ni vastes pensées. Quant aux grands problèmes, on n'en entend plus parler, et il faut croire qu'ils ont repassé le Rhin, avec les Allemands.

L'avenir, l'existence même du pays n'ont pas cessé d'être en jeu, et il serait mortel qu'il persistât dans cet assoupissement sénile et que s'accentuassent encore cette inaction et cette irresponsabilité anonyme, inhérente aux démocraties. On palabre sur la démobilisation et on chuchote sur la diplomatie. On n'a pas la force de réagir contre le stupide égalitarisme qui exige que les hommes soient renvoyés classe après classe, à quelque usage qu'ils doivent resservir dans le civil ; on ne dit mot de ce qu'on escompte de la paix, ni des directions que l'on entend y suivre, et je crains bien que ce soit parce qu'on n'en sait rien. Et les bureaux compétents se gardent prudemment de sortir le moindre projet de réfection ou de réforme.

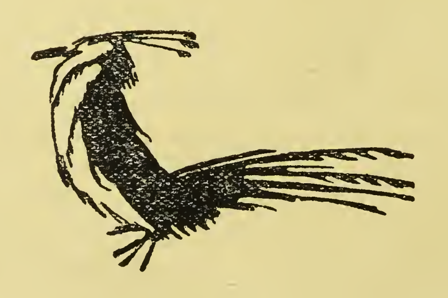
Inutile, je crois, d'illustrer longuement ces réflexions amères. Nos députés se font la main en vue des futures crises ministérielles. Ils applaudissent des discours qu'on imprime ensuite sur de belles affiches blanches, malgré la crise du papier. Ils parlent sans esprit critique des bolcheviki et de bien d'autres choses encore. Ils écoutent les collègues de M. Clemenceau, que ce pince-sans-rire a groupés autour de lui, soit pour ne pas se gêner, soit dans l'impossibilité d'en choisir d'autres, leur développer gravement ce qu'ils ne peuvent pas faire. Pendant ce temps, le public paye les prix que vous savez, s'écrase dans le Métro, et doit à ce

que les spécialistes appellent la sous-alimentation, une maigreur esthétique. Tout s'arrange donc pour le mieux, dans le plus beau des pays visités par la victoire.

Serons-nous à la hauteur de notre destin ? Les citoyens s'emploient, avec une bonne volonté touchante, au travail que l'administration feint de leur laisser et où elle n'interviendra que lorsqu'elle le verra devenir dangereux pour elle. Ils forment des associations nationales pour l'organisation de la démocratie. A. N. O. D. ! Ils exposent leurs idées sur le travail, la police, le régionalisme ou la décentralisation. On les laisse dire et faire, on les laisse jouer. Mais si tout le monde voit le mal, découvre parfois le remède et appelle le médecin, s'il apparaît, je suppose, que nos universités ou nos écoles se dissolvent, pour ainsi dire, faute de personnel, et que nous allons, par la misère, à l'abêtissement, si chacun, enfin, sent l'abîme tout proche et pousse des cris de terreur, nulle main ne se tend, nul signe ne part de l'Olympe gouvernemental. M. le Ministre fait savoir avec hauteur qu'il s'occupera de ses fonctionnaires quand il aura le temps. Nos bons profiteurs passent tout contrits devant un tribunal correctionnel qui les condamne à dix mille francs d'amende, quand ils ont gagné deux millions. La Convention, dont on parle à tort et à travers, avait, je crois, une procédure plus efficace.

Oui, le peuple de cette guerre, le peuple de la Marne et de Verdun, le peuple qui a subi les Gothas, les Berthas, et des dangers plus proches et plus répugnants, l'incurie ou la trahison domestique... ce peuple est à la hauteur de son destin, de tout destin. Il faudrait seulement que ceux qui se chargent de le conduire veuillent l'y tenir. Or, on doit l'avouer, hélas ! après tant de courage et de grandeur, dans le triomphe, un silence pèse sur la France, plein de fatigue et de lâcheté.

Gonzague Truc.





La Vie littéraire

Pierre Lasserre : *Frédéric Mistral* (Payot, éditeur).

M. Pierre Lasserre vient d'écrire une étude critique très copieuse et très pieuse sur les œuvres et sur l'œuvre de Mistral.

Mistral, c'est le passé ; c'est le passé sans résurrection possible. Mistral, c'est de l'histoire attardée, c'est presque de la légende. On eût aimé que M. Pierre Lasserre racontât cette légende. Mais il renonce à peu près à la raconter ; il préfère l'expliquer. Point de biographie de Mistral dans ce livre ; mais une analyse des ouvrages et des conditions dans lesquelles parurent les ouvrages, et des intentions de l'auteur et de ses ambitions. Une analyse de son génie aussi, et cela vaut mieux que tout, assurément. L'analyse, d'ailleurs, est simple et large et elle amplifie et elle élargit le génie lui-même. Et cela est charmant ainsi et parfaitement convenable au sujet que traite M. Pierre Lasserre et à l'époque où nous sommes.

Il est tout à fait naturel, il est même nécessaire et au surplus bienfaisant que *Mireille* demeure un chef-d'œuvre aux regards de la postérité. Ce sera toujours un chef-d'œuvre un peu mystérieux et rare et d'autant plus précieux que chacun est à peu près assuré d'y trouver tout ce qu'il aura bien voulu y mettre.

On nous a, en effet, affirmé maintes fois, et nous le croyons sans peine, que la traduction française du texte de *Mireille* ne laisse pas subsister grand'chose de l'impression poétique donnée au lecteur sensible par le texte provençal. D'autre part, M. Pierre Lasserre constate lui-même qu'on a fait souvent à Mistral le reproche d'avoir écrit une langue que le peuple provençal ne comprend pas et qui n'est accessible qu'à quelques lettrés. Je sais bien que M. Pierre Lasserre, en casuiste imperturbable, entreprend de démontrer que les Provençaux ont tort de ne pas comprendre la langue proven-

çale employée par Mistral, et non pas Mistral d'employer une langue provençale que les Provençaux ne comprennent pas...

Là-dessus, M. Pierre Lasserre disserte à merveille, avec une gravité qui n'est pas éloignée d'être séduisante.

Les Provençaux à qui échappe la langue de *Mireille* n'en sont pas empêchés précisément par l'inintelligence matérielle de la langue. Ils en sont empêchés par la rudesse d'esprit qui les laisse insensibles à la délicatesse et à la beauté des sentiments exprimés dans *Mireille*, qui les laisse fermés à la vérité et à la noblesse des idées et des observations exprimées dans *Mireille*. Ils en sont empêchés par la même raison qui les empêcherait d'entendre Lamartine, Bossuet ou Corneille, quand même ils connaîtraient matériellement la plupart des termes dont ces auteurs se servent et qui empêchait beaucoup de Romains d'entendre Virgile. Ils en sont empêchés en un mot par insuffisance de culture intellectuelle et morale ou épaisseur de nature, non par défaut d'initiation linguistique.

Voilà qui est disserté fort agréablement, mais très spécieusement, sauf erreur. Il y a parmi le peuple des esprits fins que ne rebuterait point Bossuet si le vocabulaire de Bossuet était connu de ces hommes de plus d'intelligence et de sentiment que de culture... Et il y a dans *Mireille* des mots nombreux que ne comprend pas le peuple provençal et M. Pierre Lasserre fait cette déclaration qui doit être retenue : « Parce que Mistral a écrit dans une langue qui était déchue au rang de dialecte populaire, on voudrait qu'il ne fût pas sorti des strictes bornes de ce dialecte tel qu'il se parlait autour de lui. Mais, dans ce cas, il n'aurait guère eu à sa disposition plus de trois cents mots puisque ce nombre suffit aux communs besoins, aux communes facultés d'expression d'un paysan... »

Dès lors, qui donc blâmerait Mistral ! Qui donc blâmerait jamais un poète ! Au reste, le fait seul importe, *Mireille* est un chef-d'œuvre populaire et *Mireille* est un chef-d'œuvre provençal. *Mireille* n'est un chef-d'œuvre saisissable qu'aux lecteurs connaissant la langue provençale ; et le peuple pour qui la langue provençale est d'un usage familier ne saisit pas la langue de *Mireille* qui est une langue de lettrés. Bref, *Mireille* est un chef-d'œuvre populaire pour une élite provençale...

Cela constaté, qu'on ne peut pas ne pas constater, car la démonstration de M. Pierre Lasserre est pertinente, il est bon que chacun s'approche de ce chef-d'œuvre inaccessible à un très petit nombre de mortels. L'enthousiasme de ces mortels fait qu'il n'en est pas absolument de la beauté de *Mireille* comme de la grandeur

de ces vérités que découvrent parfois des savants doués du génie mathématique et qui sont telles et de telle nature qu'il n'y a qu'un tout petit nombre de savants au monde qui les puissent pénétrer. Encore ne sont-ils pas très sûrs d'y aboutir !

Mais ces circonstances mêmes, qui ajoutent un certain prestige à la vérité mathématique, peuvent entourer le chef-d'œuvre littéraire comme d'une auréole.

Cette auréole entoure *Mireille* et l'entourera toujours. Trop heureux ceux qui, à travers l'auréole, iront jusqu'au cœur du chef-d'œuvre plus brillant encore. Trop heureux les privilégiés qui rempliront les conditions sévères pour saisir tout ce chef-d'œuvre, un peu particulier au demeurant, dont le peu qu'en saisit le vulgaire des Français et, selon l'aveu de M. Pierre Lasserre, de ces Français chaleureux aussi que sont les Provençaux, est exquis et bien émouvant.

Ainsi le chef-d'œuvre *Mireille* restera et planera ; je dis *Mireille*, il faut dire : l'œuvre de Mistral. Plus précaires et plus éphémères sont les doctrines qui entraînèrent Mistral à écrire son chef-d'œuvre.

Mistral compta traduire dans ses ouvrages et précipiter par eux la réaction des idées décentralisatrice au XIXe siècle ! M. Pierre Lasserre parle de cette réaction avec une indulgence spirituelle et tout au fond raisonnable : « Qu'elle ait été exagérée parfois dans les plans et les formules qu'elle proposait, lui en ferons-nous sérieusement reproche ? Ne faut-il pas, en ces matières, exagérer pour être entendu ? Nous ne nous plaindrons pas surtout qu'elle ait pris chez Mistral et autour de Mistral un caractère un peu flamboyant. » Mais comment donc ! Nous ne nous en plaindrons pas davantage et le mot flamboyant nous enchante.

Et cette réaction s'exerce contre ce que M. Pierre Lasserre appelle complaisamment le jacobinisme centralisateur. Au reste, M. Pierre Lasserre est plus respectueux de la vérité historique que ne le sont les polémistes élémentaires et brutaux qu'il connaît bien... Il est en somme entièrement d'accord avec Tocqueville qui écrivait dans l'*Ancien Régime et la Révolution* :

« ... La centralisation administrative est une institution de l'ancien Régime et non pas l'œuvre de la Révolution et de l'Empire, comme on le dit. »

En somme, il n'est pas très éloigné de professer comme Pierre Foncin écrivant dans le *Pays de France* : « La monarchie a faussé la direction naturelle de notre génie. »

Au rebours des plaisantins grossiers et puérils qui arrangent impudemment l'histoire à leur guise, M. Pierre Lasserre atteste :

« L'origine de la centralisation moderne remonte beaucoup plus haut que la Révolution... Le grand mouvement qui a produit en France cette centralisation resserrée a commencé avec Richelieu. Celui-ci l'a inauguré par quelques mesures décisives et fondamentales que Louis XIV et Colbert complétèrent puissamment... Le mouvement créé par Richelieu ne cessa de s'accentuer pendant le XVIIIe siècle... ; car ce fut une époque de dépérissement pour ce qu'ils (les décentralisateurs) préconisent et voudraient faire revivre. Ce dépérissement se produisait sous l'égide de la royauté qui était loin de le voir de mauvais œil et d'y mettre obstacle. »

Et M. Pierre Lasserre conclut avec une netteté non moins louable :

« Il y eut donc abus de centralisation sous la monarchie. »

Qu'il exagère la continuation ou l'aggravation de ces abus sous la Révolution, possible ! Il faudrait pourtant qu'un historien comme M. Pierre Lasserre examinât les conditions singulières dans lesquelles se développa pour le bonheur du monde la Révolution et qui ne la pouvaient engager, sous peine de périr, dans la décentralisation. Il faudrait, en outre, qu'un historien comme M. Pierre Lasserre fît la différence entre l'œuvre de la Révolution conditionnée, si je peux dire, par des circonstances exceptionnelles, et l'acharnement systématique de l'Empire centralisant uniquement par intérêt. Mais M. Pierre Lasserre constate à bon droit :

« Il est hors de doute que la monarchie, si elle avait duré, eût fait sensiblement la même chose qu'eux (les gouvernements révolutionnaires) quoi qu'elle l'eût fait avec plus de lenteur. La preuve, c'est que la Restauration n'a pas essayé de réagir contre ce parachèvement de nos institutions centralisées, qu'elle ne l'a pas sérieusement mis en question, qu'elle a accepté comme des résultats définitifs, le département, l'arrondissement, la fin des corporations et de la mainmorte ecclésiastique, le statut civil de la religion, le code civil. »

Voilà donc, sur un point important, la vérité rétablie en dépit des « truqueurs » de l'histoire. Et, maintenant, que Mistral ait voulu être un héraut de la décentralisation, nul n'en doute ; qu'il l'ait été sans modération et sans nuances, c'est certain ; que cet excès doctrinal de décentralisation chez un grand poète ait aujourd'hui une influence grave ou puisse déterminer ou inspirer seulement un effort quelconque de séparatisme pour les jours à venir, en aucune façon. Il y a donc lieu de considérer sans passion cet élan lyrique de Mistral qui l'eût poussé au fédéralisme et qui étant demeuré sans effet pratique dans la vie politique de la nation est d'autant plus agréable à regarder pour cela et peut être jugé avec d'autant plus de sym-

pathie qu'il a enrichi une littérature à côté de quelques chefs-d'œuvre un peu exceptionnels.

M. Pierre Lasserre, très loyalement, note les exagérations de la doctrine mistralienne et les excuse. C'est cela même qui s'impose. Excuser, mais noter.

Lorsque des incidents se produisirent, et des polémiques, Mistral ajouta au premier chant de *Calendal* un exposé de ses idées sur la question des rapports de la France et de la Provence, mais parfaitement ! et M. Pierre Lasserre constate obligeamment un ensemble d'idées justes, fortes, excellentes. Mais comme il ne fuit pas, lui, l'impartialité, il ajoute indulgemment : « Il faut bien dire qu'on n'y trouve pas que cela. Ce morceau écrit en français et littérairement fort beau offre lui-même, mêlées à ces idées de la plus haute valeur, d'incontestables traces de la fougue de jeunesse qui, dans *Mireille*, avait fait jaillir de la plume du poète le mot dont son éditeur s'alarma (les saintes Maries apparues à Mireille, appelaient traîtres les croisés du Nord qui, en 1209, à l'appel de l'Eglise envahirent les provinces méridionales pour y détruire l'hérésie). Et il y a des violences de termes, des imprudences, des témérités de théorie ou de formulaire qui ne pouvaient aller sans quelque péril... » Certes. Et Mistral exprime le regret que la fusion de la Provence et du reste de la France soit allée au delà de l'Etat fédératif. M. Lasserre entend que nous ne devons pas presser le sens de ce mot redoutable. Il entend que Mistral lui-même ne connaît pas exactement le sens du mot, que le mot est impropre, oui, et dangereux à cause de son impropriété, à cause de l'impropriété seulement. En effet, le mot ne dit pas ce que le poète veut qu'il dise. Le poète emploie le mot néanmoins. Il l'emploie parce qu'il le trouve beau. M. Pierre Lasserre s'abandonne à une ironie attendrie : « L'imagination du poète choisit le mot à cause de son beau relief pour signifier que, dans cet Etat, les éléments originaux du composé national apparaîtraient dans la variété de leurs qualités particulières, dans l'énergique et féconde détermination de leur types propres et non pas noyés dans la morne et stérile uniformité d'une centralisation oppressive et mesquine, d'un étatisme touche à tout. » Bref, Mistral appelle fédératif l'état de chose où les libertés publiques, spécialement les libertés publiques du Midi, auraient un développement satisfaisant. Et Mistral ne touche point à la question des fondements de l'unité nationale.

Il n'est que de préciser. Convenons, au moins, que la doctrine de Mistral ne peut servir de guide à aucun Français d'aujourd'hui... Les savants admirateurs de son génie littéraire reliront *Mireille* ou *Le*

Poème du Rhône avec une piété plus ardente, plus fidèle, et tout le monde sera touché de cette ardeur et de cette fidélité également légitimes, également estimables, également inoffensives.

***

Mais, à ce point de vue encore, il faut préciser.

Il n'est pas accordé à un grand poète enthousiaste de ne se tromper qu'à demi. Et il est particulièrement important, pour accepter et vanter l'effort littéraire de Mistral, d'avoir cette indulgence affectueuse et, d'ailleurs, circonspecte avec laquelle M. Lasserre expose et apprécie ce que nous appellerons la doctrine politique du poète.

Mistral avait la foi, la foi qui devait animer les félibres, Les félibres, apôtres de la foi poétique et civique à laquelle Mistral allait donner son évangile.

Le « saint enthousiasme » de Mistral est vraiment charmant lorsqu'il discerna son destin.

« Là même — à cette heure, j'avais mes vingt et un ans, — le pied sur le seuil du mas paternel, les yeux vers les Alpilles, en moi et de moi-même, je pris la résolution : premièrement de relever, de raviver en Provence le sentiment de race que je voyais s'annihiler sous l'éducation fausse et antinaturelle de toutes les écoles ; secondement de provoquer cette résurrection par la restauration de la langue naturelle et historique du pays à laquelle les écoles font toutes une guerre à mort ; troisièmement, de rendre la vogue au provençal par l'influx et la flamme de la divine poésie. »

En réalité, il s'agissait au milieu même du XIXe siècle de rendre à la langue provençale sa situation de langue littéraire. C'est ici que l'entreprise aventureuse de Mistral pouvait, son génie aidant, devenir funeste.

Jadis Barrès, enclin à se tromper, écrivait : « Il n'est pas impossible de trouver des figures, des œuvres, des gloires qui nous unissent tous, qui laissent en sommeil nos irritations et qui se prêtent vraiment à l'intérêt public. » Qu'est-ce que des gloires qui laissent des irritations en sommeil ? Qu'est-ce que des figures qui se prêtent à l'intérêt public ? Du galimatias tout pur, n'est-ce pas ! Mais si Barrès écrit mal la langue française, ce n'est pas une raison pour conclure que le poète qui voulait enlever à la langue française une partie de son pouvoir de rayonnement en créant en France une littérature de langue provençale au détriment de la littérature de langue française, ce n'est pas une raison assurément pour conclure que ce poète est celui qui nécessairement nous unit tous ! Barrès dispute comme il écrit !

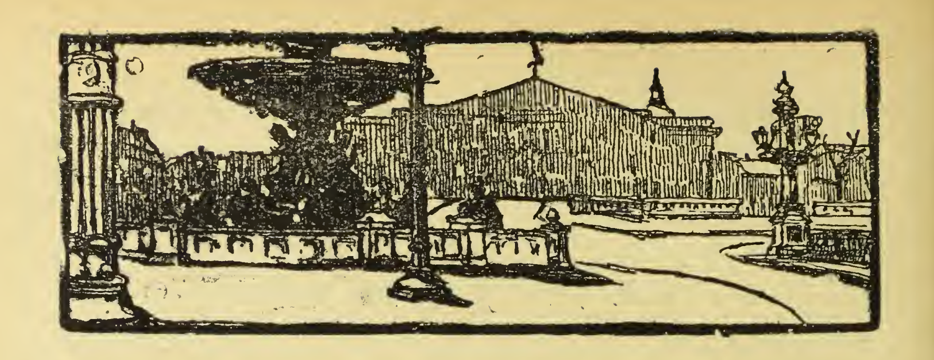
Il apparaît, au contraire, que si un poète de génie pouvait nous diviser jamais, Mistral serait ce poète-là.

Si Mistral avait pu exécuter son dessein en créant une littérature provençale moderne, il aurait diminué la puissance d'expansion intellectuelle qui est le privilège caractéristique des œuvres de langue française, et tous ceux qui ont le sentiment profond de ce qui est national, de ce qui est Français, seraient aujourd'hui bien fâchés.

Mais Mistral n'a pas pu exécuter son dessein et nous voilà bien tranquilles pour décider que sa gloire est admirable et qu'elle est vénérable. Mais Mistral a échoué dans son œuvre qui était une œuvre de dissociation française... Oh ! il n'était pas responsable entièrement de sa tentative. Son horizon était trop limité ; et il était bien incapable de discerner quoi que ce fût par delà. Il était bien incapable d'apercevoir les conséquences lointaines de l'effort qu'il faisait. Ces conséquences, je ne dis pas seulement qu'il ne les envisageait pas, je dis qu'il ne les apercevait même pas. Il était inconscient des périls qu'engendraient pour la littérature française, pour la pensée française, sa foi et son apostolat. L'un et l'autre, Dieu merci, demeurèrent inopérants et cela est heureux pour Mistral autant que pour ses admirateurs. Pour Mistral, puisque chaque Français, intelligent de la situation française dans l'univers et des conditions grâce auxquelles cette situation peut se développer et des circonstances qui donneront désormais à ce développement un essor prodigieux, peut savoir gré au doctrinaire apostolique de son échec et au poète de son génie. Pour ses admirateurs aussi, puisque rien ne peut les troubler dans l'exercice du culte mistralien, et que rien n'empêche, rien, le monde d'évoluer et de demander à la littérature française de langue française des inspirations et des directions.

J. Ernest-Charles.





L'action parlementaire nationale

Nos pouvoirs publics, Parlement et Gouvernement, en France comme dans tous les pays en guerre, ont été surpris par la terminaison brusque des hostilités. Après avoir unanimement cru à une guerre courte, en 1914, l'opinion officielle, et la masse aussi de l'opinion publique, voyant quatre années passées sans décision militaire, s'était habituée à l'idée que la lutte continuerait jusqu'au milieu de 1919.

L'illusion d'une issue rapide avait rendu trop sommaire la préparation de la guerre, l'illusion de batailles indéfiniment prolongées entrava la préparation de la paix.

L'armistice a pris la France et ses alliés au dépourvu. Il fallut improviser l'établissement de la paix, comme avait été improvisé l'entretien de la guerre.

Au Parlement, les lois sur la réparation des dommages de guerre, sur les pensions s'étaient discutées longuement, lentement et devant la Chambre et devant le Sénat. Aucune conclusion définitive n'avait clos d'interminables débats. Aujourd'hui, les régions dévastées se plaignent, les veuves, les blessés de la guerre récriminent : il faudra, sans tergiverser, aboutir.

Même situation du Gouvernement, placé brusquement devant la démobilisation, tout à coup imposée par une victoire inopinée. Qu'allaient devenir les millions d'hommes rendus à la vie civile, sans que la place leur y ait été préparée ?

Et la démobilisation surgit, phénomène inquiétant, posant le problème de la réorganisation économique du pays, dressant en même temps le redoutable spectre du chômage.

Nécessité pour le Gouvernement de parer à ces éventualités : l'improvisation s'impose. Elle n'a pas, nécessairement, la valeur des résolutions, des mesures mûrement étudiées et réfléchies.

L'insuffisance des prévisions assurant le passage sans secousse du régime de guerre à celui de paix est grave, au point de vue des affaires intérieures : elle l'est non moins en ce qui concerne les conditions générales de la paix.

A cette place, dès l'année dernière, je réclamais, des gouvernements alliés, l'établissement d'une entente complète sur leurs buts de guerre. Il me semblait de nécessité première que les alliés, la lutte terminée, puissent immédiatement notifier aux adversaires, comme aux neutres, comme aux nations appelées à l'indépendance, du fait de la victoire, les articles du traité de paix. La Conférence aurait dû s'ouvrir le lendemain de l'armistice, consacrée, dès le premier jour, à la délibération entre les parties la veille encore en guerre. Rien de cela n'avait été fait. Avant de pouvoir signifier à l'Allemagne, à la Turquie, à la Bulgarie vaincues, à la Pologne ressuscitée, à la Serbie, à la Grèce agrandies, à la Tchéco-Slavie naissante, les décisions de l'Entente et des Etats-Unis, arbitres des destinées des peuples, il a fallu que les puissances victorieuses se mettent d'accord elles-mêmes.

Deux mois, depuis la signature de l'armistice, n'ont pas suffi à l'établissement de l'Entente pour la paix, entre ceux qui, d'un effort commun, avaient remporté la victoire.

Que va-t-il sortir de ce concile des nations, un peu surprenant par sa composition, dans lequel le Libéria possède une voix, alors qu'à la Belgique il en était attribuée d'abord deux seulement !

Que veut dire cet article du règlement intérieur de la Conférence, établissant que le nombre des délégués n'a d'importance que pour la discussion, non pour la délibération, puisque chaque pays n'a qu'une voix dans les votes ? Le Libéria va-t-il peser autant dans la balance que les Etats-Unis ? La représentation spéciale des dominions anglais ne semble-t-elle pas conférer à la Grande-Bretagne une prépondérance certaine ?

Il est vrai que cette prépondérance ne pourra s'exercer que négativement, puisque, dit le règlement, toutes les décisions devront être prises à l'unanimité.

Cette obligation de l'unanimité nous assure que la Conférence possèdera un moyen certain pour ne rien décider ; ses facultés de réalisation n'en seront sans doute pas renforcées.

Dans le précédent numéro de cette revue, j'avais envisagé le mode suivant lequel fonctionnerait la Société des Nations, comment, notamment, seraient imposées ses résolutions. La Conférence, je le crains, n'aboutira pas au point que j'aurais désiré, que désirent

tous ceux qui ont vu dans la victoire de l'Entente l'aurore de la paix définitive.

De fâcheuses déclarations ont précédé la réunion des plénipotentiaires. L'Angleterre a annoncé sa ferme, son inébranlable résolution, de conserver toute sa puissance sur mer.

Déjà, la jeune Serbie nous fait savoir la création d'une flotte militaire. Bien entendu l'Italie ne peut songer, devant l'apparition du pavillon serbe dans l'Adriatique, à désarmer ses bâtiments de guerre.

Le Japon n'a point caché sa pensée de renforcer, lui aussi, ses escadres et, par un contre-coup fatal, M. Daniels, ministre de la Marine des Etats-Unis, a proclamé, pour son pays, la nécessité d'une flotte toujours plus formidable.

Voilà bien le prélude d'une Conférence de la Paix destinée à supprimer la guerre !

Et quelle inconséquence, quel illogisme dans l'attitude du Premier d'Angleterre, proposant un jour la suppression du service obligatoire dans toute l'Europe comme essentiel au maintien de la paix, et, le lendemain, déclarant que la force maritime anglaise ne peut être réduite !

Illogisme quant aux principes, mais pas quant aux intérêts.

L'Angleterre, puissance maritime incomparable, entend le rester ; elle consent, par contre volontiers, à la diminution des armées de terre, mesure qui, dans la répartition des forces guerrières, réduit, ce qui ne peut lui déplaire, celles des nations continentales.

Aussi quand viendra en discussion l'organisation de la Société des Nations, je prévois toutes les difficultés que la Conférence rencontrera.

Et quelle certitude auront les peuples du maintien de la paix, si la Société des Nations, sur laquelle reposaient tant d'espérances, se réduit à une réédition de l'impuissant tribunal de La Haye ? Que vaudront toutes les consultations des juges internationaux, si leurs arrêts n'ont pour garantie d'être respectés que la conscience de ceux qu'ils ont condamnés ?

Comme les Etats, dès qu'un intérêt un peu grave sera en jeu, céderont aisément à la tentation de résister, puisqu'ils en auront le moyen, c'est-à-dire une armée que le traité de paix général n'aura pas supprimée !

Parce que les peuples seront en république, seront-ils moins belliqueux ? Parce qu'un peuple est en république, il n'est pas fatalement pacifiste ; toutes les guerres de l'histoire n'ont pas été déchaînées par les autocraties. Les républiques grecques se sont sans cesse

combattues, et aucun Etat ne fut plus guerrier, plus impérialiste que la république romaine.

Ne voyons-nous pas, à cette heure même, le bolchevisme russe, dont la prétention est de représenter la démocratie la plus avancée, armer ses cohortes de gardes rouges dans le but de convertir la Pologne et l'Allemagne aux doctrines ainsi qu'aux pratiques en découlant, de Lénine et de Trotsky ?

S'imaginer un esprit nouveau, soufflant sur le monde de par la victoire de l'Entente, serait d'une naïveté que désillusionneront bientôt les événements.

Le monde, après l'effroyable saignée de cette guerre, demeurera assez épuisé pour se tenir quelques années tranquille. L'agitation renaîtra plus tôt que le pensent les optimistes. Et si les nations demeurent armées, malgré les alliances et peut-être à cause d'elles (n'est-ce pas l'histoire de la guerre de 1914 ?), tôt ou tard la guerre renaîtra. Supposons le Japon, l'Angleterre, les Etats-Unis sans flotte de guerre, un conflit, entre ces grandes puissances maritimes, serait impossible. Ne sent-on pas le danger, si elles possèdent des escadres, sans cesse accrues pour ne pas être inférieures à l'une des autres ou aux autres réunies ?

En considérant l'état d'esprit de certains Etats, à la veille de la Conférence, je crains que les changements, attendus de la Société des Nations, ne soient minces, et que persistent les conditions ayant, de tout temps, déterminé les conflits internationaux.

S'il en est ainsi, une grave question se pose, grave surtout pour la France. La persistance des armées de terre et de mer va-t-elle nous obliger à supporter, après la guerre, le fardeau des charges militaires si lourd pour notre pays, si disproportionné avec notre faible natalité ?

Allons-nous encore subir les dépenses d'argent imposées par l'entretien d'une armée, par la constitution de son matériel, dépenses s'ajoutant, se superposant à celles qui nous ont été infligées par la guerre elle-même ?

Allons-nous encore, par l'obligation du service militaire, enlever à la vie de famille, à l'action productive, pendant des mois, des années, toute la jeunesse de ce pays ?

Si un allégement considérable des charges militaires n'est pas la conséquence de notre victoire, la désillusion sera profonde. On se demandera ce que nous aurons gagné au triomphe de nos armes.

Le désarmement général c'était la fin des guerres, la tranquillité pour l'avenir, mais c'était surtout une satisfaction présente, immé-

diate, la sensation précise d'un ordre de choses nouveau s'affirmant dans la suppression presque complète de tous les sacrifices imposés et si péniblement supportés par l'état de cette paix armée dont nous avons souffert pendant quarante ans, chaque année plus pesante.

Les pertes en hommes de la France ont dépassé celles des autres belligérants, et, vu notre faible natalité, sont aussi graves pour l'avenir qu'elles sont douloureuses et onéreuses pour le présent.

Puisque l'espoir d'un désarmement, imposé par le fait de la Société des Nations, semble bien faible, il faut de toute nécessité exiger de nos plénipotentiaires des mesures amenant la réduction de nos charges militaires par un autre mécanisme que celui sur lequel nous avions compté.

L'opinion de notre Gouvernement paraît tournée du côté d'alliances sur lesquelles reposerait notre sécurité.

Tout, au point de vue allégement des services militaires, dépendra du fonctionnement de ces alliances.

Si l'entente de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, des Etats-Unis survit à la guerre, ces quatre puissances représenteront leur faisceau étant solide, une force à laquelle rien ne pourra résister, en face de laquelle aucune coalition ne sera capable de se dresser.

Si le système des alliances est loyalement pratiqué par tous les alliés, il ne s'agira pas, pour chacun d'eux, de posséder une armée invincible par elle seule. Le but de l'Entente prolongée sera, je l'espère, de former une puissance collective avec des éléments agissant loyalement de concert, pour le maintien de la paix. Dès lors le service militaire, nécessité pour la constitution de cette force collective, devra être allégé pour chacun des participants.

L'Entente sans arrière-pensée d'intervention militaire individuelle, spéciale à l'un des alliés, l'Entente réunissant la puissance de chacun de ses participants, dans l'unique but de défendre la paix générale, conséquence annoncée de la victoire, serait aussi efficace que la Société des Nations puissamment organisée.

Dans mon article précédent, j'étais arrivé à cette conclusion logique : la force au service des décisions internationales serait formée par les seuls soldats de l'Entente.

Avec le système des alliances, véritable garantie de la paix, la Société des Nations n'étant qu'une splendide façade, situation à laquelle, je le crains, nous allons aboutir, le désarmement est encore possible.

Nos plénipotentiaires, espérons-le, tiendront aux alliés ce langage :

« Répartissons, proportionnellement à leur population, aux pertes qu'ils ont subies, au chiffre de leur natalité, entre les alliés des charges militaires collectives. L'armée de l'Entente sera l'armée de la paix. Son entrée en campagne se produira uniquement afin de maintenir cette paix, d'appuyer les décisions du tribunal arbitral des conflits internationaux. Nous demandons pour la France de fixer au minimum sa quote-part. »

Si ce langage est écouté, nous verrons chez nous le service militaire si réduit, que sa charge deviendra, à tous égards, insignifiante.

Le Parlement, le Gouvernement auront le droit de dire au pays que si la lutte a été terrible, douloureuse pour les générations présentes, elle aura sauvé, des mêmes horreurs guerrières, les générations à venir, leur aura assuré une existence de paix consacrée entièrement au travail utile et productif, et non plus sacrifiée à la préparation à la guerre.

La réduction du service militaire, des dépenses militaires, est la condition essentielle de notre prospérité économique, de la conservation de notre race par le relèvement de la natalité. Si ce résultat n'est pas atteint, la victoire ne nous aura apporté que la gloire et de la gloire une nation ne vit pas. La gloire n'est qu'un ornement.

Je fais confiance au Gouvernement qui ne peut avoir une autre conception des conditions primordiales, nécessaires de la paix, et la Chambre, j'en suis convaincu, est unanime sur ce sujet.

C'est ce que je disais déjà, à la fin de mon précédent article, dont une faute d'impression a défiguré la dernière phrase :

« La paix par le désarmement doit être le mot d'ordre de tous les démocrates. »

Victor Augagneur.





Revue des Revues

Les analyses d'articles de revues sont purement objectives et données ici uniquement à titre documentaire. Toute leur pensée, comme aussi toute leur responsabilité, est laissée aux auteurs des articles, et nos collaborateurs n'interviennent jamais pour apprécier ou critiquer en aucune façon (Lorsqu'il sera nécessaire d'ajouter quelque chose, pour expliquer l'article, ces explications seront toujours en italiques.)

La face de la terre. — M. P. Termier étudie le livre du géologue Edward Suess « La face de la terre » (A. Colin, éditeur).

« La face de la terre » n'est pas un traité de géologie. A vrai dire, ce livre ne ressemble à aucun autre livre de science ; et quand on veut l'appeler de son véritable nom, le mot de poème se présente naturellement à l'esprit. Edward Suess n'enseigne pas, il dit ce qu'il voit, comme il le voit. Il n'explique pas, il présente. Il ne démontre pas, il donne des impressions. Il ne s'embarrasse pas des détails ; son unique souci c'est la synthèse.

La géologie a marché d'un pas rapide depuis qu'Edward Suess a écrit en 1882 son premier volume. Mais directement ou indirectement il a sa part souvent prépondérante dans toutes les récentes découvertes, soit qu'il les ait prédites, soit qu'elles sortent nécessairement des idées qu'il a semées, soit parce que les géologues auxquels nous les devons sont ses disciples.

De ces géologues qui s'élèvent ainsi à l'appel d'Edward Suess, le plus illustre sera Marcel Bertrand, l'observateur plein de génie qui fondera sur des bases précises la doctrine des grandes nappes, la thèse des vastes charriages.

Aujourd'hui, grâce aux disciples de Suess, grâce au mouvement scientifique dont il a été l'excitateur et le chef, on commence à comprendre ; et le brouillard se lève qui couvrait les chaînes de montagnes.

Les fortes et pures jouissances que nous éprouvons à lire ce livre doivent nous faire souvenir dans un même sentiment de gratitude des deux hommes auxquels nous les devons : l'auteur et traducteur, Emmanuel de Margerie, que nous devons admirer non seulement pour l'exactitude scrupuleuse, la fidélité respectueuse de sa traduction, mais encore pour la prodigalité magnifique par laquelle ce disciple a enrichi l'œuvre d'Edward Suess. Grâce à lui, dans une moitié du monde scientifique, l'œuvre de Suess pénètrera plus compréhensible et plus riche ; et dans l'autre moitié, bien des savants qui ont lu « Das Antlitz der Erde » préfèreront « La face de la terre ». — R. C. (*Le Correspondant*, 10 novembre 1918.)

Un empereur romain féministe. — Les idées évoluent sur le rôle de la femme dans notre Société moderne, et cette émancipation semble un fait de toute actualité. Pourtant, il y a bien des siècles déjà, nous disent MM. Louis Denise et G. de Dubor, un empereur romain était allé au delà des rêves féministes les plus ambitieux.

Héliogabale, grand prêtre d'Emèse, consacré au dieu Soleil, séduisit par sa beauté les légions romaines qui venaient de conquérir la ville au point qu'il se fit nommer empereur romain par elles, d'ailleurs habilement aidé en cela par sa mère qui répandait l'or à profusion parmi les troupes victorieuses.

Héliogabale est donc maître du monde. Quels faits vont marquer son règne ? Son premier soin fut de faire venir à Rome l'image de son dieu, ordonnant à tous les magistrats de Rome d'invoquer, même dans les sacrifices publics, le nouveau dieu avant tous les autres.

Toute une autre série d'actes sont caractérisés par leur tendance nettement féministe.

Le fait le plus curieux de son règne, unique dans les annales romaines, est la création d'un Sénat de femmes. Lors de la première assemblée du Sénat (il s'agit ici du vrai Sénat de Rome), il fit mander sa mère.

Il établit aussi sur le mont Quirinal un petit Sénat ou Sénat des femmes. Mais ce Sénat « Semianiorique » (du nom de sa mère) n'enfanta que des édits ridicules sur les modes des femmes. On y décidait quel habit chacune porterait, qui aurait le droit de porter à sa chaussure de l'or ou des pierreries.

Un rôle politique, une part dans les affaires de l'Etat, l'accès aux charges publiques sans doute, voilà ce que rêva pour les nations romaines le Syrien couronné.

Il ne s'en tint pas là malheureusement et voulut pour elles le libre choix des amours, la satisfaction de leurs caprices, toutes facilités de mœurs.

Ce n'est pas tout encore : il couvrit de sa protection les prostituées de Rome. Il courait souvent les quartiers mal famés de Rome et rachetait toutes les prostituées, leur rendant la liberté.

Comment expliquer cette générosité qui tendait jusqu'à l'immoralité ? Par la religion monstrueuse dont il était le grand pontife.

La prostitution sacrée n'avait nullement dans l'antiquité le caractère d'opprobre que lui donnent les sociétés modernes. Dans l'Asie mineure et dans la Phénicie, elle était véritablement reconnue et respectée. Et son dieu lui-même ne demandait-il pas le sacrifice de la virginité comme un acte recommandable ?

Et l'auteur veut voir jusque dans les actes étranges et insensés qui ont marqué le règne d'Héliogabale un cas de fanatisme religieux dû à son entourage féminin, et au milieu dans lequel il passa sa jeunesse. — R. C. (*Mercure de France*, 1er novembre.)

L'Inflation des prix en temps de guerre. — M. Roswell C. Mc Crea contredit dans *Chemical and Metallurgical Engineering* la théorie de la plupart des économistes selon laquelle l'Etat n'a pas à intervenir entre vendeurs et acheteurs, théorie fondée sur ce fait que la baisse des prix entraîne une réduction dans la production, et inversement. L'élévation de prix ne produit pas nécessairement l'augmentation de la production, elle provoque plutôt la création de substituts ; par exemple, l'Allemagne voyant monter le prix du blé, a cherché un substitut moins cher : la pomme de terre. De même l'élévation des prix se produisant dans les produits du sous-sol, l'exploitation en est recherchée par des moyens plus économiques.

L'inflation des prix de vente a provoqué la hausse des salaires et indirectement le prix de revient des produits du travail. L'immigration aux Etats-Unis a cessé, les nécessités militaires ont diminué la main-d'œuvre. L'activité industrielle a changé de direction, mais le volume de la production totale a diminué. En Angleterre, le Gouvernement n'a d'abord pas contrôlé l'industrie ; en 1916, il est devenu nécessaire qu'il limitât les prix des matières premières et, en 1917, il contrôlait presque toute la fabrication des munitions et les approvisionnements de fer et d'acier. Cette fixation du maximum des prix de vente est une bonne mesure économique, même si elle diminue la production. Quand le fer valait 70 dollars la tonne, le bénéfice était pour les usines capables d'en produire ; quand ce prix a été abaissé à 33 dollars, des hauts fourneaux improvisés furent éteints, mais le pays est en meilleure situation avec un peu moins de fer à 33 dollars qu'avec une production un peu plus élevée à 70 dollars. — J. L. P. (*L'industrie chimique*, octobre 1918.)

Memento Bibliographique

L. DE VOINOVITCH : **La Dalmatie, l'Italie et l'unité Yougoslave (1797-1917)** (Georg et Cie).

Au moment où les plénipotentiaires des différents pays se réunissent pour refaire la carte du monde, M. de Voinovitch apporte sa contribution à la future paix européenne. Il n'est pas sans doute de question plus complexe que celle des nationalités dans les Balkans. Elle est obscure pour le public ; et si nombreuses sont les considérations de tout ordre dont on doit tenir compte, qu'elle manque de clarté aussi parfois pour les gens de la carrière.

M. de Voinovitch a voulu mettre de la lumière dans l'ombre, de l'ordre dans la confusion. C'est un véritable dossier qu'il a établi ; et pour la Dalmatie, son client, il plaide avec chaleur. Il s'agit, au nom de la justice et du droit, au nom du principe des nationalités aussi, de rendre enfin, dans une Europe libre, la liberté à un peuple qui fut toujours asservi. Il s'agit de le sauver d'un asservissement nouveau. La liberté ne consiste pas à changer de maître. Dès le VIIe siècle, la Dalmatie est slave. Au XVIIe, au XVIIIe et au XIXe siècle, elle préconise son programme national. Ce n'est que depuis 1874 que l'on parle en Dalmatie d'une nationalité italienne. Il faut connaître l'histoire d'un peuple si l'on veut se rendre compte avec précision de ses aspirations.

Cette histoire, M. de Voinovitch nous la fait connaître, dans ses détails, pour la Dalmatie : et elle aboutit à cette conclusion : Le peuple de Dalmatie et de Croatie veut obtenir l'unité et n'accepte aucune domination étrangère. On ne peut que souhaiter que le Congrès de la Paix tienne compte de ce vœu.

JEAN DES COGNETS : **D'un Vieux Monde** (Fasquelle).

On n'a pas oublié la pénétrante étude que, quelques mois avant la guerre, M. Jean des Cognets consacrait à la Vie intérieure de Lamartine. On retrouvera dans le livre d'imagination qu'il publie aujourd'hui, les qualités de clairvoyance, de finesse, d'émotion, qu'on avait remarquées alors. Faut-il dire d'ailleurs que c'est une œuvre d'imagination, et n'est-ce pas plutôt, comme l'étude sur Lamartine, une œuvre d'observation, d'analyse et de compréhension ? Et l'analyse est profonde, l'observation est précise, parce que c'est d'un esprit sympathique et d'un regard affectueux, que M. Jean des Cognets analyse et observe. Comme il a regardé dans l'âme de Lamartine, il a regardé autour de lui dans ce village breton qui sert de décor à ces différents épisodes, les gestes et les visages ; et les gestes l'ont conduit vers les cœurs, ont éclairé d'une lumière intérieure les visages. Des poèmes encadrent chaque récit, comme la campagne encadre les maisons, les fermes, l'église. Et tout le village vit avec ses personnages les plus humbes d'aspect, et aussi les plus caractéristiques, il vit avec tous les traits de sa race. Tout le recueil, sobre d'émotion, n'est que plus émouvant. M. Jean des Cognets aime son village. Il aime la Nature et les divers reflets des saisons sur elle. Il aime ceux qui l'habitent et les passions qui sont en eux. C'est là le grand charme de ces récits, la sympathie de celui qui les conte, sympathie, d'ailleurs clairvoyante, et qui, si elle n'excuse pas les fautes, les comprend.

P. D.

La Vie Curieuse

ARISTE

« *Ariste* », revue d'art littéraire, conçue sur un plan entièrement nouveau, est divisée en deux parties :

Les Essais Ariste, plaquette mensuelle de bibliophiles, évitant la forme spicilège ou anthologie, mais ayant son unité propre et contenant l'œuvre d'un seul auteur, avec des ornements ou des illustrations créés spécialement pour chaque œuvre (clichés au trait en couleurs, camaïeux, enluminures à la poupée et aux patrons, bois gravés, etc., suivant la nature de l'œuvre). Véritables petits chefs-d'œuvre de la jeune littérature, imprimés et édités avec le plus grand souci de la forme qui convient à chacun, les *Essais Ariste* paraissent encartés dans :

La Chronique Ariste, critique et commentaires littéraires d'actualité, bulletin de bibliophilie.

Le tome I d'« *Ariste* » (année 1918), broché avec tables spéciales : 12 francs, chez le directeur, KER-FRANK-HOUX, à La Chézine, avenue de La Chézine, à Nantes, ou aux éditions GEORGES CRÈS ET CIE, 116, boulevard Saint-Germain, à Paris.

Le tome II (1919), pour commencer à paraître en janvier : 10 francs.

Spécimens des tirages contre 0 fr. 25. (Adresser les demandes au directeur d' « *Ariste* », à Nantes).

Echos de la Bourse

Janvier 1919.

L'année a commencé sous les auspices les plus favorables. La période des fêtes et déplacements terminée, la préoccupation des affaires s'est de nouveau manifestée dans la plupart des compartiments du marché. Un stimulant particulier s'est produit sous la forme d'une réduction du taux d'intérêt des Bons de la Défense Nationale, ce qui, tout naturellement, a provoqué des demandes sérieuses en Rentes françaises ; les 4 %, 5 % et 3 % étaient surtout recherchées.

Les Obligations de la Ville de Paris, dont le marché est plus calme, n'en sont pas moins fermes, toujours en vogue auprès des spécialistes de ce genre de titres.

Les indications ayant trait à l'exercice écoulé qui commencent à pénétrer sur le groupe de nos grandes banques, et la venue prochaine de nombreuses affaires sont escomptées par des acheteurs avisés qui n'hésitent pas à prendre position.

Amélioration des Chemins de fer français, sur les perspectives que laisse entrevoir une combinaison possible entre l'Etat et les Compagnies.

Parmi les Industrielles, les bonnes dispositions persistent en faveur des valeurs de Produits chimiques et d'Electricité.

ALIX.

Crédit Mobilier Français. — L'assemblée générale des actionnaires du Crédit Mobilier Français, tenue le 29 décembre, sous la présidence de M. de Lapisse, président du Conseil d'administration, a voté à l'unanimité toutes les résolutions qui lui étaient soumises et fixé, en conséquence, le dividende à 20 francs par action.

Les bénéfices nets de l'exercice se sont élevés à 3.630.602 fr. 32 et, avec le report de l'exercice précédent : 1.123.034 fr. 27, le solde du compte de Profits et Pertes était de 4.754.236 fr. 59.

Le dividende de 20 francs absorbe seulement 3.200.000 francs et, après attribution à la réserve légale de 181.530 fr. 11, il est reporté à nouveau : 1.372.706 fr. 48.

Le dividende est payable aux caisses du Crédit Mobilier.

Les administrateurs sortants : M. de Créqui-Montfort, Eonnet, de Gunzburg, de Lapisse et R.-G. Lévy ont été réélus et l'assemblée a ratifié la nomination comme administrateurs de MM. Walter-Berry, président de la Chambre de commerce Américaine de Paris, et Louis Guérin, président du Conseil de Gérance de l'Industrie Linière.

Energie Electrique du Sud-Ouest (Société anonyme au capital de 30 millions de francs). — Placement de 40.000 obligations 6 % de 500 francs net d'impôts présents et futurs. — Ces obligations seront remboursables en 50 années, à partir de 1927, la Société se réservant le droit d'anticiper les remboursements à partir de 1929.

Prix d'émission : 495 francs, jouissance 15 janvier 1919.

On souscrit dès maintenant à la Banque Nationale de Crédit, à Paris, et dans toutes ses succursales et agences.

L'insertion au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* a paru dans le numéro du 13 janvier 1919.

Le Crédit Commercial de France (ancienne Banque Suisse et Française), s'est négocié à 730. Les actionnaires sont convoqués pour le 29 courant en assemblée extraordinaire en vue de se prononcer sur une augmentation du capital, à raison des apports faits par la Banque de Bordeaux.

Banque de France. — Le *Journal officiel* du 22 décembre 1918, a publié le texte de la loi prorogeant de vingt-cinq ans, à partir du 1er janvier 1921, le privilège d'émission de la Banque de France.

Les conventions annexées à cette loi consacrent une série d'avantages nouveaux en faveur de l'Etat et du commerce : augmentation du nombre des places bancables ; développement des facilités pour les règlements par écritures ; extension du concours de la Banque au service de caisse du Trésor ; admission à l'escompte des Sociétés de caution mutuelle du petit commerce et de la petite industrie ; modification du régime de la redevance, dont l'accroissement sera réparti par une loi entre des œuvres de crédit.

Enfin, des mesures ont été prises en vue de hâter le dégagement de l'actif de la Banque qui sert de contre-partie à la circulation des billets et dont le Gouvernement et le Parlement ont eu le souci de rétablir progressivement la liquidité. On sait que, aux termes de la Convention du 21 septembre 1914, l'intérêt des avances de la Banque de France à l'Etat doit être, un an après la fin des hostilités, augmenté d'un supplément de 2 %, lequel sera porté à un compte d'amortissement destiné, après couvertures des pertes sur portefeuille moratorié, à l'atténuation de la dette de l'Etat. A l'occasion du renouvellement du Privilège, il a été stipulé que ce compte serait également crédité des prélèvements de l'Etat sur les bénéfices de la période de guerre.

Le compte d'amortissement a fait son apparition dès la promulgation de la loi au bilan du 26 décembre 1918. Il y figurait déjà pour 437 millions. Depuis lors, il s'accroît régulièrement de semaine en semaine comme le prévoient les conventions au fur et à mesure que sont réalisés les produits soumis au prélèvement de l'Etat.

Société du Gaz de Paris. — MM. les Actionnaires sont informés que le Conseil d'administration, en vertu de l'art. 47 des statuts, a décidé la mise en paiement, à partir du 20 janvier courant, d'un acompte d'intérêts

de 5 francs (moins impôts) par action. Par suite des diverses lois de finances, cet acompte sera payable à raison de 4 fr. 75 par action nominative, et 4 fr. 469 par action au porteur contre présentation du coupon numéro 21.

Banque Française pour le Commerce et l'Industrie. — L'assemblée générale du 23 courant a approuvé les comptes de l'exercice 1917-1918 qui se soldent par un bénéfice net de 5.057.669 francs et décidé la répartition d'un dividende de 6 %, soit 15 francs brut par action, payable à partir du 28 décembre.

Le rapport signale le concours actif donné au Gouvernement français : Emprunts 4 % 1917 et 1918, souscription aux Bons de la Défense nationale, Emprunt marocain 5 %, crédits pour l'amélioration du change à l'étranger. La Banque a coopéré très largement à la plupart des crédits et émissions réalisés sur la place en faveur des entreprises touchant l'intérêt national.

Le bilan fait ressortir une situation de trésorerie très large. Le dividende absorbant 3.600.000 francs, les réserves et le report à nouveau sont dotés de 1.457.669 francs.

Ville de Paris. — Les nouveaux Bons municipaux. — L'émission de 250 millions de Bons municipaux aura lieu le 27 janvier courant.

Comme on le sait, cette opération a pour but de procurer au Trésor municipal les ressources nécessaires, en attendant que soit effectué l'emprunt de 1.500.000 francs, destiné à consolider la dette flottante que la Ville de Paris a dû contracter pendant la guerre et du fait de la guerre.

L'émission des nouveaux Bons municipaux est, à peu près sûrement, la dernière occasion qui s'offre aux épargnants et capitalistes de s'assurer le privilège de souscription au prochain grand emprunt de consolidation et à ses avantages.

La Commission des Emprunts du Conseil municipal, après une étude nouvelle des conditions de l'émission et pour se conformer au désir du Ministre des Finances, à l'amélioration du marché de l'argent et à la diminution récente de l'intérêt des Bons à six mois de la Défense nationale, a décidé, sur la proposition de l'Administration, de réduire légèrement l'intérêt des nouveaux Bons municipaux, comparativement à celui des Bons précédemment émis.

L'intérêt sera de 5 % l'an pour les Bons à six mois et de 5,25 % pour les Bons à un an. Il sera payé *net* à l'échéance, c'est-à-dire sans aucune retenue pour les impôts.

Les porteurs de Bons qui exerceront, le moment venu, leur privilège pour la souscription à l'emprunt de 1.500 millions apporteront ces Bons pour leur valeur nominale avec les intérêts courus en plus.

Comme pour les émissions précédentes, les nouveaux Bons municipaux seront émis à guichets ouverts.

En versant leurs fonds, les souscripteurs recevront des Bons de 100 francs, de 500 francs, de 1.000 francs, de 10.000 francs, de 100.000 francs et même de 1 million de francs, à leur volonté. Les Bons de 100.000 francs et au-dessus seront délivrés à leur ordre, s'ils le désirent.

L'émission des nouveaux Bons municipaux sera certainement accueillie avec faveur par le public. Ils seront recherchés, à cause de leur rendement élevé, de leur entière sécurité et des droits de préférence qui leur sont attribués pour souscrire au prochain grand emprunt à lots de la Ville de Paris.

Le Gérant : J. Muller.

81-19. — — Imp. du Palais, 20, r. Geoffroy-l'Asnier, Paris.



Paix américaine
Paix française

C'est ici que le coup a frappé, parce que les dirigeants du monde n'est pas prévu à temps le moyen de l'éviter ». (Le Président Wilson devant la Chambre des Députés le 3 février 1919.)

« Naturellement, une Société des nations dans laquelle entrent la France et l'Amérique, doit être profondément soutenue par la conviction de leurs peuples et par la détermination chez chacune des nations parties à cet accord, de renoncer sans hésitations à son isolement traditionnel et d'être prête à employer sa force nationale hors de ses frontières aussi bien en temps de paix que sous la pression de la guerre. » (Le Président du Conseil, Georges Clemenceau, dans une interview de l'Associated Press, 10 février 1919.)

LA FORME DU PATRIOTISME AMÉRICAIN

Dans ce Brest, où le Président Wilson a mis pied sur la terre de France aux acclamations d'une foule française et d'où il vient de repartir pour les Etat-Unis, j'ai eu, il y a un an, de vives impressions de l'Amérique en guerre, débarquant sur cette extrême pointe de l'Europe pour venir combattre en faveur de la liberté contre le militarisme et l'autocratie.

Je me revois en face de l'amiral Wilson, un énergique, cour-

tois et gai marin me disant : « Oui, nous sommes une des plus grandes communautés humaines, une des plus libres, une des mieux organisées. » Il désignait ainsi son pays dont il était fier, me faisant remarquer, cependant, qu'il était lui-même d'origine irlandaise, ce qui le rapprochait des gens de ce pays de Bretagne, Celtes, cousins de leurs voisins d'Irlande.

Une partie de sa flotte était en rade, avec deux grands liners pris aux Allemands et débaptisés. « Nous avons voulu, me dit-il, montrer aux Allemands que nous considérions qu'il y a parmi eux de bons éléments, et que nous ne faisions pas la guerre aux braves gens, mais aux coquins tyranniques qui abusent de leur force contre les faibles. Nous avons donné au *Frederic-der-Gross* le nom de *Martha-Washington*, la mère du fondateur de notre indépendance, et le *Prince-Eitel* est devenu le *Von-Steuben*, un courageux Allemand qui a combattu parmi les nôtres pour la liberté. »

Cette expression « communauté humaine » et cette évocation voulue des héros et des héroïnes d'origine allemande qui ont traversé l'histoire des Etats-Unis, me donnait tout de suite la mesure élargie, abstraite, du sentiment patriotique américain, dégagé des attaches de terroir, de clocher et libéré des préjugés de races.

Je devais, le lendemain, avoir une sensation plus immédiate, plus directe encore de ce patriotisme yankee qui est le lien d'une union, d'une entente, d'une coopération entre les citoyens d'une grande fédération (le mot *communauté humaine* était bien exact) et qui ne doit rien aux attaches du sang, de la tradition et de la religion.

Le régiment du Michigan débarquait. Beaux soldats, belle tenue après un dur voyage. Débarquement rapide et en ordre parfait. Mais que de visages différents parmi ces jeunes hommes ! La plupart étaient de Détroit, centre usinier qui attire un grand nombre d'émigrants. Les célèbres établissements Ford renferment vingt nationalités parmi leurs ouvriers. Pendant quelques instants de halte, avant leur défilé dans la ville vers le camp de repos de Lambezellec, je m'entretins avec les troupiers. Ceux-ci, comme l'amiral Wilson, comme tous les Américains m'indiquaient leur origine européenne... Un juif roumain, un Italien,

un Irlandais, un Suédois... L'un d'eux s'exclama : « Mais il y a de tout dans notre régiment. Nous avons aussi des Boches. Il faut que vous voyiez nos Boches. » Et l'on héla de grands garçons à têtes carrées, qui vinrent en souriant me serrer la main et se nommer, nullement gênés d'être fils d'Allemands et frères par le sang de ceux avec lesquels ils allaient se mesurer.

Ces gens-là me donnaient une forte idée de l'agrégation transformatrice des éléments européens au milieu de l'Union américaine et du dévouement absolu des immigrés à la nation qu'ils avaient choisie. Et cependant, pas un d'entre eux ne reniait son ascendance européenne, bien au contraire.

Leur sentiment, dans ses lignes essentielles, se résume ainsi : Les Américains sont fiers de leur origine européenne. Ils rappellent avec complaisance qu'ils ont une famille ici ou là, dans un des trop nombreux pays de l'Europe divisée, au sein de laquelle les nationalités resserrées, se replient sur elles-mêmes, s'exaltent, se jalousent et multiplient les inévitables antagonismes individuels par le redoutable antagonisme collectif.

Mais à côté de cette petite satisfaction d'amour-propre qui a surtout pour objet le désir de répondre aux vieux Américains, orgueilleux de leurs ancêtres installés depuis longtemps sur le territoire des Etats-Unis, par cet argument qu'ils sont, eux, les derniers venus, de même naissance que ces premiers venus, ni plus ni moins, les Américains sont parfaitement satisfaits d'être devenus les citoyens libres d'un grand pays qui leur a donné, ils le savent, le maximum d'indépendance, de sécurité et de prospérité qu'ils eussent jamais pu obtenir dans le monde.

Cette nation représente ce que les siècles n'ont pas encore vu, une association d'hommes uniquement basée sur la morale chrétienne (chrétienne et non pas spécialement catholique romaine, orthodoxe ou juive), par conséquent ne connaissant ni castes, ni classes, ayant pour objet le travail en commun, singulièrement facilité par cette absence de classes, et ayant en vue ce droit, inscrit audacieusement dans leur Déclaration, et que nul document officiel d'aucun autre pays ne mentionne : « le droit à la poursuite du bonheur » !

L'Europe possède encore aux yeux des Américains un véritable prestige. N'en doutons plus aujourd'hui, ce prestige est en

grande partie un legs du passé, un souvenir, un reste de l'admiration que les pauvres Yankees d'il y a soixante ans nourrissaient pour le Vieux-Monde dont les moyens industriels et commerciaux dépassaient alors les leurs. Depuis cette époque, les Etats-Unis ont fait de gigantesques progrès. La nation, au milieu de laquelle une seule ville produit un quart de l'acier fabriqué dans l'univers, n'a pas grand'chose à envier aux vieilles contrées capables virtuellement de faire mieux encore et plus grand, mais matériellement incapables de réaliser ces entreprises, entravées comme elles le sont par des divisions extérieures et intérieures, séparées entre elles par des douanes, des haines, des rivalités, et fractionnées en classes, en castes, en hiérarchies sociales.

La grande guerre a certainement, dans une certaine mesure et d'une certaine manière, resserré les liens qui unissaient les Etats-Unis à l'Europe. Néanmoins, constatons la réalité, la guerre a porté un coup sévère à la croyance mondiale admise en la supériorité européenne. Les Américains, comme les Australiens, les Canadiens, les Sud-Africains, ont pu faire trop de comparaisons.

L'Europe leur plaît comme un vieux quartier, de vieilles maisons où ils ont des souvenirs, mais où ils ne reviendront jamais s'installer. Ils sont depuis longtemps un peuple à part pour avoir su créer une civilisation qui, matériellement, ne doit rien par son organisation à l'Europe, puisque l'Europe avait rejeté de son sein les fondateurs moraux de l'Union. Ces pionniers héroïques ont créé un monde qui, en tant que la chose humainement se peut, s'est développé suivant leur plan initial et dont le dogme premier est l'association par le travail. L'Union américaine n'est rattachée à l'Europe que par les principes inspirateurs de ses fondateurs, dus tout entiers à une réaction contre l'évolution religieuse et sociale européenne.

Et cela est considérable. L'ayant réalisée pour leur compte, vont-ils tenter de donner à l'Europe, aux gouvernements de l'Europe bouleversés, révolutionnés, ou renversés par la guerre, un nouveau statut modelé sur cet idéal qui fit leur grandeur et leur force ?

Telle est la question qui se pose aujourd'hui.

LE MONDE NOUVEAU ET SES DOGMES

Dans son association pour le travail, ce Monde nouveau qui ne connaissait ni différence de race (ou plutôt de nationalité), ni différence de naissance, ni différence de religion, devait connaître entre ses citoyens un étalon social, puisqu'il en faut toujours un entre les hommes dans toutes les sociétés les plus rudimentaires comme les plus élevées.

Cet étalon, c'est la faculté de travail de l'individu, ce que les Américains nomment *efficiency*. Ce monde est donc celui du travail. Les Européens se sont abusés en croyant que les Etats-Unis étaient le monde de l'argent. Dans l'argent, les Américains n'admirent que la puissance de travail, l'ingéniosité, les efforts de celui qui a su faire fortune ; et l'argent même n'est envisagé que comme un moyen pour aider les entreprises.

Pour défricher, cultiver leur immense continent, le traverser de routes et de chemins de fer, pour créer des industries, il a fallu aux Américains une immense somme de labeur.

Au cours du siècle dernier, pendant que l'Europe faisait des rentiers et renforçait le nombre des parasites sociaux, en augmentant son aristocratie et en créant une administration compliquée, pendant que le Vieux-Monde diminuait sa puissance productive en s'imposant le service militaire obligatoire, les Américains se sont si complètement entraînés au travail, ils ont appelé à eux un si grand nombre de travailleurs dont ils ont formé de si nombreuses et de si vigoureuses équipes, qu'ils sont devenus la nation la plus laborieuse et la plus prospère, celle où le travail est le mieux organisé, le mieux payé, le plus fructueux, le plus respecté. Des conséquences s'en sont suivies. Le travail dominant la vie aux Etats-Unis, et empruntant naturellement toutes ses méthodes à la science, son influence s'est fait sentir partout. C'est ce qu'on appelle en Europe, avec un certain dédain « l'esprit pratique américain », quand on n'ajoute pas « c'est le bluff américain ». En réalité, ce n'est pas absolument l'esprit scientifique, mais bien l'application de cet esprit à tous les ordres du travail. Et pour expliquer ce genre de tendances régularisatrices, déterminées par l'observation et l'expérience, tout à fait détachées de l'empirisme, les Américains ont un autre mot qu'ils

répètent souvent : *System*. Chacun cherche dans sa sphère à exécuter sa tâche suivant un *system* donné, auquel il cherche des perfectionnements et de manière à faire plus vite et mieux. De là, la « *taylorisation* », bien connue aujourd'hui qui règle tous les mouvements d'un artisan minutieusement comme la manœuvre d'un soldat ou la technique d'un chirurgien, afin d'augmenter sa production sans augmenter son effort. De là également, la « *standardisation* » qui ne s'applique plus au travailleur, mais à ses machines et à sa production, afin de simplifier l'outillage, le matériel et d'abréger l'apprentissage. De là, enfin, la spécialisation des travailleurs, afin qu'un ouvrier, comme un savant, celui-ci n'appliquant son habileté et celui-là ses investigations qu'à un certain genre de besogne limité, cette besogne bien connue dans ses détails soit aisément et parfaitement effectuée. Et pour se subordonner sans révoltes à cette organisation, pour peupler leur immense continent, les Etats-Unis n'ont cessé de recevoir la plus docile émigration. Les pauvres gens de l'Europe, unis par un sentiment moins noble sans doute mais analogue à celui des courageux pèlerins de la « May-Flower », venaient chercher outre-océan ce que l'Europe leur avait refusé : l'indépendance dans le travail.

Voilà par quelles étapes les Américains sont arrivés à former le groupe humain le plus nombreux et le plus accompli des travailleurs d'ensemble.

Travaillant d'ensemble, d'après ces règles, les Américains ont été les promoteurs de ce qu'ils appellent la *quantity production* et de ce que nous appelons « production en série », la fabrication d'un objet d'un type déterminé sur une échelle formidable, ramenant le prix de revient à un extrême bon marché de manière à s'adresser au plus grand nombre possible d'acheteurs.

Le dogme de la *quantity production* dominant partout dans l'industrie et dans l'agriculture aux Etats-Unis, fatalement les Américains devaient chercher à en faire l'application en d'autres branches de leur activité. Ils l'ont essayé en science. Les résultats n'ont pas partout été brillants. En hygiène publique, ils ont mieux réussi. Unifier les prescriptions, les surveiller par des statistiques, les imposer par une stricte surveillance, en confier l'application à des fonctionnaires compétents, était relativement aisé.

Ils l'ont essayé en art, et de même que dans la science, ils ont essuyé un échec. Pourtant dans cet art nouveau du cinéma, qui permet et réclame la collaboration immédiate des auteurs, des acteurs, du metteur en scène, ils ont triomphé jusqu'ici.

Ils l'ont essayé dans l'éducation publique. Là, ils ont parfaitement réussi. Leur conception de *standardiser* l'individu, de faire par l'instruction des citoyens animés des mêmes sentiments, les Européens l'ont eue également, en dépit des obstacles auxquels, en Angleterre et en France, se sont heurtés les éducateurs officiels combattus par les religieux. au nom de la religion, masquant d'ailleurs presque toujours une opposition politique au gouvernement en place.

Ainsi, grâce au travail intense, organisé scientifiquement pour produire beaucoup suivant des méthodes d'une technique étudiée et unifiée, les Etats-Unis transforment en véritables Yankees les échantillons des différentes nationalités que chaque année l'émigration jette sur leur territoire. Leur fameux *melting pot*, le creuset d'amalgamations, c'est leur organisation de travail intensif et bien rémunéré qui encourage autant les initiatives que l'oisiveté perpétue la routine.

Nous devons au *system*, à la *standardisation*, à la « *taylorisation* », à la « spécialisation », au culte de l'*efficiency*, à la faculté de la *quantity production* américaine, nous devons l'armée, la flotte, les vivres, le matériel que les Etats-Unis sont venus jeter si promptement et à la dernière heure dans la bataille des nations, pour amener en notre faveur un résultat décisif. Triomphe militaire, qui est un triomphe du travail organisé sur une large échelle avec des moyens d'une envergure énorme, et maniés par des techniciens éprouvés accoutumés aux entreprises en coopération.

Si les Américains sont entrés dans la grande guerre, c'est que la presse combinée en *system* a accepté la tâche de la rendre populaire. C'est qu'une publicité puissamment organisée : conférences, affiches, tracts y a aidé ; et c'est que tous ces Américains, élevés d'après les mêmes méthodes et travaillant d'après les mêmes techniques, se sont fait une opinion collective et ont ensemble évolué sans divergences sensibles vers le même sentiment.

Il n'y a pas d'autres causes, pas d'autres raisons à l'extraordinaire triomphe américain, aussi admirable dans son genre par l'ordre, l'ingéniosité, la discipline, la cohésion et la vigueur constitutive qu'il représentait, que le miracle des Français repoussant l'ennemi avec des moyens de fortune, improvisant sans cesse la guerre durant quatre années, retrouvant leur force et leur génie devant leur sang coulant à flot.

Il faut expliquer d'abord ces choses pour faire comprendre la conception de la paix que les Américains veulent apporter à l'Europe, d'après le même système qui leur a permis de lui apporter des hommes, des vivres, des matières premières. Et il faut bien comprendre que dans cette contrée où l'on a presque réalisé, par l'unisson des opinions, l'homme interchangeable, le Président Wilson qui se dit le serviteur de la nation, en est parfaitement le représentant.

Le Président Wilson, suivant la méthode américaine, a fait travailler le problème de la paix européenne par une série de spécialistes, qui ont essayé théoriquement les uns après les autres les meilleurs ajustements du grand échiquier européen en désordre, de même que les ingénieurs américains ont étudié les pièces du moteur Liberté, et il apporte au nom de l'Amérique, *le*, ou plutôt *les* projets de paix. Il ne pouvait pas ne point l'apporter lui-même. L'*efficiency* lui commandait de pousser jusqu'au bout les conséquences de l'entrée des Etats-Unis dans la grande guerre et de réaliser l'idéal américain, c'est-à-dire d'apporter à l'Europe le dogme américain de l'union par le travail en commun.

Le salut du monde se trouve dans la coopération, a-t-il dit.

Et aussi ce dicton américain qui fait table rase des traditions : *L'avenir est plus important que le passé !*

Et encore cette phrase d'évolutif pratique : *Si je manquais de modifier mes sentiments devant les conditions modifiées du monde, je cesserais d'être en harmonie avec ce monde.*

Q'on ne s'y trompe pas, les sentiments du Président Wilson exprimés dans ses notes et adresses, depuis le début de la guerre, sont l'expression même des sentiments américains. Le soi-disant échec que viennent de lui faire essuyer ses adversaires républicains, n'a aucune portée sur sa conduite au milieu de la Confé-

rence de la Paix. Les Républicains n'ont jamais voulu, n'ont jamais osé le critiquer en face de leurs électeurs. Ils se sont contentés d'attaquer le Président sur des questions intérieures. Le leader républicain de la « Chambre des Représentants », F.-R. Mann, a recommandé d'appuyer unanimement les efforts de paix du Président en faisant des vœux pour leur réussite. Le leader des républicains au Sénat, le sénateur Lodge, a présenté un programme de paix calqué sur le programme Wilsonien.

Il n'y a pas de doute : l'Amérique tout entière veut ce programme, il est éprouvé, étudié. Il faut le réaliser.

L'Amérique souhaite une paix prompte et durable quand bien même les arrangements de cette paix devraient bouleverser de fond en comble la structure politique de la Vieille Europe, autant que les effroyables nécessités de la guerre en ont bouleversé la vie sociale.

L'Amérique, nation de travail, veut faire de l'Europe le grand peuple uni par le travail.

LES AMÉRICAINS SONT ENTRÉS DANS LA GUERRE POUR FONDER LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Lorsque les Américains sont entrés dans la grande guerre, ils ne savaient pas jusqu'où cet acte d'équité pouvait les entraîner. Ils y sont entrés d'abord pour des motifs d'intérêt légitime : assurer à leurs nationaux la liberté et la sécurité des chemins de la mer. L'Angleterre défendait cette liberté. Ils se sont rangés aux côtés de l'Angleterre. Ils y sont entrés aussi pour assurer leur sécurité morale. Le triomphe de l'Allemagne autocrate, militariste, conquérante était un danger, et, tôt ou tard, avec une Europe prussianisée, la démocratie américaine aurait eu des conflits d'idées d'abord, puis des conflits politiques, enfin un antagonisme conduisant à la guerre.

Cependant, comme l'a déclaré le Président Wilson en arrivant en France, et ce furent ses premières paroles : *Dès le début, la pensée du peuple des Etats-Unis a tendu vers quelque chose de plus qu'à terminer la guerre par la victoire, elle a tendu vers l'établissement des principes éternels de droit et de justice.*

N'oublions pas, en effet, dans quelles conditions la nation

américaine est entrée dans une guerre, si éloignée de son continent, et causée par des rivalités économiques et des conflits de nationalités auxquels le peuple des Etats-Unis était complètement étranger et dont les manifestations n'avaient jamais eu sa sympathie.

Les Américains sont entrés dans la grande guerre pour fonder la Ligue des Nations. Cela ne fait aucun doute.

Un historien de l'avenir écrira la psychologie du peuple des Etats-Unis depuis la secousse d'août 1914 jusqu'au 3 février 1917, jour solennel où, renonçant aux recommandations paternelles du banquet d'adieu de Washington, et à la sacro-sainte doctrine de Monroë, le Président Wilson annonça au Congrès la rupture des relations avec l'Allemagne.

D'étapes en étapes, au fur et à mesure du déroulement pathétique de l'effroyable tragédie européenne, les Américains se rendaient compte de la fatalité qui allait les contraindre à rompre leur neutralité. L'opinion publique dans l'Est était déjà convaincue de la nécessité d'aider militairement les Alliés, que le Centre se révoltait à l'idée de la guerre et que l'Ouest n'en avait même pas conscience. Peu à peu, l'opinion s'éclaira. Le Président ne manquait pas une occasion de l'avertir du danger que courait la nation, et, en parlant si souvent de la guerre, il l'habituait ainsi à l'idée d'entrer dans le conflit. A la fin de 1916 les Américains avaient réélu le Président Wilson, simplement pour ne pas changer de guide dans ces circonstances exceptionnellement difficiles : « Il nous a maintenus en dehors de la guerre », disait-on de lui.

Le Président réélu fit alors deux démarches d'une haute gravité : le 18 décembre, il demanda aux belligérants leurs buts de guerre. Il fallait jeter pour les Américains une clarté complète sur les causes et les objets de cette lutte effroyable qui mettait aux prises des millions d'hommes.

Les réponses des Alliés et des Puissances Centrales furent reçues, discutées et commentées dans toute l'Union. Leur sens était très clair. Au point où en étaient les combattants, il n'y avait plus de place pour une paix indécise. Cette guerre, Wilson le dit plus tard, *déclenchée par des hommes d'Etat*, était devenue *une guerre de peuples*.

Les Etats-Unis ne pouvaient rester à l'écart d'une lutte pareille, au milieu de laquelle ne se jouaient plus seulement des rivalités économiques et des antagonismes de nationalités, mais l'avenir du monde civilisé. Le Président posait la question :

Une puissance militaire d'une nation quelconque ou d'un groupe de nations peut-elle déterminer le sort des peuples sur lesquels elle n'a pas d'autre droit de régner que le droit de la force ?

Dans ce vieux, cet éternel conflit du droit contre la force, les Etats-Unis ne pouvaient pas hésiter.

Pourtant il fallait à ce peuple idéaliste mais pratique, sensé, ayant le goût des réalisations, il lui fallait un objectif parfaitement déterminé pour se décider au suprême sacrifice. Lutter. Oui. Mais pourquoi, dans quel but ?

Les raisons des nations alliées, pour valables qu'elles fussent aux yeux des Américains, étaient personnelles à ces nations et même séparément à chacune d'entre elles. Il ne semblait pas aux Américains que ces raisons ne fussent pas, entre certains des Alliés, absolument divergentes.

Les Etats-Unis, eux, cherchaient leur raison d'entrer dans la lutte. Défendre le droit, contre la force ? Sans doute. Cette nation créée par les opprimés, peuplée par les dédaignés, les méprisés, le rebut de l'Europe, ne pouvait que haïr la force. Il fallait savoir vers quoi l'on allait dans cette aventure et quels devaient en être les résultats. L'écrasement de l'Allemagne et de l'Autriche n'apparaissait pas aux yeux des Américains comme un but suffisant pour justifier une pareille rupture avec les principes essentiels de leur politique nationale, qui leur défendaient de se militariser et de prendre part aux affaires de l'Europe.

Le 22 janvier 1917, dans son message au Sénat le Président, avec une précision admirable, indiquait aux Américains le véritable but à atteindre, la grande conquête à faire, l'idéal à réaliser. Il proposait la fondation de la Société des Nations et le gouvernement des gouvernés !

Il avait enfin montré de la main à ses concitoyens le grand œuvre à accomplir !

Un mois plus tard le Président pouvait annoncer la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne. La guerre était

déclarée, les Américains l'acceptaient avec enthousiasme. Ils y entraient pour fonder la Société des Nations.

Répétons-le encore. Cette croisade entreprise par les Américains a deux objets parfaitement définis. Ils apportent aux Européens leur conception politique et ils sont pleins d'orgueil à la pensée que leur jeune République donne à l'Europe une pareille leçon, et d'autre part ils ont conscience de la nécessité de l'instauration d'un nouveau statut en Europe, la seule façon d'entretenir une paix durable. Ils savent maintenant qu'une Europe divisée et bouleversée ne leur assurerait à eux-mêmes aucune tranquillité morale, aucune sécurité matérielle.

Il faut donc fonder la Société des Nations.

Un grand journaliste américain à la tête d'un quotidien des plus influents a véridiquement et modestement déclaré « qu'il n'était point nécessaire d'avoir du génie pour diriger un grand journal ».

Nous ne présenterons pas non plus le Président Wilson comme un génie, mais comme un véritable Américain faisant ce qu'il faut, à l'heure où il le faut, et faisant ce qu'il faut avec la plus grande conscience et la plus méthodique application. Ainsi il est « efficient » et par nature, par sentiment, par obligation il est essentiellement représentatif de la mentalité américaine.

Ni un Clemenceau, qui est une énergie agissante, ni un Lloyd George, qui est un assimilateur merveilleux, ne sont à ce point représentatifs de l'opinion française et de l'opinion anglaise.

Et, de résumer si complètement la pensée de ses concitoyens donne au Président Wilson une singulière force. Il parle au nom de cent millions d'hommes qui, sur ce sujet de la paix, sont dans un accord profond avec lui.

Il faut fonder la Société des Nations. Mais comment ?

L'EUROPE ET LES CONVICTIONS DU PRÉSIDENT WILSON

Assurément lorsque les Américains sont arrivés en Europe, ils ne la connaissaient pas tout entière, et ils ne savaient pas jusqu'où leur intervention allait les conduire.

Leur première erreur leur est venue de juger les Européens d'Europe d'après leurs émigrants européens des Etats-Unis. Les émigrants sont des démocrates, des libertaires, et, sur le terri-

toire de l'Union, les émigrants allemands vivaient en paix avec les émigrants Anglais, les Russes avec les Austro-Hongrois, etc... Tous égaux devant le travail. Les Européens d'Europe ont un autre sentiment. L'esprit de classe et le sentiment national, autant que les préjugés religieux, jouent en plein parmi eux pour les diviser. Et il faut ajouter à ceci que la culture intellectuelle est bien loin d'être équivalente chez tous ces peuples soumis à dix sortes de gouvernements différents et parlant vingt langues différentes.

La difficulté première pour fonder la Société des Nations, c'est de trouver au milieu de ces peuples si divers des aspirations communes et de leur inspirer le désir de l'union, désir qu'aucun d'eux ne peut éprouver que s'il y entrevoit son intérêt. Or, au milieu de la plupart de ces peuples, il n'y a que les gens de la classe ouvrière ou paysanne pauvre qui peuvent entrevoir les bienfaits de l'union. Les bourgeois et les gens riches sont hostiles ou indifférents. Les politiciens qui entretiennent soigneusement un nationalisme chronique dont ils fabriquent leur influence, ne peuvent que redouter l'heure où ils cesseront d'avoir ce tremplin. Les gens d'affaires ne peuvent pas concevoir un marché élargi au delà de leurs méthodes et les barrières entre les nations sont si favorables à leurs manigances...

Que d'obstacles opposés à la fondation de ces Etats-Unis d'Europe !...

Pensez au Président Wilson, installé dans l'hôtel d'un descendant de la noblesse napoléonienne, entouré de souvenirs de l'homme qui tenta il y a cent ans de placer l'Europe sous le joug d'une féodalité militaire, et qui sombra devant une coalition comme le Kaiser ! Qui donc a fait allusion au rapprochement que peut suggérer l'hôtel du Prince Murat et le souvenir napoléonien au Président Wilson ? Tout un vieux monde l'entoure...

Or, le Président Wilson est doué d'une foi robuste soutenue par la conviction qu'il va tenter de réaliser les aspirations de ceux qui sont morts et de ceux qui ont combattu *pour des idéals qu'ils savaient être les idéals de leur pays* et que *les règlements de paix sur lesquels on doit maintenant tomber d'accord sont d'une importance transcendante aussi bien pour les Etats-Unis que pour le reste du monde.*

La France est la seule nation qui ait rêvé de ces Etats-Unis d'Europe dont la Société des Nations doit être le premier lien. Un grand organe d'opinion américaine l'écrivait : *La France est le pivot essentiel de la Ligue des Nations*, et ceci encore : *Si nous voulons avoir une Ligue des Nations capable de défendre contre l'agression les petits Etats d'Europe, nous devons obtenir la coopération de la France et même la prendre pour guide.*

L'idéal des hommes de 89 a subi bien des vicissitudes. La Société dont ils avaient rêvé l'établissement n'est pas celle qui s'est organisée après deux restaurations du pouvoir autocratique, Napoléon et les Bourbons ont singulièrement déformé leur œuvre sans pouvoir la détruire. Cet idéal régénéré, victorieux, doit surgir de l'effort gigantesque accompli par les peuples résolus à vaincre les abus de la force, tous les abus de toutes les forces oppressives, car depuis deux années leur pensée tend vers quelque chose de plus qu'à la victoire des armes.

Sans la France, sans son aide, sans son autorité, la fondation de la Société des Nations est impossible et c'est l'esprit des hommes de 89 que le Président Wilson vient évoquer au milieu des héros des quatre années sanglantes.

Premier principe absolu d'où découle toute conception de justice préconnisée par le Président : les mêmes lois qui sont appliquées aux relations entre les individus sont applicables aux nations entre elles. Audace extrême. Tant de canailleries, d'injustices, d'iniquités sont passées sous silence, permises et même approuvées lorsqu'il s'agit de l'intérêt des collectivités dont les membres individuellement suivent une règle morale à peu près décente. Et c'est pourquoi dans chacun de ses messages, le Président, en même temps qu'il parle des peuples, des nations, ne manque pas de mentionner « les hommes et les femmes », les individus qu'il ne confond pas dans la masse. Dans sa pensée le statut politique ne peut s'améliorer que si le statut social s'améliore. Pour que l'organe soit sain, il faut que la cellule soit saine.

L'organisation du travail est une de ses grandes préoccupations. Il a écrit : *Un nombre immense de nos semblables sont privés de tout choix en raison d'un labeur absorbant. C'est une partie du progrès de notre âge d'avoir su comprendre le besoin*

qu'a le travailleur d'un peu de loisir, pendant lequel il puisse regarder autour de lui et écarter de son champ de vision la poussière de l'usine.

Et il a dit encore : *La grande erreur de l'industrie moderne est sa théorie d'une concurrence basée sur de bas salaires et le surmenage des ouvriers. L'expérience prouve que les pays de bas salaires ne peuvent pas lutter contre les pays de salaires élevés, car la véritable mesure de la concurrence est la faculté de production de l'individu.*

Et il a assuré aux cheminots américains la limitation de huit heures de travail, comme il a fait adopter le « Child Labor Act » du sénateur Beveridge, qui règle le travail des enfants dans les entreprises industrielles.

Nous ne pouvons point savoir quelle sera la paix qui se conclura, nous ignorons par quelles voies le Président Wilson arrivera à faire triompher sa conception pacifique, nous ignorons ce qu'il pense à l'heure présente de son voyage en Europe. Son contact avec les hommes d'Etat aura peut-être modifié, non pas ses idées premières, mais quelques-uns de ses points de vue. Pourtant nous avons sur ses convictions, des documents très nets et qui ne laissent aucune place à l'équivoque. Le Président Wilson n'a aucune confiance dans les diplomates, dans les hommes d'Etat et dans les hommes d'affaires ! Ce qui revient à dire qu'il n'a aucune confiance dans les hommes entre les mains desquels repose la destinée des peuples. Il attribue aux uns et aux autres, à divers degrés, une certaine responsabilité dans la catastrophe européenne.

Il est inutile de reprendre la série de ses discours et de ses écrits. Dans l'avant-dernier de ses discours prononcé au Métropolitan Opera, le 27 septembre dernier, à l'ouverture du quatrième emprunt de la Liberté, le Président a résumé sa pensée sur la guerre et la paix, et sur les hommes. Et il parle clairement. Voici pour les causes de la guerre :

Les alliances spéciales et les rivalités économiques ayant été dans notre monde moderne une source abondante de conflits passionnés qui ont conduit à la guerre, une paix sincère doit exclure à tout jamais la possibilité de voir naître de nouveau des conflits de cette nature.

En conséquence, dans une Ligue des Nations...

Il ne saurait y avoir place pour aucune combinaison économique d'intérêt particulier... et l'on ne pourra envisager aucune clause et boycottage économique ou d'exclusion sauf sous la forme d'une pénalité économique ou d'exclusion des marchés mondiaux que la Ligue des Nations aura le droit de décréter comme sanction disciplinaire.

Les objectifs de la guerre :

Cette guerre a en effet des objectifs positifs bien définis que nous n'avons pas fixés nous-mêmes et que nous ne pouvons pas modifier. Aucun homme d'Etat, aucune assemblée ne les a créés ; aucun homme d'Etat, aucune assemblée ne saurait les modifier. Ils sont nés de la nature même et des circonstances de la guerre. Tout au plus ce que les hommes d'Etat ou les assemblées pourraient faire est de les réaliser ou de les trahir. Ces buts n'étaient pas parfaitement clairs au début, mais ils le sont maintenant. La guerre a entraîné le monde entier. La volonté commune de l'humanité s'est substituée aux intentions particulières, aux Etats individuels. Des hommes d'Etat ont pu déclencher le conflit mais ni eux ni leurs adversaires ne peuvent maintenant l'arrêter suivant leur volonté. Le conflit est devenu une guerre de peuples, de toutes sortes et de toutes races, il a tout entraîné dans son cours vertigineux.

Puis dans le rôle des Etats-Unis dans cette guerre :

Nous y sommes entrés quand son caractère était devenu bien défini et quand il était clair qu'aucune nation ne pourrait rester éloignée, ni indifférente au résultat.

Les Etats-Unis sont entrés dans le conflit à l'heure où...

Les buts nationaux ont été de plus en plus rejetés à l'arrière-plan et où le but commun de l'humanité a pris leur place.

Quant aux conditions premières de l'établissement de la paix...

Si en fait et en vérité, le but commun des gouvernements alliés contre l'Allemagne est d'aboutir à une paix durable, il sera nécessaire que ceux qui viendront prendre place autour de la table de paix, soient prêts et décidés à payer le prix, le seul prix qui pourra procurer cette paix... Ce prix est une justice impartiale dans chaque détail de l'accord, sans se préoccuper si l'intérêt de quelqu'un est lésé.

Enfin voici pour les hommes d'affaires :

Les avis des hommes de bon sens sont devenus plus simples, plus francs et plus unifiés que les sophismes des hommes d'affaires qui se figurent toujours être à une table de jeu et défendre de gros enjeux.

Et voici pour les hommes d'Etat :

Les hommes d'Etat devront suivre la pensée commune clarifiée où ils seront brisés... Je tire ces déductions du fait que les assem-

blées et les associations de toute espèce ont demandé et demandent encore tous les jours en toute occasion que les chefs de leurs gouvernements leur déclarent en toute franchise quel est le but qu'ils poursuivent et la fin qu'ils désirent. La masse n'est pas encore satisfaite des explications qui lui ont été fournies. Elle craint toujours de ne voir se réaliser ses aspirations.

Depuis son arrivée en Europe, dans ses discours à Paris, à Chaumont, à Londres, à Manchester, à Rome, à Gènes, à Turin, le Président Wilson n'a cessé de paraphraser avec une éloquente obstination les principes énoncés dans cette fameuse allocution du Métropolitan Opera. Il poursuit ce que l'on pourrait appeler son apostolat de la paix, et il fait appel au peuple par-dessus la tête des gouvernements. Il crie à voix haute que les gouvernements ne sont que les serviteurs des gouvernés, que l'équilibre des puissances est un vieux système, qui a fait faillite, que le régime de la contrainte par la force militaire et la puissance de l'intrigue diplomatique, doivent faire place à la liberté, l'affection et la loyauté entre les nations, que *cette tâche demande une pureté d'intentions et un désintéressement dont ne furent jamais témoins les délibérations des nations*, enfin que *ce n'est pas la paix de l'Europe qui intéresse les Etats-Unis, mais la paix du monde.*

Le Président Wilson a systématisé son invocation à la paix, et réellement il apporte, dans sa propagande inlassée, les méthodes, toute révérence gardée, des grandes entreprises de publicité américaine qui créent une véritable suggestion sur le public, grâce à l'insistance obsédante de leurs réclames répétées, reproduites partout, ingénieusement variées mais poursuivant inflexiblement leur objet... Il s'agit de la paix du monde !

LE PAIX SELON LES QUATORZE POINTS

La paix que les Etats-Unis apportent à l'Europe a donc été déterminée d'avance, étudiée et envisagée avec toutes les minutieuses élaborations qui précèdent désormais les grandes entreprises américaines. Les Yankees ont, depuis plusieurs années, renoncé à l'improvisation. Il n'en est pas moins probable que dans cette énorme aventure de la paix, quelles que soient leurs études préliminaires, pas plus qu'en entrant dans la guerre les Américains n'ont eu une exacte vision des difficultés qui allaient

surgir devant eux et du gigantesque courant d'action vers lequel il se trouveraient entraînés.

Sur les fameux quatorze points, les deux premiers énoncés dans le discours prononcé par le Président, le 3 janvier, sur les conditions de la paix, sont : 1° La suppression de la diplomatie secrète et 2° La liberté des mers. Deux atteintes directes à la politique d'intrigues et à l'impérialisme.

La suppression des accords internationaux occultes, l'ouverture d'une diplomatie opérant toujours en pleine lumière, publiquement et franchement, quels desiderata formidables !

Dans cette première proposition, avant toute chose, le Président demande aux diplomates de renoncer à leurs méthodes surannées, à leurs petites manœuvres, à leurs petites finasseries, perpétrées dans une ignorance quasi-systématique de l'opinion et des véritables intérêts des peuples et une méconnaissance absolue de leurs aspirations et de leurs projets légitimes ou coupables. Le Président demande à ces messieurs de la Carrière d'abandonner à tout jamais le fameux jeu, si périlleux, de l'équilibre des puissances. Il leur demande de comprendre enfin qu'il ne suffit pas de consulter une seule classe sociale pour se trouver éclairé sur les sentiments réels de l'ensemble d'une nation, comme au bon temps où le monarque et son entourage pensaient pour les masses humaines qu'ils dominaient. Le Président souhaite l'introduction dans les chancelleries, de ces méthodes rationnelles qui sont celles de l'information et de l'observation, afin que toute cette alchimie de nécromanciens diplomatiques, maniant dans des caves des explosifs et des poisons à l'aveuglette, fasse place à une connaissance précise des faits et des hommes qui réagissent les uns sur les autres comme des substances dans les combinaisons de la chimie...

Mais demander celà aux diplomates, H.-G. Wells l'a dit : *c'est demander à la Société des Fossoyeurs réunis, de se faire du jour au lendemain les distributeurs de l'élixir de longue vie ;* c'est demander la disparition d'une bonne partie du personnel diplomatique européen et d'une pompeuse, mais encombrante bureaucratie, la plus routinière de toutes. A combien de fastueuses médiocrités et de nullités bien stylées, cette première condition d'une juste paix a-t-elle fait hérisser le poil ?...

Et ce sont ces personnages, en place actuellement et hostiles par profession à cette proposition liminaire, qui sont venus s'asseoir à la table de la Conférence au-dessus des savants, des sociologues, des industriels, des compétences techniques de toutes sortes : ce sont eux, nous en sommes menacés, qui vont élaborer les termes d'une large paix ardemment attendue par le monde civilisé !

Mais le Président Wilson est un obstiné. Il sait que si ce premier point n'est pas acquis, il n'a aucune assurance de faire accepter les autres et à chaque instant il est revenu à la charge. Il n'a aucune confiance dans les méthodes d'action des diplomates européens. Les hommes qui n'ont pu ni prévenir, ni prévoir la grande guerre, ne lui paraissent pas tout à fait qualifiés pour préparer et établir la grande paix qu'ils ne semblent pas davantage avoir prévue. Et dans ses discours en Europe, qui sont autant de professions de foi et de manifestes, il s'est expliqué clairement au sujet de la diplomatie et de ses dangereuses manies. De son discours au Guild-Hall on peut extraire les paroles suivantes :

Dans mes entretiens avec les soldats, j'ai acquis de plus en plus la conviction qu'ils se sont battus pour quelque chose que tous ne pouvaient définir, mais que tous reconnaissaient immédiatement dès que vous leur en parliez. Ils se sont battus pour en finir avec un vieil ordre de choses et pour en créer un nouveau, et le centre et le signe caractéristique de ce vieil ordre de choses était cette chose instable que nous appelons « l'équilibre des pouvoirs », une institution dans laquelle l'équilibre était régi par l'épée jetée dans la balance, un équilibre maintenu par une jalouse surveillance et un antagonisme qui, bien que généralement latent, reste toujours bien enraciné. Les hommes qui ont combattu dans cette guerre, sont des hommes appartenant à des nations libres, et bien déterminés à ce que cet état de choses cesse à tout jamais.

Sur ce premier point, le Président s'est donc exprimé avec netteté.

La suppression de la diplomatie secrète et des faux poids de la balance des pouvoirs représente un excellent avis d'un ordre général et qui s'adresse à toutes les puissances. La réclamation de la liberté des mers (deuxième point) ne vise qu'une seule puissance, et prend la forme d'une intimation courtoise, mais dont le sens et la portée ne sont nullement déguisés.

L'Angleterre sort de cette guerre (bien que durant la première phase du conflit des armateurs se soient fabuleusement enrichis) avec une flotte marchande assez diminuée et une flotte de guerre colossalement augmentée. Les journaux américains écrivent : *La liberté des mers va-t-elle amener une friction entre les Etats-Unis et l'Angleterre?* Et du côté britannique une sage revue anglaise, *La Saturday Rewiev*, imprime un article, intitulé tout simplement *The danger of Mr. Wilson*, dont le début est le suivant : *Franchement, il n'existe personne à cette heure dont nous soyons autant effrayés que du Président Wilson, et nous disons ceci avec le plus grand respect pour son caractère élevé et pour son attitude*... L'article continue sur ce ton de déférence et traitant toujours respectueusement le Président Wilson d'idéaliste dangereux.

Nous avons en France, il y deux ans, imprimé des phrases analogues. Et en cherchant bien aujourd'hui même...

Il y a toujours un moyen excellent d'éviter, ou de retarder ou de faire dévier une discussion gênante, c'est de prétendre ne pas en comprendre le sens. L'Angleterre ne sait pas ce que c'est que la liberté des mers.

Les Américains ont éprouvé d'ailleurs, sur cette question, un grave mécompte de la part d'un des leurs, l'amiral Sims, surnommé « l'enfant terrible de la marine américaine », et qui semble avoir mérité son surnom. L'amiral Sims, commandant les forces navales de l'Union dans les eaux anglaises, interrogé au sujet de la liberté des mers, a fait la réponse suivante : « Je suis incapable de trouver quelqu'un qui puisse me donner une définition de la liberté des mers. L'histoire nous l'apprend, la puissance navale de la Grande-Bretagne a laissé pratiquement l'absolue liberté des mers à tout le monde, parce que n'importe quel navire peut entrer dans n'importe quel port britannique et emporter des marchandises vers un autre port. Voilà qui est à mes yeux la parfaite liberté des mers ».

Les grands organes américains apprécient tout autrement le problème. Ils ont fait observer à l'amiral Sims qu'il paraît ignorer l'histoire qu'il invoque, et même l'histoire la plus récente, les événements d'hier qui ont fait voir la maîtrise des mers au

pouvoir d'une seule nation. Les Américains n'ont pas oublié la liste noire des fabricants yankees boycottés par l'Angleterre.

Et quelques esprits avancés déclarent et font imprimer que, pour un navire de guerre que construira l'Angleterre, les Etats-Unis en construiront deux et même trois, en consacrant à cette considérable dépense les intérêts des dettes contractées par l'Angleterre et par la France. En fait, non seulement les Etats-Unis possèdent actuellement une très nombreuse flotte de commerce, mais depuis la reddition de la flotte allemande, ils sont au second rang comme puissance navale, et leur programme de construction qui s'étend jusqu'en 1920, les met en mesure de rivaliser avec l'Angleterre. Dans tous les cas ils ont les moyens de construire des navires avec une rapidité sans égale, et ces deux années de guerre leur ont fait accomplir une période d'apprentissage maritime qui ne peut pas être perdue par ce peuple actif et laborieux.

Le troisième point, qui concerne la liberté et l'égalité économique est d'ordre général, mais ne peut pas manquer d'amener de singulières divergences d'appréciation. Les nations de l'Europe subsistent sous différents régimes de protection, mais la protection domine partout. L'Angleterre, pays du libre échange, réclame de ses colonies des tarifs préférentiels, si bien qu'en réalité elle s'avantage en se protégeant d'une manière indirecte. Le premier ministre australien, W. Morris Hughes, opposé à la thèse du Président Wilson, a déjà donné son opinion sur ce troisième point : « *La force seule pourra nous y contraindre* » a-t-il répondu. Rien que cela !

Le quatrième point concerne les limitations des armements. Là-dessus les nations réunies à la conférence pourront s'entendre. Les peuples, tous les peuples sont fatigués de la guerre et dégoûtés du militarisme ; ils sont peu disposés à supporter encore de leur personne et de leur argent les écrasantes charges militaires de l'avant-guerre.

Le cinquième point concerne les colonies. Les Américains ont une opinion sur la pénétration pacifique européenne, eux qui ont délivré les Cubains de l'extorsionnaire domination espagnole

pour leur donner l'autonomie et qui n'interviennent sur leur frontière mexicaine qu'à la dernière extrémité, afin de laisser le peuple mexicain libre de disposer de son sort. Les Américains voient ce qu'ils appellent « l'impérialisme financier européen » se développer aux colonies. Ils ont souvenir de 20 millions de la dette marocaine grossis en sept années jusqu'à 178 millions... de la guerre Sud-Africaine fomentée par des spéculateurs avec un Barnato à leur tête... de la guerre Russo-Japonaise, ayant pour origine les grandes concessions de bois de Mandchourie dont la famille impériale russe tirait d'important revenus, etc...

Jamais les Américains n'ont voulu reconnaître que le drapeau pouvait suivre le prêteur, et que la force armée d'un grand pays pouvait être mise au service des banquiers et des gens d'affaires, afin de les aider, par des manifestations coercitives, à rentrer dans leur argent prêté, le plus souvent à des taux usuraires, aux nations inférieures par le nombre ou par la civilisation. Et Wilson a fait échouer une combinaison de ce genre perpétrée par Wall-Street et qui visait la Chine.

Le sixième point a trait à la question russe. Les Américains s'intéressent vivement au sort de la Russie. La chute du tzarisme a été pour beaucoup dans leur décision de s'associer aux Alliés pour la guerre. Depuis, les Russes leur ont donné de grandes déceptions. La situation actuelle de la Russie les trouble profondément. Néanmoins le Président a déclaré qu'il fallait attendre et espérer « pour le mieux ». Ce mieux est lent à venir, et de tous les dangers qui menacent l'établissement de la paix européénne, l'anarchie russe, même limitée à la Russie, est le plus grave péril. Pendant que les Américains essaient d'apporter à l'Europe la paix par l'union dans le travail, la Russie affolée donne aux masses européennes douloureuses, inquiètes et insatisfaites, l'exemple d'une furieuse libération populaire aboutissant au plus sanglant désordre et à une paresse mortelle.

La Russie a toujours particulièrement intéressé les Américains. Une forte émigration russe depuis quarante ans déversait au milieu de l'Union un flot de juifs slaves, bouillonnant d'idées, de revendications, de souvenirs atroces, progroms, famines, pendaisons... Mais tous ces exaspérés en revanche fai-

saient des descriptions merveilleuses des immenses richesses inexploitées de la Russie, si aisées à mettre en valeur par la facilité avec laquelle dans ce pays de steppes on pourrait établir des chemins de fer. Et les économistes américains qui s'étaient mis à étudier la Russie, la nomment, cette terre neuve. aux larges plaines, aux forêts sauvages, *our economical twin*, notre « sœur jumelle économique ». Les émigrants russes représentaient aux Etats-Unis les persécutés pour cause de religion. Les Américains les recevaient et leur donnaient la liberté de leur culte et de leur personne, en souvenir des fondateurs de l'Union, chassés d'Europe, comme ces infortunés par le fanatisme intolérant et la persécution des monarques et des églises dominantes.

Ces juifs, aux Etats-Unis, avaient conquis de l'influence et des fortunes. Naturellement anti-tzaristes, ils exultèrent dès les premières nouvelles de la révolution, devant laquelle s'écroulait la dynastie de Romanoff. Vint la contagion du fléau bolcheviste développé et entretenu par l'Allemagne. En dépit de certains écrivains qui cherchent à expliquer la logique du mouvement bolcheviste, les Américains se trouvèrent dans une grande perplexité. Ils avaient eu leur bolchevisme, eux aussi, dès leur entrée dans la grande guerre, sous la forme des « I. W. W. » (The Industrial World Workers), un parti d'anarchistes déchaînés, qui avaient fait sauter des usines, démoli des machines agricoles, brûlé des moissons, etc..., et les Yankees, devenus gardiens de l'ordre dans le travail, avaient sévèrement, rapidement, et sommairement fait justice de ces dangereux exaltés. Les I. W. W. ont baucoup nui aux bolchevistes.

Les Etats-Unis furent opposés à l'intervention armée en Russie, que certains organes réclamaient. Le Gouvernement fit faire une enquête. Cette enquête, menée habilement et avec de puissants moyens, démontrait d'une manière éclatante la connivence des chefs bolchevistes avec les Allemands. La véracité des documents apportés, que pour des raisons encore ignorées les journaux français ne publièrent pas *in extenso* malgré leur intérêt, fut attaquée par certains organes américains et anglais. Il fallut soumettre les pièces à un comité d'historiens et de philologues... A présent le problème de l'intervention est encore en suspens.

La Russie est une nation que les Américains espèrent sauver de la tyrannie. Sa folle conduite les navre et le bolchevisme propagé au milieu de l'Allemagne vaincue leur cause de graves inquiétudes. L'anarchie est-elle l'inévitable peste dont sont atteints les peuples qui se libèrent de l'autocratie et du militarisme ?... Est-ce le stade douloureux par lequel doivent fatalement passer les nations après l'effort de leur affranchissement ?... Le Président Wilson, au sujet de ces peuples en transformation bouillonnante et fangeuse, a prononcé des paroles assez mélancoliques en dépit de la constante espérance qu'il exprime en conclusion :

Les peuples qui viennent de se délivrer du joug d'un gouvernement arbitraire, et qui parviennent aujourd'hui enfin à leur affranchissement, ne trouveront jamais les bienfaits de la liberté qu'ils souhaitent, s'ils s'en vont à leur conquête, éclairés par la flamme de la torche incendiaire. Ils s'apercevront que les routes au long duquel le sang de leurs propres frères a coulé n'aboutissent qu'à des déserts, et nullement à la terre de repos de leur espérance. Les voici maintenant en face de leur première épreuve, nous devons maintenir la clarté autour d'eux jusqu'à ce qu'ils retrouvent leur vraie voie. Et en même temps, s'il est possible, nous devons établir une paix qui leur fasse une place définie au milieu des autres nations, qui leur enlève toutes craintes de leurs voisins et de leurs premiers maîtres, et qui leur permette de vivre en sécurité et en satisfaction lorsqu'ils auront mis ordre à leurs propres affaires.

Depuis que ces paroles généreuses et attristées ont été prononcées, le bolchevisme a continué son œuvre destructive en Russie et en Allemagne. Les Américains se demandent, et c'est l'en-tête de leurs journaux : *Si les bolchevistes allemands et russes n'en viendront pas à opposer une résistance commune aux puissances occidentales ?* Un journaliste américain des plus avertis écrit : *Une nouvelle lutte d'idées a commencé entre les puissances centrales et les nations de l'ouest européen, et cela peut mener à une nouvelle guerre avant que la guerre d'hier soit liquidée.* Les Américains de bonne volonté sont avertis qu'ils doivent enfin comprendre que : *La forme de la démocratie américaine semble à ces socialistes allemands et russes plus détestable encore que leur propre régime autocratique qu'ils viennent de renverser.*

Le drapeau rouge a été promené à New-York, à San-Francisco

et dans d'autres grande villes, et à la suite de manifestations agitées et de meetings en plein air, les journaux ont imprimé des articles avec ce titre : *Le bolchevisme en Amérique !*

Le bolchevisme n'a, en réalité, aucune chance de se développer aux Etats-Unis où la bourgeoisie n'existe pratiquement pas. Cependant ce mouvement est une indication.

Les choses en sont là. Il faut revoir en entier le sixième point déterminé par le Président pour bien comprendre ce qu'il exprime de tragiques déceptions, d'espérances incertaines et d'angoisse à travers une assurance voulue :

Evacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes les questions concernant la Russie, de façon à assurer la meilleure et la plus libre coopération des autres nations du monde pour fournir à la Russie l'occasion opportune de fixer sans entrave et sans embarras l'indépendance de son propre développement politique et national et lui assurer un sincère accueil dans la société des nations libres sous des institutions qu'elle aura choisies elle-même.

Qu'on relise ce programme pour envisager ensuite ce que comporte sa réalisation.

L'EUROPE DOIT SE REFAIRE PAR SON TRAVAIL
« LA GUERRE NE PAIE PAS »

Sur les huit derniers points, il est bien inutile de faire des commentaires. Le septième qui a trait à la Belgique, le huitième qui concerne l'Alsace-Lorraine, et le neuvième qui se rapporte aux frontières italiennes ne soulèveront pas de contestations. Si l'on s'entend sur les six premiers points, on s'entendra sur tous les autres. Seuls les six premiers points semblent sujet à controverse. L'établissement de leurs principes est le renversement des traditions fâcheuses sur lesquelles ont trop longtemps reposé les habitudes de jugement et les méthodes de gouvernement des maîtres des destinées européennes. Le quatorzième point est l'établissement de la Ligue des Nations ; sa fondation dépend de l'acceptation des six premiers points.

La paix conseillée par le Président Wilson est une paix qui fait abstraction des coutumes et des usages invétérés des hommes d'Etat et des diplomates, et qui met au *scrap* (au rancart), comme une machinerie hors d'usage, tout l'appareil diplomatique de jadis. C'est une paix qui se trouve directement

proposée aux peuples, aux gouvernés appelés à déterminer eux-mêmes, au milieu de la plus grande publicité des délibérations, les conditions de leur organisation politique future.

En s'adressant directement au peuple, le Président Wilson acquiert une grande force d'influence immédiate. On ne peut pas en dire autant de sa position actuelle en face de certains dirigeants accoutumés par quatre années de guerre à l'exercice d'une sorte de dictature dominant le gigantesque effort collectif des hommes engagés dans la lutte. La paix wilsonienne, selon les intentions du Président, dès l'ouverture des débats pour arriver à sa conclusion, devrait déposséder subitement ces dirigeants d'un arbitraire dont ils ont usé, pour le mieux, c'est vrai, devant les nécessités impérieuses de l'effroyable conflit, mais qui n'est en somme que de l'arbitraire. La guerre ne posait d'ailleurs qu'un problème unique, énorme sans doute, vaincre. La paix fait surgir bien d'autres problèmes. La guerre mettait dans les mains des dirigeants une foule armée et disciplinée à l'avant dont la tâche se trouvait strictement indiquée, et une autre foule à l'arrière qui subissait dans tous les ordres une existence anormale, à laquelle elle se subordonnait à cause de son caractère transitoire. Les hommes n'étaient point consultés pour savoir où, quand et comment ils devaient attaquer l'ennemi, pas plus que les hommes et les femmes de l'arrière n'étaient consultés pour toutes les mesures de sûreté ou de prudence auxquelles la population devait se conformer.

Aujourd'hui, pour les discussions et l'établissement de la paix, il est impossible de se passer de leur consentement et de faire abstraction de leurs sentiments, de leur opinion et de leur avis.

Il est heureux qu'un personnage aussi haut placé ait parlé en leur nom. Si le Président Wilson n'avait pas exprimé leurs vœux et résumé leurs aspirations, quels exaltés ne seraient point prêts à présenter avec violence un programme de revendications confuses et désorganisatrices ?

L'événement de la guerre européenne dépasse de beaucoup le long épisode historique d'un conflit armé. Cette guerre, au milieu même de son action, a montré la grandeur et la puissance de l'effort collectif. La réorganisation de demain, est, aussi bien que les combats d'hier, une œuvre collective à accomplir. Les

hommes et les peuples se sont aperçus à quel point ils étaient solidaires les uns des autres et quels besoins irréductibles les soudaient entre eux.

La Réforme, après de longues luttes, a abouti à la liberté de pensée. La Révolution a consacré la conquête de la liberté de posséder. La grande guerre doit donner aux hommes la liberté du travail et l'union des peuples par la coopération dans le travail. Le Président Wilson, comme le représentant le plus autorisé de la nation du travail libre, est venu apporter ses conseils et un plan nouveau, non point parfait, mais capable de donner à l'Europe une structure plus robuste et plus harmonieuse. Il s'appuie sur l'idéalisme français, frère de l'idéalisme américain, pour assurer le triomphe des grandes conceptions démocratiques communes aux deux grandes républiques. La paix américaine est la paix française.

Après les affreuses convulsions de ces quatre dernières années, après des destructions sans nombre, et ce long arrêt de labeur, le monde civilisé aura un effort considérable à faire pour reprendre la vie normale. Il faut vivre. L'Europe est affamée et besogneuse. Elle manque de subsistances, de logis, de meubles et de vêtements. 125 millions de ses habitants souffrent de la faim. L'industrie, le commerce, les transports arrêtés, diminués ou entravés ont amené la dislocation de ce bel ordre de civilisation et la disparition de cette abondance dont l'Europe était fière, mais dont elle usait bien mal en ses jours de paix, laissant dans le besoin des milliers d'individus à côté d'une profusion de vivres et de toutes les choses nécessaires à l'existence que ses champs et ses usines produisaient en masse énorme.

Le nouveau monde est sollicité de venir en aide à l'Europe dans la paix, comme il a été sollicité de venir à son secours dans la guerre. Ne croit-on pas que la nation américaine puisse se lasser de ce rôle de sauveteur, si l'entêtement dans de vieux errements condamnés par la plus effroyable expérience lui fait voir l'Europe décidée à perpétuer les erreurs de l'avant-guerre qui ne peuvent aboutir qu'à d'autres conflits ?

Le Président Wilson a présenté à ses concitoyens la réussite de son entreprise pacifique subordonnée à une condition essentielle : le ravitaillement, qui prime toute conversation et tout

projet. Des hommes affamés n'entendent aucun raisonnement. *Un homme ne peut aimer Dieu et respecter son prochain, quand il a le ventre vide*, dicton familier que le Président a répété quelquefois.

Pourtant, on a vu, tout dernièrement, le Congrès lui refuser les crédits qu'il demandait pour le ravitaillement de l'Europe. Ce refus, simple manifestation d'un parti, qui a cédé aussitôt et consenti à la demande du Président, est une indication. Européens, hâtez-vous de faire la paix et de vous remettre à l'œuvre pour subvenir à vos besoins. Organisez votre travail. Il en est temps.

Les hommes qui ont souffert de la guerre espèrent dans la victoire recupérer toutes leurs pertes matérielles et tirer le plein avantage de leurs longs sacrifices, enfin récompensés par le triomphe. Leur aberration est naturelle. Cependant « la guerre ne paie pas ». Le Président Wilson, chef d'une nation qui n'a cherché aucun bénéfice dans cette guerre, affirme aux Européens, que dans les traités qui mettront fin au conflit, ils ne peuvent espérer que des réparations et aucun avantage matériel, mais que les avantages moraux qu'ils doivent en retirer sont immenses et restent les seuls à considérer. Malgré une opposition latente, mais réelle et profonde contre ses conceptions, elles partent d'une vision si haute, si juste et si précise en même temps que l'on peut voir peu à peu se dessiner l'acceptation de ses principes. Ils ne seront sans doute pas intégralement adoptés. Pourtant poussés par la nécessité, en face de l'anarchie et du bouleversement général, dominés par la menace d'une révolution européenne succédant à la guerre européenne, les attardés, les rétrogrades, les réactionnaires céderont. Ils cèdent déjà. Une heure viendra très proche où l'on n'aura qu'un choix : Lénine ou Wilson. On essaiera de fonder une Ligue des Nations embryonnaire, et dès l'instant où on l'aura tenté, même sans croire à son installation définitive, cette Ligue se consolidera, s'établira, grandira et les hommes de cette très ancienne Europe connaîtront entre eux, comme le demande le Président Wilson, un peu plus « de justice et de loyauté ».

***



La Délivrance dans la douleur
(1914)

I

PRÉLUDE

O Victoire que nous tenons
Comme on tient l'oiseau par une aile,
Pendant qu'il se débat encore
De toutes ses plumes toutes froissées,
Que tu nous pèses dans nos mains
Brûlantes et désemparées.

Quand nous t'attendions dans la peine
Et la honte où l'on se traînait,
Quand nous pleurions d'ouïr les Voix
D'un passé grand comme un remords,
Nous espérions une lutte humaine,
Et nous dûmes affronter la Bête
Dans des rafales empoisonnées.

An quatorze du siècle vingtième,
Triomphe quand même de la vie,
A quel prix, mon Dieu, à quel prix!
L'espérance nous emportait
Comme une brise pousse des flammes.

« La guerre est gloire », disait l'ancêtre,
« En sacrifice pour la justice »...
Et toute la brise est tombée,
Toute la jeunesse est là qui gît.
La guerre n'est que deuil et que boue.

Toute la jeunesse est là qui gît,
Tel qu'en aucun siècle homicide.
O bouche, amère du laurier!
C'est à sentir monter son cœur
Jusqu'à nos lèvres pour le cracher.
Et nous demeurons seuls, les vieux,
Qui devons retenir le feu
Entre nos mains sèches, tremblantes.

Ne pleurons pas, redressons-nous
De toute la force du devoir.
L'an quatorze du siècle vingtième
Fut l'Heure la plus belle des heures
Qui sauva le monde par la mort.
L'enfant passe au père le flambeau :
Entretenons la délivrance.

Et malgré tant de nos douleurs
Qui coulent en larmes dans la voix,
Malgré que j'usurpe ta voix,
Héros dans le silence tombé,
C'est pourquoi, faible vieux, je chante.

II

AUTRE PRÉLUDE

Délivrée...
es-tu enfin délivrée,
France!
ô notre petite mère enfiévrée,

toujours grosse et dans les transes?
Délivrée...
Es-tu délivrée,
année à la double figure?
Face de boue et face de sang,
la victoire enfin te laisse-t-elle lavée,
pure?

Délivrée...
es-tu délivrée
de ces éternels enfantements
de toi-même, pauvre âme?
Jailliras-tu enfin des cendres,
flamme?
Jailliras-tu de l'heure et des douleurs,
enfin sauvée?

⁂

Comment l'être
sans l'humanité?
Comment l'être avec ces êtres
qui, faits comme nous,
mais si loin de nous,
s'enfoncent dans leur boue
abjecte?

Comment nous sauver
sans l'humanité?
Et la sauverons-nous
jamais avec nous?
De la belle victoire, notre deuil
n'est-il plus profond?
Savons-nous mieux
où nous allons?

⁂

O nos héros, pardon, pardon!
Oui, par vous nous sommes victorieux,

victorieux contre eux
de notre bourbier.
Las! sortis de la boue,
nous tombons sous les ruines...
Et qu'est-ce qu'il vaut mieux,
les ruines ou la boue?
Las! frappons-nous la poitrine :
les ruines payent toujours la boue.

Avec tant de pierres écroulées
parmi leurs âmes en poussière,
avec tant de maux indicibles,
qui nous déchirent jusqu'à l'os,
ô nos héros, pardon, pardon!
si en nous sentant délivrés
par votre victoire merveilleuse,
nous n'écartons pas les pleureuses
qui toujours attendent une autre victoire
pour tarir leurs déplorations...

Décembre 1914.

ROBERT DE SOUZA.





La Grande Fatigue humaine

Une grande fatigue s'appesantit sur le monde. De jour en jour elle accentue sa pesée et courbe le travailleur éreinté, dont la face auguste n'est plus « tournée vers le ciel » mais penchée sur les métiers sans loisirs. Le travail forcé étreint l'humanité de sa loi de fer. Produire ! Produire !

La sainteté du travail a été surabondamment prouvée par les sophistes, comme le fut, sans doute, celle de l'esclavage. L'homme est habile à légitimer les pires traditions sociales, dont il bénéficie ou s'accommode, par des raisons morales ou divines. Les bénéficiaires y trouvent une justification transcendante de leur privilège ; les exploités un prétexte supérieur à s'assoupir dans leur résignation. Les prêtres de mainte religion, imposant leurs mains bénisseuses et oisives, apaisent le remords des uns, les révoltes des autres, en prouvant la légitimité par la durée et l'originelle malédiction. La condamnation à perpétuité et sans appel tomba de la bouche d'un Dieu irrité, à l'origine du monde. Le Déluge, qu'un Dieu tant soit peu clément eût tenu pour expiation suffisante, ne valut aucune remise de peine à l'humanité maudite : Qu'y pourrions-nous changer et quel cataclysme naturel ou humain égalera jamais cette submersion totale de la terre ! Ce qui est de toujours doit toujours être : inclinons-nous. Mais on ne nous produit nulle parole divine qui institue l'oppression par le travail et la libération dans l'oisiveté.

Cependant, le travailleur lui-même, incliné dès l'enfance à cette soumission, refoule la protestation intérieure qui monte de sa conscience et adhère au dogme par un acte de foi. Non seulement au dogme religieux fondé sur le vieux mythe génial et dont il demeure, incroyant, plus profondément imbu qu'il ne le pense, mais aussi, et à l'insu toujours de sa raison captive, au dogme moral, au dogme social, également captieux et endormeurs. Le travail est rédempteur. Le travail est civilisateur. Le travail est moralisateur. Le chrétien y voit une macération de la chair coupable et un moyen de salut ; le moraliste une voie de perfectionnement ; le sociologue un facteur de prospérité et de paix sociale : tous saluent en lui une nécessité et, à des titres divers, le bénissent plus qu'ils ne le déplorent. Le travailleur, lui, averti de sa misère par sa lassitude, puise dans ces sophismes des motifs de fierté, chante sa propre infortune et réclame le droit de la subir : « Le droit au travail. Le travail c'est la liberté. »

Il est une prière célèbre pour demander à Dieu le bon usage des maladies : toute la mystique ouvrière n'est qu'une longue prière aux versets innombrables pour nous incliner au bon usage spirituel du travail. L'enfant, à peine sait-il parler, en bredouille les couplets naïfs :

Mes enfants, il faut qu'on travaille.
Il faut tous, dans le droit chemin,
Faire un métier vaille que vaille,
Ou de l'esprit ou de la main.

L'adolescent reprend, comme un repons rituel où se concilient, en une formule habile, le dogme laïc et le sacré :

Le travail, c'est la loi du monde...

Tandis que le prêtre aux mains oisives murmure : « Le travail est agréable à Dieu comme la prière », et que le chœur des hommes sans loisirs entonne de sa voix farouche : « Le travail, c'est la liberté. »

Que nul ne s'y méprenne. Notre solide conviction nous tient ferme à égale distance du lieu commun et du paradoxe, et notre esprit, encore qu'apparemment hérétique, ne vise point à la destruction des dogmes nécessaires. Et c'en est un que la fatalité inéluctable du travail, que sa nécessité d'ordre à la fois

matériel et moral, que son pouvoir libérateur sur le corps et sur l'âme en proie aux passions et à l'ennui, que sa sainteté même si l'on veut. Qu'on ne nous prête point le rêve insensé d'une société sans métiers et d'une humanité sans énergie, pareille à ces *Eloïs* de Wells dégénérés de leur vertu primitive dans l'apathie du moindre effort. Nous réprouvons seulement qu'on estime en esprit le loisir et l'argent, ces privilèges, pour ne célébrer qu'en paroles le labeur et la pauvreté.

Le vieil auteur de la *Genèse* ne craignit pas de vouer l'humanité à un pessimisme incurable, et au légitime blasphème, en l'assurant d'un châtiment éternel, et sans possible adoucissement. Nous sommes devenus plus habiles à farder l'inacceptable vérité pour l'offrir à la foule. Nous le faisons ingénuement, d'ailleurs, et par séculaire habitude ; plus par ignorance que par astuce ; ou peut-être par la suprême habileté — ou la suprême faiblesse — de nous persuader à nous-mêmes l'excellence morale d'une condition lâchement subie.

Cependant, les codes de mainte nation, les travaux forcés et le *hard labour* prouvent le caractère pénal du travail, comme les luttes ouvrières pour la plus courte journée en nient l'excellence absolue. Ces mêmes codes, il est vrai, qui dénient à certains condamnés le droit à l'occupation et les frappent de la peine accessoire de l'ennui, de même que l'impatience du bon ouvrier à subir l'inaction de la grève ou du chômage, tendent à prouver que le travail est un bien universellement souhaité, même par les âmes les plus viles. Entre ces deux expériences réside la vérité.

Le besoin d'activité est une des conditions de notre nature. « L'homme est né pour l'action, comme le feu tend en haut, la pierre en bas », écrit Voltaire, qui cite la parole de Job : « L'homme est né pour le travail comme l'oiseau pour voler. » Parole juste et profonde, mais qu'il faut bien entendre. L'oiseau vole pour la simple joie d'exercer ses ailes ; l'homme travaille pour la simple joie d'exercer ses bras. Libre, il travaille comme il marche, comme il saute, comme il joue, comme il se livre aux sports, spontanément et sans préoccupation de l'immédiate et basse utilité ; mais asservi à ses besoins et à la nécessité de produire pour les satisfaire, il doit travailler encore pour pro-

duire, comme l'oiseau doit voler pour quêter sa nourriture ; d'où l'obéissance universelle à une double nécessité, l'une organique, instinctive, interne, impérieuse mais exactement proportionnée à nos moyens et à laquelle il nous est constamment facile et agréable de satisfaire : celle du *travail-jeu;* l'autre extérieure à nous-mêmes, contraire à nos instincts et qui s'impose à nous comme une loi étrangère en faisant violence à notre consentement. Céder à la première nous donne le sentiment de notre force et de notre liberté ; nous plier à la seconde, celle du *travail utilitaire*, nous inspire au contraire un sentiment de faiblesse et de subordination, et nous n'y cédons qu'à mal gré pour nous épargner de pires souffrances.

Telle est notre condition. Quelque détestable qu'elle soit, elle admet néanmoins un accommodement heureux sans quoi notre misère dépasserait toute malédiction divine : la dérivation de notre activité instinctive vers les objets mêmes de l'activité obligée.

Si les limites de la seconde ne dépassaient point celles de la première, tout le travail humain ne serait que le libre exercice de nos membres et de nos facultés : le travail ne serait qu'un jeu, tout travail serait *jeu*, et tout travail serait non seulement supportable, mais désirable et recherché, délectable, comme le pain pour l'être affamé, comme l'eau fraîche pour l'être qui a soif. Et dans la réalisation de cet accord, tenu faussement pour impossible, réside tout le secret du bonheur humain.

Ainsi, ce n'est point le travail qui est un mal, mais l'excès de travail qui engendre la fatigue, la pire des douleurs, la plus propre à inspirer à l'homme le dégoût de la vie. L'intérêt social mal entendu, l'intérêt d'une certaine catégorie sociale, commande qu'on légitime cet excès même par des sophismes divers ; mais la vérité n'a pas à s'incliner devant l'intérêt social : elle est la vérité.

Le travail purement utilitaire, poussé au delà des limites naturelles que nous avons posées, prouve peut-être, selon le mot de Pierre Hamp, l'héroïsme de l'homme à le subir; mais quelque amollissement moral qu'il confère au travailleur, il ne participe en rien à cette noblesse et demeure l'une des formes inférieures, l'une des formes maudites de l'activité : le jeu, c'est-à-dire le

travail sans contrainte, en étant la forme supérieure, et l'Art, qui est « un jeu sublime ».

Cette basse nécessité où nous nous sommes mis nous-mêmes, nous l'avons, dès l'origine, subie comme la loi de Dieu, alors qu'elle n'était que la loi de l'Homme, « bourreau des hommes » (1). Nous l'avons imposée aux bêtes les plus dociles, conquises par notre astuce et liées à notre asservissement ; puis sans cesser de proclamer nobles les fiers animaux indomptés qui « jouent » dans la nature, nous nous sommes persuadé, éternels raisonneurs et admirateurs de nous-mêmes, la grandeur contradictoire de notre misérable état.

Le mépris de l'oisiveté, qui englobe tout loisir, est d'ordre social, comme le mépris de l'argent et la glorification de la pauvreté. Il s'enseigne dans les temples et dans les écoles, où la discussion n'est point admise ; mais de tous les préjugés moraux il est celui qui s'impose le moins à la conscience : le loisir, comme l'argent, est un bien dont l'excellence est universellement sentie.

Sans doute l'excès de loisir engendre une lassitude, un dégoût, un malaise pires peut-être que la fatigue due à l'excès de labeur, et c'est sur cette donnée de l'expérience que se fondent surtout les apôtres de la sueur au front. « L'oisiveté est comme la rouille, elle use plus que le travail (2). » Mais le goût, la recherche du *far niente* absolu n'est qu'une dépravation, une maladie de la volonté, — conséquence, le plus souvent, d'une maladie du corps — une manière d'abus qui est au repos ce que l'intempérance est au boire et au manger. Il est des *lazzaroni* comme il est des ivrognes et des fumeurs d'opium. Prêter un tel idéal à la classe ouvrière, qu'on entretient si soigneusement et si présomptueusement dans l'horreur du péché de paresse, c'est non seulement lui faire injure mais méconnaître les conditions mêmes de la vie.

(1) Pierre HAMP : Préface de *La Peine des Hommes.*

(2) Inutile d'insister sur la platitude de ces apophtegmes qui constituent trop souvent, en France, le bréviaire moral de l'écolier. Enseignés sans commentaires, sans nul souci de la nuance et de la relativité, imposés comme expression de l'absolue vérité, ils démoralisent les masses à demi-incultes qui ne parviennent pas à réaliser l'accord nécessaire entre ce sectarisme moral et leur vie de tous les jours. Heureux encore quand on ne les déforme point jusqu'à l'absurde, témoin ce précepte qu'on me fit copier et apprendre jadis : « Dépense chaque jour un sou de moins que tu ne gagnes, et tu seras *bientôt* riche » (attribué à Franklin).

S'il est vrai que l'oisiveté use autant que la rouille, la classe ouvrière a donné assez de preuves de bonne volonté et d'énergie, d'ardeur saine au travail et de goût à l'action, pour qu'on lui permette de juger elle-même à quel degré de repos la rouille commence. Et elle estime, sans que personne puisse valablement la contredire, que huit heures de travail par jour suffiraient à la sauver de cette avarie.

Or, des « quatre huit » de la chanson anglaise — prétention si raisonnable et si âprement contestée :

Eight hours to work, eight hours to play,
Eight hours to sleep, eight shillings a day,

de ces quatre vœux si modestes qu'ils prendront aux yeux des générations futures un caractère d'étrange humilité, seul le dernier a reçu, ces temps-ci, une satisfaction fallacieuse au détriment des trois autres. Et l'avenir d'après-guerre qu'on nous prophétise, dans un délire frénétique de surproduction et de batailles économiques, semble reculer dans le lointain brumeux des siècles l'aboutissement de ces humbles espoirs.

Hier, nous produisions pour produire, sans discernement ni mesure, gaspillant à plaisir la matière première et l'énergie humaine, comme si la production portait sa fin en soi.

Pendant la guerre, il nous a fallu produire pour vaincre — et plus âprement encore — sous le fouet de l'implacable nécessité.

Demain, nous devrons produire et surproduire, afin de dominer.

Où est, dans tout cela, le principe de sagesse : produire pour vivre et partager équitablement un maximum de bonheur entre tous les hommes ? Où sont les huit heures de jeu — *eight hours to play* — les huit heures de loisirs du vieux refrain anglais !

Oui, produire, demain, surproduire pour dominer : telle est la nouvelle loi d'airain à laquelle nous sommes en train de nous enchaîner d'un consentement unanime. *Pour dominer :* car le terme aujourd'hui consacré de « bataille économique » suppose la victoire et la défaite, un vainqueur et un vaincu. Et malheur au vaincu : il ne lui sera mesuré qu'une trop juste part de bonheur en ce monde.

Quand, dans une guerre, on parle de victoire, les gens du

commun s'imaginent des armées en marche refoulant sous leur pression irrésistible les armées ennemies, le sol national libéré, le sol étranger envahi, des batailles gagnées, des villes conquises, enfin l'action finale, décisive qui réduit l'adversaire à merci. Et ils ne voient rien au delà.

Nos modernes économistes ont plus d'esprit. Ils savent et professent qu'une telle victoire, pour éclatante et décisive qu'elle fût, ne serait qu'une demi-victoire ; qu'il s'agit non seulement de vaincre une armée, mais de réduire un peuple, de le frapper dans ses forces vives, de l'épuiser, de le ruiner pour des siècles, de le « saigner à blanc ». — Cependant, à côté d'eux, d'autres rêveurs — ce sont parfois les mêmes — pénétrés du sentiment de la solidarité humaine en regard de la dure destinée, prêchent la fraternité universelle et la *Société des Nations*.

Est-il une conciliation possible à des tendances si manifestement contradictoires ? Qu'est-ce donc que la concurrence, sinon une émulation vers le mieux, une collaboration de tous au bonheur de tous ? Et qui donc, sinon cet ennemi que nous réprouvons jusque dans ses génies les plus purs, lui a imprimé ce caractère de lutte ouverte ou sournoise, toujours malveillante et acharnée, où les armes soutiennent l'outil, où l'outil sert à forger des armes, où la charrue elle-même et la petite aiguille deviennent des instruments de résistance et de destruction ? L'ayant toujours raillé dans ses vertus, voudrions-nous l'imiter dans ses crimes !

Espérons en la sagesse des hommes rassérénés et en la bienfaisante clarté qui rayonnera de notre victoire. Mais quelque direction que l'esprit humain, affolé ou assagi, imprime à son effort, il devra, sans une heure de répit et sous peine de périr ou de végéter, se mettre à reconstituer ces monceaux d'utilité qui avaient coûté un demi-siècle d'efforts et que la folie d'un jour a dispersés en grenaille et en fumée par les champs de bataille. A la grande fatigue de la guerre, va succéder la grande fatigue des métiers. Le monde du travail ira stoïquement jusqu'au bout de sa lassitude, mais permettra-t-il, lui qui pourrait être la voix souveraine du monde, qu'une fois de plus soit amorcé le risque abominable de voir son labeur saccagé ?

L'ère du juste repos n'est pas près de s'ouvrir. L'outil reviendra demain au bout des mêmes bras qui durent le déposer pour des labeurs plus rudes. Il ne sera point de plus immédiate, de plus impérieuse nécessité.

Mais, un jour d'autant plus proche que l'ouvrier sera plus vaillant, nous aurons reconstitué le trésor dissipé de notre richesse. Richesse choisie, si nous savons le vouloir, ne contenant rien de futile ou d'impur, et formée d'essentiel. Alors, saurons-nous borner notre ambition à la conserver, à l'entretenir, à la développer avec sagesse et modération ? Ou bien, nous laissant emporter par le volant de la machine folle, impétueuse de force acquise et que nous ne saurons ou voudrons modérer, nous livrerons-nous de plus en plus à la folie dionysiaque de produire et au vertige de l'industrielle évolution ?



Il fut un temps où l'on put dire à l'ouvrier, irrité contre la machine nouvelle : « Insensés ! Cette mécanique vaut des centaines de bras. Vous vous insurgez pour le droit au travail, et c'est le repos qui vous est promis. » Ces bons parleurs étaient sincères. Jacquard fut un pur philanthrope, Papin et Stephenson aussi : ils ne pouvaient prévoir l'usage abusif que l'industriel ferait de leurs inventions excellentes en principe, et la douloureuse frénésie de travail qu'elles devaient susciter.

L'apparition de la machine fit craindre le chômage à l'ouvrier. L'inventeur lui promit le repos, mais point de rentes. La nécessité du salaire le maintint à l'usine où l'on multiplia les métiers pour occuper ses bras : il n'y trouva ni le chômage qu'il avait redouté, ni le repos qu'on lui avait fait entrevoir, mais une fatigue quasi-surhumaine et deux misères à peu près inconnues : le surmenage mental et corporel et l'abrutissement par l'automatisme.

Introduite dans l'organisme industriel, la mécanique en a accéléré le mouvement et centuplé l'ampleur. Loin de raréfier la population ouvrière, elle l'a multipliée et agglomérée, appelant à elle par le fallacieux attrait d'un travail facile et bien rémunéré, les meilleurs éléments de la population rurale.

Chaque jour, un peu plus de bonheur humain va se flétrir à ses fumées, un peu plus d'intelligence humaine va s'user aux coups de son rythme destructeur. Les villages sont aspirés, absorbés par les « Villes tentaculaires ». Et l'on assiste à ce paradoxe insensé d'une humanité qui manque de bras par excès de bielles, de poulies, de courroies et de chevaux-vapeur.

La machine devait suppléer les bras, et les bras ont manqué à la machine. L'homme, qui craignit de chômer, a subi plus que le surmenage : la flétrissure morale et physique de sa femme, de ses enfants appelés à la rescousse. Et ce n'est pas encore assez de ces troupes misérables de jeunes filles vouées à l'immoralité précoce et à la chlorose, de mères au giron promptement flétri et dont les mamelles tarissent : il y faut des Chinois, des Annamites, des Arabes, des Cafres, des Polonais. L'ouvrier autochtone ne voit pas sans défiance cette invasion où se mêlent les sexes, les âges, les races et les couleurs. Qu'il se rassure : le Moloch usinier n'est pas près d'être rassasié.

La facilité de produire a engendré la tentation de surproduire. Quoi ? N'importe quoi, pourvu qu'il en résulte un bénéfice certain pour l'usinier.

— Mais, objectent les économistes de certaine école béate, on ne saurait trop produire. Il reste toujours en quelque partie du monde et en quelque recoin d'humanité des besoins qu'on ne peut satisfaire.

Oui, nous savons qu'on laisse mourir de faim des milliers d'hommes dans les Indes, tandis qu'en Amérique « on brûle le blé surabondant et inutilisable » (1) ; que des milliers de pauvres diables souffrent, à Paris, de la faim, s'ils n'en meurent pas, tandis qu'à Boulogne-sur-Mer, on transforme en engrais des cargaisons de harengs par impuissance de les transporter à soixante lieues de distance ; que des dandys allument leur cigare avec un billet de banque, alors que d'autres milliers de pauvres hères sont réduits à la mendicité ; que A.-O. Barnabooth, le milliardaire observé par M. Valéry-Larbaud, célébrait en vers ses borborygmes et jetait, par pure distraction, dans le Tibre, des valises en cuir de vache qu'il avait achetées à ce seul effet.

(1) H. G. Wells.

Nous en déduisons qu'il est des rassasiés et des meurt-la-faim, des opulents et des indigents, des hommes qui ont des digestions heureuses et d'autres qui ne digèrent pas faute de manger ; des gens qui sont embarrassés de leur superflu et d'autres qui manquent du nécessaire; enfin que les produits sacrés du travail sont parfois offerts en sacrifice à l'ennui et à la fantaisie des désœuvrés. Nous y voyons une mauvaise répartition de la richesse et un mauvais usage de l'utilité par ceux-là mêmes qui n'ont point peiné à la produire, tout un vice d'iniquité sociale et d'imparfaite exploitation du progrès : mais la prétendue indigence du monde n'y est point apparente.

« *Nous sommes plus riches infiniment que nous ne le pensons* » a dit Kropotkine.

Riches d'*utilité inexploitée* que nous laissons dormir, comme si, sacrée, veillaient autour les gnomes jaloux des antiques légendes : mines, sources, houille blanche et verte, terres en friches ou pauvrement cultivées.

Riches d'*utilité perdue* qui roule par rues et par chemins, traîne par les champs, pourrit dans les vergers. Les nécessités de la guerre et l'exemple — toujours — de notre ennemi nous ont montré tout le parti qu'on peut tirer de rien ou peu de chose. Des fortunes plus grandes et précieuses que les mines de diamant du Cap tombent dans les poubelles de nos villes et sont jetées à la voirie. Des tonnes de champignons, dont la cueillette est travail d'enfant, périssent, mangés aux vers, dans les bois du Périgord, faute d'un service automobile de ramassage qui récolterait bien d'autres produits. Nous exportons à grands frais des fruits secs de Californie, alors que des sécheries régionales pourraient drainer par camions légers et rapides les prunes, les poires, les pommes, que le vent abat dru comme grêle et que dédaigne le cultivateur. Sur les ronces de nos haies rustiques, noires de mûres en septembre, des milliers d'hectolitres d'alcool s'évaporent, chaque année, au soleil automnal.

Riches d'*utilité gaspillée*, détournée de son but légitime, usée sans profit véritable à leurrer la pauvreté ou à satisfaire des goûts pervertis. Que de matière inutile dans la plupart de nos outils et ustensiles, créés par l'empirisme, modifiés par la fantaisie, hors de toute conception vraiment rationnelle où l'écono-

mie de matière se réaliserait en ce point *optimum*, unique pour chaque objet, où la commodité se rencontre avec l'agrément ! Que de modèles divers pour chaque chose, dont le dernier ne réalise pas toujours un progrès sur ceux qui le précèdent et dont chacun nécessite un effort stérile d'invention, de réalisation et d'expansion dans la clientèle ! Que de mots superflus dans les journaux, qui ne disent rien à l'esprit, n'apportent rien à l'âme, et cependant, immobilisent à leur service combien de cerveaux et combien de mains ! Le taylorisme usinier a éliminé du travail le geste irrationnel, superflu et établi l'équation exacte du résultat et de l'effort. Le *moindre effort*, justement décrié, contient un risque d'insuffisance : l'effort *strictement utile*, exactement suffisant, adapté au résultat désirable dans toutes les branches de l'économie, seul réalise l'accord entre l'intérêt social et l'instinct humain. Toute équation est un équilibre et l'équilibre est la condition de tout bonheur : or, il est une équation de l'économie et nous attendons le *taylorisme social*.

— Il n'est pas vrai, objecte de son côté l'industriel, que nous produisions n'importe quoi, sans préoccupation de l'utile. L'*utile* est le *demandé*, et nous obéissons à la demande, accordant ainsi notre intérêt personnel à l'intérêt collectif. Notre offre s'adapte à la demande : telle est notre loi. Est-il meilleur juge de ce qui doit être consommé que le consommateur même ?

Ainsi raisonnent les apôtres du « laissez-faire », par ailleurs moralistes rigides et peu disposés à admettre une morale « sans obligations ni sanctions ». De même qu'en eux se résout l'étrange antinomie du philosophe intransigeant et de l'économiste libéral, de même ils accordent à la raison du consommateur des lumières qu'ils refusent à la conscience de l'homme en général. L'homme moral a besoin de préceptes et de lois, l'*homo œconomicus* est infaillible et ne relève que de lui-même.

Grande serait leur indignation si on tentait de leur prouver que de leur doctrine — d'ailleurs universellement appliquée — est résultée une anarchie économique aussi néfaste que pourrait l'être l'anarchie morale dans une société sans pouvoirs et sans lois. Et pourtant c'est la vérité même.

Examinons. C'est dans sa qualité (1) bien plus que dans sa quantité que la marchandise est envisagée comme moyen de concurrence entre producteurs. Dans la lutte âpre que se livrent ces derniers sur le terrain commercial, le produit est une sorte de munition dont il importe d'accroître l'efficacité — le pouvoir de séduction — plutôt que l'abondance, et on aboutit d'ailleurs infailliblement à la surproduction et à la surabondance par cette voie détournée.

Deux ordres principaux de concurrence tendent à la surproduction :

a) La concurrence vers la *nouveauté*. A l'homme — à la femme surtout — il faut du nouveau, n'y en eût-il plus au monde. C'est de l'attrait du nouveau que naissent tant de modes insensées et de stupides adultères. Ce tout petit penchant, d'apparence anodine et frivole, est le plus formidable gâcheur de matière, d'intelligence et d'énergie. C'est lui qui déverse dans la hotte du chiffonnier et dans la boîte du bouquiniste des charretées de vêtements encore portables, des monceaux de livres hâtivement démodés. C'est lui qui entretient les bric-à-brac où vont s'accumuler les tristes rebuts de nos goûts versatiles. C'est lui qui encombre les Grands Magasins de « rossignols », de « soldes », d'articles déchus quoique toujours neufs, tombés en quelques jours de la suprême élégance au dernier ridicule et qu'on vend à vil prix en récupérant la perte sur l'ouvrière par l'odieux *sweating-system*.

Vain effort, du reste, vers ce « dernier cri » que hurlent les réclames et qui est aussitôt devancé. Un homme averti m'a conté cela. Chez Paquin, chez Boué sœurs, on voit arriver au jour propice une dame élégante, chargée de bijoux. Elle commande trois, quatre costumes, du plus récent modèle, déclare être de passage et un peu pressée, demande la livraison rapide à son hôtel. Cinq jours après, les costumes figurent à l'étalage

(1) Ne pas confondre *qualité* avec *utilité*. La qualité est le caractère particulier de la marchandise réalisée selon le goût des acheteurs. Ce caractère est parfois foncièrement immoral et nuisible et l'article, partant, très demandé (livres pornographiques, images obscènes, etc.). La loi proscrit de telles marchandises : pourquoi accorder à l'*inutile* plus d'indulgence et de liberté ? L'inutile comporte une nuisance en quelque sorte négative, parce qu'il immobilise de l'utilité. La rigueur des lois lui serait légitimement applicable dans une société plus soucieuse que la nôtre de son véritable intérêt. Mais, à défaut des lois, il appartient au consommateur d'exercer une telle police.

de tel grand magasin dont la belle et riche cliente n'était que la pourvoyeuse à gages.

Aux approches de chaque saison, les petits « trottins » qui, dans les Grands Magasins, papillonnent d'un air insoucieux autour des « premières » et surprennent ainsi les secrets de l'atelier, vendent ces secrets pour un louis ou moins à la maison d'en face. Les typos, pour la même somme, passent au concurrent à l'affût chaque page du catalogue, en épreuve.

Véritable espionnage industriel. De même que les nations, dans leur course aux armements, n'arrivent point à se devancer parce que leurs projets, à peine conçus, sont livrés à l'adversaire, de même les exploiteurs de la nouveauté ne parviennent à prendre l'un sur l'autre nulle supériorité patente. Vaine course, non vers le mieux, mais vers le nouveau, l'inédit, l'étrange, le baroque, l'inouï, l'hétéroclite, l'absurde. Car il faut du nouveau, fût-ce au prix de l'absurde. Le nouveau qui entretient l'éternelle fraîcheur de la femme, comme d'une fleur qui, sans jamais flétrir, éclorait chaque matin, est un grand destructeur de beautés, un grand flétrisseur de jeunesses. De pauvres filles, par milliers, s'étiolent dans des mansardes pour que leurs sœurs fortunées s'offrent toujours jeunes à notre désir. Nos yeux connaissent-ils le prix de leur divin plaisir ; les femmes, la rançon de leur beauté ?

b) Concurrence vers le *bon marché*. C'est un principe communément admis, hors de toute dispute, que le producteur doit se mettre à la portée du consommateur. L'intérêt de l'un et de l'autre, semble-t-il, doit y trouver son compte, puisque le premier gagne plus en vendant davantage, que le second peut acheter davantage en dépensant moins.

Bien mieux : une auréole de philanthrophie embellit cette œuvre admirable ; car ce commerce ingénieux « qui ne gagne rien sur chaque article et se rattrape sur la quantité », s'adresse aux déshérités de ce monde. Il pousse envers eux la charité jusqu'à rogner sur le dernier franc d'un prix dérisoire les cinq derniers centimes. Il réalise, dans l'apparence, l'égalité sociale — cette utopie — la seule égalité qui compte pour notre vanité, celle de l'apparence extérieure. L'*Ecclésiaste* n'a-t-il pas dit : « Le vêtement et la démarche de l'homme témoignent de ce

qu'il est » ? Ils habillent, chaussent, coiffent, embellissent, couvrent de bijoux la dignité des pauvres, et ils les rendent pareils aux riches. Ils créent à leur intention des manières d'*ersatz* dont ils font eux-mêmes la renommée, à grands coups de réclame. par pur esprit de sacrifice. Marqués par la reconnaissance publique, ils sont généralement plusieurs fois décorés.

Cependant, la malignité du peuple, qui juge leurs séductions tout en s'y laissant prendre, qualifie leur marchandise d'un terme méprisant : camelote. Qu'est-ce à dire, et ne serait-il point satisfait de tant de ménagements envers son indigence, de tant de sollicitude envers sa dignité ?

Le secret de sa déconvenue tient dans ce théorème économique que nous voudrions voir enseigner dans toutes les écoles primaires :

« Si la durée d'usage d'un objet de prix 2 *p*. est 2 *d*., la durée d'usage d'un même objet de prix *p*. est inférieure à *d*.

Exemple : une paire de souliers de 35 francs fera toujours plus d'usage que deux paires à 17 fr. 50. »

Vérité d'expérience et de consentement universel, comme en témoigne cet aphorisme de la sagesse populaire : « Le bon marché est le plus cher » qui nous ramène à notre idée directrice.

Oui, le bon marché coûte toujours cher. Cher à celui qui l'achète et n'en tire pas un usage proportionné au prix. Cher à l'ouvrier qui le fabrique et que l'usinier, acharné à poursuivre un prix insaisissable de concurrence efficace, réduit à un salaire de famine et pressure par le *sweating-system*. Cher enfin à la collectivité par l'usure de main-d'œuvre et le gaspillage de matières premières.

Tout appel à la sagesse du producteur serait vain, encore qu'il ne faille point désespérer tout à fait de la convaincre. Mais à l'origine fut le besoin, et le besoin fit le consommateur : c'est donc vers le consommateur que nous devons nous tourner, comme vers un premier principe.

C'est lui qui eut le premier mot : c'est lui qui aura le dernier, s'il sait le vouloir. Un rôle éminent lui est dévolu dans l'œuvre de rénovation économique, œuvre non de lutte pour la prééminence, mais d'accord pour l'apaisement. A lui, qui sera en

majorité l'ouvrier, de dire, avec l'ouvrier, ce qu'il ne veut pas acheter, ce qu'il interdit de produire. La destinée du travailleur est dans ses mains. Entre le capital et le travail, il est l'impartial et souverain arbitre. Au cours de cette longue guerre, il a su trouver en lui l'énergie nécessaire pour répudier le produit allemand ; ne pourra-t-il faire par esprit de justice et d'humanité envers la majorité des hommes ce qu'il a fait par haine envers son ennemi ? Il est des productions maudites, toutes pétries de douleur humaine, et dont il s'interdira l'usage, même au prix d'une privation passagère. Il se rappellera, pour en inspirer sa conduite, l'impératif de solidarité que formulait, il y a trente ans déjà, le Tolstoï anglais, Ruskin, ce prophète pour qui les économistes ont professé trop de mépris : « Dans tout achat, considérez d'abord les conditions d'existence que vous faites au producteur de ce que vous achetez ». Et l'accord, si rare, de son intérêt particulier avec l'intérêt collectif lui rendra d'autant plus aisé l'accomplissement de ce devoir.

Il traquera l'oisif, comme il a chassé l'*embusqué*. La honte de ne rien faire naîtra de sa conscience. L'expérience de ces derniers mois a partout prouvé qu'un homme qui consacre une heure chaque jour au travail de la terre se nourrit presque de ses mains. La nécessité d'aujourd'hui sera le devoir de demain. Ceux qui auront fait ainsi d'une distraction le moyen de ne pas périr, sauront en faire une œuvre de soulagement. Ils connaîtront que le travail, mieux partagé et appliqué à des fins strictement utiles, serait le *jeu* de l'homme et son amusement. En eux peut s'accorder, par une rencontre providentielle, le désir et le pouvoir d'alléger la Grande Fatigue dont le Travail est accablé.

*
* *

Il est d'un commun usage d'opposer à l'industrie l'agriculture, l'ouvrier au paysan. Ces deux catégories de prolétaires se méconnaissent et se détestent, comme s'ils n'étaient point solidaires en la même œuvre humaine, courbés sous la même fatigue, frères en la même douleur.

Les littérateurs ne sont pas étrangers à cette méconnaissance mutuelle. Traduite en formules que les écoliers acceptent

sans y croire, la parole de Virgile : *O fortunatos agricolas...*, a provoqué la jalousie ouvrière sans contenter le cultivateur. Inversement, et en raison même du scepticisme développé dans l'esprit campagnard par la fausseté des formules apprises, les plus véhémentes invectives proférées contre la Ville et l'Usine n'ont rencontré dans les campagnes que froideur et incrédulité.

Reconnaissons la Vérité. Beaucoup de ceux qui ont célébré la terre furent moins émus de ses misères qu'éblouis par ses splendeurs. Dans leur esprit qui observait les choses à travers l'écran d'illusion qu'ont tissé des siècles de littérature, les élégantes paysannes de Jules Breton continuaient la tradition virgilienne et aux élégies d'Horace répondaient les élégies de Lamartine. Vergers fleuris, moissons qui frémissent, prairies qui verdoient, couchers de soleil, idylles charmantes des bêtes et des hommes, chœurs des oiseaux qui chantent à la création un hymne éternel, ceux mêmes qui, dans leur douleur, ont maudit la cruelle sérénité de la nature, ont jugé de la terre sur sa magnificence et n'en ont pas éprouvé la réalité.

Dans le domaine industriel, dénué de toute séduction, se réalise l'accord de la réalité et de l'apparence. Le paysan lui-même n'en conteste pas la noire misère : mais trompé par l'éloignement, il l'estime préférable à la sienne, pareil à ces torturés de l'ancien temps qui, les genoux broyés, aspiraient à une nouvelle torture comme à un soulagement.

La souffrance de la terre se dissimule sous la magie des saisons. Pour l'apercevoir, il est nécessaire de quitter le point de vue contemplatif pour descendre vers les profondeurs de son silence et de son humilité : car elle s'enveloppe aussi de silence et n'use, en ses supplications, que de la prière intérieure qui ne s'adresse point aux hommes. Elle ne livre tout son secret qu'à celui qui se donne à elle. Pour la connaître, il faut l'avoir éprouvée dans sa chair, dans ses os et dans son esprit, comme le bon poète-laboureur Philéas Lebesgue, qui, en cette Ile-de-France dont tant de poètes n'ont vu que la légère apparence, accorde et fait pleurer la lyre des Pitiés.

Bien peu sont dignes de parler d'elle, et je ne connais que vous, mon grand ami, sous cette éminente dignité. Vous savez le poids harassant des outils, la malignité de la glèbe, la rigueur

de l'intempérie, la traîtrise de la nature, l'accablement des journées stériles et l'inquiétude des lendemains. Vous savez, pour l'avoir ressenti, que l'aplomb du soleil de juillet vaut le flamboiement d'un cubilot d'usine ; que la bruine glaciale de novembre vaut la buée tiède des filatures ; que les mottes de glaise sont aussi lourdes que les gueuses de fonte et que, si le tourneur, en fin de journée, fléchit sur ses jambes, le laboureur et le faucheur ont les reins brisés.

Vous savez que l'homme ne se nourrit ni ne se guérit d'air pur et qu'on meurt en plein vent tout autant qu'en mansarde (1); que la beauté des jours est insensible à la misère et n'entre pas dans l'âme par un corps fatigué.

Vous savez la pauvre réalité que cache cette image magnifique, dans la banalité des hauteurs sublimes de la poésie : « le geste auguste du semeur ». Vous connaissez la vanité de tant de belles paroles consacrées à ceux qu'elles ont si mal servis et qui, pour entendre en leur faveur un vrai mot de pitié — de juste et clairvoyante pitié — devraient remonter le cours du temps jusqu'à La Bruyère, peut-être jusqu'au vieux moine qui composa le *Roman de Rou*.

Vous avez mesuré toute la hauteur d'indifférence envers la glèbe de toutes les magistratures de gouvernement et de pensée. Tel qui prouve éloquemment le « retour à la terre » et doit à cette géniale idée l'honneur d'être longtemps ministre, ne nous a laissé que des sermons, pas même un équivalent à ce « Théâtre d'Agriculture » qu'Olivier de Serres établit pour Sully. Tel autre qui crie : « La Terre est morte ! » l'ensevelit comme en un linceul de pourpre une divinité. « Voyez, nous dit-il, comme elle est belle. Quel dommage qu'elle ne soit plus ! » Un dernier arrive, écarte le linceul et dit : « Elle se réveille. Demain elle sera plus vivante et belle que jamais ! »

Qu'ont-ils fait, tous ceux-là, qu'ont-ils fait tous les autres pour la sauver de la souffrance, de l'anémie et de la mort ? Que font-ils pour aider à sa résurrection, préparer sa vie nouvelle, assurer son bonheur ? — Que fais-je moi-même !...

L'industrie, emportée par la machine, souffre d'un excès de

(1) Voir à ce sujet notre étude *Les nids de la Mort*, dans « La Renaissance » du 12 octobre 1917.

vitesse qu'elle n'a ni la volonté, ni à elle seule le pouvoir de modérer. L'agriculture subit le mal contraire : l'absence de machines et le défaut d'industrialisation. L'une, enivrée de son triomphe, s'exténue en raison de son agilité même ; l'autre demeure accablée du poids de sa lourdeur.

Autre grande misère, pire peut-être que celle de l'usine et qu'illumine, sans la guérir, la pourpre des soleils couchants. Dans mainte région de notre France — en Bretagne, en Vendée, en Poitou, en Limousin, en Gascogne, en Quercy, — le pauvre paysan qui rentre à sa masure, à son « creux de maison », à sa « tanière » pourrait-on dire encore, n'est pas sûr d'avoir produit la poignée de grain, la goutte de vin dont il nourrit misérablement sa force déclinante. J'en ai vu qui, brisés par le contrecoup des outils, assommés par les coups de soleil, vidés de leur énergie jusqu'à l'avant-dernière goutte, n'avaient plus même la force de mâcher leur pain. Quinze heures de travail en hiver, dix-huit en été : telle est l'implacable loi de nature qui mène ces hommes au rythme des jours et des saisons, sous le regard attendri des poètes.

La philosophie de Garo les éclaire et les soutient. « Dieu, disent-ils, a bien fait les choses. Il a créé la nuit pour notre repos. Sans la nuit, il n'y aurait jamais de cesse dans le travail. » Au temps des semailles, alors que la « journée » déborde le jour raccourci, les plus courageux et les plus forts travaillent à la bêche, au clair de lune, après avoir rentré leurs bœufs. L'hiver, dans leur grabat dont le vent, passé sous la porte, agite les rideaux d'indienne, une fourmilière grouille à leurs pieds froids et des milliers d'aiguilles piquent leurs mains gercées. L'été, les douleurs de la fatigue les rongent aux reins et des nuées de puces les dévorent. En toute saison, la souffrance et l'inquiétude les tournent et les retournent sur leur paillasse crissante. Comme aux suppliciés du carcan, le sommeil leur est interdit.

On connaît le fruit de tant de peine et de lassitude. La statistique, dont le graphique paraît-être, chez nous, la fin dernière, l'enregistre sans doute avec exactitude et sérénité (1). Mais, sans

(1) Nous détestons vigoureusement le chiffre, le chiffre « éloquent, qui parle de lui-même et dont l'éloquence se passe de commentaires ». Il nous a conduit à une superstition nouvelle qui a tué dans la science la pitié. L'idée juste doit sortir du chiffre : le chiffre ne peut tenir lieu d'idée.

déranger les puissances jalouses qui veillent sur les secrets de leurs vains calculs, il suffirait aujourd'hui d'ouvrir un de ces carnets de récoltes où les cultivateurs doivent consigner le chiffre de leur revenu. On y verrait l'indigence cotée en regard de la fatigue : d'une part, la surface ensemencée, cultivée comme on sait à la force des bras et au prix de quelle sueurs ; d'autre part, le produit récolté, sorte de résidu arraché à grand'peine à la gelée, à la grêle, à la sécheresse, à l'aridité, à la malveillance du temps et de la terre. On apprendrait ainsi que sur une propriété de trois hectares en terres, vignes, bois et prés, un petit propriétaire et sa femme, vigoureux l'un et l'autre, ardents au travail et classés parmi les plus aisés du pays, ramassent 6 hectolitres de froment, 2 hectolitres de seigle, 1 hectolitre d'avoine, 3 hectolitres de maïs, 20 hectolitres de pommes de terre, 1 hectolitre de haricots, 5 hectolitres de vin, 15 milles de foin, à peine de quoi se nourrir chichement, eux, une truie, une chèvre et deux vaches étiques. Rien à vendre, sauf quelques douzaines d'œufs, quelques volailles, un ou deux veaux, une ou deux portées de porcelets. Point d'économies, de « bas de laine », de cachette dans la terre ou dans un mur, comme l'enseigne jusqu'en Amérique la tradition du roman français. Dans l'armoire, entre les draps pliés, on tient en réserve pour les « méchantes années » quelques billets de cent francs dans un vieux portefeuille. Le présent à peine assuré, l'avenir incertain, un passé assombri de tristes souvenirs. Tel est le salaire d'une si pesante fatigue que l'ouvrier, pour un prix quadruple, ne supporterait pas un seul jour.

Nous n'avons pas situé cette misère. Elle n'est pas de Flandre, sans doute, ni de Beauce, ni de Normandie, provinces cossues et relativement heureuses : elle est de partout ailleurs. Presque partout, un labeur qui n'a d'autres limites que celles des forces humaines suffit tout juste à l'entretien d'une vie sans loisirs et sans joies. Labeur timide, résigné, silencieux, glorifié par la parole et par le livre, mais pratiquement sacrifié par une société marâtre qu'occupent et inquiètent par ailleurs les bruyantes revendications ouvrières.

Elle n'est pas d'aujourd'hui, cette misère tellement illogique, inique et monstrueuse que la guerre l'a plutôt adoucie. De fines

bouches tiennent pour nouveauté détestable, sans précédent et sans durée, cette sorte de pain de siège qu'on nous mesure et que le délicat mange aussi bien que le rustre, quand il a faim. Se doutent-ils qu'il s'en consommait de pire, assez loin de Paris, mais pourtant en France — en douce France — il y a moins de vingt ans ? Je ne l'ai pas entendu conter : je m'en suis nourri de ce pain, pendant des années. C'était au temps où l'on prit la coutume de dire, parlant d'un travail aisé : « C'est de la miche » et où des enfants dont je fus mangeaient, en guise de fromage, un petit morceau de pain blanc avec leur quignon de pain noir. Pas toujours noir d'ailleurs, et il est pire : le pain jaune de maïs, plat comme la main et tout fendillé, appétissant comme la brioche mais détestable au goût et aussi trompeur que les fruits de cendre des Hébreux. Celui de baillarge, si épais qu'on devait l'entamer avec un couteau de boucher, massif et lourd comme le plomb, laissait dans la bouche comme un goût de sable : A la fin de la fournée, en été, il devenait si dur qu'on le tranchait au hachoir et qu'on le faisait tremper dans l'eau ; ou bien, si le temps se maintenait humide, il moisissait, prenait une teinte étrange, multicolore, livide, veloutée, rappelant celle des champignons sauvages et il emplissait la bouche d'une poussière empoisonnée. Celui de sarrasin avait un goût de crêpes, parce que les pauvres gens, alors, faisaient des crêpes de blé noir. Celui de pomme de terre restait toujours tendre et on l'aimait bien.

Cela ne se passait pas en l'an mille, mais il y a vingt ans, dans le Limousin, en France... Du paysan virgilien qui « mariait la vigne à l'ormeau » dans les hexamètres du poète, mais en réalité menait pauvre vie sous le plus beau ciel du monde, au paysan limousin qui, sous un ciel moins clément, attelle au joug de frêne par des anneaux de bois un araire latin, où est le progrès de vingt siècles ?

Qu'avons-nous fait pour alléger la peine de ces hommes demeurés si près de leur humble et lointaine origine qu'un contemporain d'Auguste les reconnaîtrait, eux et leurs outils et les saluerait dans une langue à peine différente de la leur ? Qu'avons-nous fait, sinon déplorer leur routine, au lieu de leur enseigner la facilité et la fécondité secrètes de la terre, la

manière de la vaincre et de la féconder, avec aisance, l'usage des meilleurs engrais et des plus commodes outils ? Emportés par notre science à la conquête de la matière, nous les avons abandonnés en chemin, loin, très loin derrière nous, courbés sous les fatalités ancestrales, et nous avons négligé la terre, matière essentielle, matière vraiment « première » et source de toute vie. Enfin, résignés à leur abandon qui serait de leur faute et non de la nôtre, artistes nous les avons associés à la beauté immuable des antiques paysages, avec leurs masures, leurs ustensiles, leurs instruments, leurs habits, incommodes mais pittoresques, éléments de décor pour peintres et romanciers. Tout un sentimentalisme régionaliste s'est employé — s'emploie toujours — à les entretenir dans leur esthétique misère et à *nous* sauver du changement. — Nous en fûmes, comme tant d'autres : *mea culpa !*

Leur enseigner la facilité et la fécondité secrètes de la terre, c'est-à-dire à produire davantage en travaillant moins, non, nous ne l'avons pas fait, en dépit des programmes et des livres, œuvres de doctrine, non de pratique et d'exemple. Les écoles ont failli à leur tâche, qui ont vaincu les patois — triomphe détestable et facile — mais n'ont su que désapprendre et détruire où il fallait apprendre et créer. L'antique expérience que charrie le langage n'est point pure vérité, non plus que les charmantes superstitions du vieil Hésiode : elle enfermait du moins quelques justes principes et valait mieux que le néant.

Ainsi des hommes usés, teintés de science élémentaire, pareils à des sépulcres blanchis sur une terre épuisée et lasse de produire, tel est l'aboutissement de notre prétendu progrès sur le sol le plus généreux de l'univers. L'esprit contagieux d'agitation qui souffle de l'est suscite en nous des rêves ambitieux de colonisation et d'entreprises sur le monde : détestable tendance si contraire à notre génie ! Les sources de notre bonheur sont chez nous à côté des sources négligées de notre richesse. Un travail juste suffisant pour occuper nos bras — tous nos bras — sans fatigue, ferait jaillir du sol une incomparable fortune, en abondance, en excellence et en variété. Ne mettons pas notre ambition au-dessus de cette suprême habileté : réaliser dans la

satisfaction d'un travail joyeux la colonisation agricole de la France.

***

L'agriculteur comme l'ouvrier jalousent l'employé, le fonctionnaire, l'intellectuel, l'homme aux blanches mains qu'ennoblit une jaquette et dont « le revenu ne gêle ni ne grêle ». Pourtant, sa misère est sœur de leur misère. L'un dit : « Je traîne la galère. » Le second assure : « C'est un métier de damné ». Le dernier reste silencieux, parce que nul ne le plaindrait, pas même ses compagnons de souffrance, et il est le plus à plaindre parce que nul ne le plaint.

Lui, comme eux, s'abêtit et s'use, sur des travaux mal entrepris et frappés de stérilité. Lui, comme l'ouvrier, est accablé d'un progrès qui devait alléger sa tâche, et, comme le paysan, obstiné dans sa voie ingrate, faute de clartés.

Sur son siège haut, devant son pupitre ou sa chaire, sous la férule du maître — inspecteur ou patron — il fait songer à un vieil écolier tenu en lisières. Les poitrines se creusent et les os dévient contre la table à écrire autant que contre l'établi, et l'esprit non moins s'y déforme.

Aussi durement que l'ouvrier il subit son machinisme. Le télégraphe, le téléphone, la machine à écrire et celle à calculer, tous les merveilleux outils de transcription et de transmission rapides de la pensée l'entraînent, essoufflé, dans leur vitesse. De la dactylographe assujettie à son propre record ; de la linotypiste esclave de ses doigts agiles, du télégraphiste pris dans le rythme invariable de son outil précis et tyrannique ; du comptable qui empile des nombres, monte et descend des colonnes de chiffres pour les remonter et les redescendre encore ; du grossoyeur payé à la page et du feuilletonniste payé à la ligne ; du journaliste sans repos ni trêve qui doit penser à l'article du lendemain en écrivant celui du jour, et du romancier condamné par son propre succès à écrire des deux mains deux ou trois « chefs-d'œuvre » simultanés, « impatiemment attendus », quelle différence aux victimes ouvrières du taylorisme et du sweating-system ?

Une seule : l'infime nuance qui marque la coupe et la cou-

leur d'un habit, la forme d'un chapeau, la propreté des mains, cet extérieur superficiel, ces signes qui ne signifient rien et qui séparent si profondément dans nos esprits les catégories sociales.

Sous la jaquette et sous la cotte bleue, sous le pantalon boursouflé au genou et sous le pantalon qui bouffe des hanches, sous le feutre batailleur ou le melon bourgeois et sous la casquette de livrée ouvrière ; que le cou soit nu ou bien emmanché dans un carcan de toile, les mains gantées de crasse ou bien chaussées de peau, partout, dans des corps également torturés, vit la même souffrance de la chair et de l'esprit, communion en la douleur où se réalise, à travers les divisions et les frontières tracées par l'orgueil humain, l'unité réelle et profonde d'un immense prolétariat qui n'a pas encore pris conscience de lui-même.

Et il n'est pas jusqu'à l'oisif, jusqu'au mondain, asservi à son étiquette et à ses quotidiens et multiples « devoirs », qui n'ait sa place marquée en cette fraternité de misère. Du surmenage de l'usine et de celui du monde, du vide spirituel d'un bureau et de celui d'un salon, lequel est préférable et moins mortel à l'homme ? Et il n'est pas jusqu'aux ministres, aux princes et aux souverains...

Dans mon sommeil j'eus un cauchemar. Le froid avait fourbi la coupole du ciel, poudré la terre à frimas. Tout autour, une crasse violette avait glissé sur l'horizon, boue céleste accumulée en masses immobiles, d'une apparence figée. Jamais ne se parfait la netteté de ce ciel crasseux des Flandres. Cependant, au zénith, quelques étoiles achevaient de s'éteindre, comme derrière une vitre des lampes au jour naissant. Et l'aube, sur un décor d'arbres nus, aux fines brindilles, illuminait de ses teintes changeantes un frais rideau de soie.

Ils étaient là, au carrefour de deux routes — croix sombre sur le clair de la plaine — debout, les mains dans les poches, battant la semelle, transis sous leurs minces pardessus noirs, barbes négligées, nuques duveteuses, traits bouffis ou affaissés, deux poches molles — poches à larmes sans doute — sous les yeux.

Ils attendaient le tramway qui, de quart d'heure en quart d'heure, déverse dans le gouffre de la grand'ville sa tomberée d'hommes pâles. Employés, caissiers, comptables, commis, contre maîtres, ouvriers, chair dolente, amollie de sommeil et pétrie de fatigue sous la peau moite encore de la tiédeur des lits.

Jean Coste, l'instituteur, était là, et aussi *Bob Cratchit*, le commis de *MM. Scrooge et Marley*, tous les types de la misère décente et de la pauvreté honteuse, toutes les figures meurtries aperçues un instant dans la réalité ou dans le rêve et que la pitié du passant fixe en traits profonds dans son souvenir.

Ils se parlaient deux à deux, coude à coude, face à l'aube, sans se regarder et sans la voir. Que se disaient-ils? Des paroles ternes, égales, sans accent, coulaient de leurs lèvres molles, mots d'hier, mots d'aujourd'hui, mots de demain, mots de toujours, mots usés qu'on n'entend plus à force de les entendre, pareils à ces patenôtres quotidiennes qu'on dit et répète par habitude et qui meurent dans l'oreille au seuil de l'esprit.

— Le *car* est en retard aujourd'hui.

— Il n'est pas en retard quand on le manque.

— Vous l'avez manqué hier? Je ne vous ai pas vu.

— Oui, et le patron m'a fait une jolie musique.

— Il n'est pas commode, le Monsieur!

— Vous avez de la chance, vous : le vôtre n'est pas regardant pour l'heure.

— Non, mais il se rattrape sur autre chose.

— Combien de gratifications au jour de l'an?

— Le mois double. Et vous?

— Ah! veine alors! Le demi-mois, chez nous.

— Enfin, voilà tout de même le car!

— Il a fini tout de même par venir.

Cependant, le soleil que nul ne surveillait avait subrepticement fait un saut d'un pied au-dessus de la plaine. Il se tenait là, suspendu, en équilibre, comme incertain de sa voie, ne sachant s'il allait monter ou descendre, pareil à un jaune d'œuf dans des glaires, pâteux et sans rayon tel un globe de métal qui froidit. Sur les faces livides de ces hommes las il posait des teintes de cuivre. Le givre de l'immense plaine scintillait. Les

troncs, les branches, les brindilles étincelaient de clartés brèves qui s'entrecroisaient et tissaient dans l'air une trame impalpable et magique pour la fête du jour naissant. Le soleil s'était décidé : il montait lentement, lentement, par imperceptibles secousses, sorti vainqueur des brumes basses qui semblaient l'empêtrer et le retenir. La journée s'annonçait belle au loisir ; mais les hommes pâles détournaient leur regard de ses séduisantes promesses comme des charmes d'une femme défendue.

Le tramway franchit le court tunnel d'une porte étroite et basse, bouche avide qui avale et dégorge matin et soir la ration de travailleurs que triture le ventre de la grand'ville. L'ombre maintenant drape les hommes pâles. Il semble que le jour ait baissé, que la nuit sur la clarté reprenne l'avantage. Ils descendent, hâtifs vers des porches sombres. Poignées de mains machinales, au revoir distraits, sourires d'habitude. Ils se retrouveront là ce soir, feront d'autres gestes, diront d'autres paroles, gestes et mots du soir, de tous les soirs, toujours, toujours les mêmes : employés, caissiers, comptables, commis, contremaîtres, ouvriers, et Jean Coste et Bob Cratchit, différents d'habit, mais pareils en leur âme, frères et pourtant étrangers l'un à l'autre, crépusculaires et impénétrables comme les morts.

Ils rentrent. L'ombre de nouvelles pierres épand sur eux de nouveaux plis. Ils feront leur journée à l'écart du jour, dans leur cage vitrée, leur geôle ou leur « citerne ». Ni jours ni saisons : des « journées » et des « mois », journées de travail et mois de salaire. Pour une fois que le froid de la nuit avait décrassé le ciel des Flandres, leurs pauvres yeux, ternes, et vitreux comme ceux des bêtes longtemps tenues à l'étable, n'ont rien vu de la fête matutinale et le soleil ne s'est pas levé pour eux...

— Est-ce un cauchemar ? Est-ce un souvenir ? Le cauchemar affaiblit parfois le réel, et le souvenir, dit-on, l'embellit.

Est-il possible que pour des millions d'hommes encore les fêtes de la nature soient inaccessibles et les saisons passent inaperçues !

Est-il possible — réalité plus attristante encore — que pour des millions d'enfants surmenés et abêtis, l'horizon soit une

muraille, le ciel un carré de plâtre, le jour un crépuscule filtré par des vitres dépolies !

Que peut valoir une telle existence s'il est vrai que la seule chose qui puisse donner du prix à cette vie est le spectacle de la beauté éternelle ?

***

Je me souviens d'un jour plus triste que ce jour. J'étais écolier dans une sombre école de village. Il pleuvait comme aujourd'hui et le vent secouait les arbres fleuris dans les vergers. Par une lucarne étroite et haut percée pour que la vue ne fût point distraite du livre, j'apercevais sur un coteau un poirier en fleurs, vert tendre et blanc de neige. Comme il me semblait loin, et bien gardé, et défendu, cet arbre, ce bouquet vers quoi mon jeune désir volait comme une abeille ! Tout le printemps inaccessible tenait pour moi dans ce poirier qu'il m'était interdit de voir et que parait d'un charme abominable toute la séduction du péché.

L'enfance captive attend comme son messie l'homme intrépide qui, d'un mot juste et puissant, fera tomber les murs où elle est enfermée et l'introduira, libre et joyeuse, dans la vie, source de toute connaissance, institutrice de toute vérité. Mais parce que notre pédagogie, attachée à la lettre morte, détourne son regard de l' « arbre précieux de la vie » (1), et se refuse aux vrais principes de son art, voilà qu'un enseignement d'après l'école se prépare dans des bureaux poudreux. Les maîtres y périront de fatigue, les adolescents d'ennui. Ce n'était donc pas assez de notre actuelle lassitude et la lignée maudite des premiers maîtres de Pantagruel, ne s'éteindra donc jamais ?

A l'aube laiteuse de la première enfance succèdera la pénombre des écoles, des ateliers et des bureaux, que prolongera, jusqu'à la grande nuit de la mort, le crépuscule de la vieillesse aux yeux vitreux. Et c'est ce qu'on appelle éclaïrer le monde.

Tandis que quelques sages demeuraient assis sur la rive, en contemplation devant les fêtes du ciel, de la terre et de la mer, tout le reste de l'humanité s'embarquait, confondue, dans la

(1) « Mon bon ami, toute théorie est sèche et l'arbre précieux de la vie est fleuri » (*Méphistophélès à l'Ecolier,* dans le « *Faust* », de Gœthe).

même galère, où, à tour de bras, elle rame et rame vers un port illusoire, le dos tourné à son véritable destin.

Comment d'une même bouche ont pu sortir ces deux paroles si manifestement contradictoires et dont le bruit par le monde a enveloppé la contradiction : « La lutte de classes. Les prolétaires n'ont pas de patrie. » ? Pourquoi maintenir des divisions où l'on abolit les frontières ? opposer l'ouvrier au bourgeois plutôt que le Français à l'Allemand ? Du point de vue le plus haut où l'esprit humain puisse monter sans s'émouvoir — plus haut que la tour d'ivoire de Karl Marx et moins haut que Sirius — il n'aperçoit plus ni classes, ni patries, mais une humanité confondue dans une commune souffrance. Ainsi notre horizon s'élargit à mesure que s'élève la conscience sociale, les barrières tombent, les nuances s'effacent, les misères se rapprochent et se fondent, le sentiment de l'unité s'accomplit. Mais c'est dans la patrie — cette réalité qu'on ne nie pas impunément — et afin de ne point nous perdre dans les nuées d'une utopie transcendante, que cette nouvelle union sacrée doit se réaliser tout d'abord.

Union pour la modération de consommer et de produire, et l'institution, en un pays béni où la nature elle-même nous enseigne la mesure, de cet atticisme économique qui n'est ni médiocrité ni indigence, mais effort raisonné vers un état d'équilibre où la *vertu* s'accorde avec le *bonheur*.

Union pour l'égalité de tous devant la tâche commune ; pour l'allégement et la répartition plus juste de cette tâche ; pour la coopération altruiste contre la concurrence égoïste ; pour la solidarité effective et agissante dont la guerre nous a révélé les profondeurs en nous donnant le sens social ; pour la compréhension mutuelle et la fusion intime de tous les travailleurs — qui seront demain presque toute la nation — en une C. G. T. qui fasse œuvre non de lutte et de violence mais de concorde et d'amour.

Union pour l'égalité devant le bonheur, devant l'humble part de bonheur qui dépend de nous-mêmes, le reste étant aux mains de la destinée.

Saluons le Travail comme on salue la Mort ; car nous devons quelque hommage aux nécessités que nous n'avons pu vaincre.

Il est encore une de nos lois : il n'est pas une de nos fins. Ne le célébrons que dans la juste mesure où il est pour nous un artisan de félicité. Faux dieu sorti de nos œuvres, tout près du veau d'or, ou plutôt dieu aimable et tutélaire déformé par l'idolâtrie et devant qui le travailleur ne se prosterne plus que de fatigue, ne brûlons pas inconsidérément de l'encens devant ses autels.

« La félicité ne nous arrivera jamais sans travail » (1). Mais prenons garde que le travail ne détruise toute félicité. *Le bonheur par le travail et dans le travail*, telle est la seule formule qui, pour une humanité vertueuse, exprime le parfait accord entre ses légitimes aspirations et ses véritables nécessités. La réalisation en est au bout de notre perfectionnement, non à l'apogée d'une trompeuse puissance économique. Aussi bien, le vieil abbé très sage encadre-t-il sa pensée de ce double correctif :

« Une discipline humaine de plus en plus parfaite est la seule condition du bonheur humain. »

« Comme elle est partie, l'humanité s'est engagée à ne pouvoir devenir plus heureuse qu'en devenant meilleure » (1).

Noel Sabord.



(1) Alfred Loisy : *La Religion*, Paris, Emile Nourry, éd. (p. 261).



Au Burlingue[1]

Roman des bureaux militaires

COTÉ DES DAMES.

26 mai 1916.

Je suis en relations directes avec les dactylographes à qui je donne, sur les indications de M. Tardif, leur travail quotidien. Je ne suis pas aisément familière. Les premiers jours, ce fut un peu cérémonieux avec elles. Il revenait des « madame », à tous les tournants de phrases.

Simone, la plus ancienne des dactylos, est une brune, bien faite, avec une grosse face et de petits traits, comme une miniature qu'on aurait peinte sur une lune. Elle me prenait sous sa protection, lors de mes débuts ; elle m'inculquait les principes du commandant La Chaussée — le grand chef des bureaux. — Elle me donnait des poignées de main, à coude levé. Ça n'a pas duré ; elle n'a pas le naturel guindé. Tout le C. R. V. M. la connaît ; pas un sous-officier, pas un secrétaire qui ne lui tende la main et ne lui souffle dans le cou. On ne se gêne pas

(1) Voir la *Grande Revue* de janvier.

pour la saisir par les épaules en lui plantant un baiser au hasard de la rencontre ; elle se dégage en ondulant... Evidemment, ça ne se passe pas quand je suis là — mais il m'est arrivé de la surprendre.

Le brigadier Dufoyer me documente sur elle. Je le vois souvent, au petit restaurant. C'est un des hommes du C. R. V. M. qui m'inspirent le plus de confiance, un vieux garçon de quarante-huit ans, myope et large comme un chanoine, un hercule poilu, à voix de basse, riche et vêtu ainsi qu'un soldat sans le sou. Il a l'esprit ironique et volontiers chanoiresque. C'est un ancien élève de l'Ecole des Chartes, qui, depuis de longues années, s'est plongé dans l'égyptologie. On ne croirait jamais qu'un savant qui vit dans l'intimité de gens rongés par les vers il y a cinq mille ans pût montrer autant de verve gauloise. J'attendais des confidences sur Thaïs ou Nitokris et il me conte, l'histoire du C. R. V. M.

La petite Simone Bardet? Ce fut longtemps un privilège qu'on enviait aux bureaux de la Direction de posséder cette jeune fille parmi son personnel. Seule femme (avec la vieille Labry) au milieu de vingt-cinq ou trente secrétaires ! Le camp (où vivent les manœuvres et quelques bureaucrates groupés autour du sergent-major), le camp en rêvait ! Il descendait à la villa pour la voir. On rentrait en disant : je l'ai vue... Avait-elle un ami — en avait-elle jamais eu ? Personne ne pouvait l'affirmer. Maintenant encore, on la savait familière, bonne enfant et voilà tout.

Mais les privautés que je vois prendre avec elle m'incitent à tenir les distances. Je ne suis pas bégueule ni poseuse, mais je sens que je passe un peu pour telle. J'évite les conversations et je remets facilement à leur box les gens qui s'apprivoisent trop vite. Ils sont rares d'ailleurs, car les hommes se comportent avec les femmes comme elles veulent bien qu'ils soient.

Donc Simone me protège et m'instruit.

— Tournez votre feuille... le numéro à gauche (car je fais depuis deux jours un peu de dactylographie)... Vos initiales en haut, oui... Ah ! si vous voyiez le vieux (c'est le commandant La Chaussée dont elle parle) quand il manque seulement une virgule ! Moi, j'ai recommencé trois fois une lettre, d'abord

parce que la marge était trop petite, la deuxième fois parce que çà descendait trop bas, la troisième, je ne sais plus pourquoi... Et Raffard, quand il grogne !... Au fond on n'est pas mal ici, mais il faut les envoyer promener... Ce que je me gêne ! Et un tableau, un tableau que j'avais mis deux jours à faire : pas tout à fait symétrique. Il a fallu recommencer : les pièces sont parties avec pas mal de retard, mais c'était beau ! Quel vieux fou, ce père La Chaussée !

Elle sème tout cela de réflexions, d'incidentes : il faudrait un volume pour contenir ce qu'elle me dit en deux jours... Je retiens quelques bribes ; je sais qu'on ne voit pas souvent, sauf au passage, le colonel Lapierre-Abriquet ; c'est un bel homme. Le lieutenant Lesecq : trop petit. Les appréciations de Simone sont fréquemment fondées sur la taille... Tous ces papotages me fatiguent un peu. Mais Simone est heureuse ; elle salive de contentement ; elle s'étrangle à vouloir en trop dire... Hier elle est venue avec un bout de galon sur le bras.

— C'est le lieutenant Lesecq qui m'a nommée caporal !

Je la regarde surprise : je suis si novice dans la vie militaire ! Raffard hausse les épaules.

— C'est pour blaguer, quoi ! répond Simone vexée.

Sa voix vient de prendre une inflexion faubourienne qui révèle ses origines. Mais c'est une bonne fille ; en la prenant par la douceur, on en fait ce qu'on veut. Seulement elle prend son galon à moitié au sérieux, elle ordonne et régente.

Raffard jette un seau d'eau à travers son bavardage.

— Feriez mieux d'apprendre l'orthographe.

Mais elle est sans gêne comme sans rancune et elle répond du tac au tac :

— Oh assez ! Faut que vous serviez à quelque chose. Ça vous fait un emploi de corriger mes fautes...

Ce petit bureau des dactylos, c'est l'endroit où l'on jase. Quand on s'ennuie, on y va. S'il y a danger, le bruit d'une ou deux machines lui donne un air d'activité. On y rencontre, outre Simone, Mlle Pommier, dont le père eut des revers de fortune, distinguée, croyante et pratiquante, un peu bas bleu, un peu jeune fille du monde : l'antithèse de Simone... A côté, plus effacée, une petite de seize ans, aux grands yeux bleu-gris,

avec le voile humide des Greuze. Elle n'est pas laide et rougit vite ; une petite rose du matin qui attend le soleil. Pauvre gosse....

La question du jour est celle-ci :

— Quel est, parmi ces messieurs de la villa, celui que vous trouvez le mieux ?

— Parmi les officiers, bien entendu, souligne la petite Greuze.

— Bien entendu, bien entendu... pourquoi ?

— Parce qu'on ne peut pas comparer un officier à un homme.

Je cherche la raison de sa réponse : ma manie d'analyse... Sans doute, les officiers, moins nombreux, sont plus en relief. Ils tirent l'œil... Mon mari est un simple soldat — un simplum, dirait Dufoyer dans un latin de poilu. La dernière fois que je l'ai vu, en permission, avec sa veste de drap où coulèrent des larmes de soupe graisseuse, avec sa cravate en corde, sa culotte élimée et son képi en fusée — eh bien, je l'ai fait se mettre en civil... Greuze, tu as raison, on ne peut pas comparer. Pascal aussi a raison sur ce point. L'habit fait le moine. Un officier doit du respect à son bleu-azur et à son rouge immaculé. Ce n'est pas en vain qu'on se chamarre de pourpre et d'or : la tenue, l'allure sont vite adéquates. On pose un peu ; on soigne l'attitude, inconsciemment, surtout quand il y a des dames. On a du chic. On fait faire le gros dos à ses phrases. On est plus courtois si l'on porte des chaussures fines... Le soldat suit souvent la même évolution. mais en sens contraire : il exagère la vulgarité. Non, mais voulez-vous regarder ces ribouis, je vous prie ? Evidemment, on ne peut pas comparer.

Je comprends donc cette discussion. Quatre poulettes tournent l'œil vers les coqs et caquettent en grattant les papiers... On passe en revue ces messieurs et je m'instruis.

Le colonel ? Distant, mystérieux, doubles portes, un planton devant. (C'est énorme ce que des doubles portes ajoutent à la valeur d'un homme). Je l'ai vu une fois. J'ai été appelée un dimanche à lui présenter les pièces à signer. Il ne m'a pas regardée. Un petit grognement répondit à une remarque. Je

tamponnais à mesure. Est-ce qu'il faudra lui tamponner le nez aussi pour qu'il le lève ? J'ai une envie furieuse de faire une sottise. Je sors : rien, pas un mot, pas un signe. J'avais certainement pour lui l'importance d'une chaise, d'un encrier ou d'un tampon-buvard. La sienne croît d'autant plus qu'il en accorde moins aux autres et c'est peut-être ce qu'il faut pour faire un chef... Je le vois, grand, sec, blond, et rasé, comme un officier anglais, l'air perpétuellement ennuyé.

— Il n'est pas élégant, tranche Mlle Pommier.

— Oh ! s'écrie, scandalisée, Simone dont le père est adjudant et que les cinq galons impressionnent.

— Non, mais regardez ses pieds, ma chère !

— Moi, j'aime mieux Frénault... Oh ! si... il est distingué tout de même... Et chose, et machin, et patati et patata...

— Et Barizel ?

Un silence. Barizel est un capitaine récemment arrivé ici. C'est évidemment, à mon sens, le mieux de tous. Mais il ne plaît pas à ces dames : trop sévère de physionomie, un peu dédaigneux, aristocrate.

— Et vous, Madame, qui préférez-vous ?

Je m'esquive.

— Pour ce que je veux en faire !

— Evidemment, évidemment... c'est pour causer. On peut bien causer.

— Eh bien, mais le capitaine Barizel, il me semble.

— Oh ! il n'a pas l'air de vous voir. C'est un poseur, s'écrie Simone.

Involontairement je lui réponds, car cette affirmation tranchante me choque :

— Qu'en savez-vous ? Il y a des gens qui ont cet air-là tout simplement parce qu'ils n'aiment pas s'étaler. Préféreriez-vous un commis voyageur, un camelot ?

J'ai froissé Simone, c'est évident. Elle répond — elle ne sait pas ne pas répondre — :

— Vous le connaissez mieux que moi. On le sait bien... Il ne cause qu'avec vous.

J'ai feint de ne pas entendre et j'ai remis les lettres à copier en insistant sur la façon de couper les mots à la fin des lignes.

— Le commandant La Chaussée a encore fait hier des observations à ce sujet.

Puis je m'en vais. De quoi se mêle-t-elle, cette traînassière qui, hier encore, est allée avec Braille boire et faire du vacarme dans le bureau du camp ?

Barizel. Mais, après tout, pourquoi est-ce que je me fâche ? On dirait qu'elle m'a piquée à un endroit sensible. Barizel, c'est justice à lui rendre, me paraît d'une nature plus fine que beaucoup d'autres. Mlle Pommier est de mon avis. Est-ce parce qu'il a cette minceur qui donne l'élégance ? Le costume militaire collant, ajusté, ne va pas aux gros hommes. Dufoyer serait superbe avec une toge romaine ; je ne le vois pas en veste pincée. Et puis Barizel a la poitrine large, signe de force physique, une tête antique, un profil net, presque pas de moustache et des cheveux ondulés. Elle exagère, la petite, en disant que je suis la seule avec qui il cause. De fait, voilà deux ou trois fois que l'occasion se présente pour moi d'aller dans son bureau, chercher ou porter des « papelards ». Conversation banale, comme de juste ; c'est un homme du monde. Il a de petite attentions auxquelles une femme est sensible. Il se lève à demi quand vous entrez. Un jour il a fermé une fenêtre qui me faisait un courant d'air dans le dos. Il s'excuse de vous déranger... Enfin il ne nous traite pas en « *soldats* » ; il n'est pas familier. Il y a entre Simone et lui la distance qui sépare deux mondes différents, accentuée par la hiérarchie. Je ne suis pas, pour lui, le simple tampon-buvard, comme chez Lapierre-Abriquet, et c'est pourquoi j'ai défendu mon opinion devant ces petites sottes... Mais de quoi nous occupons-nous, mon Dieu !

L'ESCALIER

Je n'écoute pas aux portes, mon cher Henri ; mais quand une porte est ouverte, faut-il aller la fermer pour ne pas entendre ? Le brigadier Dufoyer me dit que la grande règle militaire est celle-ci : Surtout, pas d'initiative. Et il développe cette idée avec sa verve coutumière, que je ne sais, hélas ! pas reproduire.

— Comprenez-vous ? Prendre une initiative, c'est perfectionner ce qui est, tenter de réaliser un progrès. C'est donc que

l'ordre des choses actuel n'est pas parfait. Quelle injure pour celui qui l'a établi ! Comment votre chef ne s'en est-il pas aperçu ? Est-il donc incapable ou insouciant ? Le lui faire remarquer, c'est une insulte : laissons les choses en l'état. D'ailleurs, même pour une modification visiblement avantageuse, vous allez changer les habitudes, et il est rare qu'on ne soit pas gêné dans les entournures par du neuf. « Ça marchait mieux avant ! » Le glissement sur la routine est plus doux ; vous paierez les accrocs ! Et encore je n'envisage pas le cas où votre initiative produirait — tout est possible — un résultat négatif ou fâcheux. Alors, c'est la tuile, énorme et meurtrière, une rancune tenace contre vous, un « vidage » à la première occasion. Et je ne parle pas de ces simples accès de mauvaise humeur qui se tournent contre les gens d'initiative et d'ailleurs les découragent vite :

— Qui est-ce qui vous a dit de faire ça ?

Attendez l'ordre, c'est sage. J'irai plus loin. La vraie règle, c'est même d'attendre le contre-ordre. En général, il ne tarde pas.

Tout ceci m'eût semblé du paradoxe il y a six mois. C'est simplement de la vie, et je m'en suis convaincue.

C'est pourquoi je n'ai pas fermé la porte. Et puis aussi, à cause de mon journal.

Alors j'ai entendu une conversation de Lapierre-Abriquet avec un de ses intimes, un commandant qui était venu le voir ; et j'ai découvert un coin de l'âme de cet homme froid et fatal, le côté par lequel il est accessible — l'escalier, comme dit Sapin. Tout homme a son escalier ; seulement, parfois, c'est un escalier dérobé...

Lapierre-Abriquet est maintenant moins énigmatique pour moi. Il n'est plus muet. Lapierre-Abriquet est ambitieux ! Mon Dieu, oui ; écoute-le :

— C'est dégoûtant ! (Remarque que je rassemble ses phrases et même ses idées ; je résume). Ma croix de guerre. Je ne l'ai pas encore, tu sais. Et il y a Pierre, il y a Paul (tout le calendrier) qui en ont fait moins que moi. Six mois à Bar-le-Duc, à vingt kilomètres des lignes, avec des avions tous les soirs. Il fallait manger dans la cave. Je suis allé quotidiennement, pendant des mois, aux batteries de l'A. L. V. F. Est-ce que Chose

ou Machin ont d'autres titres? J'aime meiux retourner au front. De quoi aurai-je l'air devant un de mes petits employés plus jeune et plus médaillé que moi? On devrait faire attention à ces considérations. J'ai une situation civile, importante, je devrais obtenir d'office une décoration — et on ne me la donne pas, même lorsque je l'ai gagnée! Et il ne s'agit pas de moi — moi je ne suis rien, un individu, un simple cas. La question est autre. La question est d'ordre social. Si nous autres qui, enfin, sommes les classes dirigeantes, si nous ne pouvons pas exhiber les mêmes preuves de dévouement qu'un ouvrier, si on nous marchande un malheureux ruban, qu'est-ce que devient notre autorité — qu'est-ce que devient la société? C'est l'anarchie, de la démagogie, une pyramide sur sa pointe! On ne nous suivra plus! Voilà bien la République! Et ici, crois-tu que je n'aie rien à faire ici? Le mois dernier j'ai expédié près de trois mille lettres... Ce n'est rien ça?

Juste à ce moment, le commandant La Chaussée entrait.

— La Chaussée, combien de lettres ce mois-ci?

Le commandant tira sans doute le petit carnet qui ne le quitte jamais.

— Trois mille quatre cent vingt, plus les simples notes. — Quatre-vingt-trois ordres de service — cent deux propositions de marchés. Voici le graphique : lettres reçues, lettres envoyées. Regardez celui du mois écoulé! nous progressons, nous progressons sans cesse.

A ce moment, une terrible envie d'éternuer me prit. Tu sais ce que c'est : ça vous chatouille comme un petit fil qui se promène dans le nez, puis ça gagne, grimpe, monte jusque dans les yeux, dans la tête. Il me semble que j'ai dans la cervelle une grenade qui fuse, prête à éclater...

Ça y est! Non! J'ai maîtrisé la grenade... pourvu que je n'aie pas une seconde crise.... Ah! les voilà qui sortent. Je ne vois rien, mais je les vois tout de même, l'ami en tête, Lapierre ensuite et, derrière, La Chaussée en toutou. Plus personne... Je fuis et rentre à mon burlingue.

Ça ne fait rien. Une autre fois, j'aurai moins de timidité devant le colonel; il ne m'imposera plus. Je sais où est « l'escalier ».

LE GENOU

Plus voisin de nous, plus visible que le colonel est le commandant La Chaussée, de qui nous dépendons plus directement. Un gros bonnet du ministère du « Sommeil public », l'homme qui a le plus de surnoms : La Forme, La Cisaille, Le Commandant La Censure ; j'en passe et des moins convenables. Il a soixante-dix ans, peu de cheveux, une moustache courte et blanche sur un teint rouge. C'est un beau spectacle que de le voir, sautant de sa voiture avec une légèreté de trottin, aborder l'escalier comme un parapet de tranchée et gravir les marches sans toucher à la rampe. On sent que, n'était sa dignité, il les franchirait deux à deux, quatre à quatre peut-être : il est si alerte, ma chère ! Il arrive au haut, fait résonner les couloirs de son pas rapide, comme un troupier de vingt ans. A son bureau sans doute il lui faudra s'éponger et se remettre ; qu'importe : il est maintenant dans la coulisse.

Craint ? Oui. Sec, coupant, méticuleux à l'excès, il est la terreur des secrétaires, des officiers subalternes et des dames employées. Il retourne les minutes de lettres avec des corrections, des annotations, des renvois, des filaments qui ramènent les mots égarés au troupeau des phrases ; il souligne, ô honte ! les fautes d'orthographe ! Le lieutenant Lesecq a-t-il eu, dans son commerce de denrées coloniales, quelques démêlés avec la grammaire ? je ne sais ; toujours est-il qu'il subit l'ennui de voir ses phrases rectifiées en rouge comme celles d'un collégien.

Seul, le capitaine Frénault regimbe. Ingénieur dans une grande usine métallurgique, c'est un homme de valeur. La Chaussée lui a fait le coup des corrections. Les phrases de Frénault étaient trop sèches. Ah ! ma chère, vous ne vous doutiez pas qu'il fallait faire du style en parlant de l'acier chromé ! Vous ne pensiez pas qu'il y eût une différence entre « J'ai l'honneur de vous informer » et « J'ai l'honneur de vous faire connaître » — qu'on ne dit jamais « J'ai l'honneur » à un inférieur... Allez à l'école, petit babouin, à l'école du commandant La Chaussée. Vous y apprendrez par de petites notes de service que les répétitions de mots doivent être évitées ; que « je vous rends compte » est une expression plus militaire que

« je vous informe » ; que l'imparfait du subjonctif est de règle dans la subordonnée quand la principale est au passé, etc. Si le commandant La Chaussée reste longtemps ici comme professeur de français, nous aurons une bonne classe et de beaux succès aux examens.

Mais je m'égare. Avec Frénault, dis-je, ça a cassé. Quand il a vu son papier couvert de ratures, il s'est récrié tout haut devant les secrétaires, avec des mots un peu crus. Puis, comme il distingue entre un chef routinier et un simple soldat qui a de la valeur, il a commenté devant Dufoyer et Sapin les corrections du commandant. Sa lettre, précise, technique, disait exactement ce qu'il voulait dire. Celle du commandant, plus élégante, avait moins de sens.

— C'est bien. Elle ne partira pas, dit Frénault.

Elle partit tout de même, mais telle qu'il l'avait écrite. Il y eut, paraît-il, une scène assez vive, mais le capitaine triompha ; et nous considérons cela comme une petite revanche.

Ce n'est point que je me moque du colonel Lapierre-Abriquet et du commandant La Chaussée, comme une écolière de ses maîtres, ou que j'aie du parti pris. Il y a ici des hommes de valeur : le capitaine Frénault, par exemple, dont je parlais il y a un instant. J'aime sa précision, le mécanisme exact de son cerveau, sa parole lente et claire où les mots et les phrases tombent au moment précis, sans à-coup, frappés net et bien trébuchants. On dit qu'il va partir à la tête d'un service technique important... J'estime le capitaine Bocquin, qui, malgré sa grande peur du colonel, est bien le meilleur homme qu'on puisse trouver. Le petit lieutenant du camp m'est sympathique avec sa figure fine, un peu chétive. Cet homme poli, prévenant et doux, qui ne crie jamais, fut un héros de ces combats pour lesquels on cherche en vain des mots, des comparaisons, des hyperboles afin d'en décrire l'horreur... Et je suis stupéfaite de le voir redevenu un homme comme les autres, simple, souriant et sans prétention.

Et La Chaussée lui-même, que voulez-vous, est sans doute bien intentionné ; il est persuadé qu'il sert fort bien la patrie... Il est de ces hommes qui ont répété trop longtemps les mêmes gestes. Un pantalon qui fait le genou, repassez-le, tirez-le dans

tous les sens, il fera toujours le genou. Toute sa vie, le commandant La Chaussée aura le genou du vieux bureaucrate.

MASQUES

Il faut que je présente en vrac la ménagerie (c'est Dufoyer qui nomme ainsi les hôtes de « la cage »). Je commence un petit musée pour l'agrément de ma soixantaine et la distraction des mes petites-filles.

— Grand'mère, qu'as-tu fait pendant la guerre ?

— J'ai fait une collection de masques.

Et j'ouvrirai mon album.

Voici le bureau du personnel où, sur un rond de cuir à grands soins rapetassé, s'assied le chef Trousset, un ancien chasseur à cheval, petit et gros comme rien, mais qui a toujours l'air de traîner un sabre et à qui le képi sur l'oreille donne un faux air de rengagé. Voici Gorde, le laboureur, qui s'essaie à grasseyer comme un Parisien et qui fait des pas d'un mètre dans les salons, comme derrière la charrue.

Près de lui, la Toise, ainsi nommé à cause de sa taille, provincial cérémonieux, attentif à conduire, les mains hautes comme un cocher de bonne maison, ses phrases chargées de lieux communs. Des personnages moindres : l'ancien légionnaire aux lourdes plaisanteries fleurant l'alcool ; le planton Nivard, si grand, si long, si mince qu'il oscille un certain temps quand il s'arrête avant de retrouver son équilibre ; Mlle Labry, quinquagénaire qui souffre de voir vieillir ses beaux restes. Au bureau des ventes, le plus bel échantillon, c'est sans conteste Simon-Lévy. Une entrée de Double-Nom est une belle chose. La porte s'ouvre « à l'officier » : ni bonjour, ni bonsoir. Une voix grasse, avec un petit quelque chose qui retient la langue dans le fond, comme un bout de filet mal coupé, demande, réclame, ordonne, tranche. Elégant et bleu, il a des poches à soufflets, la taille fine, le mollet parfait ! Est-ce une vareuse, est-ce un corsage qu'il porte ? Un sourire : puis il ondule, s'en va et les basques de sa veste volent comme une jupe. C'est d'ailleurs un type intelligent et de valeur...

Son ennemi, c'est Cavalier, large et lourd, qui creuse pesamment son sillon quotidien. Qui tuera l'autre ? La discorde est au

bureau et les pauvres papelards victimes du conflit de leurs maîtres, s'égarent parfois. A ses côtés, Blache, un brave Bourguignon jeté dans la capitale, par le coup de vent de la guerre, blague en argot parisien avec un accent de terroir : tous les cailloux de la Bourgogne roulent dans son gosier.

Nos plantons ? C'est l'auxiliaire de Maty, gentilhomme limousin, qui chassait à courre dans ses terres et qui maintenant range le bureau et balaie l'escalier. Ce gentilhomme est un fort bon valet.

Blavière, un gros Normand, l'aide dans cette tâche. Ayant appris que je suis bachelière, il murmure à mon oreille, le manche de son balai sous le menton, des fragments de Catulle ou de Virgile.

Poirier, lui, court toujours. Où ? Interrogez-le : il n'en sait rien — mais il trotte, le nez trente centimètres plus loin que les pieds, à pas menus et pressés — affairé, affairé... Voici Garaud, natif de Marmande, dégingandé comme un grand anthropoïde, gesticulant et jurant : Malheur ! Coquin de sort ! (J'en passe et des meilleurs). C'est le factotum : il est partout... Et il boit, et il boit !

— Classe 89, mon vieux, des lapins !

Il s'est fait photographier casque en tête, revolver en main, misère de sort ! C'est la guerre ! Marmande sera stupéfaite.

— Ah ! il y a du travail ce matin, dit-il, joyeux. Et à la pensée qu'il y a du travail et qu'on va en mettre, il boit de contentement toute la journée et s'endort dans un coin.

Mais ma petite revue serait longue, j'abrège. Je note encore cependant Lapereau, commerçant aux phrases en spirales, où le client se perd et s'endort ; — Millard, marchand de grains champenois, qui fait si bien la bête qu'au bout d'un certain temps on s'aperçoit que la bête, c'est celui qui l'écoute. L'adjudant Braille est le maître du camp — un colosse jovial, brutal, rond, bon enfant et franc buveur : il a tout de l'homme politique : n'est-il pas conseiller général ? Voici Nodin, gros, gras, tout en dehors et dont la peau rose paraît insuffisante pour contenir tout ce qui veut sortir de lui : on craint qu'il n'éclate ; Lamadou dont le crâne déprimé se continue sans sinus par un large cou, Auvergnat velu qui flaire et suit toutes les femmes... Gaudon, l'adju-

dant, un Parisien affiné, de santé délicate, avec de grands yeux fixes, railleur à froid, antithèse de Lamadou. Pourquoi Lamadou est-il en liberté? On voudrait lui voir une chaîne avec un collier au cou, à la porte de la villa : *Cave canem.*

Tu dois dire : « Mais tout ce monde-là, que fait-il? » A coup sûr il travaille. Si j'écoutais les camarades, je dirais même que ce sont eux qui font tout, mais cela me paraît beaucoup. Combien ces efforts rendent-ils de travail utile? Je le saurai peut-être un jour. Mais certains bureaux sont vraiment des bagnes et ils renferment des forçats parfois volontaires. Moi, je fais ce qu'on me demande et c'est tout. J'ai reconnu qu'une femme ici ne doit agir que sur ordre. Dans le début, nous étions assez mal vues, paraît-il. On craignait que notre arrivée ne causât le départ de quelques-uns des plus jeunes secrétaires. C'est dans ce but que le général Galliéni nous avait fait venir. Or, je n'ai pas vu de départs encore ; il faut, il est vrai, que ces messieurs mettent au courant leurs éventuelles remplaçantes. Comment ça s'arrangera-t-il?

Marie-Rose, la brune aux yeux tragiques, qui est entrée en même temps que moi, me disait hier que son secrétaire-chef ne lui expliquait rien.

— Débrouillez-vous, je ne suis pas là pour ça. Puisqu'on vous a fait venir, c'est que vous savez votre affaire.

Elle en avait les larmes aux yeux. Mais il m'apparaît que le commandant a trouvé une solution élégante : on augmentera les services, on créera des bureaux annexes, des contrôles du contrôle, on fera des copies de copies, des accusés de réception d'accusés de réception, des répertoires de répertoires : il faudra du personnel en plus. Et puis si le travail n'augmente pas assez, le rendement diminuera sûrement. Un secrétaire + un secrétaire = double travail. Un secrétaire + une secrétaire = demi-travail. C'est l'arithmétique du travail mixte, dit Dufoyer qui est un ironiste.

INVENTIONS BUREAUCRATIQUES

Exagéré-je? Une des plus belles inventions de ces temps derniers fut de faire copier toutes les lettres, toutes sans exception, afin de ne point distribuer les originaux aux services qui, paraît-il, les égarent.

— Ils me perdent tout, gémissait Temps-de-Paix.

Mais, hélas! le C. R. V. M. faillit ne pas résister à ce régime et mourir d'embolie. A huit heures, un beau matin, toutes les dactylos étaient réunies, machines en mains, dans les couloirs engorgés. La vie des bureaux fut suspendue ; on attendait des tables pour s'installer. Vingt hommes de corvée arrivent bientôt avec des plateaux immenses qu'il faut monter au premier.

Le capitaine Bocquin commande la manœuvre.

— Attention, ne touchez pas aux murs.

Son corps oscille à droite, à gauche selon les mouvements qu'il ordonne. Les gros souliers ferrés glissent sur le parquet. Enfin, voici les tables. Effarouchées, les petites femmes garent leurs machines, serrent leurs jupes, s'enfuient devant ces mastodontes : des tables de réfectoire, ou de cuisine au milieu de la salle tendue de perse rose, injurieuses, lourdes, sales. A la hâte les dactylos s'y installent.

— Ça va mal.

— C'est trop haut!

— On ne voit pas clair ici!

Le courrier est arrivé. Déjà la pluie des feuilles tombe... Mais voici le commandant : il a un haut-le-corps en voyant ce chambardement.

— Voyons, voyons, qu'est-ce qui a commandé ça?

— Mais, mon commandant, ce sont des tables qu'on nous a amenées du camp... c'est pour la copie, la copie, vous savez bien...

— Il ne s'agit pas de copie. Qui est-ce qui a donné l'ordre d'amener ces tables?

Tout le monde est en arrêt et seule la voix suprême retentit.

— Je ne sais pas, mon commandant ; je les ai fait monter.

— Allez me chercher le lieutenant Lesecq.

Quatre à quatre celui-ci monte et salue.

— C'est vous qui avez commandé ces monuments?

Malin, ayant flairé la bûche, Lesecq prend le parti d'être entièrement de l'avis du commandant.

— C'est idiot! J'ai demandé au camp s'il y avait des tables pour dactylos ; c'est ça qu'on m'envoie? C'est fou!

La Chaussée est un peu calmé. Peut-être ne va-t-il pas

pousser plus loin son enquête ? Mais déjà le lieutenant, qui veut se rattraper, est au téléphone.

— Allo, le camp, allo !

Pendant ce temps, ordre est donné de sortir l'ameublement. Les petites femmes rempoignent les machines avec des bruits de ferrailles et des bavardages. Machines et dactylos descendent l'escalier.

— Le camp ? Non, qu'est-ce que c'est n. de D., que ces tables que vous avez envoyées ? On vous demande des tables pour dactylos. Vous nous envoyez des tables de cantine : il faut une compagnie pour les remuer... Hein ? On ne vous a pas dit ?... Qui ça ?... Le planton ?

— C'est le planton, mon commandant, qui n'a pas précisé, dit le lieutenant en raccrochant le téléphone. Je m'en doutais.

— Où est-il ? Allez le chercher.

— Il est en permission de quatre jours, mon commandant. Parti hier au soir...

Je regarde Lesecq. Quel aplomb ! C'est archifaux. Le planton est là. Il n'a pas la moindre permission ! Mais, grâce à ce mensonge, l'incident est clos. Il n'y a pas de responsable et tout est là ; on a réalisé l'idéal bureaucratique.

Cependant, les tables s'en vont ; il est dix heures du matin et le courrier est en retard.

— Alors qu'on fasse des tables neuves ; on attendra pour commêncer le service de copie.

L'ordre donné dégringole, comme une balle élastique, l'escalier de la hiérarchie. Et puis ce n'est pas demain ; il faut les tables, toute affaire cessante.

— Et l'envoi pour Salonique, les caisses qui sont demandées pour le 10 à cause du paquebot ?

— Non, les tables d'abord !

C'est la grande affaire du moment. Toute autre opération de guerre est sans intérêt.

Enfin, en quelques jours, dix tables mignonnes, bien nettes, fleurant bon le sapin, sont terminées. Les voilà installées et la salle est toute prête. Le jour est arrivé.

Le courrier est là ; voici Raffard affairé, voici Sapin, calme et sceptique comme à l'ordinaire. Temps-de-Paix, malade, est

absent. On va copier le courrier. Pendant ce temps aucun autre travail ne se fait ; ailleurs la vie est suspendue. Mais ici, les machines tapent, et tapent et tapent, et les chariots roulent, et les papiers s'envolent, et la ruche bourdonne enfiévrée, et le papier passe, et le papier monte...

Le commandant sourit puis s'en va...

Hélas ! deux heures après il appelle le capitaine Bocquin.

— Comment ! ce n'est pas fini ?

Voici Raffard qui accourt, râclant furieusement le plancher de ses lourds souliers ; il s'excuse :

— Très long, mon commandant : deux cent vingt lettres, des circulaires de cinq pages.

— Il faut laisser les circulaires.

Raffard court aux dactylos ; on change les papiers, on s'embrouille. Simone s'écrie :

— Est-ce qu'ils sont fous ?

Toutes les cinq minutes, Raffard va voir si le travail s'avance, gourmande l'une, interroge l'autre et se fait rabrouer partout.

— J'peux pas supporter qu'on soit sur mon dos, s'écrie Simone. Et elle prend le parti, dès qu'il est derrière elle, de s'arrêter net.

— Qu'est-ce qu'il y a ? Vous ne faites rien ?

— J'attends que vous soyez parti.

L'énervement gagne les femmes. Un cran de plus et ce serait la grève.

Mais Raffard, affolé, tire sa montre :

— N. de D., pas encore fini ! Et l'enregistrement !

Pour satisfaire le commandant, il a distribué les lettres à copier sans les faire enregistrer. Et quand La Chaussée l'appelle, c'est péniblement qu'il articule :

— Il faut enregistrer maintenant.

Cette fois, le commandant s'est renversé sur sa chaise. Va-t-il s'évanouir ?

— Comment ! Le courrier n'est pas enregistré ?

Ses bras vont vers le ciel...

— On ne pouvait pas... pour le donner tout de suite aux dactylos.

— Et bien, faites distribuer ; on enregistrera après puisque vous gardez les originaux !

C'est la fin de tout ! Raffard connaît les heures noires du découragement : c'est un homme qui se noie...

Il est trois heures du soir. La copie est enfin terminée, mais aucune lettre à taper n'est prête. Les minutes se sont accumulées ; c'en est fait, il y a engorgement. Jamais la vaste machine n'arrivera à débiter assez vite.

J'enregistre à la hâte. Mais comment porter les mentions habituelles, le numéro, la date, sur les feuilles déjà distribuées ? Il le faut pourtant. Nous courons dans les services, nous rattrapons les copies, nous y inscrivons des numéros.

Il y a des erreurs, partout, des feuilles qui ne se suivent pas. Le chef prend les papiers, les ramasse, les farfouille : après son passage, il n'y a plus d'espoir de s'y reconnaître jamais...

— Demain on enregistrera avant ! crie Raffard.

Et de fait, le lendemain, les choses vont plus régulièrement. Mais le travail n'est fini qu'à la fin de la journée. Le courrier d'hier sera distribué avec un jour de retard.

Les tables sont engorgées, les vaisseaux se gonflent ; l'apoplexie menace le C. R. V. M.

Le capitaine Bocquin vient de voir le commandant. Barizel est allé se plaindre chez le colonel ; c'est la bûche. Des vidages sont probables : on ne peut pas conserver un personnel dont l'insuffisance éclate aux yeux. Raffard est funèbre. Le commandant La Chaussée a pris son air napoléonien.

— Demain, je ferai exécuter moi-même ce travail.

Raffard, droit et immobile comme une latte sur laquelle il pleut, n'a rien dit.

Et le lendemain La Chaussée fait la besogne du sous-officier. Il est là dans notre bureau. Des secrétaires qui entr'ouvrent la porte s'arrêtent interdits devant les galons. On sert La Chaussée, on s'empresse autour de lui.

— Garçon, une plume !... Boum ! voilà !

Derrière son dos se tient Raffard, funèbre comme un croque-mort.

Les machines piaffent; on tape dur : Napoléon est là ! Mais c'est une guigne : aujourd'hui les dépêches sont interminables.

Le commandant, qui veut cependant avoir raison, qui doit triompher dans son épreuve, les fait laisser de côté.

— Vous voyez, dit-il à Raffard ; on s'arrange ; aujourd'hui ceci, demain ça.

Raffard n'ose pas répondre que demain il y en aura autant... Moi, j'y vais tout droit :

— Demain, d'autres dépêches seront arrivées...

Le commandant n'a pas répondu.

Evidemment il a fini plus tôt que Raffard, mais le travail est à moitié fait.

Aujourd'hui coup de théâtre... Fleury arrive de chez le commandant en se tenant le ventre, la bouche grande ouverte par un rire qui ne sort pas.

— On ne copie plus ! Pfff... !

L'innovation du commandant a duré deux jours.

— Et les dix tables ?

— On les renvoie au camp.

Peut-être un jour reviendront-elles ici, quand on demandera, cette fois, un mobilier de réfectoire...

LA MASCOTTE DU GÉNÉRAL EN CHEF

Hier, sur papier à en-tête ministériel, grave et double feuille, fut communiquée, à 2 h. 35 — je fixe ce détail pour l'histoire de France à raconter à mes petits-enfants — une lettre qui donnait ordre au C. R. V. M. de prendre connaissance d'une demande du G. Q. G., afin d'y satisfaire.

Ces solennelles initiales impressionnent toujours les bureaux. Mais où la stupéfaction fut sans bornes, c'est lorsque Sapin, qui tenait à la main cette dépêche, Mesdemoiselles les dactylos étant présentes, annonça que l'on réclamait une mascotte pour le général en chef...

Tous les nez se sont levés, interrogateurs, avec des oh !.. Allons, encore une facétie du brigadier Sapin, qui veut nous mystifier.

— Parmi ces demoiselles, nous trouverons certainement l'affaire, dit-il. Voyons, Mademoiselle Yvonne me paraît remplir les conditions, sauf erreur.

Yvonne — la petite Greuze — éclate de rire et se met à rougir fortement.

— Non, mais, qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Allons, dévidez votre blague, Monsieur Sapin.

— Non, mais si vous ne voulez pas me croire, je lis : DA DSA — SA G.Q.G. 28435. — On demande de rechercher au C. R. V. M. une mascotte pour le général en chef...

Raffard, qui fronçait le sourcil, immobile sur ses papiers, se lève d'un bond, regarde — puis, comme une vapeur sous pression qui se détend et qui fuse violemment, un jet de rire jaillit de son nez et il s'empare du papier...

— Pffouou, pfououou... C'est bien exact : une mascotte pour le général en chef...

— Le fait est que le besoin s'en faisait sentir depuis quelque temps, dit Sapin froidement.

Intriguée, je me suis rapprochée... Ça y est bien; le mot s'y trouve. Mais Sapin a légèrement tronqué le texte. C'est pour la voiture du général en chef qu'on demande s'il ne serait pas possible de découvrir une mascotte au C. R. V. M.... Ne comprenant absolument rien à cette affaire, je sens que toute la journée on va nous faire marcher avec ça. Aussi je vais trouver Gaudon qui m'explique qu'on appelle mascotte ces petites figurines, — singe, victoire, bouddha, aigle ou coq — que les Anglais ont l'habitude de placer sur le bouchon du radiateur de leurs automobiles. C'est donc sur cette importante affaire que le C. R. V. M. reçoit cette grave dépêche. Je me hâte d'informer mes compagnes qu'elles n'ont pas à envisager le rôle de Bettina de G. Q. G.

Mais il me semble curieux de suivre l'odyssée de cette mascotte à travers nos bureaux.

D'abord, une belle lettre, 24382 CR/4, informe le G. Q. G. qu'on se livre à des recherches. On ne peut pas moins faire que d'écrire une page, même pour ne rien dire, quand le G. Q. G. vous honore de sa prose.

Ceci n'est rien. Voici la suite, que j'apprends en faisant taper un ordre du patron, et je ne puis m'empêcher de rire tout haut :

Demain, il y a *revue de mascottes !...*

La revue de Mascottes est une trouvaille. Elle met en joie

les bureaux, et sur les dents le personnel des vieilles matières. Dès le matin, une équipe de huit hommes, plus un caporal et un maréchal des logis sont requis pour remuer d'énormes tas de ferrailles, afin de découvrir, au milieu des vieilles lanternes, des chaînes de vélo, des hausses détériorées, la seule, la vraie, l'efficace mascotte. L'adjudant Gaudon nous a raconté ça au bureau, de son air froid et pincé :

— Huit heures de préparation — un boulot, quelque chose de fou. Nous avons remué plusieurs tonnes de débris. Après quoi, sur une planche, nous avons dressé un certain nombre de bouchons-mascottes — une douzaine : mince résultat d'un si grand effort. Quand Mouton a vu cela, il est parti d'une belle colère.

— Ça, un choix pour le G. Q. G. ! Vous vous f... du monde !

Il était visiblement scandalisé de cette indigence. Il a fait retourner tout le dépotoir aux cuivres... Le reste de la journée y a passé. On dira après ça que nous ne faisons rien !

— Mais, dis-je, est-ce qu'on n'aurait pas mieux fait de demander une mascotte à la fabrique qui a livré la voiture ?

— Ceci est un point de vue civil. Le G. Q. G. ayant réclamé une mascotte au C. R. V. M., par raison d'économie sans doute et pour gagner dix francs, nous avons employé tout un jour huit hommes et quelques gradés dont le travail peut être évalué à dix louis.

— Ce n'est pas énorme.

— Non. Mais il faut ajouter le déplacement des officiers, l'essence dépensée, la visite du colonel... Et chaque jour, des chefs sont occupés à des besognes semblables. C'est ce qui fait que nos services d'arrière sont pléthoriques... Une maison de commerce (c'est la marotte de Gaudon) qui serait conduite ainsi serait bientôt à bout.

— Mais vous disiez que le colonel ?

— Le colonel est venu le soir passer la revue des mascottes. Il n'y avait là avec lui que le capitaine Mouton, Lesecq et Lousch : c'était une revue modeste. On avait des mascottes aéroplanes, un singe, un bouddha. L'aéroplane souriait à Lesecq. Mais le capitaine Mouton tenait pour un aigle, tout doré.

— L'aigle, enfin, l'armée, Napoléon, symbole...

— Sous l'empire, oui... Ça serait peut-être mal vu aujourd'hui, dit Lapierre-Abriquet.

Enfin on présenta au colon une petite Victoire aux ailes éployées. Avec un coup de lime, elle sera très bien.

Ainsi parla Gaudon. J'attends la suite des écritures au sujet des mascottes.

⁂

Car une chose si grave motive évidemment une correspondance copieuse. J'enregistre, ou tape, ou fais taper :

1° Une lettre au G. Q. G. disant qu'on a trouvé une mascotte ;

2° Une seconde lettre rectificative ajoutant qu'on en a plusieurs et énumérant le choix de la maison : un Bouddha, une Victoire et un Aigle.

Réponse est faite, indiquant les préférences du G. Q. G. pour la Victoire...

Nous informons que la statuette sera envoyée après quelques retouches, qui seront faite par la maison où elle fut fabriquée.

La maison accuse réception en demandant s'il y a lieu de donner une couleur à la statuette-mascotte.

Par lettre 34724 — CR/4 nous avertissons le Q. G. en lui demandant des instructions sur ce point.

Par dépêche, nous sommes informés qu'il y a lieu de bronzer la statuette, couleur bronze croix de guerre, dit bronze de médaille.

Par lettre 34883 CR/4, nous donnons ordre à la maison d'avoir à bronzer la mascotte au bronze de médaille. Et la maison nous répond qu'elle exécutera la commande.

⁂

Je pensais que l'odyssée de la Victoire était terminée. La mascotte est à peine revenue de l'usine que nous recevons, par l'intermédiaire d'une formation automobile des armées, la note suivante :

« Comme suite à votre lettre, j'ai l'honneur de vous informer que je reçois du G. Q. G. (chef du S. A.) la note suivante :

« Je vous prie de me faire envoyer du C. R. V. M. un bouchon de radiateur de rechange, destiné à la voiture du général en chef.

Mais ce nouveau bouchon sera sans mascotte : il est destiné à remplacer le bouchon-mascotte que vous enverrez, pour le cas où cette statuette ne conviendrait pas au général en chef. »

Je ne sais pas quelle fut l'opinion du général en chef sur son bouchon de radiateur. J'imagine qu'il ne s'en occupa guère... Mais qui donc a dit que nous ne savions ni organiser, ni prévoir dans le détail ?

COMMENT ON FAIT LES BONNES MAISONS

Je commence à me reconnaître dans notre microscome. Si je faisais un roman — les dieux m'en préservent ! — je noterais quelques intrigues et j'en suivrais le développement. La vie même du C. R. V. M., son grossissement, sa belle carrière, les ambitions de ses dirigeants, en seraient le fil conducteur. Car enfin, si un C. R. V. M. fut certainement créé pour récupérer les vieux affûts que la campagne a disloqués, il apparaît aussi qu'il n'est point inutile pour caser quelque personnage que la guerre fatigua. Un bon camarade qui passait à Paris rencontra un vieil ami bien placé.

— Trouve-moi donc quelque chose...

— Oui. Où ça ? A Perpignan, il y a...

— Jamais de la vie ! Et mes affaires ! Pourquoi pas à Salonique ! Pas plus loin que Versailles ou Saint-Denis...

— On cherchera.

On cherche, on trouve. Modeste, insignifiant, tapi dans un entresol, un petit bureau s'ouvre, sans clinquant, sans esbrouffe. C'est un vague organe de contrôle ou d'inspection. Un commandant, un colonel est là... On lui adjoint, comme de juste, un officier subalterne : cinq galons ne marchent jamais seuls. Mais deux galons exigent une troupe : du personnel féminin, quelques machines à écrire et une demi-douzaine d'auxis fournis par le dépôt voisin. On s'installe tant bien que mal : qu'importe ? Débuter, c'est l'essentiel. Avoir du papier avec un en-tête, un cachet, — que dis-je, un cachet ? — des cachets, un régiment de cachets, et c'est le droit à l'existence.

Maintenant, grâce au papier, grâce au timbre à l'effigie de la République, la firme existe. Elle a son abréviation. Elle est le

P. A. F. ou le C. Q. R. S. — que sais-je ? Elle acquiert le personnalité militaire ; elle correspond, rapporte, réclame, sollicite. Le plus fort est fait. Il n'y a qu'à laisser l'enfant prospérer : avec un peu de vigilance, il grandira vite.

Tout bureau tend à devenir un établissement, tout établissement veut être une direction. Non seulement il arrive à une rapide indépendance relative, mais il a des ramifications, des annexes, des succursales. Comme un fraisier pousse partout ses rejets, il trace, il drageonne, s'amplifie, déborde sur ce qui l'entoure ; et tout cela sans effort, par le simple jeu, bien dirigé, des usages militaires. Il ne s'arrête que là où il rencontre un autre service qui, hâtivement, creuse une tranchée pour arrêter l'envahisseur... Alors, c'est parfois la lutte ; on tend à empiéter sur le voisin ; la cuscute est tenace et vorace. Et d'ailleurs, pas plus que la nature, les différents services de l'armée n'ont de limites fixes. Il est des territoires contestés, objets de conflits redoutables ; on rêve d'englober le service voisin ; une furie d'impérialisme s'empare d'un captaine, d'un sous-intendant, voire d'un médecin chef... C'est la guerre...

Gabriel Maurière.

(*A suivre.*)





La Yougoslavie et ses Poètes

On croit communément, dans notre pays, que le rêve de l'unité nationale des Slaves est une des fleurs que porte l'arbre de cette longue et effroyable guerre, qui l'a vue s'épanouir au point qu'elle va devenir un des fruits les plus beaux, une des plus sûres réalités de demain.

On doit se détromper, et il suffira, pour cela, de relire l'histoire. Napoléon I[er] n'avait-il pas fondé le royaume éphémère d'Illyrie, qui réunissait sous une loi unique une grande partie des peuples slaves du Sud ? Le général corse, devenu Empereur des Français, avait fait, des Croates, des Slovènes et des Dalmates de la veille, les Illyriens du moment.

« Je viens secourir vos angoisses infinies, leur disait-il ; je viens pour vous éloigner du bord de l'abîme où l'on vous avait amenés sans que vous vous en fussiez aperçus : je viens à vous en Sauveur. »

Et, dès 1805, les Français fondaient dans toute la Dalmatie, devenue une grande partie de l'Illyrie, des écoles primaires, des séminaires, des lycées, et des Universités ; dotaient les Illyriens, auxquels ils venaient d'apprendre ce que peuvent être les droits d'un homme et d'une nation, d'un journal officiel en langue serbo-croate, qui, à lui seul, aurait pu faire revivre, au pays de Gunndulitch, la tradition sacrée, et ils rattachaient au territoire dalmate la Carniole, la Carinthie, la Croatie, l'Istrie et Trieste. Le nouveau royaume, qui réunissait presque toutes les nations yougoslaves, consacrait nettement leur identité de race et leurs désirs légitimes d'union. Le sentiment national ne pouvait tarder à refleurir et à s'épanouir victorieusement chez les fils de mêmes ancêtres, à leur rendre leur conscience nationale et à leur

inspirer la volonté puissante de se réunir complètement, volonté qui a survécu à toutes les entraves et à toutes les tentatives d'étouffement, comme aux plus cruelles et sanglantes épreuves de ces dernières années.

On sait ce qu'il advint, à la chute de Napoléon, du royaume d'Illyrie. L'Autriche ne pouvait que s'empresser de mettre à bas l'œuvre de la puissante main qu'on venait d'enchaîner. Croates et Slovènes durent rentrer de force sous le joug de l'aigle à deux têtes. Mais l'idéal national ne mourut pas de ce coup terrible et il fut conservé, précieusement et secrètement, dans chaque foyer des vaincus.

Chez tous les Slaves, la poésie est comme le pain quotidien des esprits et des âmes. Mieux que la science et la politique, elle immortalise tous les espoirs et prépare l'avenir. Elle trouve des thèmes émouvants dans l'idée de l'unité nationale des Yougo-Slaves, et les poètes furent les premiers et les plus puissants hérauts de ce rêve, que le génie d'un grand empereur avait réalisé durant trop peu d'années.

A Graz, il s'était fondé un Club Illyrien. Djuro Sporer Matitch y publiait, dès 1823, un *Almanach* Illyrien. C'était l'époque où la Serbie, qui venait d'être délivrée de l'oppression turque par le géant George Petrovitch, le grand Karageorge, s'occupait déjà de reconstruire l'arche des Slaves du Sud. Un apôtre, Ljudevit Gaj, arrivait à Graz, en 1827, et un Serbe, Mojsej Baltitch, qui s'y trouvait également, lui démontrait la valeur de la pure langue de leurs pères. Chez Gaj, naquit, à cette époque, l'idée d'une action nationaliste, en l'intimité de Baltitch et du poète Dimitricje Demetar, originaire de Macédoine. Avec son journal *la Gazette Nationale Illyrienne*, et sa revue *Danica*, Gaj révolutionna la vie intellectuelle de ses compatriotes :

« Nous fûmes les premiers, écrivait-il plus tard, qui, comme à travers un rêve, aperçumes dans l'avenir la douce image de notre nationalité revécue. »

Danica, portait en épigraphe ces mots, qui étaient un drapeau :

« Une nation sans nationalité est un corps sans ossature. »

Poète, en même temps que journaliste, Gaj y sonnait la diane :

La Croatie n'a pas encore péri,
Puisque nous vivons !
Elle se lèvera très haut
Lorsque nous la réveillerons !

Antun Mihanovitch y entonnait une *Marseillaise* croate :

Notre belle patrie, ô cher pays héroïque !

Et Pavao Stoos y donnait, en 1831, une noble *Statue de la patrie*, où se trouvent de fiers conseils de défense nationale :

Pourquoi donc, ô aigles blancs,
Laissez-vous des oiseaux malfaiteurs
Dans nos fécondes forêts
Becqueter l'écorce des vieux chênes du pays ?

Ivan Kukuljevitch, dans son poème historique, *Juran et Sophia*, célébrait « l'esprit Illyrien » qui signifiait assez clairement pour tous unité et liberté.

La *Danica* de 1836 contient un poème saluant et exaltant la race Illyrienne-Yougo-Slave.

Nous sommes tous frères, fils d'une même mère,
D'une seule mère, la glorieuse Slavie :
Nous sommes tous frères, tous des Ilirs !

Les poètes n'avaient pas enclos leur nationalisme dans des bornes étroites. Ce qu'ils chantaient, ce n'était pas seulement la Croatie, mais aussi toute la Serbie, le Monténégro, la Slavonie, la Dalmatie, la Slovénie, la Bosnie, l'Istrie, tout le Sud Slave.

Par ailleurs, le poète disait aussi :

Tous les hommes qui vivent sur la terre
Aspirent à la liberté dorée
Et ils s'élancent, l'épée haute,
Contre tous ceux qui l'oppriment.
L'heure a sonné de tirer nos glaives
Contre les meurtriers de notre race,
Et de noyer l'injustice ennemie
Dans de vastes torrents de sang.

Un de ses collaborateurs écrivait en même temps :

Qui frappe un de mes frères,

Qu'il soit Serbe ou Dalmate,
Ou de quelque nom qu'on le nomme,
Celui-là verse mon propre sang.
Unissons-nous, unissons-nous !
Les étrangers seront écrasés :
Et toi, mon frère, ouvre les yeux.

Demetar saluait, avec joie et avec confiance, la Constitution de Belgrade, de 1839 :

Celui-là se lèvera
Qui a succombé, non certes par sa faute,
Mais sous les coups du malheur.
Tout ce que la foule de tes ennemis t'a pris,
Crois-moi, ô Illyrie !
Le Serbe et le Croate unis te le rendront.

Le comte Yanko Draskovitch, qui, revenu de France à Zagreb, vers l'année 1830, aimait à s'appeler « le vieux fils de la nation », disait, de son côté :

Croates et Slavons, vous êtes des frères !
Vous êtes issus d'une même mère !
Beaux pays de Bosnie et de Dalmatie,
Vous êtes le paradis magnifique de la nation.
Et vous, chers Serbes et chers Slovènes,
Fils glorieux d'un glorieux sang,
A vous tous dont les ancêtres étaient frères,
Ils vous ont légué la même langue.

Kukuljevitch exprimait les mêmes vérités en termes presque identiques :

Tous, tous ensemble nous sommes
Les enfants d'une seule mère,
D'une même mère, malheureuse et triste.
Le même sang coule à travers nos veines,
Et le glorieux nom d'Ilir est à nous tous.

Mais, plus encore que les autres poètes qui furent ses aînés ou ses amis, Petar Preradovitch fut, surtout, le poète de l'unité nationale.

D'origine serbe, Preradovitch était né à Gabrovnica, dans le département croate de Belovar. Il était à peine âgé de dix ans que la mort de son père en fit un orphelin. Sa mère, se trouvant

alors dans la plus grande misère, fut obligée de le donner à l'école militaire autrichienne de Wiener Neuer Stadt, où l'Empire lui imposa d'abandonner sa religion ainsi que sa langue, qu'on remplaça par l'Allemand et le Magyar. Ses maîtres, constatant ses dons poétiques, l'obligeaient même à versifier en allemand, et c'est en allemand qu'à l'âge de seize ans il composa un fort bon poème sur l'incendie qui avait éclaté à Nouvelle-Ville-Viennoise, près de l'Ecole Militaire.

Il avait complètement oublié le Serbo-Croate, au point que, promu officier à vingt ans, et ayant obtenu une permission pour aller voir sa mère à Gabrovnica, il ne put se faire entendre d'elle, et que la pauvre femme, qui ne connaissait que sa propre langue, ne put se faire non plus entendre de son fils.

Kukuljevitch, qui était officier dans le même régiment autrichien, fit connaître à Préradovitch les pesmés nationales serbes et les vieux poètes dalmates, et il lui ouvrit les yeux, afin qu'ils pussent admirer toute cette « richesse nationale ».

Le néophyte, qui venait de reprendre contact avec la langue maternelle, n'osa s'en servir tout d'abord, et commença par traduire en allemand le chef-d'œuvre du grand siècle littéraire serbo-croate, *Osman*, de Guńđulitch. Mais il désespérait de pouvoir jamais écrire en serbe, tellement l'Autriche savait dénationaliser ses officiers, lorsque, par un très heureux hasard, son régiment fut désigné pour aller caserner en Dalmatie. A son passage à Venise, Préradovitch rencontra des camarades d'un autre régiment, parmi lesquels se trouvait un Croate de Dalmatie, Kotoranin, fervent de la poésie populaire serbe et fougueux admirateur du héros Karageorge. Kotoranin amena Préradovitch dans un cercle de compatriotes. On y lisait surtout l'*Entretien agréable de la Nation*, où, avant Vuk Stefanovitch Karadjïtch, Andrija Katchitch avait réuni, comme en une précieuse Bible, une grande partie des poèmes nationaux. Avant de quitter ses nouveaux amis pour se rendre à Zadar, Préradovitch promit de répondre en vers serbes à un poème que devait lui envoÿer dans sa nouvelle résidence Spiro Dimitrievitch Kotoranin.

Le jeune officier tint parole, et sa pièce : *Petit oiseau s'essayant à voler*, alla réjouir et embraser, par delà l'Adriatique,

Kotoranin, chantre de la glorieuse insurrection serbe, et ses camarades serbo-croates.

Avec l'aide de Dieu, étends tes ailes !
Cette mer n'est pas, pour toi, une étrangère,
Et les étoiles qui scintillent au-dessus
Ne sont pas pour toi, des inconnues.
Tant de sang de tes frères chéris
Et tant de larmes de ta pauvre mère
Ont coulé et se sont perdus dans ses vagues !
Mais ce que cette mer cache en ses tréfonds
Dieu l'a écrit au ciel
Et chaque étoile se pare d'un nom illustre,
D'un nom de héros !

En même temps que Préradovitch tentait ainsi de « gouverner la plume de la fée nationale », le futur aède de *La Couronne de poésie*, Antun Kuzmanitch, fondait à Zadar une revue, *L'Aurore Dalmate*, pour le premier numéro de laquelle il demandait au jeune officier des vers serbes. Préradovitch lui donna *Les Fées de la Mer* (Vile Pomorkinje), demi-déesses qui lui avaient inspiré des strophes où revenait chanter tout le passé et où semblait se réveiller l'avenir Yougo-Slave :

Minuit a sonné !
A cette heure de mon sommeil
Qu'est-ce qui m'éveille ?
Sur la gouzlé de mon aïeul
Les cordes, d'elles-mêmes, ont frémi,
Ont frémi tout doucement...
L'aurore éclate, il va faire jour.

Ce poème vibrant et prophétique émut tous les lecteurs de l'*Aurore Dalmate*, et la *Danica*, de Zagreb, le reproduisit et le répandit à travers toute la Croatie.

Ce succès donna confiance au poète. La race triomphait de toutes les embûches autrichiennes.

Les poèmes de Petar Préradovitch suivirent, nombreux et toujours animés d'un lyrisme ardent et de superbes envolées. Voici le beau chant de la *Gouzlé*, l'instrument de musique ancestral :

Prends, mon enfant, prends,
Prends, fils, cette gouzlé,

Et lorsque tu voudras chanter la patrie,
Lève-toi et salue très bas !
Porte tes regards vers le ciel bleu,
Plonge-les dans les clartés célestes,
Et dans le grand livre des astres d'or
Lis le poème doré des souvenirs suprêmes.

Mais, si un tyran, si fort qu'il pût être,
Osait t'arrêter et te dire :
« Chante, gouzlar, chante ma gloire à moi !
« Proclame-moi le bienfaiteur
« Et célèbre mon nom à travers le monde,
« Sinon dans les fers les plus pesants je t'enchaînerai,
« Et la mort te rongera dans ma prison. »

Avant d'être chargé de chaînes,
Jette ta gouzlé contre la terre noire.
Brise-la ! Qu'elle éclate
En morceaux et en poussière !
Et tu diras au tyran :
« Ton pouvoir cesse devant la gouzlé.
« La poésie n'a jamais su obéir :
« La poésie est libre,
« Et c'est de sa seule voix qu'elle s'inspire ! »

Pour un officier serbo-croate au service de l'Autriche impériale, la hardiesse de ces strophes était grande. Mais l'Autriche ne pensait qu'à lui faire oublier sa patrie et les siens, en le comblant de grades, de décorations et même de titres de noblesse.

Tout fut vain. Même sous l'uniforme de général de la Monarchie dualiste, il n'abdiqua rien de ce qui pour lui, faisait toute la beauté, toute la grandeur de la vie. Il demeura toujours un officier loyal, sans plus. Il garda tout son cœur serbo-croate, sans en sacrifier la moindre parcelle, et il resta l'apôtre lyrique et fervent du nationalisme *Ilir* et de l'amour de la Patrie, de la plus grande Patrie.

Il avait toujours rêvé d'aller mourir aux lieux où il était né. Dans *le Voyageur égaré*, il fait de transparentes allusions à sa vie en terre étrangère, et il pense toujours au retour. Une tombe ne lui paraît belle et douce que dans la prairie natale :

O ma Patrie ! Mère du bonheur !

Voici ton fils qui revient vers toi :
Dans tes prés donne-lui un tombeau
Et pare ce tombeau de tes fleurs.

Les Serbo-Croates et tous les Yougo-Slaves viennent de fêter magnifiquement, il y a peu de temps, le centenaire de ce poète qui avait été le chantre par excellence de leur union et de leur nationalité.

⁂

Comme la Croatie, la Slovénie avait fourni son contingent à l'armée lyrique chargée de conquérir par l'esprit la future indépendance et la future unité.

Déjà l'enthousiasme que Napoléon, en fondant la royaume d'Illyrie, avait inspiré aux Slovènes éclate dans la belle ode du poète Vodnik sur *l'Illyrie ressuscitée* :

Napoléon a dit : Illyrie, réveille-toi !
Elle s'éveille et elle soupire :
Qui donc me rappelle à la lumière ?
Est-ce toi, ô grand héros, qui me réveilles ?
De ta puissante main tu me relèves :
Notre race va être glorifiée, j'en ai l'espoir.
Je prédis le miracle qui se prépare,
Napoléon pénètre chez les Slovènes.
Une génération neuve de la terre s'élance,
Appuyé d'un bras sur la Gaule,
Je donne l'autre à la Grèce pour son salut.
Corinthe est à la tête de la Grèce ;
L'Illyrie est au cœur de l'Europe.
On nommait Corinthe l'œil de la Grèce :
L'Illyrie deviendra le joyau du monde.

Réfractaire au rude idiome germain, la jeunesse apprenait notre langue avec amour, et Tralina, dans son *Histoire du peuple slovène*, a pu écrire ces lignes qui sont une simple constatation, et non une flatterie à notre adresse :

« Les Français n'ont régné que quatre ans chez nous : il n'y avait personne à Laybach qui ne sût parler leur langue. S'ils étaient restés trente ans, les Slovènes seraient sans doute devenus Français. »

L'ode de Vodnik avait paru en 1813, dans l'organe officiel de

la domination napoléonienne, le *Télégraphe Illyrien*, qui fut publié alternativement à Trieste et à Ljoubljana (Laybach) et rédigé en italien et en français. Un écrivain, qui était souvent un vrai poète, Charles Nodier, en fut le rédacteur. Son nom n'y paraît guère qu'en l'année 1812. Mais il est permis de croire qu'il y collabora souvent anonymement. Le premier entre les littérateurs français il s'occupa avec intérêt de la poésie populaire des Slaves du Sud, devançant même Andrija Katchitch et Vouk Stefanovitch Karadjitch. C'est au cours de ces recherches et de ses études, que lui furent inspirées quelques-unes de ses œuvres les plus originales, telles que *Smarra* et *Jean Sbogar*, par exemple.

Je ne veux pas négliger de dire que le premier journal populaire publié en langue nationale chez les Slaves du Sud, l'avait été dès 1797 : Les *Novice* eurent pour rédacteur un poète, ce même Vodnik, moine inspiré, qui, malgré les erreurs de sa vie, reste le véritable précurseur de la renaissance slovène, et un des plus puissants hérauts de l'idée yougoslave.



Une place à part doit être réservée ici au Dalmate Nicolas Tommaseo.

Né à Sebenico, en 1802, cet écrivain penseur, philosophe et homme politique italo-slave, fut, avant tout, un poète parfois génial et le véritable *vates* antique. Il voyait clair dans les brumes de l'avenir, et ses visions éclatent, comme de fulgurants éclairs, dans ses œuvres. Il eut beau, en 1848, devenir membre du gouvernement provisoire vénitien, ministre de l'Instruction publique et ambassadeur de la République de Venise à Paris, il plana toujours au-dessus de ses fonctions publiques et resta constamment lui-même, au pouvoir comme dans son exil de Turin, où il refusa tout emploi de l'Etat pour pouvoir se consacrer tout entier à ses travaux de linguiste et de poète. Son œuvre, composée de plus de deux cents volumes, d'une extrême variété, constitue une inépuisable source d'inspiration pour les jeunes générations italiennes, qui y ont puisé largement.

Son activité slave ne fut pas moindre, tant dans les lettres que

dans la politique, et elle reste plus nette et plus durable peut-être que son activité italienne. Il fut un grand poète illyrien, comme Léopardi et Foscolo sont de grands poètes italiens. Sa grandeur véritable lui vient d'avoir, mieux que tout autre, réalisé la fusion des deux âmes populaires, d'avoir commenté en même temps Dante et les chants Illyriens, tout en écrivant les *Etincelles* (Iskrice) et d'avoir prophétisé la venue du monde nouveau qui allait naître aux portes de l'Italie. Il reste pour elle le glorieux écrivain et le vaste penseur qui lui a appris des attitudes d'esprit qu'elle ignorait. Mais les Slaves du Midi, ceux dont le pays s'étend entre la Drave et la mer Adriatique, voient en Tommaseo bien davantage. Il fut le héraut le plus puissant et le plus populaire de leurs belles espérances tout en se faisant leur porte-pensée auprès du monde occidental.

Il est peut-être le plus éminent parmi les promoteurs de l'idée néo-illyrienne, parce qu'il reste un fils de la Dalmatie slave et que la culture latine lui est cependant familière. Il correspond assidûment avec Ljudevit Gaj, avec Kukuljevitch, avec Stanko Vraz, avec Babukitch.

C'est à peu près vers 1841, que Tommaseo écrit les *Etincelles*, petit livre vraiment prophétique, où semble chanter déjà la Yougoslavie de demain. Ici se transforme en action la phrase célèbre de Mazzini : « Un peuple qui garde les souvenirs, « l'espérance et la foi, dort le sommeil du lion. »

Avec un verbe enflammé, douloureux, et animé d'un espoir attristé, mais indomptable, il somme le peuple dalmate de secouer sa longue torpeur et de se retremper dans l'union et la vie des peuples frères :

« Mon pauvre peuple, dit-il à ses frères dalmates, tu ignores ton histoire, et, pareil à un bâtard, tu ne sais ni le nom ni les exploits de tes ancêtres. »

« Ma Dalmatie, dit-il à sa patrie, parmi tes sœurs Yougoslaves, tu es petite ; mais une voix me chante que tu ne dois pas être la plus petite ni la plus laide d'entre elles. Tes accents retentiront au lointain et iront bercer dans leurs tombes tes enfants qui moururent pleins d'espoir en toi et pleurant sur le sort de ceux qui ne sont pas les nôtres...

« Ma petite Dalmatie, les nations qui t'environnent n'ont rien de commun avec toi. Elles sont beaucoup plus grandes ou plus petites, ou bien la mer ou les montagnes s'interposent entre vous, et, plus

que mer et montagnes, les coutumes et l'histoire les rendent différentes de toi. Commence une nouvelle période d'amour et une vie nouvelle avec tes sœurs.

« Prêtres, dit-il aux hommes chargés de l'instruction des masses, on vous confie notre langue naturelle, si fine mais si pleine, forte et suave à la fois, encore jeune, mais si robuste dans sa perpétuelle jeunesse. Par elle, vous pénétrerez dans les entrailles de notre peuple et vous saurez éveiller en lui tous les nobles sentiments... Je vous recommande surtout l'enfance : élevez-la dans l'attente des choses nobles, dans l'activité de l'amour, dans une grande humilité. »

Ecrites dans la meilleure langue serbo-croate Les *Etincelles*, depuis leur publication à Zagreb en 1844, ont eu de nombreuses éditions et forment le meilleur livre classique yougoslave. Bien que léger et mince, il a renversé, mieux qu'une Encyclopédie, les édifices de mensonge élevés en haine de l'idée nationale dalmate.

Mazzini avait, lui aussi, dénoncé cette fourberie et écrit :

« Les tendances slaves ne sont pas un bouillonnement fugitif provoqué par des causes passagères, mais le résultat naturel de longues traditions historiques. »

L'œuvre slave de Tommaseo n'est qu'un commentaire éloquent de ces paroles si justes.

Après les *Etincelles*, le poète voulut entrer en contact plus intime avec les tendances nationales, et il exposa, dans sa poésie célèbre : *A la Dalmatie*, qui date de 1845, tout un programme d'avenir éblouissant de clarté.

Il dit à sa patrie :

Tu ne fus la chose d'autrui,
Ni tout à fait toi-même.
Il n'a pas de patrie vivante,
Celui à qui tu as donné le jour,
O ma patrie : tu ne seras plus,
Entre la montagne et la mer,
Un pauvre lambeau de terre,
Ni quelques îles nues et éparses,
Mais la Serbie ressuscitée,
Main guerrière, esprit de douceur.
Et ces champs promis au sourire italique
Et dont la mortelle léthargie turque
A fait un vaste marécage,
Ne feront plus qu'un avec toi,

Par la vie et par la volonté.
Ils répandront dans tes veines
Une vigueur toute nouvelle
Et toi, toute confiante,
Tendant la main droite à l'Italie
Et la main gauche à l'Hellade,
Tu les uniras en des étreintes vives
Et en des danses sacrées.
Car en toi, race serbe,
Seconde Italie, Dieu rassemble
Les trempes diverses des formes
Et des affections humaines,
Et il sut y harmoniser
Les élans avec la sagesse.
Le langage qu'il te donna,
Fleuri de juvéniles hardiesses,
Parmi tous ceux qui vibrent en Europe,
Porte la marque plus profonde des âges puissants,
Alors que le monde, enfant devant le doute,
Etait en amour un géant.
Sache supporter le mépris
Comme le dénûment et espère,
Espère, ô pauvre chère patrie !

N'y a-t-il pas dans ce poème tout un programme politique que la longue guerre que nous subissons va enfin réaliser ? Et de tels poètes ne valent-ils pas les plus grands parmi les hommes d'Etat ?

Ceux qui se lèveront demain n'auront qu'à méditer les vers de Tommaseo. Il n'y manque rien, et ils n'auront qu'à écouter cette voix puissante, qu'à suivre les idées de ce cerveau supérieur qui n'a pas rêvé.

C'est peut-être là un défaut pour un poète. Mais c'est aussi un défaut très précieux pour le peuple dalmate et pour les Yougoslaves.

La poésie de Tommaseo constitue un vivant document de psychologie, de politique, de religion et aussi d'action et de création. Car ce poète ne se contenta pas de vaticiner : il agit et il créa. Et c'est bien le moins qu'on pardonne aux hommes d'action et aux créateurs l'absence de rêve. Au lieu de s'embrumer, ne vaut-il pas mieux qu'ils voient juste et clair ?

Tommaseo avait pensé aussi à la langue commune, qu'il savait être pour beaucoup dans l'union yougoslave. De son exil de Corfou, il écrivait à ses amis de Zagreb :

« Il faut considérer comme une seule nation, et elle est déjà très grande, la Slavie du Sud. Qu'à sa langue, une déjà, soit donnée une plus puissante unité par l'unité des études. Purgeons de la scorie germanique non pas tant la langue que le style : dressons-le à exprimer nos idées avec l'expéditive hardiesse et l'élégante parcimonie qui, dans les chansons populaires et dans les langages du peuple, rendait l'esprit slave si apparenté au grec et à l'italien. Avant de distendre les désirs jusqu'aux combinaisons les plus lointaines, relions entre eux les ordres trop divisés de notre propre société et renversons le mur incommode qui s'élève entre les gens instruits et le peuple, entre les disciples et les maîtres. »

Zagreb et Belgrade ont répondu à l'appel vibrant de Nicolas Tommaseo, dont la prose ne le cédait en rien à la poésie, lorsqu'il s'agissait des intérêts de sa race. Depuis longtemps, de la Drave aux rivages de l'Adriatique, le mur a croulé. La langue des savants et la langue du peuple n'en font qu'une. Les trois peuples ne feront aussi bientôt que le peuple aux trois noms. Et ce sera la gloire éternelle de Tommaseo et des poètes serbo-croates d'avoir chanté et d'avoir presque organisé, il y a trois quarts de siècle, une œuvre aussi magnifique.

C'est pourquoi il m'a semblé utile, à cette heure décisive, de redire que la poésie fut le grand héraut de l'idée et de la nationalité yougoslave, et que cette idée de liberté, de droit et de justice, dont nous ferons demain une réalité vivante et durable, eut des parrains généreux, fiers et vaillants, que n'ont pu faire varier ou trembler, ni les embûches, ni les persécutions, ni la captivité, ni la mort même.

La poésie est libre et immortelle. La poésie aux ailes blanches fut la fée protectrice du berceau de la Yougoslavie. Ce qu'elle a chanté en ne s'inspirant que de sa propre voix, de sa voix divinement pure, deviendra, comme elle, libre et immortel.

Léo d'Orfer.



Enquête mondiale sur l'avenir de la littérature[1]

(*Suite.*)

QUESTIONNAIRE

Croyez-vous que la guerre ait une influence déterminée sur la Littérature française et la Littérature mondiale?

Si oui, quelle influence au point de vue esprit? quelle influence au point de vue forme?

Distinguez-vous les directions essentielles de cette influence?

Des genres littéraires, quel est celui qui prédominera : le roman — la poésie — le théâtre — la critique — le récit de guerre?

Verrons-nous une renaissance classique ou romantique?

F.-T. Marinetti a trouvé dans la guerre le moyen le plus sûr de mettre en œuvre le *futurisme* dont il est le créateur. Mais au lieu qu'il demandait avant 1914 qu'on brûlat Venise, il a défendu celle-ci contre l'ennemi. Sa conduite au feu, comme aussi celle de ses disciples, fut singulièrement brillante. Plusieurs blessures attestent son courage.

Nous avons déjà bâclé les funérailles grotesques de la Beauté passéiste (romantique, symboliste et décadente) qui avait pour éléments essentiels la Femme Fatale et le Clair de lune, le souvenir, la nostalgie, l'éternité, l'immortalité, le brouillard de légende produit par les distances de temps, le charme exotique produit par les distances d'espace, le pittoresque, l'imprécis, l'agreste, la solitude sauvage, le désordre bariolé, la pénombre crépusculaire, la corrosion, la patine = crasse du temps, l'effri-

(1) Voir la *Grande Revue* de décembre 1918 et janvier 1919.

tement des ruines, l'érudition, l'odeur de moisi, le goût de la pourriture, le pessimisme, la phtisie, le suicide, les coquetteries de l'agonie, l'esthétique de l'insuccès, l'adoration de la mort.

Nous dégageons aujourd'hui du chaos des nouvelles sensibilités une nouvelle beauté que nous substituons à la première et que j'appelle *Splendeur géométrique et mécanique.* Elle a pour éléments le Soleil par la Volonté, l'oubli hygiénique, l'espoir, le désir, le périssable, l'éphémère, la force bridée, la vitesse, la lumière, la volonté, l'ordre, la discipline, la méthode ; l'instinct de l'homme multiplié par le moteur ; le sens de la grande ville ; l'optimisme agressif qu'on obtient par la culture physique et par le sport ; la femme intelligente (plaisir, fécondité, affaires); l'imagination sans fils, l'ubiquité, le laconisme et la simultanéité qui caractérisent le tourisme, les grandes affaires et le journalisme ; la passion pour le succès, le record, l'imitation enthousiaste de l'électricité et de la machine, la concision essentielle et la synthèse ; la précision heureuse des engrenages et des pensées lubrifiées ; la concurrence d'énergies convergentes en une seule trajectoire.

Mes sens futuristes perçurent pour la première fois cette splendeur géométrique sur le pont d'un dreadnought. La vitesse du navire, les distances des tirs fixées du haut de la passerelle dans la ventilation fraîche des probabilités guerrières, la vitalité étrange des ordres transmis par l'amiral et brusquement devenus autonomes et inhumains, à travers les caprices, les impatiences et les maladies de l'acier et du cuivre : tout cela rayonnait de splendeur géométrique et mécanique. Je perçus l'initiative lyrique de l'électricité courant à travers le blindage des tourelles quadruples, et descendant par des tubes blindés jusqu'aux soutes, pour tirer obus et gargousses jusqu'aux culasses, vers les volées émergeantes. Pointage en hauteur, en direction, hausse, flamme, recul automatique, élan personnel du projectile. choc, broyement, fracas, odeur d'œuf pourri, gaz méphitiques, rouille ammoniaque, etc. Voilà un nouveau drame plein d'imprévu futuriste et de splendeur géométrique, qui a pour nous cent mille fois plus d'intérêt que la psychologie de l'homme avec ses combinaisons limitées.

Les foules peuvent parfois nous donner quelques faibles émo-

tions. Nous préférons les affiches lumineuses, fards et pierreries futuristes, sous lesquels, chaque soir, les villes cachent leurs rides passéistes. Nous aimons la solidarité des moteurs zélés et ordonnés. Rien n'est plus beau qu'une grande centrale électrique bourdonnante, qui contient la pression hydraulique d'une chaîne de montagnes et la force électrique de tout un horizon, synthétisées sur les tableaux de distribution, hérissés de claviers et de commutateurs reluisants. Ces tableaux formidables sont nos seuls modèles en poésie. Nous avons quelques précurseurs et ce sont les gymnastes, les équilibristes et les clowns qui réalisent dans les développements, les repos et les cadences de leurs musculatures, cette perfection étincelante d'engrenages précis, et cette splendeur géométrique que nous voulons atteindre en poésie par les mots en liberté.

Les mots en liberté.

Le lyrisme est la *faculté* très rare *de se griser de la vie et de la griser de nous-mêmes ;* la faculté de transformer en vin l'eau trouble de la vie qui nous enveloppe et nous traverse ; la faculté de colorer le monde avec les couleurs spéciales de notre moi changeant. Supposez donc qu'un ami doué de ce don lyrique se trouve dans une zone de vie intense (révolution, guerre, naufrage, tremblement de terre, etc.) et vienne aussitôt après vous raconter ses impressions. Savez-vous ce que fera tout instinctivement votre ami en commençant son récit ? Il détruira brutalement la syntaxe en parlant, se gardera bien de perdre du temps à construire ses périodes, abolira la ponctuation et l'ordre des adjectifs et vous jettera à la hâte, dans les nerfs, toutes ses sensations visuelles, auditives et olfactives, au gré de leur galop affolant. L'impétuosité de la vapeur-émotion fera sauter le tuyau de la période, les soupapes de la ponctuation et les adjectifs qu'on dispose habituellement avec régularité comme des boulons. Vous aurez ainsi des poignées de mots essentiels sans aucun ordre conventionnel, votre ami n'ayant d'autre préoccupation que de rendre toutes les vibrations de son moi. Si ce conteur doué de lyrisme possède en outre une intelligence riche en idées générales, il rattachera involontairement et sans cesse ces dernières sensations à tout ce qu'il a connu, expérimentale-

ment ou intuitivement, de l'univers. Il lancera d'immenses filets d'analogies sur le monde, donnant ainsi le fond analogique et essentiel de la vie télégraphiquement, c'est-à-dire avec la rapidité économique que le télégraphe impose aux reporters et aux correspondants de guerre dans leurs récits superficiels.

Ce besoin de laconisme ne répond pas seulement aux lois de vitesse qui nous gouvernent, mais aussi aux rapports multiséculaires que le poète et le public ont eus ensemble. Ces rapports ressemblent beaucoup à la camaraderie de deux vieux amis qui peuvent s'expliquer par un seul mot, un seul coup d'œil. Voilà comment et pourquoi l'imagination du poète doit lier les choses lointaines *sans fils conducteurs*, moyennant des mots essentiels et absolument *en liberté*.

Révolution typographique.

Révolution typographique dirigée surtout contre la conception idiote et nauséeuse du livre de vers passéiste, avec son papier à la main genre XVI[e] siècle orné de galères, de minerves, d'apollons, de grandes initiales et de parafes, de légumes mythologiques, de rubans de missel, d'épigraphes et de chiffres romains. Le livre doit être l'expression futuriste de notre pensée futuriste. Mieux encore : ma révolution est dirigée, en outre, contre ce qu'on appelle harmonie typographique de la page, qui est contraire aux flux et reflux du style qui se déploie dans la page. Nous emploierons aussi, dans une même page, trois ou quatre encres de couleurs différentes et vingt caractères différents s'il le faut. Par exemple : *italiques* pour une série de sensations semblables et rapides, *gras* pour les onomatopées violentes, etc. Nouvelle conception de la page typographiquement picturale.

Orthographe libre expressive.

La nécessité historique de l'orthographe libre expressive est démontrée par les révolutions successives qui ont peu à peu délivré des entraves et des règles la puissance lyrique de la race humaine.

1. — En effet les poètes commencèrent par canaliser leur ivresse lyrique en une série de respirations égales, avec des accents, des échos, des coups de cloche ou rimes prédisposées à des distances fixes (*Prosodie traditionelle*). Les poètes alter-

nèrent ensuite avec quelque liberté les différentes respirations mesurées par les poumons des poètes précédents.

2. — Les poètes se persuadèrent plus tard que les différents moments de leur ivresse lyrique devaient créer leurs respirations appropriées, de longueurs imprévues et très différentes avec une absolue liberté d'accentuation. Ils arrivèrent ainsi naturellement au *Vers libre*, mais conservèrent encore l'ordre de la syntaxe pour que leur ivresse lyrique pût couler dans l'esprit de l'auditeur par le canal logique de la période conventionnelle.

3. — Nous voulons aujourd'hui que l'ivresse lyrique ne dispose plus les mots suivant l'ordre de la syntaxe avant de les lancer au moyen des respirations inventées par nous. Nous avons ainsi les *mots en liberté*. En outre, notre ivresse lyrique doit librement déformer, modeler les mots en les coupant ou en les allongeant, renforçant leur centre ou leurs extrémités, augmentant ou diminuant le nombre des voyelles ou des consonnes. Nous aurons ainsi la nouvelle *orthographe* que j'appelle *libre expressive*. Cette déformation instinctive des mots correspond à notre penchant naturel vers l'onomatopée. Peu importe si le mot déformé deviendra équivoque. Il se fondra mieux avec les accords onomatopéiques ou résumés de bruits et nous permettra d'atteindre bientôt l'*accord onomatopéique psychique*, expression sonore mais abstraite d'une émotion ou d'une pensée pure.

Toute ma sympathie antitudesque et mes salutations chaleureuses.

F.-T. Marinetti,
Sous-lieutenant bombardier.

Princesse d'Arménie et de Paris, danseuse et femme de lettres, Mlle Armène Ohanian reçut, dans son berceau, les confidences des fées d'Orient ; plus tard, le bon roi mage Anatole France a dit le charme de ses poèmes en prose. Cette héroïne des *Mille et une nuits* est devenue la plus Parisienne des Arméniennes.

Qu'était la littérature d'avant-guerre, sinon une orchidée anémique et contorsionnée de formes ; où on ne cherchait que le raffinement ? Certains la transformaient en un délire sensuel aux confins du vice. Enfin il y avait des prophètes, qui, en phrases exaltées, nous crachaient leurs malédictions sans pro-

duire sur nous aucun effet, tant leur vérité était imprécise pour eux-mêmes.

Mais était-ce la faute de la littérature qui réflétait ainsi les drames et les rêves d'une vie plate et médiocre des gens plongés dans le marasme de petits soucis et de petites joies où la niaiserie ravageait l'âme et par sa puissance abjecte étouffait toute la fraîcheur de l'inspiration ?

La guerre a mis toute l'humanité vis-à-vis de la Mort, elle lui a montré la juste valeur de la vie. Je suis sûre que des milliers d'êtres ont vu pour la première fois la beauté d'une nuit étoilée ; que d'autres ont senti pour la première fois qu'ils avaient des affections, car, très affairés, ils ne s'en doutaient même pas. Enfin combien de « chefs » ont connu pour la première fois le peuple en réalité, et non d'après les feuilletons démocratiques !

La guerre menaçant chacun de la Mort a nettoyé l'esprit de la routine, lui a montré de larges horizons, a abattu les préjugés de castes et la sottise du conventionnel.

Il y avait des mystiques dont la religion myope n'était qu'une foi morte, qui se bornait à de petits fétiches et de vides symboles ; eux aussi, ils ont connu l'impuissance des reliques et ont saisi vaguement un grand Dieu dans quelque grand Espace.

L'esprit humain qui pourrissait dans la niaiserie de la vie monotone de tous les jours a connu les grandes angoisses, les révoltes, les indignations profondes, l'immense amour pour ses proches, pour sa terre ; il a connu la brièveté de la vie, sa triste fragilité et a appris à mépriser la médiocrité de son passé.

Et ce ne sont point les générations futures qui assainiront l'humanité, mais ceux qui vivent cette tragédie salutaire.

Je ne sais pas si la littérature de cette Renaissance sera classique ou romantique ; je sais qu'elle sera saine, qu'elle aura de la vigueur, sa forme ne sera ni maniérée, ni contorsionnée, mais comme tout ce qui est fort et sincère, elle sera simple et toute sa grandeur, son harmonie, son pathétique même seront dans cette simplicité.

L'essentiel dans cette Renaissance sera : une littérature guérie de l'anémie et les talents de différents genres littéraires retrouveront et respecteront la vérité et ils l'évoqueront partout, s'il le faut, même sous le masque riant de l'ironie.

Armène Ohanian.

Afranio-Peixoto, le romancier du *Sphinx*, de *Maria Bonita*, l'écrivain qui a le mieux compris l'âme captivante et charmante de Rio-de-Janeiro contemporain, continue la grande lignée de Machado de Assis.

En nous envoyant ses vœux pour notre enquête, « qui aura réuni tant d'opinions si plaisamment contradictoires — j'en suis sûr d'avance — ainsi qu'il est de la nature des hommes », M. Peixoto ajoutait : « Je vous donne la mienne pour ce qu'elle vaut, en me gardant contre la menue *réalité* contenue dans n'importe quelle prophétie : pour être sage, on ne devrait le faire qu'après coup. »

Oui, je crois que la guerre a beaucoup d'influence sur la littérature ; c'en est déjà une que de convaincre les hommes de lettres de leur petite collaboration aux temps difficiles, où le dévouement, la bravoure, l'initiative, l'endurance, le mépris de la mort, sont infiniment plus efficaces au salut de l'humanité et de la civilisation. Elle nous aura rendus modestes.

La littérature française — et celle aussi du monde, qui lui est plus ou moins débitrice — aura beaucoup gagné en qualités morales : elle sera plus grave et surtout plus sincère. La malice grivoise, ou l'ironie de mauvais aloi, qui était le fond des romans, drames et critiques — réaction, et du dépit intellectuel contre l'humiliation de la défaite, et du scepticisme à la revanche — ne seront plus permis, parce qu'ils n'auront plus raison d'être. La vie aura alors d'autres curiosités que les intrigues de salon ou d'alcôve ; dans l'amour même, éternel sujet d'art, ces futurs artistes trouveront l'aspect grave ou joyeux, toujours ému, et pourtant bien naturel, capable d'intéresser.

Toutefois, je ne suppose pas qu'il y ait quelque changement au point de vue de la forme : le style français n'avait pas échoué dans le byzantinisme pour espérer une Renaissance. Il est impossible que, quelque jour, on arrive à écrire mieux que Renan ou Anatole France.

La poésie lyrique gardera sa place, comme le roman, parce qu'il y aura toujours des êtres de vingt ans, tendres et passionnés, qui aimeront à se voir représentés dans leurs émois et leurs espérances.

Le théâtre — le bon théâtre, s'entend — et la critique, les problèmes ardus de la vie et le conflit lumineux des idées, feront les délices des autres âges.

Je le crois aussi, de même, pour la science, non pas l'inacces-

sible littérature scientifique des laboratoires et des sociétés savantes, mais la science rendue agréable et qui servira à l'éducation du peuple, Les savants apprendront à écrire comme les lettrés et, grâce à ce miracle, la poésie saine et forte de la vérité nous changera des petites histoires qui ont été le charme et le poison de notre passé.

Il ne sera donc pas question d'une Renaissance classique ou romantique, mais de beaucoup plus, en autre sens : nous aurons la mise au point de la confiance dans la vie, qui nous aura apporté la victoire, et qui nous permettra la sincérité, sans la crainte d'en être les dupes.

La France sera ce qu'elle doit être et le monde la suivra, ainsi qu'il est de son devoir.

AFRANIO-PEIXOTO,
De l'Académie Brésilienne,
Professeur à l'Université de Rio-de-Janeiro.

ROPSCHINE, plus connu depuis la révolution russe sous le nom de Savinkoff, fut le ministre de la guerre de la Russie défaillante. L'ancien terroriste était devenu, par une ironie de la destinée, l'éphémère organisateur de la victoire ! Mais les lecteurs français n'ont pas oublié pourtant les pages sombres et fortes du *Cheval pâle*, traduites et publiées par la *Grande Revue.*

Permettez-moi de vous remercier bien vivement de l'honneur que vous m'avez fait en estimant utile ma participation à l'enquête que vous avez cru nécessaire d'ouvrir. Pour ma part, ce qu'il me paraît possible d'admettre, c'est que la guerre actuelle aura pour résultat un changement, aussi bien au point de vue intellectuel qu'au point de vue moral, chez toutes les nations et plus particulièrement chez celles qui prennent une part directe et meurtrière à la lutte.

L'art littéraire, reflétant l'état d'esprit d'une époque, se ressentira fatalement de ce changement. Mais dans quels sens se produira-t-il ?

Voilà une question à laquelle il serait, à mon avis, bien téméraire d'apporter une réponse précise.

B. SAVINKOFF,
(*V. Ropschine*).

On a souvent comparé M. W. PETT RIDGE avec Dickens dont il semble avoir hérité l'art minutieux et l'ironie qui s'attendrit. Il pour-

rait dire, comme l'a dit M. Anatole France de lui-même, que ses deux muses sont l'Ironie et la Pitié.

L'auteur de *Telling Stories*, de *Up Side Street*, de tant de livres charmants, a aimé la vie des humbles et l'a décrite dans ses courts récits qui sont des chefs-d'œuvre de grâce narquoise et bienveillante.

Il ne m'est pas possible d'apprécier l'influence que la guerre aura sur la littérature française, mais j'imagine que les effets sont appelés à être considérables. Par exemple, les romans traitant toutes questions d'une manière légère et frivole peuvent disparaître pour longtemps.

En ce qui concerne la littérature anglaise, la plume et l'encre seront employées à écrire les souvenirs de guerre, avec toutes les batailles livrées et les écrivains futurs expliqueront comment, avec leur aide, la lutte aurait été menée.

Je pense que, autant qu'il s'agisse du roman, nous pourrons noter une forme plus brillante et plus hardie. La manière de Kipling — admirable par les situations aiguës — doit probablement être adoptée. En Angleterre, c'est notre regret (et sans doute aussi le sien), que Kipling ait aujourd'hui plus de vingt-cinq ans. La jeunesse, étant maintenant familiarisée avec des événements stimulants, formera une lignée d'écrivains vigoureux.

La fiction, dans sa forme modifiée, pourrait tenir son rang, car la plupart des gens peuvent écrire la fable, et un grand nombre peut la lire. La poésie demande l'aide d'un géant ; la critique exige des hommes capables de voir sans le secours de lunettes. Mais la fiction peut être desservie par tout homme capable de dire d'agréables mensonges.

W. Pett Ridge.

J.-H. Rosny aîné est un solide exemple de l'homme de lettres soucieux de tirer de sa pensée toujours en gestation toute la somme de travail possible. Son œuvre est très complète et ses romans, qu'ils soient du mode fantastique ou social, comptent parmi les étapes de la littérature française.

Je crois que la guerre aura une certaine influence sur les littératures, mais je ne pense pas qu'elle détermine une littérature foncièrement neuve, ni par la forme ni par le fond. Elle nous donnera certes des beaux livres, sur la guerre même et à propos

de la guerre — et elle hâtera peut-être l'éclosion d'une littérature que des précurseurs ont exprimée — une littérature plus profonde, plus universelle dans l'espace et dans le temps, où on ne négligera plus les « plans ancestraux », où on n'oubliera plus qu'à l'homme moderne se joint l'homme de toutes les époques, même les plus sauvages.

Quant au genre qui prédominera, je pense que ce sera, *pour le nombre des volumes*, le roman. Mais cela ne signifie rien : la poésie n'en aura pas moins une part capitale dans la formation des âmes.

Le théâtre n'innovera guère, il connaîtra, en revanche, une ère de prospérité matérielle inouïe — surtout dans les genres qui amusent et font rire. Que les auteurs gais s'apprêtent !

J.-H. Rosny, aîné.

P.-S. — Il va sans dire que je ne parle pas des années qui suivront *immédiatement* la guerre, années de trouble, de désordre, et d'incohérence pour tout ce qui regarde l'évolution intellectuelle.

(Enquête de MM. Ventura Garcia-Calderon et Gaston Picard.)

(*A suivre.*)





Sachons gagner la paix[1]

SUR LA GUERRE ET LE MILITAIRE

La guerre n'est pas plus fatale qu'il n'est nécessaire que tout homme soit voleur, assassin, fou.

Il n'est pas absurde de voir en cette guerre la dernière guerre, car c'est la première guerre qui soit la guerre à la guerre et la faillite de la guerre de tous côtés.

Cette guerre n'est devenue celle de l'humanité que parce qu'elle a compris qu'elle offrait l'occasion d'en finir avec la guerre.

Dans cette guerre, tous les hommes qui n'étaient pas soldats se sont faits soldats, pour faire la guerre aux soldats.

Certains hommes ne sont qu'un uniforme ; quand leur uniforme tombe ils tombent aussi.

Le *miracle* de la Marne fut la stricte application de ces deux préceptes napoléoniens :

« 1° Placez toujours vos troupes de manière que, quelque chose « que fasse l'ennemi, vous vous trouviez toujours en peu de « jours réuni » ;

« 2° L'art de la guerre consiste, avec une armée inférieure, à

(1) Voir la *Grande Revue* de janvier.

« avoir toujours plus de forces que son ennemi sur le point qu'on « attaque ou qui est attaqué. »

Le premier précepte fut mis en pratique par un général prudent, et le second par un général décidé.

C'est surtout à la guerre qu'il vaut mieux ne rien faire que de faire les choses à demi.

Rien n'est plus grand que la gloire d'un grand capitaine, ni plus ridicule que la morgue d'un petit.

Il faut condamner la guerre qui stimule les pires vices et cause les plus grands maux, mais reconnaître qu'elle donne aussi carrière aux plus hautes qualités de l'esprit et du cœur.

Beaucoup condamnent Napoléon, parce qu'ils ignorent qu'il n'était pas le contemporain de Jaurès.

Une réduction des armées et des armements ne serait pas une étape vers le désarmement total et général, mais vers un retour aux armements outranciers ; pour qu'il n'y ait pas d'arbre, il ne suffit pas de couper les branches, il faut encore supprimer la racine.

Si l'on disait à un homme : « Voici un bouton ; en appuyant dessus vous ferez sauter le monde », il est probable qu'après avoir longtemps considéré ce bouton sans oser y toucher, fasciné par la connaissance qu'une si petite cause puisse produire un si formidable effet, il finirait par le presser, dût-il réduire le monde en miettes et périr avec lui.

Placé par la naissance à la tête de la force destructive la plus épouvantable qui fut jamais, Guillaume II fut victime de ce bouton-là.

La guerre n'est pas une force naturelle comme la tempête, ce n'est plus aujourd'hui qu'un préjugé de l'esprit humain.

Chaque peuple n'a accepté la guerre que parce qu'on lui a dit que c'était l'autre qui l'avait voulue, et qu'il n'y avait rien à faire contre l'engrenage militaire, une fois la machine mise en branle par le petit doigt inconnu.

Vu l'intelligence croissante des masses, les partisans du militarisme n'ont plus d'autre argument que de proclamer la guerre une institution de droit divin.

Ce n'est pas aux gouvernants qui ont préparé et fait la guerre à faire la paix, mais aux peuples qui ont été forcés de faire la guerre tout en voulant la paix.

Les Chinois étant paisibles et les Japonais intelligents, le *péril jaune* n'existera pas, quand n'existera plus le *péril blanc* des nations armées.

Pour la première fois dans l'histoire du monde, tous les peuples ont, pendant ces négociations de paix, l'occasion de se trouver réunis, pour reconnaître qu'ils sont tous las de la guerre en même temps ; et il est à prévoir qu'aucun ne pourra dire qu'il y aura gagné tout ce qu'il en attendait. La généralité et la simultanéité de cette constatation sont des circonstances éminemment favorables à l'abolition de la guerre, qui ne peut être prononcée qu'à l'unanimité et simultanément. Si certains gouvernements pour des rasions d'égoïsme individuel, ont des idées de derrière la tête, il est certain que les peuples n'en ont pas. Sur ce point, le seul essentiel, l'entente est universelle. C'est pourquoi tous les peuples doivent, dès à présent, décréter que le premier article du traité de paix sera la suppression totale, générale et immédiate des armées permanentes, car c'est une chose si évidente qu'aucun homme n'oserait publiquement s'y opposer, et chaque peuple n'aurait-il gagné que cela, qu'il aurait encore gagné infiniment plus qu'il ne croyait gagner en entrant dans cette guerre et infiniment plus qu'il ne pourrait gagner dans aucune guerre future.

SUR LE MONDE ET LES AFFAIRES

Avant tout, l'homme du peuple veut boire, le bourgeois manger, le parvenu paraître, l'homme du monde sauver les apparences ; l'homme supérieur, à quelque classe qu'il appartienne, se contente d'être un homme.

Les hommes immensément riches dissimulent leur richesse, non parce qu'ils en ont honte, mais pour qu'on les croie encore plus riches qu'ils ne sont.

L'homme supérieur s'indigne et l'homme médiocre est jaloux.

En affaires le talent ne doit attendre d'appui que des étrangers, car leur caractère d'intrus leur interdit la jalousie et leur impose l'association avec des nationaux, pour qu'elle leur serve de bouclier contre la jalousie des autres nationaux.

En France, on ne vous prête l'âge de raison qu'à l'âge où il est pardonnable de déraisonner.

Certains hommes ne peuvent avoir d'amis : il leur faut des valets.

Les hommes qui jouissent d'un certain âge et d'une certaine réputation ne consentent à travailler à celle des autres qu'après que ceux-ci sont morts, car alors ils sont devenus leurs aînés.

Le nouveau venu, quelque talent qu'il puisse avoir et plus de talent il possède, ne doit rien attendre de ses aînés ; c'est aux hommes de son âge et aux hommes plus jeunes qu'il doit chercher à s'imposer tout d'abord, et le nombre et l'enthousiasme de ceux-ci sauront l'imposer à la puissance et à la froideur de ceux-là.

Ceux qui sont privilégiés appellent bon esprit le silence stupide ou servile de ceux qui ne le sont pas.

Pour réussir, il faut d'abord convaincre un homme momentanément plus puissant que soit que l'on n'est pas négligeable, puisqu'on peut lui être utile ou nuisible.

Un protecteur n'est pas un homme qui vous rend service, mais un homme à qui vous rendez service, soit effectivement, soit simplement par la vanité qu'il met à vous protéger.

On ne fait jamais le bien pour l'amour du bien, quelquefois pour l'amour du beau

Le désintéressement n'est qu'un égoïsme à plus longue échéance.

S'il est bon d'être modeste avec les gens modestes et sensés, il est toujours nuisible de l'être avec les vaniteux et les sots.

En lisant pour la première fois dans les annonces des journaux américains « on demande un jeune homme ambitieux pour faire les courses », j'ai été porté à sourire, puis, quand j'ai mieux connu ce peuple, j'ai admiré qu'il ait osé faire de l'ambition une vertu, et la rendre accessible à tous.

Le meilleur moyen de devenir riche est encore de le paraître.

Etre pauvre ne serait rien, si la pauvreté ne vouait au mépris.

On aura plus d'égards pour vous pour le tort que vous pourriez faire que pour les services qu'on peut attendre de vous.

Vous trouvez aisément des gens prêts à vous rendre des services qu'ils croient ne pouvoir pas véritablement vous servir.

L'homme médiocre réussit plus vite que l'homme supérieur, parce qu'on emploie cent imbéciles à barrer la route à un seul homme supérieur.

L'homme supérieur peut se reconnaître à ce signe, qu'il fait le vide autour de lui.

Croyez-vous vraiment fort, si vous avez tout le monde contre vous.

Beaucoup de gens ont de bons sentiments à l'égard des gens qu'ils ne connaissent pas.

La vie des riches paraît d'autant plus belle qu'on la connaît moins. Elle n'est que très rarement exempte de ces inquiétudes que le pauvre croit son lot exclusif, ou de ces humiliations que la misère rend naturelles, mais que les riches ne s'épargnent pas, non plus, entre eux. Combien de riches voyagent sans goûter véritablement les paysages qu'ils traversent, et prennent le plaisir pour l'amour, faute de mieux. La richesse consiste à jouir du bonheur qu'on peut créer autour de soi, de la beauté de certaines âmes, comme de celles de la nature et des arts. L'artiste pauvre qui contemple un tableau génial éprouve mille fois plus de volupté que le riche amateur qui refuse la même toile, parce qu'elle n'est pas signée, pour acheter cette étude banale mais cotée. Le poète qui sent en lui le luxe de certains soleils couchants, est plus riche que tel Crésus entouré d'un luxe qui lui est étranger. La plupart des riches jouissent des belles choses, non parce qu'elles sont belles, mais parce qu'elles coûtent cher, c'est-à-dire qu'ils n'en jouissent pas. Celui-là seul est véritablement riche qui projette sa richesse intérieure sur le monde, et cette richesse n'est donnée aux riches que bien rarement.

Ce ne sont pas les pauvres seuls qui admirent et envient les riches ; les riches eux-mêmes éprouvent une sorte de vénération religieuse à l'égard de ceux qui sont encore plus riches qu'eux.

Il est impossible de ne pas admirer l'esprit apostolique, évangélique même, de certains militants socialistes. Chez eux, l'on trouve non seulement une dialectique sans tyrannie, mais encore cette atmosphère d'amour enthousiaste dans laquelle vécurent les dis-

ciples de Jésus-Christ, qui voulaient, eux aussi, rendre le monde meilleur et qui avaient cette foi que rien ne peut détruire, puisqu'elle procède de la connaissance de la Vérité. D'autre part, il est indéniable qu'on trouve dans les milieux qui se disent *bien pensants*, un véritable sentiment de l'honneur et du devoir, et une atmosphère de raffinement, qui sont des acquisitions de la civilisation que ce serait un crime de laisser périr. Entre les deux partis adverses, il n'est qu'un seul lien, l'Evangile, et il est lamentable de constater qu'entre les socialistes qu'anime l'esprit de l'Evangile, et les milieux chrétiens qui en cultivent la doctrine, ce lien soit, au contraire, brandi de part et d'autre, comme un trait de désunion.

SEPT PROPOSITIONS POUR LA PAIX DU MONDE

I. — Ce n'est pas à l'avenir, mais à nous-mêmes que nous devons demander si cette guerre aura été la dernière.

II. — Pour empêcher l'avenir de faire la guerre, il faut que nous ne lui en laissions pas les moyens.

III. — En conséquence toutes les armes et munitions seront exclusivement fabriquées dans les manufactures régies par la Société des Nations, et fournies par elle à son armée internationale et aux polices nationales ainsi qu'aux forces coloniales, dont les effectifs seront déterminés et contrôlés par la Société d'accord avec les différents Etats.

IV. — Toute littérature belliqueuse doit entraîner une peine sévère pour ses auteurs et propagateurs.

V. — Il faut supprimer les livres scolaires à tendances belliqueuses et la Société des Nations doit fournir des lectures pacifistes à toutes les écoles et universités.

VI. — La Société des Nations devra assurer immédiatement, au moyen d'une première émission de papier-monnaie international, le paiement d'indemnités pour les dommages de guerre aux Etats qui en ont été victimes, quitte à exiger de ceux qui les ont causés le remboursement graduel de ces avances.

VII. — Quand tous les Etats et tous les hommes sauront qu'il n'y a plus au monde ce règlement des défférends qu'est la guerre, et telle cause de différends que les armées nationales et les fabriques de guerre nationales, mais, à la place, une solide armée internationale pour réprimer toutes tendances belliqueuses, alors la guerre ne pourra plus exister.

ABEL DOYSIÉ.



“ Pages Libres ”

N° 615. (2° Série. N° 158. — Février 1919.

L'Allemand vaincu a-t-il changé?

Etude critique sur la première période de la Révolution allemande

Si l'Allemand revient à son Germanisme, c'est que les Alliés le laisseront faire. Ah ! s'ils avaient voulu, et s'ils voulaient encore... L'Allemagne sort, en effet, d'une période de réel désarroi ; et tout ne fut pas simulation, machiavélisme, dans les manifestations révolutionnaires ou particularistes qui marquèrent le lendemain de la défaite.

Je veux bien qu'il y ait chez les Allemands une tendance insidieuse à se faire plus « particularistes » et surtout plus « démocrates » qu'ils ne sont en réalité — dans l'espoir de nous inspirer confiance, et qu'il y ait encore une autre tendance à exagérer le « bolchevisme » — dans l'espoir de nous faire peur. Mais il serait tout de même difficile d'admettre que la Révolution allemande s'est déchaînée uniquement naguère pour nous jouer la comédie et sauver la mise, dès que le militarisme eut perdu la partie. N'exagérons pas, ne généralisons pas outre mesure : il n'y a pas une Allemagne, mais des Allemagnes, surtout après la défaite ; il n'y a pas qu'un Allemand, mais des Allemands, surtout une fois vaincus ; et enfin, dans chaque Allemand abandonné à lui-même, si paradoxal que cela paraisse, il y a aussi une homme. Il faut bien se le dire, sous peine de ne pas comprendre sa psychologie qui est malgré tout une psychologie humaine.

Assurément, à une date encore récente, on pouvait presque dire qu'il n'y avait plus qu'une Allemagne : celle du Germanisme. Celle-là était le produit d'une éducation, d'une Kultur qui régnait par ordre et avec la discipline que l'on sait, dans toutes les parties de l'Empire. Ainsi l'Unité s'était faite : unité assez factice et éducation assez artificielle — bien qu'elle répondît à un mysticisme utilitaire qui est une disposition fort commune du tempérament germanique, ce qui fait que cette « culture » prus-

sienne avait trouvé un terrain si favorable; après tout, l'Allemagne n'a eu que les maîtres qu'elle méritait... et il est un peu tard, pour renier une hégémonie dont elle s'accommodait fort bien, du moins dans l'ensemble, tant qu'elle en tirait des bénéfices. J'ai insisté avant la guerre sur ces deux points principaux : 1° le caractère artificiel du Germanisme ; 2° mais aussi ses racines profondes dans l'âme allemande, dans cet esprit mystique et pratique tout ensemble, qui trouvait intérêt à subir la discipline prussienne par enthousiasme pour ses visions ambitieuses. Quelle que soit la profondeur de ces tendances ataviques, le pangermanisme impérialiste proprement dit ne date guère, dans ses origines précises, que de la fin du XVIII[e] siècle. Donc, si cette création de la Philosophie romantique a depuis lors reçu l'appoint — le renfort — des victoires prussiennes (l'argument de la Force), n'oublions pas qu'elle n'a qu'un siècle et demi d'existence. Ce que l'ambition a cimenté, la faillite peut le défaire. Il n'est rien d'absolu en Histoire, surtout ces inventions passagères que conçoivent des cerveaux humains surexcités par l'orgueil du succès. Le Germanisme moderne a sans doute des racines profondes, moins profondes toutefois que les vieilles aspirations allemandes dont ce Germanisme fut une expression temporaire.

Cela dit, je vous préviens que ce Germanisme peut reparaître au premier plan, si vous laissez à l'Allemagne le loisir de se reconstituer. Mais par moments il passe par d'autres considérations plus actuelles — alimentaires et pécuniaires — car s'il peut s'agir encore d'annexer (l'Autriche par exemple), ou de sauvegarder l'intégrité territoriale (menacée à l'Est comme à l'Ouest), il s'agit d'abord pour chaque province allemande et pour chaque Allemand, de ne pas perdre tout son avoir. Alors, devant ce problème bien humain, plus pressant que celui de l'impérialisme, je ne dis pas que l'Allemand d'avant-guerre ne soit plus lui-même, mais seulement qu'il envisage d'autres solutions que celles d'avant-guerre... dans la mesure où les Alliés maintiennent leur salutaire étreinte.

D'abord, cet Allemand, disais-je, est un homme — en dépit de sa Kultur qui a presque fait de lui une machine. Ou plutôt, il redevient un homme dans la mesure où il a souffert et où les ressorts de la machine se sont tendus au point de se briser. Telle est, à mes yeux, l'explication toute simple de cet anarchisme — passager ou durable, nous le verrons — de ce « bolchevisme » très relatif mais réel où l'Allemagne s'est débattue hier. Pourquoi ne point le reconnaître ? Pourquoi le nier contre toute évidence ? Est-ce parce que, malgré ce déchirement intérieur, certaines

volontés allemandes ne désespèrent pas ? Cela prouve seulement leur persévérance que nous connaissions déjà et dont il convient de nous méfier toujours, mais cela ne prouve point que cette persévérance ne soit pas aux prises avec un certain désordre. Ou bien est-ce de peur que cette constatation d'une anarchie momentanée ne nous incline à l'indulgence envers une pauvre Allemagne désormais impuissante et inoffensive ? Je me hâte de rejeter cette imprudente conclusion, qui ne découle nullement des prémisses : constater les difficultés de l'Allemagne, ce n'est pas renoncer à prendre ses précautions contre elle, c'est, au contraire, chercher le moyen d'en prendre de plus sûres.

Pour préciser notre point de vue, qui est celui d'un réalisme sans parti pris comme sans illusion, nous pourrons maintenant voir plus clair dans une situation si confuse, et en classer les éléments sans en exagérer aucun.

I. — Influence de l'état intérieur du pays sur la défaite militaire.

L'Allemagne disciplinée, l'Allemagne obéissante et fanatisée par ses chefs, avait souffert assez de privations (sans rien exagérer), assez de désillusions aussi, pour que *momentanément* elle subît le contre-coup physiologique de la défaite, sous forme d'une certaine anarchie. Phénomène bien naturel qui s'est présenté sous différents aspects : 1° le séparatisme, sur lequel nous insisterons plus loin ; 2° sous son aspect le plus populaire, disons *bolchevisme* par analogie avec la révolution russe — qui fut également consécutive au surmenage d'une telle guerre — sous réserve des différences qui s'imposent. Malgré ces différences de tempéraments, d'habitudes, d'instruction surtout, ce « bolchevisme » allemand, si partiel et si relatif qu'il soit, s'est manifesté de façon indéniable :

a) En particulier dans le peuple, déjà travaillé de longue date par les idées socialistes, et qui, d'ailleurs, n'avait pas les mêmes raisons que les classes dirigeantes pour soutenir des autorités déchues — dès l'instant que pour lui elles ne représentaient plus la vie matérielle assurée... Par crainte ou par intérêt, et par un respect qu'inspire toujours aux Allemands une organisation ferme et sérieuse, on avait subi encore la morgue des maîtres ; mais dès l'instant que les maîtres étaient battus, en fuite ou en déconfiture : autant de perdu pour leur crédit ;

b) Si le peuple a subi des privations, les soldats ont souffert

encore plus directement de la guerre, de ses hécatombes, de ses fatigues sans nom : il était donc logique que le « bolchevisme » fermentât sur le front en même temps que dans les classes populaires de l'intérieur — pour une bonne part sous l'influence des plaintes déprimantes qu'on recevait de chez soi.

Les causes de la démoralisation.

Mais si forte était la discipline, la passivité, la foi en la parole des chefs, en un mot l'habitude d'obéir, qu'il a fallu, pour que le moral de l'armée fût atteint, deux conditions réunies :

a) Sans doute la cause physiologique ou économique : la durée et l'excès des souffrances, des privations;

b) En outre, la cause morale, le découragement qui s'est d'autant mieux emparé de cet organisme affaibli, lorsqu'aux « grandes victoires » incomplètes en Orient succéda la retraite sans espoir sur le front occidental.

Précisons notre pensée : nous ne voulons pas dire qu'un désastre militaire soudain ait provoqué le désarroi dans l'armée allemande, mais seulement que la conviction (1) de ne pouvoir triompher désormais des Alliés toujours fermes et renforcés de l'afflux américain, acheva de ruiner une confiance déjà ébranlée par cette dépression physiologique et morale qui régnait dans un pays réduit à l'état de « forteresse assiégée ». Alors, le découragement causé par la certitude de l'insuccès précipita l'effondrement militaire. Nous verrons d'ailleurs plus loin que le haut commandement, la tête de l'armée allemande, sut garder assez de lucidité pour mener à bien la retraite et les négociations d'armistice à la veille de la débâcle totale ; et que, d'autre part, malgré les progrès du « mauvais esprit », on put trouver parmi la troupe elle-même assez de bons éléments pour faire front jusqu'au dernier jour.

II. — Répercussion de la défaite sur l'état intérieur du pays.

L'effondrement de l'Empire.

Alors, dans cet Empire qui avait vécu dans le mirage de la Force, et que seul le prestige de la Force avait assemblé, le sentiment d'impuissance militaire provoqua assez vite certain effondrement. Nous déterminerons plus loin ce qu'il subsiste encore d'énergies impérialistes dans cette anarchie. Elle n'en fut pas moins réelle en Allemagne, à plus d'un égard, sous ses deux formes qu'on

(1) Nous pouvons y ajouter sans doute une crise de munitions ou de matériel vers la même époque : l'apparition de nos tanks légers, notamment, jeta une grave perturbation.

peut observer déjà dans les débuts de la Révolution russe : *séparatisme* et *bolchevisme.* Bien que leurs effets tendissent un peu au même résultat, qui est la dislocation de l'Empire, nous n'aurions garde de confondre ces deux phénomènes bien distincts, dont le premier pouvait alléguer encore des arguments historiques, tandis que le second prétendait faire table rase du passé.

1° De ces deux éléments de dissolution, le « *bolchevisme* » allemand a été chez nous le plus contesté et cela dans une louable intention, mais à tort. De bons patriotes, inquiets de toute opinion qui pût servir les desseins d'une Allemagne toujours insidieuse, crurent voir dans ce prétendu « bolchevisme » une simple manœuvre de l'ennemi, un simple bruit destiné soit à nous intimider par le spectre de l'anarchie, soit à nous attendrir sur le compte d'une pauvre Allemagne expiant déjà ses forfaits, et en tous cas à nous dissimuler sa force de résistance et ses capacités de payement à la faveur d'un simulacre de révolution. Qu'il y ait un peu de ce machiavélisme dans la complaisance avec laquelle le docteur Solf jouait du péril bolcheviste pour obtenir du Président Wilson un adoucissement aux conditions d'armistice : nous n'en doutons pas. Malheureusement pour les « impériaux » d'hier, ce péril qu'il ne leur déplaisait pas d'exagérer en paroles, a dégénéré en quelques excès qui n'étaient pas dans leur programme. Quoiqu'on ait dit, leur « camouflage » révolutionnaire (dont j'ai toujours dénoncé l'hypocrisie chez les « socialdémocrates », comme Ebert et Scheidemann) n'était pas toute la Révolution allemande : et bien qu'ils tendent à imposer une forme de réaction plus ou moins « démocratique », ils n'empêcheront pas que le « bolchevisme » allemand ait été autre chose qu'une vaine parade.

Ce bolchevisme a grondé tout d'abord sur le front, dans les ports et dans les usines, ainsi qu'en général dans les grandes agglomérations d'ouvriers. C'est l'écho d'une révolte dans un port de la Baltique qui a été pour nous la première nouvelle de cette Révolution : les matelots de Kiel ont suivi l'exemple des matelots de Cronstadt... et ce ne fut point la seule analogie entre le bolchevisme allemand et son précurseur de Russie. Le mouvement se généralisa, et ne resta pas anodin à Wilhelmshafen, s'il faut en croire les journaux ; les équipages quittèrent les navires, après avoir hissé le pavillon rouge et se mirent à piller les magasins de vivres du gouvernement; ils firent sauter une importante usine, saisirent un train chargé de provisions qu'ils distribuèrent à la foule, et firent le même sort à tous les trains qui arrivèrent ce jour-là, ainsi qu'à tous les navires chargés qui se présentaient dans le port. Quelques semaines plus tard, le bruit courut qu'un maître d'équipage,

nommé Heine, aurait établi une sorte de dictature à Hambourg : encore l'exemple de Cronstadt, toutes proportions gardées...

En même temps (je parle de la première quinzaine de novembre), de graves mutineries se produisaient en Belgique : la République était acclamée au camp de Beverloo, le prince Ruprecht devait s'enfuir de Liége. A Anvers des officiers avaient leurs épaulettes arrachées par des soldats — par des soldats allemands ! — et à Bruxelles quelques chefs auraient même été tués. Il y avait donc (pour le moment) quelque chose de changé dans l'armée « la plus disciplinée du monde »... Le Kaiser lui-même, qui semble, comme son état-major personnel, s'être rendu un compte assez exact de la situation intérieure, jugea prudent de se réfugier en Hollande sans attendre la signature de l'armistice — autant par peur de son peuple que de ses ennemis.

L'indifférence d'une partie de l'armée à l'égard de la Patrie allemande, ainsi que le désir éperdu de se détendre, de jouir de la vie, de prendre tout ce qui tombait sous la main, étaient devenus tels, que le gouvernement central (ce qui restait d'un gouvernement) voulut lui-même allécher la troupe pour la retenir en l'obéissance et d'abord pour la ramener dans ses foyers — par la promesse « bolcheviste » du partage des terres. Et il lança aux soldats rentrant en Allemagne une proclamation où l'on pouvait lire : « Revenez dans le pays qui est le vôtre, dans lequel à l'avenir personne ne pourra commander, que le peuple lui-même ; vous n'y aurez pas seulement les droits politiques dont vous étiez privés : au point de vue économique, le sol national doit être votre propriété, votre héritage. »

A l'intérieur, des Soviets locaux se constituaient — autre analogie avec la Révolution russe, qui visiblement servait de modèle : le Soviet de Cologne, par exemple, formait des détachements de « gardes rouges » — ne fût-ce que pour surveiller les ponts ; et quels que fussent demeurés, dans certains éléments de l'armée, l'esprit de discipline et la vieille popularité de Hindenbourg, il n'en est pas moins vrai qu'ailleurs, à Berlin, un Soviet de la marine excluait les officiers, du moins en principe, des Conseils de soldats.

Simulacre, comédie pour nous donner le change ? et faut-il penser que tout ce monde-là s'entendait dans la coulisse? Comédie, en tous cas, qui a tourné parfois à la tragédie sanglante et qui a fait des victimes — puisque Liebknecht en est mort.

Tantôt ce ne sont que quelques mitrailleuses braquées sur la foule : ainsi, à Cologne, la garde civique et les forces de police durent intervenir, le 4 décembre, contre des bandes de pil-

lards qui dévastaient les grands magasins ; tantôt, à Mayence, c'est un peu plus grave ; et tantôt, à Berlin, au moment même où l'on inclinait à croire que le « coup d'Etat » du chancelier Ebert avait rétabli l'ordre pour un temps, c'est la nouvelle de quelques petites « batailles de rues » qui se sont produites d'une façon « inexplicable » et ont causé — simple accident ! — une centaine de morts.

Quant au gouvernement central, constitué autour du chancelier « social-démocrate », il gouvernait... autant que les soviets ne contrecarraient point son autorité. Berlin — tout comme Pétrograde naguère — était partagé entre deux groupements, entre deux pouvoirs (sans compter les autres) : le comité exécutif du parti socialiste et le directoire des mandataires du peuple.

Et ces deux partis, destinés à se combattre, commencèrent — toujours comme en Russie — par se figurer qu'ils allaient se mettre d'accord : le bruit en courut vers le 23 novembre. Courte trêve : le groupe « Spartacus » (1), avec son chef Liebknecht, était trop nettement bolcheviste — et il s'en flattait — pour réclamer comme Ebert et Scheidemann une Assemblée Constituante où il voyait une menace de démocratie bourgeoise. Il se méfiait de ces politiciens d'ancien régime, il exigeait que le gouvernement ne fût plus composé que de trois d'entre eux, contre un nombre égal de délégués du comité exécutif. Les rapports se tendaient : quelques partisans d'Ebert résolurent de brusquer les choses, en proclamant leur chef président de la République allemande ; alors les maximalistes de Liebknecht ripostèrent en amenant leurs automitrailleuses. Simple épisode : mais quels que dussent être par la suite les aspects et les vicissitudes de la lutte, on n'était pas encore à la veille d'un retour au bon ordre ; il n'a fallu rien de moins, pour le rétablir, que la « Semaine sanglante » de Berlin.

Le particularisme.

Seulement tout cela se passait en Allemagne, ne l'oublions pas : le « bolchevik » Liebknecht n'était pas Lenine, et le dictateur Ebert était encore moins Kerensky. C'est tellement vrai qu'Ebert ne se hâte point, le 6 décembre, d'accepter la dictature ; il veut voir ses collègues, il délibère, il craint d'irriter le peuple et d'effrayer les Etats du Sud, en un mot d'aggraver la situation : il est Allemand, il est insensible à la tentation du geste et de l'attitude ; il songe aux inconvénients pratiques, il hésite, il refuse.

(1) Minorité bruyante qui essayait de manœuvrer le Comité exécutif des Ouvriers et Soldats (C. O. S.) contre le Directoire d'Ebert.

Car Ebert — les Alliés ne s'y sont pas trompés — représente en Allemagne la tradition unitaire contre le désordre et le séparatisme. C'est lui surtout, avec le vieil Hindenburg et quelques autres dans la coulisse, qui s'efforça de rallier les énergies défaillantes et déjà éparses : l'ancien personnel l'a bien compris — tous ses Solf, ces Grœner, ces Lucius, et ce prince de Prusse, le quatrième fils du Kaiser, qui se sont mis subitement à la disposition de la « démocratie » allemande. Et si cet Ebert a manœuvré aussi modérément, aussi mollement, pourrait-il sembler, au milieu des tendances divergentes, c'est qu'en patriote résolu mais averti de la fragilité actuelle de l'édifice, il craignait de le ruiner tout à fait par quelque imprudence, par quelque brusquerie inopportune.

Certes, faire acte de maître dans l'intérêt de la Patrie, ramener à l'obéissance un peuple qui cesse d'agir dès qu'on cesse de lui commander : tel était et tel est toujours l'espoir secret de ces démocrates impérialistes (1). Mais la guerre avait ébranlé la machine allemande, il fallait ménager les rouages, et si au début de la Révolution le nouveau gouvernement de Berlin s'était fait des illusions sur son pouvoir, quelques semaines d'expérience lui avaient beaucoup appris. Soyons persuadés qu'il n'attendait que l'occasion de reprendre en mains et le peuple allemand et l'Allemagne : mais il était trop circonspect pour ne pas contenir son impatience par une juste appréciation des possibilités. C'est donc avec un prudent réalisme que le « social-démocrate » Ebert et ses soutiens impériaux réfrénaient tant bien que mal leurs velléités autoritaires à l'égard des extrémistes ; et c'est avec la même prudence qu'ils évitaient de brusquer les « républicains » du Sud et de l'Ouest, dont ils se savent détestés et qu'ils détestent, mais qui sont gens à ménager dans les circonstances actuelles.

N'ont-ils pas menacé de rompre avec Berlin, ces Allemands de Munich ou de Cologne, si Berlin ne leur faisait pas leur juste part d'autonomie ? Ces têtes chaudes qui se ressentent du voisinage des « Welches » ou des Latins, seraient bien capables de trahir l'Unité allemande si on les poussait à bout ! Donc, prudence et ménagements — tel semblait bien être en ce moment le mot d'ordre d'Ebert et consorts.... après quelques vaines tentatives de centralisation « à la prussienne ».

Dans ces résistances locales à la tyrannie de Berlin, quelle

(1) Ce qui ne veut pas dire qu'ils soient tous, en leur for intérieur, partisans d'une restauration de l'Empire ou du retour des Hohenzollern. Dans l'Impérialisme comme ailleurs, il y a des nuances. Il est évident que dans ces milieux-là, pour sauver l'Unité allemande on sacrifierait bien le Kaiser en cas de nécessité. Aussi le gouvernement a-t-il décidé le 5 décembre de ne faire aucune opposition à une demande éventuelle des Alliés, exigeant que l'empereur et le prince impérial soient déférés devant une Haute Cour internationale..

est au juste la volonté du séparatisme ? La question, ainsi, semble mal formulée. Demandons-nous plutôt quel est au juste *l'intérêt* que les provinces ou Etats secondaires peuvent avoir à se séparer de Berlin : c'est sur cette voie qu'il faut chercher la réponse.

La politique allemande n'est pas une politique de sentiment, mais d'intérêt. Même dans l'explosion de rancune qui suit la déconfiture, on ne se départit pas de ce point de vue, tant il est vrai que les Révolutions, comme les guerres, peuvent passer sur les peuples sans changer de sitôt leur tempérament.

Or, ces Allemands du Sud, et de l'Ouest, et de partout, peuvent avoir plusieurs motifs intéressés de répudier provisoirement toute solidarité avec Berlin. Le premier de tous, le plus spontané, le plus général, c'est que, d'instinct, des associés qui ne s'aiment guère et qui ne s'estiment pas toujours, s'éloignent naturellement les uns des autres quand l'association tourne à la faillite, surtout s'ils peuvent se leurrer de l'illusion que les « lâcheurs » seront un peu épargnés. Le calcul est-il partout bien conscient ? n'est-ce pas plutôt, en mainte province allemande soudain si jalouse de son indépendance, un retour presque naïf à cette veulerie sans dignité qui fait que des gens sans caractère s'abandonnent entre eux quand il n'y a plus espoir de « profiter ensemble » — comme dit une locution expressive ? En cela, nulle passion de liberté, mais le vulgaire égoïsme que ne retiennent plus les chaînes soudées par l'intérêt. Pourquoi rester unis ? ce ne fut jamais par amitié, ce ne peut plus être par calcul : alors chacun s'en va de son côté. Telle était du moins, pour l'heure, le motif le plus général, comme aussi le moins idéaliste, de ces nombreux « séparatismes » allemands qui se multipliaient de toutes parts.

Et c'était encore là, remarquons-le, une autre analogie avec la Révolution russe. Rien de plus spontané en Russie, rien de plus irrésistible (telle une force de la nature) après les sacrifices d'une telle guerre dans un pays surtout qui avait fait une si énorme consommation de « matériel humain », rien de plus explicable donc, rien de plus ingénûment brutal, que cette tendance éperdue à « vivre sa vie » chacun pour soi, au sortir d'une discipline d'ailleurs si peu intelligente et si peu humaine. Je ne dirai pas que pour l'Allemagne la même cause a engendré le même effet, après cette tension excessive qu'a imposée à son peuple un germanisme conquérant : n'exagérons point l'analogie, le « Michel » allemand n'est pas le moujik, il a le sens de la discipline, on l'a dressé assez longtemps, et surtout on l'a instruit... seulement cette discipline n'a plus d'autorité sur lui si elle ne se recommande plus par des avantages matériels et par une évidente prospérité.

Dès lors, que va-t-il faire ? Il n'en sait rien lui-même, il attend : il cherche où se trouve son nouvel intérêt.

Acceptera-t-il de nouveaux maîtres ? Peut-être, s'ils savent se présenter à lui avec d'autres assurances que des mots et de belles promesses : avec la garantie d'une administration sérieuse, et avec une intelligence réelle des intérêts du pays ; voilà son point de vue, qui n'est pas celui de l'idéalisme, mais du sens pratique.

Avis aux Français s'ils veulent « convaincre » les « Rhénans ». S'attacher les Rhénans par la persuasion... Nous reviendrons là-dessus : n'anticipons pas... Pour bien comprendre dans quelle mesure l'on peut tendre vers nous, sachons d'abord jusqu'à quel point l'on désire se séparer. Quelle est donc l'ardeur de ce « séparatisme », et faut-il le croire sincère ? Je répète qu'il existe des rancunes... mais on les ferait taire encore, comme auparavant, si l'on trouvait avantage à ne pas se lâcher. Aujourd'hui l'on se demande si cet avantage subsiste : tel est le fond du débat. Donnera-t-on libre cours à son antipathie réelle contre ces « sales Prussiens » (*Saupreuszen*) en rompant toute solidarité politique avec eux ? restera-t-on attaché au contraire, pour ne pas devenir la proie de l'étranger, à l'ancienne « raison sociale » un peu rajeunie en un fédéralisme démocratique ? La question n'a qu'un sens, pour tout Allemand « raisonnable » : quel est le parti le plus avantageux ?

Mais je ne prétends pas que tous les Allemands aient eu assez de raison pour calculer immédiatement ainsi, dans l'état d'énervement qui succédait à quatre années de surmenage. Ici encore nous devons distinguer différents états d'esprit, différentes nuances dans le particularisme, de même que nous en avons distingué plusieurs dans le mouvement révolutionnaire : et ceci nous conduira à une petite classification assez claire, donc assez commode, pour débrouiller ce petit chaos.

a) Ce qu'il y eut de commun à ces particularismes, avons-nous dit, ce fut une tendance à vivre chacun « sa vie », après les déboires d'un immense effort collectif d'où l'on sortait momentanément épuisé : premier aspect — c'était le particularisme à la manière bolcheviste, séparatisme anarchique et spontané bien plutôt que traditionaliste et historique ; et par là nous voulons dire que s'il se manifesta un peu partout, ce n'était pas tant au nom d'un certain passé, au nom d'une ancienne indépendance, que pour la simple joie presque animale d'une indépendance immédiate : en un mot, non pas tant par raisonnement que par instinct, non pas tant par souvenir réfléchi d'une ancienne splendeur (n'en déplaise aux historiens) que par désir de se détendre et de tout oublier dans le laisser-aller de l'heure présente. Il serait, en effet, difficile d'expli-

quer par des traditions bien précises, bien conscientes, toutes les manifestations « particularistes » qui se produisirent en divers points de l'Allemagne. On peut trouver, assurément, que le particularisme historique de la Bavière fut pour une bonne part dans l'attitude assez nettement bavaroise, d'un Kurt Eisner tenant tête au directoire de Berlin ; on peut même soutenir que la jeune République « du Rhin et de la Westphalie », qui menaçait de se constituer, s'explique en partie par l'aversion traditionnelle des Rhénans à l'égard des gens « d'au-delà de l'Elbe » ; enfin, quand les Danois du Slesvig réclamaient leur désannexion, quand les Polonais du duché de Posen se désannexaient eux-mêmes, rien de plus conforme à l'histoire des nationalités : mais lorsqu'à Hambourg c'est un maître d'équipage qui se proposait, nous dit-on, de rétablir une république hanséatique, on me permettra de penser que l'argument historique — si même il y a jamais songé — ne pesait pas lourd dans sa décision, et qu'il suivait plutôt l'exemple des matelots « rouges » de Cronstadt que de la vieille Hanse bourgeoise des cités maritimes du Nord. Ailleurs, lorsque les Allemands de Silésie (je ne parle pas des Slaves de la même province) menaçaient Berlin de former une République indépendante, il ne semble pas qu'ils eussent un passé bien original à évoquer ; et pareillement, lorsque les *Allemands* du Slesvig-Holstein adressaient le même ultimatum au pouvoir central ; et surtout quand c'étaient les petits Etats de Thuringe. En vérité, ces particularismes étaient trop anarchiques pour signifier autre chose qu'une tendance à l'émiettement, la même tendance dissolvante qui avait déjà fait naître en Russie, de l'effondrement du tsarisme unitaire, une quantité de Républiques locales : les unes retrouvant une individualité ethnique assez précise, un particularisme de langue ou de coutumes — ainsi la Finlande, et les provinces baltiques, et à la rigueur l'Ukraine (après la propagande « scientifique » de l'Allemagne) ; mais les autres... et celle de Crimée et celle de l'Oural et celle de la côte mourmane (celle-ci, il est vrai, avec collaboration des Alliés) — sans compter les Républiques de déserteurs, et enfin les Soviets qui tendirent à former presque autant de Républiques qu'il y avait de villes en Russie ! Toutefois, jusqu'à quel point l'Allemagne, avec ses ressources d'énergie persévérante et de sens pratique, allait-elle suivre l'exemple de ce déchirement intérieur, aussi imprévoyant qu'impulsif ? Voilà l'autre aspect de la question.

b) *Séparatisme historique ou de tradition.*

Car, à côté de cette forme populaire ou spontanée du particularisme — où la tradition historique joue un rôle bien effacé comme on le voit — il subsistait tout de même, dans les Etats secondaires

de quelque importance, du moins chez les chefs instruits, éclairés, et qui souhaitaient de longue date le « réveil » de leur petite patrie, un certain souci du passé : et d'ailleurs leur attitude y gagnait une certaine logique grâce à cette « culture », à cette éducation intellectuelle dont nous avions raison de dire qu'elle donne toujours à l'esprit un soutien précieux au milieu des luttes et des épreuves. C'étaient eux les plus capables de sauver l'Allemagne de l'anarchie, s'ils réussissaient à restaurer dans les principales régions, isolément, à la faveur du patriotisme local, un peu de cette discipline qui était alors menacée, et en outre si le gouvernement de Berlin avait la sagesse de garder le contact avec ces foyers d'un régionalisme encore un peu conservateur. Tel était l'intérêt de l'Allemagne ; je ne dis pas que ce soit celui des Alliés... Qu'ils se soucient du moins de bien comprendre une situation assez complexe, et de ne point se faire d'illusions sur les calculs essentiellement pratiques auxquels se livrent ces chefs instruits en essayant de sauver à la fois leur petite patrie locale et leur grande patrie allemande.

Il est à remarquer, en effet, que ces chefs de mouvements « particularistes », à Munich par exemple (je ne parle pas des « bolcheviks » qui ont surgi là comme ailleurs) n'ont guère manœuvré avec moins de circonspection que les chefs démocrates de Berlin. Aussi ne faut-il pas voir en eux, quoi qu'il advienne, de farouches régionalistes, des fanatiques d'indépendance : en somme ils ne se pressaient pas de rompre sérieusement avec Berlin ; et même si une rupture était advenue, elle aurait prouvé seulement que malgré leurs efforts, une entente est devenue impossible. Ce Kurt Eisner, du reste, n'était pas un de ces vieux royalistes catholiques à la manière un peu fruste du particularisme bavarois tel que le conçoivent un peu trop simplement certains de nos historiens et de nos diplomates. Eh ! non : le particularisme bavarois avait suivi son temps, il avait évolué, la Révolution munichoise chassait les Wittelsbach de même que celle de Berlin destituait les Hohenzollern, et Kurt Eisner était un leader « avancé » ; ce qu'il redoutait de Berlin, ce n'est pas un nouveau Kulturkampf : au contraire, que reprochait-il à Solf comme aussi au catholique Erzberger ? de rester les représentants disqualifiés d'un régime de réaction, et de ne pas paraître se douter que la révolution s'était faite en Allemagne ; et il concluait par une mise en demeure de transformation radicale du gouvernement « dans un sens socialiste, avant toute autre chose ». Le particularisme munichois, du moins en ces jours de Révolution générale, fut donc bel et bien révolutionnaire — et c'est tellement vrai que nos journaux, après avoir dépeint l'ordre qui régnait à

Munich par opposition au désordre qui sévissait Berlin, nous relataient qu'Eisner lui-même pourrait bien être débordé par le bolchevisme — comme son rival Ebert. Et pourtant il avait bonne volonté : la Révolution telle qu'il l'entendait eût été une Révolution relativement modérée — dans le sens particulariste autant que dans le sens démocratique. Citons quelques faits :

a) D'une part c'était Eisner le démocrate s'en prenant au personnel de l'ancien régime, aux Erzberger et Solf, dont les raports et les actes, disait-il, ne laissent pas, le moins du monde, soupçonner que la Révolution s'est faite en Allemagne (il tient ce langage à la conférence des Etats confédérés, fin novembre), et à cet égard il allait plus loin qu'Ebert, qui lui était suspect de connivence avec Hindenburg. Peu de jours après, à son instigation, le comité exécutif du conseil socialiste de Munich réclamait (sans succès d'ailleurs) « le renvoi immédiat des éléments contre-révolutionnaires » déjà nommés — plus David et Scheidemann ; Eisner lui-même, en sa qualité de ministre bavarois des Affaires étrangères, rompait tous rapports avec l'Office similaire de Berlin. Rupture toute platonique ? — assurément : quel était le pouvoir réel de ces dictateurs socialistes de Munich ou d'ailleurs ? ils menaçaient, tranchaient, promettaient... avec plus d'énergie qu'on n'en mettait à leur obéir, et qu'ils n'en mettaient eux-mêmes à passer à l'action : l'heure n'était pas aux modérés, qui ne servent guère qu'à prolonger un état de transition, à laisser couver la solution violente, et à leurrer bon nombre de bourgeois. En de tels moments, il n'y a guère que deux moyens de s'imposer : ou la poigne, ou le fanatisme ; en d'autres termes, ou bien dompter l'anarchie, ou bien renchérir sur les « extrémistes ». C'est Kornilov ou c'est Lenine, c'est Hindenburg (1) ou c'est Liebknecht : en réalité, eux seuls comptent — eux on d'autres qui peuvent surgir soit de l'impéralisme soit du bolchevisme. Et qui donc fut puissant chez nous après 1789, sinon Robespierre et puis Bonaparte — le fanatisme et puis le despotisme ? avec cette différence essentielle que la Révolution française précéda la guerre européenne, tandis que la guerre européenne a précédé la Révolution bolchevique de Russie et d'Allemagne (2). En tous cas, voyez le sort des Kerensky, même lorsqu'ils ont la valeur d'un Danton... Cela, pour vous expliquer les éclipses partielles auxquelles parut soumise l'autorité d'un Ebert ou d'un Eisner, au lendemain des prévisions les plus affirmatives par où notre presse dénonçait la dictature de l'un et au

(1) C'est évidemment l'appui des forces conservatrices de l'ancien régime qui a sauvé le gouvernement d'Ebert.

(2) Mais l'Allemagne a de tels réserves de docilité... comme la Russie, d'ailleurs, à certains égards

contraire fondait des espérances sur la dictature de l'autre. Car en réalité tous les deux, avec leurs grands gestes, étaient des modérés qui avaient bien du mal à se maintenir, autrement dit, des démocrates qui voulaient rester Allemands, l'un dans la nuance de Berlin, l'autre dans celle de Munich : et voilà toute la différence entre leurs patriotismes.

D'ailleurs, revenons aux faits : *a*) d'une part, disions-nous, le démocrate de Munich menaçait celui de Berlin qu'il trouvait encore trop impérialiste, trop compromis avec l'ancien régime — et dans ces reproches il paraissait sincère, et il menaçait de rompre... *b*) mais d'autre part il ne rompait pas, ou bien c'était une rupture si peu efficace, si théorique ! car que pouvaient-ils en vérité l'un et l'autre ? et si le « bolchevik » bavarois tendait à « vivre sa vie » sans se soucier de Berlin, était-ce bien parce que Kurt Eisner en aurait décidé ainsi ? Il parlait pourtant en vrai démocrate, ce « dictateur » qui demandait l'arrestation immédiate de Jagow et de Zimmermann, qui s'indignait devant ses amis socialistes de voir « pontifier » encore à la Wilhelmstrasse de Berlin les responsables de la guerre, et qui publiait les archives secrètes de la légation bavaroise au grand scandale d'Ebert. Cette fois, était-ce la rupture avec Berlin ? — tout au plus la rupture avec l'ancien régime, de la part d'un républicain tout de même un peu plus franc que ceux de la sociale-démocratie prussienne. Ce qu'on ne voulait plus, ce qu'on redoutait encore, c'est une centralisation tyrannique qui tendrait à la restauration impéraliste ; contre cet incurable esprit d'hégémonie, on cherchait une garantie dans le contrôle qu'on exercerait soi-même en participant au pouvoir : « je suis », disait Eisner, « contre la centralisation en politique extérieure et intérieure ; je vois le salut de l'Allemagne dans le développement de chacun de ses membres, dans l'indépendance de chacun de ses Etats » ; donc, une solution pratique : substitution, au Conseil fédéral, d'un Conseil d'Empire où les parlements provisoires des Etats confédérés, enverraient des représentants ; voilà ce que proposait au début de décembre un certain Jaffe, ministre bavarois des Finances. Mais si Berlin s'obstinait — alors seulement, et avec regret, chacun s'en irait de son côté, pour sauvegarder son indépendance vis-à-vis du maladroit Comité de Berlin. Et encore Eisner n'était-il guère résigné au séparatisme, puisqu'il déclarait qu'alors même le devoir de la Bavière serait « non point de se séparer, mais de défendre les intérêts de l'ensemble ». Langage modéré s'il en fut, et qui montre la solidarité profonde de tous ces démocrates « majoritaires » du Nord et du Sud — quelles que soient leurs querelles de clocher ou de province, et quelle que soit aussi leur « nuance » — plus impérialiste à Berlin,

plus particulariste à Munich : car les uns et les autres, même dans l'adversité, gardent la conviction des avantages pratiques de l'Unité allemande.

Mais, encore une fois, que pouvaient au juste ces « dictateurs » modérés avec leur politique d'équilibre ? — ce que pouvait encore le bon sens sur la masse du peuple allemand, ou pour mieux dire, ce qu'il pouvait opposer de résistance aux tentations de jouissance immédiate, de « reprise individuelle », d'anarchie — en un mot, aux suggestions de bolchevisme. Or, à cet égard, aussi longtemps que des bandes de matelots ou de soldats envahissaient impunément les salles de séance à Berlin, et y insultaient le gouvernement, aussi longtemps que des malfaiteurs armés pillaient les magasins à Munich et dispersaient les réunions sous les yeux de la troupe et de la police impuissantes, il s'en fallait de quelque peu, en vérité, pour qu'Ebert et Eisner fussent vraiment « dictateurs », Je reproduis l'une de ces scènes, d'après nos journaux : on y voyait Liebknecht, aux portes de la Chambre des députés, menaçant de dissoudre par la force le Congrès des ouvriers et soldats ; puis les matelots faisant irruption, la menace à la bouche — et peut-être aussi le revolver au poing ; enfin, dans la salle, on réclame la guillotine pour les « traîtres » — entendons : pour les gouvernants, qui justement président. Somme toute, « chacun se rend compte que le gouvernement d'Ebert a vécu », concluait notre journaliste qui nous annonçait, huit pours auparavant, que décidément Ebert venait de « balayer » le groupe Spartacus.

En réalité, contre ces « extrémistes », il a fallu se résoudre aux moyens extrêmes... avec le concours des forces de réaction : et le « balayage » de la « Semaine sanglante », si anodin, nous semble-t-il, en comparaison des deux sanglantes années de Révolution russe, est tout de même sans précédent dans les annales d'un peuple qui fut et qui reste si discipliné.

Que conclurons-nous à notre tour ? — qu'il vaut mieux ne pas conclure devant une situation encore instable... mais qu'il est possible d'attribuer leur véritable sens à chacun des partis, sinon d'apprécier au juste la force dont ils disposent à cette date — faute d'informations très précises. Dans l'ensemble, nous apercevons, à la tête des principaux Etats, divers gouvernements provisoires, qui ont endigué le flot « bolcheviste » de la première heure, soi-disant pour éviter la réaction impérialiste (ceci, avec une sincérité fort douteuse dans le groupe Scheidemann-Ebert). Si ceux de Berlin pouvaient triompher de « Spartacus », sans pour cela se donner à quelque Hindenburg, et surtout s'ils devaient renoncer à certaines manières cassantes, on verrait encore à s'entendre — pensaient les

républicains du Sud. Seulement, que pouvaient les « maîtres » de Berlin » ? et que pouvait-on soi-même, pauvre tribun modéré de Munich, de Stuttgart ou de Dresde ? Gouvernements de modérés : stade transitoire... Sans doute, mais vers quelle autre solution ? hier il y en avait trois : celle de la réaction, celle du bolchevisme, et celle des Alliés ; il n'en reste guère que deux depuis la mort de Liebknecht : car dans la répression de l'émeute comme dans la résistance à l'étranger victorieux, le gouvernement provisoire tend à rentrer de plus en plus dans la tradition de l'impérialisme. Les Alliés y ont gagné une chose, qui est de voir plus clair.

En tous cas, qu'ils agissent sans illusions. Ils ont affaire à des Allemands (1), qu'ils ne l'oublient pas — même avec les républicains de Bavière et même avec les Rhénans... oui, même avec les descendants des citoyens de la Roer, du Mont-Tonnerre, de la Sarre et du Rhin-et-Moselle — nos quatre départements français du temps de la grande Révolution. Les Bavarois, eux, n'auraient vu dans une paix séparée qu'un pis-aller extrême, c'est assez net, — si Berlin leur avait rendu l'union impossible par son intransigeance ou au contraire par son anarchie : alors ne pouvant s'entendre avec la Prusse, ils se fussent entendus à la rigueur avec les Alliés... ou du moins ils eussent négocié avec ceux-ci un séparatisme « honorable » pour une Bavière indépendante. Mais sur la Rive Gauche du Rhin on est si près de la France, qu'un moyen terme apparaît moins clairement : si l'on cesse d'être Prussien, ne va-t-on pas devenir Français ? et si l'on se met à parler d'une République rhénane, n'est-ce pas dans l'espoir de l'adosser au moins à une fédération des Etats du Sud ? Or, cette fédération n'est qu'un projet vague : tandis que la France est une réalité forte ; et les Rhénans, comme les autres Allemands, sont très sensibles à ces réalités-là. Ne nous faisons donc pas d'illusions : nos voisins de la Rive Gauche peuvent toujours subir, comme il y a 125 ans, la magie des belles paroles et des « immortels principes », mais ceux-ci ne leur font pas oublier les avantages palpables, l'argument de l'intérêt ; soyons plus précis encore : si le prestige de la force militaire leur en impose, celui de la puissance économique et administrative est en vérité le seul capable de les convertir profondément, et ce prestige s'appelle d'un autre mot : l'autorité d'une bonne organisation profitable. Voilà ce que les Rhénans (je ne parle pas des bolcheviks qui existent là comme ailleurs, mais des Rhénans raisonnables), voilà ce qu'ils attendent d'un nouveau régime — quel qu'il soit — pour y adhérer comme ils avaient fini par se rallier à l'ancien. Mais alors, direz-vous, pour-

(1) En mettant à part quelques bolchevistes qui renient leur patrie et se flattent de n'être plus que des hommes, rendus à l'instinct naturel.

quoi changer, pourquoi maudire la Prusse, pourquoi ces cris de « *los von Berlin* », si tout compte fait ces fougueux « séparatistes » d'aujourd'hui ne demandent qu'une nouvelle administration à la prussienne, stricte, compétente, pratique, pour s'y soumettre docilement ? Oui, pourquoi se séparer, quand on faisait ensemble — sinon très bon ménage — au moins de si bonnes affaires ? Pourquoi ? mais parce que les affaires ne vont plus... La direction prussienne a fait faillite : on cherche un nouveau directeur, aux idées nouvelles sans doute, mais surtout qui remonte la maison. Rendra-t-il au pays sa prospérité, se fera-t-il apprécier par une gestion habile — non de bureaucrate ou de politicien, mais de bon commerçant qui aime les solutions expéditives et bannit le « règne de l'incompétence » ? « alors, vive la République française ! » sinon, vive la République allemande !... Bien entendu, le souci d'un certain particularisme subsiste encore et subsistera longtemps, la fidélité aux traditions ethniques, linguistiques surtout, ne serait nullement exclue du fait même que l'on songerait à changer de drapeau : mais l'essentiel est de bien vivre — sans être ni molesté ni lésé dans ses intérêts — en payant le minimum des frais de guerre et en bénéficiant même du moyen le plus sûr de refaire fortune grâce à un revirement opportun.

Par ailleurs, dans les relations courantes, sur cette rive gauche du Rhin, une population assez affable (je ne parle pas des immigrés), rieuse même, amie du plaisir et du bon vin... mais avec du sérieux dans toutes les affaires sérieuses. « Eh bien ! êtes-vous contente d'être en République ? » demandait un de nos journalistes à une femme de Cologne ; réponse : « Oui, Monsieur, j'en serai bien contente si la république nous donne l'ordre. » Cette femme du peuple traduisait, à mon sens, une pensée assez commune en Allemagne, non pas uniquement sur les bords du Rhin. Seulement, il faut tenir compte des quatre ans de guerre, et du désastre — économique et militaire — et du désarroi qui s'ensuivit d'une part, exaltation de la populace qui ne se sentait plus de maîtres, — et d'autre part, dans les classes dirigeantes, l'affaissement des volontés devant cette déconfiture imprévue. On peut donc s'attendre encore à quelque incohérence : et il s'agit de savoir qui aura le talent d'en profiter — sans compromettre ses chances par une inintelligence grossière de ce qu'est vraiment l'Allemagne.

René LOTE.

La Métamorphose d'un port

Il n'était pas sans intérêt de surprendre au milieu de son activité originale, éparpillée et diverse, une cité maritime, d'habitudes tranquilles, où la guerre tout à coup juxtaposa, sinon mêla, une douzaine de races différentes. Ce spectacle parut d'autant plus curieux et mouvementé qu'il s'offrit dans un cadre restreint, celui de la ville de Dieppe.

Le cosmopolitisme d'été de cette plage, en ne faisant guère sonner que deux ou trois langages étrangers, ne l'avait pas préparée à une pareille invasion. En trois ans, sous le coup de baguette de la défense et par la magie de l'Entente, sa forme, ses tenants et aboutissants, sa structure, sa population, ont été modifiés, métamorphosés. En 1917, elle n'était plus reconnaissable, même pour ses habitants.

Fin 1914, un des officiers anglais venu pour organiser ici la base britannique, étonné de l'insuffisance des moyens du port, ne put s'empêcher de dire, non sans ironie :

— A Dieppe, il y a beaucoup de rien !

Ce « rien » volumineux, ces projets dont on parlait toujours dans la presse et qui n'aboutissaient jamais, sont devenus des choses réelles, visibles et tangibles.

Qu'on n'attende point à cette heure, pour ce qui concerne les travaux exécutés par nos Alliés avec la lampe d'Aladin, en ce coin de Normandie, port, ville et environs, un exposé complet, des détails d'une précision mathématique. Il faut attendre la paix définitive. Que le chiffre ordinaire du trafic ait été à peu près quadruplé, l'on s'en doute. C'est la raison des nouvelles voies ferrées établies sur les quais, d'une augmentation du matériel et de très nombreux doublements et raccordements de lignes opérés, ici et là, avec une hâte merveilleuse, par les services du Génie anglais et français C'est pourquoi certain grand bassin, laissé inachevé depuis trente années, s'est vu tout à coup terminé, et que de vastes terre-pleins inutilisés ont été aménagés en quelques mois. C'est la cause de ces collines de matériaux précieux, quoique lourds ou encombrants, qui se sont élevées subitement sur les quais sous la garde active des tommies. Aussi, que de hangars, de baraques, de bureaux anglais sont sortis du sol comme par miracle ! Que d'équipes de travailleurs disciplinés, armés d'outils, on a vu se hâter, soit dans les camions, soit à pied, vers les chantiers !

Depuis trois ans, trafic intense, incessant. Bois, charbons, barils de toute grosseur, nourritures pour les hommes et les animaux de trait, rails destinés aux wagonnets courant jusqu'au front, fontes, aciers, huiles, baraquements démontés, lampes électriques

pour l'Italie, etc., etc... Des pages seraient nécessaires pour énumérer les marchandises, de nature parfois bien imprévue, qui sortirent des cales profondes de tant de navires.

Evidemment, Dieppe n'est pas le seul port où pareille énergie de travail se soit manifestée. Rouen, Le Havre, Brest, La Rochelle, Fécamp, etc., selon l'importance de leurs débouchés et de leur outillage, sont dans le même cas. Mais, dans cette cité modeste, un peu molle par la faute de l'été fructueux, pareil déclanchement d'activité a produit gros effet.

Quelques chiffres :

L'année 1917 voit entrer et sortir près de 4.400 navires, au lieu d'un millier. Combien de fois le grand pont du Pollet — il n'a pas encore de nom depuis trente ans qu'il existe — a-t-il tourné pour eux ! Il en fut de même des ponts des bassins que l'hydraulique n'actionnait pas... Pauvres pontiers ! Eux si tranquilles, autrefois, dans leur petit pavillon ! Et les allées et venues des barques de pêche, celles des navires-hôpitaux, contre-torpilleurs, torpilleurs, ne figurent pas dans ce total ! Rendez-vous compte de la quantité d'ordres lancés à pleine voix, des quais, par les officiers du port !

Pendant cette année-là, où l'effort anglais s'est épanoui, 1.672.000 tonnes de marchandises ont été débarquées. Cela donne le soupçon d'un matériel mécanique singulièrement accru, révèle l'exigence d'une main-d'œuvre considérable, d'où de grandes difficultés à surmonter.

A ces travaux de toutes sortes participèrent des nationalités qui ne pourraient s'entendre que par gestes, si elles se mélangeaient. Mais ces besognes pénibles, précipitées et impérieuses, sont rémunératrices. On ne lésine pas devant la nécessité. Les dockers dieppois, presque tous improvisés, les uns très jeunes, les autres hors d'âge, quelques-uns réformés mais pouvant agir de leurs muscles quand même, se font des journées de 20 à 25 francs. Un président de tribunal gagne moins qu'eux. Il est vrai que ses biceps ne sont point à l'ouvrage. Seul son cerveau fournit dans le silence un labeur invisible de la foule. Le cerveau, cela comptera-t-il encore, plus tard ?

Le tableau des navires de commerce alignés bord à bord, sur une profondeur de plusieurs rangs, évoqua par son pittoresque et sa variété l'idée d'une sorte d'exposition moderne et rétrospective de la marine marchande anglaise. On a vu, se frottant à d'énormes steamers, dernier cri de la science nautique, des barges et des voiliers à profils de gabares, ramassés par nos Alliés dans leurs resserres, tirés des fleuves, ou extraits de leurs musées...

Dépourvus de moyens de locomotion, ils arrivaient remorqués par un vapeur. Tout ce qui gardait, de l'autre côté de la Manche, une forme vague de carène, a été consolidé, retapé, remâté. Il fallait du tonnage à tout prix. Les ports ont été vidés de leurs coques les plus démodées, et ces revenants durent être bien surpris de voisiner, au gré du flot, avec des navires camouflés comme pour quelque gigantesque défilé de carnaval. Sans doute s'en amusèrent-ils, car, malgré leur précarité et les embûches de la mer, ils portaient des équipages souriants.

Puis, un grand navire d'aspect bizarre est venu poser une note ultra-moderne dans cet ensemble. C'est le ferry-boat. Depuis huit mois, deux mille Chinois travaillaient aux appontements. — « Ce sera pour après la guerre », se disait-on. Or, sans que la ville en ait rien su — les autorités locales n'en furent informées que la veille au soir — le vendredi 22 février, à huit heures du matin, le ferry-boat T. F. 2. faisait son entrée dans le port de Dieppe. L'événement aurait eu lieu plus tôt si, par la faute d'un incident de guerre, le premier appareil de jonction du navire à la terre ferme n'avait été meubler d'un objet de plus le fond de la Manche.

Après avoir admiré la discrétion des Anglais, il faut s'extasier devant la justesse de leurs mesures et la sûreté silencieuse de leurs manœuvres. Ainsi, ce bac immense de 110 mètres de longueur, portant 50 wagons sur quatre voies parallèles, est venu la première fois se juxtaposer au point extrême de la voie ferrée Paris-Dieppe (1). Un tablier de fer, sorte de charnière, est lentement tombé soudant le ferry-boat à cette ligne, et tout a marché comme si de nombreux essais suivis de retouches avaient permis cette belle mise au point. Pas un cri, pas un geste inutile de l'équipage, cinquante marins anglais mobilisés. En un quart d'heure, tous les wagons roulaient sur le sol stable. Cinq heures plus tard, ils pouvaient être soit à Paris, soit au front... Or le double transbordement, par les moyens ordinaires, d'un tel volume de marchandises dans les deux ports joints par le ferry-boat, demanderait plusieurs jours ! Ce large navire aux cheminées disposées latéralement comme les colonnes d'un portique, n'est autre qu'une gare flottante, une station mobile, si l'on peut risquer cette catachrèse ; c'est un élastique lien d'acier entre les deux nations en attendant celui qui les rivera plus étroitement encore l'une à l'autre : le tunnel sous-marin dont l'exécution est certaine.

Dans les ports, on apprend des choses dont les journaux ne

(1) Il est de toute équité de noter ici que l'endroit où s'est édifié l'appontement du ferry boat, a été fort judicieusement indiqué au Génie maritime anglais par un Dieppois, M. Gosset, ingénieur des Ponts et Chaussées en cette ville.

peuvent parler sur le moment et que les faits d'actualité rejettent vite dans l'oubli. Les marins neutres, colporteurs de nouvelles en tous lieux, sont fréquents sur les quais. Norvégiens, Danois, Hollandais, Suédois se rendent compte de bien des préparatifs, assistent à bien des drames. Selon qu'ils penchent pour la Quadruplice ou pour l'Entente, ils peuvent raconter, ici ou là-bas, ce qu'ils ont vu. Rien de ce qui se trame dans les ports ne peut être ignoré des belligérants ; rien de ce qui se passe au large ne manque de témoins, à charge ou non. Or, les rades ont été souvent, le théâtre de tragédies bruyantes et terribles que leur répétition transforma peu à peu en simples incidents de la lutte mondiale. Entre tant d'autres dont on parla peu ou point, voici deux faits qui se sont produits, presque sans échos verbeux, au large des jetées dieppoises :

Un magnifique navire anglais, l'*Edernian*, torpillé et soutenu en route comme un grand blessé, réussit à flotter jusqu'au port. Mis en cale sèche, on le guérit en quelques mois. Coût de ces grosses réparations effectuées par les Chantiers de Normandie : 750.000 francs. Il repart pour l'Angleterre, y prend un chargement de 6.000 tonnes d'acier, revient et, le 22 août 1917, se voit de nouveau éventré. Avec une si lourde cargaison, il sombre très vite. Perte sèche : dix millions.

Un des paquebots mobilisés de la flotte Dieppe-Newhaven, *le Maine*, atteint par une mine ou par une torpille, dans la nuit du 21 novembre 1917, saute et disparaît si complètement qu'on n'en a jamais rien retrouvé, sauf un homme toutefois, repêché vivant à quelque distance et qui ne put rien dire. Le bruit de l'explosion parvint au rivage : *le Maine* était chargé de munitions ! Si l'événement s'était produit plus près des jetées devant lesquelles des mines promenées par les courants ont défilé souvent, que serait-il advenu de la ville ? L'exemple d'Halifax fait frémir une seconde ou deux, mais on n'a pas les moyens d'accueillir plus longtemps ces pensées. Notre imagination est saturée de malheurs, et le fatalisme dont notre esprit s'était empreint, depuis quatre ans de dangers et d'épreuves, nous sauva des désespérances.

Cette belle flottille des paquebots de la Manche dont la construction, tantôt en France, tantôt en Angleterre, stimulait dans leur recherche de la perfection l'initiative des ingénieurs maritimes des deux peuples, a été fort éprouvée. Le *Sussex* et le *Rouen* ont failli sombrer en conséquence de fort méchants horions qui les immobilisèrent longtemps, le *Cherbourg*, le *Maine* et l'*Anjou* sont au fond de l'eau. Un des officiers de la Compagnie, M. Rondeau, passant après chaque désastre d'un navire sur l'autre, a sauté trois fois ! Il est vivant !



L'animation du port de Dieppe et de sa rade, dans le champ visible compris entre le cap d'Ailly et les jetées du Tréport, n'est pas seulement due aux navires de commerce. Torpilleurs, contre-torpilleurs, chalutiers armés, sillonnèrent sans cesse le large ou suivirent la rive, convoyant des transports, surveillant, le soir, la flotte des grands navires qui se groupaient au centre de la baie comme un troupeau de moutons gardés par des chiens vigilants. Des hydravions surgissaient de leurs abris Bessonneau comme des guêpes de leur nid, survolant le convoi et fouillant l'horizon d'Ouest. Toute la cité les entendait vrombir.

En moyenne, la capacité des chalutiers armés, qu'on démobilise en ce moment, est de deux cent cinquante tonneaux, leur longueur de trente à quarante mètres, leur vitesse d'une dizaine de nœuds. Leur nombre et leur vaillance suppléent à la faiblesse de leurs moyens de défense, lesquels consistent en un ou deux canons de 47 millimètres. Ces pièces, de loin, font l'effet d'innocentes lunettes astronomiques braquées sur l'horizon. Les canons des sous-marins lançaient des projectiles autrement dangereux à une distance deux fois plus grande... Nos marins le savaient et ne s'en émurent point. Quels sont-ils donc ces équipages de chalutiers ? Des inscrits maritimes mobilisés, et quelques-uns des matelots qui montaient la barque avant la guerre, parmi lesquels beaucoup de vieux que les périls n'effraient point. Dispensés par leur âge du service militaire, ces loups de mer ont profité de la faculté qui leur était offerte de signer un engagement pour la durée des hostilités.

En 1915, les meilleurs chalutiers à vapeur ayant été ainsi réquisitionnés, le port se vit soudain très pauvre de moyens de pêche. Comment s'approvisionnerait la poissonnerie, et quel déchet alimentaire pour les campagnes, les villes voisines, Rouen, les halles parisiennes ? Dans tous les bassins de la Manche et de l'Océan, la situation était la même. A Dieppe, trois chalutiers à vapeur avaient résisté au coup de chien de la mobilisation. Avec trois bateaux cordiers du Pollet et quelques canots appartenant en partie au vicomte de Clercy, ils composaient le reliquat de la flottille de pêche. Tous ceux qui vivent du produit grouillant des marées, familles de matelots, mareyeurs, encaqueurs, écoreurs, ravaudeuses de filets, etc., regardaient tristement la mer désertée. Les résultats de 1915 furent maigres ; l'année suivante, le malheur des ports belges, Ostende, Zebrugge, La Panne et Nieuport, changea la situation. Une cinquantaine de chalutiers à voiles et de grands canots flamands, fuyant l'affreux brasier des côtes et les

dangers de la mer du Nord, vinrent remplir l'avant-port et la darse de Dieppe. Les interdictions concernant la fructueuse pêche de nuit disparurent du règlement et, en 1917, le total du poisson vendu sur le modeste carreau de la poissonnerie dieppoise atteignit le chiffre, jusqu'alors inconnu dans ce port, de 7.166.082 francs. En y ajoutant la valeur des diverses manutentions exigées par le débarquement, l'emballage et l'expédition de tout ce poisson, plus le bénéfice de la revente réalisé par les intermédiaires, c'est une somme de dix à douze millions que représente, pour l'année 1917, rien qu'en ce port de la Manche, le chiffre commercial de la pêche.

Que d'or on peut donc tirer de cette mer que les méfaits de la guerre enrichissent encore, et bien inutilement ! C'est un champ immense, toujours semé, toujours fertile, où la récolte s'offre d'une façon permanente. Ainsi, un seul des trois chalutiers à vapeur, en cette année 1917, a pu mettre à terre, expression consacrée, une somme de 347.000 francs, peut-être trois fois sa valeur !... Rien que la troupe légère, fragile et peu coûteuse des canots a rapporté 574.413 francs. Dans ce chiffre de sept millions, le fameux hareng, dit de Dieppe, entre pour une somme de 3.822.000 francs.

Certes, l'exceptionnelle cherté de cette denrée est une des raisons de ces gros chiffres. Cependant, avant la guerre, il était vendu sur les quais de Grimsby pour quarante millions de poisson ; d'autres ports anglais, moins importants que les nôtres comme population, accusaient des vingt millions d'affaires, et cela, parce qu'à la puissance et à l'initiative des capitaux s'ajoutaient les facilités des transports par voie ferrée. D'ailleurs, le développement des armements de pêche chez nos Alliés provient de cette dernière cause. Pourquoi, aux temps nouveaux qui vont poindre, n'en serait-il pas de même en France ? Si, non sans raison, et sous l'aiguillon du besoin, l'on songe à solliciter du sol national un peu plus de froment par hectare, on ne doit pas négliger l'immense vivier où baigne la moitié de nos frontières. Pour renforcer les cheptels défaillants, songeons aux mers où la France de l'Ouest et du Sud se mire, et qui peuvent nous donner trois fois plus de ressources alimentaires au kilomètre carré !

Ainsi, ce vieux port dieppois rajeuni, galvanisé par la catastrophe qui en a ruiné tant d'autres, a connu une période de prospérité imprévue et disproportionnée, non point avec sa position topographique qui aurait dû depuis longtemps accroître son importance, mais avec ses moyens matériels d'évacuation. Car tout n'y est pas pour le mieux, surtout du côté français, les Anglais sachant se réserver la part de wagons qui leur est utile. Cette pénurie dans le service des transports a fait souvent jeter les

hauts cris aux grandes maisons industrielles de la place qui durent subir l'onéreux régime des surestaries de 1916. Pendant cet hiver-là, il était particulièrement douloureux de voir de forts navires s'immobiliser au milieu des bassins avec leur cale pleine de charbon, alors que partout on pleurait de froid. Et que de bois scandinaves, géométriquement découpés, s'attardèrent sur les quais quand l'arrière réclamait, de la Somme à Salonique, des installations abritées du vent et de la pluie ! Alors, songeant à cet antique projet d'un canal de Dieppe à Paris par Pontoise, on rêva de longues péniches se substituant aux wagons absents !...

Veut-on un exemple éclatant de la répercussion des difficultés de transport, aussi bien par eau que par terre, sur la cherté de la vie actuelle ? Voici. Un petit navire, tout au plus bon pour le cabotage, arrivait certain jour à Dieppe, venant d'Amérique, avec 440 tonnes de graines de lin. Avant la guerre, par des cargos transatlantiques jaugeant des milliers de tonnes, le fret de ce produit variait entre 25 et 30 francs. Ces grands bateaux étant devenus plus rares ou se livrant à d'autres besognes, on dut recourir à ce modeste steamer. Par suite de son exiguïté et des risques, le fret, jadis de 30 francs la tonne, s'est élevé à 600 francs !... Comment s'étonner après cela du prix actuel de tant de choses ?

***

La ville

Des foules hétérogènes se sont volontairement fixées ou ont été appelées à Dieppe. Les logements garnis avec leurs meubles indifférents ne les retiennent guère ; les campements improvisés les font fuir dès qu'elles ont quelques heures de liberté. La voie publique, avec ses magasins et son tumulte, leur semble plus sympathique ; elle les distrait de leur nostalgie, leur offre le plaisir de se mêler, de s'observer, de voir que leur exil provisoire est partagé de beaucoup d'autres, ce qui les console.

Tous ces humains, de nuance, de costume, de mœurs et d'habitudes différents, par leur agitation incessante transforment la physionomie provinciale des rues de la cité. L'Angleterre, la Belgique, la Chine, l'Afrique disparate tiennent le haut du pavé. Des Américains devaient venir camper aux environs, l'offensive de juillet 1918 les a lancés ailleurs.

Depuis 1914, des Flamands et des compatriotes des régions du Nord et de la Somme se sont réfugiés ici. Une garnison de 1.500 à 2.000 Belges, d'où s'exprima vite une fanfare, a occupé la caserne du 39e de ligne. Les marins belges des ports plus haut cités, et leurs familles, ajoutèrent un fort contingent à cette impor-

tante colonie. Les Anglais, résidant encore à Dieppe même, ou cantonnés dans le voisinage, se chiffrent par une douzaine de mille. Pour divers travaux, ils ont importé d'Afrique 1.500 Cafres, Zoulous et Hottentots ; pour d'autres besognes plus compliquées, ils ont fait venir de 2 à 3.000 Chinois... Ajoutons à cela l'aimable effectif des petites W. A. A. C. (Women, Army, Auxiliary, Corps), casernées dans un hôtel, les blessés de couleur : Marocains, Malgaches, Sénégalais, Annamites, etc., et l'on a eu sous les yeux, dans la grande rue, les dimanches de soleil, un tableau bigarré bien fait pour tenter les peintres tachistes, virgulistes ou pointillistes, émules de Pissaro. Dans les oreilles, tintaient les fantaisies vocales d'une douzaine de dialectes et, sur les quais, plusieurs centaines de prisonniers allemands ajoutaient une note rauque à cette gamme sonore.

Ses mobilisés déduits, la population autochtone a été plus que doublée, et si tous ces étrangers parlaient des langues différentes, leurs besoins étaient identiques. Il s'ensuivit des problèmes ardus pour ravitailler la cité, que jusqu'à présent, la municipalité a su résoudre, non sans peine. Une boucherie et une légumerie municipales, fort bien établies, fonctionnent à la satisfaction de tous, et le projet d'une laiterie du même ordre est agité. Ces expériences nécessaires, quoique communistes, persisteront-elles ? Cela dépendra des producteurs et de leurs intermédiaires. Constatons simplement ici que ces innovations se sont faites avec aisance et qu'elles obtiennent une réussite susceptible de faire réfléchir les exploiteurs.

Les Belges réfugiés essaient de trouver d'autres subsides que leur allocation. Quelques-uns ont pris des commerces ; d'autres des emplois ; il en est dans les fermes des environs ; les marins sont livrés à la pêche. En décembre dernier, rappelés en Belgique pour contribuer au ravitaillement du pays, ils sont repartis presque tous, non sans avoir vivement remercié la municipalité des sympathies dieppoises. D'ailleurs, nos amis Belges tout en appréciant notre hospitalité, la douceur de notre accueil, s'étaient bien vite mis à l'aise, et leur nombre, en même temps que leur rôle glorieux, leur valut quelque assurance dans l'allure et dans le ton. Ne nous sont-ils pas unis aussi par ce lien dont enrage l'Allemagne, le même langage, encore que de nombreux Flamands faisant usage de leur dialecte, composassent une grande partie de ces évacués et lançassent à l'occasion de vibrants « Godverdom ! » sur la place où se dresse la statue de Duquesne.

Les Anglais (1), presque tous des mobilisés, se vouent à de

(1) Britanniques, Canadiens, Australiens, Néozélandais, Indiens, etc.

nombreuses besognes d'arrière et occupent un peu partout, dans un rayon de quelques kilomètres, des immeubles, magasins, garages, baraquements, cantonnements divers. Ces bons Alliés, aux teints frais et sanguins, n'offrent peut-être point, dans l'ensemble, un spécimen exact de la stature et de la distinction britanniques, leurs officiers exceptés, toutefois. Un certain nombre, de très petite taille, se compose de palefreniers, cochers, hommes d'écurie. On en a vu de cette exiguïté sur les champs de courses. Ils ne sont pas jeunes pour la plupart, mais leurs têtes grises, leur calme, attestent leur expérience et leur habileté professionnelle. On admire en France, sans l'observer, la devise anglaise : « Le vrai homme dans la vraie place. » Nous en avons l'application sous les yeux. Des hommes de cheval s'occupent du dépôt de remonte, des charrons réparent les voitures et des boulangers font le pain. Nos Alliés ayant dû fournir le personnel des gares de Dieppe, ont choisi pour diriger leurs services de chemins de fer trois officiers qui étaient inspecteurs de réseaux et chefs de gare, avant la guerre. Nous n'avons pas agi de même.

Leur dépôt de remonte peut recevoir plusieurs milliers de chevaux. C'est une ville bizarre en bois, toile, papier goudronné et tôle ondulée. Toutes ces constructions, posées sur les falaises éventées, paraissaient être, par la fragilité de leurs murailles et de leurs toits, à la merci d'une bonne brise d'ouest. Elles résistent cependant comme des blocs de maçonnerie. Naturellement, on y trouve le confort auquel sont accoutumés en Angleterre les hommes et les chevaux. Routes empierrées, jardins, écuries bien closes, pistes, logements, cuisines, réfectoires, salles de douches, maréchalerie, canalisations d'eau et d'éclairage, etc... Partout s'y révèle un sens pratique non dépourvu de coquetterie florale et de fantaisie gaie. On constate aussi dans le fini de ces aménagements provisoires, une largeur de vues montrant que l'intensité et la durée de cette guerre n'ont pu surprendre et dépasser l'effort matériel anglais.

L'hôpital vétérinaire n'est pas loin de la cité chevaline. Là, les animaux amoindris par la fatigue ou les schrapnels, sont traités avec un art non exclusif de pitié. A peu de distance, sur les terrains du Golf, dans le plein air du large, un autre hôpital se dresse pour les hommes ; les soins qui leur sont réservés ne sont pas inférieurs à ceux que reçoivent les chevaux, et c'est beaucoup dire, sans nulle intention d'ironie. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir quels bons accords existent entre nos Alliés et les animaux domestiques — peut-être en est-il de même des autres — du chat puissant et doux à la plus noble conquête de l'homme, le cheval claironnant.

Où ne sont-ils pas ? Que ne font-ils pas, nos Anglais dieppois ? Le génie loge au château, dont il retarde peut-être la ruine ; divers coins de cette forteresse moyenageuse ont servi de prison aux Cafres méchants et aux tommies dissipés. Ces braves gens, qui retrouvent d'ailleurs pendant l'hiver dieppois les brouillards desséchants du ciel britannique, circonstance très atténuante, s'oublient comme quelques-uns de nos Français devant la bouteille. Ils n'ont pas le wisky féroce. Les Belges, auxquels le faro national manque, ont peut-être l'ivresse moins plaisante, mais non pas moins galante...

Les bureaux des services anglais : marine, postes, police, etc., se rencontrent un peu partout avec des inscriptions très claires pour ceux qui comprennent la langue d'Albion et celle, plus moderne, des initiales. Nos Alliés participent sans fracas au bon ordre de la circulation. Au milieu d'une place où plusieurs rues aboutissent, l'un d'eux, armé d'un petit drapeau rouge, préside aux évolutions des autos, tout comme un policeman au rond-point de Piccadilly. Leur police est fragmentée en ville par couples de gaillards, hauts et massifs comme des murs, au teint rouge comme leur casquette, et qui vont sereinement, classiquement, d'un pas égal, par les rues.

Une cinquantaine de soldats anglais, sur la demande de la municipalité, ont été désignés pour renforcer la compagnie de pompiers, très anémiée par les appels successifs. Leur matériel contre l'incendie a déjà été essayé en divers endroits.

Si nos voisins d'en face se sentent un peu chez eux sur cette côte, ils n'y affichent point ce sans-gêne traditionnel des voyageurs ni cette morgue qu'on leur reprochait aux temps aigres-doux de jadis. Ils se francisent ou nous nous anglicisons. Peut-être influons-nous à égalité l'un sur l'autre ? Aussi, les relations que la vie quotidienne multiplie entre eux et toutes les classes de la population locale sont-elles des plus courtoises.

Tous ne résident pas dans les murs de la cité. Beaucoup d'entre eux sont cantonnés aux environs où nos bons paysans, selon l'expression du caricaturiste Baric, apprécient fort leur présence. Dam ! Ce sont des Normands ! Et les poulets, les oies, les dindons et les œufs du voisinage sont troqués contre de rondes sommes et croqués, avec honneur, par les dents longues des gourmets de la vieille Angleterre. Songez qu'une poule âgée, bonne tout au plus au bouillon persistant du pot-au-feu, se vend ici de quinze à seize francs, et par cet exemple supputez le prix que peut atteindre une jeune cocotte ! Les ménagères dieppoises n'en rient pas toujours.

Dans cette région de Normandie, des Anglais, des Belges, des Américains mêmes, ne suffiraient pas à donner la note d'intense cosmopolitisme qu'on y remarque. Ces nationalités ne transforment pas essentiellement l'aspect d'une population habituée aux invasions estivales. Les foules prennent seulement une couleur kaki très prononcée que réveille le bleu horizon de nos soldats, et, l'été, le rouge ardent de certains uniformes africains. Les pelures civiles tranchent sombrement sur le tout. Sous ces groupes que la promenade attire le dimanche aux mêmes endroits, l'unité de civilisation transparaît en dépit de leurs vêtements dissemblables. Il n'en était plus de même quand circulaient, par pelotons bien ordonnés, Cafres, Hottentots et Zoulous, ces derniers fils de ceux qui, en 1879, trempèrent leurs zagaies dans un sang impérial.

Ces indigènes (1) provenaient tous du centre de recrutement formé par les Anglais aux environs du cap de Bonne-Espérance. Appelés à s'enrôler, ils accoururent des régions comprises entre le Zambèze et le Cap. Plus de 20.000 naturels acceptèrent de venir travailler en France. Ils eurent aussitôt la gloire d'un uniforme gros-bleu décoré de boutons de cuivre, et la surprise de recevoir, pour plus tard, des vêtements chauds auxquels ils n'avaient jamais songé. N'étant point des guerriers, ils apprirent d'abord, d'instructeurs anglais, comment on marche ensemble, et se virent en même temps imprégnés de quelques notions de discipline. Toutes les colonies sud-africaines : Basutos, Shangaans, Zulus, Fingos, Tembos, Pandos, Béchuanas, Manendas, etc., fournirent au contingent, où l'on remarquait les fils de plusieurs chefs de tribu. Chaque compagnie fut, autant que possible, composée d'hommes de la même race, et cela afin de prévenir des rixes auxquelles ils sont assez sujets entre eux.

En mer, ils révélèrent une stabilité stomacale digne de vieux marins pendant les quatre semaines du voyage, et leur distraction principale, après celle des repas, fut de revêtir la ceinture de sauvetage. Sur les 20.000 embarqués, on n'en perdit que 600 dans le naufrage du *Mundi*.

Aussitôt arrivés en terre française, on les éparpilla où des travaux routiers, forestiers, de chemins de fer, les attendaient. Ils furent placés sous le contrôle d'officiers africains au courant de leurs coutumes, et sous le commandement du colonel Pritchard. Puis, on les logea dans des enclos semblables à ceux qui les abritent quand ils travaillent à extraire l'or et les diamants des mines du Cap. Ils concouraient ici à une besogne d'un sens plus élevé, mais ne s'en doutaient pas.

(1) *The South African Labour Corps.*

Rien n'a été négligé pour leur confort physique et moral. Ils ont salles de douches, infirmeries et hôpital. Leur nourriture fut la même que celle du soldat anglais : viande, pain, maïs, légumes frais, café, sucre, etc. Ils touchèrent également, chaque semaine, du tabac flanqué de la classique boîte d'allumettes. Pour la santé de leur conscience, un aumônier anglais et des sous-aumôniers indigènes les pénétrèrent, chaque dimanche, des préceptes de la religion anglicane protestante.

Depuis le jour de son engagement, chaque homme reçut trois livres sterling par mois dont deux furent placées à son crédit au Cap. Comblés des dons d'une société africaine qui s'est créée pour assurer leur parfait bien-être (1), ayant une nourriture plus que suffisante, ils n'arrivaient pas à dépenser les vingt-cinq francs qui leur restent. Heureusement que leur amour de la photographie allégea sensiblement leur magot.

Ces noirs aux yeux hardis, coiffés d'un vaste chapeau relevé d'un côté à la mousquetaire, n'allaient pas librement en ville. Leurs regards luisants et leurs dents d'un blanc cruel les rendaient peut-être inquiétants. Or, la vue de nos bons Sénégalais, tout aussi noirs qu'eux, se promenant à leur guise, distribuant de larges sourires et bavardant avec les gamins ; le spectacle des jaunes entrant au gré de leur caprice dans les magasins, les rendit un jour jaloux. Une tentative de rébellion de quelques-uns d'entre eux s'ensuivit. En un rien de temps, elle fut réprimée par la manière forte.

Campés à trois kilomètres de la ville, sur le joli coteau boisé de Thibermont, un rempart de fils de fer barbelés entoure l'enceinte où ils logaient. Leur hôpital était situé dans la commune de Martin-Eglise, célèbre par ses truites, à l'ombre de la forêt d'Arques où triompha Henri IV. Comme distraction ils avaient la danse, le gramophone, le football et le téléphone à ficelle. Un orchestre instrumental composé de deux caisses de bois et de bidons à pétrole les invitait-il à la danse ? Aussitôt ils formaient un vaste cercle autour de cette musique centrale et fournissaient eux-mêmes à l'harmonie en tirant quatre notes d'une flûte de roseau. Ces notes sont précisément celles de la valse de Métra, la *Vague : do, ré, do, la.* Alors les noirs s'ébranlaient à pas rythmés, s'avançaient, reculaient, se livraient ensemble à une gesticulation excessive devant traduire des sentiments de violence. En somme, c'est une vraie danse de sauvages. Leur mélodie, si simpliste soit-elle, en sa toute-puissante magie leur a fait oublier les horizons ternes et le climat sans ardeur où ils vivaient. Dans la folie

(1) Le comité : *For the Welfare of African in Europe.*

de leurs gambades, ils se crurent transportés sur leur sol recuit par le soleil et ne connaissaient plus de peines nostalgiques.

Les hivers, et surtout l'armistice, ont fait partir ces Africains. Longtemps un groupe est resté que l'autorité anglaise a employé au ramassage des galets. C'étaient des hommes punis, paraît-il. Le vent d'est, dont ils ignoraient la morsure, leur apprît les agacements douloureux de l'onglée, et les obligea ainsi au repentir.

A l'est de Dieppe, sur les hauteurs du bourg limitrophe de Neuville, dans l'immédiat voisinage des naturels du cap de Bonne-Espérance, un petit morceau de la Chine est tombé du ciel. Non point que des palais de porcelaine, des temples aux toits retroussés gaiement, des Chinoises aux pieds raccourcis et des mandarins de soie sous de légères ombrelles, se révèlent de ce côté. Non ! Les Chinois de toile bleue, aux vastes fonds de culotte ballottant sous eux comme des sacs vides, qu'on rencontre par bandes hilares et chantantes, sont des humbles, des coolies, des gens de tous métiers manuels, de tout acabit et même de toute physionomie. Ces milliers de Célestes, travailleurs dont l'habileté professionnelle est d'ailleurs fort appréciée, offrent des échantillons de races bien différentes. On y remarque des jeunes aux traits fins, à la bouche spirituelle, aux yeux à peine bridés ; d'autres sont pareils aux masques de cire grimaçants des bazars ; certains ont des faces de Tartare : nez écrasé, visage plat, moustaches tombantes, yeux aigus. Il en est avec une natte enroulée sur le sommet du crâne et d'autres aux cheveux coupés. Beaucoup font de la fantaisie. Pour ceux-là, la suprême élégance consiste à se coiffer de plusieurs étages de chapeaux de feutre mou, entrés l'un dans l'autre, qu'ils juchent sur leur chignon ; cela leur donne vaguement l'air d'une tourelle de pagode ambulante. Enfin, certains affectent de se vêtir à l'européenne. Mais, quelle que soit leur façon de se présenter, ils ont quelque chose de commun qui les ferait reconnaître des aveugles, tous sentent abominablement l'ail... Que les Méridionaux des nobles régions toulousaines, amateurs d'alliacées, me pardonnent cet adverbe ! Eux aussi se délectent aux senteurs de l'ail,

Délice des Gascons, cher au Dieu de la Guerre,
Son suc est le lait des héros,

rimaillait M. de Marcellus. Combien ils sont loin du fétichisme des Chinois pour cet odorant légume ! En ville, dans leurs promenades, ceux-ci dévorent à belles dents des gousses d'ail comme nos gamins croquent des pommes. Ils s'en ceinturent, ils s'en oignent après le bain pour augmenter leur force musculaire et, peut-être, décourager la vermine ; ils doivent l'adorer en secret...

Malgré ce parfum encombrant qui étouffe tous les autres, ils pénètrent dans les boutiques et achètent quantité de bibelots.

L'orfèvrerie à bon marché les tente. Ce sont des amateurs de camelote ; les Allemands le savaient bien. Il est vrai que leurs gains ne leur permettent pas des dépenses très somptuaires : un franc par jour, qui leur est remis, plus la même somme versée à leur compte en Chine. Ils sont naturellement défrayés de tout. Les plus riches s'offrent deux montres qu'ils portent symétriquement dans deux poches de leur vareuse, et dont ils contrôlent à tout instant la marche l'une par l'autre.

Depuis l'arrivée de ces Chinois, les légumes sont devenus plus rares — et par conséquent plus chers — sur la place, et l'on a constaté parfois des vides étranges dans des jardins neuvillais. Végétariens, ils raflent toutes les verdures. Les poireaux, légumes patients, paraît-il, ont été l'objet de leurs attentions culinaires, mais c'est sur les choux qu'ils se sont rués avec le plus de rage. Bizarre défilé que celui de ces exotiques chargés d'aulx, de poireaux, de choux, qu'ils portent attachés le long de perches ou à pleins bras !

Leur fameux pacifisme est surtout international. Entre eux, ils se battent comme des chiens et leur police a fort à faire. Ils ont aussi une conception toute bolcheviste de la propriété d'autrui, et font main basse avec une impudence tranquille sur ce qui ne leur paraît pas surveillé. Les commerçants ouvrent l'œil sur leurs étalages quand ils voient des groupes de Chinois entrer chez eux, car leur dextérité pour se passer l'objet dérobé est très grande.

Leur principale distraction est le jeu, probablement celui dont le nom vint en France au temps du roi Norodom de Siam : le jeu des trente-six bêtes. Ils y passent des nuits entières, jouent sur parole — ils ont des masses placées en Chine — et finissent par se devoir des sommes considérables par rapport à leurs salaires ; on parle pour certains de plusieurs milliers de francs... Comment s'acquitteront-ils ? Cela ne les préoccupe point ; ils supportent allégrement le poids moral de leurs obligations, spéculant sans doute sur l'instabilité de la chance qui, d'endettés aujourd'hui, peut les faire créanciers demain.

Ces jaunes assez vulgaires, recrutés un peu partout, ne peuvent donner une idée des populations, à la politesse minutieuse et rituelle, de la Céleste République. Puisqu'ils sont utiles, on les accepte, mais leur présence ne diminue pas le désir des Dieppois de voir proclamer bientôt la paix définitive, et d'autres étrangers venant de moins loin et sentant moins fort, les remplacer pendant les doux mois des chaleurs estivales.

Oh ! les saisons balnéaires, comme elles ont fui de ces rives ! Le casino, les grands hôtels transformés en hôpitaux. La douleur logée où jadis s'installait la joie. Et que d'harmonies

nouvelles, imprévues, incohérentes même, ont succédé à celles des grands concerts des mois d'août ! Mines qui explosaient en faisant vibrer toutes les fenêtres comme des tambourins ; coups de canon tirés sur de sournois visiteurs de la rade ; solos de clairon pour les alertes ; long murmure des colonnes chevalines traversant les rues ; plainte infatigable de la sirène des brouillards ; mugissements de basse profonde du ferry-boat ; hurlements plus aigus des vapeurs ; vrombissement des hydravions ; sifflet des camions automobiles, etc... Le clavier de tous ces bruits a longtemps résonné, remplissant la ville d'une falaise à l'autre, en faisant un orgue immense dont l'invisible musicien semblait essayer tous les registres, comme un orchestre qui s'accorde avant de commencer son morceau.

Après que les cloches d'église et les sirènes de navires et d'usines se furent unies, le 11 novembre dernier, en un formidable tintamarre, le calme de l'air s'est rétabli, mais les mouvements créés par la guerre n'ont point cessé. Le trafic du ferry-boat tend à s'accroître, trois bateaux seront attachés bientôt. Du 13 novembre au 30 décembre dernier, des habitants du Nord, expulsés en Hollande, sont revenus par mer de cet exil dont ils gardent un médiocre souvenir, via Rotterdam-Dieppe ; puis, subitement, alors que, grâce à de coûteuses installations et à de nombreuses bonnes volontés, ce service de retour, dans la patrie victorieuse, de tant de victimes, fonctionnait fort bien, Dunkerque s'est vu chargée de recevoir à son tour ce qui restait de ces pauvres gens... Ensuite, la démobilisation anglaise a commencé. Tous les jours, depuis la mi-janvier, quinze cents Britanniques reviennent de la guerre, l'air ravi, et embarquent sur de grands navires gris-fer qui les rapatrient. Peut-être ignore-t-on le détail suivant de la démobilisation chez nos alliés ? Il faut 900.000 volontaires pour leur armée d'occupation, mais les tommies préféraient rentrer chez eux : ils rêvaient tous du voyage Dieppe-Newhaven. Les volontaires étaient rares. Le Gouvernement anglais, voyant cela, a décidé de payer 105 francs par mois chaque soldat acceptant de faire partie des régiments d'Europe ; avec le logement, le vêtement, la nourriture abondante, servir devenait une petite situation. Les soldats anglais l'ont compris, et si l'on en voulait aujourd'hui deux millions, on les aurait...

La base anglaise de Dieppe sera encore établie dans ce port en 1921. Elle n'a plus le souci de l'immense camp de munitions installé aux portes de la ville, mais elle procède à la liquidation de son matériel. Déjà elle a vendu aux enchères, à bon prix, plusieurs milliers de chevaux que nos cultivateurs aujourd'hui richissimes ont achetés. Est-il permis d'espérer qu'avec cet appoint les travaux agricoles seront plus faciles et par conséquent la production moins chère ?

Georges LEBAS.



A travers la Quinzaine

La Paix diplomatique

Ayant besoin d'entendre des propos excessifs, j'allai voir mon ami Charles Martel.

Je le trouvai plongé dans des grimoires où s'alignaient des chiffres en colonnes et entouré de lourds traités de numismatique. M'ayant fait admirer du bout de son porte-plume une belle darique imprimée en rouge sur la feuille blanche, il posa sur un prisme de verre taillé cet instrument de travail, et dit :

— Il me paraît sûr que les cités grecques ne réussirent pas toujours à faire accepter leurs monnaies hors de leur territoire. Seules, les chouettes d'Athènes eurent cours dans les îles. La ville était riche, et les mines du Laurium lui assuraient encore plus de crédit que ses triérarques et ses hoplites. Ce fut, au fond, une puissance économique et capitaliste. La politique de personnes la perdit. Si Alcibiade avait été aussi médiocre que Périclès, Lysandre n'eût point triomphé à Aigospotamos... Evidemment... Mais de quoi n'êtes-vous pas satisfait, Monsieur le journaliste ?

— Je voudrais, lui répondis-je, un peu piqué ; je voudrais que ces messieurs du salon de l'Horloge eussent une opinion aussi ferme sur la Pologne et la Russie, que vous sur Athènes et ses chouettes. Peut-être saurions-nous où nous allons.

— Nous n'allons nulle part, reprit mon interlocuteur, puisque nous ne sommes pas encore partis. Pourquoi vous impatienter? Nous avons supporté quatre ans et demi de guerre, et nous n'attendrions pas huit ou dix mois la paix ? Appréciez donc plutôt comme il convient cette ouverture majestueuse et ces préludes qui n'en sont même pas encore aux préliminaires. De quoi vous plaignez-vous ? Le salon

de l'Horloge rassemble un chef d'Etat, des ministres, des secrétaires, des techniciens et des ballots de documents. Des maîtres de la parole, les ténors, les barytons, les basses et les contre-basses de l'éloquence parlementaire ou judiciaire, vous y servent leurs plus beaux morceaux. On y esquisse, avec moins de succès, il est vrai, la danse du prince Igor ; on se rappelle que la Pologne a été partagée un certain nombre de fois, et on envoie des délégués pour voir si elle est toujours en morceaux. Et vous n'êtes pas content ?

Je lui fis observer que de faciles plaisanteries ne changeaient rien et lui demandai comment ses amis auraient bien arrangé les affaires internationales s'ils en avaient eu le pouvoir autant que le désir. Il lissa sa barbe et repartit :

— « Cela seul, mon fils, me cause un insurmontable embarras, qu'il faille que ce soit les juges qui rendent la justice. » Ainsi parle votre maître Jérôme Coignard. Il entend par là que les juges veulent toujours juger, comme Perrin Dandin, et que, ne consentant point à se tromper, ils regardent toujours un coupable dans l'inculpé qu'on leur soumet et qu'ils traitent comme tel. J'en dirai autant des diplomates. Eux aussi croient que les peuples et les nations ne sont distribués sur la vaste terre que pour qu'ils les découpent en tranches et leur assignent, avec un statut politique, une langue, une culture, des vêtements, et des mœurs. Ils aggravent leur cas de la confiance qu'ils ont en eux. Car, ayant pâli sur des livres et reçu les trompeuses leçons de l'histoire, ou ayant pris des sandwiches et du thé avec des têtes couronnées, ils s'imaginent qu'ils savent, ainsi que l'Eternel, sonder les cœurs et les reins, qu'ils portent sur les Etats et sur les personnes un sûr diagnostic, et qu'ils leur apportent une thérapeutique infaillible.

Et cette même histoire, au contraire, n'est que la longue suite de leurs erreurs et de leurs méfaits. Là où ils ont porté la main, une plaie s'est ouverte, et ils n'ont jamais construit que dans le sang, les larmes et les ruines. Les meilleurs d'entre eux ont été les pires, et ce vieux phraseur de Chateaubriand a eu raison de dire, ou de rapporter, qu'on disait de Talleyrand, que c'était de la boue dans un bas de soie. Il disait, lui, *de la boue*, parce qu'il écrivait en style noble.

Ils se trompent, et ils ne peuvent que se tromper. Considérez, en effet, qu'ils se mêlent de fixer le destin des empires, et prétendent canaliser dans leurs petites rigoles le flux irrésistible du temps. Lorsque Bossuet montrait les desseins de la Providence dans l'écoulement des générations, il se donnait au moins quelque avantage en

appuyant sur Dieu lui-même la raison dernière de ses théories illusoires. Ceux-ci ne vont pas si loin. Ils font de leur intelligence débile le juge souverain des forces obscures qui mènent les foules, et, incapables de discerner les éléments multiples dont se forge l'actuel, ils osent entreprendre sur l'avenir.

J'arrêtai là le flot de cette éloquence torrentueuse, et demandai en quoi cet exposé pouvait s'appliquer à la Conférence du jour. Ayant repris haleine pendant cette interruption, l'orateur poursuivit :

— On y parle trop, on y agit en sourdine et par des décisions qui déconcertent le bon sens, on n'y établit point un parallélisme exact entre les conséquences et les principes. On s'y détermine par les voies et conformément à la coutume de la diplomatie. On se demande jusqu'où s'étendra la tête de pont par delà l'Alsace-Lorraine, ce qu'il adviendra du Cameroun et ce qu'on pourra bien faire en Syrie. Là où nous attendions la voix des peuples, nous ne distinguons que le murmure des chancelleries. Le président Wilson parle : on l'écoute avec recueillement, puis on essaye de l'engager dans quelque combinaison. Pendant ce temps se reconstitue une Allemagne pangermaniste et se poursuit la désagrégation économique. Une paix de marchands, Monsieur, une paix de diplomates, voilà ce que nous aurons... Or, jusqu'ici, ces paix-là n'ont jamais été que des trêves.

Ce qu'il aurait fallu ! Vous me demandez ce qu'il aurait fallu ! Ah ! c'est bien simple, qu'on se souvienne des raisons pour lesquelles on s'est battu. L'a-t-on assez dit que cette guerre, devenue, aussitôt déclarée, guerre de race, de nationalité, de civilisation, restait dans le principe une guerre d'argent, et que ce que l'on s'y disputait, c'était le marché du monde. Et pourquoi ne le dit-on plus ? Aussi bien la paix sera économique ou elle ne sera pas.

Vous êtes satisfaits, vous autres bourgeois, dès que vous avez opposé à ce que vous appelez les rêveries collectivistes ou communistes, la piteuse objection de la concurrence, et vous vous renfoncez dans vos fauteuils en vous frottant les mains, tout juste comme vous êtes en train de le faire, Monsieur. La concurrence ! Elle suscite et entretient dans le commerce, le mensonge, la fraude, le vol et une production anarchique ; étendue aux peuples et internationalisée, elle aboutit à ce que vous venez de voir, à une dizaine de millions de morts, à une provision de haine, à un recul de quelque cent ou cent cinquante ans... N'espérez donc nul avenir d'un monde qui ne se fondera point sur une entente solide pour l'exploitation des fruits de la terre, d'une paix sans socialisme. Je l'entends, avec d'autres socialistes, toutefois, que ceux qu'il vous plaît d'appeler sans obligeance, mes amis...

Et enfin, si on ne veut plus que les hommes se battent, qu'on leur en ôte les moyens ! Il m'amuse, quand je suis de bonne humeur, d'entendre parler de justice, de paix, de bonté, de vertu, au milieu d'armements formidables. Qu'il soit interdit aux peuples de fabriquer des canons, des mitrailleuses et des gaz asphyxiants, tout comme aux potards de vendre de la cocaïne. Qu'on supprime jusqu'aux Lefaucheux pour étendre la paix jusqu'aux oiseaux et au triste lièvre... Du moins, si les hommes restent assez enragés pour vouloir se battre encore, devront-ils revenir aux moyens de leurs pères, à la lance, au gourdin, aux coups de poing, ce qui ne sera pas plus esthétique, certes, que la torpille ou le gotha, mais ne fera pas sensiblement hausser la main-d'œuvre et laissera quelques maris de plus à leurs femmes et de fils à leurs mères. Voilà, Monsieur le journaliste, mes avis sur la paix et la guerre, et vous pouvez les communiquer à ces Messieurs du salon de l'Horloge, si la censure qui n'existe plus, mais qui fonctionne toujours, le permet.

Gonzague Truc.





La Vie littéraire

Louis Fiaux : *La Marseillaise, son histoire dans l'histoire des Français depuis* 1792 (Fasquelle, éditeur).

M. Louis Fiaux vient d'écrire sur la *Marseillaise*, sur l'histoire de la *Marseillaise* dans l'histoire des Français, un beau livre qui était un livre nécessaire.

Il précise nettement le caractère de la *Marseillaise* qui est de constituer le chant national du peuple français pour la vie intérieure comme pour la vie extérieure. Les événements contemporains ont rappelé avec un éclat singulier ce caractère. Il fut tel dès le premier jour où le chant résonna.

« Quand les Français, après avoir fondé dans leur pays des institutions de liberté vis-à-vis le Pouvoir Exécutif réglementé, des lois d'égalité vis-à-vis les ordres privilégiés abolis et en avoir proposé le modèle au monde, durent les défendre contre les ennemis du dehors coalisés avec ceux du dedans, l'un d'eux leur donna pour vaincre un chant de rassemblement, de marche, de combat.

La Patrie et la Révolution étaient en danger ; leur sort était lié.

La *Marseillaise* fut le chant de la double victoire qui les sauva. »

Ce souvenir, qui est une définition, domine toute l'histoire de la *Marseillaise* et, par conséquent, tout le livre de M. Louis Fiaux. L'historien a, d'ailleurs, eu la sagesse et l'équité de ne point sacrifier l'auteur au chef-d'œuvre et de ne point condamner Rouget de Lisle comme coupable de n'avoir fait qu'un chef-d'œuvre. Rouget de Lisle fut bien malheureux durant sa vie d'avoir eu une inspiration de génie. Et des biographes sourcilleux lui ont cherché chicane pour avoir survécu à cette inspiration-là. Les délicats sont malheureux. Rien ne saurait les satisfaire. Il faut pourtant se contenter de la *Marseillaise* que Rouget de Lisle nous a donnée et lui savoir

gré, l'ayant faite, de ne pas l'avoir recommencée... M. Louis Fiaux proteste à bon droit contre les imputations légères des biographes maussades et désobligeants. Il importait que cette histoire dont on peut dire, je crois, qu'elle est l'histoire définitive de la *Marseillaise*, rendît justice à Rouget de Lisle. Oui, cela est exact, étudié dans la logique continue de son développement moral et même de ses travaux littéraires ; qu'il soit quelque temps en pleine lumière et personnage notoire ou refoulé dans la longue obscurité d'une vie particulière, douloureuse de déception, d'abandon, d'isolement, de misère dénuée, Rouget de Lisle demeure aussi brave et noble de cœur que généreux et libéral d'opinions... Bref, l'auteur de la *Marseillaise*, ni au cours de sa vie, ni à la fin de sa vie, ne renia aucun des sentiments qui avaient exalté sa jeunesse ; il resta jusqu'à son dernier jour digne de son œuvre immortelle ; et l'apothéose que lui décerna, le 14 juillet 1915, le peuple français reconnaissant, si elle était tardive, était bien méritée.

Ainsi rend hommage M. Louis Fiaux à Rouget de Lisle. Et cet hommage qui est l'hommage d'un historien circonspect et mesuré, dont tous les jugements se fondent sur des documents, ne sont que l'expression de la vérité contenue dans les documents, donne déjà du prix à l'histoire que M. Louis Fiaux a écrite.

Mais ce n'est pas tout. Cette histoire circonstanciée apporte des rectifications indispensables à l'histoire même de notre chant national pendant certaines périodes du XIX[e] siècle. La *Marseillaise* connut des vicissitudes étranges, et dont il serait puéril de marquer quelque étonnement. Mais à l'heure où justement s'accomplissent les discriminations de l'histoire, il convient de marquer avec soin que ceux qui sacrifièrent — après l'avoir exploité — notre chant national, sont peu qualifiés aujourd'hui pour le présenter comme leur chant dynastique, comme leur hymne de prédilection, comme la petite chanson qu'ils ont plaisir à chanter en famille.

Or, en 1917, M. Louis de Joantho publia, lui aussi, une histoire de la *Marseillaise*, sous ce titre, d'ailleurs, judicieux en son actualité : *Le Triomphe de la Marseillaise*. Monseigneur le duc de Montpensier (*sic*) a écrit, pour ce livre superficiel, une préface qui révèle que ses études en langue française ont besoin d'être complétées. Elle montre, en outre, des qualités de haut comique littéraire, comique d'autant plus irrésistible qu'il semble se méconnaître davantage. M. Louis de Joantho est, au reste, extrêmement sincère dans son enthousiasme qui n'a rien de commun avec cette impassibilité que Fénelon recommandait à l'historien. En somme, M. Louis de

Joantho a écrit un livre rapide, chaleureux, ingénu et faux à cette fin de restituer la *Marseillaise* aux d'Orléans qui en sont les légitimes propriétaires. Tout ce qui est national est nôtre. Il tend à prouver, en outre, que Louis-Philippe, qui chanta la *Marseillaise* en plusieurs circonstances de sa vie agitée, fut un bien grand roi, et que sans aucune contestation possible le temps de Louis-Philippe est un temps à jamais regrettable et quelque chose comme l'âge d'or de l'humanité moderne... Ainsi le livre de M. Louis de Joantho est un livre de propagande, de propagande toute spéciale et qui n'a rien de spécifiquement français... Le grave, c'est que M. Louis de Joantho et Monseigneur le duc de Montpensier — avec la langue française — semblent ignorer l'un et l'autre le caractère essentiel de la *Marseillaise* et du patriotisme révolutionnaire qu'elle exalta.

Les rois se coalisaient contre les peuples. Les peuples durent faire la guerre pour se libérer des rois. La *Marseillaise* indique vigoureusement le caractère du patriotisme révolutionnaire et comment la fraternité des peuples dans la guerre devait amener nécessairement la fraternité des peuples dans la paix.

Que veut cette horde d'esclaves,
De traîtres, de rois conjurés ?
Pour qui ces ignobles entraves,
Ces fers dès longtemps préparés ?

. . . .

Grand Dieu, par des mains enchaînées,
Nos fronts sous le joug se ploieraient,
De vils despotes deviendraient
Les maîtres de nos destinées !

. . . .

Tremblez, tyrans, et vous perfides,
L'opprobre de tous les partis !
Tremblez, vos projets parricides
Vont enfin recevoir leur prix !
Tout est soldat pour vous combattre.

D'où il résulte que, en dépit de M. Louis de Joantho, voire de Monseigneur le duc de Montpensier, la *Marseillaise* n'est point le chant des d'Orléans. Et M. Louis Fiaux en administre la preuve, en rapportant seulement avec netteté les péripéties de l'histoire de la *Marseillaise* sous le règne de Louis-Philippe.

Louis-Philippe chanta la *Marseillaise* pour devenir roi des Français et il fit chanter la *Marseillaise* pour rester roi des Français. Il fit même donner une pension à Rouget de Lisle pour prouver qu'il aimait personnellement la *Marseillaise*.

Mais, au troisième anniversaire des journées de Juillet, Louis-Philippe a déjà perdu son goût de la *Marseillaise.* L'extrême-gauche encore loyaliste s'impatiente, Laffitte a été renvoyé, La Fayette cassé. Casimir-Périer a écrasé les premiers protestataires désillusionnés de Lyon. Le 5 et le 6 juin, c'est le tour des Parisiens trop pressés... Néanmoins, pour cette année 1833, le Gouvernement a bien agencé l'anniversaire. Le 28 juillet, la revue de la garde nationale a lieu place Vendôme; on remonte Napoléon sur la colonne. On attend de la coïncidence un grand effet. Le programme a prévu officiellement l'enthousiasme. En vain. La revue est presque silencieuse. Le roi est accueilli froidement. Le lendemain 29, au soir, plus de cinquante mille citoyens se rendent aux Tuileries. Dès que le roi paraît sur le balcon, une clameur formidable s'élève et la foule, jusqu'alors bienveillante, se met à chanter la *Marseillaise* avec un ensemble, une puissance, un ton menaçant, une sorte de colère « qui prouvait, écrivait Armand Carrel, que la Révolution n'est pas morte ». Aussitôt la *Marseillaise* cesse d'être en faveur auprès des hommes du Gouvernement de Juillet. Comme le dit M. Louis Fiaux avec des métaphores qui ont assurément le mérite d'être expressives :

« La lune de miel de la *Marseillaise* et du régime orléaniste s'éclipsait ; la lune rousse montrait son croissant nuageux.

« Le procès en divorce de Louis-Philippe et de la démocratie va commencer à se plaider. »

Déjà !

Mais on voit à quel point est aventurée la thèse de M. de Joantho enclin à faire de la *Marseillaise* un chant orléaniste et tout particulièrement louis-philippard.

Non, Louis-Philippe ne vient plus au balcon pour chanter devant la foule son chant familial, et la *Marseillaise* est républicaine. Les républicains sont dans les prisons, et c'est dans les prisons qu'on chante la *Marseillaise.* La prière du soir ? Je ne sais si la paille des cachots de Louis-Philippe était spécialement humide, mais la prière du soir y était pieusement priée. Raspail raconte dans ses *Lettres sur les Prisons de Paris :*

« Geôliers, porte-clés, employés, directeur, femmes et enfants de directeur et d'employés, tout ce monde qui nous garde se tient à la grille avec respect ; les inspecteurs généraux ont mis avec nous chapeau bas et genou en terre à ce verset :

Amour sacré de la patrie
Conduis, soutiens nos bras vengeurs !

Ils auraient eu l'air d'être là pour espionner s'ils n'avaient pas fait comme tout le monde. »

Ces faits sont bien significatifs et ils établissent que la *Marseillaise* est un chant républicain, resté républicain. La *Marseillaise* est le chant de la patrie républicaine. Ce qu'il fallait démontrer. Et ne fût-ce que pour cette démonstration, le livre de M. Louis Fiaux serait utile, serait précieux. La démonstration est nécessaire à l'histoire. Elle rectifie une erreur qu'on s'était trop empressé d'accréditer. Elle empêche une dénaturation qui aurait pu devenir funeste à la popularité même du chant sublime de Rouget de Lisle. Cette démonstration, M. Louis Fiaux la complète. Mais le reste n'est que détail. Non point négligeable cependant. Dès 1835, la *Marseillaise* est presque réputée chant séditieux. En 1838, le Gouvernement refuse de laisser élever, par souscription, une statue à Rouget de Lisle sur le piédestal resté vide de la statue de Pichegru jetée bas après les journées de Juillet à Lons-le-Saunier. Il suffit.

Et que, en 1840, le petit Thiers, devenu belliqueux, fasse chanter par ordre la *Marseillaise*, c'est une manœuvre de politicien opportuniste et sceptique, c'est cela seulement.

Mais les historiens de France sont sensibles et véhéments. M. Louis Fiaux tombe vite du côté où penchent les historiens de France, et bientôt il défend la *Marseillaise* comme son bien personnel, comme l'objet exclusif de son amour absolu. Même, il la défend agressivement. Son agression, comme sa défense, ne laisse pas d'être un peu inconsidérée.

Elle se déclanche à propos de la chanson de l'étudiant attardé dans les brasseries autant que dans les Facultés, Becker, *Le Rhin allemand.*

« Ils ne l'auront pas le libre Rhin allemand quoi qu'ils le demandent dans leurs cris comme des corbeaux avides ;

« Aussi longtemps qu'il roulera paisible, portant sa robe verte ; aussi longtemps qu'une rame frappera ses flots ;

« Ils ne l'auront pas le libre Rhin allemand aussi longtemps que les cœurs s'abreuveront de son vin de feu. »

Musset fit la célèbre réponse qui enchante encore à bon droit M. Louis Fiaux :

Nous l'avons eu, votre Rhin allemand,
Il a tenu dans notre verre,
Un couplet qu'on s'en va chantant,
Efface-t-il la trace altière
Du pied de nos chevaux marqué dans votre sang ?

Qu'il coule en paix, votre Rhin allemand,
Que vos cathédrales gothiques
S'y reflètent modestement.
Mais craignez que vos airs bachiques
Ne réveillent les morts de leur repos sanglant.

Lamartine, lui aussi, fit une réponse, et célèbre, elle aussi. La *Marseillaise de la Paix*. Ce nom sonne mal aux oreilles de notre historien. Et M. Louis Fiaux en vient à opposer assez étrangement Musset et Lamartine... Musset devient pour lui une sorte de poète patriote un peu chauvin et d'autant plus sympathique. Mais il ne me semble pas que Musset témoigne de cette étroitesse d'esprit dont M. Louis Fiaux est sur le point de lui savoir injustement gré. Les exemples mêmes que M. Louis Fiaux invoque révèlent chez Musset une largeur d'idées que l'on souhaiterait chez tous les poètes, un patriotisme compréhensif et humain qui est, au contraire, le véritable patriotisme français et le mieux fait pour soutenir l'inspiration d'un noble poète.

M. Louis Fiaux nous renvoie aux *Stances à la Malibran*. Or, Musset pleure là tous les grands morts dont le monde s'enorgueillissait. C'est sur l'Europe entière qu'il promène ses regards et ses regrets.

Ne suffit-il donc pas à l'ange des ténèbres,
Qu'à peine de ce temps il nous reste un grand nom ?
Que Géricault, Cuvier, Schiller, Gœthe et Byron
Soient endormis d'hier sous les dalles funèbres,
Et que nous ayons vu tant d'autres morts célèbres
Dans l'abîme entr'ouvert, suivre Napoléon.

. . . .

Oh ! combien, depuis peu, sont partis pleins de vie.
Sous les cyprès anciens que de saules nouveaux !
La cendre de Robert à peine refroidie,
Bellini tombe et meurt ! — Une lente agonie
Traîne Carrel sanglant à l'éternel repos.
Le sol de notre siècle est pavé de tombeaux !

On voit que Musset ne réduit pas le monde à son village. M. Louis Fiaux cependant nous renvoie à la *Nuit de Mai*. Or, Musset n'y parle point de la fureur guerrière avec une admiration éperdue.

L'homme de Waterloo nous dira-t-il sa vie,
Et ce qu'il a fauché du troupeau des humains
Avant que l'envoyé de la nuit éternelle
Vînt sur son tertre vert l'abattre d'un coup d'aile,
Et sur son cœur de fer lui croiser les deux mains ?

Les comparaisons mêmes du poète dénoncent son horreur de la guerre, et que ce n'est point à l'éclat des batailles qu'il mesure la grandeur du patriotisme :

Poète, c'est ainsi que font les grands poètes,
Ils laissent s'égayer ceux qui vivent un temps,
Mais les festins humains qu'ils servent à leurs fêtes
Ressemblent la plupart à ceux des pélicans,
Quand ils parlent ainsi d'espérances trompées,
De tristesse et d'oubli, d'amour et de malheur,
Ce n'est pas un concert à dilater le cœur,
Leurs déclamations sont comme des épées,
Elles tracent dans l'air un cercle éblouissant,
Mais il y pend toujours quelque goutte de sang.

L'ardeur patriotique de Musset ne fait donc pas de lui un admirateur systématique des tableaux de batailles... Et M. Louis Fiaux infatigable nous renvoie à *Sur la Paresse.* Il est incontestable que dans son poème Musset pleure le temps passé... Mais précisons. Il regrette le libre élan du peuple, sa fière indépendance gauloise :

Franchise du vieux temps, muse de la patrie,
Où sont ta verte allure et ta sauvagerie ?
Comme ils tressailleraient les paternels tombeaux,
Si ta voix rude et douce en frappait les échos !
Comme elles tomberaient nos gloires mendiées
De patois étrangers nos muses barbouillées,
Devant qui tu puisas ton immortalité,
Dans la beauté française et dans ta liberté.

Voilà qui n'est pas incompatible avec l'action de la France, de l'esprit français dans le monde moderne. Justement, Musset détermine les qualités rayonnantes de l'esprit français :

Gaieté, génie heureux qui fus jadis le nôtre.
Rire dont on riait du bout du monde à l'autre,
Esprit de nos aïeux, qui te réjouissais
Dans l'éternel bon sens lequel est né Français.
Fleur de notre pays qu'êtes-vous devenues ?

Voilà qui ne trahit pas davantage un patriotisme et un traditionnalisme étriqués et sans horizons... Musset, au contraire, glorifie la France pour les qualités, les vertus qui la mettent en contact avec l'univers, qui la font aimer de l'univers, pour ce rire, enfin, dont on riait d'un bout du monde à l'autre... C'est là l'expression d'un patriotisme expansif intellectuel qui est un patriotisme expansif. Et cette

profession de foi est de celles dont se peuvent parfaitement accommoder les hommes de notre temps dont la foi patriotique ne sépare point la France dans l'humanité, mais considère et admire, au contraire, la France plus grande dans l'humanité plus éprise de l'idéal français.

Et j'entends bien que M. Louis Fiaux nous renvoie, en outre, à *Dupont et Durand*. Mais que signifie cette satire un peu lourde du cosmopolitisme littéraire et de *l'humanitairerie* sociale ? Elle signifie que Musset avait le sens de la caricature et, en outre, que ses idées étaient inconsistantes, non pas même contradictoires. Mais capricieux, fantasque, il s'abandonnait à toutes les impulsions momentanées; et il n'était pas toujours extrêmement intelligent de la large évolution moderne. Il la regardait trop à la légère, il observait trop distraitement et trop superficiellement, à peine l'observait-il. Il jetait un regard et, tout de suite, il se détournait et pensait à autre chose... On aurait tort de chercher dans ses poèmes un corps de doctrine patriotique, nationale, ou nationaliste. M. Louis Fiaux dit : « Du seul Musset patriote, on composerait une admirable petite anthologie. » Certes. Mais il n'y a aucune raison pour qu'on charge Maurice Barrès d'écrire la préface de cette anthologie.

⁂

Seulement, la passion, ainsi qu'il arrive communément, égare l'historien de la *Marseillaise*. Et M. Louis Fiaux ne balance pas à compromettre Musset pour l'opposer brutalement à Lamartine.

Lamartine est bien coupable. Il répondit de son côté à la chanson de Becker. Et sa réponse fut la *Marseillaise*, la *Marseillaise de la Paix*. O profanation ! La *Marseillaise*. Ce titre est une calomnie contre la *Marseillaise* de Rouget de Lisle. M. Louis Fiaux exagère notablement la calomnie. La *Marseillaise de la Paix* ne présentait pas, nécessairement et par opposition, la *Marseillaise* comme un chant de guerre, d'agression. M. Louis Fiaux sait très bien la vérité, et pourquoi veut-il que Lamartine l'ignore. Il dit : « La *Marseillaise* n'avait été qu'un chant de défense nationale contre une coalition dont Louis XVI et Marie-Antoinette avaient patiemment dès la convocation des Etats généraux soudé les chaînons dans les cours étrangères, puis contre l'armée des émigrés, avant-garde des invasions prussienne, autrichienne, savoisienne, espagnole, etc. Il avait fallu, en 92, combattre ou périr. » Mais qui donc dit le contraire, ô historien effervescent ?

C'est l'évidence même qu'un chant d'agression ne pouvait pas

être un chant du peuple. C'est l'évidence même que ce qui fait le fond de la *Marseillaise*, c'est l'aspiration des peuples à la liberté, c'est l'effort des peuples contre la tyrannie dont l'étendard sanglant est levé, c'est la volonté d'indépendance individuelle et politique vaillamment proclamée envers et contre tous :

Que veut cette horde d'esclaves,
De traîtres, de rois conjurés ?
Pour qui ces ignobles entraves,
Ces fers dès longtemps préparés ?

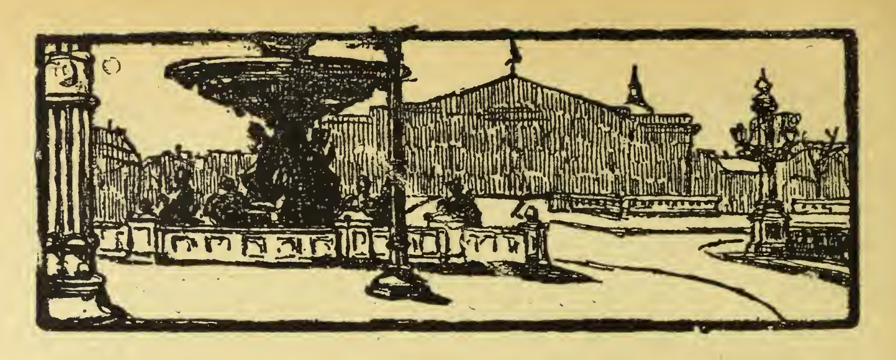
Envers et contre tous, dis-je ! Et ce sont les tyrans qui doivent trembler. Et ce sont les vils despotes ambitieux de devenir les maîtres des destinées françaises. Et c'est encore le despote sanguinaire et le complice de Bouillé ! Et c'est la lutte pour la liberté, uniquement, exclusivement pour la liberté :

Amour sacré de la Patrie
Conduis, soutiens nos bras vengeurs :
Liberté ! liberté chérie
Combats avec tes défenseurs.
Sous nos drapeaux que la victoire
Accoure à tes mâles accents,
Que tes ennemis expirant
Voient ton triomphe et notre gloire !

Oui, la lutte pour la liberté. Et ce chant de la guerre pour la liberté devait nécessairement aboutir à la *Marseillaise de la Paix*. Les peuples libérés devaient devenir des peuples pacifiques et des peuples frères Lamartine, en le disant, dégageait l'esprit même du chant de Rouget de Lisle. Et la *Marseillaise de la Paix* reste une belle œuvre un peu abondante. Elle est surtout une œuvre prophétique. Et M. Louis Fiaux méconnaît singulièrement les leçons de l'histoire contemporaine lorsqu'il conteste que l'idéal défini et célébré par Lamartine soit sur le point, aujourd'hui, de se transformer en réalité !

Mais il importe peu. Nous avions besoin d'une histoire complète, minutieuse et solide de notre chant national. Par les soins de M. Louis Fiaux, nous possédons cette histoire. Cette histoire doit être répandue en ce moment, car il convient plus que jamais que nous sachions tout de la *Marseillaise* qui reste plus que jamais notre chant national, alors que tout nous convie à relire la *Marseillaise de la Paix*...

J. ERNEST-CHARLES.



L'action parlementaire nationale

Il serait puéril de nier le malaise qui pèse sur le monde. Aux enthousiasmes déchaînés par la conclusion de l'armistice, aux espoirs nés de la victoire, a succédé une inquiétude générale.

La paix tarde trop.

Après trois mois nous en sommes encore à discuter, entre vainqueurs, des conditions à imposer aux vaincus. Tous les sujets ont été abordés par les plénipotentiaires alliés, et il semble que, dans ce concile choisi, réunissant les personnalités les plus hautement estimées de l'univers, les discussions soient très semblables à celles des assemblées parlementaires, qu'il est de mode et d'élégance intellectuelle de traiter avec quelque dédain.

L'ordre du jour sur un objet n'est pas épuisé, que la Conférence passe à un autre. S'agitent simultanément toutes les questions, se discutent tous les problèmes : limites territoriales des Etats existants ou à naître, réparations des dommages, régime des colonies, et, traversant ce concert aux accords dissonants, comme un leit-motiv, la Société des Nations.

Quand les cinq grandes puissances ont parlé d'une affaire, elle est reprise à nouveau par les représentants des Etats de moindre importance. Une décision provisoire adoptée par les grands est remise en question sous l'impression déterminée par l'audition des petits.

Et puis, le Président Wilson retourne aux Etats-Unis pour quelques semaines, M. Lloyd George, à Londres, pour un aussi long temps, laissant en suspens le travail auquel ils étaient attachés.

Attendra-t-on leur retour avant de poursuivre le labeur commun ? Nous savons peu de choses précises sur les travaux de la Conférence à ce jour. Les communiqués de l'action de la paix ne sont pas beaucoup plus explicites que ceux dont nous bénéficiions au temps des opérations militaires. Ils nous rappellent, par leur monotonie, ceux de la guerre de tranchée.

Deux résolutions, en dehors de celles qui réglaient la procédure, nous ont été révélées, l'une relative au sort des colonies allemandes, l'autre concernant les bolchevicks.

***

Ni l'une ni l'autre de ces décisions ne suscitera l'admiration universelle.

Il fut d'abord décidé que les colonies allemandes ne seraient pas restituées à leurs anciens possesseurs. La conduite des Allemands à l'égard des indigènes de l'Afrique fut jugée trop abominable, pour que ces pauvres nègres soient remis à la merci de leurs récents bourreaux. La mansuétude, historiquement établie, des Boers à l'égard des Cafres, ne pouvait souffrir que dans leur voisinage se passent des atrocités.

Nos alliés anglais, qui connaissent et avaient, au temps d'une guerre sud-africaine, lointaine aujourd'hui, proclamé cette sensibilité des habitants de leur dominion, se devaient de la satisfaire : ils se prononcèrent contre la restitution des colonies allemandes, déterminés uniquement par un sentiment d'humanité.

Que faire alors de ces territoires et comment accommoder leur sort aux principes wilsoniens ?

Les proclamer libres, comme avant le jour où, par droit de conquête, les Allemands s'y étaient établis ?

Au nom de l'humanité, toujours et rien qu'en son nom, cette solution était inacceptable ; les populations rendues à la liberté pure et simple retourneraient à leur barbarie ancienne : mauvais service à leur rendre. Dans tout Européen colonisateur, il y a un peu de commerçant, un peu de missionnaire. Civiliser c'est apporter aux nègres le goût des cotonnades, voire de l'alcool européen, c'est donner à leur cerveau un vernis de croyances européennes. Dès que les civilisateurs s'en vont, la civilisation, les cotonnades et les dogmes partent avec eux.

Une conférence aussi solennelle que celle de la paix, n'infligerait point aux noirs de l'Afrique, un sort si détestable : les colonies allemandes seraient *protégées* par les nations européennes.

Les offrirait-on à ceux qui, par les armes, les avaient enlevées à l'Allemagne ?

Pas de conquêtes ! rappelait le Président Wilson, en fixant l'index sur un de ses quatorze principes. L'Angleterre, la France, le Portugal, l'Italie, le Japon répétaient, avec componction : pas de conquêtes ! nous n'en voulons à aucun prix, nous avons fait la guerre pour la civilisation, le droit, avec désintéressement.

Et alors comme un éclair du Saint-Esprit illumina le concile, la Société des Nations serait chargée d'administrer les colonies allemandes.

C'était simple. Une petite difficulté apparut toutefois. La Société des Nations n'existait pas.

La petite difficulté fut rapidement tranchée.

En attendant que soit constituée la Société des Nations, les puissances actuellement en possession des colonies allemandes, les administreraient au nom de la Société future.

L'Angleterre, la France, le Japon géreront les colonies de l'Allemagne, mais non pas comme leur propriété. Cette guerre n'autorise pas les annexions, les Puissances tutrices sont quelque chose comme les curateurs au ventre d'une Europe, grosse de la Société des Nations. C'est un triomphe pour les doctrines du Président Wilson.

***

Dans sa conduite à l'égard de la Russie bolchevick, la Conférence n'a pas rencontré autant de facilités.

Pendant des semaines, nos journaux étaient pleins des déclarations de M. de Scavenius, ministre du Danemark en Russie, de M. Noulens, notre ministre à Petrograd. L'un et l'autre nous représentaient le bolchevisme comme une entreprise de brigandage, avec laquelle aucun gouvernement ne pourrait se commettre. Et puis, tout à coup, en contradiction apparente et violente, avec cette opinion sur le bolchevisme, la Conférence invita les bolchevicks à une conversation avec les divers partis russes et les Alliés.

Beaucoup de gens ont cru à des désaccords, et il est difficile de penser autrement, soit à propos des colonies, soit à propos des bolchevicks. Et pour marquer les divergences de vue dans le concert allié, on a recours à des procédés trop ingénieux.

Ceux qui ont conquis des colonies les veulent garder, les principes wilsoniens s'y opposent. Soit. Tout le monde sera satisfait puisque les colonies appartiendront nominalement à la Société des Nations, et en réalité aux puissances conquérantes.

Des Etats veulent entrer en relations avec les bolchevicks, d'autres s'y refusent. On invitera les bolchevicks à converser, mais là-bas, dans une île de la Marmara, où personne ne viendra, et où, s'il y a des interlocuteurs, les propos seront ce que dira la censure de Constantinople ou d'ailleurs.

Tout cela est sans netteté, voire sans grandeur ; de tout cela l'opi-

nion s'inquiète, parce qu'elle voit la paix moins prochaine et moins solide, peut-être, que ne la promettaient les événements.



Pendant que les vainqueurs passent leur temps à bâtir une constitution mondiale, et s'épuisent à concilier les nécessités de fait avec des principes théoriques, les vaincus reprennent courage et s'organisent, en ne tenant compte que des réalités.

Nous serons demain, alors que la paix n'est pas faite, en face d'une Allemagne agrandie par la réunion des Autrichiens allemands aux frères de l'Empire prussien. Cette Allemagne nouvelle sera aussi redoutable que celle du Kaiser. S'imaginer que la forme républicaine du gouvernement changera quelque chose à la nature foncière de l'Allemagne, serait la plus funeste erreur. L'Allemagne est une par la race et la langue, une par l'esprit, par les intérêts. Formant au centre de l'Europe la plus forte agglomération ethnique, elle rêvera, demain comme hier, de dominer ses voisins. Elle annoncera son désir de réaliser cette domination par une action pacifique, par son activité industrielle et commerciale, par le rayonnement de sa science. Mais si ces moyens ne lui suffisent pas, sous la république comme sous la monarchie, elle ne reculera pas devant l'emploi de la force. La République allemande sera militaire comme le fut l'Empire.

Les événements intérieurs en sont l'annonce certaine.

De même que la France, en 1871, après sa défaite, l'Allemagne s'est trouvée en face de la guerre civile, et dans les deux pays, dans l'analogie des circonstances, les événements se sont déroulés présentant des caractères et des conséquences identiques.

En 1871, la Commune fut écrasée par l'armée aux ordres du Gouvernement de Versailles. Les chefs de cette armée étaient tombés dans une impopularité totale et méritée. Leur imprévoyance, leur impéritie, la trahison de quelques-uns avaient infligé à la France une défaite honteuse par les capitulations de Sedan et de Metz, par la reddition de Paris. Il n'y avait qu'un cri d'indignation dans tout le pays contre les généraux de l'Empire, de toutes parts des sanctions étaient réclamées, le changement radical, total du haut commandement était, aux yeux de tous, une mesure d'urgence impérieuse.

L'insurrection de la Commune sauva les états-majors. En écrasant les Fédérés, en rétablissant l'ordre public, en stabilisant le Gouvernement de Versailles et de Thiers, les généraux vaincus

firent oublier leur défaite par la Prusse. Ils conservèrent leurs situations, leur autorité et la République française ne put s'affranchir d'une tutelle qui a lourdement pesé sur son histoire.

En Allemagne, aujourd'hui, tout se passe de même.

Hindenburg et ses lieutenants, vaincus en France, sont vainqueurs chez eux du Spartakisme. A Ebert et Scheidemann, ils sont aussi nécessaires que le furent à Thiers, les généraux de l'Empire. Leur crédit, ce ui des états-majors, demeurera dans la République impériale de Germanie, ce qu'il était au temps du Kaiser. Et demain l'Allemagne sera aussi guerrière que naguère. L'Allemagne peut danser la *Carmagnole*, coiffée du bonnet phrygien, elle n'en sera pas plus près de nous sous ce déguisement.

D'ores et déjà elle élève la voix, comme si elle avait conscience d'une force renaissante.



A la conférence internationale de Berne, l'attitude des Allemands a été significative. Les majoritaires, séides de Scheidemann et Ebert, ont réussi à esquiver la discussion des responsabilités. Les minoritaires allemands, s'il en reste encore, ne les ont pas contrariés. Leur tactique, et je déplore qu'elle ait réussi, a consisté à passer l'éponge sur le passé, à rentrer dans l'Internationale de demain, aussi à leur aise que dans celle d'hier, de même qu'ils prétendent pénétrer, en égaux, dans la Ligue ou la Société des Nations. Que les minoritaires socialistes en France aient accepté cette situation, ni je ne m'en étonne ni ne leur reproche. Quelles qu'aient été les désillusions données par l'Internationale, ils lui sont demeurés constamment fidèles. Dans la guerre comme dans la paix, ils ont compté sur la valeur et le succès de l'Idée, sans vouloir renoncer à leurs espoirs devant des défaillances individuelles. C'est une thèse : elle se tient par sa logique dans le domaine de l'idéologie, quand on a décidé de soumettre, bon gré, mal gré, les faits à une doctrine. Mais que les majoritaires de France, qui, plus réalistes, ont constaté la faillite de l'Internationale en 1914 et pendant toute la guerre, se cramponnent à ce mot qui a perdu, même pour eux, tout sens pratique, qui n'est qu'une enseigne, il y a de quoi surprendre

Qu'un homme comme Albert Thomas, après avoir prononcé contre les Allemands un juste et violent réquisitoire, consente à les admettre comme des camarades, dans l'Internationale, ou à y rester quand ils s'y maintiennent, alors qu'il annonce douter de leur bonne foi, c'est déconcertant. Aussi de beaucoup l'inquiétude est grande.

A l'extérieur pas de politique internationale arrêtée : des flottements autorisant l'ennemi à redresser la tête, éloignant la date de la paix et jetant des doutes sur la solidité de ses assises.

Au dedans le trouble moral résultant des perturbations apportées par la guerre dans l'existence de tous, mais aussi de l'insuffisance d'organisation : cherté de la vie, insuffisance des transports, fausses conceptions des conditions assurant le rétablissement de l'activité économique.

Et puis la sensation que la guerre, à beaucoup, n'a rien appris, qu'ils s'apprêtent à reprendre le fil de leur vie d'avant-guerre, à suivre une politique aussi désuète que dangereuse.

A droite, (toujours prêts à s'immobiliser dans une opposition stérile, sans profit pour eux, sans profit pour le pays qu'ils privent de leurs services, des hommes qui reprennent leurs thèses cléricales.

A l'autre extrémité, des socialistes, qui, pendant la guerre, avaient patriotiquement et intelligemment oublié un programme irréalisable, se préparent à faire bande à part, drapés dans une unité de façade, se réclamant d'un dogmatisme dont ils n'ont pu, dans le danger, respecter les principes et les termes.

Victor AUGAGNEUR.





L'Egrugeoir

EXAMEN DE CONSCIENCE

Wilson momentanément reparti, l'heure est propice pour un examen de conscience où nous nous demanderons tous si notre accueil n'a pas souffert de quelques maladresses.

Il y a eu les maladresses de ceux qui l'accaparaient, les maladresses aussi, peut-être plus nombreuses, de ceux qui le conseillaient.

Une bonne partie de notre presse, toujours aux petits soins pour nos grands visiteurs, s'est, en effet, érigée en conseillère du président Wilson.

Elle a opiné pour un voyage d'histoire à travers les contrées les plus dévastées de notre pays. Ah ! Wilson semblait garder encore des embryons de sympathie à l'égard des Allemands battus ? Bien. On le prendrait par la main. On le conduirait tout doucement auprès des ruines et des décombres. Une fois là, on lui dirait :

— Monsieur le Président, voyez donc le joli travail qu'ont accompli ici nos ennemis. Croyez-vous que les Boches aient mérité de prendre à la table des Nations, réunies en Société, même la part du pauvre ?

En effet, il n'eût pas été mauvais que Wilson passât par les provinces assassinées avant de venir à Paris ou tout de suite après son arrivée. Mais cela ne regardait que lui. Pourquoi le régaler, chaque matin que tout bon directeur de journal fait, d'une aubade où sous les accents de la *Marseillaise* se cachaient des suggestions ayant l'air de vouloir lui forcer la main ?

Et Wilson de partir pour Reims.

Mais Wilson d'en revenir tout de suite.

On lui demandait des voyages. Il acceptait une excursion. Qui donc à un conseil trop répété et à des sollicitations indiscrètes n'oppose pas quelquefois le rappel de sa liberté ?

Un peu de tact, s'il vous plaît. Trop parler nuit, dit la sagesse des Nations, cette aïeule de la Société du même nom.

LE TIGRE QUI SOMMEILLE

Attendons-nous à voir bientôt quelque théâtre de Berlin faire concurrence à notre théâtre Michel, où Rip et Robert Dieudonné réveillent *Le cochon qui sommeille.*

Cette fois, c'est le Tigre que M. Franke a découvert sommeillant, non pas chez un seul Français bien connu, mais dans l'âme de tous les Français.

M. Franke est un doktor allemand qui, dans le *Journal des instituteurs de Berlin*, a publié, à l'occasion du dernier anniversaire de la bataille de Sedan, un *Discours de Sedan pour les écoles*, que tous ses collègues étaient invités à répéter devant leurs élèves.

Ce discours était, comme il sied, fondé sur une découverte de la science allemande d'après laquelle « les Français seraient immigrés d'Afrique il y a sept mille ans et seraient des Nord-Africains avides de sang, parents des Berbères actuels du Maroc ou d'Alger. Les Gaulois authentiques, de sang « nord-africain », sont fameux par leur avidité de sang, de vengeance, de meurtre, de tourment ».

Première preuve : Le massacre de la Saint-Barthélemy, dont M. Franke, entre autres explications, donne la suivante : « Chez les Huguenots coulait encore du sang aryen-germain. »

Deuxième preuve : La Révolution française. M. Franke n'en révèle rien aux jeunes Allemands, sinon qu'alors des hommes furent exécutés : « Là encore, dit-il, les vénérables Gaulois firent rage contre ceux chez qui coulait encore du sang germain. »

Arrivons maintenant aux conclusions textuelles :

« Le plus effroyable de tout sur la terre est la vieille haine, le désir de meurtre des vieux Gaulois contre les Allemands. En temps de paix, le Gaulois met un masque là-dessus ; mais à la déclaration de guerre, tous les masques tombent, tous les défauts se montrent librement, tous les crimes, toutes les ignominies, toutes les bassesses sont commis contre les Allemands. Alors *dans le Gaulois paraît le Tigre* dans ses dispositions de race, car cette brute africaine veut du sang, voir du sang, lécher du sang. Alors elle éprouve une indomptable volupté dans les tourments, les mauvais traitements, les martyres, les meurtres des Allemands. »

Est-ce suffisant pour endoctriner les Fritz candides ? Pas encore, et voici le comble :

« Même en temps de paix se montrent des traces de l'envie, de la brutalité des Français. Il y a en France un nombre extraordinaire d'enfants estropiés qui mendient, accompagnés de leurs frères et sœurs bien portants. La mendicité est une bonne source de revenus.

Que font alors beaucoup de parents ? Ils donnent leurs enfants à un établissement d'estropiés et là, les font transformer en avortons. De tels établissements de martyrs sont tolérés par le Gouvernement français. Et les parents français ne s'effarouchent pas et ne rougissent pas de sacrifier leurs propres enfants au moloch de leur paresse. Et il ne vivrait pas dans les Français *un tigre*, une irrésistible envie de cruauté ! »

Nous rendrons, au *Vorwaerts*, cette justice qu'il n'a pas craint d'appeler de pareils discours « l'empoisonnement de l'âme de la jeunesse ».

LES LOIS QUI MARCHENT ET LES LOIS QUI ATTENDENT

Une loi nouvelle vient d'être votée qui proroge la durée (50 ans) des droits de propriété littéraire et artistique d'un temps égal à la durée de la guerre augmentée d'une année. Rien de plus juste, faut-il dire, d'abord, que cette forme de réparation des dommages de guerre pour les littérateurs, les artistes ou leurs héritiers.

La loi a paru à l'*Officiel* le 5 février ; Lamartine était mort le 28 février 1869 et devait tomber dans le domaine public quelques jours après. Il n'y tombe donc pas.

Mais les envahis, les réfugiés, les mutilés, les veuves et les orphelins qui attendent encore les lois définitives réglant leurs situations voudraient bien espérer que la Chambre et le Sénat mettront autant d'empressement à réparer leurs « dommages de guerre » qu'à réparer les dommages subis pendant la guerre par l'héritage de Lamartine.

LA RÉPUBLIQUE COURONNÉE.

L'année 1919 qui verra probablement réapparaître la plupart de nos plaisirs d'avant-guerre, a déjà connu le renouveau de cette tradition, la galette des Rois du 6 janvier.

Et des pâtissiers, sans doute pour nous en faire davantage apprécier le retour, se sont ingéniés à l'actualiser : à cette heure où Paris recevait avec le même enthousiasme tous les souverains de l'univers et du Hedjaz, et M. Ador, aux mains de qui sont confiées les destinées de la Suisse — la traditionnelle fève, l'éternel pierrot ou le modeste sabot, se sont vus souvent remplacés par deux mignonnes figurines se faisant face sur les deux feuillets d'un minuscule livret d'ivoire et qui n'étaient pas l'Alexandre ou la Rachel de nos jeux de cartes nationaux, mais sous les mêmes couleurs et avec les mêmes insignes, l'image d'un couple régnant, fidèle allié de la République française.

Mais sans doute l'artisan pensa-t-il que les hôtes démocratiques de l'Elysée ne méritaient pas moins d'égards que leurs royaux invités. Aussi quelle n'a pas été la surprise des heureux rois d'un jour, quand ils ont vu, couple gracieux, souriants sous le sceptre, non pas Charles ni Judith, mais M. et Mme Raymond Poincaré.

COQUILLES DE... BROCHAGE

Après *Le Feu*, *Clarté*. Le jour même où paraissait l'œuvre nouvelle de M. Henri Barbusse, des exemplaires, sous les galeries de l'Odéon, portaient : vingtième mille. M. Henri Barbusse est un heureux auteur. Sacha Guitry lui-même au soir de ses générales n'annonce pas la cinquantième.

Cependant nous avisâmes un volume dont la couverture était sans chiffre. Une édition originale est toujours une bonne aubaine. Nous nous disposions à acquérir celle-ci, lorsque, par un geste familier, nous la feuilletâmes.

Tiens... de gros caractères. Ceux du *Feu* étaient petits. Et au haut de chaque page, ces noms : *Bouillote et Jérémie*. M. Henri Barbusse vraiment avait-il choisi pour *Clarté* des personnages aux appellations plutôt comiques ?

Non pas. Nous reconnûmes un roman nouveau de M. Albert-Jean, jeune poète dont M. Henry Bataille aime les vers, auteur dramatique dont le Grand-Guignol monte les pièces à frisson. Simple erreur de brochage... Nous avons remis à sa place le volume. Quel amateur voudra se procurer l'œuvre gaie de M. Albert-Jean sous la couverture de *Clarté ?*

GALLICISMES

Ce professeur américain, venu pour entretenir les étudiants en droit de la conférence Rossi de la vie et des travaux de leurs cousins d'Amérique à Harvard, parla bien et longtemps, dans le français le plus pur ; il sut intéresser un auditoire difficile, encore que bénévole.

Mais pourquoi faut-il que, ayant à montrer que le travail des jeunes Américains était très soutenu, en même temps que contrôlé par de nombreuses interrogations, et voulant mettre sa parole à la portée de ceux qui l'écoutaient, il ait dit : « Ils ont *des collages* tous les huit jours ? »

Hélas ! trahi par les finesses de notre langue, il avait voulu dire *des colles*...

Mais les étudiants parisiens sont polis, et c'est à peine si des sourires discrets accueillirent cette généreuse imprudence.

DANS L'ENFER PARISIEN

Nos transports souterrains trouveront certainement leur Homère. Les *Scènes de la vie de métro* sont à écrire. Indiquons à leur auteur à venir ce mot du peintre Henry de Groux, qui fut le grand ami de Léon Bloy. Il était dans une voiture fort remplie, et les heurts de la foule le séparèrent du compositeur Carol-Bérard, qui l'accompagnait. Alors il promena sur les gens son regard si calmement doux, et il déclara, d'une voix convaincue :

— Bérard, que ces gens sont donc laids...

La rame entrait en gare que tous les visages gardaient encore des traces d'hébétement.

UN RECORD

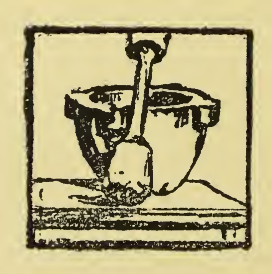
Pourquoi cacher aujourd'hui que les voyages de civils au front étaient quelquefois assez fraîchement accueillis par les militaires ? — ce que, du reste, on peut comprendre. Mais, forcées de bien recevoir les hôtes insouhaités, les popotes d'officiers assouvissaient, plus tard, leur petite rancune en petites histoires cruelles sur le compte de ces civils égarés.

Disons, pendant qu'il en est encore temps, la dernière, qui mérite un peu de publicité. Contrairement à la formule habituelle, nous n'en garantirons pas l'authenticité ; elle vise un académicien, romancier notoire. Quelque observateur allemand avait-il repéré un mouvement insolite dans le secteur qu'il visitait ? Toujours est-il que celui-ci fut copieusement marmité, à l'heure précise où l'homme célèbre paraissait aux premières lignes.

Et lui, qui avait montré sous les obus un courage de bonne qualité, murmura, revenu à l'arrière :

« Tout de même ! comme leur service d'espionnage est bien fait ! ils savaient que je venais ! »

MIREMONDE.





Revue des Revues

Les analyses d'articles de revues sont purement objectives et données ici uniquement à titre documentaire. Toute leur pensée, comme aussi toute leur responsabilité, est laissée aux auteurs des articles, et nos collaborateurs n'interviennent jamais pour apprécier ou critiquer en aucune façon. (Lorsqu'il sera nécessaire d'ajouter quelque chose, pour expliquer l'article, ces explications seront toujours en italiques.)

L'Art Flamand et la France. — Dans cet article M. LOUIS GILLET proteste avec énergie contre la tendance des Allemands à vouloir s'annexer depuis un siècle les deux grandes écoles de Bruges et d'Anvers, parce qu'ils ont toujours souffert de leur manque de talent, les condamnant éternellement à imiter. Les Flamands étaient, en effet, dans toute la famille germanique, les mieux doués pour les arts. Mais en dehors du dialecte qui se rapproche de celui des Allemands, peut-on réellement dire qu'entre l'esprit flamand et l'esprit téuton, il y ait un lien de parenté autorisant l'Allemagne à appeler les Flandres, des sœurs ? La question philologique n'est pas suffisante pour trancher la question. Un peuple n'est pas responsable de la langue qu'il parle, mais il l'est de son art, qu'il fait à son image et façonne selon ses goûts, y déposant les plus profonds secrets de son âme. Or, il se trouve que malgré les prétentions allemandes, l'art flamand est allé s'inspirer en France où il pouvait s'instruire, laissant les Germains se borner à l'imiter. Et c'est à Paris qu'il a pris les premières notions de ce « réalisme », de ce « naturalisme » qui est la grande vertu de l'Ecole flamande, et qu'elle n'a adopté que parce qu'il lui a plu d'en faire ainsi. — Depuis le XIII[e] siècle l'art français règne seul ; il couvre la chrétienté de ces églises, de ces palais « gothiques » qui n'auraient jamais dû être appelés de ce nom, et s'affirme « l'art le plus attique, le plus parfait depuis la Grèce ». Il sera balayé par le siècle de tourmente qui suit mais d'où sortira une forme nouvelle. La Royauté prend un aspect inconnu jusque-là ; elle s'affirme, se consolide, s'entoure d'une Cour opulente, construit des palais, des bastilles, des tournelles. Les grands seigneurs les imitent, c'est l'époque où l'on voit surgir les innombrables hôtels élevés par les frères du roi Charles V, les ducs de Bourgogne et du Berry. Car les Valois ont tous été de grands bâtisseurs. Paris est devenu une capitale dans laquelle une vie intense, artistique, commerciale, scientifique se développe, vers laquelle bientôt on affluera de tous les coins du monde. Il faut lire dans Jean de Jandun ou dans Guilbert de Metz ces impressions d'éblouissement que laisse à l'étranger la visite dans la Ville Unique. L'art y a pris une tendance nouvelle. Après s'être nterdit jusqu'ici toute imitation exacte de la vie, on voit peu à peu s'imposer l'idée de la reproduction minutieuse de la réalité ; ce qui se perd du côté de l'idée se gagne en souplesse et en puissance d'exécution. Le *portrait* n'a plus rien de conventionnel. Si on élargit le mot on aura tout un programme artistique qui étendra la copie exacte du personnage à tout ce qui l'entoure : décor, paysage ; bref, c'est la conquête de la nature qui constitue la révolution la plus complète qui puisse s'accomplir dans les arts. Et c'est ici qu'on voit apparaître en France tout un essaim d'artistes flamands. Les comptes du Roi et de ses frères nous révèlent toute une série de tailleurs d'images, enlumineurs, orfèvres, dont les noms sont flamands, tels Hennequin ou Jean de Liège, Jacquemart de Hesdin, Jacques Coene de Bruges, « demeurant à Paris », et que les princes emploient et protègent autant que leurs sujets. Citons encore parmi les artistes flamands que fit travailler Philippe le Hardi le prestigieux Claus Slu-

ter, Jean de Marville, Claus de Werwe. Toute la sculpture française jusqu'au temps de Michel Colombe reproduira les formes de l'école bourguignonne. Un pathétique nouveau s'y est introduit, un accent tragique, âpre et rugueux, une ampleur qui s'étend jusqu'aux draperies entourant les figures, et leur donne quelque chose d'oratoire et de lyrique. Tout est flamand dans ces débuts de l'école bourguignonne, et cependant rien n'en démontre l'origine dans les Pays-Bas ; ils n'ont de racine qu'en France. A cette époque toutes les idées, les formules de la Renaissance sont prêtes à éclore. Mais la guerre éclate. C'est la défaite d'Azincourt (1415), et la folie du roi. Tout s'arrête. Le centre des arts se déplace et se fixe à Bruges et à Gand. En 1432 le rétable de l'*Agneau mystique* créait, par une œuvre immortelle, le point de départ de la vraie école « flamande ». Il nous est impossible en quelques lignes hâtives de suivre M. Louis Gillet dans l'énumération si intéressante et si documentée des faits qui appuient sa thèse et sa longue étude sur les Flamands Watteau, Rubens, Champagne, etc., etc. ; citons seulement un étrange retour des choses : la Belgique nous avait envoyé Claus Sluter, la France lui rendit François Rude, qui longtemps, travailla à Tervueren, à Bruxelles, et revint à Paris en 1828 avec sa figure de *Mercure*. Il n'est pas le seul ; Rodin passa en Belgique les dix années les plus fécondes de sa vie, savant, définitif, avec son « *Age d'airain* » ; la Belgique pour la seconde fois généreuse et hospitalière, ayant reçu un apprenti, nous faisait don d'un maître. — M. R. K. (*Revue des Deux Mondes*, 1er mai.)

La Religion et la Guerre. — On s'est bien souvent demandé quel serait l'effet de la guerre sur les sentiments religieux et leurs manifestations. M. Félix Rocquain répond à la question : « Il a suffi, nous dit-il, de l'explosion de la formidable guerre pour que les querelles et que les sources du spiritualisme qu'on croyait taries jaillissent de nouveau. »

En même temps que s'élevait l'âme française, se réveillait le sentiment religieux. Jamais les églises ne furent aussi remplies. Et c'est également dans nos armées que s'est manifesté ce retour vers la religion.

Aux aumôniers en nombre restreint affectés par la loi s'étaient joints en grand nombre des aumôniers volontaires. Et l'on vit des cérémonies religieuses célébrées en plein air.

La conduite qu'ont montrée les ministres des diverses confessions a été aussi l'une des causes de ce retour vers les idées religieuses.

Prêtres et religieux combattants, aumôniers, brancardiers, tous ont fait hautement leur devoir.

Lorsqu'à l'horrible tourmente aura succédé la paix, la France se retrouvera la nation idéaliste qu'au fond elle a toujours été. Elle sera vraisemblablement plus religieuse, elle sera aussi plus unie, les adversaires ayant oublié leurs différends dans la fraternité des armes. On eut un témoignage de cette solidarité qui prévaut sur la différence des doctrines, lorsqu'en mars 1918, l'ennemi commit cet attentat qui fit tant de victimes dans une des églises de Paris : le Président de l'Union consistoriale des Eglises réformées de Paris écrivit à l'archevêque que tous les protestants de la grande cité « unissaient leur douleur à la douleur de leurs frères catholiques ».

Le grand rabbin du Consistoire central écrivit, lui aussi, pour témoigner de sa pitié et de son indignation.

En outre, par sa présence à chacune des cérémonies qui furent célébrées en la Sainte-Chapelle, le Président de la République indiquait non seulement que les pouvoirs publics entendaient rester fidèles à la neutralité qu'implique la loi de séparation, mais que cette neutralité n'excluait pas les relations bienveillantes.

Des hommes de toutes les nations, de toutes les religions, sont venus combattre à nos côtés pour refouler la barbarie. De ce contact de races et de religions diverses, sortira non seulement la liberté, désormais assurée, des consciences, mais, selon les belles paroles de M. Deschanel, le respect des croyances, quelles qu'elles soient, en leurs manifestations légitimes. — R. C. (*Revue*

hebdomadaire, 30 nov. 1918). — *On comparera utilement avec l'enquête de la* Grande Revue *sur la renaissance religieuse pendant la guerre* (1915-1916).

Conditions préalables d'une Société des Nations. — La formation d'une Société des Nations exige plusieurs conditions. M. B. Lavergne nous les expose en étudiant chacune d'elles.

Voici plus d'un siècle, nous dit-il, les peuples d'Europe subissaient une crise presque aussi violente que celle qui, depuis quatre ans, nous étreignait. Les vingt années de guerre de la Révolution et de l'Empire aboutissaient à l'épuisement général des nations belligérantes. Aussi, les hostilités à peine terminées, éclot en Europe toute une série de projets d'établissement de paix perpétuelle et de fédération d'Etats. De ces projets généreux, nous savons trop ce qu'il advint.

L'Europe, aujourd'hui, vient de recommencer l'expérience douloureuse de la guerre générale. La Victoire des Alliés s'affirme, mais combien coûteuse. Et le même phénomène se reproduit : des espoirs passionnés de création d'une organisation juridique du monde se font jour de toutes parts. Les espoirs caressés aboutiront-ils à la même faillite ? Voilà le plus tragique problème de l'heure actuelle.

Du moins est-il possible de combattre divers préjugés contraires au succès même de l'idée.

Le premier de ces préjugés revient à poser en principe *l'égalité de droit et de fait de toutes les populations humaines*, quelles qu'elles soient. — Les peuples de la terre ne sont ni identiques ni même comparables les uns aux autres. Ils sont différents de caractères moraux, de culture scientifique et de force économique et militaire.

A quelles conditions une population doit satisfaire pour former au sens exact du mot un peuple ou une nation — un Etat, et, comme tel, entrer dans la Société des Nations ?

La plus élémentaire d'entre elles est que la population intéressée possède soit dans son élite, soit dans sa masse, la *capacité gouvernementale*.

Pour former un Etat, il faut que les populations qui réclament leur indépendance possèdent une indiscutable formation historique originale ; et que, présentement, la majorité numérique des habitants désire encore reconquérir son affranchissement.

Toute population qui aspire à l'autonomie devra posséder une population, un territoire et des richesses naturelles, tels que l'indépendance économique et politique de la Nation soit suffisamment assurée.

Enfin, une dernière condition doit être exigée : une suffisante aptitude à mettre en valeur les richesses naturelles du sol, c'est-à-dire un suffisant degré de développement scientifique.

Voilà donc cinq conditions précises auxquelles, par la force des choses, une population doit satisfaire pour former une Nation, pour jouir de ce que l'on convient d'appeler l'autonomie nationale véritable.

Enfin, une dernière exigence doit être affirmée. Les Etats effectivement autonomes, tels que nous les avons définis, appartiennent à deux types distincts : Etats aristocratiques d'une part, Etats démocratiques de l'autre. Une expérience tragique nous a montré une fois encore que *les paroles des rois absolus comptent exactement pour rien.*

Dès lors, nous pouvons conclure : pour cause d'incompatibilité d'humeur entre les associés d'abord, à raison des nécessaires garanties d'obéissance aux engagements pris ensuite, *seuls les Etats démocratiques peuvent adhérer à la Ligue des Nations.* — R. C. (*Revue de Paris*, 15 déc. 1918.)

CORRESPONDANCE

Nous rappelons à nos lecteurs notre **Enquête sur le présent et l'avenir de l'influence américaine en France,** *dont le programme a paru dans le numéro de décembre.*

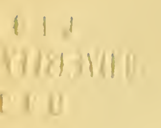
Nous souhaiterions que les réponses nous arrivent nombreuses le plus tôt possible.

Tables des Matières du Volume 98

TABLE DES AUTEURS

TABLE DES ARTICLES

La Vie Curieuse



Echos de la Bourse

Février 1919.

L'allure réconfortante du marché financier qui s'était manifestée dès le début d'année s'est sensiblement ralentie. La spéculation, en effet, semblait vouloir mettre les bouchées doubles pour marcher de pair avec les pourparlers de la Conférence de la Paix. Il a suffi de quelques anicroches, d'informations tendancieuses, venues d'un peu partout, pour enrayer l'élan acquis.

Les Rentes françaises, en réaction durant quelques séances, regagnent progressivement leurs pertes. Le succès de l'emprunt des Bons de la Ville de Paris ne surprendra personne si l'on tient compte des avantages réels que présentait cette opération pour les souscripteurs.

En général, les affaires sont très restreintes et le marché sans grand intérêt.

Alix.



Emission de Bons Municipaux de la Ville de Paris. — L'émission des nouveaux bons municipaux a commencé le 27 janvier courant, comme nous l'avions annoncé. Le succès de cette opération s'est affirmé dès le premier jour; les bons sont extrêmement recherchés.

Les demandes de la clientèle des banques se sont élevées à un chiffre si considérable qu'elles n'ont pu être accueillies qu'en partie. Ainsi 240 millions ont été placés dans les premières heures de l'ouverture de la souscription.

Quant aux 10 millions formant le surplus de l'emprunt et réservés aux petits souscripteurs, c'est-à-dire aux personnes ne souscrivant pas plus de cinq mille francs et présentant directement leur soucription à la Caisse municipale, ils ont fait également l'objet de très nombreuses demandes.

L'émission ne reste donc ouverte, en définitive, que pour le reliquat de cette tranche de 10 millions qui certainement sera très promptement épuisé.

Le droit de préférence conféré aux porteurs de bons pour la souscription aux obligations à long terme que la Ville de Paris se propose d'émettre en exécution de la délibération votée par le Conseil municipal le 30 décembre dernier a été, sans aucun doute, une des causes les plus décisives du grand succès de l'opération qui vient d'avoir lieu.

* **

L'assemblée générale de la Banque de France. — L'Assemblée générale des actionnaires de la Banque de France s'est tenue le 30 janvier, sous la présidence de M. G. Pallain, gouverneur, qui a donné lecture, au nom du conseil, du compte rendu des opérations pour l'exercice 1918. Le rapport des censeurs a été présenté par M. Petit, industriel, président du Tribunal de commerce de la Seine.

Le compte rendu fait connaître que les réserves d'or ont passé depuis le début de la guerre de 4.141 millions à 5.477 millions. Dans ce total sont compris 1.955 millions prêtés à l'Angleterre en 1916 et 1917, à l'appui de crédits de change, et dont le dégagement doit avoir lieu au fur et à mesure de la liquidation de ces crédits. Un premier remboursement de crédits a permis de dégager 58 millions d'or dans le courant de janvier 1919.

Les entrées d'or se sont élevées, durant l'exercice, à 127 millions ; il n'y a eu aucune sortie.

Il a été livré à l'industrie et au commerce français près de 4.300 millions de change, ce qui porte à 15 milliards le total des ventes de change

effectuées par la Banque de France depuis le début de la guerre. La plus grosse partie de ces ventes a été faite pour le compte du Trésor, l'entremise de la Banque demeurant, comme on sait, entièrement gratuite.

Les escomptes commerciaux se sont élevés, en 1918, à 14.589 millions, contre 9.498 millions en 1917; la moyenne du portefeuille d'effets non échus a passé de 606 millions à 1.083 millions. Le portefeuille d'effets moratoriés a été ramené à 1.029 millions, contre 4.476 millions au maximum en 1914.

Les souscriptions à l'emprunt de la Libération, transmises au Trésor par la Banque de France, se sont élevées à 13.400 millions en capital nominal, soit 45 % du total de la souscription. Le montant des bons et des obligations de la Défense nationale, souscrits par ses soins en 1918, a été de 18.545 millions, portant à 33 milliards 1/2 le total des titres de ces deux dernières catégories placés gratuitement par la Banque depuis le début de la guerre.

En fin d'exercice, les avances temporaires à l'Etat s'élevaient à 17.150 millions et les bons du Trésor français escomptés à des gouvernements étrangers à 3.526 millions. La circulation atteignait 30.250 millions.

En exécution des lois antérieures et de la loi du 20 décembre 1918 portant renouvellement du privilège, la Banque de France a versé au Trésor :

1° A titre d'impôts généraux ou spéciaux et de redevance sur la circulation productive, 33.138.000 francs;

2° Par prélèvement sur les produits des avances à l'Etat et de l'escompte des bons du Trésor français à des gouvernements étrangers, à titre d'impôts sur les bénéfices de guerre, 237.415.000 francs.

Cette dernière somme a été affectée à un compte spécial d'amortissement destiné, après couverture de certains risques exceptionnels de guerre, à l'atténuation de la dette de l'Etat. Ce compte a reçu également un versement de 200 millions, prélèvement forfaitaire sur les produits de la période 1er août 1914 — fin de l'exercice 1917.

L'assemblé générale a réélu MM. Hottinguer, banquier, Derville, industriel, et George Heine, banquier, en qualité de régents, et M. Charles Petit, industriel, en qualité de censeur.

Elle a élu régents MM. Blondel et Bruni, trésoriers-payeurs généraux.

*
* *

Maison Bernot frères. — Les actionnaires de la Maison Bernot frères sont informés que les certificats provisoires non négociables afférents à la modification de capital prévue à l'article 7 des statuts (capital porté de 1.750.000 francs à 3.500.000 francs par voie de transformation des réserves) sont, dès à présent, à leur disposition, au siège social (de 9 à 11 h. et de 2 à 3 h.) sur présentation pour estampillage des titres dont ils sont actuellement possesseurs.

*
* *

Etablissements L. Blériot. — La souscription aux 20.000 actions nouvelles est ouverte à la Banque de Paris et des Pays-Bas jusqu'au 15 mars.

SUCCESSION MANZI

PREMIÈRE VENTE

TABLEAUX, PASTELS, AQUARELLES, DESSINS

par BARYE, Mary CASSATT, COROT, COURBET, DELACROIX, MANET, Berthe MORIZOT, STEVENS, etc...

Œuvres importantes de GAUGUIN, DEGAS, TOULOUSE-LAUTREC.
BRONZES par BARYE, FREMIET, RODIN.

COMPOSANT LA COLLECTION DE FEU M. MANZI

Vente par suite de son décès et en vertu d'ordonnance

GALERIE MANZI-JOYANT, 15, rue de la Ville-l'Évêque

les 13 et 14 mars 1919, à 2 heures

Commissaires-Priseurs { Me H. BRICOUT, 8, rue Sainte-Cécile, Me F. LAIR-DUBREUIL, 6, rue Favart.

Experts M. H. BRAME.

EXPOSITIONS : particulière le 11 mars et *publique* le 12 mars 1919 de 2 heures à 6 heures.

SUCCESSION MANZI

DEUXIÈME VENTE

FAIENCES ANCIENNES

Françaises et Européennes. Faïences Italiennes et Hispano-Mauresques. Faiences Orientales.

PORCELAINES de CHINE, MÉDAILLONS en TERRE CUITE de J.-B. NINI.

COMPOSANT LA COLLECTION DE FEU M. MANZI

Vente par suite de son décès et en vertu d'ordonnance

GALERIE MANZI-JOYANT, 15, rue de la Ville-l'Évêque

les 20, 21 et 22 mars 1919, à 2 heures

Commissaires-Priseurs { Me H. BRICOUT, 8, rue Sainte-Cécile. Me F. LAIR DUBREUIL, 6, rue Favart.

Experts MM. LEMAN, PAULME et LASQUIN.

EXPOSITIONS : Particulière le 18 mars et *publique* le 19 mars 1919 de 2 heures à 6 heures.

Le Gérant : J. MULLER.

81-19. — Imp. du Palais, 20, r. Geoffroy-l'Asnier, Paris.

23e Année | No 2 | Février 1919

La Grande Revue

" Pages Libres "

A travers la Quinzaine



Le Numéro, net :
France : 2 fr.
Etranger : 2 fr. 50

Paris : 37, Rue de Constantinople
Paris, VIIIe Arrt

La Grande Revue

CONDITIONS D ABONNEMENT

	Un an	Six mois	Trois mois
FRANCE	20 fr.	10 fr. 50	5 fr. 75
UNION POSTALE	25 fr.	13 fr.	7 fr.

ÉDITION SUR PAPIER DE LUXE

PARIS.........................	30 fr.	16 fr.	8 fr.
DEPARTEMENTS..............	33 fr	18 fr	10 fr.
ÉTRANGER	38 fr.	20 fr.	11 fr.

Adresser abonnements et mandats à M. l'Administrateur de La Grande Revue

A toute demande de changement d'adresse, prière de joindre 50 centimes en timbres-poste

(Il n'est pas tenu compte des changements d'adresse non réguliers.)

Le prix d'un fascicule de la GRANDE REVUE, vendue au numéro, est fixé à 2 francs en France, 2 fr. 50 à l'étranger, pour les numéros depuis novembre 1915 comme pour tous les numéros antérieurs.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

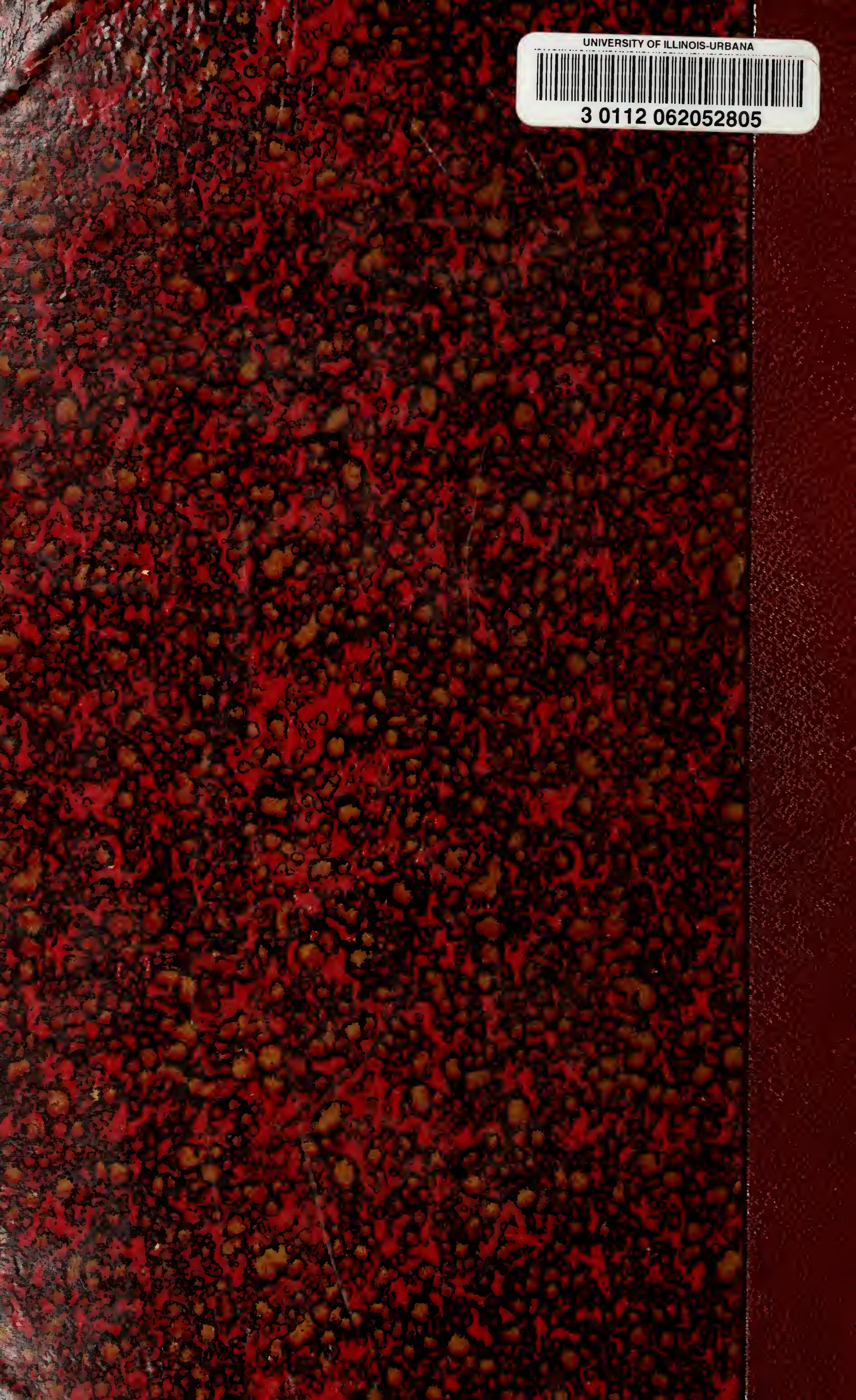
Depuis le 10 janvier, le train direct de toutes classes 12059 « Paris-Marseille », partant de Paris à 21 h. 05 et arrivant à Marseille à 15 h. 30, est prolongé de Marseille à Vintimille (arrivée à Nice à 21 h. 40).

En sens inverse, le train direct de toutes classes 12062, quittant Marseille à 12 h. 30 et arrivant à Paris à 7 h. 40, a son point de départ reporté à Vintimille (départ de Nice à 7 h.).

Le train poste (1re classe) 12007, partant de Paris à 20 h. 15, est accéléré à partir de Marseille et arrive à Nice à 15 h. 50.

Le train poste (1re classe) 12010 est de même accéléré entre Vintimille et Marseille ; le départ de Nice a lieu à 13 h., l'arrivée à Paris restant fixée à 8 h. 45.

81-19. — Imp. du Palais, 20, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris.


UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 062052805